

LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°6 • SESSION ORDINAIRE 2010-2011

Vœux de Nouvel An: rester à l'écoute du citoyen



(de gauche à droite) M. Claude Frieseisen, Secrétaire général, M. Laurent Mosar, Président, Mme Lydie Polfer, Vice-Présidente, M. Lucien Lux et M. Alex Bodry, Membres du Bureau, Mme Lydia Mutsch, Vice-Présidente et M. Xavier Bettel, Membre du Bureau de la Chambre des Députés.

À l'occasion de ses traditionnels vœux de Nouvel An adressés à l'Administration parlementaire, le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, s'est félicité du travail accompli durant toute l'année 2010.

Estimant que les objectifs essentiels qu'il s'était fixés pour la première année de son mandat à la tête de la première institution du pays ont pu être atteints (implémentation de nouvelles procédures européennes suite à l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne, acquisition d'un nouveau local au centre-ville afin d'en finir une fois pour toutes avec tout problème d'exiguïté, meilleure

publicité des travaux parlementaires, ébauche d'un nouveau statut pour les agents de la Chambre), le Président s'est penché sur les principaux défis qu'il convient de relever dans les semaines et mois à venir.

Parmi eux, une accélération des procédures au sein du triangle institutionnel formé par le Gouvernement, la Chambre et le Conseil d'État s'impose afin de faire preuve d'une meilleure réactivité face aux événements. «Notre devise doit être d'agir plus vite sans pour autant négliger la qualité du travail législatif à fournir», a ainsi signalé le Président.

Pour éviter toute altération de la confiance dans l'idéal démocratique, M. Laurent Mosar préconise que la Chambre, par l'intermédiaire de tous ses mandataires, soigne ses relations avec le citoyen et reste à son écoute. «Afin d'éviter ce qui vient de se passer chez nos voisins, nous devons prendre en compte les intérêts du peuple pour ne pas lui donner le sentiment qu'il est mis sous tutelle. C'est la raison pour laquelle la classe politique doit prendre très au sérieux ses aspirations et faire en sorte que par le biais de l'anticipation il se sente écouté», a-t-il ainsi lancé à son auditoire.

Visite de l'exposition sur la „Gëlle Fra“

M. Laurent Mosar, Président de la Chambre des Députés, s'est déplacé à Bascharage début janvier pour visiter l'exposition sur la „Gëlle Fra“. M. Michel Wolter, député-maire de Bascharage et initiateur de l'exposition ainsi que

M. Jean Reitz, directeur de l'Agence luxembourgeoise d'action culturelle, l'ont guidé à travers l'exposition qui présente la „Gëlle Fra“ dans son contexte historique, artistique et social, national et international. L'expo-

sition connaît un vaste succès auprès du public: 20.000 personnes l'ont d'ores et déjà visitée; les organisateurs s'attendent à dépasser le cap des 22.000, voire 25.000 visiteurs d'ici le 23 janvier, dernier jour d'ouverture.



14 ^e séance	jeudi	9 décembre 2010
15 ^e séance	jeudi	9 décembre 2010
16 ^e séance	mardi	14 décembre 2010
17 ^e séance	mercredi	15 décembre 2010

Les députés inspectent la maison Wiltheim

Peu de temps après la construction de l'Hôtel de la Chambre en 1859, il s'est avéré que le Parlement manquait déjà de surface administrative. En 2005, l'aménagement des bâtiments Printz et Rischarp a permis de remédier en partie à ce besoin. Certains services ont néanmoins dû être délocalisés vers des bureaux loués au centre-ville. L'acquisition par l'État de la demeure «Wiltheim» devrait permettre de réunir, vers la mi-2011, toute l'Administration parlementaire au Marché-aux-Herbes. Le bâtiment, occupé pendant plus de 40 ans par une banque allemande, comporte bureaux et salles de réunions. Il accueillera dans un premier temps sept services administratifs (une trentaine de personnes). Certaines salles pourront, en cas

de besoin, être mises à disposition de groupes parlementaires. En visitant l'immeuble en question fin décembre 2010, les députés de la Commission des Comptes de la Chambre ont noté que peu de gros travaux seront nécessaires. Il faudra cependant apporter des aménagements techniques et installer des cloisons pour adapter les locaux de l'ancienne banque aux besoins de la Chambre.

Les origines de l'ancienne demeure de la famille Wiltheim remontent au XVIII^e siècle. La Chambre occupera quelque 3.300 m² dans cette maison à dimensions impressionnantes. La transaction immobilière a été financée à 100% par la réserve financière du Parlement constituée au fil des ans à cet effet.



DANS CE NUMÉRO

Budget 2011	
- Débats	p. 141
Réforme du système de santé	p. 177
Ajustement des rentes et pensions	p. 193
Sommaire des séances publiques n ^{os} 14-17	p. 200
Sommaire des questions parlementaires	p. Q93

d'Chamber online op
www.chd.lu



S'engager à fond pour la Grande Région

Mobilité et transports publics, politique de l'emploi, éducation et activités de recherche: ces dossiers ont constitué l'essentiel des sujets abordés le 7 janvier par M. Jean-Pierre Masseret et le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar. Le Président du Conseil régional de Lorraine, M. Masseret, assurera pendant deux ans (2011-2013) la présidence des exécutifs de la Grande Région.

Chaque jour, quelque 70.000 Lorrains et quelque 40.000 citoyens allemands et belges se déplacent vers le Luxembourg pour y travailler. Quant aux problèmes de transport qui se présentent, «les gens nous attendent sur du concret», ont constaté les deux présidents. Ils proposent de discuter au niveau de la Grande Région sur les problèmes de cadence, d'acheminement des passagers entre les gares et le lieu de travail, la construction de parkings de délestage et la mise en place d'un système d'information efficace.



M. Jean-Pierre Masseret et M. Laurent Mosar.

En matière d'emploi, les deux présidents sont d'avis qu'il faut se concerter avec les employeurs de la Grande Région en vue de déterminer avec une plus grande précision les besoins de main-d'œuvre et de qualification. Par ailleurs Jean-Pierre Masseret et Laurent Mosar ont accueilli favorablement l'idée d'un portail en ligne qui ferait fonction de bourse d'emplois de la Grande Région.

Les deux présidents sont d'accord pour dire que la Grande Région devrait exploiter davantage ses atouts en faveur des activités de recherche et d'enseignement. Jean-Pierre Masseret et Laurent Mosar, satisfaits de leur échange de vues, ont estimé que leur rencontre constituait un bon départ pour leur collaboration future au niveau de la coopération en Grande Région.

Règlement de la Chambre: «toiletage» en vue



À chaque époque ses us et coutumes, à chaque siècle ses innovations. Même la Chambre des Députés ne saurait y échapper. Présidée par M. Gast Gibéryen (ADR), la Commission du Règlement de la Chambre a donné le 11 janvier son feu vert à trois propositions de modification de celui-ci.

Le terme de «greffe» de la Chambre, sorte de secrétariat névralgique de la première institution du pays, disparaît au profit

de celui d'«Administration parlementaire», plus en phase avec les temps modernes.

Vis-à-vis du citoyen, les parlementaires se montreront à l'avenir encore plus transparents. Sous sa responsabilité personnelle, chacun d'entre eux déclare à l'Administration parlementaire toutes ses activités professionnelles ainsi que toute autre fonction ou activité rémunérée. Entendu par là toute fonction ou activité pour laquelle il est indem-

nisé. Ces informations, tenues jusqu'à présent sous forme de registre, feront désormais l'objet d'une publication électronique sur le site Internet de la Chambre où tout le monde pourra les consulter à tout moment.

Troisième et dernière modification de taille: toute proposition de loi émanant d'un député de la Chambre se verra à l'avenir, en ce qui concerne sa procédure, rapprochée le plus possible de celle des projets de loi. Dans un souci de revalorisation et d'évaluation plus rapide, les propositions de loi seront dorénavant soumises à l'examen systématique du Conseil d'État qui s'engage à les aviser dans un délai raisonnable. Alors que ce ne fut pas le cas jusqu'ici, la Chambre se prononcera donc en connaissance de cause (après examen par le Conseil d'État) sur le sort qu'elle entend réserver à toute proposition de loi déposée sur le bureau de la Chambre.

Les trois propositions de modification du Règlement de la Chambre seront soumises au vote des députés à l'occasion d'une des séances plénières de la dernière semaine de janvier.



NOUVELLES LOIS

Sécurité des jouets

6118 - Projet de loi relative à la sécurité des jouets

Le projet de loi 6118 a pour objet de transposer la directive 2009/48/CE du 18 juin 2009 relative à la sécurité des jouets. Il se substitue au règlement grand-ducal modifié du 3 février 1992 relatif à la sécurité des jouets qui avait transposé en droit national la directive 88/378/CEE du 3 mai 1988 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives à la sécurité des jouets.

Suivant le considérant (3) de la directive 2009/48/CE les progrès technologiques intervenus sur le marché des jouets ont posé de nouveaux problèmes en matière de sécurité des jouets et ont accru les préoccupations des consommateurs en la matière. Afin de tenir compte de ces progrès et d'apporter des précisions concernant le cadre réglementaire applicable à la commercialisation des jouets, il est apparu nécessaire de réexaminer certains aspects de la directive 88/378/CEE.

De manière générale, la directive 2009/48/CE a comme objet d'améliorer et d'harmoniser le niveau de sécurité des jouets et d'éliminer les obstacles aux échanges de jouets entre les États membres.

Parmi les modifications apportées par le présent projet de loi, il convient de citer notamment:

- l'amélioration de la traçabilité d'un jouet tout au long de la chaîne d'approvisionnement et de distribution;
- la répartition claire et proportionnée des obligations correspondant au rôle de chaque opérateur économique;

- l'actualisation et l'amélioration des exigences de sécurité (liées notamment aux propriétés physiques et mécaniques, à l'inflammabilité ou aux propriétés chimiques des jouets) afin d'assurer un niveau élevé de protection des enfants. Les jouets qui respectent les exigences de sécurité portent le marquage «CE» de conformité. Avant leur mise sur le marché, les jouets doivent être munis du marquage «CE» qui matérialise leur conformité avec les dispositions de la future loi;

- la protection des enfants du danger d'atteinte auditive causée par les jouets émettant des sons;

- le renforcement des dispositions relatives aux avertissements censés accompagner les jouets;

- l'assurance d'un niveau élevé de performance des organismes d'évaluation des jouets.

En outre, le projet de loi 6118 désigne l'Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services (ILNAS) en tant qu'autorité nationale compétente en matière de surveillance de la sécurité des jouets. Ainsi, par exemple, l'ILNAS peut demander à un organisme (d'évaluation des jouets) notifié de fournir des informations concernant toute attestation d'examen CE de type qu'il a délivrée. Lorsque l'ILNAS constate qu'un jouet n'est pas conforme aux exigences essentielles (définies à l'article 10 du projet de loi) et particulières (définies à l'annexe II du projet de loi) de sécurité, il est autorisé à demander à l'organisme notifié de retirer l'attestation d'examen CE de type concernant le jouet en question.

Dépôt par M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 08.03.2010

Rapporteur: M. Alex Bodry

Travaux de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire

(Président: M. Alex Bodry):

21.10.2010 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

25.11.2010 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 01.12.2010

Loi du 15 décembre 2010

Mémorial A 2010, n°223, p. 3604

VARIA



M. Roger Negri (au centre), actuellement vice-président du Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux (Parlement Benelux), s'est vu remettre des mains de l'Ambassadeur de Belgique, M. Alain Kundycki (3^e de gauche) la médaille de l'Officier de l'Ordre de Léopold pour avoir œuvré en tant que président du Parlement Benelux en 2007-2008 en faveur du renforcement et du développement des relations belgo-luxembourgeoises. Ont également participé à cette cérémonie: M. Gilles Roth, M. Marc Angel (à gauche) M. Jacques Santer, M. Fernand Boden et M. Claude Frieseisen (à droite).

Chamber aktuell

Chamber TV vous propose tous les lundis entre 20.00 et 22.00 heures les moments forts de l'actualité parlementaire.

L'émission est rediffusée du mardi au vendredi de 20.00 à 22.00 heures, à l'exception des jours de séance.



Écoconception

6135 - Projet de loi établissant un cadre pour la fixation d'exigences en matière d'écoconception applicables aux produits liés à l'énergie et modifiant la loi du 19 décembre 2008 établissant un cadre pour la fixation d'exigences en matière d'écoconception applicables aux produits consommateurs d'énergie

En modifiant la loi du 19 décembre 2008 établissant un cadre pour la fixation d'exigences en matière d'écoconception applicables aux produits consommateurs d'énergie, le projet de loi 6135 entend transposer en droit national la directive 2009/125/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant un cadre pour la fixation d'exigences en matière d'écoconception applicables aux produits liés à l'énergie.

À noter que la loi du 19 décembre 2008 précitée avait pour objet de transposer en droit national la directive 2005/32/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 juillet 2005 éta-

blissant un cadre pour la fixation d'exigences en matière d'écoconception applicables aux produits consommateurs d'énergie.

Le présent projet de loi établit un cadre cohérent pour l'application des exigences communautaires en matière d'écoconception applicables aux produits liés à l'énergie en vue d'assurer la libre circulation de produits qui sont conformes auxdites exigences et d'améliorer leur impact global sur l'environnement.

La modification majeure consiste dans l'extension du champ d'application à l'ensemble des produits liés à l'énergie, c'est-à-dire tous les biens ayant une incidence sur la consommation d'énergie durant leur utilisation, comme les fenêtres ou encore les robinets et douches. La définition de «produits consommateurs d'énergie» est donc remplacée par la définition «produits liés à l'énergie». L'objectif est de réduire la consommation d'énergie liée à ces produits pour contribuer de manière substantielle à la réalisation des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre de l'Union européenne.

capital ont diminué de 15,02% (soit 1.712 millions d'euros).

En ce qui concerne la situation financière des Fonds spéciaux de l'État, la Cour des Comptes constate une augmentation de 32% des avoirs des fonds spéciaux de l'État au courant de l'exercice 2009 (9,65% en 2008). Par rapport aux projections des recettes et des dépenses du projet de budget de 2009, cette augmentation est intervenue de façon imprévue. Ceci s'explique par le fait que les recettes des fonds spéciaux ont été plus importantes que prévues (+28,06%) et que l'évolution des dépenses a été moins prononcée que prévue en 2009 (-7,52%).

Au cours de l'exercice 2009 des emprunts à hauteur de 200 millions d'euros ont été avancés par la Trésorerie au Fonds du rail

et au Fonds des routes. Déduction faite de ces emprunts et des alimentations supplémentaires (770 millions d'euros), les avoirs des fonds spéciaux seraient en diminution de l'ordre de 21,8%.

La Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire se déclare satisfaite d'avoir réussi, cette année, la présentation de son rapport relatif au projet de loi sous rubrique au vote de la Chambre des Députés avant celui de la loi budgétaire.

Elle a également réussi à organiser un échange entre le Ministère des Finances, l'Inspection générale des finances (IGF) et la Cour des Comptes, afin qu'à l'avenir les informations relatives aux fonds spéciaux fournies au compte général de l'État soient accompagnées d'explications permettant une véritable analyse de fond.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 01.07.2010
Rapporteur: M. Félix Braz

Travaux de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire (Présidente: Mme Anne Brasseur):
20.09.2010 Présentation du projet de loi par M. le Ministre des Finances
22.10.2010 Présentation du rapport général de la Cour des Comptes
22.11.2010 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 01.12.2010
Loi du 16 décembre 2010
Mémorial A 2010, n°230, p. 3700

«Mammerent»

6167 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 28 juin 2002

- 1. adaptant le régime général et les régimes spéciaux de pension;**
- 2. portant création d'un forfait d'éducation;**
- 3. modifiant la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti**

Le relèvement de l'âge pour l'octroi du forfait d'éducation de 60 à 65 ans s'inscrit dans le cadre des mesures proposées par le Comité de Coordination tripartite en vue de faire des économies pour équilibrer les finances publiques.

Le projet de loi portant création du forfait d'éducation (document parlementaire

4887, devenu la loi du 28 juin 2002) avait fixé l'âge pour pouvoir bénéficier de cette prestation à 65 ans. Cette limite d'âge a été ramenée à 60 ans à la suite d'amendements adoptés par la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale dans le but de rapprocher l'âge pour l'octroi du forfait d'éducation de l'âge moyen de l'octroi d'une pension de vieillesse ou d'invalidité. Cet abaissement de l'âge d'octroi du forfait d'éducation a eu pour effet l'augmentation du nombre des bénéficiaires potentiels et partant une augmentation du coût à charge du budget de l'État.

Le fait de relever l'âge d'octroi du forfait d'éducation de 60 à 65 ans permet à l'État de faire des économies de 1,5 millions d'euros en 2011 et de 3,1 millions d'euros en 2012. Le montant total des économies additionnées pour les années 2011 à 2015 sera de l'ordre de 23 millions d'euros.

Dépôt par M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 07.05.2010
Rapporteur: M. Claude Haagen

Travaux de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire (Président: M. Alex Bodry):
14.10.2010 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
25.11.2010 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 01.12.2010
Loi du 15 décembre 2010
Mémorial A 2010, n°224, p. 3626

Compte général 2009

6153 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2009

Par rapport au budget définitif de l'exercice 2009, les variations sont les suivantes:

	Budget définitif 2009	Compte général 2009	Variations	
			en valeur	en %
Recettes				
- courantes	9.188.710.886,00	8.812.832.404,78	-375.878.481,22	-4,09
- en capital	88.231.160,00	86.023.297,68	-2.207.862,32	-2,50
Total recettes (1)	9.276.942.046,00	8.898.855.702,46	-378.086.343,54	-4,08
Dépenses				
- courantes	8.327.136.341,00	8.566.092.093,35	238.955.752,35	+2,87
- en capital	944.140.152,00	1.118.231.774,28	174.091.622,28	+18,44
Total dépenses (2)	9.271.276.493,00	9.684.323.867,63	413.047.374,63	+4,46
Excédent de recettes (1)-(2)	5.665.553,00	-785.468.165,17	-791.133.718,17	

L'article 2 du projet de loi 6153 portant règlement du compte général de l'exercice 2009 prévoit que les résultats des comptes généraux 2006, 2007 et 2008 au montant total de 770 millions d'euros soient affectés à l'alimentation de certains fonds spéciaux.

Les dépenses courantes et en capital effectives dépassent de 4,46% le total des dépenses prévues pour 2009. En valeur absolue, cet écart correspond à 413 millions d'euros.

Ces dépenses supplémentaires proviennent notamment de la majoration relative:

- aux dotations de fonds de réserve (+140.800.540,50 euros);
- aux octrois de crédits aux et participations dans les entreprises et institutions financières (+123.476.799,60 euros);

- aux transferts de revenus aux ménages (+40.270.305,23 euros);
 - aux transferts de revenus aux administrations de sécurité sociale (+40.061.509,15 euros);
 - aux subventions d'exploitation (+29.200.450,60 euros);
 - aux transferts de capitaux aux entreprises (+24.420.756,41 euros);
 - aux transferts de revenus aux administrations publiques locales (+23.267.849,89 euros);
 - aux salaires et charges sociales (+14.392.132,70 euros);
 - aux transferts de capitaux aux écoles privées (+10.708.474,74 euros).
- Par rapport au compte général de l'exercice 2008, les dépenses courantes et en

Dépôt par Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 03.08.2010

Rapporteur: M. Paul-Henri Meyers

Travaux de la Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances

(Président: M. Mill Majerus):
05.10.2010 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
30.11.2010 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 02.12.2010
Loi du 16 décembre 2010
Mémorial A 2010, n°236, p. 3909



OPCVM

6170 - Projet de loi concernant les organismes de placement collectif et - portant transposition de la directive 2009/65/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 juillet 2009 portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant certains organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) (refonte);

- portant modification:

- de la loi modifiée du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif;

- de la loi modifiée du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés;

- de l'article 156 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

Le projet de loi a pour objet de transposer en droit luxembourgeois la directive 2009/65/CE du 13 juillet 2009 portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant les organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM). La directive 2009/65/CE, qu'il est convenu de désigner sous l'appellation «directive UCITS IV», abrogera avec effet au 1^{er} juillet 2011 la directive 85/611/CEE du Conseil du 20 décembre 1985 portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant certains organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) telle que modifiée.

La directive 85/611/CEE a contribué de manière significative au développement et au succès du secteur des fonds d'investissement en Europe et notamment au Luxembourg. Elle a fixé le cadre européen de la gestion collective d'actifs et a introduit le principe du «passeport» européen de commercialisation de ces fonds. La directive OPCVM a également introduit des règles communes pour l'organisation, la gestion et la surveillance des fonds.

Depuis son adoption, ladite directive a connu plusieurs modifications. Cependant, la nécessité d'apporter des modifications supplémentaires au cadre juridique des OPCVM pour l'adapter aux exigences des marchés financiers du XXI^e siècle est apparue progressivement. La refonte de la directive OPCVM devra améliorer significativement l'harmonisation du régime européen pour les fonds OPCVM.

La directive UCITS IV apporte des modifications substantielles dans les domaines suivants:

1. Introduction d'un passeport pour les sociétés de gestion (et non plus pour les seuls fonds).

2. La procédure de notification, par laquelle les parts d'OPCVM établis dans un État membre peuvent être commercialisées dans un autre État membre, est simplifiée et accélérée.

3. Une procédure facilitant les fusions d'OPCVM, que ce soit sur le plan national ou communautaire, est introduite par la directive.

4. Aux termes de la directive, les structures maître-nourricier (OPCVM du type master/feeder) peuvent désormais être appliquées aux OPCVM.

5. Le prospectus simplifié qui avait été introduit par la directive 2001/107/CE et jugé peu compréhensible pour les investisseurs, est remplacé au profit d'un document plus clair dont le contenu et le format sont harmonisés, dénommé «Informations clés pour l'investisseur» («Key investor information document» - KIID).

6. La directive entend renforcer les dispositions concernant l'échange d'informations entre les autorités de surveillance ainsi que les obligations réciproques de ces autorités en matière d'assistance et de coopération.

En vue d'assurer une application uniforme des dispositions de la directive 2009/65/CE dans chaque État membre, la directive habilite la Commission de l'Union européenne à arrêter les mesures d'exécution nécessaires à cet effet. Dans ce contexte, la Commission a chargé le Comité européen des régulateurs des marchés de valeurs mobilières (CERVM), qui est composé des représentants des autorités des États membres chargées de la surveillance des marchés d'instruments financiers, de définir certaines mesures d'exécution relatives à la directive 2009/65/CE.

Le 1^{er} juillet 2010, la Commission a adopté quatre mesures d'exécution (deux directives et deux règlements) de la directive 2009/65/CE, élaborées sur la base des recommandations du CERVM et approuvées par les États membres, puis par le Parlement européen et le Conseil.

Les États membres disposent de douze mois pour transposer les directives; la date d'application des règlements est quant à elle fixée au 1^{er} juillet 2011, date limite pour la transposition de la directive.

Outre les modifications susmentionnées, le projet de loi comprend également des aménagements aux pouvoirs de surveillance et de sanctions dont est investie la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) en vue de l'accomplissement de sa mission de surveillance des organismes de placement collectif. Ces aménagements tiennent compte des dispositions prévues par la directive 2009/65/CE dont l'objectif est de faire converger davantage les pouvoirs dont disposent les autorités de surveillance compétentes afin d'assurer une application uniforme des règles de la directive dans tous les États membres.

Les dispositions fiscales, pénales et celles relatives à la liquidation des OPC ainsi qu'aux OPC à compartiments multiples, qui sont incluses dans la partie V du projet de loi, sont dans une large mesure reprises de la loi modifiée du 20 décembre 2002. L'une des nouveautés fiscales consiste à exonérer les «exchange traded funds» (ETF) ou fonds indicels de la taxe d'abonnement à partir du 1^{er} janvier 2011.

En outre, le projet de loi rend non imposables au Luxembourg, dans le chef des contribuables non résidents les produits de réalisation issus d'une prise de participation dans un OPC revêtant la forme sociétaire y compris des OPC du type nourricier. Par ailleurs, le projet de loi exclut explicitement du champ d'application de la taxation luxembourgeoise les OPC de droit étranger qui sont gérés par une société de gestion luxembourgeoise ou dont l'administration centrale se trouve au Luxembourg.

Assurance accident

6177 - Projet de loi portant introduction d'un taux de cotisation unique dans l'assurance accident et modifiant:

1. le Code de la sécurité sociale;

2. la loi modifiée du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural

Le projet de loi réorganise la solidarité entre les différents secteurs économiques au Luxembourg, ce qui peut être atteint notamment à travers l'introduction d'un taux unique au niveau de l'assurance accident. En effet, alors que la classe 2 regroupant les assurances, les banques, les bureaux d'études et les établissements à activités analogues payent aujourd'hui un taux de cotisation de 0,45%, la classe 7

comprenant les entreprises de toiture, la classe 8 composée des entreprises d'aménagement et de parachèvement et la classe 9 regroupant les entreprises d'équipements techniques du bâtiment payent des taux de cotisation de respectivement 6%, 3,20% et 2,39%. L'introduction d'un taux unique de l'ordre de 1,25% amènera les entreprises de la classe 2 actuelle à payer davantage tout en permettant aux petites entreprises de baisser significativement leurs charges salariales. Le taux de cotisation unique permettra ainsi de parfaire la solidarité entre cotisants dans la branche de l'assurance accident.

Par ailleurs, le projet de loi prévoit encore l'extension de la couverture des personnes handicapées et une adaptation de l'article 38quater de la loi modifiée du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural.

Dépôt par M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale, le 19.08.2010

Rapporteuse: Mme Lydia Mutsch

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

(Présidente: Mme Lydia Mutsch):

23.09.2010 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi

25.11.2010 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

09.12.2010 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.12.2010

Loi du 17 décembre 2010

Mémorial A 2010, n°245, p. 4076

Stockage de CO₂

6186 - Projet de loi portant approbation des Amendements aux Annexes II et III de la Convention de Paris du 22 septembre 1992 pour la protection du milieu marin de l'Atlantique du Nord-Est (OSPAR) relatifs au stockage des flux de dioxyde de carbone dans les formations géologiques, adoptés lors de la réunion de la Commission OSPAR, qui s'est tenue à Ostende (Belgique) du 25 au 29 juin 2007

L'article unique du projet de loi 6186 se propose d'approuver les amendements à apporter aux annexes II et III de la Convention de Paris du 22 septembre 1992 pour

la protection du milieu marin de l'Atlantique du Nord-Est (OSPAR) relatifs au stockage des flux de dioxyde de carbone dans des formations géologiques, adoptés lors de la réunion de la Commission OSPAR à Ostende en juin 2007.

La convention initiale OSPAR, signée à Paris le 22 septembre 1992, remplaçant les conventions d'Oslo et de Paris, avait été approuvée par la loi du 8 septembre 1997.

Les amendements aux annexes II et III de la Convention ont été adoptés lors d'une réunion à Ostende en juin 2007 et mettent en place les conditions juridiques nécessaires pour permettre les opérations de captage et de stockage du dioxyde de carbone dans la zone maritime OSPAR.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 06.09.2010

Rapporteur: M. Marcel Oberweis

Travaux de la Commission du Développement durable

(Président: M. Fernand Boden):

22.09.2010 Désignation d'un rapporteur

20.10.2010 Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État

11.11.2010 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 30.11.2010

Loi du 17 décembre 2010

Mémorial A 2010, n°237, p. 3916

Produits dérivés du phoque

6192 - Projet de loi concernant certaines modalités d'application et la sanction du règlement (CE) no 1007/2009 du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 sur le commerce des produits dérivés du phoque

Le projet de loi 6192 a pour objectif d'assurer l'application et la sanction du règlement (CE) no 1007/2009 du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 sur le commerce des produits dérivés du phoque.

Ce règlement complète la législation communautaire existante relative à la protec-

tion des phoques, et notamment la directive 83/129/CEE du 28 mars 1983 interdisant l'importation dans la Communauté de peaux de certains bébés phoques. Il prend en compte les questions de bien-être animal liées à la mise à mort et à l'écorchage des phoques lors de la chasse, en garantissant que les produits dérivés de phoques mis à mort et écorchés dans des conditions de souffrance et de détresse ne puissent se retrouver sur le marché européen.

En outre, les mesures prévues par le règlement (CE) sont destinées à harmoniser les règles en vigueur dans l'UE en matière d'activités commerciales liées aux produits dérivés du phoque et à éviter ainsi une

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 06.08.2010

Rapporteur: M. Lucien Thiel

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Michel Wolter):

14.09.2010 Désignation d'un rapporteur

26.11.2010 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

30.11.2010 Adoption d'un amendement

08.12.2010 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 16.12.2010

Loi du 17 décembre 2010

Mémorial A 2010, n°239, p. 3928



perturbation du marché intérieur des produits concernés, y compris les produits équivalents ou substituables aux produits dérivés du phoque. En effet, il existe des différences entre les dispositions nationales des différents États membres, régissant le commerce, l'importation, la production et la commercialisation des produits dérivés du phoque.

Le règlement communautaire étant d'application directe, le projet de loi 6192 comporte uniquement les dispositions né-

cessaires pour assurer son exécution. Il vise à:

- identifier les autorités compétentes pour l'exécution du règlement (CE),

- préciser les organes chargés de la recherche et de la constatation des infractions aux dispositions dudit règlement ainsi que leurs pouvoirs et prérogatives de contrôle,

- à fixer les sanctions pénales y relatives.

ancrés dans le plan hospitalier et seront développées au fur et à mesure dans les années à venir, et ceci en étroite collaboration avec les acteurs du terrain. Même si les filières de soins seront à définir ultérieurement - éventuellement dans le cadre d'une réforme de la loi hospitalière - les mécanismes de coordination et d'intégration de la prise en charge devront être développés.

6) L'enveloppe budgétaire globale pour le secteur hospitalier

Dans le souci d'une meilleure coordination et d'un gain d'efficacité, le projet de réforme propose de subordonner les budgets des établissements hospitaliers à une enveloppe budgétaire globale. Cette mesure doit apporter un soutien à l'idée d'une gouvernance commune du secteur hospitalier avec l'objectif prioritaire d'éviter des doubles emplois et la concurrence malsaine. En revanche, sont à privilégier la recherche de synergies et la collaboration.

L'enveloppe budgétaire globale est censée remplir le rôle de catalyseur pour une approche raisonnable en matière de croissance budgétaire dans le secteur hospitalier. Le nouveau système continuera à garder une certaine flexibilité, ceci notamment pour faire face à des imprévus ou à des situations exceptionnelles.

7) Le statut du médecin hospitalier et du médecin-coordonateur

À l'avenir, le contrat de collaboration entre le médecin hospitalier et l'hôpital devra davantage régler les droits, mais aussi les devoirs des deux parties. Ainsi l'article 31 de la loi hospitalière prévoira dorénavant que le médecin hospitalier est lié à l'établissement hospitalier, soit par un contrat de collaboration, soit par un contrat de travail (p.ex. médecins salariés au CHL).

Le texte dispose que le médecin hospitalier exercera son activité, à titre principal ou accessoire, dans un ou plusieurs services hospitaliers sous sa propre responsabilité et sans lien de subordination sur le plan médical, mais en respectant le cadre défini par l'organisme gestionnaire dans le règlement interne, notamment en ce qui concerne la démarche qualité, la prévention des risques et la continuité des soins et des gardes.

Le médecin hospitalier garde donc la liberté thérapeutique au lit du malade, mais son activité, exercée sous statut libéral ou non, sera dorénavant cadrée et doit s'inscrire dans la cohérence et les objectifs définis par le gestionnaire.

8) Le conventionnement obligatoire

Le maintien du principe du conventionnement obligatoire, spécificité du système de soins luxembourgeois, figure parmi les orientations stratégiques de la réforme du système de soins de santé fixées dans le programme gouvernemental et réaffirmé par le présent projet de loi.

9) La Commission de nomenclature

La composition de la Commission de nomenclature - actuellement caractérisée par la prépondérance des représentants de l'État - sera revue dans le sens d'une parité entre les représentants nommés par les ministres compétents et la Caisse nationale de santé, d'une part, et les experts issus des organismes représentatifs des prestataires, d'autre part. Quant au détail de sa composition, la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale a retenu la solution trouvée lors des discussions entre le Ministre, l'Association des médecins et méde-

cins dentistes et l'Entente des hôpitaux et qui respecte le principe de la parité.

Il est prévu que la Cellule d'expertise médicale à créer appuiera la Commission de nomenclature dans son travail, ceci notamment pour renforcer la base scientifique des discussions et décisions à prendre au sein de cette commission.

10) La prise en charge directe

Conformément au programme gouvernemental, le projet de loi introduit le tiers payant social, qui doit garantir et faciliter l'accès des personnes en difficulté aux prestations de soins, sans engendrer une stigmatisation de ces personnes ou une charge administrative trop importante. Ainsi, dans des cas dûment motivés et pour des raisons sociales constatées par l'office social concerné, l'assuré peut demander une prise en charge directe des prestations par l'assurance maladie-maternité.

11) Mesures financières

Alors que le projet de loi initial prévoyait le relèvement du taux de cotisation et l'augmentation des participations statutaires à charge des assurés par dérogation aux dispositions prévues dans le Code de la sécurité sociale, il a été décidé finalement de remettre cette décision à la CNS. Lors de sa réunion du 10 novembre 2010, le Comité directeur de la CNS a décidé majoritairement de relever le taux de cotisation de 5,4% à 5,6% à partir du 1^{er} janvier 2011 et il a statué sur le relèvement de certaines participations des assurés.

Il convient de souligner que la contribution financière des prestataires de soins prévue par le présent projet de loi en constitue le corollaire.

12) Intégration des dépenses de maternité

Le projet de loi prévoit la suppression de la gestion séparée des prestations de maternité en les intégrant dans les gestions des soins de santé et des prestations en espèces, notamment dans un but de simplification administrative et afin de freiner l'évolution de ces dépenses qui est nettement supérieure à celle des autres soins de santé et qui n'est pas liée à une augmentation des naissances.

Pour maintenir la participation effective de l'État dans le financement de l'assurance maladie-maternité au même niveau qu'en 2009 et afin que la couverture de ces frais ne représente pas un risque démesuré pour la Caisse nationale de santé au cours des prochaines années, la participation de l'État est fixée à 40% au niveau de l'ensemble des cotisations (contre actuellement 37% dues au titre des soins de santé et 29,5% dues au titre des indemnités pécuniaires). Par ailleurs, une dotation spécifique de l'État est accordée pour compenser l'évolution des dépenses liées aux prestations en espèces de maternité, jusqu'à ce que, le cas échéant, ces dispositions soient révisées.

13) La Commission de surveillance

Sur base des critiques du Conseil d'État, la réforme de la Commission de surveillance n'a pas pu se faire telle que projetée initialement. Ainsi la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale a adopté un amendement qui est inspiré du texte actuellement en vigueur du Code de la sécurité sociale, tout en adaptant la composition de la Commission de surveillance, en détaillant les faits susceptibles de faire l'objet d'une instruction et en renforçant les sanctions pouvant être prononcées par les juridictions de sécurité sociale.

Dépôt par M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures, le 20.09.2010

Rapporteur: M. Marcel Oberweis

Travaux de la Commission du Développement durable

(Président: M. Fernand Boden):

29.09.2010 Désignation d'un rapporteur

20.10.2010 Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État

11.11.2010 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 30.11.2010

Loi du 17 décembre 2010

Mémorial A 2010, n°235, p. 3904

Réforme santé

6196 - Projet de loi portant réforme du système de soins de santé et modifiant:

1. le Code de la Sécurité sociale;

2. la loi modifiée du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers

Les points-clés du projet de réforme sont les suivants:

1) L'introduction de la notion de médecin référent

Le principe de la revalorisation des soins médicaux de base - et par conséquent de la fonction de médecin généraliste - faisant l'objet d'un consensus général, le projet propose que l'assuré peut dorénavant désigner un médecin référent, avec l'accord de celui-ci, dont le rôle sera de coordonner et de mieux organiser les soins dispensés au patient.

Le médecin référent sera normalement un médecin généraliste respectivement un médecin pédiatre. En tant que médecin référent, il assumera pour le patient le rôle d'un médecin de premier recours et de première instance dans la chaîne de parcours de soins du patient. De par ses connaissances de l'entourage social et familial du patient, le médecin référent est le mieux placé pour connaître le patient dans sa globalité. En tant que promoteur d'une médecine plus douce, le médecin généraliste, a fortiori s'il assume le rôle de médecin référent, peut notamment arriver à sensibiliser certains patients aux risques et problèmes d'une éventuelle surconsommation de médicaments. La création de la fonction de médecin référent entend encourager le rétablissement d'un lien de confiance profond et durable entre le médecin généraliste et le patient.

2) La substitution de médicaments

Le projet propose d'introduire un système de base de remboursement qui est institué en vue de favoriser la prescription respectivement la délivrance des médicaments les moins chers appartenant au même groupe de principe actif principal qui n'est plus protégé par un brevet dans le pays de provenance.

Le principe de la substitution sera opéré pour une liste de médicaments définis appartenant au même groupe de principe actif principal pour lesquels l'équivalence totale a été scientifiquement démontrée. Pour les médicaments dont l'équivalence a été constatée, il appartiendra prioritairement au médecin prescripteur de porter son choix sur le médicament le moins cher. Sinon, il incombera au pharmacien de proposer à l'assuré la substitution du médicament prescrit par le médicament moins cher équivalent. La substitution demeure facultative; si l'assuré préfère le médicament prescrit, il ne pourra toutefois bénéficier que de la base de rembourse-

ment établie en fonction du médicament équivalent le moins cher.

3) Le dossier de soins partagé

L'objectif du dossier de soins partagé consiste à améliorer la qualité de la prise en charge du patient en ce sens que toutes les informations importantes en relation avec les traitements dispensés au patient devront être inscrites et regroupées dans une documentation de base partagée, accessible au patient et, avec l'accord de celui-ci, au médecin référent, aux médecins traitants, ainsi qu'aux autres professionnels de santé impliqués dans la prise en charge du patient. Ainsi, les différents prestataires de soins disposent des informations nécessaires pour dispenser un traitement rapide et adapté, leur permettant donc d'éviter des actes inutiles ou redondants.

Le présent projet de loi rassemble les dispositions nécessaires à l'implémentation pratique du dossier de soins partagé, notamment en ce qui concerne la structure du dossier, son champ d'application, les dispositions liant les différents prestataires et le partage des données. Le développement, ainsi que son implémentation progressive sont assurés par l'Agence nationale des informations partagées, regroupant tous les acteurs centraux dans ce domaine, sur base du projet e-Santé, programme initié par le Ministère de la Santé dans le cadre du programme de la gouvernance électronique.

4) La documentation des prestations de soins

La réforme innove par différentes mesures, notamment en renforçant les mécanismes d'instauration de normes de documentation des diagnostics et des procédures médicales. En outre, les travaux de la Cellule d'expertise médicale, destinée à épauler les travaux de la Commission de nomenclature et du Conseil scientifique dans le domaine de la Santé, ainsi que de l'Agence nationale des informations partagées dans le domaine de la santé devraient contribuer à l'amélioration de la complétude et de la transparence des données en relation avec notre système de soins de santé.

5) Les centres de compétences

Dans son avis complémentaire, le Conseil d'État a formulé une proposition de texte définissant les critères, les conditions d'autorisation et les attributions des centres de compétences. La Commission de la Santé et de la Sécurité sociale a décidé d'adopter cette définition (voir article 26bis nouveau de la loi hospitalière).

En effet, le but d'organiser le paysage hospitalier et les unités des soins hautement spécialisés en centres de compétences est une préoccupation essentielle de tous les acteurs. Les centres de compétences sont

Dépôt par M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale, le 06.10.2010

Rapporteuse: Mme Lydia Mutsch

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

(Présidente: Mme Lydia Mutsch):

30.09.2010 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

14.10.2010 Présentation et examen du projet de loi

21.10.2010 Continuation de l'examen du projet de loi

26.10.2010 Continuation de l'examen du projet de loi

28.10.2010 Continuation de l'examen du projet de loi



- Entrevue avec une délégation de l'Association des médecins et médecins dentistes
- Entrevue avec une délégation du Syndicat des Pharmaciens luxembourgeois
- Entrevue avec une délégation de la Fédération luxembourgeoise des laboratoires d'analyses médicales
- Entrevue avec une délégation de l'Entente des Hôpitaux luxembourgeois
- Entrevue avec une délégation de l'Union des Entreprises luxembourgeoises
- Entrevue avec les délégations des syndicats OGB-L, LCGB et CGFP

- 11.11.2010 Continuation de l'examen du projet de loi
- 18.11.2010 Présentation et examen des amendements gouvernementaux
- 25.11.2010 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État (sur base d'un document de travail synoptique)
- 25.11.2010 Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
- 09.12.2010 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Votes en séance publique: 14.12.2010 / 16.12.2010

Loi du 17 décembre 2010

Mémorial A 2010, n°242, p. 4042

Nombre de sièges au PE

6198 - Projet de loi portant approbation du Protocole modifiant le Protocole sur les dispositions transitoires annexé au Traité sur l'Union européenne, au Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et au Traité instituant la Communauté Européenne de l'Énergie Atomique, fait à Bruxelles, le 23 juin 2010

Le Traité de Lisbonne a modifié les dispositions relatives à la composition du Parlement européen. Selon l'article 14, paragraphe 2 du Traité sur l'Union européenne, le nombre de parlementaires ne devra pas dépasser «sept cent cinquante, plus le président. La représentation des citoyens est assurée de façon dégressivement proportionnelle, avec un seuil minimum de six membres par État membre. Aucun État membre ne se voit attribuer plus de quatre-vingt seize sièges.» L'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne était initialement prévue pour le 1^{er} janvier 2009. Mais suite au rejet de celui-ci par la population irlandaise lors du référendum du 12 juin 2008, et compte tenu de la date retenue pour l'organisation d'une seconde consultation en Irlande, à savoir le 2 octobre 2009, les élections européennes de juin 2009 n'ont pas pu se dérouler sous le nouveau cadre réglementaire établi par le Traité de Lisbonne. En revanche, les élections européennes se sont déroulées selon les dispositions en vigueur, à savoir celles qui furent introduites par le Traité de Nice. Ainsi, le nombre de sièges à pourvoir lors de ces élections était de 736, et non de 751 comme le prévoyait le Traité de Lisbonne.

Par conséquent, il a été décidé de prévoir des mesures transitoires concernant la

composition du Parlement européen. L'objectif de ces mesures transitoires est d'augmenter la représentation des États membres dont le nombre de députés aurait été plus élevé si le Traité de Lisbonne avait été en vigueur au moment des élections européennes de 2009.

Le Protocole modifiant le Protocole (n° 36) sur les dispositions transitoires, annexé au Traité sur l'Union européenne, au Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et au Traité instituant la Communauté Européenne de l'Énergie Atomique, a été signé le 23 juin 2010 à Bruxelles, soit environ une année après l'accord politique dérogé par le Conseil européen en juin 2009. Le projet de Protocole a fait l'objet d'une résolution du Parlement européen, qui a été adoptée le 6 mai 2010.

Le Protocole porte sur la période restant à courir entre la date de son entrée en vigueur et la fin de la législature 2009-2014 et attribue 18 sièges supplémentaires à différents États membres. Sont concernés la Bulgarie (1 siège), l'Espagne (4 sièges), la France (2 sièges), l'Italie (1 siège), la Lettonie (1 siège), Malte (1 siège), les Pays-Bas (1 siège), l'Autriche (2 sièges), la Pologne (1 siège), la Slovénie (1 siège), la Suède (2 sièges) et le Royaume-Uni (1 siège). Ces dix-huit sièges seront ajoutés aux 736 sièges existants. Ce faisant, le nombre total de membres du Parlement européen est porté à 754 jusqu'à la fin de la législature. La raison en est que les sièges existants, pourvus depuis le début de la législature, ne sont pas concernés par les modifications introduites. L'Allemagne peut donc garder ses 99 députés, nonobstant le plafond de 96 députés par État membre qui a été introduit par le Traité de Lisbonne.

Budget 2011

6200 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2011

Introduction

La Commission des Finances et du Budget (Cofibu) constate que le projet de budget reflète la volonté du Gouvernement d'amorcer un **revirement de politique** par rapport au paquet de conjoncture financée essentiellement par l'emprunt caractéristique de la période de crise 2008 à 2010. Force est de constater que cette réorientation de la politique budgétaire annoncée déjà en 2009 ne se fait pas de façon brutale, mais en fonction de la précarité de la reprise économique.

Pour la Cofibu, il est primordial d'**améliorer nos structures et procédés de suivi et d'évaluation de la situation des finances publiques**, notamment par un renforcement et une systématisation de la collaboration entre les principaux acteurs dans ce domaine. Les instruments d'éva-

luation des recettes fiscales doivent être améliorés.

En ce qui concerne l'appréciation de la situation des finances publiques il y a lieu de distinguer le **court terme**, le **moyen terme** et le **long terme**. À court terme la situation budgétaire évolue sans aucun doute dans un sens nettement plus favorable que prévu. Sur le moyen terme, aucune indication fiable ne permet d'affirmer qu'une croissance de l'ordre de 3% ou 3,5% par an pourra nous permettre de renouer automatiquement avec l'équilibre budgétaire d'antan. Sur le long terme, le Luxembourg va être confronté à des défis budgétaires de grande envergure.

La Cofibu partage la volonté du Gouvernement de s'engager dès 2012 dans une **réforme structurelle du régime des pensions** en vue d'en assurer la viabilité à long terme sans remettre en cause l'idée de solidarité intergénérationnelle à la base du système de répartition.

Situation économique: prévisions du STA-TEC (NdC 2-2010)

Tableau 36: Évolution macro-économique 2009-2011

	1985-2009	2009	2010	2011	2009	2010	2011
	Évolution en % (sauf si spécifié différemment)				Révisions (points de %)		
PIB (en vol.)	4.9	-3.7	3.2	3.0	-0.3	0.3	-
Emploi total intérieur	3.3	1.0	1.8	1.5	-0.1	1.2	0.4
Taux de chômage	2.7	5.7	6.2	6.5	-	-0.5	-0.6
Indice des prix à la consommation (IPCN)	2.1	0.4	2.2	1.6	-	0.1	-
Coût salarial nominal moyen	3.7	1.8	2.2	1.9	0.2	-0.7	-0.1
Capacité/besoin de financement (adm. publ. % du PIB)	2.4	-0.7	-1.9	-0.7	-	0.2	0.9

Régulation des marchés financiers

La Cofibu accueille favorablement le **papier de réflexion de la Banque centrale du Luxembourg sur la stabilité financière macro-prudentielle** et notamment la proposition pour la mise en place d'un Fonds de stabilité financière au Luxembourg (FSFL), englobant un Système de garantie des dépôts bancaires (SGD) ainsi qu'un Fonds de résolution de défaillances bancaires (FRB).

La Cofibu juge important que la **CSSF dispose des ressources financières et surtout humaines adéquates** lui permettant d'assumer efficacement les nouvelles missions qui lui incombent tant au plan européen qu'au plan national.

Analyse financière

Le **bilan du plan de conjoncture** est mitigé dans la mesure où les volets fiscal, social et environnemental ont globalement eu l'impact escompté, alors qu'au niveau des investissements, toutes les attentes reposent sur le bilan de l'exercice 2010 qui devra rattraper le retard pris dans l'exécution des projets en 2009. La Cofibu demande au Gouvernement de procéder à une **évaluation exhaustive du programme de conjoncture** dès la fin de l'année en cours, en renseignant notamment, projet par projet, l'état d'avancement des projets d'investissement qui faisaient partie du plan de relance de 2009.

Exécution du budget 2010: La Cofibu constate que les rentrées fiscales du mois d'octobre 2010 confirment, voire amplifient les tendances constatées fin août au moment de l'élaboration du projet de budget. Par rapport aux dernières prévisions fiscales du Gouvernement le rapporteur estime probable une plus-value de recettes de l'ordre de 50 à 80 millions d'euros. Il faut cependant relever que les rentrées nettes de TVA et de l'impôt sur les revenus des collectivités semblent évoluer de façon moins dynamique sur la fin de l'année.

La Cour des Comptes donne à considérer que «*depuis des années, les prévisions de recettes sont imprécises avec comme conséquence des variations importantes entre ces prévisions et les recettes effectivement encaissées. Les exercices 2009 et 2010 ne dérogent pas à ce constat. C'est pourquoi la Cour est d'avis que les administrations fiscales devraient repenser leurs approches actuelles pour établir les prévisions budgétaires.*» La Cofibu partage cette appréciation de la Cour (cf. rapport spécial présenté à la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire).

11^e/12^e PSC: La Cofibu demande que la 12^e actualisation du PSC soit établie dans

un futur proche en tenant compte de l'évolution favorable de la situation économique et financière. Aussi, la commission parlementaire exige qu'à l'avenir les objectifs budgétaires fixés au PSC pour l'administration publique dans son ensemble soient ventilés, expliqués et documentés par sous-secteur. La Cofibu souhaite que la 12^e actualisation du PSC explique de façon plus détaillée et transparente les hypothèses sous-jacentes et la méthode de calcul de l'OMT.

Volume III: gagnerait en intérêt à être complété par des informations plus détaillées sur les différents sous-secteurs de l'administration publique. À l'avenir ce volume devrait également fournir un aperçu exhaustif de la nouvelle procédure budgétaire européenne et de son impact sur le budget national.

La Cofibu demande au Gouvernement d'étudier toutes les possibilités pour apporter plus de convergence dans les deux méthodes de **présentation du budget** (classique et SEC 95), notamment en réduisant la **débudgétisation** à un strict minimum.

La Cofibu tient à signaler que dans les années à venir, une attention plus importante devra être portée aux activités des **établissements publics** qui rentrent, selon les règles du SEC 95, dans le giron de l'Administration centrale. La Cofibu souhaite que, dès le projet de budget pour l'exercice 2012, les documents budgétaires soient substantiellement étoffés à cet égard.

Vu l'imprévisibilité de l'évolution conjoncturelle et budgétaire au-delà d'un horizon de deux ans, le Gouvernement a choisi de présenter dans un premier temps un **programme de consolidation** qui se limite aux exercices budgétaires **2011 et 2012**, choix qui trouve l'accord inconditionnel de la Cofibu.

Frais de fonctionnement: La Cofibu se demande pourquoi le Gouvernement n'a pas fixé d'objectif global de réduction des frais de fonctionnement, respectivement pourquoi il n'a pas fixé d'objectif précis pour chaque catégorie de dépense individuellement. La Cofibu constate que les dépenses de consommation intermédiaire de l'administration centrale et du budget de l'État proprement dit ont connu une croissance assez impressionnante au cours des dernières années et invite le Gouvernement à veiller à une évolution plus lente des frais de fonctionnement à l'avenir.

La Cofibu soutient le Gouvernement dans sa volonté de maîtriser l'évolution des effectifs. Les plans de recrutement autorisés par des lois spéciales (postes hors *numerus clausus*) doivent être ajustés en fonction de la nécessité de réduire la dynamique des

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 28.09.2010

Rapporteur: M. Ben Fayot

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Ben Fayot):

15.11.2010 Désignation d'un rapporteur

24.11.2010 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 30.11.2010

Loi du 17 décembre 2010

Mémorial A 2010, n°238, p. 3920





frais de personnel de l'État tout en garantissant un fonctionnement correct du service public. Dans ce cadre le remplacement de certains départs pourra être reporté dans le temps. Les postes nouveaux doivent être réservés aux secteurs faisant l'objet d'une priorité en vue de réaliser les objectifs de la stratégie de développement du pays dans le cadre d'Europe 2020. Le principe de la modération salariale pour 2011 et 2012 doit évidemment trouver application dans la fonction publique. La Cofibu demande à être tenue informée régulièrement de l'implémentation concrète de ce volet implicite du programme de consolidation budgétaire du Gouvernement.

Au vu de l'évolution projetée des avoirs des fonds spéciaux la Cofibu s'interroge sur la stratégie gouvernementale en matière de **financement à long terme des grands projets d'infrastructure**. En ce qui concerne l'exécution des projets d'investissement de l'État, la Cofibu estime que des efforts supplémentaires devront être mis en œuvre au niveau de la quasi-totalité des fonds spéciaux pour améliorer la véracité des prévisions. Au sujet d'une meilleure gestion des grands projets de construction, la Cofibu renvoie aux conclusions du rapport spécial de la Cour des Comptes concernant le projet e-go. La Cofibu souhaite être tenue au courant par le Gouvernement sur les mesures prises en vue d'atteindre une réduction du coût des investissements.

Finances communales

La Cofibu estime que la persistance de la situation actuelle en matière de **suivi et de prévision financière du secteur communal** n'est guère satisfaisante.

La Cofibu invite le Gouvernement à accélérer les travaux d'analyse en vue d'une **réforme des finances communales** afin de permettre de tirer des conclusions concrètes sous forme d'un projet de réforme avant 2014. Une telle réforme que la Cofibu souhaite voir engager dès la législature en cours doit être située dans le cadre plus large d'une réflexion sur une refonte éventuelle de notre système fiscal qui mérite d'être entamée dans le sens d'une plus grande efficacité, d'une simplicité accrue et d'une équité mieux partagée. Dans ce contexte, la commission regrette que le Gouvernement semble avoir abandonné l'idée d'une réforme en profondeur de **l'impôt foncier**.

La Cofibu rappelle au Gouvernement l'engagement formel pris en 2008 par le Ministre de l'Intérieur de **rationaliser les régimes de subventionnement** en instituant des comités ad hoc chargés d'aviser les demandes et de proposer des subventions, selon des critères objectifs publics préétablis.

Sécurité sociale

La Cofibu encourage le Gouvernement à poursuivre dans tous les domaines une politique visant à moderniser le système de la sécurité sociale dans le sens d'une plus grande efficacité et d'un financement durablement assuré. Le prochain chantier doit être celui de **l'assurance-pension** dont il importe de garantir la soutenabilité à long terme. La Cofibu partage les objectifs sociaux qui doivent présider à une réforme structurelle du système, à savoir la participation équitable des pensionnés au revenu national, le maintien d'un équilibre entre le revenu disponible des actifs et retraités ainsi que la garantie quant aux actifs de leurs pensions futures. La Cofibu invite le Gouvernement à engager dès 2011 le débat public autour de la réforme de l'assurance-pension sur la base d'un avant-projet de loi. Par ailleurs, la Cofibu est d'avis qu'il convient également d'aborder la problématique du **financement des pensions de la fonction publique** dans ce cadre.

Système fiscal

À l'instar des conclusions de rapports budgétaires antérieurs, la Cofibu rappelle encore une fois qu'un certain nombre d'avantages compétitifs du Luxembourg en matière fiscale vont disparaître dans les années à venir en raison notamment d'une harmonisation toujours plus poussée au niveau communautaire. Dès lors, la Cofibu est d'avis que dans un avenir proche, **une**

réflexion de fond devrait être menée sur la fiscalité luxembourgeoise, notamment pour définir une stratégie fiscale à mettre en œuvre pour parer au mieux les conséquences possibles des changements qui s'annoncent. Aussi, la Cofibu souhaite être informée sur l'avancement de travaux menés au sein du groupe d'analyse fiscale institué par le Gouvernement, et de connaître d'éventuels résultats intermédiaires de ces travaux.

La Cofibu souhaite recevoir davantage d'informations sur la **répartition de l'impôt sur les revenus des personnes physiques**. Conformément au programme gouvernemental pour la législature 2009-2014, la Cofibu demande que les **subsidés et abattements fiscaux** soient réexaminés quant à leur finalité et leur impact fiscal, économique, social et environnemental.

Enfin, la Cofibu souhaite qu'une réflexion soit menée sur une meilleure prise en compte de la **propriété** dans le système fiscal luxembourgeois, et que concrètement, la **réforme de l'impôt foncier** soit enfin entamée.

Dans le cadre d'une refonte plus générale de notre législation fiscale, la réflexion devra également englober des **considérations d'ordre écologique**.

Vieillesse de la population

La Cofibu apprécie l'idée d'un **plan d'action en faveur de l'emploi des seniors** (2010 - 2015 - 2020) centré sur le bien-être, la sécurité et la santé au travail.

La Cofibu estime qu'il importe d'aborder le sujet d'avenir du vieillissement de la population dans un cadre interministériel et pluridisciplinaire au lieu de procéder par des analyses et politiques sectorielles. Elle préconise l'élaboration d'un plan national global en y associant l'ensemble des forces vives du pays et les acteurs travaillant sur le terrain.

Procédure budgétaire

La commission estime approprié de procéder à un **examen des recettes et dépenses courantes à un rythme bimensuel**. Elle préconise l'établissement d'un véritable **tableau de bord sur l'évolution des finances publiques** actualisé en cours d'année retraçant les variations des paramètres financiers et économiques. L'examen en commission de ces données continuera de se faire en présence du Ministre du Budget et des représentants des administrations et institutions concernées. La commission souhaite que ce suivi de l'évolution des finances publiques ne se limite point au seul secteur étatique, mais englobe la totalité de la sphère publique (État central, sécurité sociale, secteur communal) conformément à l'approche européenne.

Semestre européen: procéder à court terme, si possible avant mars 2011 à une révision de la procédure budgétaire à la Chambre des Députés, suivie sans aucun doute d'une réforme de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État. Il y a lieu de sauvegarder, voire de renforcer les attributions et les instruments d'intervention et de contrôle du Parlement national sur un budget national plus que jamais recentré sur une gouvernance économique européenne. L'indispensable ajustement de la procédure budgétaire doit se faire en fonction du calendrier européen et sur base d'une analyse des forces et faiblesses du système en vigueur.

La **réforme préconisée** pourrait dès lors être articulée autour des idées clés suivantes:

- La première phase de la procédure budgétaire est constituée par l'élaboration et la discussion du programme national de stabilité et de croissance. La Chambre doit être davantage impliquée dans ce processus de fixation du cadre financier et économique à moyen terme. Il y a lieu d'assurer également un débat public sur les grandes orientations budgétaires du pays.

- Tout comme au niveau européen, il incombe de garantir au niveau national une corrélation étroite entre le PSC et le PNR de la stratégie Europe 2020.

- Le contrôle de l'évolution des recettes et de l'exécution des dépenses par le biais

d'un tableau de bord bimensuel des finances publiques devrait être ancré dans le Règlement de la Chambre.

Il importe d'assurer un examen par la Chambre de l'évaluation du PSC et du PNR effectuée par les instances européennes.

- Le débat sur l'état de la nation pourrait être réorienté davantage vers un examen des différentes politiques sectorielles au lieu d'être orienté exclusivement vers un débat de politique générale qui fait largement double-emploi avec le débat général sur le budget.

- La politique budgétaire et son contrôle doivent être établis en fonction de critères qualitatifs et non exclusivement en fonction de critères quantitatifs. Le Luxembourg pourrait utilement s'inspirer des travaux et expériences menés dans des organismes internationaux tels que l'OCDE ou dans d'autres États européens.

- Finalement se pose la question d'une mise en cause du principe de l'annalité du budget et de l'adoption d'une méthode de planification budgétaire pluriannuelle.

La Cofibu va entamer sans tarder ses travaux au sujet d'une redéfinition et d'un réajustement de la procédure budgétaire en fonction de l'évolution du cadre européen.

L'UE a engagé un processus de **rapprochement des différentes planifications sectorielles à long terme**. La Cofibu estime indispensable d'entreprendre une opération similaire sur le plan national en rapprochant et harmonisant les différents programmes ou plans nationaux pluriannuels en vue d'en renforcer la cohérence politique.

Conclusions

La Cofibu constate que le projet de budget, loin de prôner l'austérité, continue à être un instrument efficace de gestion du service public, de redistribution des revenus et d'investissement. La discipline budgétaire est de mise pour en assurer l'exécution conforme à l'autorisation du législateur. Le budget comporte certains accents politiques qui peuvent faire avancer le pays dans la voie de la stratégie de développement Europe 2020.

La Cofibu doute cependant que l'équilibre des finances publiques et l'arrêt de la progression de la dette publique s'installent de façon mécanique avec un retour d'une croissance soutenue, le déficit de l'État central présentant les caractéristiques d'un déficit structurel.

1. La Cofibu encourage dès lors le Gouvernement à effectuer une analyse critique des dépenses courantes de l'État en ayant enfin recours à la méthode du «budget base zéro» lors de l'établissement du projet de budget pour l'exercice 2012.

2. La commission réitère sa demande d'une réforme fondamentale de la législation sur la comptabilité nationale en y introduisant une rationalisation des choix budgétaires basée sur la fixation d'objec-

tifs et une évaluation systématique des performances réalisées.

3. La Cofibu constate qu'une nouvelle fois des écarts importants sont apparus entre les recettes planifiées et les recettes réalisées durant l'exercice en cours. Elle invite le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour améliorer les procédures et techniques des administrations fiscales pour planifier leurs recettes fiscales sur la base des recommandations de la Cour des Comptes.

4. La Cofibu préconise le retour à un mécanisme de norme budgétaire dans un cadre pluriannuel, d'abord pour l'État, puis dans une seconde étape pour l'ensemble de l'administration publique. Un tel mécanisme politique permettra de garantir que la progression des dépenses publiques ne dépasse pas, à moyen terme, les limites de la croissance économique du pays.

5. Le suivi régulier de l'évolution des finances publiques devient un enjeu politique majeur en temps de déficits publics et dans le cadre d'une gouvernance économique renforcée dans la zone euro. La Cofibu invite le Gouvernement à prendre sans faute les mesures nécessaires pour améliorer le flux des informations économiques et financières entre les instances compétentes (IGF, Statec, BCL) et optimiser les analyses et les projections macroéconomiques et budgétaires.

6. Il est essentiel que le Luxembourg se prépare pour parer à une possible diminution de certaines recettes fiscales en fonction de l'évolution du cadre législatif européen. La Cofibu préconise un mécanisme contraignant d'affectation de recettes exceptionnelles (par exemple les dividendes de participation à des sociétés privées), soit au Fonds de la dette ou à une réserve ou un fonds spécial destiné à contrebalancer une chute brutale de certaines recettes à l'avenir.

7. L'introduction du «semestre européen» aura des implications profondes sur l'élaboration des politiques budgétaires nationales quant au calendrier et quant au fond. La Cofibu demande à ce que la Chambre des Députés soit associée activement à la nouvelle procédure budgétaire en amont de la communication aux instances européennes du programme national de stabilité et de croissance et du plan national de réforme de la stratégie Europe 2020. Il est indispensable que les orientations budgétaires et stratégiques annuelles fassent l'objet d'un débat public préalable impliquant les forces vives de la nation.

8. Dans le cadre des réformes structurelles souhaitables en vue d'adapter notre société à un environnement en permanente mutation la Cofibu considère qu'à côté du système de la sécurité sociale confronté au défi des changements démographiques, le système fiscal devra également faire l'objet d'un examen critique quant à son efficacité, sa complexité et son effet de redistribution. La réforme des finances communales doit aller de pair avec la réforme territoriale actuellement en cours.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 05.10.2010

Rapporteur: M. Alex Bodry

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Michel Wolter):

16.07.2010 Désignation d'un rapporteur

12.10.2010 Échange de vues au sujet de l'évolution des recettes de l'État avec les représentants de

- l'Administration des Contributions directes;

- l'Administration des Douanes et Accises;

- l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines

15.10.2010 Échange de vues avec les représentants

- de la Commission de Surveillance du Secteur financier;

- du Trésor;

- du Commissariat aux Assurances

19.10.2010 Suite de l'échange de vues au sujet de l'évolution des recettes de l'État avec des représentants de l'Administration des Contributions directes

26.10.2010 Échange de vues avec Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration sur le département "famille"



- 29.10.2010 Échange de vues avec le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région et avec le Ministre de la Sécurité sociale
- 09.11.2010 Échange de vues avec M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures
- 12.11.2010 Présentation de l'avis de la Banque Centrale et échange de vues
- 16.11.2010 Présentation de l'avis de la Cour des Comptes
- 19.11.2010 Examen de l'avis du Conseil d'État
Examen des avis des chambres professionnelles
- 24.11.2010 Échange de vues avec le Statec au sujet des dernières prévisions économiques
- 30.11.2010 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 09.12.2010
Loi du 17 décembre 2010
Mémorial A 2010, n°249, p. 4233

Droits d'accise

6203 - Projet de loi fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques et modifiant

1. la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglant l'octroi des indemnités de chômage complet;

2. la loi modifiée du 23 décembre 2004 1. établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre; 2. créant un fonds de financement des mécanismes de Kyoto; 3. modifiant l'article 13bis de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés;

3. la loi du 1^{er} août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité;

4. la loi du 1^{er} août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel

L'objet du projet de loi est de traiter, dans un souci de sécurité juridique, dans une loi spéciale les différents droits d'accise afin de les extraire de la loi budgétaire qui, si elle n'était pas renouvelée, n'aurait d'effet que pour un an.

Le projet a été rédigé suite aux recommandations faites par le Conseil d'État dans ses avis relatifs aux lois budgétaires 2009 et 2010. En effet, le Conseil d'État avait critiqué que les modifications de lois budgétaires successives rendaient quasiment impossible le suivi des finalités poursuivies et qu'il était nécessaire, dans un souci de transparence et de sécurité juridique, de se tenir à quelques règles élémentaires, étant que, soit la loi budgétaire modifie un texte codifié, soit elle reproduit intégralement le dispositif légal désormais applicable.

En plus, le Conseil d'État avait rappelé dans son avis du 10 novembre 2009 sur le projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2010 que l'article 100 de la Constitution dispose que «*Les impôts au profit de l'État sont votés annuellement. Les lois qui les établissent n'ont de force que pour un an, si elles ne sont renouvelées.*».

Le projet de loi répond dès lors à la recommandation du Conseil d'État d'intégrer les différents droits d'accise dans un texte codifié permanent, de sorte à pouvoir se limiter dans la loi budgétaire à d'éventuelles modifications des lois de base et éviter ainsi une surcharge de la loi budgétaire par la reproduction intégrale de dispositifs récurrents.

Le texte du projet de loi reprend par conséquent les articles 6, 7, 8, 9, 10, 11, 13, 15 et 16, tous concernant des droits d'accise communs et autonomes de la loi du 18 décembre 2009 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2010 pour les intégrer dans une loi spéciale.

Le projet comprend en outre les changements nécessaires afin de garantir la conformité de la législation nationale avec les directives communautaires en la matière.

Le projet comprend en outre les changements nécessaires afin de garantir la conformité de la législation nationale avec les directives communautaires en la matière.

Ajustement

6217 - Projet de loi portant ajustement des pensions et rentes accident au niveau de vie de 2009

Aux termes de l'article 225, alinéa 4 du Code de la sécurité sociale «le gouvernement examine tous les deux ans s'il y a lieu de procéder ou non à la révision du facteur d'ajustement par la voie législative, compte tenu des ressources et de l'évolution du niveau moyen des salaires et traitements. À ce sujet il soumet à la Chambre

des Députés un rapport accompagné, le cas échéant, d'un projet de loi».

L'évolution du niveau moyen des salaires et traitements pendant les années 2008 et 2009 fait ressortir une progression effective de 1,9%.

Comme l'ajustement est échelonné sur les exercices 2011 et 2012, le facteur d'ajustement ne sera donc pas porté directement de 1,379 à 1,405 à partir du 1^{er} janvier 2011, mais de 1,379 à 1,392 à partir du 1^{er} janvier 2011 et de 1,392 à 1,405 à partir du 1^{er} janvier 2012.

Dépôt par M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale, le 05.11.2010

Rapporteuse: Mme Claudia Dall'Agnol

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale (Présidente: Mme Lydia Mutsch):

18.11.2010 Désignation d'un rapporteur

02.12.2010 Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

09.12.2010 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.12.2010

Loi du 17 décembre 2010

Mémorial A 2010, n°236, p. 3911

Chamber TV

weist all öffentlich Sëtzung live an integral

An der Gemeng Bartreng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

An der Gemeng Biermereng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

Zu Biwer an zu Wecker *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

An der Gemeng Bous *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

An der Gemeng Conter *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

An der Gemeng Dikrech *um Kanal S19 / 287.25 Mhz*

An der Gemeng Dippech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

Zu Esch-Sauer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

An der Gemeng Gréiwemaacher *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

An der Gemeng Hesper *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

An der Gemeng Hiefenech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

Zu Iermsdref *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem an Nouspelt *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

An der Gemeng Mamer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

An der Gemeng Manternach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

An der Gemeng Miedernach *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

Zu Nidder- an Uewerfeelen *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

Zu Walfer *um Kanal S29 / 367.25 Mhz*

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 05.10.2010
Rapporteur: M. Gilles Roth

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Michel Wolter):

29.10.2010 Désignation d'un rapporteur

23.11.2010 Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 01.12.2010

Loi du 17 décembre 2010

Mémorial A 2010, n°228, p. 3676

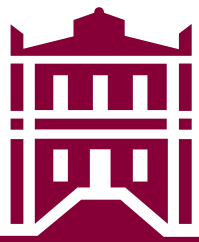


Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op

www.chd.lu



Présidence: M. Laurent Mosar, Président

Sommaire

6200 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2011 (suite)

- Discussion générale: M. Lucien Thiel, M. Claude Meisch, M. Lucien Lux, M. François Bausch

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État; MM. Luc Frieden, François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf et Mme Octavie Modert, Ministres.

(Début de la séance publique à 09.03 heures)

► **M. le Président.**- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.**- Neen, Här President.

► **M. le Président.**- Dat schéngt net de Fall ze sinn.

(Hilarité et brouhaha)

Da komme mer elo zréck bei d'Budgetsdebatten. D'Riedezäit ass nom Modell 6 festgeluecht. Mir géifen dann de Moien ufänke mat deem éischte Riedner, nämlech dem honorablen Här Lucien Thiel. Här Thiel, Dir hutt d'Wuert.

6200 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2011 (suite)

Discussion générale

► **M. Lucien Thiel (CSV).**- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, e schéine gudd Moien op deem verschneiten, wäissen Dag, deen offensichtlech derfir gesuergt huet, datt d'Reien och e bëssen hell hei gi sinn. Mä dat soll eis net drun hënneren, eis awer och e puer seriö Gedanken ze maachen.

D'Gesetz iwwert de Budget ass aus zwee Grënn eppes Besonnesches. Fir d'Éischt ass de Budget emol deen an Zuelen, an eng Hällewull Zuele gefaasste politesche Programm fir dat anert Joer. Wann och eng Rétsch vu Gesetzestexter wéi zum Beispill all déi, déi méi e gesellschaftspolitesche Charakter hunn, näischt direkt mam Statshaushalt ze dinn hunn, ginn dach mam Budget net nëmmen ekonomesch, mä och sozial Jalone gesat, an dat ganz dacks souguer iwwert dat rengt Budgetsjoer eraus.

Zweetens gött d'Budgetgesetz och all Joer erëm deem dofir designierte Rapporteur aus deem Haus d'Geleeënheet, fir sech e bësse méi intensiv mat deem Gesetz auserneezen, wéi dat bei deenen anere legislativen Texter hei am Haus de Gebrauch ass. Iergendwéi soll d'Envergiure vum Budgetsrapport och d'politescht Gewiicht an d'Bedeutung vun deem Gesetzesprojet erëm spigelen. Wat da mat sech bréngt, datt d'Roll vum Rapporteur net nëmmen als eng Eier, mä virun allem als eng Verflichtung emfonnt gött, aus deem Rapport e politeschen Highlight mat e sëllechen Déifgang an enger Kuerbel voll Denkestéiss ze maachen.

Ech muss soen, dat ass dem Kolleeg Alex Bodry als Rapporteur vum 2011er Budget nawell ganz gutt gelongen. Dir konnt lech dovunner déi lescht Deeg iwwerzeegen. Hien huet eng regelrecht Benediktineraarrecht geliwwert mat engem ausféierlechen Zuelewierk an engem nach méi ausféierlechen Iwwerbléck iwwert déi aktuell Problemer vun deem Land. Souwuel déi Problemer, iwwert déi mir eis méi oder wéineger all eens sinn, well se sech einfach

net leegne loossen, wéi och déi, déi wuel kaum manner evident sinn, mä iwwert déi trotzdem d'Meenungen nawell gehéireg auserneegoe kënnen, well se iergendwéi net an d'Virstellung vun deem engen oder aneren erapasse wëllen.

De Kolleeg Alex Bodry huet mat sengem 170-Säite-Rapport - dat sinn der ëmmerhin, ech weess et ze apprécieren, 50% méi wéi säi Virgänger fäerdeg bruecht hat - de Fanger op all déi Wonne geluecht, mat deene sech d'Land haut an och an der Zukunft erëmklappe muss. Sief et am Beräich vun de Gemeengefinanzen - dat ass jo e Sujet, deen hien als Buergermeeschter gutt kennt -; am Zesammenhang mat der Beschäftegung hei am Land; mat dem Budgetscorselet, an dee Bréissel déi eenzel EU-Staten an domat och eis eraquëtsche wëllt, oder mat deem kruzialen Thema iwwert d'Zukunft vun eisem Pensiounswissen.

Och déi heibannen, déi nach net de Plésier haten, de Budgetsrapporteur spillen ze därfen, wäerte ganz bestëmmt dem Kolleeg Bodry seng Fläissaarbecht apprécieren a mat mir d'accord sinn, fir him ze félicitieren an him Merci fir seng Denkestéiss ze soen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, Här Finanzminister, ganz einfach war et jo net, fir mat deem Budget eens ze ginn, weder fir de Rapporteur nach fir d'Auteurs vum Projet, virop de Finanzminister, deen eis jo geschter hei nach ewell an d'Gewesse geriet huet, wéi hie säi Budget fir 2011 an dee vill méi breede Kontext vun der Zukunft vun eisem Land gestallt huet.

De Budget, un deem jo spéitstens vum Fréijoer un intensiv an de Verwaltungen an an deenen eenzelen Ministère gestréckt gött, huet missen zu engem Zäitpunkt opgestallt ginn, wou sech d'Émfeld, dat internationalt an domat forcément och dat nationalt, bal vun Dag zu Dag geännert huet. Wat d'Saach net grad méi einfach gemaach huet!

Am Fréijoer, wéi d'Regierung hir Budgets-virstellungen op Bréissel huet schécke missen, stounge mir nach ëmmer ënnert dem Schock vun der weltwäiter Wirtschaftskris a vun hiren Auswierkungen och op eist Land. Mä iwwert de Summer huet de Konjunkturwand gedréit. An zwar zum Guden. Hien huet en Opschwung, besonnesch bei eisen däitschen Noperen a wichtigsten Handelspartner bruecht, vun deem och mir eppes mat ofkritt hunn.

Mir hate jo scho virun enger Woch d'Geleeënheet, eis mat de Konsequenze vun deem Konjunkturklimawissel fir eis Politik auserneezen, wéi mir an deem Haus iwwert d'Häerzstück vun deem Spuerpak diskutiert a sträppweis och gestriden hunn, mat deem d'Regierung versicht, déi entgleiste Statsfinanzen erëm op d'Schinnen ze kréien. Well sech op der Recettésäit d'Situatioun gebessert huet an d'Land jo enger 700 Milliounen Euro méi wäerten erakommen an d'Statskeess, konnt d'Regierung hir Kriseschrauf e bësse méi labber dréien an déi eng oder aner Spuermoosnam erëm aus dem Pak sträichen.

Mä et soll een elo beileiwen net mengen, mir wiere mat eise Statsfinanzen domat aus dem Schneider! Et bleift nach ëmmer

e gehéiregt Lach. E Lach, aus deem mir nach esou bal net erauskomme wäerten. Amplaz e Budgetsüwverschoss vun op d'mannst 1% erauszeschloen, wéi et laut den Experte Joer fir Joer néideg wier, fir d'Land iwwer Waasser ze halen, kluddere mir bis op Weideres am Defizit a müssen eis mat enger bis viru kuerzem ongewinnter Statsschold erëmklappen.

Deen ekonomesche Klimaëmschwung, deen am Summer iwwer eis eragebrach ass, huet dozou bäigedroen, datt jiddweneen duerjereekom ass an och esou munchere sech iwwert deen Zuelen-Hin-an-Hier vun de Konjunkturpropheten opgereeht huet, deen net nëmmen d'Leit dobaussen dronke gemaach huet. Natierlech muss dee Computer nach erfiont ginn, deen engem d'Wirtschaftsentwécklung mat leschter Präzisioun virausset an domat och verléisslech Zuelen iwwert déi ze erwaarde Recetté fir de Stat ausspäize kann.

Et ass nun eemol esou, datt am Contraire zu den Dépensen, iwwert déi een un a fir sech jo méi oder wéineger selwer Meeschter ass, d'Recetten hirersäits net esou einfach virauszugeséi sinn. Duerfir bleift et och bis op Weideres eng Konscht, fir d'Akomes vum Stat méi oder wéineger exakt virauszeschätzen, ier een et dann an de Budget abaut.

Grad duerfir muss eng Regierung all méiglech Instrumenter asetzen, fir datt si hir Budgetpolitik op e méi oder manner zolidd Füllement opbaue kann. Dat, wat mir grad hei am Land an deene leschte Wochen a Méint erlieft hunn, huet eis jo méi wéi d'äitlech virun Ae gefouert, wéi geféierlech dee Pilotage à vue si kann, zu deem d'Previsiounen een zwéngen, déi op Zuele berouen, déi all gudd Broutdag änneren.

Wéi wëllt een och d'Leit dobausse vun der Noutwendegkeet vun enger bestëmmter Politik iwwerzeegen, wann Onkloerheet iwwert d'Ausgangsdonnéeë besteet, a jiddweree sech aus der Zuelenzalot vun de Konjunkturauguren dee Menü zesummenstelle kann, deen him grad an de Krom passt?

Wa mir säit der Tripartite am Fréijoer net méi esou richtig vum Fleck komm sinn, an dat, obwuel d'Zäit eis fortleeft, dann eenzeg an eleng, well eng fundamental Oneneegkeet doriwwer besteet, wéi dann elo wierklech d'Situatioun bei eis ass.

Déi eng mengen, net fir d'Lescht, well se op auslännesch an domat éischer onbefangen Experte lauschteren, eist Land stéing viru ganz gehéieregen Erausforderungen, well déi gutt Viraussetzung vum der Vergaangenheet lues awer sécher ëmschloen. Eng Prognos, déi sech dann och méi oder wéineger duerch Projektione beleet léisst. Déi aner beruffe sech och op Zuelen, an zwar déi, déi grad am Moment ustinn, a fannen, datt alles a Botter ass, well jo neierdénge d'Recetté vum Stat besser ausfale wéi erwaart, an duerfir ass fir si mam Konjunkturëmschwung einfach all Spuermoosnam iwwerflësseg ginn.

Esou ee Gestreits kënnst eben dobäi eraus, wann ee sech schonn iwwert d'Ausgangssituatioun net eens ass. Ouni enge kloer Diagnos ass nun eemol keng eendeiteg Prognos méiglech an domat och keng verstänneg Therapie.

Well mir eis awer net iwwert den Diagnostik eens waren, ass d'Tripartite am Fréijoer schifgaangen, wouropshi mir mat eisem Redressementsfahrplang an d'Kluddere geroode sinn. An och nach elo leie mir eis wéinst, wéi de Finanzminister en nennt, sengem Budgetsdefizitreduzéierungsplang - dat ass d'Wuert vum Joer! - an den Hoer.

Wa mir et iwwerhaupt emol fäerdeg bréinge géifen, de Leit dobaussen d'Situatioun esou virun Aen ze féieren, wéi se wierklech ass, da géif d'Saach fir d'Politik och e bësse méi einfach ginn. An da wier et schonn net méi gradesou schwéier, fir sech och iwwert d'Rezepter eens ze ginn, mat deenen een d'Land op seng Zukunft virbereede kann. Mä dat geet natierlech nëmme Chiffres à l'appui. An ebe mat

deene Chiffren hapert et - nach ëmmer.

Neierdénge gött et dann e weidere Grond, firwat mir eis Gedanken driwwer maache müssen, wéi mir méiglechst exakt an och aktuell Zuele beieneekréien. De Grond heescht „Semestre européen“.

Wat verstoppt sech hannert deem e bësse rätselhafte Begrëff, deen neierdénge duerch d'EU-Gremië geschtert? Et ass eng Notioun, déi besonnesch de Nationalregierungen etlech Kappzbriches an der nächster Zäit bereeden däerft, wann et em d'Preparatioun vun hire Budgete geet. Well mat deem u sech harmlose Wuert „Semester“ sinn net nëmmen déi sechs éischt Méint vum Joer gemengt, mä virun allem, wat d'Bréisseler Kommissioun an och den EU-Ministerrot an de Conseil européen vun de Stats- a Regierungschefen an zu gudder Lescht och nach d'Euro-paparlament sech an deene sechs Méint alles u Budgetsdirrektive fir d'EU-Memberen zesummereime wäerten. Déi gutt Rot-schléi sollen dann an deenen nationale Reform- a Stabilitéitsprogrammer - elo heescht dat esou, virun huet et GOPE (Grandes orientations des politiques économiques) geheescht - hiren Nidderschlag fannen, déi dann hirersäits um Enn vum Fréijoer erëm op Bréissel geschéckt ginn, fir dann do de Segen ze kréien - oder och net.

Sou ganz harmlos ass déi Prozedur nach laang net, well op déi Aart a Weis wëllt d'Bréisseler Zentral zimlech d'äitlech déi national Budgete besser an d'Gitt kréien. An dat schonn am Virfeld, dat heescht, nach ier se vun de Regierungen opgestallt ginn. Et läit op der Hand, datt domat also erëm eng Kéier e Stéck national Autonomie verschwennt an d'Entscheidungsgewalt nach e bësse méi bei d'EU-Instanze rutsche wäert.

Datt dat allerdénge och Sënn maache kann, léisst sech net ofstreiden, wann ee gesäit, zu wat déi zimlech lax Budgetsdisziplin vun eenzelnen EU-Länner féiere kann a wéi geféierlech dat Auserneendrifte vun deenen nationale Budgetpolitike gi kann, och a besonnesch fir déi gemeinsam Währung. Um Enn muss deene liichtfankege Länner da mat Milliarden ënnert d'Äerm gegruff ginn, fir datt si net an d'Faillite rutschen an domat den Euro geféierlech an d'Schliddere bréngen.

Kee Wonner, datt et neierdénge Stëmme gött, an net där mannst, déi um Fortbestand vun Euro zweifelen a sech offen derfir ausschwätzen, datt déi EU-Memberen, déi sech an e chroneschen Defizit manövréieren oder manövréiert hunn, aus der Eurozon einfach erausgehait ginn. Dobäi ass déi geplangte Quasi-Tutelle mam „Semestre européen“ fir déi national Budgetpolitiken eigentlech soss näischt wéi e Behëllef, fir Uerdnung an Disziplin an deen europäesche Finanzbuttek ze bréngen, wa sech déi 27 schonn net iwwer eng ekonomesch Gemeinschaftsféierung eens ginn.

Et gött jo scho laang vun engem Genre EU-Wirtschaftszentralregierung geschwat, wéi si säit jeehier de Fransouse virschwief, fir déi den Zentralismus nach ëmmer dee richtege Wee war. Datt een do elo als Nationalregierung de Kieler ugedoe kritt an an e Kalenner eragequëtscht gött, deen engem kaum méi Sputt fir eng eegestänneg Budgetspreparatioun léisst, leeft dann och scho méi oder wéineger op esou eng Wirtschaftsregierung eraus, déi allerdénge nëmmen da Sënn mécht, wann all Memberstaten deem Organ sengen Uweisung follegen, an net gläich, wéi dat alt emol schonn an der Vergaangenheet geschitt ass, aus der Rei danzen, wann et eemol kriddelech gött.

Op jidde Fall setzt den „Semestre européen“ eppes viraus: nämlech datt een als Nationalregierung méiglechst fréi iwwer méiglechst exakt Chiffre verfügt, op déi een da seng Budgetpolitik ënnert de strengen Ae vu Bréissel opbaue kann.



Et si sech an der Finanz- a Budgetskommissioun vun deem Haus an och an där fir d'Iwwerwaachung vun der Budgets-exekutioun zoustänneger Kommissioun nawell e sëllege Gedanken driwwer gemaach ginn, wéi mir dat mat deene méiglechste präzise Prognose ronbréngé kéinten.

Wat bei deenen Iwwerleeungen, un deenen och eis Cour des Comptes bedeelegt war, erauskoum, hutt Dir jo selwer d'lescht Woch ofgeseent hei, wéi d'Chamber d'Regierung an enger Motioun invitéiert huet, fir eng nach besser Zesummenaarbecht vun all deene Gremien ze suergen, déi sech bei eis mat de Nationalkonte befaassen.

Do kéint ee sech esou e Genre Thinktank mat de Spezialisten aus de Verwaltungen, dem Statec, der Zentralbank an esou weider virstellen, deen d'Regierung an natierlech och d'Parlament mat ofgekachtem an eenheetlech Zuelematerial versuerge géif, fir datt d'Décisionsgremie vun eisem Stat en connaissance de cause hir Politik modelléiere kënnen a sech net a widdersprénglechen Diagnosen an ineffikasse Recepturen verléieren.

Här President, d'Regierung huet sech bei der Opstellung vun hirem 2011er Budget net vun deem Wee ofbréngé gelooss, dee se sech viru Méint als mëttelfristegen Auswee aus hirer Finanzkris virgeholl an och op Bréssel gemellt huet. Wuel ass si e bëssen a Verzoch mat hirem Zäitplang gereden, well op eemol d'Konjunkturzele sech besser entwéckelt hu wéi erwaart a si duerfir d'Spuerschrauf liicht labbere konnt, mä un der Grondausrichtung vun hirer Spuerpolitik kann dat näischt änneren.

Ech wëll mech elo net mat deem Stéppchesspill amüséieren, dat domat gedriwwegëtt, datt d'Konten eemol am Liicht vun der Maastricht-Method, dann erëm nom ale System vun eiser nationaler Kontabilitéit bewäert ginn, jee nodeems, wat fir e Resultat hanne soll erauskommen. Mir wëssen all, datt déi Maastrichter SEC-95-Method, déi och d'Konten vun de Gemengen an der Sécurité sociale berücksichtigt, eis Situatioun an engem bessere Liicht erschéngt léisst, wéi wa mir nëmmen déi vum Zentralstat a Betruecht zéien. Mä et ass kengem gehollef, wa mir op déi Aart a Weis probéieren, eis an d'eegegen Täsche ze léien an d'Situatioun méi rosa ze molen, wéi se a Wierklechkeet ass.

Duerfir sollte mir eis esou séier wéi méiglech op eng eenheetlech Budgetsmethod a -presentatioun festleeën, eleng schon nëmme wéinst der Transparenz vum Budget, och a grad fir de Bierger.

Eis Haaptuerg awer ass a bleift bis op Weideres, datt eise Stat sech mat deem Defizit erëmklappe muss, an deen hien 2009 duerch d'Auswierkung vun der Kris gerutscht ass, en Defizit, deen iwwregens och souguer an där méi gënschteger Maastricht-Presentatioun opdaucht.

Wann een elo nëmmen eleng den Zentralstat, dat heescht alles, wat direkt vun der Regierung ofhänkt, kuckt, dann hunn 2009 schon eng Milliard Euro gefeelt, an da feelt d'Joer trotz de 700 Milliounen méi Recetten erëm eng gutt Milliard, an 2011 laut Budget nach eng Kéier 500 Milliounen. Natierlech dréckt dee Konjunkturprogramm vun 1,2 Milliarden op d'Konten vun deem Joer, mat deem d'Regierung probéiert hat, géint d'Kris virzegoen. Dee Programm huet sécherlech derfir gesuergt, datt sech d'Auswierkung vun der Kris souwuel bei den Haushalter wéi och beim Handwerk an am Handel hei am Land a Grenze gehalen hunn.

Wann elo dat Lach am Budget, dat duerch deen Antikriseprogramm nach méi grouss ginn ass, datt anert Joer wéi erwaart erëm e bësse méi kleng wäert ginn, dann dierft dat an éischter Linn de Spuermoosnamen zouseschreiwé sinn, déi entre-temps vun der Regierung an d'Wee geleet gi sinn, quitte datt si deenen engen nach net wäit genuch an deenen anere scho vill ze vill wäit ginn.

Effektiv ginn am Budget fir dat anert Joer dem Stat seng Dépenses nëmme méi ëm knapps 5% an d'Luucht, derbannst d'Recetten ëm bal dat Dräifacht, nämlech ëm 14% klammen. A wa mir domat nach laang net aus dem Defizit eraus wäerte kommen - am klassesche Budget ass em-

merhin nach e Lach vu 684 Milliounen fir dat anert Joer virgesinn -, maache sech d'Spuerefforté bemierkbar, déi, wa se och entre-temps ëm eng 120 Milliounen zrëckgeschrauft gi sinn, awer derfir suerge wäerten, datt den „Defizit-gap“ erëm lues zougeet.

Mat e bësse Chance kéint do dem Finanzminister seng Rechnung opgoen, déi esou opgestallt ass, datt dank Aspierungen tëschent 300 a 500 Milliounen am Joer säi Budget bis un d'Enn vun dëser Legislatur erëm am Équiliber ass. Virausgesat natierlech, hien hält duer a säi Spueräifer gëtt net, wéi elo, duerch Konjunkturklärungen oder duerch de politeschen Drock ofgebremst, dee vun deene kënn, déi partout net der Realitéit an d'A kucke wëllen, mä dofir nëmmen eleng op hiren eegene Portmonni fixéiert sinn.

Mir schwätzen hei wuelgemierkt vun engem Retour zum Budgetsgläichgewicht, wat awer nach laang net bedeit, datt dann och eis Statsfinanzen erëm am Équiliber wäeren. Dem Stat seng Verscheldung läit am Ablack bei siwe Milliarden an d'äerft bis 2014 op 14 Milliarde klammen. Trotz alle Spuermoosnamen, vun deene jo eng Partienëmmen zwee Joer, dat heescht bis Enn 2012 programméiert sinn.

Do si mer also bis op Weideres nach wäit vun enger ausgeglachener Situatioun ewech, och wann eis Verscheldungsquot, mat manner wéi 30% vum PIB, verhältnisméisseg rasonnabel schéngt. Et kann ee jo bekanntlech laut Maastricht-Vertrag, Dir wësst et, mat senger Dette publique bis op 60% eropgoen, oder ënner besonneschen Émstänn souguer nach e bësschen driwwer, an dat gëtt jo am Moment och vu ville Länner ausgenotzt, inklusiv vun eisen dräi Noperen. An Einzelner leie souguer ganz gehéireg iwwert där Limite!

Kolleeginnen a Kolleegen, Här President, esou eng Verscheldung belaascht natierlech och de Budget, well d'Schulde mussen mat Zënse zrëckbezuelt ginn. Eleng am Exercice 2013 wäerten 2,2 Milliarde fir d'Statsschuld fälleg ginn. Duerfir hu mir all Interessi drun, de Scholdebierg esou séier wéi méiglech ofzebauen, oder op d'mannst derfir ze suergen, datt en net nach weider klëmmt. Dat awer geet nëmmen, wann een um Joresenn ënnert dem Stréch eppes Rescht huet. An dat wäert, wéi mer gesinn hunn, bis op Weideres net de Fall si bei eis.

Déijéineg, déi scho Luucht um Enn vum Tunnel gesinn oder souguer mengen, mir wiere schon aus dem Tunnel eraus, déi ire sech. Si schlësse vun enger momentaner Konjunktursituatioun op d'mëttelfristeg Zukunft a leeë sech keng Rechenschaft of iwwert déi Hypothéiken, déi op d'ärselwechter Zukunft laaschten.

Eng vun deenen Hypothéiken ass natierlech dee beschwéierleche Wee aus deem elo grad beschriwwene Scholdelech, dee schon eleng duerfir riskéiert laangwierig ze ginn, well mir einsteuweilen nach rout Zuelen am Budget schreiwé an net déi Iwwerschëss erausklappe kënnen, déi ee brauch, fir iwwert de Scholdebierg ze kommen.

Déi aner schwéier Hypothéik ass eise Pensionssystem, vun deem mer wëssen, datt hie méi séier kippe wäert, wéi dat bis elo ëmmer ugeholl ginn ass, an un deem seng inévitable Reform mir eis trotzdeem nach ëmmer net esou richteg erugewot hunn.

An déi drëtt Hypothéik ass déi, datt mir eis op e mëttelfristeg Wuesstum astelle mussen, dat ënnert dem gewinnten Niveau leie wäert an dat eis forcément Upassungen an eisem Train de vie ofverlaange wäert. Wuel verstanen: Upassungen no ënnen! A grad do dréckt eis natierlech elo de Schong am meeschten. Mir géifen am léifsten dee ganze Laascht, deen do op eis zoukënn, op déi drécken, déi no eis kommen, fir datt mir eis nëmmen net der Decken no strecke mussen.

Esou eng „Après nous le déluge“-Astellung ass net nëmme liichtfankeg a kuerzsiichteg, mä virun allem irresponsabel...

► **M. Claude Meisch (DP).**- Alt nach eng Oppositionsried.

► **M. Lucien Thiel (CSV).**- Ma da maacht Är Ried och!

► **M. Claude Meisch (DP).**- Jo, jo, ech maache se och.

► **M. Lucien Thiel (CSV).**- Ma da waart, bis datt et un lech ass!

► **M. Claude Meisch (DP).**- Mir wäerten eis do eens sinn.

► **M. Lucien Thiel (CSV).**- Majo, da Merci, an dann haalt Der..., da sidd Der roueg, wann ech gelift.

(Hilarité)

► **M. Claude Meisch (DP).**- Merci fir d'Frëndlechkeet!

► **M. Lucien Thiel (CSV).**- Also, esou eng...

► **M. Xavier Bettel (DP).**- ...säi Gebuertsdag...

► **M. Lucien Thiel (CSV).**- Esou eng... Ah, Här Bettel, ech hunn lech nach net héieren haut. Dat ass awer...

► **M. Xavier Bettel (DP).**- ...si schonn zou...

► **M. Lucien Thiel (CSV).**- Esou eng „Après nous le déluge“-Astellung ass net nëmme liichtfankeg a kuerzsiichteg, mä virun allem irresponsabel vis-à-vis vun den nächste Generatiounen, fir déi et da ganz schwéier d'äerft ginn, d'Kéier ze kréien. Vill méi schwéier, wéi mir et haben!

Dobäi sollte mir och net vergiessen, datt mir och nach d'Verantwortung droe fir d'Virbereedung vun deem Émfeld, an deem eis Kanner a Kandskanner hire Match maache mussen. Déi al Generatiounen kruten eng vun deene beschte Stolindustrien an d'Wéi geluecht. A spéider, wéi et domat méi lues gaangen ass, hate klug Käpp fir eng Finanzplaz hei zu Lëtzebuerg gesuergt, déi eis erëm eng Kéier am Spëtzeloton vun deene räichsten Natiounen positionéiert huet.

A wat maache mir elo fir déi, déi no eis kommen?

► **Plusieurs voix.**- Scholden!

► **M. Lucien Thiel (CSV).**- Ech weess, ech weess. Ech weess viles, mä ech weess op alle Fall, datt mir...

(Interruptions)

► **M. le Président.**- Ech géif lech bieden, dem Här Thiel nozelauschteren!

► **M. Lucien Thiel (CSV).**- Hie lauschtert gar op d'Opposition, Här President, loosst e rieden.

Ech weess awer, a bestëmmt eise Wirtschaftsminister och, datt nei „Top-Nischen“ sech net aus dem Stee schloe loosse. Awer si loosse sech mat e bësse Fantasie a mat nach e bësse méi Asaz opbauen, wéi mir dat jo zum Beispill am Beräich vun der digitaler Economie scho virexercéiert hunn.

Dobäi sollte mir och net vergiessen, datt eis Exportlokomotiv Finanzplaz nach laang net um Enn ass. Souguer wann déi rezent ECOFIN-Décisioun, déi vu gëschter, déi ouni - dat soll och gesot ginn - d'Verhandlungsgeschéck vun eisem Finanzminister wuel net esou gutt fir Lëtzebuerg ausgefallt wier, elo vun der Konkurrenz als en Enn vum Bankgeheimnis verkaaft gëtt. Wat se guer net ass, éischter de Contraire!

Well mir bis op Weideres op d'Banken- an op d'Fongenindustrie ugewise sinn, mussen mir alles drusetzen, fir déi Finanzplaz ze konsolidéieren. Op där anerer Säit mussen mir awer eis gradesou verbasse fir d'Diversifikatioun vum Rescht vun eiser Economie an d'Geschier leeën, fir net ze vill ofhängeg vum Finanzsecteur ze ginn.

Wann et och net onbedéngt un eiser Generatioun eleng ass, derfir ze suergen, datt déi, déi no eis kommen, an e méiglechste mëllt Bett falen, si mir hinnen et awer op d'mannst schëlleg, datt si gutt virbereet op déi Erausforderunge ginn, déi si erwaarden. Dat heescht, datt mir hinnen déi beschtméiglech Ausbildung mat op de Wee mussen ginn. Eigentlech d'äerft dat jo net esou schwéier sinn, wann ee bedenkt, wéi vill mir eis scho säit jeehier d'Éducatioun vun eisem Nowuess kaschte loosse! Mä déi lescht PISA-Analys huet alt erëm bewisen, datt d'Qualitéit vun eiser Éducatioun éischter an engem ëmgekéierte Verhältnis zum finanziellen Opwand steet. Dat misst net nëmmen de Politiker ze denke ginn!

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, virun annerhallwem Mount koum e Bréif vu Bréssel, wou allerhand Wourecht

iwwer eist Land an eis Economie stoungen. Si ware begleet vun enger Retsch gutt Rot-schléi, wat mir alles ënnerhuele missten, fir eist héicht Wirtschaftswuesstum aus der Vergaangenheet och an Zukunft eriwwezeretten.

Vun deem Bréif huet een, ausser an der Ried gëschter vum Finanzminister, nach net vill heiheim héieren. Mä dat hânt wuel domat zesummen, datt dee Bréif alt erëm vun engem vun deenen Ausländer koum, déi jo eis Lëtzebuurger Verhältnissen net esou richteg kennen an déi net wëssen, datt bei eis heiheim aner Regele gëlle wéi am Rescht vun der Welt.

► **Une voix.**- Vu wem koum dee Bréif?

► **M. Lucien Thiel (CSV).**- Den Absender housch iwwregens Didier Reynders,...

► **Une voix.**- An a wem sengem Numm huet en ënnerschriwwen?

► **M. Lucien Thiel (CSV).**- ...senges Zeechens belsche Finanzminister, an hien hat dee Bréif a senger Qualitéit als Vizepresident vum Eurogroup geschriwwen.

Ech soen lech villmools Merci.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Dir hutt nämlech elo grad gesot, et géif vun engem Ausländer kommen.

► **M. Lucien Thiel (CSV).**- Jo.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Ass den Här Juncker dann net méi Lëtzebuurger?

► **M. Lucien Thiel (CSV).**- Neen, et ass den Här Reynders.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Wien ass da President vum Eurogroup?

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Wien ass da President? En huet...

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Neen, wien ass de President vum Eurogroup?

(Interruptions)

► **M. le Président.**- Merci dem Här Thiel. Als nächste Riedner ass den Här Claude Meisch agedroen. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Claude Meisch (DP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären...

► **Une voix.**- ...d'Lëtzebuurger eng primitiv Ried halen...

► **M. Claude Meisch (DP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et huet een an der Ried vum Finanzminister gëschter, et huet een an der Budgetpresentatioun vum Rapporteur, deem ech fir seng Aarbecht wëll félicitéieren, well et ëmmer eng Fläissaarbecht ass, e Rapport wéi deen doten ze maachen, a well et ëmmer d'Ambitioun vun all Budgetsrapporteur ass, fir e puer nei Iddien dann an dee Pak vu Säiten do mat eranzepaken, wat dem Alex Body sécherlech hei och nees eng Kéier gelongen ass.

Mä et huet een an deenen Diskussiounen, déi mer bis elo héieren hunn, a sécherlech och nach iwwert den Dag wäerten héieren, erausfonnt, wat dann de Minimalkonsens an dëser Regierung ass, wann et dann ee gëtt. Dat, wat dës Regierung eent, do, wou d'Regierung sech eens ass, dat ass d'Erliichterung, datt et dann elo 2010 vum selwen e Stéck besser gaangen ass, an et ass d'Hoffnung, datt et och an Zukunft esou wäert weidergoen.

Mä geet et eis dann iwwerhaupt esou gutt, wéi et Einzelner wëllen duerstellen? Si mer eigentlech schonn iwwert de Bierg? Hu mer dat Schlëmmst vun där Kris do schonn hanner eis gelooss? Effektiv, d'Steierrecetten 2010 si besser wéi geduecht, ëm en zolitte Pak vu 700 Milliounen Euro. De Wirtschaftswuesstum huet nees eng, vläicht fir Lëtzebuurger Verhältnissen nach niddreg, mä awer dach schonn zolidd Gréisst vun 3% erreecht. Den Emploi, dee klëmmt am Joresrhythmus vun annerhallwem Prozent.

War et also dat, war et dat mat der Kris? Hu mer eigentlech net am Häerz vum Tornado déi Kris do erlieft, mä vläicht just e klengen Ausleefer vun deem Wierbelsturm sech iwwer Lëtzebuerg ewechgemaach? Nun, d'Demokratesch Partei ass



der Meinung, datt et net de Moment ass, fir Entwarnung ze ginn, well et ganz vill aner Indicateure gëtt, déi eis Suerge maachen, déi eis musse Suerge maachen.

Allem virop den Aarbechtsmaart, wou de Chômage op Rekordniveau klëmmt, emol net op héijem Niveau stagnéiert, mä weider an d'Luucht geet. Wann ee gesäit, datt op der Finanzplaz d'Beschäftegung erofgeet, also an deem Wirtschaftssektor, deen de Motor war fir eis gesamt Ekonomie, fir eise gesamten Aarbechtsmaart, da muss dat eis Suerge maachen - well mer virun allem wëssen, datt mer do déi lescht Restrukturatioun bestëmmt nach net gesinn hunn -, wa mer dee Budget hei virun eis leien hunn a wa mer gesinn, datt d'nächst Joer, 2011, e Budgetsdefizit vun 1,4 Milliarde soll gemaach ginn, dat trotz steigenden an onerwaart héich steigende Recetten, dat trotz säftege Steiererhéijungen, déi ab dem 1. Januar 2011 wäerte gräifen.

Laut den eegene Prognosen an der eegener Ambitioun vun dëser Regierung wëllt d'Regierung dann och bei engem Null-Maastricht-Defizit herno 2014 an enger Situatioun sinn, datt se Joer fir Joer awer nach muss knapp eng Milliard Euro léine goen. An 2011 - an dat sollt eis besonnesch Suerge maachen - läit den Defizit méi héich wéi dat, wat dës Regierung d'nächst Joer wëllt investéieren.

Wa mer emol kucken, déi Situatioun do, wa mer déi bei eis doheem géifen erëmfannen, da fanne mer et normal, datt mer fir en Haus eis Schold maachen. Mer fanne et vläicht och nach normal, datt mer Schold maachen, wa mer en Auto kafen. Mä bei der Vakanz, do gëtt et dann awer richtig bedenklech, a wa mer eis dann och nach mussen d'Pizza iergendwann eng Kéier de Weekend virfinanzéiere loosse, dann ass d'Enn ganz, ganz no.

Mä et ass dat, wat dës Regierung jo eigentlech hei mécht, wa méi Defizit an engem Joer gemaach gëtt, wéi op där anerer Säit an d'Zukunft investéiert gëtt. Da kann e Land net laang duerhalen. Investitiounen si gutt, Investitiounen sinn noutwendeg, wichteg Investitiounen kënnen och duerch eng Verschëldung finanziert ginn, mä et kann awer net esou sinn, datt herno d'Defizitfinanzéierung derzou gebraucht gëtt, fir lafend Käschten ze couvréieren.

Da gëtt et eng ganz Rei vun anere Problemer, vun anere Risiken. Dir kennt se allguerter: Den Ausstieg aus dem Tanktourismus hu mer nach ëmmer net bewältigt. Mir wëssen net, wéi mer et solle maachen. 2015 wäerten d'TVA-Recetten dramatesch erofgoen, well mer dat, wat iwwert de Commerce électronique bis ewell erakomm ass, net méi wäerten erakréien. Mir wëssen net, wéi d'Zukunft vun eiser Finanzplaz ausgesäit. Dir wësst, datt ech optimistes sinn, datt mer kënnen déi Finanzplaz an eng nei Logik erakréien, wa mer déi richtig Entscheedungen haut huelen. Mä mir hu se nach net geholl, a munch Fragezeche stinn nach am Raum.

De Klimawandel, ee Politikdomän, deen eis extrem deier ka ginn déi nächst Joren! A wa mer gesinn, wat fir eng Zensur mer nees dës Woch do ausgestellt kritt hunn - wou mer eigentlech bei deene Leschte sinn, déi do déi richtig Décisionen an der Vergaangenheet geholl hunn -, da muss och dat eis Suerge maachen.

Mir wëssen zënter Joren, datt de Rentensystem esou, wéi en haut fonctionnéiert, net oprechterhale ka ginn. Mir wëssen och, datt mer mat der Gesondheitsfinanzéierung eis eng Zolidd mussen afale loosse, a mer wäerte jo net mengen, datt deen zesummegerupfene Gesondheitsprojet vum Minister Mars Di Bartolomeo elo nach all den Erausforderunge vun der Zukunft do wäert Rechnung droen. Den Alex Bodry huet a sengem Rapport op e wichtige Phänomene higewisen, dee Lëtzebuerg wäert ze schafe maachen déi nächst Joren - virun allem der Finanzpolitik an der Sozialpolitik wäert ze schafe maachen -, nämlech ganz genau d'Alterung vun eiser Gesellschaft. Dat wäerte mer och mierken, wann et ëm d'Finanzéierung vun der Gesondheet hei zu Lëtzebuerg geet.

Neen, Lëtzebuerg ass nach laang net iwwert de Bierg, a wa mer näischt maachen, wa mer weider nokucken, da wäerten d'Konsequenzen dramatesch kënnen ginn. Mir riskéieren, an eng Verschëldungsspiral eranzegeroden, wa mer Joer fir Joer nei Emprunten ophuelen, wou mer haut nach net wëssen, wéi mer se zréckbezuelen, wou mer awer wëssen, datt duerch déi Zënslaascht do de politesche Spillraum däitlech wäert erofgoen déi nächst Joren.

Mir wëssen, datt mer dausende Leit méi wäerten am Chômage hunn, deene mer keng Perspektiv méi kënnen bidden, hei zu Lëtzebuerg of eegene Féiss ze stoen, duerch eegen Aarbecht kënnen fir hiert Brout an hir Famill ze suergen. Mir wäerten net méi déi noutwendeg Moyenen hunn an eise Budgeten, fir déi Infrastrukturmoosnamen ze finanzéieren, déi noutwendeg sinn, zum Beispill noutwendeg sinn, fir eis Mobilitéit zu Lëtzebuerg oprechtzeerhalen. An haut hu mer jo anscheinend schon net méi genuch Geld, fir noutwendeg Schoulen, déi awer gebraucht ginn - wou d'Regierung selwer dokumentéiert huet, datt se gebraucht ginn -, ze realiséieren.

Mir wäerten am Klimaschutz deier musse bezuelen an et op där anerer Säit net fäerdeg bréngen, déi wirtschaftlech Chancen kënnen ze notzen, déi och an deem dote Paradigmewissel leien, dee virun eis läit. Mir wäerten, wat d'Sozialsystemer ubelaangt, dann éischer an eng Ofbaulogik erakomme wéi an eng Émbaulogik, déi haut eigentlech noutwendeg wier.

Dat ass Lëtzebuerg vu muer, wa mer näischt maachen. Dat ass Lëtzebuerg vu muer: Et ass e Land, dat mer esou net méi wäerten erëmkennen! An ech leie ganz no beim Finanzminister, wann e grad gewarnt huet gëschter. Mir sollten eis emol déi kleng Länner ukucken doruechter, kleng Länner, déi ganz besonnesch ofhängeg waren och vun engem Wirtschaftssektor, an dat muss eis un eppes erënneren, nämlech un d'Situatioun, wéi Lëtzebuerg se erlieft, d'Situatioun, wéi Lëtzebuerg se och eventuell riskéiert an Zukunft. Et dierf net dat dote sinn, wat mer deene künftige Generatiounen fir hir Zukunft hei an eise Land reservéieren.

Wéi reagéiert d'Regierung bis ewell op déi doten Erausforderung? D'Regierung erhéicht den 1. Januar 2012 (veuillez lire: 2011) d'Steiere fir d'Privatpersounen, d'Regierung erhéicht den 1. Januar 2012 (veuillez lire: 2011) d'Steiere fir d'Betribler, d'Regierung erhéicht d'Loungkäschte fir sämtlech Betribler hei am Land. Et gëtt dann zwar vun enger anerer Aarbechtsmaartpolitik geschwat, déi kennt dann och vläicht muer, vläicht awer och net. Et gëtt vun enger Rentereform geschwat, vläicht kennt se muer, vläicht kennt se awer och net. Nun, mir sinn der Meinung, dat doten ass déi falsch Äntwert!

Et ass net déi adequat Äntwert op déi wirtschaftlech a sozial Situatioun, an där eist Land sech momentan befënnt. Doduerjer - duerch déi dote Politik - wäert kee Betrib méi op Lëtzebuerg kommen. Duerch déi dote Politik, do wäert keng eenzeg Aarbechtsplaz ofgeséichert ginn. Duerch déi dote Politik, do gëtt kee Problem am Fong geregelt. An där doter Politik ass net den Usaz vun enger konkreter Wirtschaftswuesstumsstrategie erëmfannen. Et ass eng kuerzsiichteg Budgetpolitik, déi derzou wäert féieren, datt déi Laaschten, déi mer haut net de Courage hunn, fir se op eis ze huelen - wou mer haut net de Courage hunn, fir dat ze maachen, wat ze maachen ass -, datt mer déi Laaschten op déi künftige Generatiounen ofwälzen. Domadder ass d'Demokratesch Partei net d'accord!

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Claude Meisch (DP).** - Ech si frou, hei zu Lëtzebuerg ze liewen. Et geet eis gutt, an dat verdanke mer ganz besonnesch dem Asaz vun eisen Elteren an eise Grousselteren. Si hunn dëst Land, dëst klengt Land am Häerz vun Europa opgebaut. Si hunn d'Äerm eropgestrépft, si sinn duerch schwéier Zäite gaangen, mä si hunn ni opginn. An ech wëll, datt mir eise Kanner, eisen Enkelkanner genauesou en houfregt Land kënnen hannerloossen, wéi mir, wéi eis Generatioun et virfonnt huet.

Wann eis Grousselteren nom Krich, a wann eis Elteren an der Stolkris gradesou kuerzfristeg reagéiert hätten, wéi d'Regierung dat haut mécht, jo, da wier Lëtzebuerg haut en aarmt Land, mënschlech a finanziell. Mir erliewen haut eng vun deene schlimmste Krisen zënter dem Zweete Weltkrich. A mir sinn net bereet, op eng Indexbranche ze verzichten! Mir sinn net bereet, e Mechanismus wéi den Ajustement emol eng Kéier ze iwwerdenken! Mir sinn net bereet, den Train de vie vum Stat ze iwwerdenken! Mir sinn net bereet, kohärent Strukturereformen op de Wee ze bréngen!

Jo, a mir sinn net bereet, op e Stéck, haut op eppes ze verzichten, fir muer vläicht e Stéck méi vun eppes kënnen ze hunn. Da froen ech mech, wéi mer et solle fäerdeg bréngen, muer nees eng Kéier feste Buedem énnert de Féiss ze hunn. Ech sinn eigentlech e gebuerenen Optimist, mä dach gëtt et mer baang, wann ech déi dote Politik gesinn!

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Claude Meisch (DP).** - Mä wat wier ze maachen, wat ass d'Alternativ? Ech wëll eng Rei vu Punkten opzielen. Mir sinn der Meinung, datt effektiv méi hätt kënnen agespuert ginn, datt effektiv beim Fonctionnement vum Stat nach Efforten ze maache gewiescht wieren.

Bei 34 Milliounen vu Gesamtausgabe vu bal zwoelf Milliarde mécht dat jo knapps emol dräi Promille aus, déi d'nächst Joer - déi nach net emol gespuert sinn, mä déi d'nächst Joer sollen - agespuert ginn. Aus eegener Erfahrung aus enger Gemeng, déi net zu deene klengste gehéiert, der Gemeng Déifferdeng, weess ech, datt méi dran ass. Ech weess, datt mer do zënter Jore probéieren, all Joer den Euro zwee- an dräimol émdréieren, ouni datt dat op d'Käschte geet vun enger lieweger Stad, vun enger dynamescher Stad, vun enger zukunftsorientierter Stad.

Et gëtt mat Sécherheet honnerte vu konkrete Spuerméiglechkeeten och nach beim Stat. Dat hu mer erfuer an dokumentéiert duerch déi Spuercampagne, déi mer am Ufank vun dësem Joer als Demokratesch Partei lancéiert hunn, wou mer eng sëlliche Propose kritt hunn, déi extrem sënnavoll waren an derwäert gewiescht wieren, se méi am Detail ze analyséieren. A virun allem hunn do d'Bierger bewisen, datt et hei am Land eng Spuerbereitschaft gëtt, datt Versteesdemech do wär, fir et aneschtters ze maachen.

Nun, vun der Säit vun de Majoritéitspartei gouf eigentlech just déi doten Initiativ belächelt, kritiséiert. Ech wëll just drun erënneren, datt se duerno jo och kopéiert ginn ass, nämlech vun der neier englescher, der neier britescher Regierung, déi eigentlech genauesou eng Initiativ geholl huet, fir Iddien ze kréien, mä fir awer gläichzäitig op där anerer Säit och d'Leit mat anzebannen an déi noutwendeg Spuermoosnamen.

An ech hunn am Laf vun deene leschte Méint mat ville Leit, Beamten, déi fir de lëtzebuergesche Stat schaffen, geschwat, déi mer soen: „Jo, et wär nach méi dran, mä eigentlech spiere mer keen Drock. Eigentlech kréie mer net gesot, wat muss gemaach ginn, wat d'Spuerefforten da wierklech herno sollen zesummebréngen. A mir wësst schon, wat ze maache wär, wann et da wierklech mat Nodrock géif gefrot ginn.“

Et gëtt virun allem do eng Method ze definéieren, wéi de Stat Joer fir Joer fir säin eegene Fonctionnement net méi Geld muss ausginn, wéi dat da wierklech noutwendeg ass. An ech mengen, datt dat sech och emol net nëmmen op de Stat applizéiert, datt dat sech och op dee ganze parastaatleche Sektor muss applizéieren, an datt mer froe mussen, klären: Wien initiéiert esou Initiativen? Wien décidéiert? Wie kontrolléiert? An eigentlech muss mer eis ganz Logik an eng nei Approche erafaassen, fir Verwaltungen, fir aner staatlech a parastaatlech Strukturen an Institutiounen do eranzekréien.

D'Demokratesch Partei hat 2006 hei d'Propos gemaach vum sougenannten „zero-based budgeting“. Eng Propos, déi eigentlech virgesäit, datt Joer fir Joer sollte sämtlech Budgeten op null gesat ginn an net einfach automatesch sollte weiderge-

schriwwe gi mat darselwechter Héicht oder, wéi et jo oft de Fall ass, gläich sollten em e gewëssene Prozentsaz Joer fir Joer eropgesat ginn; neen, mä datt Joer fir Joer nach eng Kéier ze justifiéiere wär, wat da wierklech vu Geld misst, fir déi eenzel Ziler ze errechen, reservéiert ginn.

De Jean-Claude Juncker, eise Premierminister an deemolege Finanzminister, huet gemengt, dat wär alles Kabes, dat doten, dat géif näischt hëllefen. Den dës-jährige Budgetsrapporteur, den Alex Bodry, huet et nach eng Kéier opgeworf. Ech géif also dem Här Bodry „bonne chance“ wënschen, fir d'Regierung vun deem dote Wee da wëllen ze iwwerzeegen.

Op jidde Fall, no zwee Joer Konjunkturpäck, wou mer jo der Meinung waren, datt een d'öffentlech Ausgaben elo net bewosst sollt matzen an der Kris zréckféieren, a wat e grouse Konsens och hei am Haus gemaach huet, no zwee Joer esou enger Ausgabepolitik da just heihinner ze kommen a 34 Milliounen, dräi Promille vum Gesamtbudget vum Stat, hei wëllen d'nächst Joer anzespueren, dat op jidde Fall geet net duer.

Mir ware mam Prinzip vu Konjunkturpäck d'accord. Mir hätte se sécherlech aneschtters op eenzelne Punkten ajustéiert. Mir ware jo eigentlech hei am Land 2009 lauter Keynesianer, déi gesot hunn: „Jo, et ass gutt an der Kris Defizit ze maachen“, mä de Prinzip vum Keynes war jo net nëmmen deen. De Prinzip vum Keynes war, fir dann, wa keng Kris méi ass, an no der Kris - a mat dräi Prozent Wirtschaftswuesstum kënnen mer jo net méi behaupten, mir wäeren haut an der Kris - dann och erëm en Iwwerschoss ze erwirtschaften, fir do-duerjer d'Defiziter aus der Vergaangenheet kënnen ofzebauen an ze finanzéieren.

(**Interruption**)

An hei ass d'lëtzebuergesche Regierung genau amgaangen, dee Feeler ze maachen, wéi sämtlech westlech Regierungen an de 70er Jore schon emol gemaach hunn. Well hei wäerte mer dat erliewen, datt Kris fir Kris, Konjunkturabroch fir Konjunkturabroch de Sockel vun der Statsschold wäert an d'Luucht goen.

Da wëll ech dem Här Finanzminister soen, wann ech och streckeweis mat deem ganz gutt konnt liewen, wat e gëschter hei virgedroen huet, datt ech awer eng Rei vun Interpretatiounen esou jo net kann deelen. Wann hei gesot gëtt: „Mir spueren andeems mer manner investéieren“, da bréngen ech et ganz schnell fäerdeg, ganz vill ze spueren. Dann huelen ech mer nämlech elo vir, ech géif mer all Joer en neien Auto kafen. An da géif ech mer awer eréischt am siwente Joer effektiv en neie kafen. Dann hätt ech an aacht Joer siwen Autoe gespuert.

(**Interruption**)

Dat ass... Neen, dat ass d'Logik, déi de Finanzminister hei exposéiert huet.

Wa gesot gëtt: „Mir spueren, well mer manner investéieren, wéi wéi op där anerer Säit geplangt war vläicht eng Kéier ze investéieren“, dat ass keen Erspuernis. Well ech gi jo emol op där enger Säit dovunner aus, datt alles dat, wat geplangt war, awer iergendwann eng Kéier muss gemaach ginn, datt mer et also just vläicht an der Zäit strecken, mä et ass keen Erspuernis, wou eppes agespuert ginn ass, wou eng Dépense guer net wäert ufalen. Déi doten Interpretatioun kann ech jo wierklech net deelen. Ech gleeven drun, Här Finanzminister, datt Dir se am Fong vun Ärem Häerz eigentlech och net esou richtig deelt.

Déi richtig Politik ass, fir bei de lafenden Ausgaben op d'Brems ze drécken, fir do nach just e vernünftege Wuesstum op jidde Fall kënnen zuzeloossen, fir op där anerer Säit bei den Investitiounen eben dat kënnen ze realiséieren, wat nun eben emol noutwendeg ass. Well investéieren heescht eben net nëmme Geld ausginn, investéieren heescht an d'Zukunft investéieren. An investéieren heescht och eng Kéier eppes erëmkéien. A wa mer a wichteg an noutwendeg Infrastrukture fir dëst Land investéieren, da kréie mer och eng Kéier dofir eppes erëm.

Mir hunn den Här Frieden och bei enger anerer Zuelejongerei do ertappt. Heihinner ze kommen an ze soen, de Budget,



d'Ausgabe géife just ëm 3,6% wuessen, dat stëmmt. Et muss een awer kucken, wat ee matenee vergläicht. Wann een d'Ausgaben, déi geplangt sinn am Budget 2011, mat deenen Ausgaben, esou wäit se reell elo geschat gi fir 2010, vergläicht, da komme mer op eng Croissance vun 3,6%. Nun awer, dat hunn ech als jonke Conseiller zu Déifferdeng an der Gemeng geléiert, dat soll een net maachen!

Et kann een net de Budget initial mat engem Budget rectificié vergläichen! Et muss een e Budget initial mat engem Budget initial vergläichen. A wa mer dann emol kucke ginn, wat am initiale Budget 2010 stoung a wat vun Dépenses am initiale Budget 2011 virgesinn ass, dann ass dat eng Croissance vu bal 6%. A wann ech dann do nach d'Inflatioun ofrechnen, wou ech dermadder d'accord wär, jo da kann ech awer net méi behaupten, dass eigentlech ënnert dem Stréch do gespuert gi wär, esou wéi de Luc Frieden eis dat gëschter wollt kloermaachen.

Hei gëtt probéiert, mat enger Rei vun Niwwelwolken déi ganz Diskussioun e bëssen ze verschleiieren, dass herno keen am Land méi esou richtig weess, wat dann elo wierklech gëllt a wat da wierklech d'Enjeux sinn a wat hei wierklech gemaach gëtt a verursaacht gëtt vun där doter Regierung.

Da wëll ech awer gradesou kloer soen, bei aller Spuerdynamik, déi mer nach mussen entwéckelen, dass mer op där anerer Säit mat Spueren eleng de Problem net wäerte regelen, dass mer op där anerer Säit eng konsequent Wuesstumsstrategie brauchen, well Lëtzebuerg muss wuessen. D'Lëtzebuerger Economie muss wuessen, fir aus deem dote Lach erauszekommen.

Duerfir ass d'Demokratesch Partei bereet, mat op de Wee ze goen, fir d'Lounkäschten e Stéck ze bremsen an doduerjer déi Steiererhéijungen, déi d'Majoritéit vun der Chamber hei d'lescht Woch decidéiert huet, iwwerflësseg ze maachen.

D'Majoritéit schéngt do eng aner Lecture ze hunn. Ech hunn, et se Wieder vum Budgetsrapporteur, deen awer d'lescht Woch hei Spriecher vun der LSAP-Fraktioun war, an och aus dem Mond vum Finanzminister héieren, dass et der Regierung e bëssen drëms geet, fir mam Index, dee se dann do accordéiert huet, op där anerer Säit déi Steiererhéijungen ze kompenséieren.

Ma dat gëtt jo awer esou eent géint dat anert opgerechent. Da gëtt gesot: „D'Leit verléieren näischt. Se bezuelen zwar méi Steieren, mä si kréien duerch den Index erëm eng kéier méi.“ Wat, mengen ech, jo eigentlech net déi initial Iwwerleeung vum Index war, an op gewëssene Borden, mengen ech, dat och sécherlech net esou kann, kéint oder dierft guttgeheesch ginn.

Ech wëll gläichzäitig och nach soen, bei där Rechnung, déi do gemaach ginn ass, dass keen eppes géif verléieren, dass d'Leit dat jo duerch den Index géife kompenséiert kréien, wa mer déi Rechnung richtig maachen, da muss mer jo awer emol an d'Steiererhéijungen d'Netupassung vun der Steiertabell nach mat arechnen.

Well bei déi 230 Milliounen, déi méi u Steiere bezuelt ginn duerch dat, wat d'Chamber d'lescht Woch decidéiert huet, kommen op d'mannst nach eng kéier 100 Milliounen duerch dat, wat d'Chamber net decidéiert huet, nämlech fir d'Steiertabell un d'Inflatioun unzepassen. An dann ass dat sécherlech a ganz besonnesch fir d'Privatpersounen eng ganz aner Rechnung, déi do misst gemaach ginn, wéi déi, déi hei vun der LSAP an och vum Finanzminister virgerechent ginn ass.

Op jidde Fall, déi dote Politik, déi féiert derzou, dass d'Käschte fir d'Betriber wäerten an d'Luucht goen, dass d'Kompetitivitéit wäert erofgoen, dass Aarbechtsplaze wäerten a Gefor geroden. An dat hu mer jo erlieft. Mir erliewen et eigentlech all Dag. Et ass e schlächende Prozess, dass, och wa gesot gëtt: „Eis Chiffere si gutt a mir risquéieren eigentlech elo net ganz vill doduerjer“, d'Betriber wäerte reagéieren. A se wäerten och duerch déi doten Indexpolitik hir Décisiounen huelen. An d'Demokratesch Partei huet jo ganz genau bei mittelstännegen Entrepreneuren emol eng kéier nogefrot, wou derbäi erauskomm

ass, dass déi éischt Reaktioun op déi Indextranche do an op déi Lounpolitik do ass, dass danner Leit wäerten agefallt ginn an dass éischter wäerte Leit ofgebaut ginn.

Et geet eis an där doter Fro virun allem ëm d'wirtschaftlech Dynamik. Et geet eis ëm d'Sécherheet vun den Aarbechtsplazen. Duerfir huet d'Demokratesch Partei en anere Modell proposéiert. Mir wäere bereet gewiescht, déi Indextranche auszesetzen, well mer dat an eisem Wahlprogramm proposéiert hunn, well mer gesot hunn: „Mir stinn zum Index als e wichtegt soziaalt Instrument, dat fir de soziale Friden hei am Land och ka suergen, mä dann, wa mer a wirtschaftlech schwierige Situatiounen sinn, muss mer awer och bereet sinn, am Land doriwwer ze schwätzen an driwwer nozedenken.“

Mir hätten dann, nieft dem Ausfalle vun enger Tranche, proposéiert, fir op den nohaltegen Index iwwerzegoen, deen, wou mer gesinn, wou mer wëllen, dass d'Energiepräisser e manner staarkt Gewiicht am Wuerekerf sinn, fir wierklech och en Ureiz ze schafen, sech méi ökologesch a méi nohalteg kënnen ze verhalten.

Da wäere mer och bereet gewiescht a mir sinn et, fir de Mindestloun ze adaptéieren. An deem Package do wiere mir der Meenung, dass et e sozial équilibréiert Package gewiescht wier, well déi ënnescht Léin méi kritt hätten. Et wier fir de Stat op jidde Fall eng Situatioun gewiescht, wou en däitlech manner Dépense gemaach hätt, wéi dat elo de Fall ass, well den Index heescht eben och fir jiddwereen, dee beim Stat schafft an iwwert de Statsbudget säi Gehalt a seng Pai kritt, dass dat 2,5% méi ausmécht.

Et wier eng Politik gewiescht, déi d'Inflatioun gebremst hätt, fir eng kéier aus där Inflatiounsdynamik erauszekommen, déi hei zu Lëtzebuerg nun awer vill méi staark ass, däitlech méi staark ass wéi an den Nopeschlänner. Mir hätten d'Lounkäschte gebremst kritt; d'Entwécklung vun de Lounkäschten net inverséiert, mä op d'mannst d'Entwécklung gebremst kritt. Mir wäere méi kompetitiv ginn doduerjer.

Mir hätten eppes Guddes gemaach fir eis Economie a fir eis Aarbechtsplazen. An doduerjer wier finalement dann och erëm eng kéier méi Kafkraaft an de System erakomm. Et wier neie Wirtschaftswuesstum erakomm, et wieren nei Steierrecetten och an d'Keess vum Stat erakomm.

Mir si jo net déi Eenzeg, déi dat doten esou gesot hunn. Et gëtt der, an et sinn d'Finanzministere vun den Eurolänner, déi hunn eis dat geschriwwen. Dat heescht, den Här Juncker, den Här Frieden, déi hunn eis dat eigentlech geschriwwen. An iergendwou verstinn ech awer elo net méi, dass op där enger Säit de Finanzminister an de Premier vun eiser Regierung eis mat den europäesche Kolleegen e Bréif schreift, wou se soen: „Maacht eppes beim Index“, an dann déiselwech Regierung, wou de President vun där Regierung dat seet, wou de Finanzminister vun där Regierung dat seet, genau de Contraire do mécht.

Also, entweder ass den Här Juncker an ass den Här Frieden an der falscher Regierung, oder ech sinn an engem falsche Film, mä dat doten,...

(Interruptions)

...dat kann et net sinn!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*.- Musse mer ofstëmmen? Oh Gott!

► **M. Claude Meisch** (DP).- Wann d'Regierung haut géif ofstëmmen, da wiert Der net zu ganz vill, Här Di Bartolomeo.

(Interruption)

Also proposéiert Dir haut keng Basisdemokratie.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*.- Kuckt emol hei!

► **M. Claude Meisch** (DP).- Proposéiert Dir haut keng Basisdemokratie. An ech géif mengen,...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*.- Ech mengen, hien huet haut de Moien duerch d'Vergrößerungsglas gekuckt.

► **M. Claude Meisch** (DP).- ...datt, wa mer d'Luuchten hei géifen ausmaachen

am Sall a mer géifen iwwer munches ofstëmmen, Här Di Bartolomeo, da weess ech net, ob Dir bei deene wiert, déi ëmmer Recht hätten.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*.- Hohoho!

► **M. Claude Meisch** (DP).- Ech verstinn...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*.- Waart Dir och op der Autobunn stieche bliwwen?

► **M. Claude Meisch** (DP).- Ech verstinn also eigentlech hei net méi, wie wat wëllt, wie wat seet a wien dann och wat finalement wëllt maachen. De Jean-Louis Schiltz, de Fraktiounspresident vun der CSV, ass d'lescht Woch hei op d'Tribün komm kuerz virum Vote zu dem Steierpak an huet ugefaangen iwwer eng attraktiv Steierlandschaft fir Lëtzebuerg ze schwätzen. An do hunn ech gehofft: Elo kënt Asiicht op. Endlech huet d'CSV et begraff a mécht déi dote Steierpolitik net méi mat.

► **M. Xavier Bettel** (DP).- Dir iert lech, Här Meisch.

► **M. Claude Meisch** (DP).- Mä den Här Schiltz ass sech sëtze gaang, a mat senger gesamter Fraktioun stëmmt e genau de Contraire vun deem, wat en hei fénnef Minutte virun op der Tribün gesot huet, nämlech e stëmmt fir eng massiv Steiererhéijung fir d'Privatpersounen a fir d'Betriber hei am Land.

An den Här Frieden stoung gëschter hei. En huet eis vu Spuere geschwat. En huet eis dovunner geschwat, dass och hien der Meenung ass, dass een eigentlech méi misst investéieren, wéi een Defizit hätt. En huet eis och geschwat vu wichtege Strukturereformen an dass e scheitert mat eenzelen Iwwerleeungen um Widerstand. Wien en dann do wuel gemengt huet, sief jiddwerengem selwer fräigestallt. Nun, op där anerer Säit proposéiert en awer dem Parlament, dee Budget hei ze stëmmen, wou eigentlech just de Contraire drasteet.

Dës Regierung huet kee Konzept an hiet eenzegt Konzept, dat féiert derzou, dass d'Lounkäschten eropginn, dass d'Steieren eropginn, dass Lëtzebuerg manner attraktiv gëtt an der Realitéit, dass d'Kompetitivitéit vun eise Betriber doduerjer erofgeet, dass Aarbechtsplazen a Gefor sinn, dass d'Ekonomie ofgewiergt gëtt, dass d'Kafkraaft erofgeet.

An där schlëmmster Kris, an déi mir eis alleguerten heibannen nach selwer kënnen erënneren, dat war déi 2008/2009 a wou mer elo nach net ganz eraus sinn, wa mer et do net fäerdeg bréngen, dach iwwer Mechanissem wéi Index oder Ajustement sännvoll kënnen mateneen ze schwätzen a vläicht emol eng kéier dat auszesetzen, wa mer dat net méi fäerdeg bréngen, da gëtt et mer wierklech baang, wéi ee Lëtzebuerg aus där Situatioun do kann erauszéien.

Ech hunn den Ajustement ugeschwat an ech wëll lech soen, dass och mir deen nächsten Ajustement, deen d'nächst Woch um Ordre du jour steet, net wäerte stëmmen, an dat sécherlech net aus Mangel u Respekt u der Liewensleeschtung vun all deene Leit, déi do betraff sinn. Well grad meng Generatioun, mengen ech, muss an huet deen noutwendige Respekt. An ech hunn et virdu gesot: Mir profitéieren dovunner, dass mer e Land virfonnt hunn, wat déi, déi virun eis waren, opgebaut hunn, oft mat vill Effort opgebaut hunn, mat vill Schweess opgebaut hunn.

Mä trotzdem muss ee jo awer kënnen iwwer e puer Saachen nodenken. Ass den Ajustement dann en Element vu selektiver Politik? Selektiver Politik, déi, mengen ech, jo och am Koalitionsaccord vun der Majoritéit festgehalten ass. Well do kritt jo jiddwereen deeselwechte Prozent d'nächst Joer.

Et geet eis hei net ëm déi kleng, ëm déi Minimalrenten, ëm d'Hongerrenten. D'Hongerrenten, déi eigentlech dank dem fréiere Sozialminister Carlo Wagner jo definitiv ofgeschaaft gi sinn. Et geet eis hei ëm e selektiivt Element an där doter Diskussioun.

An dann diskutéiere mer, dass mer eng Rentemauer hunn. De Premierminister huet den Term vun der Rentemauer geprägt, a Joer fir Joer reegt e sech selwer doriwwer op, dass mer et net fäerdeg

bréngen, do eng Solutioun erbäizeféieren, mä op där anerer Säit drécke mer elo nach eng kéier op de Gas, fir eigentlech méi schnell an d'Rentemauer herno ze rennen.

Dat an engem Kontext, wou déi Aktiv an der Populatioun jo däitlech belascht ginn duerch déi Steiererhéijungen, déi d'Majoritéit vun der Chamber d'lescht Woch hei decidéiert huet. An da gëtt gesot: „Jo, iergendwann kënt jo eng kéier eng Rentereform.“ Dat heescht, mir maachen hei Politik, dass mer de Leit elo emol nach eppes ginn, fir hinnen et mat der nächster Reform esou schnell wéi méiglech erëm ewechzehuelen. Dat kann et awer net sinn! Dat ass op jidde Fall keng Politik, déi de Prädikat „generationegerecht“ verdéngt huet, an duerfir wäerte mer se do och net matmaachen.

Mir hu proposéiert als Demokratesch Partei zënter 2006 en neie Rentendesch ze maachen, wou mer grad iwwert d'Nohaltegkeet vum Rentensystem géifen diskutéieren a probéieren en nationale Konsens do erauszeshielen, well ech fest der Meenung sinn, dass mer grad an deem dote Politikberäich e parteiwwergräifende Konsens brauchen, dee méi laang d'Strooss hält wéi eng oder zwou Legislaturperioden, well de System méi laang d'Strooss muss halen, well et e Generatiounesystem ass.

Well deen, deen haut an de System eraklëmmt, dee muss wëssen, dass herno, no deem leschten Dag vu senger aktiver Carrière, dann de System och nach dréit. An duerfir dierf et keng Saach vun der Parteipolitik sinn. Mä leider wollt dës Majoritéit net op deen dote Wee matgoen, fir en nationale Konsens ze sichen. A leider, muss ech soen, hu mer deesen Hierscht déi ugekënnegt Reform vum Minister Di Bartolomeo och net gesinn.

Den Här Bodry huet hei d'lescht Woch gesot, d'Demokratesch Partei géif sech et einfach maachen. Mä da kommt, mir kucken emol, wéi einfach dass mer eis et maachen a gemaach hunn an der Vergaangenheet! Maache mer et eis als Oppositionspartei esou einfach, well mer zum Beispill virun enger Rei vu Joren hei géint de Kannerbonus gestëmmt haten, wat jo emol e gewëssene Courage gebraucht?

Mä et ass eis Politik gewiescht dee Moment schonns, fir ze soen: Kommt, mir maache manner Geldleeschungen a méi Sachleeschungen, well dat bei de Kanner finalement besser ukëntt a vill méi bréngt. Mir hunn 2006 an elo och erëm ganz vernünfteg Indexpropositiounen gemaach, aus der Opposition eraus. Mir hätten alles aneschter kënnen maachen an eis ech weess net wien kënnen uschlëssen an hannendrunlafen. Mir hunn et net gemaach.

Mir hunn déi Wahlcadeauen, déi virun der leschter Wahl nach verdeelt gi sinn, wéi d'Chèques-services, op d'Heftegst kritiséiert, well mer der Meenung waren, dass se vill ze vill en administrativen Opwand géife mat sech bréngen. Mir hunn de Statut unique, wou de Leit jo och versprach ginn ass, dass, wa se en aneren Titel géifen droen, dann hir Situatioun däitlech besser wär, net matgedroen, well mer net gesinn hunn, wou en da wierklech ee vun deene fundamentale Problemer géif léisen. A méttlerweil gesi mer och, dass et kee vun deene fundamentale Problemer geléist huet.

Mir hunn hei virun e puer Wochen net matgestëmmt, wou et ëm déi nei Studebühellege gaangen ass, well mer der Meenung sinn, dass se eben net selektiv sinn, well mer der Meenung sinn, dass do weider Politik mat der Géisskan gemaach gëtt. Mir hätten eis et sécherlech méi einfach kënnen maachen, wa mer gesot hätten: „Ma neen, elo gitt do nach e bësse méi.“

Mä d'Demokratesch Partei, déi huet eng Linn. Se huet eng Meenung. Se huet eng Iwwerzeugung. A mir drécken eis och an der Opposition net virun der Verantwortung. Mir hätten alles vun deem kënnen matstëmmen. Mir hätte kënnen fuerderen, dass et nach méi misst sinn an dass nach

eng säfteg Schëpp misst bäigeluecht ginn. Neen, Här Bodry, neen LSAP, d'Demokratesch Partei, déi ass eng Partei, déi sech net virun der Verantwortung dréckt.

Mä ech mierken awer virun allem, datt d'LSAP hei net de Courage hat an der Regierung, an der Verantwortung hir Verantwortung ze iwwerhuelen, well si huet sech vun hirer Basis diktéiere gelooss, wat dann nach als Regierungspolitik dierft gemaach ginn. D'LSAP, déi kritt de Schnapp, wann den Här Reding eng Kéier néizt. D'LSAP huet hei eenzeg an eleng no hirer Partei gekuckt, no de Parteiinteresse gekuckt, a ganz hannen um Wupp sinn eréischt Interesse vum Lëtzeburger Land komm.

All Expert huet gesot, wat ze maachen ass, nationaler, internationaler. An et sinn eenzel Leit an der Regierung, déi hunn et der eegener Regierung och nach eng Kéier schréfflech matgedeelt. Neen, d'LSAP, déi fuerdert ganz genau de Contraire dovunner. An dann hëlt se och nach hire Koalitionspartner als Geisel doranner a probéiert sech dann op all eenzelnem Punkt géint deen och nach duerchzusetzen, wat hinne finalement net schlecht gélingt. Dat muss ech awer unerkennend soen. Mä finalement ass et eng onverantwortlech Politik vun der Lëtzeburger Sozialistesch Aarbechterpartei.

D'Demokratesch Partei iwwerhëlt d'Veantwortung a mir wëssen, wat ze maache wär. An ech wëll eng Rei vu Politikberäicher vläicht nach eng Kéier kuerz uräissen.

Am Klimaschutz. Ma mir hunn e Programm do, wéi mer als Lëtzebuerg de Klimaschutz als Chance kënne gesinn, wéi mer doduerjer wirtschaftlech Aktivitéite kënne generéieren, wéi mer och mat neie Modeller eigentlech de Budget kënne hëllefe sanéieren. Andeems mer eben d'Investitiounen an erneierbar Energien, an d'Isolatioun vun den Haiser net méi nëmme subventionéieren, mä andeems mer se virfinanzéieren an d'Leit et duerno rembourséieren mat deem, wat se reell Aspierungen op hirer Energiefacture, op hirer Gasfacture an op hirer Mazoutfacture hunn.

Mir proposéieren d'Schafung vun enger Klimabank, déi genau dat dote géif maachen. An ech verstinn net, datt eng Regierung, wou jo awer och Leit drasëtzen, déi sech nach e bësse fir d'Finanzplaz interesséieren, net mat op deen dote Wee geet, well dat dote kéint en neie Créneau gi vun der lëtzeburgergescher Finanzindustrie.

A mengt net, datt déi aner et net amgaange sinn ze maachen, well déi konservativ-liberal Regierung ganz genau dat doten amgaange ass fir d'Londoner City op de Wee ze bréngen. Kuckt emol eng Kéier dohinner an da liest Der emol eng Kéier, wat d'Demokratesch Partei dozou gesot huet, an dann inspiréiert Der lech eng Kéier dorunner. Mä inspiréiert lech geschéckt dorunner!

Maacht et net esou, wéi Der et mat eiser Propos vum Wunnegeld gemaach hutt, wou mir jo virun de Wahle proposéiert hunn, d'Kannergeld generell e Stéckelchen erfzesetzen an e Wunnegeld fir déi Leit, déi hei am Land wunnen, amplaz ze setzen. Et wär e Systemwiessel gewiescht, dee sech iwwer eng Generatioun en place gesat hätt, well mer gesot hunn: „Mir huele kengem eppes ewech. Mir maachen dat dote fir déi neigebuerer Kanner.“

Mir si vill kritiséiert ginn dofir. An d'Regierung huet et finalement awer iwwerzeegt a si huet et kopéiert. Mä si huet et schlecht kopéiert, andeems se gesot huet: „Mir gi kee Kannergeld méi fir Kanner ab 21 Joer. An op där anerer Säit maache mer da fir déi Jugendlech, déi am Land wunnen, déi studéieren, méi generéis Studiëbäihëllefen.“

Eise Modell wier besser gewiescht, soen ech lech, well eise Modell, dee wär sozial selektiv gewiescht. Eise Modell, dee wär bedarfsorientéiert gewiescht. Bei eisem Modell hätt keen eppes verluer, dee bis ewell eppes kritt hätt. An eise Modell hätt et zu Lëtzebuerg erlaabt, fir finalement nach wunnen ze bleiwen als Famill mat Kanner, wou mer wëssen, datt dat ëmmer méi schwéier gëtt.

Wann Der also d'Propose vun der Demokratescher Partei kopéiert, dann, wann ech gelift, maacht et uerdentlech an net esou stümperhaft, wéi Der et an deem dote Fall gemaach hutt!

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Très bien!

► **M. Claude Meisch (DP).**- Mir hu Propositionen zum Aarbechtsmaart, déi Der net bereet sidd opzegräifen, fir ze aktivéieren, fir aus der ADEM eng Weiderbildungsagence ze maachen, fir Kompetenzen ze vermëttelen, fir eben net nëmme op en zweeten Aarbechtsmaart ze setzen, a virun allem och déi jonk Leit do méiglechst laang dann dran ze parken, fir datt se iergendwéi nach sollen iwwer d'Ronne kommen. Déi Aarbechtsmaartpolitik vun där doter Regierung, déi féiert derzou, datt se finalement ganz vill Geld kascht, mä awer de Misär vun deenen Eenzelnen net wäert behiewen.

Wéi ass et mat der Wunnengsbaupolitik, wou de Premierminister hei virun dräi Joer jo de kompletten Échec constatéiert huet. Du kouw de Pacte logement, an et ass nach alles schlëmmer ginn. Well trotz der Kris, trotz enger Situatioun, datt eigentlech vill manner Haiser an Appartementer kaaft ginn doruechter, sinn d'Präisser a leschter Zäit nees an d'Luucht gaangen.

An d'DP huet do ganz kloer deemools scho gesot, wat misst gemaach ginn. Mir mussen eis Prozedure straffen, fir datt méi schnell ka gebaut ginn, fir datt d'Offer um Wunnengsmaart kann der Demande nokommen. Mir mussen dat 2004er Gesetz entrümpelen, wou mer elo schonn iwwer fënnf Joer domadder amgaange sinn an eigentlech nach ëmmer net un d'Zil komm sinn.

Mir mussen dat Gesetz esou nei schreiwen, datt net d'Affekoten, mä finalement dann awer d'Urbanisten dat lescht Wuert behalen, wann et drëms geet, fir eis Stied an eis Gemengen, eis Dierfer kënne weiderentwëckelen. Well haut ass d'Situatioun esou, datt, wann iergendwann eng Kéier ausgestridde ginn ass ëm konkret Wunnengsbauprojeten, da gëtt nach ëmmer net gebaut.

Zur Simplification administrative. Dat ass och Chefsaach gi virun annerhallwem Joer. Mä och do ass et zënterdeem eigentlech just schlëmmer ginn. Schwätzt emol eng Kéier mat de Betriber hei am Land. Mir hunn als Demokratesch Partei zu all deenen dote Sujete genuch Propositionen um Dësch leien. Mir hunn als Demokratesch Partei gëschter nach eng Kéier der Öffentlechkeet kloergemaach, op wat fir engen zéng Punkte mir aneschtens Politik hei zu Lëtzebuerg géife maachen.

An engem bloe Bréif, wou mer zéng Impulser dokumentéiert hu fir Lëtzebuerg, wou mer eng Alternativ zu där Steuererhéijungspolitik vun CSV an LSAP skizzéiert hunn, wou mer nach eng Kéier drop agaange sinn - an ech hunn et grad gesot -, wéi mir et gemaach hätten, wéi mer déi Steuererhéijung vun 230 Milliounen Euro plus dat, wat nach duerch d'Netupassung vun der Steiertabell - soe mer nach eng Kéier ron 100 Milliounen - derbäikënn, hätte kënne évitéieren, a wéi mer doduerjer, duerch eis Politik, d'Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg méi sécher gemaach hätten.

Den Här Bodry huet déi Steuererhéijungen do verteidegt, andeems e gesot huet, eigentlech all aner Länner, déi géife momentan d'Steieren eropsetzen. Ech kann dat net feststellen. Ech weess net, mat wat fir engen anere Länner den Här Bodry eis amgaange ass do ze vergläichen. Natierlech Länner, déi mam Réck zur Mauer stinn, deene bleift vläicht näischt aneschtens méi iwwreg. Mä ech hat gemengt, Lëtzebuerg wär an enger anerer Kategorie vu Länner bis ewell ugesiedelt. Dat schéngt fir den Här Bodry hei net méi esou kloer ze gëllen.

Den Här Bodry huet hei déi Steiersätz, déi dann elo zu Lëtzebuerg gëllen, mat deene vun der Belsch verglach. Nun, ech wëll eis net mat der Belsch vergläichen. Ech wëll net, datt mer zu Lëtzebuerg belsch Verhältnissen kréien. A wien dat wëllt verstoen, dee soll eng Kéier op Athus, op Messancy an op Aubange kucke goen.

Den Här Bodry huet och eis jëtzege Steiersätz mat deenen...

► **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État.**- Här Meisch, et wier dach awer schéin, wa mer keng Regierung hätten.

(Hilarité)

► **M. Claude Meisch (DP).**- Ah, et wär net schlëmmer wéi elo, jo!

(Hilarité et interruption)

Den Här Bodry huet hei déi jëtzege Steuerpolitik verteidegt mat de Steiersätz, déi Lëtzebuerg an den 80er Jore kann huet. Nun, ech wëll net, datt Lëtzebuerg zrëck an d'80er Jore geet. An ech wëll do awer emol vläicht nach eng Kéier drun erënnere, datt mer deemools vläicht méi héich Taux bei der Akommessteuer haten.

Mir haten awer och nach méi en niddregen Taux bei der TVA, deen eis jo duerch déi europäesch Harmoniséierungsbewegung vun 12 op 15% dunn eropgesat ginn ass. An duerfir si mer erofgaange mat der Akommessteuer, fir do de Leit d'Geld an der Täsche ze loosse. Dat war d'Ursach. Duerfir solle mer eis, wann ech gelift, net un den Akommessteiersätz vun den 80er Joren hei orientéieren.

Jo, d'Politik vun CSV an LSAP, déi ass gescheitert. D'Regierung ass desorientéiert. Si dréit d'Veantwortung, datt eng Tripartite ausenanergaangen ass, ouni datt se Solutiounen proposéiert huet. Den Erfolgsmodell, de Lëtzeburger Modell ass doduerjer staark beschiedegt. Ob déi Schierbelen do erëm eng Kéier kënne zesummegekliert ginn, dat wësse mer nach net.

An d'Regierung dréit d'Veantwortung dofir. An et ass et sech e bëssen einfach gemaach, fir heihinner ze kommen an ze soen: „Jo, déi aner, d'Sozialpartner, d'Regierung, d'Patronat an d'Gewerkschaften, si si sech net méi eens.“ Et hätt missen eng Regierung dohinner goe mat ganz konkrete Propositionen.

Eng Regierung, déi preparéiert ass. An dat soe jo net mir, datt d'Regierung net preparéiert war, fir an déi Tripartite eranzugeen, dat soen déi Leit souwuel aus dem Gewerkschaftslager wéi och aus dem Patronatslager, déi mat derbäi waren. D'Regierung hätt sech net dierfen do op d'Situatioun, op d'Fonction vum Modérateur beschränken. Si hätt missen eng aktiv Roll spillen. Si hätt mat Propositionen missen dohinner goen, mat enger Meenung, mat Zilsetzungen.

Ech ka mer net virstellen, datt de Gaston Thorn oder de Pierre Werner esou an d'Tripartité gaange sinn. Ech mengen, dat ware Leit, déi sinn dohinner gaangen, déi wossten, wat se wollten. Déi haten eng kloer Position. Déi wossten och, wou se eraus sollte kommen. An déi hu probéiert, d'Land an d'Représentanté vum Land, déi ronderëm den Dësch vun der Tripartite do souzen, ze iwwerzeegen...

(Interruption)

...dovunner.

Haut mécht d'Regierung eigentlech nach just dat, wat d'Gewerkschaften hir zouléisst, wat déi hir diktéiert. An duerfir gëtt et keng kohärent Regierungspolitik méi an et gëtt och keng kohärent Regierung méi. D'Regierung huet d'Flemm, an d'Ministere soen, datt, wa se sech da selwer nach géifen escht huelen, jo dann, da misste se zrëckrieden.

D'Regierung, déi proposéiert hei e Pak vu Mesuren, dee se sech selwer zerfleddere léisst vun den eenzelne Ministeren erëm respektiv vun de Majoritéitsparteien. Eng Mesure kënnt op den Dësch, da gëtt se erëm zrëckgezunn. D'Halbwertszeit vun de Regierungsproposen, déi hëlt dramatesch of, an dat mécht mer Suergen.

Dat mécht mer Suergen, well et och kee kohärent Bild no baussen ofgëtt. Et schaaft kee Vertrauen. Et schaaft kee Vertrauen an des Regierungspolitik. Et schaaft dann awer och kee Vertrauen an de Standuert Lëtzebuerg. An dat ass eent vun deem grouse Kapital, dat Lëtzebuerg huet, datt Leit, déi an der Vergaangenheet vu bausen op Lëtzebuerg gekuckt hunn, egal wie regéiert huet, datt se wossten: „Et ass eng gewësse Stabilitéit do. An dat, wat haut gëllt, dat gëllt och nach muer.“ Esou e Bild gëtt des Regierung op jidde Fall net of.

CSV an LSAP: Jo, si hu keng gemeinsam Linn. A besonnesch fir d'CSV gëllt, datt den Usprocher an d'Wierklechkeet dach ganz wäit auserneeklaften. Wann et drëms geet, den Index ze reforméieren, seet d'CSV jo; d'Décisioun ass awer neen. Wann et drëms geet, eng attraktiv Steuerlandschaft ze assuréieren, da seet d'CSV jo; d'Décisioun ass awer neen. Wann et drëms geet, aus der Verschëldungsspiral erauszekommen, da seet d'CSV jo; d'Décisioun ass awer neen.

► **Une voix.**- Ouh?

► **M. Claude Meisch (DP).**- Wou gesitt Dir dann, datt mir aus der Verschëldungsspiral erauskomme mat engem Defizit vum nächste Joer vun 1,4 Milliarden?

An ech deelen déi Ambitioun, déi de Finanzminister gëschter hei presentéiert huet, fir genau dat doten net ze maachen. Jo, mä da muss een et awer och ganz konkret dokumentéieren am alledgeleche Regierungshandelen.

Wann op där enger Säit gesot gëtt: „Mir wëlle Lëtzebuerg net an d'Veschëldungsfal erandriewen“, an op där anerer Säit genau dat gemaach gëtt mat deem Budget, deen haut hei zur Debatt steet an deen haut hei wäert mat de Stëmme vun der Majoritéit gestëmmt ginn, dat ass dat, wat eben net kohärent ass, an dat ass dat, wat d'Vetrauen an des Finanzpolitik dobaussen daitlech wäert schwächen. Wéi wëllt d'Regierung d'Bierger vun deem Land vun hirer Politik iwwerzeegen, wa si et selwer net ass?

Wann Dir net méi kënnt, wann Der net méi weider wëllt a wann Der net méi eens gitt ennereneen, wann Der keng nei Iddien, keng Konzepter méi hutt, op déi Der lech gemeinsam kënnt verstännegen, jo dann, da maacht deem Land ee Gefalen, ech menge souguer, maacht lech ee Gefalen a maacht de Wee einfach fräi fir eng aner Politik. Well et gëtt eng Alternativ zu deem Gewurschtels.

Et gëtt e Politikentwurf mat Courage, mat Wäitsicht a mat Kohärenz. E Politikentwurf, deen e gesond Émfeld fir Aarbechtsplaze schaaft. E Politikentwurf, dee méi gerecht ass. E Politikentwurf, dee méi nachhaltig ass. E Politikentwurf, deen déi nächst Generatiounen mat abënn. Mat Politiker, déi maachen, wat se soen. Eng Equipe, déi sech eens ass, déi selwer u sech gleeft, déi d'Mënsche mathëlt a motivéiert an iwwerzeegt fir Reformen a Verännerungen.

CSV an LSAP si vläicht ze laang zesummen, fir dat doten nach hinzezéien. D'Gemeinsamkeete sinn opgebraucht an et huet laang gutt fonctionnéiert, wou Geld do war, dat konnt verdeelt ginn. Mä des Regierung huet kee gemeinsame Projet méi, fir déi schwierig Zäiten, do wou net méi ka verdeelt ginn, mä do wou muss vläicht zrëckgeschrauft ginn, ze bewältegen.

An d'DP? D'Demokratesch Partei mécht sech net zum Kompliz vun enger Politik, déi wirtschaftsfeindlech ass, déi Aarbechtsplazen op d'Spill setzt. D'Demokratesch Partei mécht sech net zum Kompliz vun enger Verschëldungspolitik, wou mer haut dat Geld ausginn, wat eigentlech déi nächst Generatiounen eréischt mussen erschaffen.

D'Demokratesch Partei mécht sech net zum Kompliz vun enger Politik, déi déi Generatiounen vun haut, déi haut aus de Schoule kommen, matzen an d'Rentefal wäert lafe loosse. D'Demokratesch Partei wäert esou eng Politik net matdroen, well d'Demokratesch Partei steet fir en anere Politikentwurf.

Eng Politik, déi e gesonden Ausgleich schaaft tëschent de Generatiounen. Eng Politik, déi den Dünger ass vun enger dynamescher Economie. Eng Politik, déi e kloeren Zukunftsmodell am A huet. Wien dese Budget stëmmt, dee mécht sech zum Kompliz.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Meisch. Als nächste Riedner ass den Här Lucien Lux agedroen. Här Lux, Dir hutt d'Wuert.

(Interruptions)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Huel lech Zäit, Här Lux.



► **M. Lucien Lux (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleginnen a Kollegen, ech wëll am Ufank vu menger Interventioun dem Kolleg Alex Bodry Merci soe fir déi exzellente Aarbecht, déi en an deene leschte Woche gemaach huet. Ech mengen, en huet der Chamber an - ech mengen dat kënnen ze soen - och eiser Fraktioun Eier gemaach an der Aart a Weis, wéi en an deene leschten Deeg a virun allem en Dëschdeg hei eng Betreuechtung vum Budget virgeluecht huet, ouni iergendeppes ze beschéinegen an ouni awer och an d'Fal ze tappen, fir Schwarzmolerei ze maachen.

An et war virun allem - an dat sollte mer vläicht alleguerten zréckbehalen - e Weckruf, fir an Zukunft d'Budgetsprozedur méi eescht ze huelen, net nëmme an der Verzahnung mat den europäesche Prozeduren, déi op eis zoukommen, mä iwwerhaupt vläicht méi Zäit a méi Disziplin ze hunn, fir déi eenzel Secteuren, déi eenzel Ressorté méi genau ze analyséieren.

Ech brauch duerfir och haut net vill méi an d'Analys vun den Zuelen ze goen. Ech kann dat mat zwou Hänn ënnerschreien, wat de Budgetsrapporteur en Dëschdeg hei virgeluecht huet, souwuel schrëftlech wéi och mëndlech.

Dee Budget hei verfollegt dräi grouss Zilsetzungen, déi mer ënnerschreien. Éischtens déi, zur Sanéierung vun den öffentleche Finanzen an zu hirer Konsolidéierung kuerz-, mëttel- a laangfristeg bäizedroen. Bei deem Exercice, fir de Budget an den Équilibrium ze kréien, souwuel dee vum Gesamtstat wéi och dee vun dem Zentralstat, opzepasst, dass mer eis net doutspueren an déi kleng Plänzchen, wéi et genannt gëtt, vu Wuesstum, déi mer kennen, nach erwiengen; an op där anerer Säit och derfir ze suerge bei deem Spueren, dass mer net e schwache Stat kréien an zur Paupérisatioun vum Stat bäidroen.

Well och do gëllt d'Regel, dass virun allem déi Mannerbemëttelt sech vill wéineger wéi anerer kënnen e schwache Stat mat schwache Leeschtungen, mat schwache Servicer, zum Beispill am schoulesche Beräich, am Beräich vun der Vereinbarkeet vu Beruff a Famill, leeschten.

Zweetens ass dat och e Budget, deen derfir suergt, dass d'Kafkraaft erhale bleift - an ech wäert herno op e puer Zuele kommen, fir dat ze dokumentéieren - an zu enger gerechter Verdeelung vun de Laaschte bäidréit. An ech kann där Regierung do, wéi ech elo grad héieren hu vu mengem Virriedner, wierklech net de Virwurf maachen, dass se sech an deem Joer während Wochen, bal Méint Suerge gemaach huet, fir d'sozial Kohäsioun, de soziale Fridden, de sozialen Dialog ëmmer erëm ze privilegiéieren, fir zu Accorden ze kommen.

Dat war eng Stärkt an deene leschten 20, 30 Joer, och a Bedelegung vun der liberaler Partei an der Regierung, dass mer ëmmer erëm versicht hunn - an dat ka kee Virwurf sinn -, dass de Premier, all déi eenzel Ministere sech d'Suerg ginn hunn, sech Zäit ginn hunn, sech wierklech investéiert hu bis an de leschten Dibbelchen eran, fir derfir ze kucken an enger Zäit, wou d'Meeningen an d'Ausenansetzungen iwwert d'politesch Ziler an Inhalter auserneeginn, fir derfir ze suergen, dass déi Tromp do vum soziale Fridden och hei am Land nach ka gespilt ginn.

Jiddweree weess et, an ech mengen, den Alex Bodry hätt dat gutt fäerdeg bruecht, fir den Ënnerscheid tëschent deenen ze weisen, déi eis de Weltënnergang viraussoen - wann een eenzel Aviséliest, muss een dat éierlech soen -, an op där anerer Säit deenen, déi mengen - an dat steet och an eenzelen Avisen -, wéi wann alles a Botter wier, wéi wann et iwwerhaupt kee Problem hei am Land géif ginn, wéi wa mer eis net wierklech all Dag och an der Fro vun der Kompetitivitéit missten hannerfroen an d'Äerm eropkrepelen an derfir suergen, dass mer virkommen, dass mer Aarbechtsplaz schafen, dass mer fir en Ëmfeld suergen, wou och an Zukunft Solidaritéit an Entfaltung an de Familljen a bei de Leit dobausse ka stattfannen.

Ech mengen, dass déi Suerg do war, de Mëttelwee ze fannen tëschent all deenen Aspiratiounen do, dass dee vun der Regierung gesicht ginn ass, mat Schwieeregkeeten oft fonnt ginn ass, mä ech mengen, et

ass keen anere Choix, wéi dat och an Zukunft ze versichen.

Deen drëtten Punkt ass ouni Zweifel deen, fir bei där Sortie de crise derfir ze suergen, dass et keng Belaaschtung vun den Entrepreneuren gëtt. Ech mengen, dass mer - an ech kommen herno op e puer Zuelen - am fiskaleschen Ëmfeld an an anere Punkten derfir musse suergen, dass déi Belaaschtung vun den Entrepreneuren net stattfënt an domat och keng Gefährdung. Zum Beispill iwwert den Investitiounsvolumen, dee jo awer mat 1,689 Milliarden nach e ganz héijen Investitiounsvolumen ass, musse mer derfir suergen, dass och de Stat, dass och d'Gemengen derfir suergen, den Entrepreneuren dobäi behëlleflech ze sinn.

De Kolleg Claude Meisch huet et elo grad gesot, an do si mer eis jo emol net oneens, an deenen Défien, déi mer unzepakten hunn: Mir haten en Défi gehat um Niveau vun der Kompetitivitéit. Mir hunn ënner schwierigen Ëmstänn - an ech kommen nach dorobber - e Kompromëss beim Index fonnt. Mir haten en Défi: deen um Niveau vun der Sanéierung an der Gesondheetskeess, eiser fréierer Krankekeess, a mir wäerten d'nächst Woch hei e Projet stëmmen, wou een dem zoustännege Minister jo wuel net ka virwerfen, dass en an deene leschte Wochen net de Courage hat vis-à-vis vun deene Konflikter, déi dobaussen entstanen sinn, fir eng Reform duerchzusetzen. Mir hunn den Défi vun der Rentereform: De Minister ass säit dräi Joer - ech betounen: dräi Joer - amgaangen, an där Reform ze schaffen a wäert eis am Ufank vum nächste Joer e Projet de loi hei virleeën, wou mer dat kënnen diskutéieren.

Mir si säit Laangem amgaangen ze diskutéieren iwwer eng Strukturreform um Niveau vun der ADEM. De Minister huet d'lescht Woch de Projet de loi vun där Reform vun der ADEM virgeluecht. Mir sinn amgaangen an investéieren eis och do, mam zoustännege Minister Franz Biltgen, fir ënner schwierigen Ëmstänn eng Reform an dem öffentlechen Déngscht fäerdeg ze bréngen, fir eng Rei vu Saachen do ze bewegen.

Ech muss och soen, Här Meisch, deen Tableau, deen Der zeechent, ass jo net deen - an ech ginn lech herno eng Rei vun Zuelen -, dat ass jo net deen, dee mer dobaussen erliewen. Dëst Land ass an der Europäescher Unioun dat eenzegt Land, wat am Laf vun deene leschte Méint Aarbechtsplaz geschaf huet: tëschent 1,5% an 2% hu mer e Plus...

(Interruption)

...par rapport zu deenen aneren, an Dir wësst ganz genau, wann Der emol eng feinfühleg Analys maacht vun eiser Aarbechtsloseproblematik, da wësst Der ganz genau, dass mer och haut nach ëmmer leiden ënner deemselwechte Problem, ënner deem mer säit Jore leiden, nämlech der Inadéquatioun vun der Formatioun vun eise Leit - et ass do, wou mer musse schaffen -...

► **Une voix.** - Ganz d'accord!

► **M. Lucien Lux (LSAP).** - ...awer eise Problem net deen ass...

► **M. Paul Helminger (DP).** - Wie schafft dann dorun?

► **M. Lucien Lux (LSAP).** - ...an eise Problem, Här Helminger, dass eise Problem net deen ass, dass mer keng Aarbechtsplazen... Dat war jo virdrun de Virwurf, dass mer géifen eng Politik maachen, déi dozou géif féieren, dass d'Betriben massiv géife fortlafen, dass se massiv géifen ofbauen. Dat mierke mer jo net! Dat ass jo net d'Realitéit, déi mer am Moment...

(Interruptions)

...um Niveau vun den Zuele feststellen!

Ech géif dofir och mengen, dass de Finanzminister, deen eis gëschter dräi „guidelines“ ginn huet, wéi Budgetpolitik, Finanzpolitik an deenen nächste Jore soll stattfannen... - woubäi ech d'Gefill hat, Här Finanzminister, dass dat, wat Der eis gëschter gesot hutt, dat huet geklongen, wéi wa mer an eng nei Ära géifen eragoen. Ech hat d'Gefill, dass dat, wat Der gesot hutt als déi dräi Prinzipien, dass dat déi Prinzipien sinn, déi eis Finanzpolitik schon an deene leschte Joren, an deene leschte Jorzéngte guidéiert hunn. Ech mengen, dat ass näischt Neies!

Éischtens hutt Der gesot: Budgetsdisziplin. Dat kann ee Budgetsdisziplin nennen, Konsolidéierung, Sanéierung vun den öffentleche Finanzen, Suerg droen, dass mer wierklech d'Geld esou asetzen, effikass an effizient asetzen. Ech mengen, dat ass evident, an et gëtt heibanne keen - mengen ech -, deen an d'Verschëldungsfal géif wëlle goen.

Dat Argument, fir ze soen, dass e Land wéi Lëtzebuerg, e klengt Land, dass dat vill méi vulnérabel ass a vill manner Ofwierkräften huet, fir net an eng Verschëldungsspiral vu 40%, 50% oder 60% vum PIB ze goen, ech mengen, dass dat heibanne säit Joren - an op jidde Fall och an deene leschte Méint - vu jiddweringem heibanne gedeelt gëtt. Dat ass net nëmme eng Fro vun der Hypothék, déi mer op déi zukünftige Generatiounen leeën. Ech mengen, dat ass och eng Fro, awéiwäit dass mer an eng Spiral - Irland oder anerer loossen do gréissen - géifen erakommen, déi eist Land sech net kann erlaben.

Dat Zweet ass d'sozial Kohäsioun. Ech mengen, och dat ënnerschreift heibanne jiddwereen, fir ze soen, dass mer, ouni de Sozialstat brauchen ze ënnerhiechen, ouni brauche wierklech mat der Aaxt drunzuegoen, eng Rei - an ech kommen op eng Rei vu Beispiller herno zréck -, eng Rei also vu Schrauwe mussen dréien, fir de Sozialstat net ofzebauen, mä fir de Sozialstat méi staark ze maachen, fir derfir ze suergen, dass e mëttel- a laangfristeg sengen Défi ka gerecht ginn.

Dat Drëtt, mengen ech - d'Wirtschaftsentwécklung -, schéngt mer evident ze sinn. An deene leschte Joren a Jorzéngten géif ech och mengen, dass d'sozialistesche Wirtschaftsministeren dozou bäigedroen hunn, dass mer e seltene Rekord vun Aarbechtsplazen an deem Land hei geschaf hunn. Ech mengen, mir gëlle wierklech als de grouse Motor innerhalb vun der Groussregioun, sief dat am Handwerk, sief dat bei de klengen Entrepreneuren, an natierlech och bei de Servicer.

Dat sinn also, Här Finanzminister, säit Laangem d'Aggregater vun där Politik, déi mer an deenen dräi Beräicher do musse maachen. Ech sinn och mat lech d'accord - an ech mengen, heibannen deelt dat jiddwereen -, fir ze soen, och wann d'Kritäre vu Maastricht eis géifen erlaben, bis zu 3% Defizit ze goen oder bis zu 60% Verschëldung ze goen, dass et wierklech keen Zil, dass et kee Sënn vu Politik ka sinn, fir Schold ze maachen oder fir Defiziter ze maachen. Dat kann net de Sënn oder de But sinn!

Dat heescht, och do ass et evident, dass, wa mer kënne bis zu 3% goen, et besser ass, wa mer et fäerdeg bréngen - an och dat soll keen Dogma sinn, well an der antizyklescher Politik, mengen ech, sollt d'Verschëldung an och den Defizit och heiansdo en Instrument sinn, fir kënnen antizyklesch ze wirken als Stat -, mä ech mengen, et ka keen Zil en soi sinn, fir bis dohinner an de Parametere kënnen ze goen.

Dat Lescht wëll ech och soen: Dir hutt gëschter gemaach, wéi wann et en Dissens kënnst sinn, dass een de Choix misst maachen an der Politik an deenen nächste Joren, en Dissens opzebauen tëschent deenen engen, déi nëmme wëllen d'Recetten an d'Luucht setzen - zum Beispill d'Steieren eropsetzen -, an deenen aneren, déi Ausgabe wëlle reduzéieren. Ech mengen, dass et do dertëscht keen Dissens gëtt, mä dass een - esou, wéi mer et am Moment maachen - op deenen zwee Niveaue muss wirken. Et kann een dat eent maachen, et muss een dat anert maachen, an ëmgedréit. Ech mengen, dass et do keen Dissens gëtt, dass dat net opposéiert ass, dat eent zu deem aneren.

De Kolleg Alex Bodry huet eng Rei vu Virschléi gemaach, déi ech am Steno-Stil nach eng Kéier wëll zréckhuelen. Ech mengen, deen éischte war déi kritesch Analys, déi e gemaach huet iwwer eis Statsfinanzen. Ech mengen, ech kommen dorobber net méi zréck.

Dat Zweet ass déi Diskussioun iwwert d'Zukunft vun eisem Steiersystem. Ma, Dir hutt gëschter gesot, Här Finanzminister, Dir hutt gëschter gesot: „Hu mer net vläicht e Steiersystem, dee schon ze vill sozial gerecht ass?“ Ech mengen, dat war

ongeféier Är Terminologie. An da stellt ee jo och d'Fro, déi de Moie schon diskutéiert ginn ass, iwwert de Spëtzsteiersaz, dee mer elo op 39% - vun 38% op 39% - erophuelen. Dem Här Meisch huet de Verglach mat der Belsch net gefall: Dann huele mer en anert Land, wat sécherlech ënner vill méi liberale Prämissen regéiert gëtt an deene leschte Joren, dat ass Holland. Holland huet am Moment e Spëtzsteiersaz, dee bei 52% läit. An der Eurozon läit de Spëtzsteiersaz an der Moyenne am Moment bei 46,4%, an Amerika läit de Spëtzsteiersaz am Moment bei 41,8%.

(Interruption)

Dat sinn also, dat sinn also...

(Interruptions diverses)

Ech wëll just domadder soen, et soll keen hei maachen, wéi wann e Spëtzsteiersaz vun 39%, deen absolut an der allgemenger europäescher an internationaler Landschaft kompetitiv ass, et soll een net maachen, wéi wa mer wierklech eng Steierlandschaft hätten, wou déi sougenannte Leeschtungsträger an eiser Gesellschaft, wéi se genannt ginn - ech fannen, dass et zwar vill aner Leit am Stat gëtt, déi och Leeschtungsträger sinn, déi net beim Spëtzsteiersaz leien -, mä wéi wann déi géife leiden ënner där Steierlandschaft, déi mer hei zu Lëtzebuerg,...

(Interruption)

...wéi se hei zu Lëtzebuerg ass.

Déi zweet Fro, déi de Finanzminister gestallt huet, war déi, och den Dissens ze maachen tëschent der Noutwendegkeet am Fiskale vu Lenkungsinstrumenter ze hunn - vu fiskale Lenkungsinstrumenter - an op där anerer Säit vun der Vereinfachung. Och dat, Här Finanzminister, menge mer, ass keen Dissens, deen ee soll do siche goen. Ech mengen, dass mer an Zukunft a ville Beräicher, am wirtschaftleche Beräich, muer mat Sécherheet och am ökologesche Beräich, d'Fiskaliteit brauchen, fir se als Lenkungsinstrument ze hunn. Dass dat heiansdo op d'Käschte geet vun der Vereinfachung, dat ass gewosst.

Mä ech mengen, dass een net derlaanscht kënnst, virun allem am ökologesche Beräich, wann ech mer virstellen, wat eis an deenen nächste Joren - an do deelen ech dat, wat de Kolleg Claude Meisch virdrue gesot huet, dass mer eis, mengen ech, nach alleguerten däers net bewosst sinn -, wat eis déi Reduktioun um Niveau vun den Emissiounen, engersäits déi Zilsetzung vun de minus 28%, déi mer ënnerschriwwen hu bis 2012, a wat eis déi nächst Zilsetzung vu minus 20%, vläicht souguer muer eng Kéier minus 30% um Niveau vun de Reduktiounen vun eisen Emissiounen par rapport zu 1990 wäerte kaschten. Dat gëtt en extrem héijen Effort!

Ech muss allerdéngs soen..., ech soen déi Zuel net gären, mä ech soen et emol awer eng Kéier, fir dem Claude Meisch ze soen, dass een och do muss oppassen - an ech weess jo, vu wat ech do schwätzen -, dass ee muss oppassen, wat ee mécht. Macht lech emol eng Kéier d'Rechnung! Ech mengen et schon eng Kéier hei gesot ze hunn: Macht emol eng Kéier d'Rechnung, wat de Lëtzeburger Stat déi Subventiounen, déi decidéiert gi sinn ënner der CSV/DP-Koalitioun an den Häre Goerens a Berger am Ëmweltministère, fir d'Fotovoltaik ze subventionéieren, wat déi de Lëtzeburger Stat an deenen nächsten 20 Joer wäerte kaschten! Déi 0,3%, déi dat u Stroumproduktioun an der Tëschenzäit bedeit, kaschten de Lëtzeburger Stat Milliarden! Milliarden! Dofir soen ech...

► **M. Claude Meisch (DP).** - Dir wësst jo awer, dass mer do eng aner Propos hunn!

► **M. Lucien Lux (LSAP).** - Ech soen, ech soen...

► **M. Claude Meisch (DP).** - Dir wësst jo awer ganz kloer, dass mer do eng aner Propos hunn.

► **M. Lucien Lux (LSAP).** - Ech mengen, dat war awer dat, wéi Der d'Veantwortung an deem Ministère hat...



► **M. Claude Meisch (DP)**.- Dir wësst awer, datt mer do ganz nei Modeller wëlle goen.

► **M. Lucien Lux (LSAP)**.- An ech ginn lech...

► **M. Claude Meisch (DP)**.- Dat wësst Der!

► **M. Lucien Lux (LSAP)**.- ...an deenen nächste Stonnen...

► **M. Claude Meisch (DP)**.- Dat wësst Der.

► **M. Lucien Lux (LSAP)**.- ...ginn ech lech déi genau Zuel, wat dat de Lëtzebuerger Stat kascht - an den Här Frieden, dee weess, vu wat mer allen zwee schwätzen -, dass dat Milliarde bis 2020 u Subventionne wäert kaschten: fir 0,3% Produktioun iwwert d'Fotovoltaik! Elo wëll ech domadder d'Fotovoltaik an d'erneierbar Energie mat Sécherheet net verdamen. Mä et ass do relativ schnell geschoss ginn, ouni déi néideg Analysen ze maachen: dass et vläicht aner Weeër gi wieren, déi méi effikass gewiescht wieren.

(Interruption)

Mir müssen also gutt oppassen! Mir müssen also gutt oppassen, wat mer op deem Gebitt och do maachen.

Een anere Punkt vu Reflexioun, Här Finanzminister, géif ech lech gäre mat op de Wee ginn. Dat ass deen, dass mer an de Reflexiounen, déi mer ze maachen hunn, vläicht awer och déi Reflexioun sollte matmaachen, dass 80% - wann déi Zuel stëmmt -, dass 80% vun den Entreprisé keng Steiere méi bezuelen.

Niewent der Landschaft, op déi ech nach eng Kéier herno zrëckkomme bei den Analysen, déi PwC gemaach huet, hu mer hei eng Situatioun, wou mer vläicht awer déi Reflexioun maache sollten - déi, wéi ech héieren, schonn amgaangen ass an den eenzelne Ministären -, fir ze kucken, wéi mer eng gerecht Landschaft awer maachen, dass d'Entreprises awer nach hirer sozialer Verantwortung, déi se am Stat hunn, gerecht kënne ginn.

Wou sech do awer d'Fro stellt, ob een iwwert d'minimal forfaitaire Besteuerung fiert, wéi mer dat elo zum Beispill bei de SOPARFle maachen - an ech mengen, et ass richtig, dass mer et maachen, ech mengen, et ass kee vun deenen, dee mat 1.500 Euro wäert de Bierg of goen -, esou dass mer also och do déi Reflexioun net kuerzfristeg, mä mëttelfristeg musse maachen, wat fir eng Steierlandschaft dass mer do wëllen.

Drëtters war beim Här Bodry déi Fro: Wat sinn d'Prioritéiten? Ech mengen, dass et heibannen doriwwer e grouse Konsens gétt. Op jidde Fall, an der Koalitioun gétt et doriwwer e grouse Konsens, wéi et iwwerens an där Koalitioun a vill méi Punkten e grouse Konsens gétt, wéi dat heiansdo no baussen esou d'Impressioun gétt. Ech mengen, dass d'Fro, dass d'Schoul op där éischter Plaz steet vun den Investitiounen, dass dat heibanne vu jiddwerengem gedeelt gétt. Ech mengen, dass heibanne jiddwereen deelt, dass d'Famill an d'Familljeeschtingen un der zweeter Plaz oder un der drëtter Plaz stinn.

Ech mengen, dass d'Problemer vun der Mobilitéit, déi mer dobaussen all Dag - jiddwereen Einzelne vun eis - spieren à l'œil nu, mierken an esou virun, dass d'Problemer vu Mobilitéit, d'Investitiounen an d'Schinn, mä och an eenzel Stroosseprojeten, déi noutwendeg sinn, déi amgaange sinn an och noutwendeg wäerte sinn, dass déi noutwendeg sinn. An ech denken och, dass d'Wunnen - ech wäert herno nach e puer Zuele weisen -, dass och d'Wunnen, wou et erëm amgaangen ass, méi deier ze ginn, dass dat ee vun den Haaptpunkte wäert sinn.

E véierte Punkt - an ech mengen, et emol eng Kéier müssen ze soen, dass een awer wierklech dem Finanzminister dee Virwurf net ka maachen -, wa gesot gétt, mir fueren heiansdo..., wann ech dat pejorativ géif ausdrécken, dass dat, wat mer an deene leschte Méint vun der Regierung erlieft hunn, heiansdo e Pilotage à vue

gewiescht wier um Niveau vun den Zuelen. Ech mengen, dass all Finanzminister - net nëmme hei zu Lëtzebuerg, mä ech hunn dat an allen anere Länner genausou erlieft - tributaire ass vun deenen Zuelen, déi e virgeluecht kritt, bei eis vum Statec, bei eis vun der Banque centrale, bei eis vun de Steieradministratiounen.

A wat mer do erlieft hunn: Wann een emol géif higoen an et géif een dat kucken, wat mer bei de Koalitiounsverhandlungen do virleien haten, wou déi fënnf Direkteren zesummesouzen a mat Bluttn ënnerschriwen hunn, dass dat hir Previsiounen wieren, déi se der Regierung fir déi nächst Zäit mat op de Wee géife ginn. Wann een dat haut hält an et kuckt een d'Realitéit no iwwer engem Joer an esou virun, da gesäit een, dass och si sech net nëmme em zéng Milliounen, mä em e puer honnert Milliounen schonn deemools net géiert hunn, mä dass dat déi Previsiounen wieren, déi si - denken ech - en äme et conscience konnten de responsabele Politiker virleeën.

Dofir, mengen ech, muss een do e weidere Effort maachen, fir dat nach ze verbesseren. Mä ech mengen, dass der Regierung an dem Finanzminister weder virzwerfen ass, dass se hei wollten eppes beschéinegen, nach wollten heiansdo express higoen an d'Saache méi schlecht duerstellen, wéi se a Wierklechkeet waren. Dee Comité, deen elo an der Diskussioun ass: Ech mengen, dass dat eng Diskussioun ass, déi mer an deenen nächste Woche sollte féieren, fir ze kucken, wéi mer dat nach besser kënne organiséieren. Mä mir wäerten och do och an Zukunft nach ëmmer Iwwerraschungen - hoffentlech positiver, an an deene leschte Méint waren et jo éischer där positiver - kréien.

Fënneftens hu mer, mengen ech, déi Suerg, déi ausgedréckt ginn ass souwuel vum Budgetsrapporteur wéi vum Finanzminister, fir eis elo schnell awer a Rou dohinner ze setzen an ze kucken, wéi mer opgrond vum Semestre européen eis Budgetsprozedur elo hei nei agencéieren. Ech mengen, mir kréie méi oft - den Här Frieden huet dat hei gesot - d'Geleeënheet, fir eis Politiken ze diskutéieren. Och do wëll ech soen - well deen ominöse Bréif vum Här Didier Reynders, dem Vizepräsident, vum President geschriwwen ginn ass un d'Lëtzebuerger Regierung -, ech wëll am Zesummenhang mam Index ganz kloer soen, dass fir eis an där Fro do vun der Koordination mat den europäesche Politiken d'Resultat entscheidend ass, dass d'Resultat et ass, op dat et ukënn. De Wee op dat Resultat, mengen ech, do soll et d'Souveränitéit si vun eisem Land, fir ze decidéieren, wéi mer zu deem Resultat an zu deem Zil,...

(Interruptions)

...wéi mir zu deem Zil wëlle kommen. Ech stelle just fest...

► **M. Claude Meisch (DP)**.- Den Eurogroup soll sech do eraushalen!

► **M. Lucien Lux (LSAP)**.- Ech stelle just fest, Här Meisch, dass d'Land an alle makroekonomeschen Donnéeën, déi ee kann analyséieren, dee beschte Schüler an der Europäescher Union ass, och mat engem Index! An dofir géllt et...

► **M. Claude Meisch (DP)**.- Mir hunn e puer Statistike presentéiert kritt dës Woch. Sidd do virsiichteg!

► **M. Lucien Lux (LSAP)**.- An dofir géllt et - an ech soen lech herno e puer Zuelen nach...

► **M. Claude Meisch (DP)**.- Sidd do virsiichteg, Här Lux!

► **M. Lucien Lux (LSAP)**.- An dofir géllt et och an Zukunft, dass de Wee, wéi mir zu enger Rei vun Zilsetzunge wëlle kommen, dass dat eis souverän Aufgab hei am Parlament mat der Regierung zesummen ass, fir ze decidéieren, wéi mer dat wëlle maachen. Ech mengen, dat ass déi Appréciatioun, déi mer zu deem Prozess do hunn.

Déi sechst Erausforderung, déi eis de Budgetsrapporteur dohinnergeluecht huet, war déi vun der Veralterung vun eiser Gesellschaft, mat engem Bléck iwwer eleng d'Fro vun der Renteproblematik eraus. Mä ech mengen, mir wäerten d'Geleeënheet kréien an deenen nächste Wochen a Méint, doriwwer ze schwätzen. Fir eis ass et och do wichtig, mat der Schwaarzweißmolerei opzehalen.

Och do - ech soen dat just nach eng Kéier, an deenen nächste Woche wäerte mer et méi oft soen - huet sech gewisen, dass déi, déi an engem Moment hei zu ganz wéinegen nach waren, wéi et a Moud war, wéi et gegollt huet, an enger liberaler Euphorie, an enger Euphorie vun Individualiséierung, fir no Kapitaldeckungsverfahren ze jäizen, no privat gesteierten Instrumenter ze jäizen an esou virun, dass der do nach e puer heibanne waren, déi déi al traditionell Émlageverfahren an de Generationepakt hei verteidegt hunn. A Gott sei Dank waren der do, déi sech duerchgesat hunn, fir dass mer bei deem System bliwwen sinn an och an Zukunft wäerte bei deem System bleiwen!

Och do hu mer un enger Rei vu Schrauwen ze dréien. Do huet de Sozialminister - an ech betounen dat nach eng Kéier, well jo eenzel Leit do heiansdo eppes aneschtens mengen - virun de Wahle schonn an der Sozialkommissioun vun der Chamber eng Rei vu Schrauwen dohinnergeluecht, a deenen ee muss dréien, fir och mëttel- a laangfristeg eise Rentensystem iwwert dee Wee do kënne ofzesécheren.

Mir hunn also iwwerhaupt, Här Meisch, mir hunn also als sozialistesch Fraktioun an och als Sozialisten an der Regierung iwwerhaupt keng Angscht viru Strukturereformen. Strukturereformen därefen näischt Pejoratives sinn. Mir därefen och dobaussen de Leit net Angscht maache mat deem Begrëff vu Strukturereformen. Strukturereforme sinn dofir do, fir de Sozialstat ze stärken, fir en ofzesécheren, fir un enger Rei vu Schrauwen ze dréien, dass mer an Zukunft dee Wuelstand de Leit kënne bréngen. Dat ass d'Aufgab, déi mer an der Regierung an an der Chamber wäerte gesinn. An ech mengen, dass mer do am Moment dobaussen weisen, dass mer capabel sinn, an deenen eenzelne Beräicher, an ech hu se schonn opgezielt, dee Match och kënne ze maachen.

An ech géif jiddwerengem heibannen, a virun allem de Liberalen, un d'Häerz leeën, déi Etüd - „Sharelife“ heescht se -, déi d'lescht Woch oder virun zwou Wochen erauskomm ass, wou 150 Wëssenschaftler aus 14 Länner sech iwwerleucht hunn, awéiwäit dass de Sozialstat net ëmmer direkt kuerzfristeg, mä wéi de Sozialstat op enger ganzer Rei vu Politiken: an der Gesondheetsversuergung, an der Liewensqualität, am Wuelstand, wéi sozialpolitesch Programmer extrem gutt Effeten hunn och op d'Ekonomie an op d'Kompetitivitéit vun engem Land.

Huelt lech eng Zäit iwwert déi nächsten Deeg - do kritt Der der jo -, fir déi Etüd eng Kéier genau ze kucken, well och do hu vill Leit gesot, dass se an Zukunft net méi wäerten déi Behauptung oprechterhalen, dass de Sozialstat, dass sozial Programmer, dass dat en Hemmnis ass fir ekonomesch Entwécklung. Déi 150 Wëssenschaftler komme just zum emgedréite Resultat a soen, sozial Politik ass ee wichtige Nerv vun enger gudder Wirtschaftspolitik a vun enger gudder Kompetitivitéit, déi iwwert d'makroekonomesch Donnéeën eraus e Gesamtbild versicht ze zeechen.

(Interruption)

► **Une voix**.- Et seet keen de Contraire.

► **Une autre voix**.- 30 Joer laang...

(Interruptions)

► **M. Lucien Lux (LSAP)**.- Ech kommen zrëck eng Kéier, fir ze soen, dass, an an deem Versuch, net Schwaarzweißmolerei ze maachen, si mir déi Lescht, an ech mengen an der Regierung gétt dat gedeelt, déi soen (veuillez lire: fir net ze soen), dass mir dobaussen och am Sozialberäich eng ganz Rei vu Problemer nach hunn.

Mir hunn déi neisten Unicef-Studië fir Lëtzebuerg virun - wéini? - zwou, dräi Woche kënne kucken, déi seet, dass 11.000 Kanner hei zu Lëtzebuerg, all zéngt Kand, iwwer en ongenügenden Zougang zu Wuelstand, Bildung a Gesondheet verfügt. Lëtzebuerg läit do op der 15. Plaz ënner 24 OECD-Staten. Ech weess net ëmmer, ob déi Etüden ëmmer esou genau alles ëmraissen oder op de Punkt bréngen, mä Härgott, huele mer dat emol. A wann ech den Här Gilbert Pregno, dee jo dozou eppes ze soen, an eppes Intelligentes ze soen huet,...

► **Une voix**.- Jo!

► **M. Lucien Lux (LSAP)**.- ...wann ech dee liesen, ech mengen, dat war am Interview am „Wort“, dee seet: „Eine reiche Gesellschaft riskiert, sozial blind zu werden.“ An ech mengen, dass keen heibannen ass, deen net ka soen, dass een déi Tendenzen dobaussen gesäit. Mir kommen herno nach op en anert Beispill an deem Zesummenhang zrëck. An an deemselwechten Interview seet den Här Pregno: „Es scheint, als sei wirtschaftliches Wachstum wichtiger als die Schaffung einer menschenwürdigen Gesellschaft.“

Ech wëll nëmme heibannen am Numm vun eiser Fraktioun soen, dass eng Budgetsdebatt fir eis d'Geleeënheet ass, och iwwert deen Tellerrand vu reng ëmmer makroekonomeschen Analysen, déi mer hei maachen, déi wichtig sinn, déi eminent wichtig sinn, dass mer dat Gefill, déi Sensibilitéit do solle behalen, fir ze kucken, wat sech heiansdo vu sozialer Détresse dobaussen, och an eisem Land, mécht, vill manner wéi op anere Plazen, mä ech mengen, et ass eis Aufgab, fir ze kucken, déi Feinfühlegkeet ze behalen, fir och un der Feinmotorik nach kënne ze dréien.

Mir mengen also, dass mer e staarke Sozialstat brauchen. Mir brauche kee Stat, deen Almose verdeelt. Dat trennt eis heiansdo mat Einzelnen heibannen. Mir brauchen e Stat, dee Rechter, awer och Flichten huet. An ech mengen, doriwwer musse mer eis Politik och kënne hannerfroen.

An da wëll ech, wat - mengen ech - och den Här Bausch an deene leschten Deeg e puermol gesot huet, a sécherlech no mir, mengen ech, och nach eng Kéier wäert soen, dee Virwurf, deen huet mech jo richtig gehäit, wa gesot gétt, dee Spuerpaquet, dee mer do geschnürt hunn, dee géif eng ongerecht Verdeelung vun de Laaschte virhuelen.

An duerfir hunn ech mech nach eng Kéier amüséiert, gëschter, fir awer e puer Beispiller ze huelen, dass mer iwwert d'Fakte schwätzen an net einfach nëmme Saache soen, Floskelen heihinner geheien, an da mengt jiddwereen dobaussen, dat misst dann esou sinn.

E Mindestlounbezéier bei deem Spuerpaquet hei bezitt keng Krisesteier, bezitt keng Solidaritätssteuer an natierlech och kee Spätzsteiersaz. Säu Bäitrag an deem Spuerpaquet do ass null. En Haushalt mat 4.000 Euro monatlichem Revenu bezitt dräi Euro méi Solidaritätssteuer, 18 Euro méi Krisesteier a kee Spätzsteiersaz. Dat mécht 0,62% vu sengem Monatsakommes an 252 Euro méi pro Joer. En Haushalt mat 6.000 Euro bezitt néng Euro méi Solidaritätssteuer, 34 Euro méi Krisesteier, kee Spätzsteiersaz, 0,91% vu sengem Monatsakommes a 516 Euro méi pro Joer. A mäi leschten ass een, deen 12.000 Euro de Mount verdéngt, dee bezitt 42 Euro de Mount méi Solidaritätssteuer, 82 Euro méi Krisesteier a 40 Euro méi Spätzsteiersaz, 1,97% vu sengem Monatsakommes, an dat sinn 1.905 Euro d'Joer.

► **Une voix**.- An deen, dee seng Aarbecht verléiert? Wat huet deen, dee seng Aarbecht verluer huet?

► **M. Lucien Lux (LSAP)**.- An da wëll ech dem Här Bausch soen, ganz roueg soen, an der Fro vun der Progressivitéit, an der Gerechtegkeet vun deem Spuerpaquet par rapport zu deem, wat mer an de Steiere maachen, heescht dat am Konkreet, dass een, deen 12.000 Euro de Mount huet, dee verdéngt dräimol méi wéi deen, dee 4.000 Euro de Mount huet, mä e bezitt hei aachtmol méi - aachtmol méi! - an deem Steierpak als Belaaschtung, wéi deen, dee 4.000 Euro verdéngt.

Ass dat net eng Progressivitéit? Ass dat net eng gerecht Verdeelung? Ass dat net genau dat, wat mer ëmmer hei gesot hunn: Op schmuel Schellere leee mer manner an op breet Schellere leee mer méi?

Ech mengen, dass dat genau noweist,...

(Interruption)

An ech wëll och nach, Här Hoffmann, direkt, loosst mech just dat Argument nach soen, elo déi Zuel nach soen, an ech wëll als Erinnerung awer soe par rapport zu deem, wat hei gemaach gétt, vun där legendärer Steierbomm, vun där geschwat gétt, ech kommen herno op eng Bomm, déi vill méi Kaméidi mécht, wéi déi doten.



Wann ech gesot kréien, dass mer hei elo bei 240, 250, 260 Milliounen Euro méi Steiererhéijunge maachen, wéll ech just soen, dass...

(Interruption)

...déi lescht Regierung, déi virlescht Regierung nach 2002 Steiererlichterunge gemaach huet an Héicht vu 590 Milliounen Euro, an dass am Joer 2008 Steiererlichterunge gemaach gi si vu 600 Milliounen, dat heescht, an deene leschten...

M. Claude Meisch (DP). - ...d'Upassung vun der Steiertabell mat dran. Dat stëmmt net, do war d'Upassung vun der Steiertabell.

M. Lucien Lux (LSAP). - Am Gesamtvergläich...

M. Claude Meisch (DP). - Vergläicht dat, wat mateneen ze vergläichen ass. Wa mer iwwer Zuele wëlle schwätzen, mussen se stëmmen, Här Lux. Dat stëmmt net, déi Zuel do.

M. Lucien Lux (LSAP). - ...ganz genau...

M. Claude Meisch (DP). - Neen, si stëmmt net, well d'Upassung vun der Steiertabell ass do net mat dran. Rechent dat zesummen...

M. le Président. - Här Meisch, loosst elo emol den Här Lux ausschwätzen...

M. Claude Meisch (DP). - Dat reegt mech op, wann een hei Zuele gebraucht, déi verdréit sinn, déi net korrekt sinn an déi net kënne matenee verglach ginn.

M. Lucien Lux (LSAP). - Dir héiert net gäre Fakten.

M. Claude Meisch (DP). - Dat do si keng! Dat do si keng! Et ass Fantasie!

(Interruptions)

M. Lucien Lux (LSAP). - Floskele sinn eng Saach. An deene leschte Jore si vun deene successive Regierungen hei an engem vill méi grouss Mooss Steierreduktion gemaach ginn, wéi dat, wat mer elo virleien hunn als Steieraugmentatioun. Dat ass jiddefalls eng Tatsaach. An et bleift am Saldo,...

(Interruption)

An et bleift am Saldo, dass et an deene leschten zéng Joer bäi Wäitem méi Steiererlichterunge gouf, wéi dee Pak, dee mer elo hei virleien hunn, hei dréit.

An ech soen um Niveau vun deem, wat de Virwurf vun der Steierbomm ass, well ech hat do esou d'Gefill, wéi wann Der lech d'Aufgab e bëssen opdeelt: Den Här Meisch huet haut e responsabelen Discours hei wëllen hale par rapport zu der Leidensfäegkeet vun den Entreprises; an den Här Etgen, deen huet de leschten Donneschdeg hei bei den Diskussiounen iwwert de Steierpak en Discours gehalen iwwert d'Leidensfäegkeet vun de Leit dobaussen. Dir musst nach kucken, dass Der d'Kohärenz hierstellt vun deenen zwee Discoursen. Ech soen lech just...

(Interruption)

Une voix. - Dir net! Dir net, Här Lux! Macht lech do keng Suergen! Macht lech do keng Suergen!

M. Lucien Lux (LSAP). - Ech weess, datt dat wéi deet, fir emol...

M. Claude Meisch (DP). - Dat deet guer net wéi...

Une voix. - Waart emol bis de Mëtteg!

M. Claude Meisch (DP). - Mir hätte gären eng seriö Debatt, mir hätte gären eng ganz seriö a sachlech Debatt.

(Interruption)

Neen, déi si guer net seriö!

Une voix. - Den Här Hoffmann hat...

M. Lucien Lux (LSAP). - De Punkt ass also deen, an dat ass dat, wat den Här Bodry, mat deem Der virdu jo versicht hutt, en do ze kritisieren, deen dat just gesot huet, dass ee just feststellt, wann een eenzel Beispiller rechent, dass déi eigentlech Bomm op d'Kafkraaft vun de Leit dobaussen, dat ass déi Proposition enger-säits, fir d'Indextranche vum nächste Joer ganz auszesetzen.

Fir d'Rentner an d'Rentnerinnen dobausse kennt dann derbäi, dass d'Bomm nach méi aschleift, wann ee gläichzäitig higeet an

net nëmmen d'Indextranche aussetzt, mä och nach den Ajustement aussetzt. Do kennt Der all Zuelen..., ech erspueren lech déi elo, fir dass Der net nach méi nervös gitt. Ech erspueren lech elo déi Zuelen, déi weisen, dass dat, wat Dir proposéiert, vill méi eng Attack an eng Bomm op d'Kafkraaft vun de Leit dobaussen ass, wéi dat, wat am Steierpak hei ugeduecht ass.

Eleng wann een et um Niveau vun dem Pensionär mécht, deen 2.500 Euro Pension huet an dee mat Indextranche an Ajustement an deenen nächste Méint op 2.601 Euro géif kommen, deen huet duerch déi Propositionen, déi Dir maacht, 972 Euro am Joer manner a senger Rent. Duerch de Steierpak huet en der 106 Euro manner. Dat heescht, d'Verhältnis hei ass de Bewäis derfir, dass déi eigentlech Bomm op d'Kafkraaft vun de Leit déi Propositione sinn, déi vun der DP haut gemaach gi sinn.

Woubäi ech lech net wéll a Fro stellen, dass et fir d'Debatt gutt ass, wann een de Courage huet, an deen hutt Der, fir kënne ze soen, dass Der op déi Indextranche do géift verzichten an op den Ajustement och géift verzichten. Dat hëlleft den Débat méi kloer ze maachen, wien hei wat fir eng Propositione mécht. Mä de Fait ass deen, dass, wann den Här Etgen d'lescht Kéier hei geschwat huet vun der Leidensfäegkeet, vum grouss Leide vun de Familjen dobaussen a vun de Leit dobaussen an esou virun, da wär d'Leiden enner...

Une voix. - Très bien!

M. Lucien Lux (LSAP). - ...Ärer Politik vill méi grouss, wéi et ënnert deem ass, wat des Regierung proposéiert huet.

M. Claude Meisch (DP). - A wéi leit déi nächst Generatioun, déi dat dote muss bezuelen? Wéi leit déi? Wie rechent fir déi?

M. Lucien Lux (LSAP). - Wat de Spuerpak ubelaangt, wéll ech soen...

Une voix. - Här Hoffmann, hutt Dir just keng Fro?

M. Lucien Lux (LSAP). - Ech hunn dat virdu scho gesot an der Fro vum Comité de...

(Interruption et hilarité)

Une voix. - Den Här Hoffmann hat eng Fro.

M. Lucien Lux (LSAP). - Ah, pardon.

M. André Hoffmann (déi Lénk). - Neen, et ass schonn eriwwer.

M. le Président. - Fuert virun! Den Här Hoffmann stellt seng Fro...

M. Lucien Lux (LSAP). - Ech wollt... Ah, pardon!

M. le Président. - Stellt Der se dann elo, Här Hoffmann?

M. André Hoffmann (déi Lénk). - Jo, meng Fro ass...

M. le Président. - Also, den Här Hoffmann stellt lech elo seng Fro.

M. André Hoffmann (déi Lénk). - Meng Fro ass déi vun der Kohärenz. Op där enger Säit huet den Här Lux elo mat senge Beispiller wëlle beweisen, wéi héich dass déi héich Revenuë belaauscht wäeren an deem Krisepak, fënnf Minutten nodeem en eis erzielt huet, wéi niddreg dass eise Spätzesteiersaz ass par rapport zu anere Länner an Europa a souguer par rapport zu dem Duerchschnitt vun der Europäescher Unioun.

Et kann een net op där enger Säit quasi d'Progressivitéit an anere Länner als positiv Beispiller virhuelen, well dat wollt Der jo eigentlech maachen, an op där anerer Säit dann awer eng schwach Progressivitéit, déi mir hei hunn, probéieren ze verteidege mat Beispiller.

Duerfir froen ech lech weider: Dir misst jo elo nach eng Kéier...

M. le Président. - Jo, stellt awer elo eng Fro, Här Hoffmann! Dir sidd elo hei amgaangen, schonn Är Ried vun de Moien oder de Mëtteg ze entaméieren. Stellt wann ech geléift Är Fro!

M. André Hoffmann (déi Lénk). - Jo, jo. Ob den Här Lux bereet wär, dee Kohärenzproblem do ze erklären, an ob en och bereet wär, ze erklären, wéi et da mat senge Beispiller uewe weidergeet? Well do flaacht et of. An dat ass de Problem.

M. Lucien Lux (LSAP). - Ech denken, Här Hoffmann, mir hu jo an deemem Joer während laange Wochen an der Regierung an an der Koalitioun iwwert déi Froen do diskutéiert. An ech fannen, dass et fir des Regierung a fir des Koalitioun u sech e Bewäis ass vun demokratescher Stärkt. Eenzel Leit hu gemengt, dat ass jo Kaméidi an esou virun, si gi sech net eens an esou weider.

M. Gast Gibéryen (ADR). - Dat war guer net de Fall.

M. Lucien Lux (LSAP). - Neen, ech hu fonnt,...

(Hilarité)

Neen, ech hu fonnt, Här Gibéryen, dass, wann eng Koalitioun et fäerdeg bréngt, a kuckt emol op aner Beispiller, wann déi Liberal eis dat hei virwerfen, da misste se jo emol nëmmen eng Sekonn e Bléck déi aner Säit vun der Musel geheien an dee wierkleche Polittheater, deen do während Wochen a Méint an enger Koalitioun tëschent Schaarzen a Bloe viru sech geet.

Géint dat, wat do geschitt, an ech kéint nach aner Regierungen nennen an esou virun, hu mer hei, an ech mengen, dat ass d'Äntwert op d'Fro vum Här Hoffmann,...

(Interruption)

...hu mer eng Regierung, wou déi eng sécherlech vläicht méi de Poids leeën op dat, wat de Sozialstat an d'Rechter an d'Flichte vum Sozialstat ubelaangt, an déi aner um Niveau vun deem, wat um Niveau un der Kompetitivitéit muss geschéien. An dat si Kompromësser.

Ech soen lech dat ganz éierlech, Här Hoffmann: An eiser Fraktioun hätt ee sécherlech eng Majoritéit fonnt, fir am Spätzesteiersaz méi wäit ze goe wéi 39%. Ech wéll awer gläichzäitig soen, dass an deem Kompromëss, well dat gëtt jo vergiess, an deem Kompromëss hu mer derfir gesuergt zum Schluss an deene leschten Deeg, dass bei der Solidaritéitssteier, dass do nach - wéi nennt een dat? - en Taux plus derbäikomm ass, fir déi grouss Revenuen nach mat 1% méi ze touchéieren. Dat ass e Kompromëss zum Beispill gewiescht um Niveau vum Spätzesteiersaz.

Mä ech halen dat awer net fir eppes Negatives. Ech halen dat fir eppes ganz Positives, dass an enger Demokratie, an enger Koalitioun während Woche kann driwwer diskutéiert ginn, wa mer emol an deem Land hei eng Kéier eis mussen dru winnen, dass mer e Choix musse maachen. Soss, wa mer jo de Choix haten tëschent A a B, hu mer décidéiert, dass mer A a B maachen. Elo musse mer dann emol eng Kéier decidéieren, dass et entweder A oder entweder B ass. An ech mengen, déi Diskussiounen hu mer gefouert. A si hunn zu enger Rei vu Kompromësser gefouert, wou Dir sot: „Wou ass do d'Kohärenz?“

Mä, ech fannen, dass dat eng Balance ass tëschent enger Rei vun Défien an enger Rei vun Iwwerzeegungen, déi sech an enger Koalitioun maachen. An ech fannen, dass dat éischer e positive Punkt ass, wéi dass et en negative Punkt ass.

Ech wollt soen, dass déi successiv Ännerungen, déi gemaach gi sinn un deem Steierpak, un deem Spuerpak villméi, eng Kéier am September am Zesammenhang mat der sougenannter Bipartite vun de Gewerkschaften an och elo zum Schluss nach eng Kéier a puncto bëllegen Akt, dat ass och eng Äntwert dorop.

A wann een déi Zuele kuckt, mengen ech, gesäit een dat jo, wat fir eng Previsiounen d'Regierung virleien hat, wéi se de Spuerpak geschnürt huet, deen éischte Spuerpak, deen am Fréjoer virgeluecht ginn ass. Mir sinn deemools ausgaangen, ech hunn déi Zuelen eng Kéier gekuckt, d'Previsiounen fir 2010 war en Taux de croissance vun engem klengen Prozent virausgesot ginn. Mir sinn elo bei 3,2%. Et ass virausgesot ginn en Defizit vu -4,4%. Mir sinn elo bei -2,2%. Et ass virausgesot gi bei der Création d'emplois, wat den Här Meisch hei nach ëmmer mécht, wéi wann näischt geschitt wär, dass mer e Minus hätte vu -0,6% an der Schafung vun neien Aarbechtsplazen oder dem Ofbau an deem Moment vun Aarbechtsplazen. A Wierklechkeet, mengen ech, si mer bal bei 2%, 1,8, 1,9% plus u Schafe vun Aarbechtsplazen. Dat heescht, déi successiv Ännerungen haten och domat ze dinn, dass een

eng flexibel Äntwert ginn huet op dat, wat reell geschitt ass.

Duerfir hu mer als LSAP-Fraktioun net zu Onrecht am Fréjoer gesot, mir wäeren net partant, fir elo schonn e Spuerpak ze schnüren op véier Joer, well mer wierklech décmment net wëssen, wat an deenen nächste Jore géif geschéien. A mir hunn duerfir d'Optioun geholl, fir e Spuerpak op zwee Joer, an dat ass nach e wäite Bléck, wann ee gesäit, wéi d'Entwécklung sech maachen, op zwee Joer ze maachen, an déi Flexibilitéit ze behalen, fir ze kucken.

A wann een eis Resultater kuckt par rapport zu deenen europäesche Länner, da gesäit ee souwuel am Taux de croissance, wann een dat vergläicht mat anere Länner, souguer der Bundesrepublik Däitschland, déi jo wierklech amgaangen ass, an ee richtege Wuesstum eranzekommen, och duerch eng Politik vun Niddreglounberäicher, déi se ganz bewusst gemaach huet, dass mer och do iwwert der Wuesstumsrat vun der Bundesrepublik an all deenen anere Länner leien.

Ech wollt e puer Bemierkunge maachen - mä d'Zäit leeft e bësse fort - och iwwert deen europäesche Volet. Dass den Euro a Gefor ass, dass munches vun deem, wat an deene leschte Joren u monetärer an domadder och politescher Stabilitéit hiergestallt ginn ass, a Gefor ass, dat gesi mer all Dag, an dass dat dozou féiert, an ech hunn dat virdu gesot, och an deem Antisteierdiscours, deen Eenzelner féieren, dass mer hei populistesch Fuerderunge kruten no Erëmafierunge vun nationale Währungen. Dat ass jo eng Diskussioun, déi an Däitschland voll amgaangen ass oder jiddefalls versicht gëtt ugezönt ze ginn.

An der „Welt am Sonntag“ vun dem leschte Sonndeg huet ee geschriwwen: „Die Rückkehr der ehemaligen Währungen wäre wie ein Comeback von Modern Talking oder Lothar Matthäus.“ An dat gëtt och e bëssen dat erëm, mengen ech, wat ee spiert.

Ech wéilt och en anert Zitat, wat engem par rapport zu deene Wunderheiler, déi elo amgaange si sech breezemaachen, Rietsextrémisten an aneren Extrémisten, déi sech jo breezemaachen, fir déi Ängschten, déi Onzefriddenheeten, déi do gereizt ginn an esou virun, fir déi ze instrumentalisieren, an all déi sougenannten einfach Léisungen, déi einfach Gefiller, déi mer do gesinn. D'„Süddeutsche“ huet dat genannt: „Der faulige Geruch des Populismus liegt über der Szene.“ An ech mengen, et ass och genau dat, wat een am Moment e bësse spiert a villen anere Länner.

Ech hunn dee leschte Méindeg an der Zeitung eng Studië vun der Universitéit Bielefeld gesinn, déi virun allem zum Resultat kënn, dass deen Ustiech vu Rietspopulismus virun allem bei Besserverdenger ganz grouss ass, dass d'Besserverdenger a Krisenzäiten dat Gefill kréien, dass si just nach do sinn, fir all déi aner, déi am Zuch net esou matkommen, matzezéien.

Och dat ass an engem dompen Antisteierdiscours, deen esou mécht, eppes, wat extrem geféierlech ass, fir deenen d'Gefill ze ginn, dass si déi sinn, déi just nach musse malochen, fir derfir ze suergen, dass et weidergeet. Neen, an deser Gesellschaft, och a Krisenzäiten, maloch se alleguer, déi um Spätzesteiersaz grad esou wéi déi, déi an engem Mëttele regime sinn, a gradesou wéi déi, déi keng Steiere bezuelen, well se am Bau oder am Restaurant oder beim Coiffeur an esou virun och derfir suergen, dass et virugeet.

Ech wéll elo net laang op déi Léisungen agoen, déi am Moment an der Diskussioun sinn, och net den Dissens, dee mer säit gëschter spieren, an innerhalb vun der Europäescher Unioun och mat der Bundesrepublik Däitschland, déi Kritiken, déi de Premier a President vum Eurogroup gemaach huet, mä et ass eng Tatsaach, dass eng Rei vu Virschléi um Dësch leien, wou ee sech muss d'Fro stellen, wéi mer et fäerdeg bréngen, erëm eng Réckbesënnung zu der Gemeinschaftsmethod ze maachen, wéi mer déi drohend Renationalisierung

vun de Politiken och am monetäre Beräich verhënneren, wéi mer aus der Spekulationsfal - gëschter géint Griichenland, haut géint Irland, muer géint Portugal, iwwermuer géint Spuenien -, wéi mer aus där Fal erauskommen a wéi mer d'politesch Unioun iwwerhaupt weiderentwéckelen.

An e lescht Zitat, wat ech fonnt hunn. Et ass schued, dass en net méi heibannen ass, ech reechen em et da per SMS no. D'„Frankfurter Rundschau“ huet virun e puer Deeg geschriwwen, a bedauerend geschriwwen: „Die Junckers dieser europäischen Welt wachsen nicht nach.“

Ech mengen, dat gëtt villes erëm, wat eis am Moment um Niveau vun der Europäescher Unioun feelt, dass eng Method do ass an och eng politesch Zilsetzung do ass, déi déi ass vun enger Gemeinschaft, vun engem Zesummeffieren. All déi Reaktiounen, déi mer spieren och aus der Bundesrepublik Däitschland, ginn am Moment leider Gottes an eng aner Richtung a si wäerte sécherlech der noutwendiger Regulatioun vun de Finanzmäer oder einfach och der Verflichtung vun de Banken an enger neier Deontologie, déi esou Krisen, wéi mer se erlieft hunn, verhënnert, net zoudénglech sinn.

An de Froen - zréck op Lëtzebuerg - wëll ech net nach eng Kéier aushuelen, fir ze soen, wat eis an der Realekonomie no der Bankekris dach awer u Schued ugeriicht ginn ass. D'Zuele vun der Aarbechtslosigkeit si scho vun Einzelne genannt ginn, déi drastesch an d'Luucht gaange sinn. Hei ass en Défi, dee bleift.

Mir mierken um Niveau vun dem Wunnengsmaat, dass d'Loyeren an d'Präisser erëm amgaange sinn an d'Luucht ze goen. An ech si frou, dass mat dem Zréckzéie vun der Fro vum bëllegen Akt d'Regierung ugekënnegt huet, fir derfir ze suergen, dass mer géifen an deenen nächste Wochen a Méint derfir suergen, dass mer en neie Wunnenspakt mat Wunnengshëlfelefen an enger Verzahnung vun den Hëlfelefen, enger Analys vun den Hëlfelefen, mat deem, wat mer elo diskutéiert hunn, géife maachen.

Ech mengen, dass dat eng wichteg Fro ass um Niveau vun deem, wat hei ze maachen ass. An och, an ech hunn déi Zuele vun der Unicef virdru genannt; déi um Niveau vun Aarmutsrisiko. 14,9% vun der Bevölkerung lafen d'Gefor, an d'Aarmut ofzegleiden. Ech mengen, dass dat en extrem schwierege Punkt ass, derfir ze suergen, dass mer déi Sensibilitéit behalen,...

(Interruption)

...dass mer et wierklech fäerdeg bréngen, derfir ze suergen, dass mer... A mir hunn zum Beispill bei de Familljenhëlfelefen dee Paradigmewissel fäerdeg bruecht. De Finanzminister huet gëschter, wéi en dat esou oft mécht, well dat e grouse Pak duerstellt, derfir gesuergt, dass mer bei der Famill net nëmme derfir gesuergt hunn, dass mer de Paradigmewissel vu Geldleeschungen op Infrastrukturleeschungen fäerdeg bruecht hunn.

Mir hu mat der Desindexéierung 2006 vum Kannergeld mat véier Indextranchen, déi an der Tëschenzäit erfall sinn, iwwer 100 Milliounen net ausbezuelt, mä mir hunn awer iwwer 100 Milliounen méi an d'Infrastrukturen investéiert. An ech mengen, dat war dee richtege Wee, wéi e vum Här Meisch - mir si jo net an alle Punkten enger anerer Meenung -, dass et e richtege Wee war, fir derfir ze suergen, dass mer méi um Niveau vun de Sachleeschungen, um Niveau vun den Infrastrukturen investéieren, wéi um Niveau vun de Geldleeschungen, wou mer och do largement zu deene gehéieren, déi am meeschten an am beschte Leeschunge fir d'Famillje ginn.

Ech wëll e Punkt...

(Interruption)

► **M. le Président.**- Här Lux, erlaabt Der, datt den Här Hoffmann lech nach eng Fro stellt?

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Sécher, gären.

► **M. le Président.**- Här Hoffmann, wann ech gelift.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Dir hutt am Punkt vun den öffentleche Leeschungen Recht, am plaz Geldleeschungen. Mä just, sidd Der lech bewosst, dass dat, wat mir als relatiiv Aarmutsrisiko bezeichnen, ëmmer nëmme monetär gerechent gëtt? Dat heescht, wa mir soen: „Mir hu 15% Aarmer hei zu Lëtzebuerg un Aarmutsrisiko“, dat ass u monetäre Leeschungen gemooss; also um Akommes.

Dat ass net géint Är Iwwerleeung, gell. Et muss een awer oppassen: Dat eent kompenséiert net dat anert.

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Ech mengen, et ass awer och richtig. Ech mengen, och Analysen hei an och am Ausland hu gewisen, dass déi Kanner aus mannbemëttele Familljen oft méi hu vun Infrastrukture wéi vu Geldleeschungen.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Jo.

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Och dat, mengen ech, ass fir hiert Gedeien, fir hir Entwécklung: méi hunn um Niveau vun deem Déngen. Duerfir ass dee Wee, dee mer an der Koalitioun an och scho virdru gaange sinn, dee richtege Wee. An ech mengen, dass een do muss virufieren, fir um Niveau vun Sozialstat derfir ze suergen, dass déi Prämissen do erhale bleiwen.

Ech wëll e puer lescht Bemierkunge maachen: déi eng um Niveau vun der Bipartite mat de Gewerkschaften, an déi aner vun der Bipartite mat de Patronen.

Um Niveau vun der Bipartite mat de Gewerkschaften wëll ech soen, dass mer e Kompromëss um Niveau vun Index fonnt hunn an dass mer dee Kompromëss, dee mer do fonnt hunn, elo an deenen nächste Jore sollte konkret an aktiv befollegen.

Ech wëll also domadder soen, fir eis Fraktioun, dass mer eis un enger neier Indexdiskussioun, déi iergendeen am Januar wëllt entfachen, net wäerte bedeelegen. Dat, wat den 29. September ofgemaach ginn ass...

(Interruption)

Jo, jo. Duerfir soen ech et jo.

► **M. Claude Meisch (DP).**- Dir kritt erëm eppes diktéiert.

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Dat, wat den 29. September decidéiert ginn ass...

Här Meisch, lauschtert emol gutt no, well ech hunn heiansdo d'Gefill, wéi wann d'Leit net richtig nogelies hätten, wat den 29. September decidéiert ginn ass. Mir sinn an der Fro vum Index.

(Interruption)

An ech wëll nach eng Kéier soen, wann ech mäi Parteipresident viru mer gesinn... An ech halen et nach ëmmer fir eng grouse Eier vun der Sozialistescher Aarbechterpartei, dass se et an der parteiinterner Demokratie fäerdeg bruecht huet, fir Saachen, déi an deem Land dobausse bei de Leit och ganz konkret an heiansdo ganz aggressiv diskutéiert ginn, an engem parteiinternen demokratesche Prozess ze diskutéieren an dat zréckbehält an da weess, wéi se soll handelen.

Ech halen dat fir en extreme Plus vun där Partei par rapport zu deenen, wou dat „en petit comité“ gemaach gëtt an esou virun, oder wou keng kloer Linn ass, wou ee keng kloer Linn spiert. Hei ass eng kloer Linn gezu ginn.

Ech wëll och soen, den Här Gibéryen, dee sech jo drop gefreet huet, fir haut kënne seng Ried ze halen an ze soen, well en ëmmer gesot huet, d'Sozialiste bleiwen esou laang stoe bis se ëmfalen. Mä des Kéier sinn d'Sozialiste stoe bliwwen. A seng Formule...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Nach! Nach!

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- A seng Formule... Här Gibéryen, déi Formule, déi Der do fonnt hutt, fir ze soen, d'Sozialiste sinn nëmme e bëssen ëmgefall. Also, et ass schwanger oder net schwanger. Et ass ëmgefall oder net ëmgefall. A wann...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Neen, neen.

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- An an deem Fall...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Neen, neen. Dat eent geet net ouni dat anert, mä dat dote geet.

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- ...sinn d'Sozialiste stoe bliwwen, riicht stoe bliwwen.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Et gëtt nach Pisatuerm.

(Hilarité)

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- An ech soen lech, dass an dem Accord, an dat wëll ech, dat wëll ech dem...

Kuckt emol wéi riicht!

Ech wëll dem Kolleeg Claude Meisch soen: An dem Kompromëss vum 29. September an der Bipartite vun de Gewerkschaften, do sti ganz prezis Saachen dran. Net nëmme fir déi nächst Indextranche, wou mer jo decidéiert hunn, fir ze soen, dass, wa se virum 1. Oktober erfält, se dann op den 1. Oktober décaléiert gëtt, mä och duerno hu mer eis eng Obligatioun gesat, fir all Kéiers dann, wa méi wéi eng Indextranche endéans vun enger Frist vun zwielef Méint erfält, fir eis zesummenzesetzen an ze négociéieren an ze kucken, wat mer da maachen.

Dat steet am Text vum Accord vum 29. September dran! An dat ass e grouse Fortschritt par rapport zu deem, wat mer bis elo haten.

Ech wëll lech och soen, och dem Här Bausch: an der Fro vun dem Eraushuele vun de Pétrolspräisser aus dem Wuerekerf. Net nëmme, muss ech soen, dass ech d'Wahlprogrammer vun der DP a vun deene Gréngen nach eng Kéier gelies hunn, wou iwwer d'Eraushuele vun de Pétrolspräisser aus dem Wuerekerf näischt drasteet a wou déi zwou Parteien alleguer - och d'DP - sech ganz kloer derzou bekennen, dass se wëllen Accorden um Niveau vun der Tripartite hunn, wou se soen, dat soll nëmme geschéien am Accord mat Décisiounen vun der Tripartite.

An ech mengen, et ass jo dat dee Versuch, deen d'Regierung gemaach huet. An ech mengen, dass, wa muer, no där nächster Indextranche, wa sech...

► **M. Claude Meisch (DP).**- Dir hutt eng aner Lecture vun deenen aneren hiren Texter.

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Ech kéint lech se souguer virlesen.

► **M. Claude Meisch (DP).**- Ma, ech hunn en de Moien zitéiert.

(Interruption)

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Neen, ech hu vun der DP...

► **Une voix.**- Ah!

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Ech kann lech et awer virlesen: „Die DP wird das Indexsystem erhalten.“

► **M. Claude Meisch (DP).**- Dat hunn ech de Moie gesot.

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- „...falls notwendig werden wir verschieben.“ - Dat hutt Der gesot, doriwwer hunn ech e Kommentar gemaach - „Diese Entscheidung muss mit den Sozialpartnern im Rahmen einer „Tripartiterunde“ diskutiert und getroffen werden.“

► **M. Claude Meisch (DP).**- Jo.

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Getroffen werden! Also, net nëmme diskutéiert, mä getraff ginn. Dir bekennt lech och do, wat d'Regierung gemaach huet, zu där Obligatioun, derfir ze suergen...

(Interruption)

► **M. le Président.**- Erlaabt Der, Här Lux, datt den Här Meisch lech eng Fro stellt? Här Meisch, wann ech gelift.

► **M. Claude Meisch (DP).**- Et ass jo wuel kloer, datt, wann een als Regierung wëllt untrieden an en ambitiöse Programm huet an do eppes wëllt bewegen, datt een dat da mat enger Tripartite wëllt maachen. Dat wäert fir d'Demokratesch Partei jo wuel och nach dierfe gellen. Eng Partei, déi d'Tripartite mat erfonnt huet, an en Instrument mat erfonnt huet, dat deem Land munches Guddes gedoen huet.

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Dat ass richtig.

► **M. Claude Meisch (DP).**- Wann dann awer an esou enger kruzialer Fro keen Arrangement an der Tripartite darbäi erauskënnt, dann ass et fir eis awer gradesou kloer, datt dann och d'Politik muss d'Verantwortung iwwerhuelen.

(Interruption)

Dat hutt Dir jo hei och gemaach. Dat hutt Dir jo och gemaach.

(Interruption)

Dir hutt d'Scheitern vun der Tripartite festgestallt an Dir hutt dann en aneren Arrangement geholl, deen Der lech soi-disant ofseene gelooss hutt vun enger Bipartite, woubäi ech awer mengen, datt een do muss soen, datt et eigentlech keen Arrangement ass, well et un der Realitéit vun deem, wat, wéini déi nächst Indextranche géif erfalen, an och datt duerno matenee muss geschwat ginn, jo glat a guer näischt ännert.

Well ech mengen, datt eigentlech ëmmer an esou Situatiounen misst matenee geschwat ginn, ob een dat op e Pabeier bréngt oder ob een et net op e Pabeier bréngt. Ech mengen, och do kënnt Der mer Recht ginn.

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Ech wëll just...

► **M. Claude Meisch (DP).**- Mä d'Demokratesch Partei wär bereet gewiescht, an esou engem Fall wéi deem doten, eben och dann, wann d'Tripartite net zu engem Accord kënnt, eng Décisioun ze huelen. Dir hutt eng Décisioun geholl an där doter Regierung, mä leider eng aner, an an eisen Aen eng falsch.

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Ech wëll just soen, dass déi zwou Parteien, déi elo a scho virun e puer Méint hei am héijen Haus eng Motioun virgeluecht hunn, fir d'Pétrolspräisser integral aus dem Wuerekerf erauszehuelen, dat net an hire Wahlprogrammer stoen hunn, an dass Der lech bekennt fir um Niveau vun der Tripartite. An näischt anescht huet d'Regierung wierklech bis an dee leschten Dibbelchen - wéi ech virdru gesot hunn - versicht ze maachen.

(Interruption)

Ech wëll just soen, dass den Accord vum 29. September eng Obligatioun gëtt, fir matenee mat de Sozialpartner ze diskutéieren, wa mer an eng Tranchéspirale erakommen, wa mer also endéans vun zwielef Méint iwwer eng Tranche erausginn,...

► **M. Claude Meisch (DP).**- Wéini war dat fir d'Lescht de Fall?

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- ...dass mer...

► **M. Claude Meisch (DP).**- Wéini war dat fir d'Lescht de Fall?

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Där Beispiller hate mer och an deenen...

► **M. Claude Meisch (DP).**- Dat ass awer scho laang hier.

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- ...leschte Joren. Mä wann de Pétrolspräisser sech vergaloppéiert, da wäerte mer déi Situatioun vill méi schnell kréien, an dann ass et de Moment, fir mat de Sozialpartner ze diskutéieren. Ech wëll lech just soen, dass d'Sozialpartner...

(Interruption)

...an d'Regierung fir d'Éischt emol musse kucken, wat dann iwwerhaupt d'Ursach ass, wann d'Tranchéspirale op eis zoukënnert. Well wann ech d'Zuelen am Moment kucken, da sinn et éischer déi administréiert Präisser mat engem Plus vu 5,3%, déi d'Inflatioun doen ze galoppéieren,...

► **M. Claude Meisch (DP).**- Wat fir ee Gesetz, wat Dir gestëmmt hutt?

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- ...wéi de Pétrolspräisser.

Dat heescht, wann et haut de Fall ass, misste mer vill méi diskutéieren iwwer d'administréiert Präisser,...

► **M. Claude Meisch (DP).**- Wat fir ee Gesetz?

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- ...da misste mer diskutéieren iwwer de Waasserpräisser, da misste mer diskutéieren iwwer d'Tariffer zu Sandweiler. An iwwer d'Tariffer bei der Post misste mer diskutéieren, wat mer do maachen, wat net ëmmer kohärent ass zu dem Versuch, derfir ze suergen, dass

mer hei d'Inflatioun an de Grëff kréien, jiddefalls dat, wat mer hausgemaach kënnen dobäi maachen.

(Interruption)

Um Niveau vun der Bipartite mat de Patronë wëll ech just soen, dass mir absolut d'accord sinn, dass een an enger Sortie de crise op alle Levele vun der Kompetitivitéit mat de Patronë kuckt, dat, wat intelligent a virun allem oft sektoriell ka gemaach ginn. Well ech halen eng betruuechtend Art a Weis horizontal iwwer all Secteuren net onbedéngt fir déi intelligent Method. Et muss ee vill méi oft an d'Secteuren erakucke goen.

Ech mengen, dass een do intelligent Saache ka maachen. Jiddefalls, an ech widderhuelen dat, wat de Budgetsrapporteur gesot huet: Dass een de Patronë Kompenséierung geëtt fir d'Erhéijung vum Mindestloun, ass jiddefalls e Wee, souwuel an der Fro vun der Duerstellung wéi och effektiv e Wee, dee mat eis net ze goen ass.

Well wa mer dat eng Kéier ufänken ze maachen, da kréie mer bei all Mindestloun-erhéijunge muer Diskussiounen driwwer. A mir sinn dovun iwwerzeegt, dass déi Secteuren do absolut an der Lag sinn, fir eng Augmentatioun vum Mindestloun - déi mer d'nächst Woch jo hei wäerte stëmmen, an ech mengen unanime wäerte stëmmen - kënnen ze verkraaften.

Wann een nämlech um Niveau vun der Landschaft kuckt, da stellen ech just bei den Handwiersentreprisé fest, dass dat déi dynameschst an der Groussregioun sinn, hei zu Lëtzebuerg. Déi schafen Aarbechtsplazen, iwwer 5% souguer. Et ass also wierklech net déi Schwaarzwäissmole-rei, déi mer heiansdo héieren.

A wann ech kucken - an et sinn déi lescht Zuelen, déi ech lech wollt nennen, an och dem Kolleeg Claude Meisch nach eng Kéier wollt soen -, wann een higeet an et kuckt een d'Steierlandschaft, déi d'Entreprises dobausse virfannen, dann huet PwC jo virun e puer Wochen eng Analys vun 183 Länner virgeluecht, déi se analyséiert hunn, d'Steierlandschaft fir d'Entreprises.

An allen Zeitungen, ech ka mech nach erënneren, an de franséischen an an de belschen Zeitungen, stoung: den „champion du monde“. Dat war d'Terminologie. Den „champion du monde toutes catégories“ um Niveau vun der beschter Steierlandschaft fir d'Entreprises ass Lëtzebuerg.

21% mussen d'Entreprises, no Berechnunge vu PwC, un de Stat ofginn. Den europäeschen Duerchschnitt - lauschttert gutt no! - läit bei 44,2%, also dat Duebelt. Länner wéi d'Belsch - mä dat ass jo kee gudder Verglach - leie bei 57%. Et muss een also, mengen ech, emol wierklech richtig kucken, wat d'Steierlandschaft ass a wat d'Froe vu Kompetitivitéit sinn, um Niveau vun der Fro och, dass 80% vun den Entreprises iwwerhaupt keng Steiere méi bezuelen. Dat, wat ech am Ufank scho gesot hunn, wat eng Reflexioun wäert ass iwwer dat, wat an deenen nächste Jore soll geschéien.

Duerfir mengen ech, dass een eventuell Erliichterungen, déi ee fir d'Entreprisé mécht, dass ee ganz intelligent muss kucken, wat ee mécht, an op jidde Fall net a Form vu Kompensatioun fir Mindestlounerhéijungen oder aner Saache soll dohinnerleeën.

Ech hunn hei nach déi Zuelen, déi an engem Bericht vun der Branche vun den Handwierker virgeluecht gi sinn - wann een elo enzel Riedner heibannen héiert, da mengt ee jo, mir wäeren amgaangen do an den totalen Ofgrond eranzugeen -, dass d'Zuel vun den Handwierksbetreiber an de Krisejoren 2008 an 2009 zu Lëtzebuerg ëm 5,1% zougeholl huet, dass also och d'Beschäftigungszuel an där Branche ëm 2,8% an d'Luucht gaang ass, net ëmgedréit.

Loosse mer d'Bild awer, mengen ech, dobaussen och kucken, wéi et och a Wierklechkeet ass. A well de Sozialminister nach ënner eis ass, misst een och eng Kéier de Versuch emol maachen, iwwer Fakten ze schwätzen.

► **Une voix.** - Geet et him schlecht?

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Neen, en huet d'Betounung op „nach“ geluecht.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé.** - Mir ass et nach ni esou gutt gaang.

(Hilarité)

► **M. Lucien Lux (LSAP).** - Et misst een dann emol eng Kéier... Dat diskutéiere mer vläicht fir dann den nächsten Dënschdeg, wa mer iwwer d'Gesondheitsreform schwätzen. Et misst een eis Sozialbäitrag, net Floskelen, Fakten hei diskutéieren - net Floskelen! Fakten diskutéieren -, a kucken, wéi eis sozial...

► **Une voix.** - Dat musst Dir nach soen!

► **M. Lucien Lux (LSAP).** - Ech hunn lech elo déi Steierlandschaft genannt. Mir missten emol eng Kéier d'Sozialbäitrag vu Lëtzebuerg analyséiere fir d'Entreprisé mat de Sozialbäitrag an deenen anere Länner. Et misst een emol kucken, dass mer eng Stabilitéit vun eise Sozialbäitrag praktesch schonn iwwer 25 Joer zu Lëtzebuerg hunn, souwuel bei der Krankekeess wéi bei der Onfallversécherung wéi bei der Pensiounsversécherung wéi bei anere Gegebenheeten.

Och do, mengen ech, sollt ee kucken... Wann een Ofgaben a Sozialbäitrag am internationalen Verglach matenee kuckt, da läit Däitschland bei 53%, da läit Frankräich bei 50%, an da läit Lëtzebuerg bei 36%, vergläichend just nach mat der Schwäiz, déi bei 29% läit.

Dat ass d'Kompetitivitéit vu Lëtzebuerg. Dat si Fakten. Dat sinn net déi Floskelen, déi heihinnergeluecht ginn, fir sech un einzelne Saachen, an einzelne sozialen Acquisé vun deene leschte Jore wëllen erunzewoen.

Dat ännert näischt drun, dass mer um Niveau vun deene 65 Propositionen, déi de Wirtschaftsminister gemaach huet, fir d'Kompetitivitéit ze verbessern, an déi mussen erugeen, dass mer, wat d'Prozeduren ubelaangt, souwuel um Niveau vum Stat wéi um Niveau vun de Gemengen, déi Reform vum Aménagement communal, hoffen ech jo, an eiser Kommissioun vun den Intérieursaffären endlech iwwer d'Bühn kréien, fir dass mer hei eng Entschlackung kréien, dass mer d'Reform vun der Nomenclature vum Kommodo-Inkommodo virhuelen, fir do zu enger Verbesserung, zu méi schnellen Décisiounen ze kommen, zu méi vereinfachten Décisiounen ze kommen.

Dat si Punkten, mengen ech, déi mir ganz gären hei mat ënnerstëtzen a ganz gär derfir suergen, dass mer op deene Punkten do weiderkommen.

Ech hätt gären nach iwwer d'Gesondheitsreform e puer Saache gesot, mä dat kënne mer en Dënschdeg en long et en large maachen, wann de Projet de loi vun der Regierung virläit. Datselwecht gëllt fir d'Rentereform, déi de Sozialminister amgaangen ass ofzeschléissen.

Ech si mam Kolleeg Claude Meisch enger Meenung, dass mer eis méiglecherweis net genuch Zäit huelen, fir iwwer Cancún an iwwer dat, wat dat national heimeem an deenen nächste Jore wäert heeschen um Niveau vun der Reduktioun vun eisen Emissiounen a wat dat och finanziell am Zesammenhang mat der Fro um Tanktourismus bedeit. Mä vläicht kënne mer eis am Januar zesumme mam Nohaltegkeetsminister, wa Cancún eriwuer ass, eng Kéier Zäit huelen, fir doriwuer ze diskutéieren, och en vue vun engem zweeten nationalen Aktiounsplang fir Lëtzebuerg, deen op sech waarde léisst, a wou mer frou wäeren, dass mer och an deem Partneriat, deen amgaangen ass diskutéiert ze ginn an einzelnen Aarbechtsgruppen, dann och schnell zu Décisiounen kommen.

Ech wëllt zum Schluss an der Konklusioun soen, dass mir deem Budget hei ouni Ofstrécher kënnen eisen Accord ginn. Mir mengen, dass dat eng ausgläichend Äntwert ass op déi Défiën, déi Lëtzebuerg brauch an deenen nächste Méint a Joren, souwuel wat seng Bierger a Biergerinnen dobaussen ubelaangt wéi och wat d'Ge-deie vun den Entreprises an der Kompetitivitéit ubelaangt.

Mir mengen, dass mer elo déi Strukturereformen, déi mer amgaang sinn ze huelen, an engem schätzegen Tempo sollen diskutéieren an ëmsetzen, dass mer net sollte vergiessen, déi Reglementatioun aus den Erfarunge vun där Kris, déi mer elo erlieft hu vu Banken a Finanzwelt, ëmzesetzen.

Enzel Propositionen vun der Kommissioun leien um Dësch. An ech mengen, dass mer elo mussen kucken, se esou schnell wéi méiglech ëmzesetzen, esou wéi mer et elo fäerdeg brénge bei de Fongen. An ech mengen, dat ass e gudder Punkt, dee mer setzen, fir ze weisen, dass mer als Éischt sechs Méint virdru schonn déi Direktiv d'nächst Woch hei kënnen ëmsetzen an derfir suergen, dass eis Finanzplaz um Niveau vun de Fonge ka gedeien, an dass mer um Niveau vun der Budgetsgestaltung déi Ännerunge virhuelen, déi de Semestre europäen vun eis verlaangt, fir méi oft politesch Diskussiounen ze féieren.

Mir mengen, dass d'Grondhaltung vun deem, wat dës Koalitioun amgaangen ass fäerdeg ze brénge, stëmmt, an duerfir wäerte mer dee Budget do och stëmmen.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Lucien Lux. Als nächste Riedner ass den Här François Bausch agedroen. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dës Budgetdebatten, déi fannen eiser Meenung no op engem Hannergrond statt mat villen Onsécherheeten, mat engem wirtschaftlechen Émfeld, wat total onstabil ass, an am Contraire zu där Meenung, déi heiansdo een e bësselchen hei mengt erauszespieren, wou geschwat gëtt vu Sortie de crise a vun „um séchere Wee“ schonn erëm ze sinn, wirtschaftlech gesinn, si mir net där Iwwerzeegung. Mir mengen, dass eng ganz Rei Onsécherheeten nach bestinn an duerfir een déi Budgetdebatten och um Hannergrond vun enger Analys dovunner muss féieren.

De Budgetsrapporteur huet gesot gëscht, et soll een ophalen, alles schlechtzerieden. Dat wär net gutt, wa mer géifen duerch ze vill negativ a pessimistesche Analysen e Bild vun der Gesellschaft ginn, wat d'Leit géif éischter defensiv maachen a wat eigentlech och d'Gesellschaft dann net géif weiderbrénge.

Et muss een oppassen, wann een esou eppes seet. Dat ass sécherlech richtig, wann een eng Analys mécht, déi pessimistesche ass, an ee keng Ausweeër draus ofzeechent, keng positiv Ausweeër draus ofzeechent. Mä et muss een awer oppassen, wann een esou eppes seet, dass een net falsch Signaler gëtt, well wann een nämlech déi negativ Punkten net wëllt gesinn, dann huet dat och eppes domat ze dinn, dass een der Realitéit eigentlech net méi wëllt an d'A kucken.

Dann huet dat och mat engem Phänomeen ze dinn, dee leider an der Politik vill ze vill oft iwwerhandgehol huet. Nämlech, dass d'Politik d'Tendenz huet, am Fong hir Aufgab ze gi just fir dës Legislaturperiode, dat heescht vun enger Wahl zu där anerer, an dann déi méi mëttel- a laangfristeg Konsequenzen, déi awer duerch d'Ausden-Aen-Verléiere vun der Realitéit kënnen entstoën, net méi gesi ginn. Wat eiser Meenung no awer net de Fall ass. Ech mengen, mir mussen zrëckkommen dorobber, an et gëtt och vun eis verlaangt, zumools an enger Kris, an esou enger Kris, an där mer eis befannen, dass d'Politik laangfristeg Perspektiven opzeechent, och d'laangfristeg Geforen opzeechent an deementspriedend och de Courage huet, fir kuerzfristeg, och wa Wahle sinn 2014, eng Rei Saachen ze soen, eng Rei Décisiounen ze huelen, fir dass et laangfristeg net schifgeet.

Dat huet, wéi gesot, näischt mat Pessimismus ze dinn oder mat Panikmaachen ze dinn. Et huet eenzeg domat ze dinn, dass een d'Méiglechkeet notzt, fir éischters d'Geforen ze erkennen an duerch adequat Reagéieren op déi Geforen, dass een dofir déi Geforen, déi een erkannt huet, kann ëmgoen.

Fir d'Éischt wëll ech emol dräi Punkten erausräichen, déi mat deene Geforen ze dinn hunn, déi eiser Meenung no och dee beschte Beleg sinn, dass d'Geforen net aus der Welt geschaf sinn, dass mer eigentlech déi Kris och nach net iwwerwonnen hunn.

Dat Éischt ass emol d'Feststellung, dass mer eiser Meenung no näischt aus der Wirtschafts- a Finanzkris - an dat betrëfft elo net nëmme Lëtzebuerg, mä dat ass um

internationale Plang ze gesinn -, net vill oder fir net ze soen näischt geléiert hunn.

D'Haaptursach, ech wëll drun erënneren, an ech fannen et erstaunlech, dass déi Haaptursach, déi nach virun annerhallwem Joer quasi a jiddwerengem sengem Discours hei ëmmer erëmfonnt ginn ass, dass déi net méi de Moment zitéiert ginn ass. D'Haaptursach vun där Kris, dat war, an ech erënneren duerfir nach eng Kéier dorunner, d'Gier, fir ëmmer méi räich ze ginn, a virun allem, räich ze gi relativ schnell an och lassgeléist vun der ekonomescher Realitéit.

D'Finanzmäert, déi international Finanzmäert, den internationale Finanzsektor huet et fäerdeg bruecht gehat, duerch eng extrem Liberaliséierung an deene leschten 30 Joer vun deem Sektor an duerch ëmmer méi sophistiquéiert ontransparent Finanzprodukter där Logik eng Dynamik ze ginn, déi eis an déi dote Situatioun bruecht huet.

Dat, wat in war an deene leschten 20 Joer, dat war net: Wéi geet et de Betriber reell um Terrain? Wéi vill Plus-valuen hu se wierklech geschafen? Wéi vill Aarbechtsplaze si geschafe ginn? Wat bedeit dat fir eis Gesellschaft, fir d'Weiderbrénge vun eiser Gesellschaft? Mä d'Haaptlogik war: Wéi kréien ech Wäertsteigerungsrate vu mindestens 25% pro Joer oder bannent engem Joer, an dat wa méiglech lassgeléist vun der ekonomescher Realitéit vum Terrain, wéi de wierkleche Wäert zum Beispill vun Entreprises ass, mä eigentlech nëmme baséiert op dem Wäert, dee verschidden Entreprises op de Boursen zum Beispill hunn. Dat war d'Mentalitéit vun der Shareholder-Value, déi eis an déi Kris do gefouert huet. A wéi gesot, virun allem d'Lasskoppelung vum Finanzsektor vun der reeller Economie.

Ech rappeléieren dat nach eng Kéier, well éischters an der Tëschenzäit déi dausende vun Aarbechtsplazen, déi zerstéiert gi sinn duerch déi Finanzkris, déi mer haten, zwar nach dovu geschwat gëtt, well mer e Chômage hunn, dee rapid amgaang ass weltwäit ze klammen, mä eigentlech kee méi dat an Zesammenhang bréngt mat der Ursach vun der Kris. An ech mengen, dass et awer wichtig ass, dass mer dat maachen. Well mir mussen Léieren dorauer zéien, fir dass mer net méi an déi nämlech Situatioun an Zukunft kommen.

Et gëtt sécherlech eng Rei minimal Usätz, wou versicht gëtt, d'Finanzmäert besser ze reguléieren, se besser ze kontrolléieren. Mä déi sinn awer ganz minimalistesch. Am grouse Ganzen huet sech an der Logik a virun allem an der Mentalitéit näischt geännert.

Wann Der kuckt, wat geschitt ass op de Boursen zënter der Finanzkris, zënter dem Plongéant, dee gemaach ginn ass op de Boursen Enn 2008, da stelle mer éischters haut fest, dass d'Valeuren op de Boursen quasi schonn erëm iwwer dem Niveau si vun deem, wat se ware virun der Finanzkris. Do kann ee sech d'Fro stellen: Huet dat mat der reeller Economie ze dinn? Jo oder neen? Ech behaupten neen. Déi Valeuren do, do ass amgaangen déi nächst Bulle sech opzebauen.

Virun allem, wat mech am meeschte frapéiert, dat ass, wann ech gesinn, déi Partystëmmung, déi schonn erëm existéiert, déi Bonizahlungen, déi ausbezuel ginn. Déi Partystëmmung ass erëm a genau deem nämlechten Ausmooss, wéi se war virdru. An dat Perverst dobäi ass jo, dass dat stattfënt um Hannergrond vun extrem miserabele Situatiounen fir ganz Bevölkerungsschichten, fir ganz Länner entre-temps, déi wierklech amgaange si richtig ofzesacken.

Wann Der gesitt, wat de Moment der iredscher Bevölkerung bevirsteet mat deem Spuerprogramm, deen elo vu quasi alle Parteien entre-temps an Irland an d'Fenster, also op den Instanzewege geschéckt ginn ass, wann Der gesitt, wat dat fir d'iredscher Bevölkerung wäert bedeiten, fir de Commun des mortels an Irland, a wann Der awer och gesitt an deem Spuerpak an Irland, wéi ongerecht dee verdeelt ass alt



erëm eng Kéier, a wann Der dat da vergläicht mam Hannergrond, deen ech virdu beschriwwen hunn, da soen ech lech, dann ass net nëmmen näischt geléiert ginn aus der Kris, mä wann dat esou weidergeet, da wäerte mer europa- a weltwäit sozial Spannunge kréien an deenen nächste Joren a Jorzéngten, déi wäerte ganz gewaltig ginn. Well et ass evident, datt de Gros vun der Bevëlkerung net wäert stallhalen, datt dat doten esou weidergeet, datt näischt aus där Kris geléiert gëtt.

Doriwwer eraus gëtt et och nach net wéineg Ekonomisten, déi soen, déi eigentlech och déi nämlecht Analys maachen, an et gëtt och ganz vill souguer liberal Ekonomisten, déi dat soen. Et muss een emol net besonnesch kritesch sinn, fir déi Analys ze maachen, datt näischt Richtiges doraus geléiert ginn ass an datt virun allem den Zäitraum vun deene Bullen a vun deenen Abréich vun enger zu där anerer ëmmer méi kuerz wäert ginn a virun allem d'Konsequenzen ëmmer méi desastréis wäerte ginn.

Ech wëll drun erënneren, datt mer 2001 schonn en ähnleche Phenomeen haten, wou eng Bulle geplatzt ass op de Boursen a wou mer eng éischt Chute no ënne gemaach hunn. An och do ass am Ufank en Discours, e ganz kriteschen Discours gefouert ginn. Deen ass nach méi séier vergiess gewiescht gi wéi dës Kéier bei där heite Kris, well d'Konsequenzen deemools an där Phas net esou dramatesch waren.

Mä et ass erëm weidergefuer ginn. A wéi gesot 2008 ass déi nächst geplatzt. D'Konsequenzen erëm méi dramatesch, de Schock erëm méi heftig. A wéi gesot, et gëtt eng ganz Rei Ekonomisten, déi analyséieren dat de Moment a soen, datt déi Ofstänn ëmmer méi kuerz ginn an d'Schockzoustänn ëmmer méi heftig wäerte ginn. A mir fäerten op alle Fall, datt, wéi gesot, well näischt draus geléiert ginn ass, mer amgaange sinn, erëm an déi nächst Falen ze lafen, an d'Konsequenzen dovunner nach méi dramatesch wäerte ginn.

Deen zweete Punkt, deen ee muss an de Raum stellen, wann een d'Analys mécht, ob mer aus der Kris eraus sinn oder net, dat ass deen Opschwung, dee mer de Moment hunn, déi 3% oder eppes iwwer 3% Wuesstum zu Lëtzebuerg, och international an och an der Eurozon: Op wat baséiert deen Opschwung iwwerhaapt?

Baséiert deen zum Beispill - dat wär jo déi wichtegst Fro, déi mer eis an der Europäescher Unioun misste stellen - dorobber, datt de Bannemaart an der Europäescher Unioun erëm massiv géif fonctionnéieren? Datt de Bannemaart géif esou fonctionnéieren, datt och innerhalb vun der EU d'wirtschaftlech Échangen um beschten Niveau wäeren?

Mä wann een awer d'Realitéit kuckt, da stellt ee fest, datt dat net de Fall ass. Den Opschwung gëtt gezunn haaptsächlech an Europa de Moment vun Däitschland. A firwat huet Däitschland deen Opschwung? Net duerch de Bannemaart an Däitschland oder den europäesche Bannemaart, mä well den Export vun Däitschland an der däitscher Industrie haaptsächlech a Richtung vu China, Indien, Brasilien, dat heescht vun deenen Pays-émérgenten, déi amgaange sinn enorm ze wuessen, well deen erëm absolut um Maximum fonctionnéiert an dat ebe mécht, datt de Wuesstum esou ass, wéi en haut ass.

Dat heescht, et huet guer näischt domat ze dinn, datt mer innerhalb vun Europa an enger gesonder Situatioun wäeren, mä et ass reng, mir gi gezunn eigentlech vu Pays-émérgenté wéi China, Indien oder Brasilien. Mir hunn et eigentlech deenen ze verdanken, datt mer dee Wuesstum vun 3% erëm am Moment kennen, zum Beispill zu Lëtzebuerg oder och da liicht ënner 3% oder souguer liicht ënner 2% an der Europäescher Unioun.

Elo muss een natierlech och do kucken, et kann ee sech d'Fro stellen, jo, an einfach dovunner ausgoen, datt déi dee Wahnsinns wuesstum vun 9, 10, 11% a China,

iwwer 11% a China, da kann ee soen, ma dee geet einfach esou weider, do gëtt et keng Problemer, dat ass elo e Fait, a mir wäerten eis nach laang Joren elo kënnen einfach esou dorunner och an Europa beräicheren, andeem mer eis do drunhänken.

Och dat ass awer äusserst a Fro ze stellen. Well et gëtt immens Geforepunkten. Zum Beispill a China gëtt et net wéineg Analysten, déi de Moment Suergen hunn iwwer d'Entwécklung a China an zum Beispill och do fäerten, datt a China eng Immobiliëblos ka plazen, déi déi ganz chinesesch Economie kann zolidd un d'Stottere bréngen, wat dann natierlech erëm eng Kéier direkt Konsequenzen hätt. Dat heescht, mir stinn, och wat den internationale Kontext an där Hisiicht ass, op ganz wackelege Féiss.

Deen drëtten Punkt, dat ass d'Energieproblematik. Mir liewen an enger Gesellschaft a mir hunn eng Economie, déi, wat d'Energieproblematik ubelaangt, zu 80% ofhängeg ass vun de fossilen Energieträger haut. Energie ass dat Wichtigst oder mat dat Wichtigst haut ginn am Fonctionnement vun eiser Gesellschaft a vun eiser Economie. Deen, deen d'Energie besetzt, dee ka villen décidéieren. Et ass och deen, deen d'Energie besetzt, déi benotzt gëtt an eiser Gesellschaft, dee sech ka beräicheren. Mä virun allem, wéi gesot, déi grouss Ofhängegkeet vun de fossilen Energieträger, déi huet grouss Risike fir de Fonctionnement vun eiser Economie.

Rezenterweis sinn zwou Studië virgestallt ginn, déi eng vun der Internationaler Energieagentur, an dat anert ass eng Geheimstudie, déi ass erauskomm e bëssen och ongewollt, dat ass eng Studie, déi déi däitsch Bundesregierung bei der Bundeswehr an Opdrag ginn huet, fir analyséieren ze loossen, wat d'Risiko wäeren duerch d'Energieverknappung, haaptsächlech natierlech d'Verknappung vun de fossilen Energieträger, fir d'Gesellschaft a fir d'Economie.

Bei där éischter vun der Internationaler Energieagentur, déi jo net onbedéngt bekannt sinn, datt se besonnesch kritesch si par rapport zu den Uelechkonzerner, well se och zu ganz groussen Deeler éischer oft als Lobby geschafft hu vun deenen, obscho se jo missten eng onofhängeg Roll spillen, mä ëmmerhi stelle se fest, datt dee sougenannten „peak oil“, dat heescht de Moment, wou mer op der maximaler Fördercapacitéit vum Pétrol zum Beispill waren, datt deen 2006 wahrscheinlech stattfonnt huet, an datt innerhalb vun deenen nächsten zéng Joer 30% vun der aktueller Uelechproduktioun, also vun den aktuellen Uelechfelder, déi de Moment also ausge-notzt ginn, datt déi an deenen nächsten zéng Joer erschöpft wäerte sinn. Dat heescht, datt d'Probabilitéit, datt mer vun haut un déi maximal Fördercapacitéit vun 2006 net méi kënnen errechen, datt déi ganz grouss ass. Dat heescht am Kloertext, datt mer ëmmer manner capabel sinn, aus dem Buedem erauszeförderen.

A wa mer dann op där anerer Säit natierlech héije Wuesstum hu respektiv den Energieverbrauch an haaptsächlech dee vun de fossilen Energieträger ëmmer méi massiv an ëmmer méi séier klëmmt, virun allem och eben dann erëm eng Kéier an deem heite Fall a China, Indien oder Brasilien, da brauch ech lech net auszerechnen, zu wat dat féiert: Dat féiert derzou, datt de Präis vun dem Rohstoff extrem deier gëtt. A wann Der wësst, datt 80% vun eiser Economie ofhängeg ass vun deem Rohstoff, da wësse mer, datt dat enorm dramatesch Konsequenzen huet fir eis Economie.

Dat heescht, mir sinn an enger Situatioun, wou mer riskéieren, datt d'Inflatioun, jee nodeem wéi de Wuesstum sech entwéckelt, ganz schnell wäert ugeheizt ginn duerch steigend Energiepräisser. Mir sinn eigentlech do an enger immenser Fal entre-temps ukomm, well op där enger Säit hätte mer gär Wuesstum, a mir wëssen, datt de Wuesstum wichteg ass fir eis Economie a fir eise Sozialstat. An op där anerer Säit wësse mer awer, wa mer Wuesstum kréien, da gëtt dee Rohstoff, dee gréisstendeels mat responsabel ass, fir datt mer de Wuesstum kënnen iwwerhaapt schafen, ëmmer méi deier duerch de Fait, datt d'Produktiounsanlagen op Volltoure lafen an ëmmer méi drastesch op Volltoure lafen.

Wann Der kuckt, wat de Stated geschriwwen huet gëschter an enger Note, an engem Avis zu der Inflatioun fir dëst Joer, da stellt Der fest effektiv, datt d'Inflatioun, déi mer dëst Joer haten zu Lëtzebuerg, datt et een Deel hausgemaachten Inflatioun gëtt, mä e gudden Deel, e ganz groussen Deel net hausgemaach ass an ausschliesslech eben ofhängt vun de Pétrolspräisser.

Ech hat an der Finanzkommissioun, wéi mer mam Stated d'Geleehheit haten ze schwätzen, en vue vun deem Accord, dee getraff ginn ass mat engem vun de Sozialpartner, wat den Index ubelaangt, gefrot, vu datt jo elo decidéiert ginn ass, datt déi nächsten Indexbranche fréistens den 1. Oktober 2011 soll erfalen: „Wou misst dann Är Meenung no de Pétrolspräis, vu datt dee jo esou eng grouss Roll spillt, obscho jo déi meescht Leit dat net wëlle wouerhuelen, wou misst deen da landen, fir datt mat Sécherheet virum 1. Oktober am Normalfall d'Indexbranche géif erfalen?“ Do hunn ech als Äntwert kritt - an dat war elo virun dräi Wochen, do stoung de Pétrolspräis bei 82 Dollar de Barrel -, ongeféier bei 90 Dollar de Barrel misst en ukommen, dann ass et zimlech sécher, datt am Normalfall d'Indexbranche scho virum 1. Oktober erfält. Dat heescht, natierlech 90 Dollar de Barrel net elo een Dag, mä eng gewëssen Zäit, dräi, véier Méint, zwee Méint, also datt eng gewësse Stabilitéit op deem Präis géif kommen.

Abee, de leschte Freideg hunn ech d'Zeitungen opgeschloen, d'Wirtschaftssäiten, an et huet sech jo schonn déi Woch virdu bemierkbar gemaach, datt de Pétrolspräis amgaange wär ze klammen.

A wat stoung an de Wirtschaftssäiten an den Zeitungen? «Le baril de Brent de la Mer du Nord s'échange à 91,22 dollars.» Dat heescht, mir waren de leschte Freideg bei 91,22 Dollar. Mir waren entre-temps gëschter schonn eng Kéier bei iwwer 92 ukomm. Et ass elo liicht zrëckgaang op 90,92.

Mä virun allem, wann Der liest, wat gesot gëtt, dat ass, datt déi magesch Barre vu 90 Dollar iwwerschratt ass an datt d'Analysten dovun ausginn, dat déi soubal net méi wäert ënnerschratt ginn, virausgesat natierlech, datt - wirtschaftlech gesinn - d'Situatioun sech esou entwéckelt, wéi se de Moment prognostizéiert gëtt, ëmmer dat virausgeschéckt. Dat heescht, mir sinn elo schonn an deem Zeenario vun iwwer 90 Dollar de Barrel. Dat heescht och ganz kloer, datt, wann deen Accord net getraff gi wär mat de Sozialpartner, d'Indexbranche mat ganz, ganz grousser Wahrscheinlechkeet virum 1. Oktober 2011 erfäll wär.

Elo stellt sech natierlech d'Fro - dat ass de Moment nach e bësse méi schwierig, fir d'nächst Joer virauszugesinn -, wat passéiert, wann dee Präis weider klëmmt, a wann en zum Beispill nach eng Kéier esou e Saz mécht, wéi deen, deen e gemaach huet an deene leschten - an ech wëll dat nach eng Kéier hei ënnersträichen -, an deene leschten dräi Wochen? Et ass jo net eng Saach méi vu Méint beim Pétrolspräis vun de Schwankungen, mä an dräi Wochen ass en em esou vill, ass en em iwwer 10% an d'Luucht gaangen! Wann dat elo an der éischer Halschent vum nächste Joer sech géif confirméieren, de Präis géif nach eng Kéier esou sprangen, mä dann ass et zimlech kloer, da réckelt net nëmmen déi Indexbranche vum 1. Oktober ëmmer méi wäit no vir, da fält déi à la limite vläicht schonn am Abrëll oder am Mee. An dann op emol si mer am Zeenario, datt e Risiko besteet, datt mer am Normalfall vläicht souguer schonn eng zweet Indexbranche missten ausbezuelen am Joer 2011, wéi gesot, jee nodeems wéi dat sech entwéckelt. Da si mer am Zeenario, wou an dem Accord dann drasteet, datt dann erëm eng Kéier misst frësch verhandelt ginn.

Firwat soen ech dat hei nach eng Kéier alles? Mä einfach, fir drop hinzeweisen, datt mer an enger ganz fataler Logik hei sinn, an et geet och hei net drëms, wa mir dat hei ënnersträichen an eis eng kloer Meenung dozou gemaach hunn, wat mer och dozou proposéieren, fir opzeweisen, wien hei ëmfällt an net ëmfällt, mä et geet eis hei drëm, drop hinzeweisen, datt mer an enger ganz dramatescher Dynamik hei dra

sinn, datt hei onheemlech vill Aarbechtsplazen domadder verbonne sinn, mat där dote Problematik, datt ganz vill sozial Problemer natierlech och domadder verbonne sinn an datt et héich Zäit gëtt, datt mer hei handelen, datt mer hei wierklech engersäits um Indexmechanismus eppes mussen änneren an anerersäits awer och mussen higoen, Contrepartie maachen, nämlech den Ausstieg aus de fossilen Energieträger. Dat heescht, de Leit Méiglechkeeten zur Verfügung ze stellen, datt se sech kënnen wieren duerch hiert Verhale par rapport zu deem, wat do amgaang ass ze passéieren.

Duerfir ass eis Propos och kloer. Mir sinn der Meenung zu där Indexproblematik, an ech widderhuele se hei nach eng Kéier an zwee Sätz, datt een engersäits hei misst d'Pétrolspräisser aus dem Wuerekuurf eraushuelen. Dat wier dann, entweder ganz oder zumindest deelweis neutraliséieren - dat misst een emol nach kucken. Et kann ee jo kucken, et gëtt jo verschidde Méiglechkeeten, wéi een dat kéint ugoen.

Awer parallell dozou misst d'Regierung alles maachen, fir d'Energieeffizienz hei am Land ze förderen, fir de Leit d'Méiglechkeet ze ginn, iwwer all méiglech Mechanismen, fir kënnen sech ze wiere géint déi héich Pétrolspräisser, andeem se op aner Verhalensweisen, op méi energieeffizient Haiser kënnen zrëckgräifen, fir manner Hëtzes mussen ze bezuelen an esou weider, den öffentlichen Transport förderen an esou weider an esou fort. Dat heescht, eng ganz Panoplie vu Mesurë missten absolut Prioritéit kréien, och bei den öffentlichen Investitiounsangabe vun deser Regierung, fir datt d'Leit Alternativen och an der Gesellschaft reell hunn.

Mir kënnen nach eng Zäit laanscht déi Problematik diskutéieren, mä ech soen lech, si wäert eis treffen, well d'Realitéit ass evident. Mir wäerten dann och gesinn, wat mer méi laang waarden, wat et méi schwierig gëtt, fir Léisunge fir deen dote Problem ze sichen.

Véierte Punkt, deen derzou gehéiert, eiser Meenung no, datt mer mengen, datt d'Kris net eriwuer ass: Dat ass déi ganz Klimaproblematik. De Moment ass jo zu Cancún eng Verhandlung amgaangen. Do brauch ee sech net ganz vill ze erwaarden, wat dobäi erauskënnt, mä dat wëllt jo awer net heeschen, datt de Problem net méi do ass. De Problem ass leider, eiser Meenung no, vill ze vill an den Hannergrond geréckelt, a virun allem gëtt och hei vergiess, datt niewent der dramatescher Konsequenz, déi dat Ganz kann hu fir d'Mënscheit, sech hei och eng knallhaart finanz- a wirtschaftspolitesch Fro hannendru verstoppt.

Ech wëll lech nach eng Kéier dorunner erënneren: Den Oliver (veuillez lire: Nicholas) Stern, den engleschen Economist, huet e Rapport gemaach fir d'englesch Regierung virun enger Rei Joren, deen en elo aktualiséiert huet, kierzlech, iwwert de Käschtepunkt fir d'Gesellschaft, fir d'Economie vum Näischtmaachen an deem doten Dossier. An duerfir ass dat och ee vun de Voleten, déi ganz kloer fir eis zu der Kris gehéieren, an deen alles anescht ass wéi positiv geléist. Woubäi mer - an dat ass jo, wat dramatesch ass - sougott déi technesch wéi déi materiell Méiglechkeeten hätten, fir haut positiv kënnen un déi Fro erunzegoen, an derbäi och nach kéinten, wirtschaftlech gesinn, immens bénéficiaire Saache maachen.

Ech bedauern och duerfir am Numm vu menger Fraktioun erëm, datt, wann ech de Budget 2011 kucken, 142 Milliounen am Kyoto-Fong drastiechen, mä datt 70% vun deenen 142 Milliounen ausschliesslech derfir geduecht sinn, fir eis fräizekafen eigentlech. Dat heescht, dat si Suen, déi gi mer an d'Ausland. Mir sinn der Meenung, datt, wa mer den Undeel vun deem, wat mer heiheem maachen, géife vergrësseren, dat och ganz nützlich wär fir Aarbechtsplazbeschaffung hei zu Lëtzebuerg, fir datt d'Plus-Value un deene Suen och hei am Land wär. Hei gi mer mam Scheckheft Suen an d'Ausland, an dat ass sécherlech net de Wee, dee mir géife goen.

Duerfir, generell gesinn, si mir der Iwwerzeugung, datt et kee Grund gëtt, fir sécherlech a Panik ze verfallen, awer och kee Grund gëtt, fir an Euphorie ze verfallen, an datt eigentlech dat Damokles-



schwert, dat iwwer eise Finanzen hänkt, nach ëmmer driwwer hänkt, och wann d'Situatioun sech de Moment kuerzfristeg gesi liicht opgehellt huet, mä och dorop, wat een dorauer ka maachen, wäert ech nach zrëckkommen.

Ech kommen nach fir d'Éischt op d'Recetten ze schwätzen, an haaptsächlech, dat heescht da logescherweis zu de Steieren. Ech hu scho gesot, nach d'lescht Woch hei, mir sinn der Meenung gewiescht, datt een hätt sollen an dëser Legislaturperiod eng generell Steierreform aleeeden, an dat aus villfältege Grënn.

Ech wëll haaptsächlech op eppes agoen, wat gëschter de Finanzminister hei gesot huet, wéi en iwwert d'Steierpolitik geschwat huet. En huet gesot, dräi Prämissen wiere wichteg, wann een dann déi Recommendation, déi de Budgetsrapporteur och a sengem Rapport geschriwwen huet, wëllt ugoen an elo a Richtung wëllt goen, fir eise Steiersystem ze hannerkucken respektiv eng Reform eventuell ze maachen. Dat Éischt, sot en, dat wär d'sozial Gerechtegkeet; dat Zweet, dat wär d'Leeschung an eiser Gesellschaft; an dat Drëtt, dat wär den internationale Kontext.

Ech wëll fir d'Éischt zu der sozialer Gerechtegkeet eppes soen, an ech mengen, do gëtt et och am meeschten derzou ze soen, wa mer iwwer Steiere schwätzen. Ech wëll haaptsächlech daitlech maachen en enger ganzer Rei Punkten, datt sozial Gerechtegkeet an eise Steiersystem, och wa mer zu Lëtzebuerg sécherlech méi niddreg Steieren hunn, generell, dat heescht och fir Leit, déi manner gutt dru sinn, wéi vläicht a villen anere Länner, mä datt sozial Gerechtegkeet, eiser Meenung no, an eise Steiersystem net méi ginn ass, well et einfach vill ze vill Diskrepanz gëtt tëschent deene verschidde Leit oder Gesellschaften, déi hei zu Lëtzebuerg musse Steiere bezuelen.

Dat Éischt, wat mer musse feststellen emol, an dat huet de Budgetsrapporteur a sengem Rapport jo och zu Recht geschriwwen, dat ass, datt et iwwerall an Europa an deene leschten 20 Joer eng ganz staark Verlagerung ginn ass vun der Besteuerung, ewech vu Kapital Aarbecht hin zu den indirekte Steieren. Dat heescht, ewech am Fong vun der Progressivitéit, déi jo derfir do ass, fir fir Steiergerechtegkeet ze suergen, zu der Netprogressivitéit. Dat ass emol schonn eng éischt Feststellung, déi ee muss maachen, déi sécherlech vun engem soziale Standpunkt hier net déi optimalst ass.

Dat Zweet ass, mir hunn och, zum Beispill, Steieren op d'Verméigen hei zu Lëtzebuerg ganz ofgeschaaft. Och doriwwer kann ee sécherlech diskutieren am Sënn vu Gerechtegkeet, ob dat richtig ass.

An dat Drëtt - den Här Bodry huet dat och beschriwwen a sengem Rapport -, dat ass, datt zum Beispill d'Besteuerung vu Grond a Buedem zu Lëtzebuerg, e schreift a sengem Rapport «est jugé dérisoirement bas». Dat heescht, datt dee ganz, ganz niddreg ass am internationale Verglach souwisou, mä och am Verhältnis gekuckt dann zur Besteuerung virun allem vun anere Saachen.

An dee véierte Punkt ass, an dat ass fir mech dee frappteste vun der Entwécklung vun deene leschten 20 Joer, dat ass, datt de Ratio vum Steierakomes tëschent der Steuer, déi erhuewe gëtt op de Ménagen oder de physische Persounen par rapport zu de Steieren, déi bei de Betriber erhuewe ginn, datt dee sech kontinuëtlech verschlechtert huet, zu Ongonschte vun de private Persounen, also de physische Persounen an de Ménagen.

Den Här Bodry huet en Tableau a sengem Rapport publizéiert, wou en den Zäitraum vun 2000 bis 2009 ervirsträicht, an do gesäit ee gutt, datt zum Beispill d'Besteuerung vun der Kollektivitéit do ëm 36% eropgaang ass, dee vun de Ménagen ëm 64%. Dat heescht, et ass schonn e gewaltigen „gap“ entstanen tëschent de Steieren, déi agedriwwen ginn an eiser Gesellschaft engersäits op d'Ménagë respektiv d'physisch Persounen an op d'Kapitalgesellschaften virun allem op där anerer Säit.

Wann den Här Lux virdu gesot huet, gemengt huet missen eng Réplique ze ginn op dat, wat ech d'lescht Woch hei gesot hunn, andeem en hei wollt ënnersträichen,

datt dee Steierpak esou gerecht wär, deen hei gestëmmt gi wär, da wëll ech éischters datt nach eng Kéier rappeléieren, wat den Här Hoffmann hei en enger Zwëschefro gesot huet, wou ech him honnertprozenteg Recht ginn, datt et engersäits souguer bei de physische Persounen, bei de Ménagen net sozial gerecht ass.

Mä virun allem, wat mech am meeschten oder wat eis am meeschte gestéiert huet, dat ass, wann ech d'Vehältnis kucke bei deene Steiererhéijungen, déi mer d'lescht Woch oder déi d'Majoritéit d'lescht Woch hei decidéiert huet, engersäits vun de physische Persounen an de Ménagen, par rapport zu deem, wat eragedriwwen gëtt zu de Betriber. 168 Milliounen kommen eran iwwert d'physisch Persounen an d'Ménagen a ganzer zwielef Milliounen komme vun den Entrepreneuren. Dat heescht eigentlech, d'Vehältnis, dat sech ganz staark zu Ongonschte vu physische Persounen a Ménagen déi lescht 20 Joer entwéckelt huet, dat gëtt duerch dat, wat d'lescht Woch decidéiert ginn ass, nach verschlechtert.

Fënnefte Punkt ass d'Konkurrenz mam Ausland. Ech brauch dorobber net méi anzegoen. Ech mengen, et si schonn e puer Virriedner, déi hu menger Meenung no zu Recht hei ënnerstrach, datt mer, wat d'Konkurrenz... Selbstverständlech gëllt et ëmmer opzepasst, éischters soll de Stat jo och souwisou net ze vill Steieren anzéien, net méi wéi en der brauch, an zweites muss natierlech den internationale Kontext gekuckt ginn.

Mä ech mengen, déi Zuelen, déi haaptsächlech vum Här Lux hei virdrun zitéiert gi sinn, déi sinn awer richtig, déi Zuelen. An déi bestätegen eigentlech, datt mer am internationale Kontext largement konkurrenzfäeg sinn an datt d'Steieren eigentlech zu Lëtzebuerg wäit, wäit ënner deem leien, haaptsächlech d'Betriebssteieren, wat se am Ausland sinn. An duerfir soll een och net hei eppes un d'Wand molen, wat net ass.

Et ass wichteg, datt mer virun Ae behalen, datt, wa mer weider esou fueren an dat... Mir sinn zu Lëtzebuerg jo do net..., d'Bevölkerung hei reagiert jo net aneschtens par rapport zu der Entwécklung vun de Steiere wéi soss iergendwou am Ausland. Wa mer weiderfueren, deen Déséquilibre, dee besteet hei, ze verschäerfen, da wäerte mer eng Kéier gréisser sozial Problemer kréien.

Wat d'Leeschung ubelaangt, kann ee vill doriwwer diskutieren. Ech hunn e Problem domadder, wann ëmmer vun de Leeschungsträger einfach esou geschwat gëtt. Ech hätt gär léiwer, et géif een dat definéieren, wann een dat seet, wat d'Leeschungsträger da sinn. Wat mengt een domadder? Mengt een domadder nëmme Leit, déi - loosse mer soen - am ieweschte Management vun Entreprisë setzen, oder zielt de portugiseschen Aarbechter, wéi den Här Hoffmann virdu gesot huet, am Gruef net dozou? Wat versteet een ënner Leeschungsträger?

Selbstverständlech kënnt et drop un, opzepasst, datt een net esou staark besteiert, datt een d'Leit, egal wien et dann ass, ob et de portugiseschen Aarbechter am Gruef ass oder de Manager uewen ass, decouragéiert, fir méi Leeschung ze bréngen oder fir iwwerhaapt ze schaffen oder méi ze schaffen. Natierlech muss een dorobber oppassen am Steiersystem. Mä einfach esou emol ze soen, d'Leeschung oder d'Leeschungsträger musse mat, déi Fro muss berücksichtegt ginn, wann een iwwert d'Steieren diskutiert, ouni awer dann ze soen, wat een domadder mengt, dat halen ech fir ganz problematesch a geféierlech.

An dann dee leschte Punkt, deen ech wëll uschneiden, ass natierlech, datt d'ökologesch Dimension nach ëmmer komplett fehlt an eise Steiersystem. An et gëtt vill Ursachen. Eng hunn ech virdu beschriwwen, firwat ee misst schleunigst derfir suergen, déi ökologesch Komponent dranzeréien. Mä et gëtt awer och eng sozial Ursach. Et gëtt einfach nach ëmmer net erkannt, datt mer op ganz villen Niveauen och iwwert déi ökologesch Komponent herno sozial Ausgläicher kéinte schafen, wann ee sech emol d'Méi géif ginn, sech seriö domadder ausenanerzesetzen.

Dozou gehéiert natierlech och déi ganz Diskussioun iwwert - bon, den Här Bodry schreift a sengem Rapport vun der Vereinfachung vum Steiersystem. Ech géif net soen d'Veinfachung vum Steiersystem, mä wat mer misste maachen, mir missten déi ganz Abattementer, déi et an eise Steiersystem gëtt, haaptsächlech déi fir d'Betriber, déi missten eng Kéier duerchforst ginn, an da misst gekuckt ginn, wat fir eng haut nach Sënn maachen a kee Sënn méi maachen. Vläch misst een och neier aféieren. Ech mengen, dat steet éischer un. Vereinfachung vum Steiersystem, dat ass ëmmer einfach gesot a liicht gesot.

Wann ee wëllt déi dräi Zilsetzungen, déi e Steiersystem soll hunn, déi jo och vu Verschiddenen an och am Rapport beschriwwen sinn, wann een déi wëllt anhalen, dann ass eng Vereinfachung vum Steiersystem, wéi se elo an Däitschland vun engem gewëssenen Här virun e puer Joer proposéiert ginn ass, datt een herno d'Steiererklärung um Béierdeckel kéint maachen, ech mengen net, datt dat ka funktionéieren, wann een déi dräi Zilsetzungen, déi d'Steieren awer nun eemol hunn, wëllt a Betruecht zéien.

Bei den Dépensen, do kann een natierlech elo vill driwwer diskutieren, ob 19% Verscheldung respektiv 1,4 Milliarde Verscheldung, ob dat vill ass oder net vill ass. Et ass sécherlech net vill, wann een et vergläicht mat deenen Tabellen, déi mer an deene leschten zwou Wochen an den Zeitunge konnte liesen, wat verschidden aner Länner betrëfft. Mä ech mengen awer, datt et vill ass, virun allem, wann ee gesäit, wéi séier datt d'Schold zu Lëtzebuerg haaptsächlech an deene leschten zwéi Joer an d'Luucht gaangen ass.

Ech wëll nach eng Kéier drun erënneren, vu wou mer hierkomm sinn. Mir si vun engem Taux hierkomm vun ënner 7% nach virun der Kris, a mir landen no der Kris bei 19% respektiv bei 1,4 Milliarde Verscheldung. Dat heescht, mir kënnen net soen, mir hätt keng Verscheldung. Virun allem riskéiert awer och fir e klenge Land wéi Lëtzebuerg eng héich Verscheldung vill méi séier zu engem grouse Problem ze ginn, wéi fir e groust Land wéi Däitschland oder Frankräich, déi mat enger méi héijer Verscheldung och méi laangfristeg sécherlech kënnen besser oder kënnen éischer lieue wéi e klenge Land wéi Lëtzebuerg. An d'Beispill effektiv vun Irland beleet ganz séier, wéi schlëmm et ka goe fir e klenge Land wéi Lëtzebuerg. Irland ass do e ganz gudd Verglach, wa mer eis net mat deene Froen ausenaner setzen.

Elo gëtt et fir den Ofbau vun de Scholden nëmme dräi Méiglechkeeten. Et kann een higoen an den Ofbau integral iwwer Steiererhéijunge maachen, andeem een einfach méi Suen erantzitt.

Et kann een den Ofbau vun de Scholden esou maachen, andeem ee bei den öffentlechen Investitionsausgabe kierzee geet fir déi nächst Joren. Dat heescht, erofschrauwe geet.

Oder et kann een och decidéieren, datt ee sech seet: „Voilà, d'Konjunktur zitt elo erëm an an d'nächst Joer hu mer 3% Wuesstum. Dëst Joer hate mer schonn eppes iwwer 3% Wuesstum. Tipptopp, d'Scholde baue sech also vum selwen of, well duerch dee Wuesstum kréie mer jo elo an deenen nächste Jore Méieinnahmen, an da kënnen mer déi Méieinnahmen nutzen, fir d'Scholden ze tilgen.“

Déi drëtt Variant, dat ass déi, déi mir op alle Fall absolut oflehnen. Mir mengen net, datt et soll ustoen, fir d'Suen, déi mer elo d'nächst Joer erwirtschaften, datt déi Sue solle genotzt ginn, fir d'Scholden vu gëschter ze bezuelen.

Éischters ass ze soen, datt et net sécher ass, datt mer eis op deen Zeenario kënnen verlossen. Mä virun allem menge mir, datt mer mussen och do zu Lëtzebuerg eng Léier draus zéien, wat mer mat eise Suen an deene leschten 20 Joer gemaach hunn. Mir hunn an den 90er Jore scho gesot: „Mir hunn eng Finanzplaz, dat ass e Glécksfall, esou wéi se de Moment funktionéiert. Déi Suen, déi se eis eraspullt an d'Statskeess, déi Plus-valuen, déi se eis bréngt, kommt, mir huelen dach en Deel vun deene Suen a mir verdeelen déi net a

mir bauen en Zukunftsfong op a mir leeën déi Suen dodran. An déi Suen däerfen nëmme genotzt ginn, fir Lëtzebuerg ekonomesch ze diversifizéieren, fir ze investéieren an öffentlech Strukturen an esou weider. Dat heescht, fir d'Zukunft vum Land opzebauen.“

Mir haten och eng Kéier eng Motioun hei an der Chamber erabruucht, déi ass ofgelehnt ginn an den 90er Joren. A leider hu mer de Feeler gemaach, datt mer eigentlech vill ze vill Suen eiser Meenung no vun deenen héije Plus-valuen, déi mer an där Zäit do haten, datt mer déi genotzt hu reng, fir an de Konsum ze ginn, an net, wéi gesot, fir d'Zukunft vum Land opzebauen.

Mä ech mengen, mir mussen awer elo dann e Bilan endlech dovunner zéien, a wa mer erëm d'nächst Joer dann 3% Wuesstum hunn, net erëm an déi nämlech Feeler verfallen. An donc ass eis Meenung, datt déi Plus-valuen, déi sech baséieren op d'Joer 2011, well, wat et jo ëmmer esou schwierig mécht ze diskutieren, dat ass, well mer, wann d'Recettë vum Stat gekuckt ginn, eng Mëschung hunn am lafende Joer vu Recetten, déi op d'lafende Joer baséieren, a Suen, déi nach vun der Vergaangenheet sinn, vu Solde vun der Vergaangenheet. Dat heescht, wa mer elo reng kucken, dat, wat ze erwaarden ass, wat mer vu Plus-valuen erakréien duerch de Wuesstum vun 3% d'nächst Joer, menge mir, dass déi Sue misste genotzt gi virun allem fir öffentlech Investitionsausgaben, fir d'Land op d'Zukunft virzubereeden, an net fir d'Scholden vu gëschter ze tilgen.

Do gëtt et och Méiglechkeeten dann, wann een de Courage huet, fir dat esou ze diskutieren, de Leit dat och esou verständlech ze maachen, an dann d'Scholden aus eegener Kraaft - déi vu gëschter - ofzebauen.

Dat Éischt ass, de Stat bei sech selwer, d'Frais de fonctionnement vum Stat. De Budgetsrapporteur huet elo relativ vill geschriwwen a sengem Rapport iwwert den „zero-based budgeting“. Wat näischt aneschtens ass wéi dat, wat mir nach virun engem Joer gesot hunn, datt een e Screening misst maache vu sämtleche Statsausgaben.

Ech wëll net behaapte selbstverständlech, datt mer eleng doriwwer d'Schold kéinten ofbauen, mä ganz sécher ass do vill méi dra wéi dat, wat mer bis elo gemaach hunn. An et kriit een och am Fong och dat nëmme erausgefiltert, wann een deen dote Wee geet, fir dat ze maachen.

Et ass beim Stat oder bei enger Gemeng oder wou och ëmmer net aneschtens, wéi bei den Haushalter oder bei deem Einzelnen: Wann ee ganz vill Suen huet, da leescht ee sech eng ganz Rei Saachen, déi gewëssermoossen och e Luxus sinn, déi net onbedéngt noutwendeg si fir de Fonctionnement vum Stat an och net onbedéngt noutwendeg sinn, fir déi Déngschtleeschungen zum Beispill haut nach kënnen weider unzebiden, déi de Stat ubitt. Mä et leescht ee sech e bësse Luxus, an do gëtt et sécherlech vill Spillraum, wou kënnen Aspurnesser gemaach ginn.

Déi fënnt een awer eréischt eraus, wann een déi Analys am Detail mécht. Dozou gehéiert natierlech och d'Fro iwwert d'Roll vum Stat. A mir mussen an dësem Parlament emol eng Kéier eng Debatt féieren iwwert de Rôle vum Stat. Wat soll de Stat maachen iwwerhaapt? Wat kann e maachen? Wat soll e selwer maachen oder wat soll e maache loossen? Alles dat si Froen, déi dozou gehéieren an déi och natierlech mam Käschtepunkt vum Fonctionnement vum Stat ze dinn hunn.

En zweete Punkt, wou an deenen nächste Joren... - ech hu gesot, mir mussen aus eegener Kraaft déi Scholden vun der Vergaangenheet ofbauen -, an deen zweete Punkt, wou do sécherlech Aspurnepotenzial méiglech ass, oder loosse mer et anescht ausdrécken: wou et méiglech ass, derfir ze suergen, datt mer net erëm schonn déi Suen, déi mer kréien, erëm nei ausginn, dat ass d'Fonction publique selwer. Ech



soe ganz däitlech: Meng Fraktioun ass der Meenung, mir hunn a mir brauchen eng gutt Fonctioun publique, mir brauchen och eng, déi gutt bezuelt ass. A si ass och de Moment gutt bezuelt. Mir brauchen nëmmen d'Vergläicher ze maache mat eisen direkten Nopeschlänner. Mir brauchen och net wäit sichen ze goen. Dat soll esou sinn an et soll esou bleiwen.

Mä ech mengen awer, fir déi nächst Joren - well déi Situatioun esou gutt ass - misst et méiglech sinn, mat der Fonctioun publique ze diskutéieren, datt mer eng Lounpolitik maachen an deenen nächsten dräi, véier Joer an der Fonctioun publique, déi eis erlaabt, wéi gesot, aus eegener Kraaft d'Schold ofzebauen. Dat heescht, déi ganz, ganz moderat ass, déi sech éischter op qualitativ Elementer opbaut, wéi zum Beispill d'Weiterbildung an der Fonctioun publique an esou weider an esou fort, an net op prozentual Lounerhéijungen.

Dozou gehéiert och déi Diskussioun, déi jo elo lassgëlëst ginn ass duerch den Audit, dee gemaach ginn ass, dee virgestallt ginn ass viru kuerzem, wou elo e Blocage besteet. Ech wëll mech haut net am Detail doriwwer ausloossen, well ech éischters deen Audit nach net ze liese kritt hunn, mä zweetens och, well ech mengen, well mer déi Diskussioun am Detail kréien. Ech wëll awer just nach eppes rappéléieren, wat d'Meenung vun eiser Fraktioun ass - grondsätzlech - an där doter Fro.

Mir si grondsätzlech der Meenung, datt de Statut vun der Fonctioun publique sécherlech e wichtegt Element ass, fir de Beamten ze schützen viru politescher Willkür. Mä de Statut därerf net dofir do sinn, datt d'Fonctioun publique sech selwer blockéiert, en därerf net dofir do sinn, datt bei der Fonctioun publique Leit kënnen schaffen, déi de Statut ausnotzen, well se eng Garantie d'emploi hunn iwwer hiert ganz Liewe laang eraus, an eben net wëllen d'Fonctioun publique esou fonctionnéiere-loossen, wéi se eiser Meenung no misst fonctionnéieren: nämlech en Déngschtleeschter fir d'Gesellschaft.

Dofir menge mer, datt et berechtigt ass, datt een iwwert déi Froe schwätzt. Eis Meenung ass och do ganz kloer, déi kennt Der och schrëftlech noliesen, déi hu mer am Juni d'lescht Joer ofgestëmmt. Mir si bereet, iwwert dee Wee ze diskutéieren a mir fannen dat eng ganz wichteg Diskussioun am Kontext och vun der Weiderentwécklung vun dësem Land.

Ech kommen dann zu engem anere Punkt, deen och vum Rapporteur an och vum Finanzminister gëschter ugeschwat ginn ass, dee mat dem Spueren ze dinn huet, an dat ass dat sougenannte Schlagwuert vun der Finanzierbarkeit vun der Sozialpolitik.

Éischters emol muss ech do feststellen, datt et eng ganz Rei Saache gëtt, wou dës Majoritéit seet, mir missten doriwwer diskutéieren, déi vun hinne selwer agefouert gi sinn. Et ass jo net esou, datt mer an deene leschten... - wann ech emol zréckrechnen, déi heite Koalitioun, déi war tëschent 1984 an 1999 15 Joer en continu um Pouvoir, an elo nach eng Kéier vun 2004 un, wann alles normal geet, nach eng Kéier zéng Joer: Dat heescht, 25 Joer war déi Koalitioun hei um Pouvoir. An de Gros vun de Sozialleschtungen, déi mer haut hunn, sinn effektiv vun där Koalitioun hei geschaf ginn. Donc, wat ech emol vermessen, dat ass eng selbstkritesch Approche vun der eegener Koalitioun par rapport zu enger Rei Mesuren.

Ech huelen nëmmen eng als Beispill eraus. Dat ass déi, déi mer d'lescht Woch dann ofgeschwächt hunn, nämlech de Forfait d'éducation. De Forfait d'éducation ass agefouert ginn - ech wëll emol net méi iwwert de Grondprinzip diskutéieren, ob et iwwerhaupt richteg war, deen anzeféieren, dat hu mer jo d'lescht Woch gemaach -, mä wann ech kucken, wéi en agefouert ginn ass. Do ass sech emol keng Sekonn d'Fro gestallt gi vun der sozialer Selektivitéit. Well dee Forfait d'éducation ass jo ausbezuelt ginn u jiddwereen, deen am Fall ass, fir en ze kréien, onofhängeg vu senger eegener Verméigenssituatioun. Do

ass sech net fir fënnef Sou iergendeng Fro gestallt ginn iwwert d'sozial Selektivitéit.

Dat war eng Proposition vun der CSV. Dofir, Här Finanzminister, Dir waart déi Zäit jo och schonn an der Regierung, an an där Partei hat Der schonn e gewichtegt Wuert ze schwätzen. Dat Schéint: Deemoos, wéi déi Measure do vun Ärer Partei proposéiert ginn ass, schéngt Der net vill Afloss gehat ze hunn, wéi déi Measure do agefouert ginn ass.

Et sinn awer och aner Saachen, wou virun allem d'CSV sech ganz schwéiergedoen huet an der Vergaangenheet, wann et drëm gaangen ass, Choixen ze treffen. Wann ech d'Kannerbetreiung huelen: D'CSV huet eréischt eigentlech virun de leschte Parlamentswahlen eng Kéier geholl an der Approche par rapport zu der Kannerbetreiung, ewech vun de Geldleschtungen hin zu de méi Sachleschtungen. D'CSV war während Jorzéngten den absolute Verfechter ausschliesslech vu Geldleschtungen, wann et ëm Kannererzéiung a Familijepolitik gaangen ass.

An d'CSV huet et ëmmer fäerdeg bruecht an där do Diskussioun, fir Nuancen op der Säit ze loossen a souger gesellschaftspolitesch Phenomeener net wëllen ze gesinn. Zum Beispill nämlech deen, datt mer an Zwéschenzäit an enger Gesellschaft sinn, wou béid Partner schaffen a wou d'Kannerbetreiung haut ganz aneschtens organisiert gëtt wéi nach virun 20 Joer. Dofir, mir waren nach ëmmer oppen, fir déi Saachen ze diskutéieren. Mä mir géifen emol endlech gäre gesinn, wann et dann ëm d'Praxis geet, ob dann och nach d'Bereitschaft do ass.

Mir hunn och do eng Rei Propose gemaach schonn an eisem Pabeier am Juni, wéi een do kéint méi selektiv virgoen, wéi ee kéint op där enger Säit d'Kannerbetreiung -zum Beispill - an och d'Kannerbetreiungsstrukture qualitativ flächendeckend aféieren a gratis, wann een dann natierlech op där anerer Säit och bereit ass ze soen, wou een da wëllt Suen aspuere respektiv déi Sue siche goen, déi een da brauch, fir dat eent kënnen ze leeschten. Mir kënnen net alles hunn! Et kann een net flächendeckend qualitativ Kannerbetreiung ubidden an op där anerer Säit nach fir jiddwereen, egal wéi héich säin Akommes ass, méiglechst héich Familljen- a Kannerzoulagen! Dat ass sécherlech net dat, wat de Sënn dovunner ass a wat och ka laangfristeg fonctionnéieren!

Och do gëtt et eiser Meenung no sécherlech Aspuepotenzial, wann een am Virfeld eng Diskussioun gefouert huet och do, wat een ënner sozialer Selektivitéit versteet, wann et net drëms geet, d'sozial Selektivitéit als Schlagwuert ze benotzen, fir einfach monter mam Bulldozer duerch de Sozialstat ze fueren an de Sozialstat wëllen ofzebauen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- D'Pensiounen, och do läit eis Positioun um Dësch. Si läit schrëftlech um Dësch, an den Här Braz huet se an enger Interpellatioun nach eng Kéier méi wéi däitlech hei gedroen. Mir stinn dozou a mir sinn och bereit - wann d'Regierung da bereet ass -, op dee Wee ze goen, fir eise Pensionsystem laangfristeg och fir déi nächst Generatiounen ofzesécheren, fir do mat Reformen ze maachen.

Fir eis sinn do zwou Saache just wichtig, déi mer fannen, datt se mussen respektéiert ginn. Dat éischt ass d'Vergaangenheet, an déi därerf net ugetaacht ginn. Dat heescht, mir mussen hei derfir Suerg droen, datt alles dat, wat Leit sech vu Rechter opgebaut hunn an der Vergaangenheet, respektéiert gëtt. An dat Zweet ass: Mir mussen en Ënnerschied maachen, wa mer iwwer Pensiounen diskutéieren an iwwer Pensionsalter virun allem diskutéieren, tëschent Leit, déi ënner penibelen Aarbechtskonditiounen mussen schaffen, a Leit, déi normal Bürosstone mussen schaffen an esou weider an esou fort. Dat heescht, do muss eng Differenz gemaach ginn.

(**Interruption**)

Wann déi zwou Garantiëgi sinn, si mir bereet, an eis Positiounen an d'Richtungen, wou mer bereet si matzegoen, déi leie scho laang um Dësch. Mir wiere frau, wann dat bei allen anere Parteien och esou wier.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- Da kommen ech, wann et ëm d'Dépense geet, zu der Wourecht vum Budget. An do, muss ech soen, fällt et engem jo ganz schwéier hei, e positiven Avis driwwer ofzeginn. Well eleng dat, wat nach aussteet un Diskussiounen - anscheinend sollte se jo sinn am Laf vun dëser Woch, du si se annulléiert ginn -, nämlech mat de Patronatsorganisatiounen. Elo si se op Enn Dezember verluecht ginn. Mä iergendwann eng Kéier wäerte jo déi Diskussiounen op en Enn gefouert ginn!

An dann huelen ech jo un, datt dat, wat an der Bipartite erauskomm ass - an ech wëll dem Här Lux soen, hien huet hei gesot, seng Partei géif net mat op dee Wee goe vun deem, wat do versprach ginn ass an der Bipartite, ech ginn awer emol nach dovun aus, datt keng Diskrepanz besteet tëschent senger Fraktioun an de Regierungsmembere vu senger Partei -, ech gi jo och emol dovunner aus, datt dat, wat d'Regierung do deklaréiert huet no der Bipartite, datt dat d'Meenung war vun der gesamter Regierung, wat do proposéiert ginn ass. Donc kann ee jo awer net maachen, wéi wann ee vun näischt eppes géif wëssen a mat näischt ze dinn hätt.

Bon, mir hu jo zwar bei dëser Koalitioun schonn an där Hisiicht villes an deem leschte Joer erlieft. Mä nach bleift awer hei, datt bis auf Weiteres d'Regierung jo zu deem steet, wat se an der Bipartite mat de Patronatsorganisatiounen ofgemaach huet. An de Fait, datt jo och där Ronnen nach solle stattfannen, deit jo drop hin, datt do soll iergendeppes dobäi erauskommen. D'Zilsetzung war jo do, fir déi Méibelaaschtung, déi d'Entreprisikréien duerch de Mindestloun an duerch d'Indextranche d'nächst Joer, datt déi soll an iergendenger Form kompenséiert ginn. An iergendenger Form! Et huet nach kee Ménsch éischters ausgerechent, wat et géif genau kaschten. A Gott sei Dank net, well soss géifen eis wahrscheinlech d'Hoer zu Bierg stoen.

An zweetens virun allem d'Form, do gëtt et net vill Méiglechkeeten. Et gëtt bal ausschliesslech nëmmen de Steierwee, wou dat ka goen. A wann dann donc eppes ausgehandelt nach gëtt oder sollt ginn, dann huet dat en Impakt op de Budget vum nächste Joer.

An donc entsprécht dat, wat mer am Budget hei stoen hu vun Zuelen, net der Wourecht da mat grousser Wahrscheinlechkeet zu deem, wat herno Enn des Joers wäert erauskommen. Iwwert d'Recettë wëll ech elo emol net spékuléieren. Dat ass eng aner Diskussioun. Mä hei geet et jo elo nëmmen iwwert d'Dépenses, iwwert de Manque à gagner, deen eventuell entsteet duerch de Fait, datt en Accord getraff gëtt mat de Patronatsorganisatiounen.

Dat heescht, och hei stelle mer fest, datt mer nach e Budget hei ofstëmmen e bësse wéi eng Virwëtztt. Herno kann eppes ganz aneschtens dobäi erauskommen, wéi dat, wat d'Majoritéit an deem heite Fall da wäert hei stëmmen.

An dann dee leschte Punkt, deen eis besonnesch stéiert bei där ganzer Diskussioun, dat ass bei den öffentlechen Investitiionsausgaben, do ass keng Diskussioun gefouert ginn an et gëtt och keng kloer Linn, wat déi genau Prioritéitsetzung vun dëser Regierung ass. Et sinn zwar och gëschter erëm eng Rei Punkten esou opgezitt ginn. Och vum Finanzminister. En huet gesot, op wéi enge Punkte bei den öffentlechen Infrastrukturausgaben am meeschte géif investéiert ginn d'nächst Joer. An en huet domadder e bëssen implizit wëlle wahrscheinlech dann ënnersträichen, wat dann d'Prioritéite wiere vun der Koalitioun.

Mä d'Fro, déi sech jo awer stellt, dat ass, ob et richteg ass, fir zum Beispill iwwerhaupt bei den öffentlechen Investitiionsausgabe kierzen ze goen. Dat ass déi éischt Fro.

An zweetens, wann een dann Ëmschichtung mécht: Op d'Käschte vu wat sollen déi gemaach ginn?

Et ass hei gesot gi gëschter a virgëschter, datt dee Spuerpak équilibréiert wär, well zu engem Drëttel géif e sech aus Steieren zesummesetzen, an da kéim en Deel, e groussen Deel dovunner, dat wär eben

d'Strecke vun den Investitiionsausgaben oder d'Zrécksetzen, d'Kierze vun den öffentlechen Investitiionsausgaben.

An do grad läit de grouse Problem eiser Meenung no, datt bei den öffentlechen Investitiionsausgaben eiser Meenung no net hätt solle gekierzt ginn. Mir hätten et misse fäerdeg bréngen, bei de realen Ausgabe vum Stat méi anzespueren an deementsprechend d'öffentlech Investitiionsausgaben, haaptsächlech do, wou mir fannen, wou mer grouss strukturell Defiziter hunn, déi héich ze halen. An dat geschitt net.

Duerfir sinn och dann am öffentlechen Transport, och wa vill investéiert gëtt sécherlech dran, awer Projete verschobe ginn an der Zäit oder elo emol op Äis geluecht ginn. Duerfir sinn och am Schoulberäich zum Beispill Schoulgebaier, Lycéien, déi solle gebaut ginn, déi net gebaut ginn.

Dat sinn alles Signaler, déi am Fong am Widersproch sinn zu deem, wat d'Regierung op där anerer Säit da seet, wa se feststellt zum Beispill, datt de Schoulberäich fir si ee vun deene wichtigste Beräicher wär, wou iwwerhaupt dat Land hei misst an deenen nächste Joren investéieren, wou een nëmme kann ënnerschreiwien, mä wou een an der Praxis dann awer gesäit, datt duerch déi falsch Spuerpolitik dann déi Prioritéiten net ëmmer esou eescht geholl ginn.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- Mir hunn och insgesamt - an do soen ech dem Rapporteur Merci, datt en dat opgeworf huet - eng Diskussioun dës Kéier iwwert d'Approche vun der Chamber zu dem Budget insgesamt. Dat heescht, wéi mer de Budget géifen a sollen analyséieren. An ech ginn him honnertprozenteg Recht, datt mer net genuch d'Aufgab maachen hei am Parlament, fir méi och d'Ressorten eenzel ze kucken.

Elo muss ee sech just d'Fro stellen: Éischters, wat fir een Zil soll dat hunn? An zweetens, wéi soll een dat maachen?

D'Zil ka jo dann nëmme sinn, datt d'Chamber och de Courage huet, wéi et an anere Parlamenter iwwerengs och ass, fir, wann d'Ressorten eenzel gekuckt ginn, dann och emol Amendementer ze maachen, zum Beispill op där enger Säit vläicht d'Krediter kierzen ze goen, vläicht op där anerer Säit och emol e Kredit bäizesetzen. Dat heescht, Amendementer anzubringen zu deenen eenzelne Ressorten. Dat ass eng Traditioun, déi gëtt et an anere Parlamenten.

Mir ware viru sechs, siwe Joer eng Kéier beim Bundestag, dat war, wéi mer deemoos d'Budgets Kontrollkommissioun an dësem Parlament geschafen hunn, do hu mer ons ugekuckt, wéi do d'Exekutioun vum Budget am Bundestag suivéiert gëtt. A mir haten dann d'Chance, éischters an engem Finanzausschuss derbäi ze sinn, an zweetens awer och an enger Sitzung vum Budgetkontrollausschuss derbäi ze sinn. An do hu mer gesinn, wéi haart et do hiergaangen ass an dat eigentlech och do am Budgetkontrollausschuss zum Beispill d'Fro Majoritéit/Oppositioun iwwerhaupt keng Roll spillt, well do geet et jo nëmme méi ze kucken, ob dee Budget, dee gestëmmt ginn ass, och uerdentlech exekutéiert gëtt.

Bei dem Finanzausschuss huet een awer och ganz gutt kënnen feststellen, datt de Courage besteet do vum Parlament, de part et d'autre, emol verschidde Ministere, verschidde Verwaltungen op d'Fangereen ze klappe respektiv Amendementer eranzubringen.

Wéi gesot, wa mer deen Exercice wëlle maachen an Zukunft, fir all Departementer durchzuekucken, da gëtt dat awer nëmme Sënn, wa mer och de Courage hunn, d'Zil domadder ze verfolge, fir och heiansdo Amendementer ze maachen.

(**Interruption**)

An da stellt d'Fro sech och nach hannendrun: Wat ass méi adequat, fir dat ze maachen? Ass dat Adequatst, fir dat ze maachen, hei an der Plénière eng Diskussioun ze féiere vun - ech weess net - enger Woch oder zwou Wochen, wou mer da géifen all Ressort durchhuelen? Oder ass et net awer méi adequat, dat an der Finanzkom-



missioun ze maachen? Soit, datt d'Finanzkommissioun méi fréi taagt, anescht taagt oder méi oft taagt, jee nodeem wéi, dat muss een da gesinn.

Ech mengen oder mir mengen, datt dat Zweet méi richtig ass. Well wa mer hei an der Plénière ufänke méi laang ze diskutieren, mir wëssen all, wéi et ass, da sinn d'Wierfelen awer plus ou moins gefall. Dat féiert sécherlech net derzou, datt mer de Courage zum Beispill hätten, en Amendement ze maachen. Par contre, wa mer et an der Finanzkommissioun géife maachen, da wär dat duerchweegs méiglech.

Souwisou muss mer jo d'Approche an der Finanzkommissioun komplett iwwerdenken, duerch déi ganz Problematik vum Europäesche Semester, wat mer wäerte kréien, dat heescht, datt mer vill méi fréi mussen an der Finanzkommissioun eis wäerte misse mam Budget befaassen. An duerfir wär dat wahrscheinlech eng gutt

Geleeënheet, fir déi zwou Saache mateneen ze verknäppen an deemtsprechend eng aner Approche ze wien.

Ech wëll dem Här Bodry iwwregens och soen, datt hien net deen Eischten ass, deen dat doten opgeworf huet. Säi Wirtschaftsminister, säin heitege Wirtschaftsminister a Parteikolleeg, de Jeannot Krecké, hat, wéi hie selwer Rapporteur war an der Zäit, déi dote Fro och opgeworf an den 90er Joren. A mir hunn et, wéi gesot, ni fäerdeg bruecht, eis eeschthaf domadder auserneezen. Ech mengen awer, datt et noutwendeg ass, datt dat gemaach gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, ech veroden lech Keeheimnis: Dir hutt erausgespuert aus mengen Analysen, datt meng Fraktioun dese Budget net wäert stëmmen. Mir sinn och der Meenung, datt des Regierung, des Koalitioun nach méi wéi déi virdrun dem Term gerecht gëtt, deen den Här Biltgen

geprägt hat, wéi se gegrennt ginn ass 2004, wéi se sech zesumme fonnt huet 2004, nämlech: d'Koalitioun vun der arithmetescher Vernunft.

Et kann ee bal soen, datt des Koalitioun wierklech d'Koalitioun ginn ass eischerter vun der banaler Gestiou.

(Interruption)

Si bréngt et net méi fäerdeg, fir wierklech couragéiert un Dossierer erunzegoen. An et ass eigentlech,...

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Wann een an der leschter Legislaturperiode nach e bëssen amüséiert konnt deen Term ëmmer erëm kommentieren, esou muss ech soen, datt een an deser Legislaturperiode dat net méi ka maachen, well mer eis an enger ganz anerer Ausgangsposition befanne wéi nach 2004.

Dest Land bräicht eigentlech am Moment eng Regierung, déi wierklech zesumme stéing, déi sech eens wär, déi handlungsfäeg wär an déi déi richtig Analys géif maachen. Dat ass awer bei deser Regierung net de Fall.

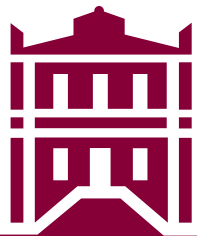
Här President, wéi gesot, mir stëmmen dese Budget op alle Fall net.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här François Bausch. Domadder géife mer fir de Moie mat eisen Diskussiounen ophalen, a mir kommen de Mëtteg um hallwer dräi erëm zesummen. Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung vun de Moien ukomm.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 12.21 heures)



Présidence: M. Laurent Mosar, Président

Sommaire

6200 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2011 (suite)

- *Discussion générale (suite):* M. Gast Gibéryen, M. André Hoffmann, M. Xavier Bettel, M. Jean-Louis Schiltz, M. Alex Bodry
- M. Luc Frieden, *Ministre des Finances*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Motion 1:* M. François Bausch, M. Alex Bodry, M. André Hoffmann, M. Claude Meisch, M. Gast Gibéryen
- *Vote sur la motion 1 modifiée (adoptée)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Luc Frieden, Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo et Romain Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

► **M. le Président.** - Ech maachen d'Sitzung op.

D'Chamber fiert de Mëtteg weider mat de Budgetsdebatten. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Gast Gibéryen age droen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

6200 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2011 (suite)

Discussion générale (suite)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och wann et eng Traditioun ass, datt een ufanks vun der Ried vum Budget dem Rapporteur Merci seet fir seng Aarbecht, déi e gemaach huet, esou ass et, trotzdem et eng Traditioun ass, - mengen ech - awer een ugebruechte Merci, well de Kolleeg Alex Bodry huet och, wéi dat scho seng Virgänger gemaach hunn, des kéier sech intensiv an dat Dokument ageschafft an huet e gudd Rapport gemaach. An ech mengen, mir konnten alleguer an der Finanzkommissioun dat feststellen.

Et ass och esou, datt e Rapport vun engem Rapporteur net ëmmer onbedéngt eng Diskussioun erëm pigelt, déi an der Kommissioun gemaach gëtt, mä datt dem Rapporteur och seng perséinlech Iddie mat an de Rapport erafléissen. Dat ass eng Bereicherung duerfir och an der Vergaangenheit gewiescht, well dann awer Iddien zu Pabeier komm sinn, déi ëmmer e gutt Noschlowierk waren, wa mer an der politescher Diskussioun hei stoungen. Duerfir och de Merci vun eiser Säit un de Kolleeg Alex Bodry fir säi gudd Rapport.

Här President, ëmmer méi héiert een, wann ee mat de Leit am Land schwätzt, Sätz wéi: „Wou féiert dat hin?“ Oder: „Wou steiert dat Land, wou steiert Lëtzebuerg hin?“ Et ass eng Besuegung, déi Leit zum Ausdrock bréngen; Leit, déi sech Suergen ëm d'Zukunft vun eisem Land maachen. D'Ursaache si verschidde. Si gi vun der finanzieller Situatioun vum Stat, verbonne mat ëmmer gréisserer Problemer an de Schoulen oder Verkéiersproblemer, Wunnensproblemer, Infrastrukturproblemer an esou weider; den Zesammenhalt vun eiser Gesellschaft, déi ëmmer méi wäertlos an onorientéiert zu enger reng op Materialismus opgebaute Gesellschaft sech entwéckelt huet - dat an engem internationalen ëmmer méi onsécheren Ëmfeld; an engem Europa, wat ëmmer méi Pouvoiren u sech rappt a gläichzäiteng eng Politik am Interesse vun de multinationalen Konzernern a géint d'Interesse vun normale Bierger mécht, wou déi national Souveränitéiten ëmmer méi ënner d'Diktat vu Bréssel gestallt ginn.

Vill Leit komme sech ëmmer méi friem hei an hirem Land vir, well hei ni eng richtig Integrationspolitik praktizéiert ginn ass. D'Lëtzebuurger an d'Netlëtzebuurger lieue méi niewentenee wéi mateneen. E Land, wou d'Sprooch vum Land Lëtzebuerg ëmmer méi an d'Hannertreffe geréit. E Land, wou d'Jugend muss auswanderen, fir sech an hirem Famill kënnen nach eng Wunneng ze leeschten. E Land, wou zwar all Joer nach zousätzlech Aarbechtsplaze geschaf ginn, d'Zuel vun de Frontalieren awer wissst a gläichzäiteng och de Chômage hee hem wissst. Awer och e Land, wou trotz engem ni do gewieschte Räichtum iwwert d'Jorzéngten ëmmer méi Leit ënnert d'Aar-

mutsgrenz fale mat steigender Tendenz - bis elo bal 15%.

Wat och bewise gëtt doduerch, datt d'Unicef an enger rezenter Studie elo vun uganks Dezember festgestallt huet, datt hei am räiche Lëtzebuerg iwwer 11.000 Kanner ongenügend Zougang zu Wuulstand, Bildung a Gesondheet hunn. Lëtzebuerg rangéiert ënner 24 Länner do op der 15. Plaz.

Et gëtt awer och bewisen doduerch, wann ee kuckt d'Entwécklung, déi de Stat bezillt fir Bezéier vun der Deirechtzoulag. Am Joer 2000 waren dat 5.339 Persounen. Zéng Joer méi spéit sinn et der 20.112, also eng Vervéierfachung bannent zéng Joer.

D'RMG-Bezéier: 2002 hate mer 6.246 Stéit oder 10.500 Persounen. 2010, also aacht Joer méi spéit, huet et sech verduebelt op bal 10.000 Stéit an iwwer 18.000 Persounen. D'Suiciden, wou Lëtzebuerg am Spëtzelopelot läit mat ëmme offiziell ongeféier 70 Doudeger pro Joer, wouvun de Gros tëschent 25 a 60 Joer läit, also Leit, déi am aktive Berufsliewe stinn.

D'Kriminalitéit, déi an de leschte Jore massiv zougeholl huet. De Schoulsystem, wou d'Ofgäng ouni Réussite rekordverdächtig sinn, an am internationale Vergläich Lëtzebuerg bei den Entwécklungslänner rangéiert. Dat, trotz deem deierste Schoulsystem weltwäit. An déi lescht Deeg hunn eis dat opgrond vun dem Resultat vun der Pisa-Etüd op en Neits bewisen. De Chômage ass an de leschte Joren op Rekordhéicht geklommen.

All des Themen, Här President, Sujete maachen ëmmer méi Leit Kappzerbrieches hei am Land, a se froe sech mat Recht: „Wou steiert dat Land hei hin? Wou leien d'Ursachen? Wat huet d'Politik falsch gemaach, datt eist Land sech haut an esou enger Situatioun befénnt?“ D'Budgetsdebatte sinn dofir eng gutt Geleeënheet, fir déi Analys ze maachen.

Här President, ech fänken u mat der Finanzsituatioun vum Stat. Iwwer Jorzéngten hat dest Land Plus-valuen a Milliardenhéicht. Haut sinn d'Keesen eidel - egal, wann d'CSV virun de Wahlen behaupt huet an elo nach geleeëntlech weider versicht ze behaupten, datt dank der CSV mir haut nach Reserven hätten. Den Här Finanzminister huet geschter souguer nach gesot, datt dank enger laangfristeger virsichteger Finanzpolitik mir haut nach Reserven hätten.

Richtig ass awer, datt dank der CSV, déi iwwer Jorzéngten d'Steiergelder zur Fénstererausgeworf huet, mer haut keng Reserve méi hei am Land hunn. Fir datt dat net soll esou opfalten, muss de Budgets- a Finanzminister vill mat de Chiffere jon-

gléieren. Mir nennen dat och: Budgetsmanipulationen. Den Här Luc Frieden wier sécherlech Weltmeeschter an de Budgetsmanipulationen a wann et en Nobelpräis géif gi fir Budgetsmanipulationen, géif den Här Frieden dee sécherlech konkurrenzlos gewannen.

Mat wat fir Tricken...

(Interruption)

...gëtt hei iwwer Jore versicht, d'Budgetsnormen an -zifferen ze frisieren? Den eischten Trick zum Beispill 2006 - do huet deen Trick och nach funktionéiert. Do ass een defizitäre Budget presentéiert gi vun 300 Milliounen. D'Tripartite ass ageruff ginn. Doropshin, well e sollt defizitär sinn ass, ass de Sozialofbau décidéiert ginn. E puer Beispiller: Indexmanipulation, massiv Erhéijung vun der Autossteier, Erhéijung vun de Baitreeg vun der Fleegeversécherung vun 1% op 1,4%, verschidde Famillenzoulage sinn net méi indexgebundene. An herno konnte bei de Konte keen Defizit, mä Plus-valuen an der Héicht vun 240 Milliounen festgestallt ginn, ouni datt am Joer Budgetsjoer 2006 déi Moosnamen, déi décidéiert gi waren, hiren Nidderschlag fonnt hunn. Dat war eréischt an deem Joer duerno.

Den zweeten Trick, dee gemaach ginn ass, dat war beim Budget 2009, och Wahlbudget genannt, well 2009 war jo bekanntlech d'Joer, wou d'Wahlen waren. Virun de Wahlen ass dese Budget am Gläichgewicht presentéiert ginn. Jiddweree wosst, datt de Budget awer defizitär wier. An d'ADR huet dat och ëmmer ganz kloer gesot. D'CSV awer presentéiert aus Traditioun an Iwwerhiefléckheet virun de Wahlen keen defizitäre Budget.

D'Konten, déi mer elo viru 14 Deeg hei an der Chamber awer gestëmmt hunn, hunn de Contraire bewisen an annerhaleft Joer no de Wahlen dann d'Wourecht an d'Liicht bruecht, datt dee Budget mat enger Milliard Defizit ofgeschloss huet. Virun de Wahlen gëtt also e Budget schéi friséiert.

An den heitege Budgetsrapporteur Alex Bodry huet deemools - ech schwätze vum Budget 2009 - am November 2008 am „Lëtzebuurger Land“ geschriwwen: „Budgetminister Luc Frieden sei zweifelsfrei ein Zauberer.“

An dest Joer stoung am „Lëtzebuurger Land“ vum 8. November genau dat geschriwwen, wat d'ADR am Dezember 2009, also bei der Diskussioun vum Bud-

get 2009, vum Wahlbudget, gesot huet. Am „Lëtzebuurger Land“ stoung: „Denn mit dem wenige Monate vor den Kammerwahlen gemachten Versprechen, dass die gerade offen ausgebrochene Finanzkrise keinerlei Auswirkungen auf die Einkommenslage der Haushalte haben werde, hatte der Minister seinen unrealistisch gewordenen Budgetentwurf im Handumdrehen in ein antizyklisches Budget verwandelt. So dass ein Überschuss im Wahlbudget am Ende zu einem Defizit von einer Milliarde in den Konten wurde.“ Dat konnt een noliesen am „Lëtzebuurger Land“. Dat war genau dat, wat mir virun de Wahlen an no de Wahle gesot hunn.

Den drëtten Trick vum Finanz- a Budgetsminister: Wa virun de Wahlen de Budget schéigeschriww ginn ass, esou huet de Pendel no de Wahle genau de Contraire ausgeschloen. No de Wahlen, de Budget 2010, deen ass iwwerdrifwen defizitär opgebaut ginn, fir sech esou en Argument ze verschafen, fir kënnen Sozialofbau duerchzezéien. D'Gewerkschaften, déi sinn awer net méi drop eragefall. Si ware schliesslech 2006 schon eng Kéier drop eragefall. An en alt Spréchwuert seet: E gudden Iesel stéisst sech bekanntlech nëmmen eemol. An duerfir hunn d'Gewerkschaften do och net méi matgemaach.

Déi Regierung wollt direkt no de Wahlen, also dëst Joer, e Spuerpak fir déi ganz Legislaturperiod decidéieren, well se wouss, datt spéitstens e puer Méint méi spéit hiert Spillche vun de manipuléierte Budgetschiffere wéi e Kaartspill géif zesummefalen. Wat jo och an der Zwëschenzäit méttlerweil geschitt ass.

Vun deem Defizit fir de Budget 2010 vun iwwer zwou Milliarde wäerten elo nach tëschent 1,2 an 1,4 Milliarden iwwreg bleiwen.

► **Une voix.**- Defizit!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Defizit.

An och dëst Joer huet den Här Rapporteur Alex Bodry vu Manipulatione geschwat. Am Tageblatt vum 18. Oktober dëst Joer stoung ze liesen: „Bei der Vorstellung des diesjährigen Haushalts sei ein bisschen mit den Zahlen jongliert worden.“

De Rapporteur muss natierlech wëssen, vu wat datt e schwätzt, wann en esou eppes a senger Hauszeitung schreift.

Den Här Lucien Lux huet de Moien zwar versicht, de Finanzminister mat senger Chifferen ze verteidigen. Mä net méi spéit wéi dëser Deeg hunn d'Jongsozialisten an engem Communiqué fir Niklosdag proposéiert, dem Finanzminister en Täscherechner ze schenken. Ënner „Zahlenwirrwarr und Strategie“ stoung am „Tageblatt“ ze liesen - et ass de Communiqué vun de Jongsozialisten: „Der Finanzminister gäbe den Eindruck, sich nur ein wenig bei seinen Rechnungen vertan zu haben. Oder aber handele es sich hier um eine ausgeklügelte Strategie, um mit dem Schrecken der Wirtschaftskrise Angst zu schüren und somit eine unsoziale Politik zu betreiben, die ansonsten nie umgesetzt werden könnte.“

An da fannt Der nach Sätz an deem Communiqué vun de Jongsozialisten wéi: „Wird der Finanzminister dann wieder neues Zahlenmaterial aus seinem Hut zaubern?“ Oder: „Die Jusos wünschen sich eine Regierung, die wieder über Langfristigkeit und Visionen nachdenkt, statt von Quartal zu Quartal versucht ihre Bilanzen zu frisieren.“ An zum Schluss schreien d'Jongsozialisten: „Die Jusos hoffen weiter, dass der Nikolaus dem Herrn Frieden einen neuen Taschenrechner mitgebracht hat.“

Wann een dann héiert, Här President, den Här Bodry am „Tageblatt“, deen a bal déi nämlecht Kierf schléit; den Här Lux, deen haut de Moien den Här Frieden versicht huet ze verteidigen, an dann d'Jongsozialisten mat esou engem vernichtenden, et kann ee scho bal soe grausame Communiqué vis-à-vis vun der Regierung an dem Finanzminister, da muss ee sech froen: Wéi ass dat méiglech an esou enger grousser Partei, datt do esou verschiddelech Meeungen kommen?

Bah, Här President, ech ka mer net virstellen, datt d'Jongsozialisten eng aner Lecture vun der Politik vun dëser Regierung a vum Budget hu wéi d'Senioren an der LSAP. An duerfir schéngt et mir och ganz kloer ze sinn: Dat hei sinn déi commandéiert Communiquéen, wéi een dat esou seet. Dat heescht, d'Seniore vun der LSAP hu sech net méi getraut, fir hirem Koalitionspartner de Spigel virun d'Gesicht ze halen, an da stelle se d'Jongsozialisten un,...

(**Hilarité**)

...fir datt déi dat da maachen. An d'„Tageblatt“ bréngt dat da selbstverständlech ganz grouss eraus. An da kann den Här Lux dann heihinnerkommen an den Här Frieden, wéi en dat de Moie gemaach huet, a Schutz huelen heibannen, mä dobaussen am Land, do hunn d'Jongsozialisten awer geschriwwen, wat déi al Sozialisten mengen.

(**Interruptions diverses**)

Dir gesitt also, Här President, déi Manipulation, déi vum Budget hei gemaach gëtt vum Budgets- a Finanzminister, déi huet System. Dat geet riicht virun iwwer Joren. An et hänt dovun of, ob et virun de Wahlen oder no de Wahlen ass, ob sozialen Ofbau soll bedriwwen ginn oder net.

An duerfir ass dese Budget och schon erëm e falsche Budget, ier en ugeet. D'Chifferen stëmmen net méi, ier en haut den Owend hei vun der Majoritéit wäert gestëmmt ginn. Sief dat Chifferen, wat an deene leschte Wochen eng Rei vun Décisions geholl gi sinn am Kader vun der Kilometerpauschal, dem bëllegen Akt, der Zenssubvention oder wat och nach soll an der Bipartite mat de Patronen decidéiert ginn.

E puer Wieder nach iwwert d'Finanzsituation weider vum Stat iwwert d'Trésorerie. Och an der Trésorerie ass am Abléck kee Geld méi. Dat muss ee wëssen. Et sinn zwar ënner zwou Milliarden am Abléck Liquide an der Trésorerie, mä et muss een och wëssen, datt mer dëst Joer am Mee zwou Milliarden Emprunt opgeholl hunn.

Dat heescht, all dat Geld, wat ëmmer gesot gëtt, wat op de Fonge géif doruechter gemaach ginn oder wat op de Fongen ass, fir d'Scholden zrëckbezuelen, dat ass wuel eng Écriture an den Dokumenter, mä d'Geld ass u sech net méi do. Dat Geld hu mer ausginn an de Jore virun zum Beispill, fir den Defizit vun 2009 ze decken, oder fir den Emprunt, dee mer dem griichesche Stat gemaach hunn an esou weider. Mä dat Geld ass net méi do. Et gëtt also hei vu Gelder geschwat, déi op Fonge géife stoen, déi an der Realitéit net méi do sinn. D'Keess ass eidel.

An och wann een d'Fongen u sech kucke geet, d'Tabell, déi an dem Avis vun der Cour des Comptes stoung an déi de Budgetsrapporteur esou frëndlech war, fir déi och a sengem Rapport ze iwwerhuelen - Dir fannt se op der Säit 59 déi heiten -, déi beweist am Fong kloer, datt d'CSV, an dat mag alt erëm esou e klengen Seitenhieb vun de Sozialisten un d'CSV gewiescht sinn oder beabsichtigt sinn, well d'CSV jo seet, déi Suen, déi op de Fonge wieren, dat wieren déi Suen, déi si fréier an de gudde Joren ugespuert hunn. Bon, wann een déi Tabell hei kuckt, da gesäit een, datt do keen Euro méi aus deene gudde Jore vun de Plus-valuen drop ass. Mä dat Geld, wat haut do nach als Écriture steet, wat awer a Wierklechkeet awer schon net méi do ass, dat sinn am Fong reng Emprunten. Dat si reng Emprunten.

Ech huelen zum Beispill, 2009 ass gesot ginn, et wieren op de Fongen nach eng 1.270.000.000, mä mir hunn awer deemools schon 1.132.000.000 Emprunt op de Fonge gehat. Am Joer 2010 geet laut där Tabell eraus, et wieren nach 985.000.000 op de Fonge gebucht, mä zu deem Zäitpunkt hate mer schon 1.332.000.000 Emprunten op d'Fonge gebucht. A fir 2011 seet d'Cour des Comptes, et wieren nach 743.000.000 op de Fongen, a gläichzäiteg seet se, sinn awer schon 1,5 Milliarden Emprunten op d'Fonge gespeist ginn. Dat heescht, mir wiere schon déif am Keller, wa mer nach där misste vun de Plus-valuen aus de gudde Jore geschwat. Et ass also falsch, fir ze behaupten, op de Fonge wieren nach Suen aus de gudde Joren, d'CSV hätt do

Sue vun de Plus-valuen op d'Säit geluecht, gespuert. Dovunner ass kee Geld méi do. Mä och dat Geld wéi gesot, wat do steet, fannt Der an der Trésorerie net méi erëm.

D'Konsequenzen dovun sinn, well d'Fongen eidel sinn oder eidel ginn oder dat Geld net méi do ass, datt d'Investitiounen zrëckginn.

Den Här Frieden huet hei bei der Budgets-presentatioun gesot, d'Investitiounen ginn op engem héijen Niveau gehalten. Dat stëmmt. A Wierklechkeet gëtt awer ee Véirel vun deenen am leschte Joer am Konjunkturprogramm versprochen Investitiounen fir d'Joer 2011 gestrach. Dat huet selbstverständlech dann och Konsequenzen op eis Ekonomie. Et huet Konsequenzen fir eis Betriber, fir d'Handwierk, fir de Mëtzelstand, an et wäert och negativ Konsequenzen fir d'Aarbechtsplazen hunn. Dat heescht an anere Wieder, duerch déi Politik wäert de Chômage och an deenen nächste Méint a Jore klammen.

E weidere Punkt ass eis Schold vum Stat. De Stat huet aacht Milliarde Schold, ronn 20%. Woubäi een awer da muss soen, datt dovunner zwou Milliarde sinn, déi mer investéiert hunn an d'BNP Paribas. Wann een alles ewechrechent, bleiwe fir de Stat 4,7 Milliarden. Mä och hei wëll ech dat ëmmer erëm widderhuelen, datt de Stat kee Kapital rembourséiert, datt de Stat nëmmen d'Zense bezilt, awer kee Kapital. A vun 2013 u sinn da praktesch all Joer Emprunt fälleg, well se am Prinzip op zéng Joer lafen, wou dann d'Kapital integral an enger Kéier misst rembourséiert ginn. Dat wäert och net an deene Joren de Fall sinn, well dat Geld net do ass, an da ginn nei Emprunten opgeholl, fir déi al ze decken. Aner Leit soten: „Den Emprunt gëtt gestreckt.“ E gëtt em zéng Joer verlängert!

Et ass wahrscheinlech datselwecht, wéi een et nennt. Op jidde Fall, et gëtt net zrëckbezuel, se ginn einfach erëm verlängert. Et weess een allerdéngs net, wéi dann den Zensfouss ass, wann een déi Emprunt muss verlängeren, ob deen dann nach esou ass, wéi haut.

Dat heescht, mir maachen hei eng Politik - an et gëtt jo vill vun de Majoritéitsparteien hei geschwat, mir d'äerfen déi zukünftige Generationen net belaaften -, mä méi eng schlëmme Belaaschtung wéi déi heite kënnen mer den nächste Generationen net maachen. Wa mer haut Emprunten ophuelen a mir bezuele se net zrëck, déi Generationen hannendrun, déi mussen déi Emprunten doranner zrëckbezuelen.

Mir mussen also net hei diskutéieren, wéi wann dat doten eng nohalte Politik wier. Dat do ass eng Politik, déi déi nächst Generation zu 100% trëfft, well déi muss déi Scholden zrëckbezuelen, déi déi heite Regierung mécht an déi heite Regierung net zrëckbezilt. Duerfir si mir als ADR der Meenung, datt mer eis mussen hei am Land Grenze setzen, wat d'Verschuldung ubelaangt. Mir d'äerfen net an eng Verschuldungsspiral falen. Dat kann an d'äerf keen Zil sinn!

Mir sinn och duerfir der Meenung, datt mer sollten als Parteien zesammen driwwer diskutéieren, wéi mer eis Scholde kéinte limitéieren. D'ADR ass och der Meenung, datt ee sollt driwwer diskutéieren - esou wéi eis däitsch Noperen dat gemaach hunn -, ob ee net sollt eng Scholdebremms an d'Verfassung abauen.

(**Interruption**)

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Et muss een dat maachen, wann een net kuerz do virdru steet, wann een net ënner Drock steet. Dat mécht een a gudden Zäiten, a momentan si se nach an där Hisiicht gutt. An dann herno, mengen ech, d'äerf een net méi driwwer diskutéieren, wann een un déi Barrière erukënn. Mä et wier net schlecht, wa mer eis als Politik géifen eng Brems dohinner setzen.

Här President, als Konklusion zu de Finanzanzen kann ee soen: D'Statskeess ass eidel, d'Fonge sinn eidel, d'Schold geet an d'Luucht, a vun 2013 u mussen d'Emprunten zrëckbezuel ginn, wou awer kee Geld dofir do ass. 2015 kënn eng Méibelaaschtung op de Statsbudget zou, duerch d'Ewechfale vun der TVA duerch de Commerce électronique, deen ëmmerhin elo

350 Milliounen am Budget ausmécht, ouni driwwer ze diskutéieren, wat eng eventuell Harmonisatioun vun der Taxatioun um Carburant dierft mat sech bréngen.

Firwat sot Der de Leit dat net? Firwat sot Der de Leit d'Wourecht net? Et ass d'Wourecht, déi een de Leit muss soen. An et ass och: Wann d'Leit d'Wourecht héieren a si akzeptéieren se, dann ass och bei de Leit eng Akzeptanz do, fir eben och Moosnamen, déi mussen geholl ginn, ze akzeptéieren.

Den Här Frieden huet gëschter hei bedauert, datt net genuch Akzeptanz am Land do wier fir Reformen, déi bluttnéideg wieren. Ma, Här Frieden, Dir muss de Leit fir d'Éischt d'Wourecht soen iwwert d'Finanzsituatioun, dann akzeptéieren d'Leit. D'Konsequenz dovun ass natierlech, datt der CSV hir Wahllige vun de gesonde Statsfinanzen spéitstens da géif opfléien, an duerfir gëtt et och wahrscheinlech net gemaach.

► **Une voix.**- Egal wat!

(**Interruptions**)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Här President, d'Zil war et, d'Statsfinanzen an den Équiliber ze bréngen, duerfir ass d'Tripartite aberuff ginn. D'Tripartite ass gescheitert; an et hu scho Virriedner vu mir et gesot: D'Regierung brauch net wäit bei déi aner no der Schold sichen ze goen, si kann dat alles bei sech selwer fannen, well et ass ganz eleng der Regierung hir Schold. Eng Tripartite, déi net preparéiert war, wou keng Meenung, zumindest keng eestëmme Meenung an der Regierung war. All Partei vun der Regierung hat eng aner, an déi enzel Ministeren haten nach aner Meenungen. Wann een esou zerspléckt an d'Diskussion erageet, da brauch ee sech net ze wonneren, wann d'Resultat dat ass, wat mer kennen.

(**Interruption**)

Wann een esou e Resultat kritt, da muss een och wëssen, datt een esou e schwieere Problem wéi deen heiten net kann ënner Zäitdruck léisen. An et muss een och wëssen, datt een esou e Problem an d'Land net kann aus dem Ausland regéieren. Wann ee wëllt mat de Gewerkschaften en Accord fannen, wann ee wëllt mam Patronat en Accord fannen, da wier et net schlecht, wann e Premier sech am Virfeld géif - wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war - mat deene Säiten zesammesetzen, diskutéieren, an da mat senger Regierung diskutéieren, an dann d'Propos och op den Dësch bréngen. Mä dat heiten ass esou niewebäi am Hauruckverfahren, onpreparéiert, oneens an der Regierung komm, an duerfir kounn nun emol ebe kee Resultat eraus.

D'Konsequenz ass, datt d'Regierung du vun der Tripartite op Bipartiten ëmgeschwenkt ass an du mat de Gewerkschaften en Accord getraff huet fir den Index, wann eng Tranche sollt erfalen, datt déi nächst net kéint virum 1. Oktober 2011 erfalen.

An der leschter Finanzkommissioun, wéi de Statec do war, hunn déi eis gesot, datt laut hire Berechnungen am Prinzip am November 2011 d'Indextranche géif erfalen an dann am Prinzip am Dezember 2011 géif ausbezuel ginn. Wann dat sollt de Fall sinn, dann ass dat natierlech e ganz schéint Verhandlungsergebnis, wann ee seet: „Et d'äerf keng virum 1. Oktober erfallen.“

Mä duerfir war d'Regierung dann awer dermat d'accord - an dat hu mer och begréisst -, datt d'Krisesteier vun 0,8% sech nëmmen op d'Joer 2011 géif limitéieren, an net 2012. Mä dat Gesetz, wat mer d'lescht Woch hei gestëmmt hunn, do steet awer net dran, datt déi Krisesteier nëmme géif fir 2011 zielen, do steet dran: fir 2011 an 2012.

Mir wëssen also, datt hei muss légiféiert ginn, well d'Regierung hätt jo och kënnen higoen a soen: „Mir maachen dat, wat mer no bausse gesot hunn, mir setzen an d'Gesetz 2011“, a wa se et verlängert hätt, dann hätt se et d'nächst Joer kënnen an d'Budgetgesetz 2012 asetzen. Mä si huet et op 2011 an 2012 gemaach, esou datt dat net deem entsprécht, wat öffentlech no bausse deklaréiert ginn ass, wat dem Accord mat de Gewerkschaften entsprécht.



Mä wann ee mat de Gewerkschaften en eesäitegen Accord trëfft, an déi aner Säit vun de Sozialpartner, d'Patronat, déi gëtt dat dann iwwert d'Press gewuer: Dat mécht een net mat engem Partner, ob Patron oder Gewerkschaften. Et ass d'ass e krasse weidere Feeler vun dëser Regierung hirer Verhandlungsstrategie, fir eesäiteg mat engem Sozialpartner esou Décisiounen ze huelen an deem anere Partner dat iwwert d'Press zoukommen ze loosse.

Et war kloer, datt d'Patronat sech dat net géif gefale loosse. Ëmgedréit hätten d'Gewerkschaften sech dat och net gefale gelooss, wann d'Regierung an enger Bipartite mam Patronat eng Décisioun geholl hätt, déi d'Salariat beluecht hätt.

D'Resultat vun der Bipartite mat de Patronatsorganisatiounen, déi elo soll stattfannen, dat wier eng Kompensatioun fir den Index an de Mindestloun. Et ass eiser Meinung no awer e falsche Prinzip. Et wier eng Verstaatlechung vun der Augmentatioun vun de Mindestloun an dem Index. De Statsbudget, dee sollt jo entlaascht ginn. E sollt um Sozialbudget entlaascht ginn. Dat war emol och eng Fuerderung vum Patronat, an duerfir kann ech mer et och net virstellen, datt d'Patronat op där anerer Säit d'accord wier, datt elo sollt iwwert de Statsbudget eng zousätzlech Belaaschtung duerch Lounkompensatiounen kommen.

Ech ka mer och net virstellen, datt d'Patronat dat am Prinzip iwwerhaapt wëllt. D'Fro ass jo, well d'Betriber ënnerschiddlech belaascht ginn, déi eng nëmmen um Index, déi aner bei Index a Mindestloun, esou datt et och schwéier ass, do eng Léisung ze fannen.

Mä och iwwert de Wee vun de Steieren ass et schwéier, eng Léisung ze fannen. Wann eis gesot gëtt, datt 80% vun de Betriber keng Steiere bezuelen, da sinn dat och wahrscheinlech gréisstendeels déi, déi zum Beispill de Mindestloun bezuelen, esou datt déi dann am Fong och net kënnen iwwer Steieren eng Vergéngschtegung kréien, déi se als Käschten op där anerer Säit hunn.

D'Mutuelle ass vläicht eng Léisung, mä déi ass och net vis-à-vis vun alle Patrone gläich. D'Fro bleift, wéi d'Regierung mat hire Bipartiten elo eng zefridde stellend Léisung ka fannen a wat fir Répercussiounen déi op de Statsbudget huet.

Nach ee Wuert iwwert d'Prozedur, wéi d'Regierung hir Moosnam gesäit. Här President, den Här Rapporteur Alex Bodry huet d'lescht Woch hei an der Diskussioun iwwert de Steierpak gesot: „Kee Salarié verdéngt den 1. Januar 2011 manner wéi den 1. Januar 2010.“ Déi Leit, déi krite den Index, an d'Steierhëijungen, déi se den 1. Januar 2011 krite, déi géife kompenséiert ginn duerch den Index, dee se am Joer 2010 kritt hunn.

Dat heescht am Kloertext - ech hunn et deslescht gesot, mä ech wollt et awer hei nach eng Kéier ernimmen: éischtens, d'Regierung hält drop, datt d'Betriber mussen den Index an de Mindestloun bezuelen; zweetens, d'Salarié kënnen da méi Steieren un de Stat bezuelen. Also, d'Indexéierung iwwert den Ëmwee a Form vu Steiere fléisst dann an d'Statskeess.

Wann elo an der Bipartite géif en Accord getraff ginn, wou d'Betriber d'Erhéijung duerch den Index an de Mindestloun erëm iwwert de Statsbudget kompenséiert krite, dann hätt de Krees sech esou zouge-maach. Dat heescht, d'Betriber bezuelen den Index, d'Leit kréie méi Index, kënnen duerfir méi Steiere bezuelen, de Stat kritt méi Steieren eran an e bezilt dann de Betriber erëm vun deene Steieren zréck, fir datt se den Index an d'Mindestloun kompenséiert kréien.

De Krees wier zou, an da géif dat am Fong antrieden, wat an der Bibel am Vers 1.21 steet, wou den Hiob - duerfir schwätze mer haut och nach vun der Hiobsbotschaft - gesot huet: „Der Herr hat's gegeben, der Herr hat's genommen.“ Esou ass och hei déi Prozedur, wéi dat hei elo mat där ganzer Struktur do opgebaut ginn ass.

Ee Wuert awer iwwer Europa. Mir hunn de Verdacht a mir ginn ëmmer méi dra bestäegt an eisen Iwwerleeungen, datt Europa vun der Gonscht vun der Stonn vun der Finanzkris profitéiert, fir nach méi national Pouvoiren no Bréissel ze transféieren.

Dat heescht elo neierdénge „Semestre européen“ oder am Kader vun der „Gouvernance économique“, „Discipline budgétaire“. D'Nationalstaaten, d'Parlamenten gi soumat lues a lues, awer sécher ënnert d'Tutelle vun der Europäescher Kommission gestallt. Et bleift kee Spillraum méi fir d'national Parlamenten. D'Eckdate ginn zu Bréissel festgeluecht ënner Drohung vu Strofen, déi an der Diskussioun sinn.

Wa mer haut zoustëmmen, musse mer dat muer och exekutieren. Da kommen natierlech erëm Politiker, déi sech muer wäerten iwwer Bréissel opreegen, wann do Décisiounen kommen, vergiessen dann awer ze soen, datt si am Virfeld als national Parlamentar Bréissel dee Pouvoir do ginn hunn. Deenen nationale Parlamenten fällt dann nach just d'Roll zou, déi op europäeschem Niveau festgeluechten Eckwäerter duerchsetzen: Sozialofbau respektiv Steierhëijung. Och hei muss ee sech d'Fro stellen opgrond vun eiser Verfassung, ob et iwwerhaapt méiglech ass, datt Lëtzebuerg kann esou Souveränitéitsrechter un Europa ofginn.

D'ADR ass dergéint, fir weider Souveränitéitsrechter un Europa ofzotrieden. Europa ass an deem Sënn eng Gefor fir eis national Identitéit, Souveränitéit, jo, eng Gefor fir eise Sozialsystem.

Europa - System: Här President, wann ech soen: „Europa ass eng Gefor fir eise Sozialsystem“, esou huet den 31. August de President vun der Europäescher Zentralbank, den Här Jean-Claude Trichet, an enger Sitzung vun de Finanzministere vun der Eurozon am Zesummenhang vum Lëtzebuerg Indexsystem gesot: «La fin de ce système s'impose.» Dat heescht, den Här Trichet trëtt derfir an, datt den Indexsystem hei zu Lëtzebuerg misst ofgeschaf ginn.

Ech hunn an enger Question parlementaire un eise Premier eng Fro gestallt, ob de Lëtzebuerg Premier darselwechter Meinung wier wéi de President vun der Zentralbank, den Här Trichet. Den Här Juncker huet versicht, dat ze klären an ze erklären an huet e bësse ronderëmgeschriwwen a schreift dann: „D'Regierung huet net wëlles, déi automatesch Indexéierung vun de Léin ofzeschaffen.“ Mä si géif mat de Sozialpartner iwwer eng Modulation vun der Indexéierung vun de Léin verhandelen, am Fall, wou d'Inflatioun zu Lëtzebuerg riskéiere géif, méi héich ze bleiwe wéi bei eisen Nopeschlänner. „Si“ - also d'Regierung - „kann och net vum Eurogroup dozou gezwonge ginn.“

An du schreift 14 Deeg méi spéit, Här President, den Här Juncker sech selwer e Bréif. De 15. Oktober huet den Här Juncker als President vum Eurogroup dem Statsminister vu Lëtzebuerg, dem Jean-Claude Juncker, e Bréif geschriwwen. E Bréif, wou den Här Jean-Claude Juncker..., well jo Lëtzebuerg net konnt selwer ënnerschreien, duerfir huet dann du säi Vizepräsident, den Här Didier Reynders, dee Bréif ënnerschriwwen. Mä et ass e Bréif vum Här Jean-Claude Juncker als President vum Eurogroup un de Lëtzebuerg Statsminister Jean-Claude Juncker.

Den Här Frieden huet dee Bréif gëschter hei ernimmt, an den Här Lucien Thiel huet de Bréif de Moien och hei ernimmt. Den Här Lucien Thiel sot de Moien - ech zitieren e wuertwärtlech: „De Bréif ass begleet vu gudder Virschléi.“ Wat sinn dann an den Ae vun der CSV déi gutt Virschléi, déi de President vum Eurogroup, den Här Juncker, dem Lëtzebuerg Statsminister Jean-Claude Juncker matgedeelt huet?

Do steet dran: „Fir d'Lounkäschten op den Niveau vun den Haaptkonkurrenten ze bréngen, muss als Prioritéit de System vum automateschen Index suspendéiert ginn.“ Weider heescht et: „Et ass wichteg, ganz schnell Moosnamen ze huelen, déi d'Ufankgehälter am öffentlechen Déngscht ofrosetzen, d'Käschte vum Chômage ofrosetzen, den Taux de remplacement bei de Pensiounen ofrosetzen, den effektiven Alter, wou d'Salarié an d'Pensioun ginn, eropsetzen, ënner anerem duerch, datt d'Cotisatioun fir d'Prétraite verschäerft ginn. Zousätzlech mussen d'Käschte vun de Krankekeess gedréckt ginn.“

Dat ass dee Bréif, Här President, deen de President vum Eurogroup Jean-Claude Jun-

cker dem Lëtzebuerg Premier Jean-Claude Juncker geschriwwen huet a vun deem den Här Thiel gesot huet, eng Rei vu gudden Iddien wieren an deem Bréif dran.

Här President, wann een dat...

► **M. le Président.**- Här Gibéryen, erlaabt Der, datt den Här Thiel lech eng Fro stellt?

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Selbstverständlich!

► **M. Lucien Thiel (CSV).**- Wou kommt Der drun, ech hätt gesot, dat wiere Virschléi, oder elo grad hutt Der nach en anert Wuert gebraucht? Ech hu gesot, et ware gutt Rotschléi. Wann Der zitiiert, wann ech gelift, zitiiert richteg!

(**Interruption**)

► **Une voix.**- Mä den Här Gibéryen hält dat net esou genee.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Oh neen, neen, neen! Ech hunn et...

► **Une voix.**- Virschléi a Rotschléi ass genee datselwecht.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Virschléi hutt Der gesot. Virschléi!

► **M. Lucien Thiel (CSV).**- Rotschléi!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Virschléi!

► **M. Lucien Thiel (CSV).**- Neen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- „...begleet vu gudder...“

► **Une voix.**- Rotschléi!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Ech hu mer et direkt opgeschriwwen,...

► **M. Lucien Thiel (CSV).**- Ma dann hutt Der et falsch opgeschriwwen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- ...well ech geduecht hunn: „Den Här Thiel seet bestëmmt herno, ech hätt e falsch verstanen.“ Duerfir hunn ech direkt opgeschriwwen, wat e gesot huet.

(**Interruption**)

An ech gesi jo elo, datt ech gutt dru geden hat, fir et direkt opzeschreien.

(**Interruptions**)

Obschonn et Rotschléi oder Virschléi...

► **Une voix.**- Eng kleng Differenz!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Jo, jo! Mä fir lech bedeit et: Datselwecht muss geschéien!

► **Une voix.**- Et ass jo och en Ënnerscheid tëscht Trésorerie a Konten.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Här President, wa mer eis Suerge maachen iwwert dat, wat vu Bréissel op eis zoukënt a wat dat fir eis Sozialpolitik ze bedeuten huet, esou hu mer dat net méi spéit wéi haut confirméiert kritt. Wann Der haut am „Lëtzebuerg Wort“ op der Säit 65 op der Wirtschaftssäit kuckt, do steet en Artikel mam Titel vum Här Juncker: „Harsche Kritik an Merkel“ iwwert d'„Euro-Bonds“, wou ech elo net wëll drop agoen, mä zum Schluss vun deem Artikel, do steet eng ganz interessant Matdeelung vum däitsche Finanzminister, dem Här Wolfgang Schäuble.

Ech zitieren - an dann huelen ech den Artikel, fir datt nëmme kee seet, ech géif eppes Falsches hei zitieren: „Für Spekulationen sorgen auch Überlegungen von Finanzminister Wolfgang Schäuble (CDU), der als denkbare Folge der Euro-Krise auf eine langfristige Entwicklung der EU zu einer politischen Union mit einer viel stärkeren Integration hingewiesen hatte. In dem Fall müssten nationale Parlamente ihr Budgetrecht an die EU abgeben. Bei einer heutigen Abstimmung darüber käme zwar eine Ablehnung, hätte Herr Schäuble im Interview kürzlich gesagt.“ Also wann haut géif ofgestëmmt ginn, wier eng Ablehnung komm. „Wenn sie uns aber einige Monate geben, um daran zu arbeiten, wenn sie uns auch die Hoffnung geben, dass andere EU-Staaten dem zustimmen, dann sehe ich eine Chance dafür.“

Do gesäit een also, wat kloer d'Absicht ass: Déi national Parlamenten sollen hire Pouvoir, d'Budgeten ofzestëmme, u Bréissel ofginn. Dat ass den Hannergedanken, deen dohanner steet. A wa mer dat etapeweis maachen, fir dohinner ze kommen, wa mer elo vun engem „Semestre européen“ schwätzen, vun der „Gouvernance

économique“, da sinn dat schonn éischt Schrëtt, déi dohinner ginn, fir datt mer muer iwwerhaapt näischt méi hei an eise Budgeten ze decidieren hunn, mä datt dat alles zu Bréissel decidéiert gëtt.

Méi kloer, wéi et haut am „Lëtzebuerg Wort“ ze liese war, wéi den Här Schäuble proposéiert huet, kann een et net soen. Da gëtt alles zu Berlin an zu Paräis decidéiert. D'national Parlamenten hunn näischt méi ze soen. Da geet et net méi - wéi mir alleguer am Prinzip heibanne soen -, datt europawäit misst e soziale Mindestloun agefouert ginn, mä da gëtt europawäit Hartz IV agefouert.

En anert Beispill, Här President, wéi mat där Salamitaktik Europa vis-à-vis vun eisem Land virgeet, ass d'Bankgeheimnis, wat Stéck fir Stéck geaffert gëtt. Dat ass zu Feira ugaangen an dat ass e kontinuierleche Prozess. Och des Woch ass dee Prozess erëm weidergaangen, wéi erëm en Deel ënnert den Informatiouns Austausch gefall ass. Den Här Frieden huet vun dräi vu fënneg Kategorie geschwat, an der Press kann ee liese vu fënneg vun aacht. Et wier also vläicht och gutt, datt een eng Kéier géif an der Finanzkommissioun doriwwer am Detail diskutieren.

Mä all Kéiers, wa mer erëm e Stéck vum Bankgeheimnis opginn, da mécht den Här Finanzminister dräi Aussoen. Déi Éischt ass: Mir hunn eis erëm duerchgesat, mir hunn erëm alles gerett. Déi Zweet ass: Mir hunn alles behalen, wat mir wollten. An déi Drëtt ass: Dat war erëm e gudden Dag fir Lëtzebuerg an d'Finanzplaz.

A Wierklechkeet ass awer näischt gerett ginn, mä et ass erëm e Stéck weider opgi ginn. Firwat soe mer de Leit d'Wourecht och net do? Mir wëssen all, datt dat Bankgeheimnis op éiweg net ze halen ass. Et kann een de Leit dach soen: Mir hu missen aus där enger oder anerer Ursach erëm e Stéck opginn, mä mir hunn awer alt nach dat heite behalen. Mä dat ass schwéier, de Leit ze erklären, an dat weess d'CSV och, datt d'Leit dat dann net esou richteg verstinn.

Et misst een et am Fong anhand vun engem praktesche Beispill eng Kéier weisen, fir datt d'Leit et géife verstoen. Zum Beispill, wann een e Glas Waasser hëlt, Här President, an et seet een: „Fir eis ass dat Glas Waasser hei enorm wichteg, mir mussen dat behalen.“ An déi aus dem Ausland kommen a soen: „Neen, mir hätten dat Waasser gären!“, an da setzt ee sech do dergéint op, a wa se dann net ginn, da seet een: „Oh mäi Gott, dann huet alt eng Schlupp vun deem Waasser!“

► **Une voix.**- An?

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- An da kënn den Här Frieden, da seet deen net: „Mir hunn hinnen eng Schlupp vum Waasser ginn.“ Hie seet: „Hei kuckt, mir hunn erëm d'Waasser, mir hunn et erëm gerett! Et ass e gudden Dag fir Lëtzebuerg!“ An da steet am „Lëtzebuerg Wort“ eng Foto, wéi gëschter: a Siegerpositioun, ganz Europa läit wéi e Wrack hannendrun als Charta. Mä mir hunn eist Waasser, eis Bankplaz gerett.

Da gëtt den Drock erëm weider ausgeübt, an da packe mer et erëm bal net: „Oh, da kritt Der alt erëm eng Schlupp.“ An da kënn den Här Frieden erëm: „Ah, mir hunn eis erëm duerchgesat. Gesitt Der, mir hunn nach ëmmer Waasser am Glas, mir hunn als Lëtzebuerg erëm alles gerett. Et ass erëm e gudden Dag fir Lëtzebuerg!“

Esou geet dat virun, Här President, elo kann den Här Frieden nach eng Schlupp, oder och vläicht zwou Schluppen, ginn - dat hänkt dovun of, wéi grouss datt den Drock ass...

► **Une voix.**- Dräi!

(**Hilarité**)

► **Une autre voix.**- Cabaret pur!

(**Hilarité**)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- ...an dann ass d'Glas eidel. Dann hu mer ausgerett! Esou geet et och mam Bankgeheimnis hei zu Lëtzebuerg: Wann den Här Frieden fäer-

deg ass mat senge Rettungen, dann ass näischt méi ze retten do, dann ass d'Glas Waasser eidel, an d'Bankgeheimnis ass fort. Duerfir, Här President...

(Interruption)

► **Plusieurs voix.**- Aaahhh!

(Hilarité et interruptions)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- ...hei an der Chamber...

► **Une voix.**- Dat do ass et.

► **Une autre voix.**- Also esou einfach ass et, lech aus dem Konzept ze bréngen!

(Hilarité)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Här President, dat ass alles méiglech, well d'Politik iwwert d'Käpp vun de Bierger ewech décidéiert. Duerfir triede mir och derfir an, datt a wichtege Froen d'Politik sech dem Vollek stelle soll iwwert de Wee vum Referendum, sief dat an europäesche Froen, wa mer Souveränitätsrechter ofginn, sief et a Froe vun der Verfassungsreform oder a wichtege Froen, wéi zum Beispill dem Tram. Do soll d'Politik de Courage hunn, fir virun d'Bierger ze goen, eng Diskussioun ze maachen an dann och d'Leit dorivwer décidéieren ze loosson, an och déi Décioun, dat Wahlresultat ze akzeptéieren.

Här President, mir hunn eng Rei vu Propositiounen gemaach, wéi mer méi Transparenz an d'öffentlech Finanzen wéilt kréien, wat - ech brauch dat haut net méi alles hei ze ernimmen - mer gäre vun Donnéeën hätten. Mir hätten och gären, datt beim Stat soll emol selwer gespuert ginn. D'Frais de fonctionnement, wou am Fong eng lächerlech Zomm vu 34 Milliounen, wat 0,3% vum Statsbudget ausmécht... Mir soen och, datt eise Stat net ka weiderfueren - an dat soe mer ganz kloer -, wéi dat 2009, 2010, 2011 de Fall war, wou mer am Schnétt, kann ee soen, 1 Milliard pro Joer Defizit maachen. D'Statsfinanze sinn net gesond, an e Land ka sech dat - a virun allem e klengt Land - net leeschten.

Mir mussen also duerfir Efforte maachen, fir de Statsbudget an den Équiliber ze bréngen. Duerfir muss et ee fir alle Mol ophale mat der Geldverschwendung, déi een nach ëmmer beim Stat mécht! Wann een och mat de Leit an de Verwaltung schwätzt, déi soen engem, datt dat net géif stëmmen, wat hei ëmmer gesot gëtt, datt se géife bremsen. Si soen, et ass bei eis nach näischt ukomm an et leeft am Prinzip nach genausou virun, wéi et ëmmer virdru gelaf ass. Och d'Aschränkung vun de sougenannten „Crédits non limitatifs“ oder „sans distinction d'exercice“: Dat misst absolut reduzéiert ginn!

D'Simplification administrative: Et ass scho bal lächerlech, datt mer nach ëmmer driwwer schwätzen! Ech sinn elo 22 Joer hei an deem Haus, et gëtt schon 22 Joer dorivwer geschwat, an ech fäerten, datt net eis Kanner, mä nach eis Enkelkanner wäerten eng Kéier dorivwer schwätzen. D'Duerchforstung vun de Subventionen an de Subsidien, d'Reduzierung vun de Publizitéitscampagnen vun den eenzelne Ministären... D'Entwécklungshëllef, si mer der Meenung, sollte mer op 0,7% limitéieren a mer sollte versichen, dat Geld prioritär de Lëtzebuurger Betriber zoukommen ze loosson. D'Ofschaffung vum Chancégläichheitsministère, wou mir der Meenung sinn, dat misst am Prinzip normal sinn, datt dat an all Ministère géif gemaach ginn, an datt een duerfir net en neie Ministère misst schafen. An do gëtt et der nach eng Rei, ech sprangen driwwer weinst der Zäit.

Mä awer och d'Prioritéite bei den Investitiounen: Sämtlech Investitiounen an Infrastrukture mussen no Prioritéiten opgestallt an zäitlech esou realiséiert ginn, datt se de budgetäre Méiglechkeeten entsprechen. D'Zweckméissegkeet muss d'Prioritéit hunn, an net d'Prunkbauten. Haut wesse mer, wat déi Prunkbauten, déi déi lescht Regierungen hei am Land opgeriicht hunn, eis kaschten, wat se eis als Frais de fonctionnement kaschten. Wa mer géife kucken, wat d'Zweckméissegkeet vu ver-

schiddene Gebaier ass, dann ass dat an absolut kengem Verhältnis zu deem, wat investéiert ginn ass.

Et mussen och Investitiounen zrëckgestallt gi respektiv gestrach ginn. Mir strächen, dat ass näischt Neies: den Tram, de Militärfliiger, e-Go - do géife mer ophalen, nach weider Gelder an eppes ze investéieren, wat ëmmer defizitär ass an defizitär wäert bleiwen an och net an engem Verhältnis steet, wat do investéiert ginn ass an nach weider investéiert gëtt, zu deem, wat een do kann erausdrécken -, d'Zuchstreck vun der Gare op de Findel. A mir hu jo och géint eng Sanéierung vun den Héichiewe gestëmmt, well mer der Meenung sinn, och dat ass an diesen Zäiten net ubruecht, fir dat ze maachen.

Aner Projeten, wéi d'Autobunn Stengefort - Diddeleng: zrëckgesat ginn, Velodrom..., ech brauch dat hei net alles ze widerhuelen.

E puer Wieder nach zu de sozial- a steierpolitesche Moosnamen: D'ADR ass derfir, fir den Index bäizebehalen. Den Här Lux huet de Moien hei gesot: „D'LSAP bleibt stoen!“ Ech hat eng Kéier gesot: „D'LSAP bleibt esou laang stoen, bis se ëmfällt!“ An elo hunn ech gesot, si wier e bëssen ëmgefall. Den Här Lux huet gesot, dat géif et net ginn, e bësse schwanger géif et net ginn, et wier ee schwanger oder net schwanger.

Dat stëmmt, Här Lux! Awer beim Index kann een e bëssen ëmfalen, an Dir sidd jo och schon e bëssen ëmgefall: Et si schon eng Rei vu Moosnamen an där leschter Legislaturperiod geholl ginn. Mir hunn der och elo geholl, wéi mer zum Beispill - wat och fir mech eng Manipulatioun ass - d'Waasserwirtschaftsrichtlinn ëmgesat hunn an do an d'Gesetz agesat hunn. Déi Haussen, déi um Waasser an den Ofwaassertaxen, déi sinn indexneutral, steet an deem Gesetz. Déi vum Statec hunn eis gesot, datt déi Haussé 5% ausmaachen, an zwar genausou vill, wéi d'Haussé vum Carburant géifen ausmaachen, just, datt se net am Index berücksichtegt ginn. Also, Dir sidd schon e bëssen ëmgefall, a mir si jo nach net um Enn vun dieser Legislaturperiod ukomm!

Mir sinn d'accord, aus dem Indexwuekeruef Tubak an den Alkohol erauszehuelen.

D'ADR ass da géint déi familljepolitesch Regierungspropositiounen, déi ënnerstëtze mer net: wou hei d'Kannergeld net méi indexéiert gëtt, wou déi Mammen, déi doheem sinn, d'Chèque-servicen net kréien, an och elo nach d'Mammerent ëm fënnf Joer gekierzt gëtt.

Et ass hei gesot ginn, datt de Stat géif vill an d'Familljepolitik investéieren. Här President, dat stëmmt, mat 1,6 Milliarde gëtt vill dran investéiert. Mä et muss een awer wëssen, datt de Stat net an déi Familljen investéiert, déi d'Kannerbetrieger selwer maachen. Déi gi vun dieser Regierung bestrooft a se mussen souguer zum Deel hëllefen, deenen aneren hir Kannerbetrieger ze bezuelen.

Ech erkläre mech: Et ass de Moien och hei gesot ginn, datt doduerch, datt de Stat d'Kannergeld desindexéiert huet, de Stat 100 Milliounen gespuert huet an deene leschte Joren. Déi 100 Milliounen sinn du geholl ginn, fir a Crèchen an a Maison-relais, an Infrastrukturen ze investéieren. Dat heescht also, déi Mamm, déi doheem bleift, déi d'Kannerbetrieger selwer mécht, déi kritt manner Kannergeld, an doduerch muss se hëllefen Infrastrukturen ze bezuelen, vun deene se net profitéiert. Et ass also esou: Hei gëtt wuel vill an d'Familljepolitik investéiert, mä déi Familljen, déi sech décidéieren, hir Kannerbetrieger selwer ze maachen, déi gi vun dieser Regierung gestrooft.

Weider si mer dergéint, datt d'Krisesteier - dat hu mer d'lescht Woch hei gesot - oder datt d'TVA soll erhéicht ginn. Mir sinn awer fir eng Bankenabgab op internationalem Niveau a mir soen och, datt déi Posten, déi an der Fonction publique fräi ginn, net méi mussen besat ginn, wann déi Posten net onbedéngt mussen besat sinn, an datt een och e Changement an den Administratiounen soll méi flexibel maachen.

Déi Steierpolitik, déi d'lescht Woch hei décidéiert ginn ass, déi wäert d'Famillje

schwéier treffen. Well et dierf een net nëmmen déi Politik huelen, mä et muss ee se an der Kombinatioun kucken, an den Här Lux huet de Moien hei eng Rei vu Beispiller gemaach, mä dat huet sech reng op d'Steierpolitik beinhalt. An Der hutt jo am Prinzip och nëmmen d'Krisesteier an d'Solidaritätssteuer, mä et muss een och wëssen, datt déi gréisste Steiererhéijung d'Netupassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun ass, an dat mécht 100 Milliounen d'Joer aus.

Fir et an Erënnerung ze ruffen: D'Krisesteier kascht 85 Milliounen, d'Solidaritätssteuer 43 Milliounen, d'Netupasse vun der Steiertabell kascht de Steierzueler 100 Milliounen. Mä et muss een och nach derbärechnen, wat d'Leit un Taxen - souwuel bei de Gemengen, déi obligéiert sinn, e Gesetz ëmzesetzen - muss bezuelen, wat se bei der Krankekeess, bei de Participatiounen an de Spideeler, bei den Dokteren a Kuren an Zukunft mussen weider bezuelen. Et muss een also e ganze Pak huelen, et kann een net ee Modell eraushuelen, well jiddwerengem seng Dépense setze sech aneschtens zesummen.

Här President, nach e Wuert zum Chômage: Am Juni 2000 hat Lëtzebuerg 4.422 Leit am Chômage plus 2.092 Leit a Beschäftigungsmoosnamen, also 6.514 Leit am Ganzen. Firwat huelen ech de Juni 2000? Mä, well am Juni 2004 Wahle waren. An am Juni 2004, do war de Chômage op 7.285 eropgaangen, an an de Beschäftigungsmoosname waren 3.802 Leit dran. Dat gëtt also zesummen 11.087 Leit, déi do am Chômage waren. An d'Sozialisten, Här President - duerfir hunn ech de Juni geholl -, déi hunn am Juni 2004 grous Plakater am Land opgehaangen, wou se gesot hunn: „Hei, kuckt emol, wéi ass an der leschter Legislaturperiod de Chômage an d'Luucht gaangen, ëmmerhi bal ëm 5.000 Plazen!“ A si hunn do grous drënner geschriwwen: „Mir paken et un“.

Dat ass eppes, wat ee verhält, wann een esou grous Plakater am Land ophängt a seet: „Mir paken dat un“. D'Leit hunn et jo och gegleeft.

(Interruption)

An d'Leit hunn et jo och gegleeft! Zënterhier sinn d'Sozialisten...

► **Une voix.**- Wéi ass et da mat Äre Plakater?

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- ...an der Regierung, an zënter dem Juni 2004, datt d'Sozialisten an der Regierung sinn, ass de Chômage vun 11.000 op 18.500 eropgaangen. Wou ass Äert Plakat „Mir paken et un“? Et wier besser gewiescht vläicht, Dir hätt et net ugepaakt, well méi dramatesch hätten d'Chômagezuelen net kënnen an d'Luucht goen, wéi se an d'Luucht gaange sinn, wéi zënter datt d'Sozialisten an der Regierung sinn.

Här President, de Chômage ass e ganz grous, en eeschte Problem, dee mer hei am Land hunn. Wa mer eiser Jugend keng Perspektive méi kënnen ginn, wann eis Jugend keng Plaze méi fënn, dann ass dat eng grous Gefor fir déi sozial Zesummenhängegeheet hei am Land. Duerfir muss séier do eng Reform komme vun der ADEM. D'Regierung huet praktesch dräi Joer verluer, fir driwwer ze streiden, ob dat soll en Établissement public ginn oder net. Mir hu vun Ufank u gesot, datt dat fir eis net wichtig ass, ob et en Établissement public ass, dat kënnen fir eis och Fonctionnaire sinn.

Wichtig ass, datt d'ADEM eng Struktur kritt, eng Form kritt, wou se kann effikass am Interessi vun deene Leit schaffen, déi eng Aarbecht sichen, datt déi Leit kënnen begleet ginn, an datt net ee Placeur honnerten, fir net ze soen dausende Leit mussen traitéieren, fir deenen eng Aarbecht ze sichen. Mir mussen op déi Leit zougoen, mir mussen deene Leit erëm Perspektive ginn, an duerfir ass déi Reform méi wéi iwwerfällg.

Mir brauchen ëmmer méi Leit hei am Land a mir ginn der ëmmer méi an d'Grenzregioun sichen. Dat beweist jo, datt eppes faul hei am Land ass, wa mer mussen ëmmer hei Aarbechtsplaze schafen a mer mussen ëmmer méi Leit an d'Grenzregioun siche goen, an eis Leit ginn ëmmer zu méi enger grousser Zuel an de Chômage. Dat gëtt sozial Spannungen hei am Land, an dofir ass dann d'Regierung res-

ponsabel, wann déi Spannungen kommen, well se versot huet - iwwer Joren -, fir de Problem unzepaken.

Här President, ech wëll ofschléissend nach e puer Wuert iwwert d'Pensiounen hei soen. Eis Pensiounskeese sinn am Abléck gesond. Virun allem, wa mer soen „eis Keesen“, da schwätze mer vun deenen am Privatsektor, wou mer praktesch zéng Milliarden op der Sait leien hunn, wou et nach all Joers nach e groussem Iwwerschoss gëtt. Am öffentleche Sektor hu mer aus Tradition hier keng Pensiounskeesen, déi ginn aus dem Statsbudget bezuelt. Och dee Chiffer ass geschter hei genannt ginn: Vu 500 Milliounen, déi dat d'Joer kascht, kënnen mer am Abléck iwwert d'Cotisationsen ee Véirel decken.

Mir wäerten net derlaanscht kommen, fir laangfristeg Upassungen un deenen zwee Regimer ze maachen, ouni datt mer duerfir awer mussen massiv Aschnëtter maachen. Mä wa mer gären eise Pensiounssystem laangfristeg op stabil Bee setzen, mussen mer - genau wéi ech virdru gesot hu bei der Scholdespiral „matzäiten“ - och bei de Pensiounskeese matzäiten driwwer diskutéieren.

Mir sinn als ADR op, fir esou eng Diskussioun ze féieren, déi op de Prinzipie muss baséieren vun der nationaler Solidaritéit. Et muss sech am Kader vun bestehendem System bewegen, et muss d'Émlageverfahre bleiwen, an all Ännerungen, déi mer huelen, mussen selbstverständlech fir déi zwee Secteure sinn. Mir sinn der Meenung, wa mer matzäiten ufänken, datt dat dann - ouni brauchen Aschnëtter ze maachen, déi net verkraftbar wieren - méiglech ass, an datt mer dann och deene Generatiounen hannendru kënnen e gudd Pensiounssystem garantéieren, egal, ob se am privaten oder am öffentleche Sektor schaffen.

Här President, wann een esou eng Ried zum Budget hält, dann ass et jo normal, datt een zum Schluss ëmmer seet, datt een dee Budget net stëmmt als Opposition, an dann denkt een ëmmer: „Wat seet een zum Schluss?“ Dat sinn dann och ëmmer gären esou Floskelen, déi eng Tradition kréien, an duerfir, Här President, wollt ech am Fong des Kéier d'Schlussuert net vun eiser Sait aus ginn, mä ech wollt dat Schlussuert dem President vum OGB-L, dem Jean-Claude Reding, ginn.

Den Här Reding krut an engem Interview vun der „Revue“ virun e puer Wochen d'Fro gestallt: „Was für ein Zeugnis stellen Sie der Regierung aus?“ D'Äntwert war: „Kein gutes! Sie lässt sich zu sehr von neo-liberalen Gedanken beeinflussen.“

(Hilarité)

Die Regierung schadet uns.“ Wann de President vun der LSAP hirem gréisste Supporterclub esou ee vernichtend Urteel iwwert d'Regierung fällt, bleibt mir näischt méi ze soen!

Ech soen lech Merci.

(Interruption)

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Gibéryen Merci. Als nächste Riedner ass den Här André Hoffmann agetroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn eng herrlech Definitiou fonnt vun der politescher Muecht, vun engem amerikanesche Gesellschaftswissenschaftler. „Muecht“, sot en, „ass d'Fäegkeet, sech et leeschten ze kënnen, net bäizelieren.“ Kéint deen...

Ech brauch et jo net nach eng Kéier ze widerhuelen, gell?

► **Une voix.**- Dach, wann ech gelift.

► **Plusieurs voix.**- Dach!

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Awer net mat der Zäit.

► **Une voix.**- Jo, jo, dat ass an der Rei. Dat ass an der Rei.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Net mat der Zäit!

► **Une voix.**- Jo.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- D'Muecht ass d'Fäegkeet, sech et leeschten ze kënnen, net bäizelieren.

► **Une voix.**- D'CSV weess dat, Här Hoffmann, scho laang.



► **M. André Hoffmann** (déi Lénk).- Okay. Net nach eng Kéier, gell?

(Interruptions)

Kéint deen - dee Wëssenschaftler - d'Verhale vun de politeschen a wirtschaftleche sougenannten Eliten an Europa am Moment observéieren, da misst e sech wuel bestätegt fillen.

Wéi et virun dräi Joer geklaakt huet, dunn huet ee sengen Oueren net getraut. Bal an enger Nuecht war bal jiddwereen, och hei zu Lëtzebuerg, zu engem heftege Kapitalismuskritiker ginn. Dat ass entre-temps natierlech e bëssen anescht. D'Banke si gerett, enfin, bal gerett. On ne sait jamais! Oh mei! Si maachen erëm säfteg Geschäfte, zum Deel erëm mat ongedeckte Schecken, an duerfir si se net definitiv gerett. D'Spekulation geet weider.

Déi staatlech Finanzen rëtschen an den Defizit an an d'Scholden, a berappe mussen haaptsächlech déi, déi vun hirem Loun liewen. A wa se sech dat net wëlle gefale loosse, da si se net reformbereet, heescht et. Och déi lëtzebuergesch Regierung leet eng Rechnung op den Dësch, déi virun allem vun dem Salariat soll bezuelt ginn. Ech widderhuelen d'Zifferen net nach eng Kéier - ech hunn der scho genannt bei der Diskussioun iwwert d'Krisesteieren -, se sinn nozeliesen an den Avisen vun de Chambres professionnelles. Ech hunn d'lescht Woch zu deem Steierpak och an den Detailer Stellung geholl. Ech wëll dat net nach eng Kéier widderhuelen.

Just awer e puer Präzisionen: D'Steierpolitik vun deene leschte Joren - dat muss een awer ëmmer erëm widderhuelen - huet jo haaptsächlech doranner bestanen, ëmmer méi Cadeauen un déi héich Revenuen, Verméigen a Benefisser ze verdeelen. Dat wier den allgemengen Trend an Europa gewiescht, sot de Finanzminister. A wou e Recht huet, do huet e Recht: Dat war den allgemengen Trend. Dee koom aus Amerika an aus England, dat wësse mer, deen Trend.

Wat hien Trend nennt, dat nennen ech Steiersenkungswahn. Dee Steiersenkungswahn, deen huet natierlech zesummegehaange mat enger kräfteger Stats-Phobie, also ëmmer manner Stat, an natierlech och mat enger kräfteger Sozialtats-Phobie, well et ass jo evident, wann een no uewe verdeelt, da muss een enne spueren oder kieren, an emgedréit. Dee Steiersenkungswahn, deen hu mir also hei zu Lëtzebuerg ganz kräfteg nogemaach. An ech ka wierklech an Ärer aktueller Politik net entdecken, dass Dir an där doter Fro d'Kéier géift huelen.

De Spëtzezielsaz, deen erhéicht Der vun 38% op 39%. Dat ass fir mech net vill méi wéi eng Kosmetik an där doter Fro. Dat ass wierklech net eng Stärkung wierklech vun der Progressivitéit. A bei der Krisesteier gitt Der carrément erëm an déi emgedréite Richtung.

Den Här Body huet a sengem Rapport drun erënnert, dass eis Regierung eng Etüd wollt maache loosse iwwer eng „flat tax“, eng „flaach Steier“: déi ongerechtste Steier, déi ee sech virstelle kann! Deeselwechten Taux fir all Revenu, egal wou en hierkënn, egal wéi héich en ass. Eng Steier also, déi all Emverdeelung ausschléisst an noutgedrongenerweis zur Konzentratioun vum Räichtum uewen op der gesellschaftlecher Leeder muss féieren.

Den Här Body stellt da mat Satisfaktion fest, d'Regierung hätt déi Iddi vun där Etüd opginn. Mir schéngt dat awer net ganz esou de Fall ze sinn, well mat där neier Krisesteier féiert Der eng Zort „flat tax“ an. Vlächicht als Test geduecht, fir eng Kéier méi wäit ze goen? Zwar gétt de Mindestloun ënnen erausgerechent, an doduerch entsteet ënnen effektiv eng gewësse Progressivitéit, awer dann, no engem ganz ausgeprägte Mëttelstandsbockel - nach vill méi bockel, wéi deen an der Akommessteier, wéi deen an der normaler Akommessteier -, flaacht d'Be-laschtung uewen of, also Richtung „flat tax“.

Hätt Der wierklech de Steiersystem wëlle méi gerecht maachen, dann hätt Der zum Beispill d'Progressivitéit op der Akommessteier misse stärken duerch eng substantiell Erhéijung vum Spëtzezielsaz, gläichzäiteg mat engem Ofschläife vun deem bekannte Mëttelstandsbockel, an och

duerch méi eng héich Besteuerung vun deene Benefisser, déi net investéiert ginn. Den Här Lux huet haut de Moien nach eng Kéier déi Zuele genannt, déi ech schon d'lescht Joer hei genannt hunn, a wou ech lech och en Tableau gewisen hunn, wéi déif dass hei zu Lëtzebuerg d'Steieren op de Betriber sinn, am internationale Verglach.

Da wëll ech och nach eng Kéier widderhuelen - well dat huet den Här Lux net widderholl -, dass hei zu Lëtzebuerg d'Benefisser iwwerduerchschnëttlech héich sinn an dass den Deel vun de Benefisser, deen erëm investéiert gétt, iwwerduerchschnëttlech niddreg ass. Dat heescht also, mir hätten eigentlech Intérêt drun, wa mer Investitiounen wëlle favoriséieren an Aarbechtsplaze favoriséieren, dass mer déi net investéiert Benefisser méi staark besteieren.

Héich Steieren - ech hunn déi Steier-Phobie net, déi anerer hunn, och net bei mir selwer -, héich Steiere sinn ëmmer verbode mat engem relativ staarke Sozialstat. Dat hu mer jiddfalls an de 60er, 70er Joren als Beispill gehat an de skandinavische Länner - dat huet sech entre-temps zwar och e bësse geännert -, do hate mer ëmmer e relativ héicht Steueropkommes, virun allem natierlech entsprechend der Capacitéit, a gläichzäiteg e relativ wäit entwéckelte Sozialstat.

Ech weess net méi, wien op d'Iddi koom ass ze behaupten - ech hunn et och net nogesicht -, et géif hei zu Lëtzebuerg x Prozent vu Leit ginn, déi keng Steiere géife bezuelen. De Minister Frieden huet gëscht nach eng Kéier gesot, 5% vun de Leit géife 50% vun de Steiere bezuelen. Do stëmmt eppes net. Do stëmmt eppes net! Et gétt hei zu Lëtzebuerg keen, deen hei lieft, a keen, deen hei schafft, dee keng Steiere bezilt. Dat gétt et net!

Bei all Akaf bezuele mer Steieren, virun allem natierlech TVA. Also, wann een d'Steiere beschwätzt, da muss een natierlech d'indirekt Steiere mat aberechnen. Déi TVA, déi mécht entre-temps ee Véirel bal vun de gesamte Recettë vum Stat aus. A wa mer déi aner indirekt Steieren, Accisen a wat et nach esou dorëmmer gétt, derbärechnen, da si mer iwwer engem Drëttel vun de gesamte Recettë vum Stat!

Dir wësst alleguerten, dass d'indirekt Steiere prinzipiell méi ongerecht si wéi direkt Steieren, well se déi kleng Akommesse méi staark belastschen wéi déi héich. An dass et ënnerschiddlech TVA-Tauxe gétt, dat ännert dorunner och héchstens marginal eppes, well se onofhängeg si vum Revenu. De Millionär bezilt och nëmme 3% TVA op sengem Brout. An de Mënsch mat dem Mindestloun bezilt och 15% TVA op sengem klengen Ordinateur. Dat heescht also: onofhängeg vum Revenu, also grondsätzlech eigentlech ongerecht.

Ech wëll nach eng Kéier insistéieren op d'Wichtigkeet vun der Steierdiskussioun. Et geet net einfach drëm, d'Statskeesen ze fëllen, an dann d'Geld zu der Fënster erauszugeheien. Dat ass net d'Thema.

Ech sinn also och absolut der Meenung, dass mer d'Ausgaben, souwuel Fonctionnementsausgabe wéi Investitiounen, och no strenge Kritären evaluéieren. Da kënn et awer drop un, wéi eng Kritären dat sinn. Dat kann net ëmmer fir mech nëmme d'Leier vun der Kompetitivitéit sinn, wou menger Meenung no kee Problem besteet, sondern dat misst sozial, ekologesch, kulturell Kritäre sinn, also eigentlech déi verschidden Dimensionen vun der nohalteger Entwécklung.

Och d'Recettë mussen dann no strenge Kritären evaluéiert ginn. Well Recetten an Dépensen hänken zesummen a missten eigentlech kohärent sinn, och an de Kritären, an deenen ee se evaluéiert. D'Kritäre vun de Recetten: Eng gerecht Verdeelung a Richtung vun enger méi egalitärer Gesellschaft ass eis Position, de Kritär vun der gesellschaftlecher Utilitéit. Mir brauchen keng Promotioun vum Risikokapital. Mir hunn es schon ze vill! Mir brauchen also och keng Accumulation vum private Räichtum. Mir hunn es schon ze vill!

Mat deenen enorme gesellschaftleche Verännerungen, mat deenen Erausfuorderung, mat deene mer konfrontéiert sinn - dat betrëfft déi heiteg an déi zukünfteg gesellschaftlech Bedierfnesser -, brauche

mer virun allem staark öffentlech Ressourcen, deenen hir Verwendung an hir Verdeelung mer och demokratesch kontrolléiere kënnen; an net private Räichtum, deen entweder an de Konsum geet, deen net mat nohalteger Entwécklung vereinbar ass, oder an de Blose vun de Finanzmäert déi Krise provozéiert, déi mer kennen.

Mir brauchen eng seriö Debatt hei zu Lëtzebuerg iwwert d'Verhältnis vun onproduktivem, privatem Geldkapital op där enger Säit, an der öffentlecher Demande an enger öffentlecher Produktioun vun allgemengen, nätzleche Gidder a Servicer op där anerer Säit. Deen Débat, dee gétt net genuch gefouert!

Duerfir brauche mer och menger Meenung no Strukturereformen, effektiv. Ech muss lech awer soen, wann ech entre-temps dat Wuert Strukturereform héieren, da gétt et mer schon e bëssen ellen. Well, wat esou als Strukturereform dohierkënn, dat ass an deene leschte Jore ganz oft näischt anescht wéi eng Regressioun. Dat géllt um europäesche Plang, dat géllt um nationale Plang. Och déi europäesch Governance riskéiert a Richtung ze goe vu Strukturereformen, déi a Wierklechkeet sozial Regressiounen bedeiten.

An déi berühmte selektiv Sozialpolitik, déi de Finanzminister nach eng Kéier gëscht hei ernimmt huet: Däerf ech drun erënnere, Caritas Almanach vun dësem oder leschem Joer, „das Unwort des Jahres“: selektiv Sozialpolitik. „Das Unwort des Jahres“! Dat ass och esou eng Tendenz: selektiv Sozialpolitik a Richtung vu Strukturereformen, déi a Wierklechkeet den Ofbau vun engem Sozialstat bedeiten, deen net op déi cibléiert Aarm einfach esou geriicht ass, sondern deen universell Rechter fir jiddweree garantéiert, wéi se zum Beispill am Prinzip an eiser Sécurité sociale verankert sinn.

Mir brauchen aner Strukturereforme wéi déi sougenannte selektiv Sozialpolitik. Mir brauchen aner Strukturereformen! Ech wëll lech der e puer nennen: Dass hei zu Lëtzebuerg de Mindestloun ënnert der Aarmutsgrenz läit, dass et ëmmer méi Leit gétt, déi eng Aarbecht hunn an awer aarm sinn - „working poor“ nennt een dat entre-temps, et muss ee jo ëmmer Englesch schwätzen -, dat ass dach wuel e strukturelle Problem! Wier et dann net eng Strukturereform beispillsweis, de Mindestloun ze koppelen un e Prozentsaz iwwert der Aarmutsgrenz?

Déi Etüd Unicef, déi ass schon elo haut, mengen ech, zwee- oder dräimol ernimmt ginn, iwwer Kannerarmut an allgemeng iwwer Ongläichheeten hei zu Lëtzebuerg. Et muss een awer net déi Etüd hunn. Och déi Etüd, déi all Joer gemaach gétt, mat dem Titel „Travail et cohésion sociale“, och déi weist op, wéi an deene leschte Joren eischtens d'Zuel vun de Leit mat Aarmutrisiko - de Prozentsaz - an d'Luucht geet, an anerersäits, wéi hei zu Lëtzebuerg sozial Ongläichheete sech weiderentwéckelen. Do wier e Pak unzegoen a puncto Strukturereformen!

Zweetens, de Chômage: Ech hu leider keng Zäit fir eng Debatt iwwer Aarbechtslosegkeet a Mëttelen dergéint. Ech muss lech just soen: Et kann dach net sinn, dass mir einfach feststellen, wat de Statec eis seet! An dee seet eis, d'Aarbechtslosegkeet, déi geet an deenen nächste Joren an d'Luucht. Bis 7% gesi se elo emol viraus, duerno geet et weider. An da kucke mer no, mir maachen eng Reform vun der ADEM - näischt géint eng Reform vum Arbeitsamt -, ech soen lech just elo schon: Och eng gutt Reform vum Arbeitsamt féiert net dozou, dass mer den Taux vun der Aarbechtslosegkeet hei substantiell erfersetzen.

Well d'Ursaachen net esou séier an der Vermëttlung leien, sondern well d'Ursaachen haaptsächlech a strukturelle Problemer leien, dat heescht also, dass mer - net nëmme zu Lëtzebuerg - net wierklech genuch Aarbechtsplaze fir jiddwereen hunn. An Dir maacht ëmmer déiselwecht Rezept: Cadeauen un d'Entreprises, an der Hoffnung, da géife Leit agestallt ginn. Dat maache mer elo schon zënter 20 Joer. Zënter dass de Premier selwer eng Kéier hei gesot huet, elo wier e mat sengem Latäin um Enn, fuere mer awer nach ëmmer mat deene Rezepten weider.

Eis Wunnungsproblematik: Do huet och de Premier scho viru Jore gesot, d'Regierung an och hien hätt doranner versot. Et ass entre-temps net vill besser ginn. Mir bräichten natierlech eng seriö Reform vun de Präisser, vun den Terrainspräisser, vun de Baupräisser etc. Ma wa mer den Zesammenhang tëschent Aarmut a Wunnverhältnissen - well dat ass en Thema, grad fir Kanner, grad fir Kanner, awer Wunnen als Mënscherecht -, wa mer dat eescht huelen, da brauche mer eng substantiell Auswäitung vum soziale Wunnungsbaue. Mir sinn eent vun deene Länner mat deem niddregsten Undeel vu Sozialwunnenge wäit a breet, jiddfalls am Verglach zu eisen Nopeschlänner. Ech soen emol - dat hu mer gesot -, mir bräichten an der Gréisstenuerdnung vun 10% op d'mannst Sozialwunnengen, 10% vum gesamte Wunnbestand.

Bei där ganzer Evolutioun vu gesellschaftleche Bedierfnesser - wat eng Erausfuorderung bedeit - stellt sech natierlech d'Fro vum Partage, stellt sech engersäits d'Fro vum Partage tëschent deene verschiddene soziale Gruppen, och Revenuen, Kapital-Revenuen aus der Aarbecht, an anerersäits natierlech: Wou setzt ee bei der Uwendung vum PIB, vum geschafene Räichtum, Prioritéiten? Do muss een dann natierlech no Kritäre vu wierklech gesellschaftleche Bedierfnesser fueren.

A vu dass ech muss zum Schluss kommen, dann nach dat hei. Ech hunn zweemol an deene leschte Méint deelgeholl un Ate-lieren, déi organiséiert ware vum Wirtschafts- a Sozialrot a vum Nohaltegekeetsrot iwwert déi ganz Problematik: Wuess-tum, Verdeelung, nohalteger Entwécklung an esou weider an esou fort. Hei, an eisen Debatten, keen Echo! Also keng Debatt iwwert déi grondsätzlech Entwécklung vun eiser Gesellschaft, weder am soziale Sënn nach am ekologesche Sënn, keen Débat. An duerfir nach eng Kéier, wéi gesot: D'Muecht ass d'Fäegkeet, sech et leeschten ze kënnen, net bäzeléieren.

Merci.

Ech brauch jo net ze soen, dass ech de Budget net stëmme, gell?

(Hilarité)

► **M. le Président.**- Merci dem Här Hoffmann, an als nächste Riedner ass den Här Xavier Bettel agedroen. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Xavier Bettel** (DP).- Här President, Dir Damm an Dir Hären, ech hat eng Ried virbereet, an dunn de Moien, wéi awer d'Aussoe vum Fraktiounschef vun der LSAP koom sinn, hunn ech se misse ganz ëmschreien. Firwat, Här President? Well et fir mech einfach wichteg ass, als Politiker, dass an enger Krisesituatioun Eierleche-keet, Responsabilitéit an der Politik grouss-geschriwwe muss ginn.

D'Situatioun ass am Moment net schéinzerieden. Am Moment soll kee soen, dass et dobause gutt geet. Dir braucht nëmme déi lescht Zuelen iwwert de Chômage ze gesinn, Dir braucht nëmme d'Situatioun ze gesinn, de leschte Rapport vun der Unicef iwwert den Aarmut an och den Aarmut bei de Kanner. Et soll een an der Politik och eng grouss Maxime hunn - dat huet och den Här Thiel de Moie gesot -, et soll ee soen, wat ee wëllt maachen, et sollt een och maachen, wat ee gesot huet.

Firwat, Här President, insistéieren ech op déi Punkten? Erlaabt mer e kleng Réckbléck. E kleng Réckbléck, wou den Här Frieden net ze beneiden ass, dee fir d'Éischt e Pak vu Mesurë presentéiert huet an der Lëtzebuurger Press, op enger Pressekonzferenz, wou ech iwwerraschenderweis ganz eleng souz - et souz keen anere vun de Majoritéitsparteien dobäi -, a wou den Här Frieden do ganz eleng d'Spuermesuren an d'Propositionen, déi dës Regierung wollt zur Debatt stellen, presentéiert huet.

Et huet net laang gedauert, do wor den Här Frieden awer ganz eleng! Den Här Schmit wor deen Éischt, deen de 15. Abrëll gesot huet: „Ech muss soen, dat do ass ni als definitive Pak, dee vun der Regie-



zung ofgeseent gi wier, verstane ginn. Op jiddwer Fall net vu mir an net mat menge Kolleegen aus der LSAP, déi um Regierungsrot deelgeholl hunn.“ Éischt Episod an dëser Geschicht.

E puer Deeg drop, den 20. Abrëll, seet den Här Lux: „De Paquet war an ass a bleift inakzeptabel fir eis Partei a fir eis Fraktioun.“ E puer Deeg drop proposéiert d'CSV e sozialen Index. Den Här Wolter, ech zitieren och: „An d'Leit hunn der Politik net den Optrag ginn, wann eng Partei seet, mir si net iwwer eppes bereet ze diskutieren, domadder all aner Partei mondout ze maachen, dass déi net méi däerf mat Propositione kommen, wat och falsch wier.“ E puer Deeg drop seet den Här Schmit, dass hie géif stoe bleiwen, an dat géif en och senge Leit garantieren. Hie seet dat op hirem Kongress zu Moutfort.

E puer Deeg drop, Här President, huet d'CSV hire Conseil national. Do soen den Här Schiltz an den Här Wolter, dass hir Partei mat der LSAP eng Divergenz huet. Ech zitieren den Här Wolter: „Doriwwer muss mir an deenen nächsten Deeg nach eng Kéier diskutieren, net nëmme mam Koalitionspartner, et sinn nach aner Parteien am Land, et sinn nach aner Sozialpartner, déi sech an deene leschte Woche geäussert hunn.“

De 4. Mee, den Dag drop, seet den Här Bodry...

► **Une voix.**- Bodry!

(Hilarité)

► **M. Xavier Bettel (DP).**- ...den Här Bodry op der Télee: „Do, wou ech getickt hu gëschter, dat wor bei der Ausso, dass elo d'CSV géif Initiativen huelen a mat anere Leit a mat anere politesche Parteie géif diskutieren. Dat kléngt e bëssen, wéi wann ee géif versichen, eng alternativ Koalition op dësem politesche Punkt an der Chamber zesummenzekerien. Wann dat sollt de Fall sinn op engem wichtige politesche Punkt, dann ass et kloer, dass ech net kéint gesinn, wéi déi richtig Koalition nach kéint wederbestoen.“

(Interruption)

Dir gesitt, Här President, dass den Här Frieden ganz eleng stoung. Ganz eleng! E mécht Propositionen am Numm vun der Regierung. Duerno pickt déi aner Partei sech eraus, wat hir passt an net passt. Den Här Schmit kennt als groussen Héros - a mam Här Lux -, als groussen Héros vum Garant vum Sozialstat soi-disant, stellt den Här Frieden dohinner, wéi wann dee keen Häerz hätt, d'Sozialpolitik him ganz egal wier an et him nëmme géif dréms goen, fir de Leit Schlechtes ze wënschen.

D'lescht Woch hate mer och hei d'Debatt an der Chamber. Den Här Frieden souz gréisstendeels eleng heibannen. Ech mengen awer, dass bei esou wichtige Debatten iwwert déi Reformen et normal gewiescht wier, dass eng gewësse Solidarité gouvernementale, déi net nëmme owes op engem Concert soll zielen, mä och mëttes hei bei Débaten,...

(Interruption)

...dass bei engem Débat, bei esou wichtige Reformen, bei esou wichtige...

Ma, et woren deemools...

(Interruption)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé.**- ...dräi Sozialisten niewent dem Finanzminister. Wat hätt Der gär méi? Ech mengen, Dir hutt Är Ried net selwer ëmgeschriwwen.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Här Di Bartolomeo, d'lescht Woch,...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé.**- Jo.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- ...wéi de Spuerpak...

(Interruption et hilarité)

► **M. Xavier Bettel (DP).**- ...wéi de Spuerpak..., oder esou: Wësst Der, de Moie wor et jo och zimlech witzeg, wéi den Här Lux och net méi wouss, ob e géif

vun engem Spuerpak oder vun engem Steierpak schwätzen.

► **Plusieurs voix.**- Oh!

(Hilarité)

► **M. Xavier Bettel (DP).**- En huet dat eent eng Kéier gesot, en huet dat anert eng Kéier gesot. Jo, mä gitt lech eens.

(Interruptions)

Ech kann lech just soen, wéi d'lescht Woch dee Spuer- oder Steierpak... - do muss ee jo dann driwwer diskutieren, wat Der mengt, wéi et wier -, souz den Här Frieden meeschtens de ganzen Dag hei eleng!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé.**- Ma, mir hu Vertrauen an hien.

► **Une voix.**- Jo.

(Interruptions et hilarité)

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Ech ka just soen, wann agréabel Saachen ze maache sinn, wann agréabel Saache sinn, dann ass d'Regierung gutt.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Här Bettel, Här Bettel! Souz ech hei beim Här Frieden?

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Här Krecké, Dir souz eng gutt hallef Stonn heibannen. Dat muss een zouginn.

► **Une voix.**- Ah.

► **Une autre voix.**- Eng gutt hallef Stonn.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Voilà, eng gutt hallef Stonn souz den Här Krecké heibannen. Dat soll een och loossen. Dann zitieren ech och den Här Schank, deen 20 Minutten hei souz, an d'Madame Jacobs,...

(Interruptions)

...déi wéinst der Mammerent hei souz.

► **M. Lucien Lux (LSAP).**- Bei wat fir engem Thema si mer?

► **M. Xavier Bettel (DP).**- An owes awer beim Elton John, kann ech lech se opziehen, wéi vill der do souzen. Do souzen der awer vill méi wéi mëttes hei beim Här Frieden, wéi en huet missen dee Punkt...

(Interruption)

► **M. Ben Fayot (LSAP).**- Wéi laang sëtzt Dir dann hei, Här Bettel, dee ganzen Dag?

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Et deet wéi, wann een esou Saache muss soen, Här Fayot. Mä ech soe just, dass, wann esou Mesuren ze huele sinn, wou e Land hei - an den Här Juncker huet selwer souguer vu Massekläpperei am Regierungsrot just éviéiert geschwat -, dann ass e Minimum vu Solidarité gouvernementale...

(Brouhaha)

Jo, ech zitieren, den Här Juncker huet dat um Radio gesot: „Es gab keine Menschen-schlägerei.“ Wann den Här Statsminister selwer muss soen, dass um Regierungsrot keng Menschen-schlägerei wor - dat sot en den 19. September -, da muss ee scho soen, dass d'Ambiance tëschent de Koalitionspartner jo blendend wor an dass den Här Frieden bestëmmt keng einfach Tache hat. An d'lescht Woch, wéi gesot, je le répète, souz en och e bëssi eleng, wéi en hei dee Steierpak - oder Spuermesuren, et ass, wéi Der et da wëllt nennen - ze presentieren hat. Ech hat geduecht, dass awer eng méi grousse Solidaritéit vun deenen anere Ministeren da kéint sinn.

Här President, dat wor virun e puer Méint. Dat wor virun e puer Wochen. Dat wor virun e puer Deeg. An haut ass et weidergaangen.

Wat huet nämlech de Fraktiounschef vun der LSAP haut de Moie gesot? „Mir hu kee Problem mat Kompetitivitéit. D'Steierlecht Ëmfeld ass nämlech kompetitiv. Mir hu kee Problem mat Aarbechtslosegkeet. D'Zuel vun den Aarbechtsplaze klëmmt. Mir hu kee Problem mat de Statsfinanzen. D'Statschold ass méi niddreg wéi an anere Länner. Mir hu kee Problem mat der Belaaschtung vun de Bierger. De Spëtze-steiersaz ass méi niddreg wéi am Ausland.“

Ass dat, Här President, eng responsabel Haltung? Mir hunn 1,4 Milliarden Euro Budgetsdefizit. Mir hunn 13 Milliarde Schold an de kommende Joren. Mir hu

kaum Aarbechtsplazen, déi nach geschaf ginn. An ech erlabe mer, lech och drop hinzeweisen, dass eng Ëmfro gemaach ginn ass vun der ILReS, wou erauskomm ass, dass bei de Patrone 74% keng nei Aarbechtsplaze schafe wëllen am Moment.

(Interruption)

En Drëtzel...

(Hilarité)

Gelif?

► **Une voix.**- A keng Steiere bezuelen, seet den Här Bodry.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Här President, hei geet et ëm Aarbechtsplazen. Ech soen lech, dass déi Chômeure vu muer lech Merci soe fir esou Bemierkungen,...

(Interruption)

...déi Der maacht. All déi jonk Leit, déi et da fäerdeg bréngen... An ech mengen, mir sollen... Dir sidd... Et ass net, fir sech ze bretzen, wa mer d'Zuele vun eisem Chômage gesinn!

► **Une voix.**- Jo, oh.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Kuckt... Jo, gesitt Der, elo kritt een hei scho Bemierkung gemaach! Sot, ech soen lech just eppes,...

(Hilarité)

...wann een Épiciersrechnung mécht, wéi mer haut de Moien der vill gewise kritt hunn, an net op laang Siicht kuckt, da kënnen lech just déi nächst Generatione Merci soen, wann d'Schold héich ass a wann de Chômage och esou an d'Luucht geet.

Här President, firwat ech do insistieren...

► **M. le Président.**- Här Bettel, den Här Hoffmann stellt lech gär eng Fro.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Kënn Dir feststellen, Här Bettel, dass duerch déi Senkung vun de Betriffssteieren an deene leschte Jorzéngten eng positiv Entwécklung stattfont hätt bei der Entwécklung vun der Aarbechtslosegkeet?

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Also, Här Hoffmann, ech gesi just...

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Dass dat derzou bäigedroen hätt, dass d'Aarbechtslosegkeet erfogaange wär.

(Interruptions)

► **Une voix.**- Äntwert mat Jo oder mat Neen.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Ech gesinn op jidde Fall, Här President, dass mer Aarbechtsplaze geschaf hunn an dass de Chômagetaux, wou mer iwwerall jo esou houfreg woren als Lëtzebuerger Land, esou en déiwe Chômagetaux ze hunn, dass déi Situation, wou mer ëmmer insistiert hunn, net méi d'Realitéit vun haut ass. An dat geet mir duer,...

► **Plusieurs voix.**- Ah!

► **M. Xavier Bettel (DP).**- ...ze gesinn, dass haut zu Lëtzebuerg de Chômage an d'Luucht geet, a wann ech gesinn, dass bei enger Ëmfro 74% vun de Patrone soen, si géife keng nei Aarbechtsplaze schafen. An en Drëtzel vun deene Patronen, déi gefrot gi sinn, Här President, soen, si denke souguer drun, Aarbechtsplazen ofzebauen.

Mir hunn déi héchsten Aarbechtslosegkeet säit Jorzéngten. Säit Jorzéngten, Här Hoffmann! An den Här Gibéryen huet virdu gesot - an déi Zuele sinn net ze bestreiden -, mir hunn eng Jugendaarbechtslosegkeet. A wa mer elo nach d'Resultater kritt hu vun deene leschten Deeg, wéi d'Formationen zu Lëtzebuerg déi lescht Joren organiséiert gi sinn, da sinn ech net ganz rassuréiert fir déi nächst Méint a Joren, wéi et mat der Jugendaarbechtslosegkeet hei zu Lëtzebuerg wäert eropgoen.

Virun e puer Wochen nach, emol net virun e puer Wochen, virun zwou Wochen, Här President, konnte mer alleguete lauschten: d'KBL - ee Beispill. Ech kann lech awer nach eng laang Lëscht opziele vun anere bancaire Instituter, déi hei zoumaachen an déi op jidde Fall Aarbechtsplazen am Finanzsektor ofbauen.

Här President, ech kéint hei den Här Allegreza zitieren oder och den Här Krecké, dee jo heiansdo an engem Élan vun Eierlechkeet seet, dass dat, wat den Här Frieden jo a senge Propositione gemaach

huet, och am Fong seng Haltung wier, déi hie kéint droen. Hei schreift en am Artikel, et ass eng „Question de lunettes“. An hei steet kloer dran, dass souguer den Här Krecké seet: «En réponse à un journaliste, Jeannot Krecké ne fait pas de mystère de son avis à ce sujet. Le pays a tout simplement franchi déjà une limite.» Déi iwwert d'Kompetitivitéit vun eisem Land.

Ech soen dat net, Här President. Ech zitieren hei just den Här Krecké, deen am Fong dem Här Frieden Recht gëtt, andeems een och net muss vergiessen, wien hei zu Lëtzebuerg d'Jobbe kreéiert. Esou wéi den Här Frieden och eng Kéier um Radio gesot huet: „Et muss een de Leit och nach Loscht ginn, fir schaffen ze goen.“

Här Frieden, do wësst Der, dass Der mat eis en Alliierten hutt.

D'Sozialsystemer, déi aus allen Néit plazen; d'Pensionssystemer, déi net ofgesichert ginn, all dës Problemer, Här President, gi verkannt vun deene Leit heibannen, déi esou weiderfuere wëlle wéi bis elo. Et ass genau dat, wat d'LSAP hei an haut awer gemaach huet. D'Lëtzebuerger Sozialistes Aarbechterpartei wëllt einfach d'Realitéit net unerkennen. Si ginn op Distanz zur Regierungspolitik. Si entzéie sech hirer Verantwortung.

Här President, wann ech de Moie gehéiert hunn, wat iwwert d'Bipartite, déi Accordé vun der Bipartite..., ech hat jo awer déi intim Conviction, dass dat, wat an der Bipartite... Bon, d'Tripartite ass jo näischt ginn, an do muss ee leider als Oppositionspartei nach eng Kéier den Här Juncker zitieren, den Här Krecké zitieren, den Här Schmit zitieren, an ech kéint nach eng laang Lëscht opziele vu Politiker, déi gesot hunn, dass déi Tripartite schlecht préparéiert wor, dass d'Regierung suboptimal fonctionnéiert huet. Ech kéint esou eng ganz Ribabelle nach vu Wieder gebrauchen, déi d'Majoritéitspolitiker a Mandatäre gedroen hunn, fir ze soen, wéi schlecht d'Regierung an d'Tripartite gaangen ass. Dat heescht, et hätt ee sech jo kënnen erwaarden, dass se och géif schif ausgoen. Dunn ass d'Bipartite komm, fir d'Éischt mat de Gewerkschaften an du mam Patronat.

Ech hat awer da geduecht, dass dat, wat d'Regierung de Patrone presentéiert hätt, eppes wier, wou d'Regierung awer zesumme presentéiere géif. Well, wann elo souguer dat, wat an der Bipartite ass, wou normalerweis jo zwou Parteie sinn - dofir heescht et jo Bipartite -, awer nees eng Tripartite gëtt, well et eng Kéier d'CSV-Fraktioun gëtt an der Bipartite an eng Kéier d'LSAP-Fraktioun gëtt an der Bipartite, da geschitt guer näischt.

Well, esou wéi ech verstanen hunn, op der Televisioun den Här Bodry a sengem Interview an och den Här Lux haut de Moien: Déi Proposition, déi selwer d'Regierung...

(Brouhaha et interruptions)

...dem Patronat mécht an der Bipartite, wier fir si net ze akzeptieren. Ech muss dann d'CSV froen, wat si dozou ze soen huet. Léist d'CSV sech mat hire 26 Sëtzer, déi se vum Bierger uvertraut kritt huet, vun 13 Leit diktieren, wéi hei zu Lëtzebuerg d'Politik am Sënn vun der Zukunft vun eisem Land an enger zukunftsorientierter Politik vun eisem Land sollt geschéien?

An am Fong ass et jo keng Première, Här President, d'LSAP ass am Fong och Wiederholungstäter.

(Brouhaha)

Ech hunn lech et jo virdu gesot: No deene Sortie vum Här Schmit virun e puer Méint, no deem Kongress vu Moutfort, wou ech och nach gëschter nogelauschert hunn. An da just e Beispill, Här President, wou mer dann héieren, dass iwwert de Congé parental jo d'Regierung gären eng Etüd géif maachen, well se net eens waren, a selwer op deem Kongress vun de Sozialiste gesot ginn ass, dass de Congé parental ni mat deene gekierzt gëtt an au contraire nach soll verlängert ginn. Ech sinn e bëssen iwwerrascht, wéi eng Koalition mer hei hunn, a virun allem, dass d'CSV sech dat nach bidde léisst.

D'LSAP proposéiert eis am Fong haut hei, Här President, d'Scholle weider opzetieren, eng Politik op d'Käschte vun de kommende Generationen, eng Politik,



déi mir als DP net kënne matdroen, net kënnen akzeptéieren, a bereet wieren, wann déi eng oder déi aner Mesure an déi richteg Richtung géif goen - wou een d'Gefill huet, dass op jidde Fall an dëser Chamber een e Gouffre huet tëschent dem Koalitionspartner léns an dem Koalitionspartner riets -, wou op jidde Fall eng DP eng Partei wier, mat där ee kéint schaffen a wou ee kéint d'Weihe stellen als Afekot vun deenen nächste Generatiounen, fir dass d'Keesen och net eidel sinn, wann déi nächst Generatiounen drukommen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

(Interruption)

► **M. le Président.**- Merci dem Här Bettel. Et huet sech elo nach ageschriwwen den Här Jean-Louis Schiltz. Här Schiltz, Dir hutt d'Wuert.

(Interruptions)

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dee Budget, dee mer haut hei virleien hunn an dee meng Fraktioun selbstverständlech wäert stëmmen, ass e Schrëtt an déi richteg Richtung. Et ass e Schrëtt an déi richteg Richtung, wa mer schwätzen iwwer Budgetdefizitreduzéierungsprogramm. Et ass e Schrëtt an déi richteg Richtung als Krisebekämpfungsinstrument. An et ass och e Budget, wéi de Finanzminister et gëschter richteg bemierkt huet, an deem déi sozial Komponent weiderhi staark zum Ausdrock kënn. Ech brauch net op déi Zuelen zrëckzekommen, déi gëschter hei exposéiert gi sinn.

Ech wollt och dem Rapporteur uganks Merci soe fir säi Rapport. En huet richtegerweis bemierkt, dass en eng Rei Propositione gemaach huet, déi iwwert dat erausginn, wat den direkten Nidderschlag an deem Budget hei féiert. Genau wéi de Finanzminister dat gëschter hei gemaach huet, deen eigentlech en substance gesot huet, dass dee Programm, dee mer eis misste ginn, net e Programm wär, dee mer géifen an engem Joer ofwëckelen, mä e Programm, dee mer op fënnf, zéng Joer missten usetzen, woubäi, wann ech op d'Budgetkomponent vun deem Programm zrëckkommen, den Nulldefizit 2014, 2015 eist Zil muss sinn.

Wa mer da kucken en fonction vun de Berechnunge Bodry: ronn 450 Milliounen, Frieden: ronn 650 Milliounen - mä déi Zuele sinn net kontradiktoresch, well se en anere Point de départ huelen -, dann ass dat och e grouse Schrëtt a Richtung vun deem Nulldefizit. A wann ech Nulldefizit soen, misst ech en réalité 1% plus soen, wéinst der Pensiounsproblematik.

Ech wëll och soen, dass et e bëssen einfach ass, fir ze soen, wann den Alex Bodry vu 450 Milliounen schwätzt an de Finanzminister Luc Frieden vu 650 Milliounen, dat wäeren zwou verschidde Saachen, an dann ze soen, déi eng Rechnung ass méi richteg wéi déi aner. Déi zwou Rechnunge si richteg, well déi 650 Milliounen si jo net aus der Loft gegräff par rapport zu Saachen, déi einfach esou erfondt gi wäeren, wou ee gesot hätt, mir hätten dat gär gemaach, mä mir maachen et elo awer net. Dat si Saachen, déi programméiert woren an déi no hanne gesat gi sinn. Duerfir gräift dat e bësse kuerz, wann een einfach higeet an dat vergläicht mat engem Auto, deen een all Joer géif kafen.

Ech bedauern och, wéi de Finanzminister dat gemaach huet - an dat ass en éischte Constat, deen ech maachen, an de Budgetsrapporteur huet méritoirement probéiert, dat op e gemeinsamen Nenner ze bréngen -, dass vun enger Rei vun deem, wat gemengerhand als Forces vives de la nation considéiert gëtt, de Constat, dass Handlungsbedarf besteet, scheinbar nach ëmmer net ganz gedeelt gëtt.

Ech bedauern och am Numm vu menger Fraktioun, an dat ass an der Logik, mengen ech, vun deem, wat mer d'ganzt Joer virgedroen hunn a fir dat mer eis d'ganzt Joer staark gemaach hunn, dass et net elo scho méiglech wor, och a méi grouse Bléck ze operéieren. D'Zukunft wäert eis soen, wa mer déi nächst Etapp uginn no där éischter Etapp hei, inwiefern mer musse compte tenu vun der wirtschaftlecher Entwécklung - déi besser ass, wou iwwer mer eis selbstverständlech freeën,

mä wat de Problem awer net aus der Welt schafft -, d'Zukunft wäert eis soen, inwiefern mer müssen a grouse Bléck an Zukunft operéieren, fir deem Zil 0% 2014, 2015 gerecht ze ginn.

An dann ass eng Zuel, déi een awer einfach muss interpelléieren, an ech sinn dem Här Bausch dankbar, dass e se hei genannt huet. Dat ass nämlech, dass mer, wat de Pétrol ubelaangt, dauerhaft, wann een den Analyste gleewe kann, dauerhaft, wann een déi lescht dräi, véier Woche kuckt, em déi 90 oder iwwer 90 Dollar sinn.

A wann ee Pétrol seet, da si mer selbstverständlech net wäit ewech vun enger Diskussion, déi mer säit engem Joer hei féieren: Dat ass déi vum Index. Et besteet en Accord bipartite iwwer d'Ausrichtung vum Index, wat d'Joer 2010 ubelaangt. Et leien och Elementer um Dësch fir déi Joren duerno, och wann do net alles ausdiskutiert ass.

Fir meng Fraktioun ass déi Diskussion do net eriwwer. Et ass weiderhin en Thema. An ech zitieren net déi 90 Dollar, wat de Pétrol ubelaangt, fir ze weisen, dass mer Recht haten oder vläicht Recht wäerte kréien an neie Joer, mä fir op d'Problematik opmierksam ze maachen, dass déi mat méi grouse Schrëtt op eis duerkënn, wéi et eis vläicht léif ass.

D'CSV-Fraktioun, an dat ass och ee vu menge Constaten am Ufank vun der Ried hei, brauch och net hei an där Debatt sech - fir et emol am Militärgargon ze soen - mat engem imaginären Ennemi ausenannerzusetzen a sech selwer Froen ze stellen an dann op méi oder manner kontrovers Manier déi Froen ze beäntweren.

Dee Budget 2011, deen och d'Handschrëft vun der CSV dréit, gëtt eng Linn vir. Et ass eng éischt Etapp. E skizzéiert essenziell Elementer vun deem Programm fir déi fënnf bis zéng nächste Joren, a wann ee géif sech an der Zäit e bëssen zrëckversetzen, da géif een och gesinn, dass en en ligne ass mat deem, wat an der Regierungserklärung duergeluecht ginn ass, mat deem, wat am Koalitionssaccord steet, a mat deem, wat am État de la nation debattéiert ginn ass.

Déi Debatte sinn net eriwwer. An ech mengen, dass vun enger ganzer Rei Säiten déi Debatten haut geféiert gi mat Bäitrag, mat enger ganzer Rei Elementer, op déi mer kënnen hei opbauen.

Fakt ass - an et sinn eng Rei vun de Virriedner, déi dat gesot hunn -, dass déi Kris, mat där mer ze dinn hunn, net eriwwer ass. Wa mer deen Deel vun der Kris, deen hannert eis ass, relativ gutt iwwerstanen hunn, dann huet dat och eppes domadder ze dinn, dass an deene leschten zéng Joer déi richteg Politik gemaach ginn ass. Wäre déi richteg Politik nämlech net gemaach ginn, hätt deen Deel vun der Kris, deen hannert eis ass, nämlech vill méi massiv zu Lëtzebuerg ageschloen, wéi en ageschloen huet.

Dat ass natierlech schwéier ze vermëttelen, wa sech évertuéiert gëtt, fir Konten an Trésorerie hei ze vermëschen. Ech mengen, dass Nachholbedarf ass, wat d'grouse Ausrichtung vun der Kontabilität ubelaangt, Nachholbedarf vun deenen Aggregater, déi d'Kontabilität ausmaachen. Wann een heihinnerkennt a wessentlech oder onwessentlech - ech weess et net - monter Konte mat Trésorerie vermëscht a verwiesselt, fir Konklusiounen dorausser ze zéien, an dann nach dat mat euro-karikaturalen Aussoe verbënnt, da muss ech éierlech soen, bleift deem näischt bäizefügen.

Et muss ee wëssen, dass, wa vun Trésorerie geschwat gëtt, mer net vum Budget schwätzen. Wa vun Trésorerie geschwat gëtt, schwätze mer net vun de Konten. Dat eent an dat anert soll een ausenannerhalen an net do Konklusiounen zéien, déi net ze zéie sinn.

De Kolleg Thiel huet eng Rei Saache gesot zum Budget selwer. Ech wëll deem natierlech absolut bäiflichten a vu menger Säit aus eng Rei Usätz, déi am Budget dra sinn an déi an eisen Ae missten an deenen nächste Jore verstärkt ginn oder wou neier missten derbäikommen, hei kuerz uschwätzen an awer och e puer Remarqué maachen zu der Methodik an zu der Manier, wéi mer mateneen ëmginn.

Meng grondsätzlech Remarqué wollt ech op dräi Themfelder limitéieren. Dat sinn d'Gesondheet, d'Pensiounen an d'Steierlandschaft.

Wann ee kuckt, dass am Gesondheitsberäich eng Reform um Instanzewee ass, déi d'nächst Woch hei zur Ofstëmmung virleie wäert an déi, wann net alles mech täuscht, vun de Majoritéitsparteien op d'mannst wäert gestëmmt ginn, da muss ee wëssen, dass deen Accord, dass deen Text och säin Nidderschlag an der Ausféierung vum Budget scho vum Joer 2011 wäert fannen. Et ass also net esou, fir ze soen, dass do eppes gemaach gi wär respektiv eppes op den Instanzewee geschéckt gi wär, wat keen Impakt op d'Statsfinanzen hätt.

Ob no deenen Diskussiounen, déi woren, d'Grondprinzipië vun der Reform weider stinn oder net stinn, ass an deem Zesammenhang fir mech zweetrangeeg. Et kann een och laang diskutéieren iwwert den Haltbarkeetsdatum vun där Reform, mä et ass alt emol schonn dat an et ass alt emol schonn en zolitte Schrëtt.

Wann ech dem Rapporteur virdrun och meng Zoustëmmung zum Ausdrock bruecht hunn, wat säi Budgetsrapport an de groussen Zich ubelaangt - an der Feinmechanik kënnen mer iwwer Saachen diskutéieren -, da muss ech dach awer soen, an dat ass vläicht dann dee Punkt, wou mer net grad op enger Wellelängt sinn, dass ech fannen, wann ee seet, d'CSV wär an där Diskussion absent gewiescht, dass dat vläicht net gradesou wor. Ech wëll soen, dass d'Membere vun der CSV an der Kommissioun, ob se Meyers, Spautz, Schaaf, Andrich oder Mergen heeschen, hire Bäitrag gelescht hunn, an dass et ouni si an ouni d'CSV och net géif zu där Reform hei kommen.

Ech soen lech an aller Frëndschaft, dass déi Ausso, fir ze soen, dass ee vun der CSV näischt héieren huet, well ech weess, wat meng Kollegen an deem Dossier gemaach hunn, mech e bësse gehäit huet, mä et ass awer elo net eng grouss...

(Interruptions)

Et ass awer elo net 100,7 samschdes. Et ass awer elo net eng grouss Statsaffär, dat hei.

► **Une voix.**- Besser net!

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- Mä et muss een d'Saachen awer och soen, wéi se sinn.

(Interruption)

Zweetens, wann ech virdu vun engem Nulldefizit oder vun engem Plus-ee-Prozent geschwat hunn, dann huet dat selbstverständlech eppes ze di mat deem, wat am Bréisseler Jargon als „implied liabilities“ bekannt ass. An dat ass d'Pensiounsproblematik. Déi 15 Pisten, déi vum Minister respektiv vun der IGSS virgeluecht ginn, leie weiderhin um Dësch, an déi sollen och an deenen nächste Méint weider diskutéiert ginn.

Ech hunn iwwerall hei gespiert, dass de Wëlle besteet, déi ze diskutéieren. D'Diskussion ass schonn e bësse méi reng wéi dat Schlagwuert „67 Joer oder net 67 Joer“. Et beschränkt sech net dorobber. Fir awer d'Dauer vun de Cotisationsjore respektiv d'Zuel vun de Cotisationsjoren auszeklameren, schéngt mer net de richtige Wee ze sinn. Ech hunn och kengem ënnerstallt, dass en dat wéilt maachen. Ech wollt dat awer virun deem Hannergrond hei och eng Kéier kloerstellen.

Et muss ee wëssen, dass de Pensiounssystem, wéi mer en haut an Europa kennen, vum Bismarck erfondt ginn ass, dem Bismarck, dee seng Conseillere deemools gefrot huet, wéi dann d'Liewensversicherung wär. Ech wëll elo net an eng Debatt hei mat den Historiker eragoen, déi kennen déi Zuel besser, mä op jidde Fall ass de Pensiounsalter deemools vum Bismarck op en Alter gesat ginn, wou e bal sécher wor, dass net méi vill Leit géifen an de Genoss vun deene Pensione kommen. Och dat muss ee vläicht eng Kéier an déi Diskussion mat erabréngen.

(Interruptions)

Mir solle frou sinn, dass d'Liewensversicherung haut em 20, 30 oder 40 Joer dat iwwerscreit, wat se am 19. Jorhonnert wor, mä mir sollen awer net vergiesse, dass ee vun de Fëllementer vun deem

System dat wor, wat ech elo hei ubruecht hunn. An do si mer dann erëm bei de Cotisationsjoren. Et kënn derbäi, wéi eng Rei vu menge Kollege mer et ëmmer erëm an Erënnerung ruffen, dass d'Leit viru Joren nach mat 15 Joer oder mat 20 Joer ugefaangen hu mat schaffen. Och dat ass haut net méi wouer, och dat solle mer mat an eis Diskussiounen erabréngen.

Dat gi komplex Diskussiounen. Ech wënsche mer, dass mer se kënnen féieren, vläicht net am Konsens, mä op jidde Fall an der Saach an net am parteipoliteschen Zwiist an an der parteipolitescher Auseenansetzung. Ech sinn och duerschauer der Meenung, dass een dierf, soll a muss - wéi de Minister dat mécht - vun neie Recetté kënnen schwätzen. Mä nei Recetten heeschen och nei Leeschtungen a ville Fäll. Och dat sinn Elementer, déi müssen an déi Diskussion mat erakommen.

Wann een da kuckt, wou mer eis hibewegen an deenen nächste Joren... Et ass oft hei vun de Virriedner gesot ginn, dass déi viert Generatiounen oft Saache fonnt hätten an erfondt hätten, vun deenen déi nächst Generatiounen hätte kënnen profitéieren. Dat ass richteg. Dat war Jorzéngten hei zu Lëtzebuerg esou an dat soll och esou bleiwen.

Wann ech dat festmaachen an illustréieren um Beispill vun der Steierlandschaft, da mengen ech, dass een haut muss eng Rei Constaten do maachen an och eng Rei Pisten do muss opzeechnen. Déi Ziler, déi vum Alex Bodry virgi sinn, wat d'Steierlandschaft vun der Zukunft ubelaangt, sinn Ziler, déi mer kënnen deelen. An déi dräi Kritären, déi de Finanzminister deem bäigefügt huet, sinn och Kritären, déi mer kënnen matdroen.

Den Alex Bodry huet am Kader vun den Ziler vun dem Finanzement vum Stat geschwat vun der Redistributioun a vun der Steierpolitik als Steuerungsinstrument vum Behuelen. De Finanzminister huet vun engem sozial gerechte System geschwat, vun engem leeschtungsfrëndleche System a vun engem System, deem seng Ausrichtung dem internationalen Ëmfeld Rechnung dréit.

Ech bedauern et an deem Punkt wéi an aneren, dass déi Oppositionspartei, déi am haartste jäizt, wann et ëm Steiere geet, weder d'lescht Woch hei, nach dës Woch hei konkret Alternativen...

► **Plusieurs voix.**- Ooohhh!

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- ...op den Dësch geluecht huet. Fir ze soen a fir ze behaupten, de Status quo inklusiv d'Adaptatioun vun der Steiertabell wär eng konkret Alternativ, ass e bësse kuerz gegräff. Ech vermësse bei der DP nach wie vor déi konkret Alternativ. Wat géif d'DP anescht maachen an der Steierpolitik, ausser dass se d'lescht Woch an dës Woch fir de Status quo plädéiert huet?

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Wéi vill Zäit hu mer, Här President, fir et ze erklären?

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- Wou géif d'DP den Hiewel usetzen, fir eiser Steierlandschaft och op enger Zäitachs vu fënnf respektiv zéng Joer konkret eng Ausrichtung ze ginn,...

(Interruption)

...déi zum Beispill am Beräich vun der Betriebsbesteuerung dozou géif féieren, dass eist Land weider kompetitiv ass oder nach méi kompetitiv gëtt? Well och, wa mer als Land eng Rei Atouten hunn, dann ass et dach awer esou, dass d'Steierlandschaft nach wie vor ee vun eisen Haaptatouten am internationale Verglach ass. An ech beschränke mech hei op d'Ausrichtung, wat Betriebsbesteuerung ubelaangt. Ech kéint och op déi aner Domänen agoen.

Mir hunn natierlech niewendrun och eng ganz Rei aner Atouten. An ier ech op dat kommen, wat ech usazweis d'lescht Woch schonn hei gesot hunn, wéi a mengen Aen déi Steierlandschaft misst ausgesinn, wollt ech e puer Wuert iwwert déi aner Atoute verliieren.

Natierlech ass et esou, dass mir hei am Land kënnen soen, dass mer eng zentral Lag



hunn. Natierlech ass et esou, datt et ze be-
grëssen ass, datt mer no zwee Joer erëm
direkt un Heathrow uegobonne sinn. Mä op
där anerer Säit muss een awer och soen:
Mir sinn net Frankfurt, an och zu Astana
gëtt de rouden Teppech ausgeluecht,
wann Investisseure kommen.

Natierlech ass et esou, datt mer grous
Kompetenzen hei zu Lëtzebuerg hunn, déi
mer hei opgebaut hunn oder déi sech hei
ugesiedelt hunn, mä d'Kompetenze sinn
haut mobil. An eiser Éducatiounspolitik
kréie mer am internationale Verglach mêt-
telméisseg Zensuren ausgestallt, an och
duerfir muss een do oppassen, wéi mer
eis, wat deen Atout ubelaangt, an deenen
nächste Jore positionéieren.

Dat reglementarescht Ëmfeld ass natier-
lech och ee vun deenen Atouten, op déi
mer kënnen zréckgräifen. Mir beweisen
d'nächst Woch alt erëm hei am Beräich
vun der Fongenindustrie, datt mer séier
kënnen Texter ëmsetzen. Mir maachen dat
net an alle Beräicher. Mir stellen eis zum
Beispill kaum nach d'Fro - an dat gehäit
mech e bëssen, muss ech éierlech soen -,
wa mer vun eisen Atoute schwätzen, ob
nach eppes ze maachen ass, fir deen TVAs-
Regime, deen 2015 soll anrieden, erëm
ëmzekippen.

Obwuel nach e Rapport vun der Kommis-
sion uläit, schéngt jiddwereen dem Fata-
lismus an deem Beräich ze verfallen an ze
mengen, datt do näischt méi ze maachen
ass. Ech sinn enger géigesäiteger Iwwer-
zeugung.

Mir mussen eis och, wann ech vun deene
Saache schwätzen, verstärkt der Proble-
matik vun der Cyberkriminalitéit widmen.
Mir gesinn an deene leschten Deeg, wéi
Finanzgesellschaften kënnen ugegraff ginn.
An deene leschten Deeg hu mer dat ge-
sinn, pardon. Och do muss mer eis als
Lëtzeburger Land eppes afale loosse.

Och wa mer méritoire Efforte maachen am
Beräich vun der Logistik, gesi mer, datt an
einem Nopeschland Däitschland, an der
Ruhr, a Rheinland-Pfalz, zu Leipzig an op
anere Plazen och Efforte gemaach ginn.
Och dat kann eis net indifferent loosse.

Mir maache grous Efforten an der Re-
cherche. Och dat ass gutt esou. Op där
anerer Säit hu mer eng Rei Recherche-
produiten, déi hei ugesiedelt sinn, déi och
mobil sinn. Och dat muss mer mat a
Considératioun zéien.

Alles dat ass net, fir déi Saachen hei
schlechtzerieden, wou ech dat soen. Alles
dat ass, fir drop hinzuweisen, datt dat och
alles Beräicher sinn, wou mer an deenen
nächste Joren net kënnen einfach soen
„business as usual“. Och do muss mer
weider Efforte maachen.

Ech wëll hei net déi Debatt widderhuelen,
déi mer iwwer d'Kompetitivitéit an der
Chamber haten, ech wëll just drun erën-
neren, datt no där Kompetitivitéit de Wirt-
schaftsminister richtegerweis drop higewi-
sen huet, datt souwuel a senger Proposi-
tiounen wéi an de Propositionen vun der
CSV déi Niddregloun-Niewekäschte géife
feelen, datt dat och e grous Atout wär
zu Lëtzebuerg. Mir sollen deen net licht-
fankeg op d'Spill setzen. Ech sinn do mam
Wirtschaftsminister honnertprozenteg
enger Meenung. Ech wollt dat och eng
Kéier hei soen.

Zur Steierlandschaft selwer muss mer eis
et och, mengen ech, net esou einfach
maachen an einfach soen: „Mir bleiwe
beim Status quo oder mir ginn op de Wee
vun Subventionementer.“ Ech kommen
herno nach dozou. Och do muss mer eis
perspektivesch nei opstellen, fir datt
d'Kompetitivitéit vum Land weiderhin déi
bleift, déi et ass, respektiv sech weiderhin
verbessert.

Mir muss gutt oppassen, wat mer op den
Tauxe maachen an deenen nächste Joren.
Mir sollen och net alles fir boer Mënz hue-
len, wat international Consultanten soen,
wa se eis soen, datt eis Steierlandschaft
kompetitiv ass. International Consultanten
- dat läit an hirem Wiesen - kucke méi wéi
eng Plaz. Mir solle kucken, datt mir hei zu
Lëtzebuerg kompetitiv bleiwen, selbstver-

ständlech eis mam Ausland vergläichen,
mä awer och selwer eise groe Grips ustren-
gen an no Léisunge sichen.

Wat d'Tauxen ubelaangt, mengen ech,
solle mer ganz virsichtig sinn. An Däitsch-
land gëtt vu Vereinfachung vun der Steier-
landschaft geschwat. An der Belsch gi Be-
triber mat extrae Mechanismen ugezunn.
Island ass amgaangen, sech erëm opzestel-
len, beispillsweis am Beräich vun elektro-
neschen Handel. Alles dat huet mat Globali-
satioun ze dinn, an alles dat weist, datt
mer sollen, wann et ëm d'Tauxe geet, äus-
serst virsichtig bleiwen an net alles mat-
maachen, wat op den éischte Bléck géif als
attraktiv erschéngen an eng kuerzfristeg
Léisung kéint duerstellen.

Et muss ee wëssen, datt grous internati-
onal Gruppen haut mobil sinn. Vill vun
hinne sinn haut frou hei, dat soll och esou
bleiwen. Mä och do ass et awer esou, datt
déi Mobilitéit dozou féiert, datt een net
einfach ka soen: „Mir bleiwe beim Status
quo.“

A wa sech och net alles op de Steieren of-
spillt, esou bleift dat dach en essenzielle
Facteur, well wann op d'Konzernzentralen
zréckgemellt gëtt, ass et ëmmer esou, datt
och d'Steierlandschaft en zentraalt Ele-
ment ass. Et soll dach kee mengen, datt
wa mer an 20 Joer eng Steierlaascht vu
50% op de Betriber leien hätten, nach een
internationale Betrib hei am Land wär. Fir-
wat géifen déi dann hei bleiwen? Och do
ass zur Virsicht ze mahnen. Och do muss
mer oppassen, datt d'Saachen net aus
dem Lot geroden, wa mer iwwer d'Tauxe
schwätzen.

Mir hunn eng Rei Saachen hei zu Lëtze-
buerg, déi mer gutt maachen, wéi zum
Beispill, datt, wann Interpretatiounsfroe
besti bei Steiertexten, de Contribuable eng
Hëllef vun der Verwaltung kritt am Sënn
vun engem „ruling“, deen d'Gesetz inter-
pretéiert. Ech weess, datt laang a breet do-
riwwer diskutéiert gëtt, ob dee soll regle-
mentéiert ginn oder net reglementéiert
ginn. Meng Positioun zu deem Thema
kennt Der. Ech mengen, datt mer net solle
reglementéieren, well deen „ruling“ eben
a mengen Aen näischt anescht ass wéi
d'Interpretatioun vum Gesetz. Mä och do
ass en Instrument, wat mer weiderhin solle
virsichtig handhaben, well dat och en
Instrument ass, wat am internationalen
Ëmfeld säin Nidderschlag wäert fannen.

Dat nämlecht gëllt fir d'Prix de transfert,
wou mer eis sollen um déi international
Standarden halen, wou mer sollen d'Saa-
che weider favorabel fir d'Entreprises aus-
leeën, mä op enger seriöser an op enger
reeller Basis.

Mir hunn e Regime agefouert, wat d'Pro-
priété intellectuelle ubelaangt. Mir sollen
déi Diskussioun féieren, ob mer dee sollen
ausdehnen op d'Droit-d'auteurs. Ech
sinn do mam Wirtschaftsminister eens,
datt dat éischter eppes ass, wou mer eis et
dräimol sollen iwwerleeë plütôt als wéi
nëmme zweemol. Mä och déi Diskus-
sion soll ee féieren. Mä mir solle virun
allem, wat d'Propriété intellectuelle ube-
laangt, d'Diskussioun och féieren, ob net
an eisen Nopeschlänner respektiv e bësse
méi wäit, op verschiddenen Inselen, méi
favorabel Regimer amgaange sinn ze ent-
stoe wéi hei, an ob mer do net och muss
reagéieren.

Mir hu virun enger Woch hei eng Finanz-
gesellschaftssteuer gestëmmt. Ech hoffen,
datt déi Recht hunn, déi soen, datt dat
keng Inzidenzen huet op déi Finanzgesell-
schaften, déi hei zu Lëtzebuerg ugesiedelt
sinn. Mir mussen awer wëssen, datt et
niewent deene grouse Gruppen och eng
Rei méi kleng Strukturen hei zu Lëtzebuerg
gëtt, an duerfir géif ech séier gären a sechs
Méint eng Kéier iwwerpräieren, ob dann
déi, wou ech hoffen, datt se Recht hunn,
effektiv Recht behalen hunn, an datt dat
kee Nidderschlag féint.

Et kann een haut laang doriwuer disku-
tieren, ob dat elo de Fall ass oder ob et
net de Fall ass, wien datt Recht huet. Wéi
gesot, ech hoffen, datt déi Recht hunn, déi
soen, dat do fällt net an d'Gewicht, dat ass
keen Impakt. Mä mir sollen dat awer och
genau am A behalen, ob mer do net
amgaange sinn, eppes sech opbauen ze
loossen, wat mer herno net méi gebremst
kréien.

Gutt fannen ech et och - fir da mam
Rapporteur dat ze soen -, datt en a sen-
gem Rapport déi „flat tax“-Regimer eig-
gentlech als net gangbar Regimer ofkan-
zelt. Dat féiert natierlech dozou, datt, wa
mer dat net maachen, ee vun den Elemen-
ter vun enger eventueller Vereinfachung
net méi besteet. Mä et gëtt eng ganz Rei
gutt Grënn, fir déi Flat-taxen net anzeféie-
ren.

Mir hunn och, oder respektiv sinn amgaan-
gen, nei Nischen ze sichen, zum Beispill an
der Fongenindustrie, bei den Indexfongen,
„fonds indiciels“; wat näischt mat eise
Index ze dinn huet, dee mer hei op Léin a
Gehälter hunn, mä wat eppes mat de
Boursindexen ze dinn huet, fir déi
steierlech favorabel ze behandelen. Och
dat ass eppes, wat en Element ass, wat zur
Kompetitivitéit am Sënn vun der Steier-
landschaft bäidréit.

Ech sinn och frou, datt de Finanzminister
virun zwou Wochen an engem Interview
oder op engem Symposium eng Regelung
fir d'„Expats“ ugedeit huet respektiv
annoncéiert huet. Wa mer wëllen nei Käpp
an d'Land kréien, muss mer och kucken,
datt déi Käschten, déi domadder verbonne
sinn, iergendwéi am System ofgefiedert
ginn, déi domadder ze dinn hunn, datt déi
Leit heihinner kommen a sech hei usiede-
len.

A wa mer vun enger Landschaft schwätzen,
déi et weiderhin méiglech mécht, datt
Aktivitéiten hei zu Lëtzebuerg sinn, datt
nei Aktivitéiten sech hei usiedelen, da wëll
ech ausdrécklech am Numm vu menger
Fraktioun deen Accord begrëssen, deen
am Ufank vun der Woch fonnt ginn ass,
wat den Informatiounsaustausch ube-
laangt. Well et ass net esou, datt dat d'Enn
vum Bankgeheimnis bedeit.

De Finanzminister huet kloer an däitlech
gesot, op wat fir eng Zorte vu Revenuen
dat sech applizéiert. En huet kloer an däit-
lech d'Konditioun duergeluecht, datt dat
nëmme déi Informatiounen betrëfft, déi
de Steierverwaltungen zur Verfügung
stinn. Aus deenen zwee Elementer ass mat
a) a b) ofzeleeden, datt déi Regelung keen
Impakt op de Private banking huet a mer
also do, wat d'Richtung ubelaangt, déi
vun dëser Chamber hei virgi ginn ass, och
honnertprozenteg an där Richtung sinn, fir
déi mir eis hei staarkgemaach hunn.

All déi Elementer do féieren dozou, net
datt mer méi kompetitiv gi fir de Pléséier,
fir méi kompetitiv ze ginn, mä fir datt mer
nei Aktivitéiten hei op Lëtzebuerg kréien,
déi nei Recetté generéieren, nei Recetten,
déi eis et erlaben, fir Sozialpolitiken an
aner Politiken ze konzipéieren an ëmzeset-
zen. All déi Elementer do erlaben eis, be-
stehend Aktivitéiten hei zu Lëtzebuerg ze
stabiliséieren. All déi Elementer do sinn en
neit Potenzial, fir existent Aktivitéite wei-
derhin hei zu Lëtzebuerg auszubauen.

Alles dat sinn Elementer, déi hiren Nidder-
schlag am Budget vun deenen nächste
Jore wäerte fannen, wa mer eis do uer-
dentlech opstellen, well all déi Elementer
féieren nämlech zu neien Aktivitéiten, an
nei Aktivitéite féieren zu neie Recetten.

Dat sinn Iwwerleeungen, déi, mengen ech,
konkret sinn. Dat sinn Iwwerleeungen,
wou ee kéint verschidden Elementer ver-
besseren, fir datt mer an deenen nächste
Joren eng Basis hu vu Recetten, op déi mer
kënnen opbauen, an dann net a Verhält-
niss verfallen oder eroffalen, wéi aner
Länner dat hu misse schmäärzhaft an
deene leschte Joren a Méint erfueren.

A wann ech vu Steierlandschaft schwätzen,
da sinn ech och duerchaus der Meenung,
datt d'Zäit komm ass, fir déi ekologesch
Komponent an déi Komponent vun der
Durabilitéit do mat eranzebréngen. Ech
mengen, datt ee prinzipiell do eng
gewësse Fläch huet, wou kënnen Saachen
ze maache sinn.

Ech gesi just e kleng Problem an där
Orientatioun, wéi se vun eise gréng
Kollegen deelweis virgi gëtt. Dat ass, datt a
mengen A bei deene Pisten, déi virgi sinn,
mat vläicht enger klenger Zuel vun Ausna-
hmen, méi Käschten domat verbonne
sinn, wéi herno Recetten erakommen. Ech
loosse mech awer gär vum Contraire
iwwerzeegen an deenen nächste Joren.
Ech loosse mech gär dovunner iwwer-
zeegen, datt déi Usätz, déi hei an do be-
stinn, och flächendeckend zu positive Re-

sultater féieren op der Zäitschinn. Ech soen
lech, datt ech net iwwerzeegt sinn haut
dovunner. Mä ech loosse mech awer gär
vum Contraire iwwerzeegen.

Ech hätt mer och gewënscht, datt déi
gréisst Oppositionspartei och den Effort
gemaach hätt, fir Propositionen an Alter-
nativen ze maachen. Et geet net duer, fir
heihinnerzekommen an ze soen: „Mir si
géint, géint, géint, géint, géint, géint...“,
an net ze soen, wat een da géif ma-
chen,...

(Interruption)

...a blo oder giel Bréiwer duerch d'Géi-
gend ze schécken. Et geet drëm,...

► **Une voix.**- Ma dann haalt lech drun!

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- Et geet
drëm, fir konkret Propositionen virzeleeën.
A mir hunn als CSV...

(Interruption)

Mir hunn als CSV...

(Interruptions)

► **Une voix.**- Zéng Stéck!

► **Une autre voix.**- Zéng Impulser.

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- Mir
hunn als CSV...

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Wat ass mat
Ären 20 Punkten? Wou si se drun?

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- Mir
hunn als CSV d'DP net kritiséiert, well se
eng Aktioun gestart huet, wou se d'Leit
ëm hir Meenung gefrot huet. Mir hunn
d'DP kritiséiert, well se keng Konklusio-
nen aus deenen Äntwerte gezunn huet,
déi se kritt huet.

► **Une voix.**- Ma sécher hu mer dat!

► **M. Claude Meisch (DP).**- Dach. Op
enger Pressekonferenz hu mer dat.

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- Et ass
keng eng Proposition komm zum Beispill
am Beräich vun der Betriebsbesteuerung,
ausser dem Status quo an ausser enger fa-
vorabler Steierlandschaft...

(Interruption)

...mat Allgemengplazen...

► **M. Claude Meisch (DP).**- Dat ass
awer eng konkret Alternativ zu deem, wat
Dir maacht.

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- Mat
Allgemengplaze behaft...

► **M. Claude Meisch (DP).**- An et bréngt
de Betriber an den Aarbechtsplaze méi wéi
dat, wat Dir maacht.

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- Wat ass
d'Fro? Dir wëllt mer eng Fro stellen, Här
Meisch.

► **M. Claude Meisch (DP).**- Dir hutt mer
eng Fro gestallt. Ech hunn drop geänt-
wert.

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- Ech
mengen net, datt ech lech eng Fro gestallt
hunn.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Ma déi gan-
zen Zäit!

► **M. le Président.**- Här Schiltz, fuert
elo viru wann ech gelift.

► **Une voix.**- Dir hutt de Moien net no-
gelauschtert an da werft Der eis vir, Dir
hätt dat de Moien net matkritt. An Dir hutt
de bloe Bréif net gelies.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Ech wor hei.
Also sot näischt an Ärer Fraktioun, Här
Spautz.

► **Une voix.**- E wor ganz eleng hei fir
d'DP, dat stëmmt. Um néng Auer.

► **Une autre voix.**- Dir woort zu aacht.

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- Här
Bettel! Här Bettel!

(Interruptions)

Här Bettel, ech hu virdrun...

(Interruptions)

► **M. le Président.**- Ech géif lech bie-
den, dem Här Schiltz nozelauschteren.

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- Här
Bettel, ech hu virdrun Är Rou bewonnert
um Ufank vun Ärer Ried. An ech hu mech
gefrot, ob Der et géift bis zum Schluss
vum Mëtteg fäerdeg bréngen, esou roueg
ze sinn.



► **Une voix.**- Dir maacht him et net einfach!

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- Mä ech stelle fest, datt d'Zäit nach net komm ass, wou Der et fäerdeg bréngt, e ganze Mëtteg roueg lech mat de Leit ausenanerzesetzen. Et war schonn e groussen Effort, datt Der en Deel vun Är Ried roueg eriwuerbruecht hutt, mä ech mengen, datt Der nach kéint weider do an déi Richtung...

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Ech bewoneren Är Rou haut, Här Schiltz.

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- Dir gitt, wat de Mëtteg méi spéit gëtt, zousehends méi nervös. Dat ass och verständlech, well ech hunn nämlech nach ëmmer net, ech hunn nach ëmmer net, wat d'Betriebsbesteuerung ausser dem Status quo inklusiv der Adaptatioun vun der Steiertabell ugeet - Här Meisch, do sinn ech d'accord mat lech -, ech hunn nach ëmmer net Är konkret Proposen héieren. Ech hunn der vum Alex Bodry gelies a sengem Budgetsrapport. Ech hunn der d'lescht Woch hei vum Här Hoffmann héieren, ech hunn der vun anerem héieren, mä vun lech hunn ech nach keng héieren. Vum Här Etgen hunn ech d'lescht Woch keng héieren. Ech hat alt wéinstens gehofft, Dir géift...

► **M. Claude Meisch (DP).**- Da funke mir op enger anerer Wellenlängt, Här Schiltz. Dat deet mer leed, mä dann ass dat esou.

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- ...Dir géift haut hei Propositione maachen, wéi mer dann an där zentraler Fro vun de Steieren, déi lech jo esou um Häerz läit, géifen an deenen nächste Jore weiderfueren.

Ech soen lech just, datt, wann d'Politik sech dorobber limitéiert, fir de Status quo ze erhalen, da lafe mer net wäit. Mir musse weider an deenen nächste Joren u verschidde klenge Schrauwen dréien. Ech hunn aacht oder zéng Pisten hei opgezielt. Ech fuerderen lech fir d'x-te Kéier eraus, fir och konkret Propositione do dergéintzesetzen. Ech hoffen, datt mer am Abrëll beim État de la nation endlech - endlech! endlech! -...

► **M. Claude Meisch (DP).**- Penibel, äusserst penibel, Här Schiltz.

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- ...endlech Är Propositionen...

► **M. Claude Meisch (DP).**- Et fänkt un, ganz langweilig a penibel ze ginn.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Gesitt Der, mir hunn net gegaapst.

► **M. Claude Meisch (DP).**- Hutt Der eng aner Plack?

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- Dir hutt nach...

► **M. Claude Meisch (DP).**- Hutt Der nach eng aner Plack?

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- Dir hutt nach largement Riedezäit, Dir kënnt meng Erausforderung och haut unhuelen.

► **M. Claude Meisch (DP).**- Ech ka meng Ried nach eng Kéier widderhuelen, wann Der dës Kéier nolauschtert.

► **M. le Président.**- Ech bieden lech elo, dem Här Schiltz nozelauschteren. Jiddweree kann herno nach intervenéieren. All Fraktioun bis op den Här Hoffmann huet nach genuch Zäit.

(Hilarité générale)

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Dach, bei der Motioun!

(Brouhaha général)

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären,...

(Interruptions)

...och wann d'Erausforderung fir konkret Proposen net ugeholl gëtt, da wëll ech trotzdem awer nach e puer Observatiounen maachen zur Manéier, wéi mer matenee verfuere hei zu Lëtzebuerg an an Europa, an och zu deene Prozeduren, déi mer eis ginn.

Wann ech gesinn, wéi mer an Europa déi Diskussiounen haut féieren, da soen ech, datt et héich Zäit gëtt, datt Europa erëm zu sech selwer féint. Ech muss och éierlech soen, datt ech déi Bedenken iwwert den „Europäesche Semester“ hei net ver-

stinn. Well déi nämlech, déi Bedenken umellen iwwert den „Europäesche Semester“, sinn déi, déi sech driwwer opreegen, datt mer musse Griichenland an Irland ënner d'Äerm gräifen.

Or, hätte mer den „Europäesche Semester“ gehat a wär en uerdentlech applizéiert ginn an engem Land wéi Griichenland, da wäre mer vläicht net do, wou mer elo sinn!

An ech soen lech et - an ech schwätzen do exklusiv an eleng a mengem Numm -, datt ech mengen, datt, wa mer net hëllesch oppassen, déi Prabbelisléisunge laangfristeg de Problem net léisen, wa mer weiderfuere par ailleurs ze diskutéieren a keng Accorden ze fannen.

Wann ech dat esou soen, sinn ech net eleng doranner, well net méi spéit wéi haut huet den Här Strauss-Kahn an engem Interview a Substanz Europa opgefuerdert, sech um Bidon ze rappen. Wann een un Europa gleeft - an dat maachen ech -, da brauche mer en „Europäesche Semester“. Wann een un Europa gleeft, da brauche mer och Elementer vun enger wirtschaftlecher Zesummenaarbecht, déi méi staark ass. A wann een un Europa ultimativ gleeft, musse mer eis och kënne mat enger Iddi wéi „Euro-Bonds“ ausenanerzesetzen an där Elementer ëmsetzen dobaussen.

Wann een alles dat als déi falsch Léisung considéiert, dann ass een un Wee „jiddweree erëm fir sech“. Ech soen lech: Um Wee „jiddweree fir sech“ ass Lëtzebuerg ee vun deenen éischte Verléierer dobaussen. Duerfir mengen ech och, datt mer solle schnellstens am Januar eis eens ginn iwwert déi Prozedur, iwwert deen „Europäesche Semester“. Ob mer dat an der Finanzkommissioun, hei am Plenum maachen, ass fir mech zweetrangeg. Ob mer et dräimol d'Joer, ob mer et véiermol d'Joer maachen, ass mer och egal. Mir sollen eis iwwert d'grouss Parametere hei eens ginn; heibannen oder an där enger oder an där anerer Kommissioun vun dëser Chamber.

Dat heescht jo och net, datt, wann do Elementer zesummegebündelt ginn op europäeschem Niveau, datt déi national Parlamenter näischt méi ze soen hunn. Dat heescht just, datt mir op europäeschem Niveau dierfen driwwer matschwätzen, wa bei aneren d'Saachen aus dem Lot gereden, an dann net musse agräifen herno, wa Griichenland oder anerer Problemer hunn.

Et ass also net, wéi vu verschiddeenen Oppositionsriedner hei gemoolt ginn ass, datt mer géifen eis Souveränitéit ofginn. An à l'intérieur vun deene groussen Enveloppen, déi bestinn, kënne mir natierlech - selbstverständlech - nach ëmmer selwer decidéieren, wat mer domadder maachen.

Mir hunn och hei zu Lëtzebuerg Mechanismen, déi net méi esou fonctionnéieren, wéi se an der Vergaangenheet fonctionnéiert hunn. Mir si vun Tripartite op Bipartite gaangen. Mir hunn eng Bipartite, déi zu engem Ofschloss komm ass. Eng aner Bipartite ass net zu engem Ofschloss komm.

Ech mengen net, datt ee soll de Resultater vun där Bipartite virgräifen - där zweeter. Ech mengen och net, datt ee sech soll hei driwwer ausloossen, wat wéi wou an elo do exakt, genau, millimetergenau erauskënt. Et soll een déi zweet vun deene Bipartiten emol schaffe loossen. Iergendwéi muss déi zweet Bipartite am Spigel wéinstens usazweis där éischter gläichen. Well och soss hu mer do näischt gemaach.

De Finanzminister huet iwwregens richtegerweis gëschter hei dorop higewisen, datt et net kéint esou sinn, datt an alle Fäll à tout prix de Konsens misst fonnt ginn. De Konsens ass eppes Guddes. Mä wann de Präis fir de Konsens ze héich gëtt, da muss och d'Politik hir Responsabilitéit huelen.

Här Finanzminister, Dir hutt op jidde Fall eis Ennerstëtzung och op deem dote Punkt.

Wat iwwregens och dozou féiert, datt d'Chamber net méi, wéi an der Vergaangenheet, zur Caisse enregistreuse vun Tripartitedécisiounen gëtt, mä e Wuert matschwätzt. Ech soen nach eng Kéier, datt d'Chamber net d'Prétentioun huet - op d'mannst huet meng Fraktioun net d'Pré-

tentioun -, fir sech do mat un den Dësch ze setzen. Mä datt awer d'Saachen anescht musse zesummegeflecht gi wéi an der Vergaangenheet, dat schéngt mer evident ze sinn. Wann dee Wonsch vun der Tripartite am Joer 2011 net fonctionnéiert, wann dee Wonsch net sollt an Erfüllung goen, da wäert 2011 sécherlech d'Joer ginn, wou d'Chamber an d'Politik am Ganze muss hir Responsabilitéit huelen.

Ech mengen och, datt d'Chamber sech mat deem Budget hei - respektiv kann ech hei nëmme fir meng Fraktioun schwätzen - a mat senge Grondausrichtungen am Detail ausenanergesat huet. Ech wëll lech soen, datt mir an eiser Fraktioun intern de Semestre européen scho praktizéiert hunn. Well mir hunn eis an deenen éischte Méint vum Joer scho mat deem Budget hei ausenanergesat, an ob duerfir aner Kommissiounen sech och nach hei musse mam Budget ausenanerzesetzen, dat sief emol dohinnergestallt. Sécherlech si Verbesserungeméiglech. Mä ech wëll op jidde Fall vu menger Fraktioun hirer Säit aus soen, datt mir eis mat der Prozedur wuelfillen insofern, datt mer eis konnten an der éischter Halschent vum Joer mat deene groussen Aggregater beschäftegen.

Et ass natierlech fir eng Chamber net ganz satisfaisant, datt vu virera praktesch all Ofännerungsméiglechkeeten, Amendementsméiglechkeeten ausgeschloss sinn. Do ginn ech dem Rapporteur Recht. Mä ob mer missten alles an deene Kommissiounen diskutéieren, dat sief emol dohinnergestallt.

Et ass ee vu menge Virriedner, deen huet gesot, d'Muecht, dat wär d'Fäegkeet, et sech leeschten ze kënnen, näischt bäzelleieren. Ech wëll deem entgéintsetzen, datt, wann een an der Majoritéit ass, een net all Moie waakreg gëtt a sech elo freet, fir hei Muecht auszeüben. Wann een an enger Majoritéit ass, da gëtt ee moies waakreg an et stellt ee sech d'Fro: „Wat kann ech haut bewerkstellegen, fir datt et den Owend de Leit hei am Land e bësseli besser geet, wéi et hinnen de Moie gaangen ass?“

Fir eis stellt d'Fro sech net an Terme vu Muecht oder Netmuecht, mä d'Fro stellt sech an Terme vun Engagement fir d'Land. D'Fro stellt sech och net: Wat ass gutt fir d'Koalitioun? D'Fro stellt sech och net: Wat ass gutt fir d'Gewerkschaften? D'Fro stellt sech och net: Wat ass gutt fir d'Patronat? D'Fro stellt sech och net: Wat ass gutt fir d'Forces vives de la nation? D'Fro stellt sech: Wat ass gutt fir d'Land? Dat ass d'Mooslat, no där mir eis Politik wëlle bemooss hunn! Et ass och duerfir, wou mir deem Budget hei eisen Accord wäerte ginn.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Schiltz. An elo huet nach d'Wuert gefrot de Budgetsrapporteur, den Här Alex Bodry.

► **M. Alex Bodry (LSAP), rapporteur.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, vläicht ganz kuerz zum Schluss vun deenen Debatten e puer Wuert vu menger Säit, fir emol Merci ze soe fir déi eenzel Interventiounen, déi sech och awer zum Deel konnte beruffen op Deeler vu mengem schrëftleche Rapport. Mä dorëms geet et mer net. Ech wëll op e puer Saachen agoen, déi an der Diskussioun opkomm sinn an déi, mengen ech, och zum Deel et awer méritéieren, nach eng Kéier ervirgehewen ze ginn, respektiv wollt ech dat eent oder dat anert vläicht e bësse riichtstellen, wat hei an der Diskussioun vun eenzelne Stelle behaupt ginn ass.

Fir d'Éischt war et, mengen ech, interessant, an den Ausféierunge vum Finanz- a Budgetsminister och seng méi fundamental Astellung zur Schold ze héieren. Ech mengen, dat schéngt mer awer wichteg ze sinn, well och dobaussen heiansdo den Androck entsteet, wéi wann een nëmme kéint an engem Nullschuldstat eigentlech weider fonctionnéieren, uerdentlech weider fonctionnéieren. Et ass net esou.

Ech mengen, et ass ganz kloer esou, dass et net anormal ass - an all Ekonomiste soen dat och -, dass e Stat, wéi eng Gemeng och, duerchaus ka Schold maachen, wann déi Schold sech bezitt op produktiv Investissementer. Wann déi Schold an engem

Zesammenhang steet mat produktiven Investissementer, da kann déi Schold souguer am Endeffekt zu engem Eropsetze vun dem nationalen Akommes féiere mëttele- a laangfristeg. Also, eng Schold ass net onbedéngt vum Béisen, wa se richteg agesat gëtt a wa se natierlech begrenzt bleibt an och nohalteg ka vun engem Budget gedroe ginn.

Dofir fannen ech et richteg, déi Iddien, déi opgeworf si ginn - an déi musse mer weider diskutéieren an deenen nächste Joren, wa mer eis effektiv eng Marschrou wëlle gi bis 2014, 2015 -, ob een effektiv net ka soen, alles wat Investissementer an d'Schoul sinn, wat Investissementer an d'Uni sinn, alles wat Investissementer a grouss Infrastrukture sinn, déi mer och fir d'wirtschaftlech Entwécklung vum Land weider brauchen, alles wat Investitiounen an d'Fuerschung sinn, dass dat alles Saache sinn, wou een och kann op Emprunten zrëckgräifen, also op friem Mëttelen zrëckgräifen, fir déi mat ze finanzéieren. Dat schéngt mer richteg ze sinn.

Mir hu jo eng Politik och gehat, ouni dass vill doriwuer geschwat ginn ass an deene leschte Joren. Et ass deelweis, et sinn der 200 Milliounen insgesamt virgesinn d'nächst Joer. Mä déi Politik gëtt scho méi laang gemaach, dass eenzel Investitiounsfonge vum Stat jo regelméisseg selwer Emprunte maachen. An dat féiert natierlech och zu enger Erhéijung vun der Statschold, wann een den Zentralstat kuckt a sech net reng op den nationale Budget beschränkt.

Ech wollt eppes vläicht och hei richtegstellen, wat de Moien hei vum éischten DP-Spriecher, dem Här Meisch, behaupt ginn ass: wéi wann u sech de Stat misst léine goen, fir seng lafend Käschten ze bezuelen, seng lafend Ausgaben ofzedecken. Dat stëmmt esou net.

Wann een d'genau Zuele kuckt an et vermëscht een net Äppel mat Biren, wat och passéiert an der Diskussioun, an et kuckt een effektiv d'Zuele vum Statsbudget, iwwert dee mer elo gläich wäerten ofstëmmen, da stellt ee fest, dass dee Statsbudget fir d'nächst Joer en Defizit opweist vu 684 Milliarden, dass also an deemselwechte Statsbudget...

► **Plusieurs voix.**- Milliounen!

► **M. Alex Bodry (LSAP), rapporteur.**- Milliounen, pardon, 684 Milliounen Euro, ...dass an deemselwechte Statsbudget awer 944 Milliounen virgesi sinn, fir Investissementer ze tätigen. Sou dass een also gesäit, dass mer u sech awer och en Deel vun den Investissementer, en Drëttel ronn vun den Investissementer awer iwwer eege Mëttele finanzéieren, an dass zwee Drëttel vun deenen Investissementer - dat si jo hei nëmme déi direkt Investissementer vum Stat - iwwer Réckgrëff op friem Mëttelen, also op Emprunten, a méi verschëllt zrëckbezuelt ginn. Also och do, mengen ech, ass d'Situatioun net esou dramatesch, wéi se hei duergestallt gëtt.

Et gesäit een iwwerhaupt, dass u sech zwar d'Zuelen, déi hei behandelt ginn, déiselwecht sinn, mä dass natierlech jee no de Fraktiounen den Akzent entweder op deem méi Negativen oder op deem méi Positive läit. Dat spigelt och e bëssen dat erëm, wat ee schonn an den eenzelnen Avisé vun de Chambres professionnelles am Virfeld zu dësem Budget erëmfonnt huet.

Eng aner Remarque, déi ech wollt maachen, bezitt sech op d'Iddi, déi hei vum Minister erëmgeholl ginn ass. En huet se ganz virsiichteg formuliert. Et ass eng Fuerderung, eng Suggestioun, déi och vun de Patronatschamberen eigentlech bei den Avisen zu dësem Budget ervirbruecht ginn ass: d'eventuell Aschreiwung vun enger Scholdebestëmmung, Scholdebremms oder Scholdegrenz an eis Verfassung.

Ech muss do soen, mir hunn déi Fro net bei eis an der Kommissioun diskutéiert. Perséinlech wëll ech awer staark Reserven do umellen, fir op deen dote Wee ze goen. Et ass den däitsche Wee. Den däitsche Wee, deen awer och momentan an Europa an och souguer vun eisem Premier ganz

staark awer an eenzelnen Aspekter a Fro gestallt gëtt. Et muss een och gesinn, wat fir eng Wirtschaftsschoul eigentlech déi dote Suggestioun mécht: Dat si genau déiselwecht, déi soen, mir brauchen eng onofhängeg Instanz, déi d'Chiffere liwwert fir d'Opstellung vun de Budgeten. Dat sinn u sech Ekonomisten, déi null Vertrauen an d'Politik hunn, déi mengen, et kéint een nëmme mat enger wirtschaftlecher Ratio un all déi Froen do erugeen, an déi eigentlech soen, Dir musst lech - also d'Politik selwer muss sech - juristesesch esou anengen, dass se am Zaum bleift.

Ech mengen, do sollt een déiselwecht kritesch Haltung, déi de Minister hat zu deem Comité de prévision als onofhängeger Instanz, déi praktesch kengem misst Rechenschaft ofginn, déiselwecht gesond Distanz, mengen ech, sollt een eigentlech och zu deenen doten Iddien hunn, fir verfassungsrechtlech eigentlech Budgetsbestimmungen anzeschreiwien.

Mä da muss ee sech jo och d'Fro stellen - an eis Verfassung ass jo och net esou ausgeriicht an hirem Inhalt bis elo, mir hunn net de Genre vu Verfassung, wéi Däitschland zum Beispill se huet, mir si vill méi konzis eigentlech an eise Regelen -, da muss ee sech natierlech och d'Fro stellen, da muss mer déi Debatt awer da féieren, wa mer dohinner ginn a mer fänken un, budgetär Normen anzeschreiwien an eis Verfassung, da stellt sech d'Fro: Wie kontrolléiert dann, ob se dann och respektéiert ginn? Mir hunn net d'Verfassungsgeriicht och wéi an anere Länner. Et fonctionnéiert bei eis e bëssen anescht.

Da muss een awer och d'äerfen d'Fro stellen: Misst een dann awer net am selwechten Zesammenhang - well jo awer e Stat net nëmme reng no wirtschaftleche Kritäre fonctionnéiert, mä och aner Saache muss berücksichtegen -, misst een dann net och am Ëmweltberäich, zum Beispill, sech Regele ginn, déi ee géif verfassungsrechtlech dann ofsécheren? Zum Beispill, wat de Klimaschutz ugeet. Misst een dann net och am soziale Beräich sech eng Regel ginn, wou ee seet, mir wëllen elo aschreiwien, wou zum Beispill eist Zil ass, wat den Aarmutrisiko hei zu Lëtzebuerg ugeet oder wat d'Zuel vun de Leit ugeet, déi hir Schoulausbildung ofbriechen?

Also alles dat si Froen, wou ech perséinlech géif warnen, dass mer eis géifen hardi doranner stierzen. Well dat doten awer mat enger ganzer Rëtsch vu komplexen Ausféierungen nach gekoppelt ass, wou ech also géif éischer warnen, fir op deen däitsche Wee op deem dote Punkt ze goen.

Mir wiere scho frou - dat froe mer jo eigentlech an enger Motioun -, dass mer emol eng Kéier géifen zrëckkommen zu enger politescher Budgetsnorm, déi mer emol eng Kéier haten, an iwwert déi eigentlech déi lescht Joren net méi ganz vill diskutéiert ginn ass, geschwat ginn ass, an déi een och an der Circulaire budgétaire eigentlech net méi an enger quantifizierter Form an deene leschte Joren erëmfonnt huet. Ech mengen, dat wier emol an eisichte Schrack, ier een u juristesesch Mëttele denkt, fir op deem dote Punkt vläicht virunzegoen.

E leschte Punkt, deen ech wollt opwerfen, dat ass deen, deen och hei vun eenzelne Riedner ugeschnidde ginn ass - wou d'Aschätzung zwar verschidden ass no Fraktioun, wou besonnesch d'DP drop geridden ass - dat ass déi Affär vun der Belaaschtung vun de Betriber, déi schwéier nach ze erdoe wier an deenen Zäiten. Do wëll ech éischters emol drun erënnere, dass déi Belaaschtung...

► **M. Xavier Bettel (DP)**.- Den Här Krecké sot dat.

► **Une voix**.- D'Madame Hetto sot dat.

► **M. Xavier Bettel (DP)**.- Ech zitieren den Här Krecké.

► **M. Alex Bodry (LSAP)**, *rapporteur*.- D'DP, déi mengt dat net. D'DP mengt, et wier alles elo an der Rei.

► **M. Claude Meisch (DP)**.- Dach, dach. Mä den Här Krecké seet et och.

► **M. Alex Bodry (LSAP)**, *rapporteur*.- Mä da wëll ech eppes dozou soen. Ech komme vläicht...

► **M. Claude Meisch (DP)**.- Klärt dat emol bei lech an der Partei.

► **M. Alex Bodry (LSAP)**, *rapporteur*.- ... bei engem Beispill dorop...

► **M. Xavier Bettel (DP)**.- Ech ginn lech den Artikel, Här Bodry, da kënnt Der genau den Här Krecké liesen.

► **M. Alex Bodry (LSAP)**, *rapporteur*.- Ma da waart elo emol.

► **M. Xavier Bettel (DP)**.- Neen, ech ginn lech et just mat.

► **M. Alex Bodry (LSAP)**, *rapporteur*.- Waart elo, loosst mech hei ausféieren, wéi et ass.

► **M. Xavier Bettel (DP)**.- Jo, jo.

► **M. Alex Bodry (LSAP)**, *rapporteur*.- Ech wëll drun erënnere, wat d'Betriber ugeet, dass an deem Konjunkturpak - dee jo net esou al ass, mä mir vergiesse jo ganz schnell, duerfir hu mer deen och am Rapport nach eng Kéier rappéléiert -, dass an deem Konjunkturpak am März 2009 eng ganz Partie Moosnamen dra waren, déi drop ausgeriicht waren, fir de Betriber ze hëllef, an déi de Betriber och gehollef hunn. Et kann een also net soen, dass an de Joren 2009 an 2010 näischt an deem dote Punkt geschitt ass.

Mä och do, mengen ech, muss mer awer eng Kéier och erëm an d'Normalitéit zrëckkommen. Et kann een net soen, d'Kris ass eigentlech eriwwer, dat Schlëmmst vun der Kris ass eriwwer, an da soll dann net méi an deem dote Beräich och deem Rechnung gedroe ginn. Mä ech mengen, och do muss mer dann en doucen Ëmschwung maachen erëm an eng normal Politik an ewechkomme vun engem ze vill staarke Pousséieren, och wat d'Betriber ugeet.

Dat Zweet, wat ech awer wollt dozou bemierken, dat ass, wann ee vu Betrubssteiere schwätzt, dass dat net nëmme eng Affär um Stat ass, mä dass och d'Gemengen eng Responsabilitéit hunn, wat d'Betrubsbesteuerung ugeet. D'Gemenge leeën den Hiewesaz vun der Gewerbesteier fest, eng Gewerbesteier, déi eppes manner wéi 600 Milliounen Euro - dat ass vill - am Joer abréngt. Wat also och fir d'Betriber wierkelech en décke Batz kann duerstellen, soufern se Steiere bezuelen.

An do ass et jo esou, dass net all Gemeng deeselwechten Hiewesaz festleet. Wann een en Appel mécht, fir op d'Betriber opzepasst, sollte vläicht och déi Leit, déi Responsabilitéiten hunn, an hire Gemengen dat doten och maachen. An dat géllt och fir eng grouss Gemeng: Ech mengen, dat ass déi drëtgréisst hei zu Lëtzebuerg, am Südweste vum Land, déi den héchste Gewerbesteiertaux huet.

(Interruptions)

Deen héchste Gewerbesteiertaux! D'Gemeng Déifferdeng, Här Lux, huet den héchste Gewerbesteiertaux vun enger Stad hei zu Lëtzebuerg. An der Kris ass dat do...

(Interruptions)

No der Kris, do geet dat weider. Wann een hei vu Kohärenz vun der Politik schwätzt, mengen ech, ass et och wichteg, dass een dat berücksichtegt. An da muss een och kucken, wou déi Plaz ass hei zu Lëtzebuerg, wou d'Betriber déi héchste Steiere bezuelen. Da gesäit een dat vläicht e bëssen anescht.

Merci.

► **M. le Président**.- Här Bodry, erlaabt Der, dass den Här Meisch lech eng Fro stellt?

► **M. Claude Meisch (DP)**.- Ech wëll der eigentlech zwou stellen. Ech wëll den Här Bodry froen, ob hie sech nach erënnert, wéini datt deen Taux op deen doten Niveau gesat ginn ass a wien dann deemools och eng staark Representatioun am Gemengen- an am Schäfferot hat zu deem Moment?

Ech wollt hien awer och froen, wa mer hei jo e bësse Gemengepolitik maachen, wat den Här Bodry vun der Propositioun géif halen, datt een effektiv am Süde géif op een Niveau kommen - well ech et net obédéngt gutt fannen, datt mer do Ënnerscheeder hunn -, mä dann awer och esou,

datt een iwwer eng Répartitioun vun där Gewerbesteier, déi am ganze Süden erwirtschaft gëtt, misst kënne schwätzen. Wann dat eng Propos ass, déi een am Süde ka maachen am Pro-Sud, an ech hat der Presidentin vum Pro-Sud se d'ailleurs schonn eng Kéier...

► **Une voix**.- An déi wollt Dir net mat huelen...

► **M. Claude Meisch (DP)**.- Neen, neen. Et ass ganz kloer, dass d'Etat Déifferdeng d'Propos huet, fir iwwer eisen Taux ze schwätzen, wa mer eis am Süde kënnen eens ginn, op een Niveau ze goen, awer gläichzäiteg eng Redistributioun kënnen maache vun all deem, wat regional an d'Déppe kënnt, en fonction vun der Awunnerzuel vun deenen eenzelne Gemengen. Da loosse mir ganz gäre mat eis doriwwe schwätzen.

De Ball läit bei dem Buergermeeschter vun der Stad Diddeleng. A wann den Här Wolter an d'Madame Mutsch nach hei d'accord wieren, da sinn ech der Meenung, dass mer déi aner aacht, vläicht nëmme nach siwe Kolleegen am Pro-Sud do schnell géifen iwwerzeegt kréien.

Merci.

► **Une voix**.- Et gëtt wierkelech Zäit, dass Dir Buergermeeschter vun Déifferdeng gitt!

(Interruptions)

► **Une autre voix**.- Et ass gutt, dass d'CSV..., dass mer d'Trennung vu lokalen an nationale Mandater hunn.

► **M. Alex Bodry (LSAP)**, *rapporteur*.- Mir schwätzen hei iwwer d'Gewerbesteier. Et geet em d'Betrubssteier. Ech wëll dat nach eng Kéier soen. An ech wëll hei soen, dass d'Gemeng Déifferdeng effektiv mat 350%, dat heescht, si multiplizéiert deen normalen Taux mat dräi Komma...

► **M. Claude Meisch (DP)**.- Ech hat lech eng Fro gestallt.

► **M. Alex Bodry (LSAP)**, *rapporteur*.- Selbstverständlech kommen ech dorop zrëck. Här Meisch, ech brauch lech jo hoffentlech net als Buergermeeschter ze soen, dass de Gemengerot all Joers am Prinzip d'Tauxen nei festleet. Dat heescht, Dir kënnt hei net mat Tauxe kommen, déi virun zéng Joer festgeluecht gi sinn. Mä Dir kënnt mat deenen Tauxe kommen, déi an de Krisjoren 2008 an 2009 vum Gemengerot vun der Stad Déifferdeng festgeluecht gi sinn. Dat ass den héchsten Taux. Keng Rücksicht op d'Krisituatioun! Et ass einfach weidergefuer ginn! A selbstverständlech ass Diddeleng bereet, doriwwe ze diskutieren, well mir kënnen bal nëmme méi erauskréien!

► **Une voix**.- Voilà, déi sëtzt!

► **M. le Président**.- Merci dem Här Bodry. Elo kritt d'Wuert den Här Finanzminister Luc Frieden.

► **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances*.- Här President, ech wëll net an deem Syndikat vun de Südgemengen elo hei mat intervenéieren. Dat maache mer eng aner Kéier. Mä ech géif gären zum Schluss vun deser Debatt all deene Merci soen, déi zu deem wichtege Gesetz, nämlech dem Budget fir d'nächst Joer, Stellung geholl hunn, nach eng Kéier dem Budgetsrapporteur Alex Bodry, mä och all deenen anere Kolleegen.

Ech hu fonnt, dass et op wäite Strecken eng ganz gutt, eng sachlech, eng fair Debatt war. Et war mer e bëssen Angscht ginn no der Debatt d'lescht Woch iwwer de Spuerprogramm. An ech muss soen, dat war eng interessant Debatt, déi mer haut hei erlieft hunn, déi och eng Rei ënnerschiddlech politesch Vuen, heiansdo ideologesch Vuen, un d'Dageslicht bruecht huet. Dat fannen ech en fait gutt, well et ass oft gesot ginn, d'Parteien hunn allegeren déi nämlech Meenung. Ech mengen, dat mécht also de Choix vun de Bierger bäi de Wahle méi einfach. Et gëtt nun emol eng Rei ënnerschiddlech Meenungen, an déi sinn zum Deel, net ganz, mä zum Deel och hei virkomm.

Ech géif gären nëmme ganz kuerz op e puer Punkten zrëckkommen. Dat eent, dat ass, dass hei e puermol gesot ginn ass, dass mer sollte beim Stat en „zero-base budgeting“ maachen, also all Dépense kucken, vun Ufank un, an datt de Stat bei sech

selwer kéint méi spueren. Dat sinn zwee Sätz, déi si licht gesot, a mat deene sinn ech zweehonnert Prozent d'accord. An ech soen lech, dass dat all Joers gemaach gëtt.

Et ass net esou, wéi den Här Gibéryen gesot huet, dass d'Beamte géife soen, bei hinne wier dat guer net esou a si géifen net mierken, dass misst gespuert ginn. Well d'Beamte schécke Budgeten eran an hire Minister, de Minister gëtt se weider, an déi meescht hu sech déck beklot, dass mer d'est Joer gespuert hunn.

Wat ech awer elo proposéieren: Ech kommen elo an d'Finanzkommissioun mat zwee Departementer, mat deem zoustännege Minister, an da gi mer Rei fir Rei duerch. An dann hätt ech gären, dass konkret gesot gëtt - an dat muss dann och öffentlech gesot ginn -, wat een da féint, dass een net mécht. Ech hunn deen Exercice selwer gemaach - net bei all Linn vum Budget, do féint ee sécherlech nach déi eng oder déi aner Saach -, mä dat gi keng gréisser Volumé vu Spuermoosnamen.

Dat Zweet, wat ech an deem Kontext wëll soen, firwat dass dee Saz esou gär gesot gëtt: „De Stat soll bei sech selwer spueren.“ Well, wann een deen einfach esou seet, da klappt jiddwereen an d'Hänn a jiddweree féint iergendeppes, wat e féint, dass onnëtz wier. Ech begéinen och all Dag esou déi eng oder déi aner Saach, wou ech mer soen: Muss dat dote sinn? Mä, wann ech wierkelech no de grousser Volumé kucken, da gëtt déi Debatt vill méi eng spannend Debatt. An dann hätt ech och gären, dass se géif öffentlech gefouert ginn, an da muss een dozou Faarf bekenne.

Ech soen nach eng Kéier: Ech ginn all Joers d'Instruktioun a gesinn dat och, dass, wann de Budget opgestallt gëtt, sécherlech iwwer all Kredit diskutéiert gëtt. Mir kënnen dat awer och nach eng Kéier methodesch maachen, an ech géif dat wierkelech gär mat e puer Deputéierte vun e puer Fraktiounen unhand vun e puer Budgete maachen, mat deenen zoustännege Ministeren, dass mer da gesinn, wéi vill een zousätzlech do ka spueren. Ech sinn do ganz open. Well alles, wat mer vu gudden Iddië gemeinsam droen, fir kënnen onnëtz Saachen, déi da breet gedroe ginn, also onnëtz Saache kënnen ofzeschaffen, huet bei mir kee Widerstand, wäert bei mir kee Widerstand fannen.

Eng zweet Remarque, déi ech wollt maachen, betrëfft déi Diskussioun ronderëm dee Bréif, dee mer kritt hu vun dem Eurogroup. Ech wëll dem Här Gibéryen soen, dass dat kee Bréif ass vum Här Juncker un den Här Juncker. Dat ass e Bréif, deen den Eurogroup schreift, no enger Diskussioun, un de Finanzminister vu Lëtzebuerg. Dat ass also weder e Bréif vum Här Juncker un den Här Juncker. Dat ass e Bréif vun alle Kolleegen vum Eurogroup - vun alle Kolleegen, dat sinn also 16 Finanzministeren -, déi mir dee Bréif schécken. De Lëtzebuerg Statsminister vertritt an deem Grupp net Lëtzebuerg, en ass de President vun deem Grupp. Et sinn also déi aner, déi eng Rei Observatiounen maachen, an déi schécken eis dat.

Ech hu jo gesot a menger Ried hei, dass een dat net alles muss gutt a richtig fannen. Mä ech fannen - an dat ass hei am Fong net richtig geschitt -, dass ee muss zu deenen eenzelne Punkten awer eng demokratesch Debatt féieren, an datt déi Deel ass vun deem, wat eng Koordinatioun vun de Wirtschaftspolitiken ass. Mir mussen eis mat der Fro auseruesetzen: Firwat soen déi dat? An et ass déi Debatt, mengen ech, déi mer nach eng Kéier muss féieren. Duerfir mengen ech, dass een déi Dokumenter net nëmme, wéi ech dat wëllen hunn, op den Internet setzt, mä, dass mer och doriwwe mussen - an enger Kommissioun oder heibannen - eng Kéier eng méi breet Debatt féieren.

Dat ass och eng Debatt, déi kann net nëmme just eng Kéier um Enn vum Joer gefouert ginn. Déi féiere mer am Kader vum „Europäesche Semester“. An déi muss mer och duerno féieren. Duerfir wëll ech och soen: Och déi Diskussioun ronderëm d'Käschten, d'Loungeschten an aner Elementer vun der Konkurrenzfähigkeit vun eiser Wirtschaft, déi féiert ee jo net nëmme 2011. Duerfir sinn déi och net mat Tripartiten oder Bipartiten - déi

mer gemaach hunn oder déi mer nach maachen - ofgeschloss!

Ech mengen, datt déi Diskussiounen - och déi Propositionen, déi gemaach gi sinn zum Index vun deene Gréngen, vun der DP, vun der CSV -, datt dat Diskussiounen sinn, déi mer sécherlech och no 2011, 2012, 2013, 2014 musse féieren, an da muss ee kucken, ob een do déi eng oder déi aner strukturell Ännerung mécht.

Zum Beispill d'Diskussioun iwwert d'Eraushuele vun de Pétrolspräisser aus dem Index. Ech mengen net, datt dat eng Diskussioun ass, déi elo am Ufank vum Joer 2011 muss gefouert ginn. Mä dat ass eng, déi am Liicht och vun der Entwécklung vun de Pétrolspräisser, am Liicht och vun der genereller Evolutioun vun der Economie muss an deenen nächste Jore gefouert ginn. Well mir hätten - an do huet keen de Contraire hei gesot - jo gären, datt d'Betriber och zu Lëtzebuerg géifen Aarbechtsplazen halen an neier schafen.

D'Käschtekompetitivitéit ass och net nëmmen eng - an dat seet och net den Eurogroup -, déi sech op déi dote Fro muss konzentréieren. Déi huet och aner Elementer. Ech hunn a menger Ried gëschter versicht, eng Rei vun deenen anere Pisten ze soen.

Ech wëll an deem Kontext och nach eng Kéier drop hiweisen, datt meng sougenannte finanzpolitesch Doktrin - déi den Här Lux hei ënnerstëtzt huet an an där e gesot huet, domadder wier jo am Fong jiddwereen d'accord - een Element awer wëll ënnersträichen, wou ech net onbedéngt mengen, datt jiddwereen d'accord ass. Jiddwereen ass vläicht d'accord mat deenen eenzelne Konzepter: Budgetdisziplin, sozial Kohesioun a wirtschaftlech Entwécklung.

Wichtig ass a menger Analys, datt déi dräi mussen zesumme goen an net kontradiktoriesch sinn, an datt duerfir déi Elementer, déi ech doranner genannt hunn... Et kann ee sécherlech eng sozial Kohesioun produzéieren, andeem een enorm héich Steiere géif zum Beispill sech afale loossen. Déi wier awer géint déi Politik, déi ee bei der wirtschaftlecher Entwécklung mécht.

An d'Zesummespill dovunner hu mer vläicht net genuch an deene leschte Jore gemaach, respektiv - an dat ass dat Neit - mir sinn an engem neie Film. Dee Film, dat ass déi ganz grouss international Wirtschaftskris, déi zwar vläicht op en Enn geet, mä déi duerch d'Turbulenzen op de Finanzmäert eng nei gedikt kritt huet an déi doduerch och op Lëtzebuerg wäert déi nächst Joren nach eng Répercussioun hunn. An ech wier frou, wa mer dat breet droen, datt mer bei all Décisioun kucken: Ass se, setzt se sech an déi Doktrin do eran? A setze mer net do kontradiktoriesch Signaler?

An deem Sënn wollt ech och als nächst Remarque soen, datt ech d'accord sinn, eng Budgetsnorm erëm ze maachen. Ech soen lech awer och, éischtens, datt, wa mer eng gemaach hätten, datt mer déi dëst Joer voll a ganz respektéiert hätten. Dat war nämlech ëmmer d'Berechnung: Wat ass mëttelfristeg d'Wirtschaftswuesstum? An da mat engem gewëssene Correcteur gerechent. Dann hätte mer kënnen d'Dépenses ëm quasi 5% wuesse loossen. D'Dépensé wuessen nëmmen ëm 3,6% am Verglach mat dem leschte Budget, an 1,9% par rapport zu de Previsiounen vun den Dépensé vun deem Joer. Mir sinn also ënner der klassischer Budgetsnorm, wéi mer se fréier haten.

Firwat hunn ech se net méi gemaach a firwat hunn ech se net méi publizéiert? Aus där einfacher Ursach, datt dat géif en fait verlaangen, wéi dat fréier och de Fall war, datt och d'Einnahme géifen d'nämlecht wuessen. Or, mir kënnen net méi d'Dépenses - op d'mannst net fir de Moment - esou vill wuesse loossen, well d'Einnahmen net am nämlechte Mooss wuessen. D'Einnahme wuessen, Gott sei Dank, mä si wuesse manner schnell. Duerfir ass deen zousätzleche Kritär, dee mer musse bei eng Budgetsnorm awer setzen: Wéi behale mer de Budgetsdefizit méiglechst kleng respektiv kréie mer e reduzéiert mëttel- a laangfristeg?

Grondsätzlech, wéi gesot, hunn ech dat heiten eng gutt Debatt fonnt. Eng Debatt, déi natierlech net där den Owend opha-

len. Déi hält hoffentlech den Owend fir de Budget 2011 mam Vote vun der Chamber op; mä déi muss awer an enger ganzer Rei vu Punkten, déi vun der Chamber gesot gi sinn, déi ech och gëschter a menger Ried hat, weidergoen: déi fundamental Froen, déi mer eis krisbedéngt nei musse stellen, iwwer wat fir e Land mer wëllen a wat mer wëlle maachen, fir Betriber och zu Lëtzebuerg ze hunn, déi Aarbechtsplaze schafen an déi eis erlaben, Sozialpolitik ze finanzéieren.

Well d'wirtschaftlech Entwécklung ass d'Basis, fir iwwerhaupt kënnen Sozialpolitik a sozial Kohesioun net an drai oder sechs anere Wee fonctionnéiert net. Duerfir brauche mer wirtschaftleche Wuesstum. De wirtschaftleche Wuesstum ass net alles, mä mir brauchen en, fir villes kënnen ze maachen. An ech hoffen, datt mer déi Debatt roueg kënnen am Laf vum Joer 2011 féieren!

Duerfir wëll ech och soen, datt ech mat allen aacht Punkte vun der Motioun, déi hei vum Budgetsrapporteur erabruecht ginn ass, d'accord sinn. Eng Rei vun deene Punkte si souwisou net an drai oder sechs Méint ze maachen. Et ass eng flott Richtung, wat d'Finanzpolitik fir déi nächst Joren ubelaangt. Ech mengen, mat där Motioun - déi jo aus dem Budgetsrapporteur eraus entstanen ass, déi d'Konklusiounen vun deem Budgetsrapporteur iwwerhëlt - ass d'Regierung d'accord a wäert zesumme mat der Chamber versichen, déi Punkten do an deenen nächste Joren och ëmzesetzen.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci och nach eng Kéier dem Finanzminister Luc Frieden. Domadder wiere mer um Enn vun eise Budgetdiskussiounen a mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Budget fir d'Joer 2011.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Budgetsprojekt 6200 ass ugeholl mat 39 Jo-Stëmmen, géint 21 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Christine Doerner), MM. Fernand Boden (par M. Félix Eischen), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupt, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par Mme Claudia Dall'Agnol).

Ont voté non: MM. André Bauler, Eugène Berger (par M. Xavier Bettel), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helming, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par Mme Viviane Loschetter), Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Motion 1

Dann hu mer hei nach eng Motioun, déi vum Budgetsrapporteur erabruecht ginn ass. Wie freet dozou d'Wuert? Den Här François Bausch.

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Här President, déi Motioun hei, et kënn een net derlaanscht, fir e bëssen ze schmunzelen, wann een déi liest, well déi ass eigentlech relativ gutt. Do stinn och vill Saachen dran...

(Interruptions)

Do stinn och vill...

(Interruptions)

Ee Moment, ee Moment. Do stinn och vill Saachen..., ee Moment emol, gedëllegt lech...

► **Une voix.** - Et kënn nach e „mä“.

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Gedëllegt lech, gedëllegt lech!

► **Une voix.** - Et kënn nach e „mä“.

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Do stinn och vill Saachen dran, wéi gesot, déi richteg sinn. Mir hätte léiwer gehat, natierlech, wann am Budget..., respektiv wann des Koalitioun, wéi se ugetratt ass, sech dat heite scho vun Ufank un zu Häerz geholl hätt. Mir fäerten, datt et mat där Motioun hei wäert goen,...

► **Une voix.** - Wéi mat all deenen aneren.

► **M. François Bausch (déi gréng).** - ...wéi mat ville Motiounen, déi mer hei stëmmen an deem Parlament: datt et vill gutt Virsätz wäerte bleiwen, mä datt des Majoritéit net wäert bereet sinn, se ëmzesetzen. Mir sinn awer bereet, se matzestëmmen.

► **Plusieurs voix.** - Ooohhh! Aaahhh!

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Just e klenge Changement wollt ech awer proposéiere bei deem leschten Turet iwwert d'Finances communales. Do wollt ech proposéieren: «à amorcer la réforme des finances communales dans le respect des orientations stratégiques de l'aménagement du territoire et en concomitance avec la réforme territoriale». Ech fannen dat wichtig. Well mir sollen awer net vergiessen, am Kontext vun der Gemeengefinanzreform, datt et en IVL-Dokument ginn ass mat enger Rei Definitiounen, déi awer hei och solle berücksichtegt gi bei där Reform.

Wann Der domadder d'accord sidd...

► **Une voix.** - Haalt op, well soss...

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Wann Der domadder d'accord sidd, da géife mir déi Motioun hei matstëmmen. Wéi gesot, och wa mer fäerten, datt et e fromme Wonsch wäert bleiwen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - De Rapporteur an Auteur vun der Motioun freet d'Wuert.

► **M. Alex Bodry (LSAP), rapporteur.** - Jo, ech mengen, et dierft kee Problem sinn, fir domadder d'accord ze sinn, well dat eigentlech och déi Iddi erëm hëlt, déi am Rapport selwer och nach eng Kéier ervirgestrach ginn ass, dass ëmmer Rieds gaangen ass, och sengerzäit an der Spezialkommissioun iwwert d'Territorialreform, dass misst am Fong bei där Gemeengefinanzreform sech och orientéiert ginn no de Richtlinien eigentlech vun der Landesplanung. Ech mengen, dat do entsprécht eigentlech och deem, wat mer am Rapport schrëftlech festgehalten hunn. Kee Problem also, fir deen Amendement unzehuelen.

► **M. le Président.** - Den Här Hoffmann freet d'Wuert.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Här President, ech wäert mech bei der Motioun enthalen. Et stinn zwar bei den Invitatiounen un d'Regierung eng Rei vu vernünftege virun allem prozedurale Virschléi. Dee leschte Punkt, dee fält mir natierlech och speziell op, well ech schon zënter 40 Joer esou ähnlech Motiounen gelies hunn: mer missten elo endlech un eng Reform vun de kommunale Finanzen goen. Ech si relativ skeptesch, wat d'Realisierung vun där Reform betrëfft.

Anerersäits stinn awer wierklech an de Considéranté Punkten, deenen ech net kann zoustëmmen. Wann do steet: «...vu les conclusions retenues par la Commission des Finances...», da stëmmen ech dem Rapport vun der Commission des Finances zou. Dir hutt verstanen, dass ech dat net ka maachen.

(Brouhaha)

Eise Système fiscal, deen huet fir mech méi wéi Faiblessen, wéi et hei steet, sondern deen ass carrément, menger Meinung no, sozial ongerecht.

An och par rapport zum Programme de stabilité et de croissance wësst Der, well ech hunn dat och scho gesot, do hunn ech gehéireg Reserven, wat déi politesch a sozial Ausrichtung vun deem Programme de stabilité betrëfft.

Duerfir wëll ech mech enthalen.

► **M. le Président.** - Den Här Meisch freet d'Wuert.

► **M. Claude Meisch (DP).** - Här President, effektiv gradesou wéi de Fränz Bausch, Kolleg vun deene Gréngen, fanne mir, datt munch Iddi, déi doranner steet, sécherlech ënnerstëtzenswäert ass. Ganz vill Iddi sinn awer sécherlech net nei, hu mir selwer emol schon an d'Diskussioun bruecht, waren op anere Plazen an der Diskussioun. A wann ech d'Debatt haut de Mëtteg hei héieren hunn an haut de Moien, da muss ech awer soen, datt ech wéineg Fiduz an des Regierung hunn, datt se dat doten alles wëllt ëmsetzen. Well ganz villes vun deem, wat do gefuerdert ginn ass, hätt scho laang missen ëmgesat ginn, an dat ass fir eis Grond genuch, fir dat doten net ze ënnerstëtzen!

(Interruptions)

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Gutt, wann da soss keng Wuertmeldung méi ass... Den Här Gibéryen freet nach d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Här President, normalerweis misst een als Opposition esou eng Motioun wéi déi heite mat Nee stëmmen. Mä, wann een herno awer kuckt, zu wat d'Regierung hei alles invitéiert gëtt, da kënn dat heite scho bal engem Mësstraue vun der Majoritéit vis-à-vis vun hirer Regierung gläich.

(Brouhaha général)

An an deem Sënn stëmmen mir se mat.

(Hilarité générale)

► **M. le Président.** - Gutt, ech géif dann déi Motioun zum Vote à main levée stellen.

Motion 1 modifiée

La Chambre des Députés,

- vu les conclusions retenues par la Commission des Finances et du Budget dans son rapport sur le projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2011;

- rappelant les conclusions des rapports budgétaires des années antérieures qui se prononçaient en faveur d'une réforme de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État en vue de l'introduction d'une budgétisation par objectifs, moyens et résultats;

- vu la mise en œuvre au niveau européen d'une nouvelle procédure de coordination et de surveillance des politiques budgétaires et économiques de États membres, appelée «semestre européen», qui encadrera dès 2011 la procédure budgétaire sur le plan national;

- considérant que cette procédure prévoit l'adoption concomitante, à un stade précoce, du Programme national de stabilité et de croissance et du Programme national de réforme élaboré dans le cadre de la stratégie Europe 2020, qui détermineront dans une large mesure les grandes orientations économiques et financières du budget de l'État;

- considérant les conclusions du rapport spécial de la Cour des Comptes du 21 juillet 2010 concernant la qualité de la planification des recettes fiscales qui fait état de faiblesses au niveau de la comptabilité et des techniques de prévision fiscales, d'un manque de maîtrise des soldes d'impôt et d'un manque de moyens du côté des administrations fiscales;

- considérant de manière plus générale qu'il convient d'améliorer la coordination des travaux des différentes institutions et administrations impliquées dans la collecte et le traitement des données économiques, financières et sociales;

- considérant l'importance, sur le moyen et le long terme, d'une maîtrise des dépenses pour



le rétablissement de l'équilibre budgétaire et le maintien de finances publiques saines, ainsi que pour la création d'une marge budgétaire qui permet la mise en œuvre d'une politique économique et financière contre-cyclique en cas de besoin;

- afin d'amortir une chute probable de certaines recettes budgétaires dans un avenir proche;

- considérant que le système fiscal luxembourgeois, bien qu'il soit généralement performant, présente certaines faiblesses qui devraient faire l'objet d'une analyse plus fine et, le cas échéant, d'adaptations,

invite le Gouvernement

- à associer le Parlement activement à la nouvelle procédure budgétaire dite «semestre européen» en amont de la communication

aux instances européennes du Programme national de stabilité et de croissance et du Programme national de réforme de la stratégie Europe 2020;

- à entamer le travail en vue d'une réforme de la législation sur la comptabilité nationale en y introduisant une rationalisation des choix budgétaires basée sur la fixation d'objectifs et une évaluation des résultats obtenus à la lumière des moyens déployés;

- à prendre des mesures pour améliorer le flux des informations économiques et financières entre les instances compétentes (IGF, STATEC, BCL) et optimiser ainsi les analyses et les projections macroéconomiques et budgétaires;

- à effectuer une analyse critique des dépenses courantes de l'État en vue d'un recours à la méthode du «budget base zéro»

lors de l'établissement du projet de budget pour l'exercice 2012;

- à envisager la réintroduction d'un mécanisme de norme budgétaire dans un cadre pluriannuel, d'abord pour l'État, puis dans une seconde étape pour l'ensemble de l'Administration publique;

- à mettre en place un mécanisme d'affectation de recettes exceptionnelles (par exemple les dividendes de participation à des sociétés privées), soit au Fonds de la dette ou à une réserve ou un fonds spécial à créer à cette fin;

- à examiner de façon critique le système fiscal quant à son efficacité, sa complexité et son effet de redistribution;

- à amorcer la réforme des finances communales dans le respect des orientations stratégiques de l'Aménagement du territoire (IVL) et en concomitance avec la réforme territoriale actuellement en cours.

(s.) Alex Bodry, Norbert Hauptert, Lucien Lux, Gilles Roth, Michel Wolter.

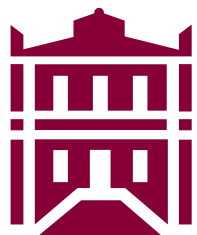
Vote sur la motion 1 modifiée

Wien ass mat där Motioun d'accord? Wien ass dergéint? Wien enthält sech? Dat schéngt mer kloer ze sinn. Domadder ass déi Motioun ugeholl.

Domadder si mer um Enn och vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung si virgesi fir d'nächst Woch, de 14., 15. a 16. Dezember.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.15 heures)



SÉANCE 16

MARDI,
14 DÉCEMBRE 2010

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • Mme Lydia Mutsch, Vice-Présidente

Sommaire

1. Communications

- M. le Président

2. Ordre du jour

- M. le Président, M. François Bausch, M. Xavier Bettel

3. 6196 - Projet de loi portant réforme du système de soins de santé et modifiant:

1. le Code de la Sécurité sociale;

2. la loi modifiée du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers

- Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale: Mme Lydia Mutsch

- Discussion générale: M. Jean-Paul Schaaf, M. Carlo Wagner, M. Félix Braz, M. Jean Colombera, M. André Hoffmann, Mme Martine Mergen

- M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

4. Motion de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire relative au système e-go

- Exposé: M. Lucien Thiel

- Débat: M. Ben Fayot, M. Félix Braz, M. Gast Gibéryen

- M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- Vote sur la motion (adoptée)

5. Motion de M. Fernand Kartheiser relative à la libération du sergent Gilad Shalit

- Exposé: M. Fernand Kartheiser

- Débat: M. Ben Fayot, M. Xavier Bettel, M. Félix Braz, M. Jean-Louis Schiltz, M. André Hoffmann

- Vote sur la motion (adoptée)

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Luc Frieden, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf et Claude Wiseler, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.00 heures)

► **M. le Président.**- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

1. Communications

Ech hu par contre folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) Fir d'Éischt, d'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwer-

ten ass um Büro déposiert a gëtt un d'Fraktioun verdeelt.

2) Folgende Projet gouf um Greffe vun der Chamber déposiert:

de 14. Dezember vum Justizminister de Projet de loi 6227, d'Émsetzung vun enger Direktiv iwwert d'Fusiounen an d'Scissiounen.

Da war vum 30. November bis den 2. Dezember zu Paräis déi 59. Sessioun vun der Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale; d'Chamber war vertrueden duerch den Här Hauptert, d'Madame Brasseur an déi Häre Boden a Spautz.

Communications du Président - séance publique du 14 décembre 2010

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Le projet de loi suivant a été déposé au Greffe de la Chambre des Députés:

6227 - Projet de loi concernant les obligations en matière de rapports et de documentation en cas de fusions ou de scissions et portant transposition de la directive 2009/109/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 modifiant les directives 77/91/CEE, 78/855/CEE et 82/891/CEE du Conseil ainsi que la directive 2005/56/CE en ce qui concerne les obligations en matière de rapports et de documentation en cas de fusions ou de scissions

3) Du 30 novembre au 2 décembre 2010 s'est tenue à Paris la 59^e session de l'Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale. Y ont participé quatre membres de la délégation luxembourgeoise, à savoir le président de la délégation, M. Norbert Hauptert et Mme Anne Brasseur, membres effectifs, et MM. Fernand Boden et Marc Spautz, membres suppléants. Mme Lydie Err et M. Jean Huss se sont excusés.

Parmi les points à l'ordre du jour, il y a lieu de relever, entre autres, les sujets suivants:

- Planification et conduite des opérations de l'UE - Réponse au rapport annuel du Conseil

- La prolifération des armes de destruction massive, la défense antimissile et la sécurité européenne

- La recherche en matière de sécurité dans l'Union européenne: bilan du Septième programme-cadre - Réponse au rapport annuel du Conseil

- L'UE et la sécurité en Afrique: un partenariat pour le développement et la sécurité

- Mise en œuvre du Traité de Lisbonne: les débats en cours dans les parlements nationaux sur le suivi de la PSDC

- Assemblées interparlementaires et communication externe: l'expérience de la Commission pour les relations parlementaires et publiques

- Projet de budget de l'Assemblée pour 2011

- Comptes relatifs aux dépenses de l'Assemblée pour 2009

- Concept stratégique et évolution de l'OTAN. Les relations transatlantiques dans le domaine de la sécurité et de la défense - Réponse au rapport annuel du Conseil.

L'Assemblée a adopté deux résolutions et six recommandations en rapport avec les susdits points à l'ordre du jour.

Six orateurs de marque ont pris la parole lors de la susdite session, notamment

- Mme Claude-France Arnould, Directeur général adjoint en charge de la Gestion des Crises et de la Planification du Conseil de

l'UE, représentant Mme Catherine Ashton, Haute Représentante de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et Vice-Présidente de la Commission européenne,

- M. David Darchiashvili, Président de la Commission sur l'intégration européenne de la Géorgie, représentant M. David Bakradze, Président du Parlement de Géorgie,

- S.E. M. Walter Stevens, Représentant permanent de la Belgique, représentant M. Yves Leterme, Premier Ministre de Belgique, représentant la présidence belge de l'UEO/UE,

- S.E. M. Luca Giansanti, Représentant permanent de l'Italie, représentant M. Franco Frattini, Ministre des Affaires étrangères d'Italie, représentant la présidence entrante italienne de l'UEO,

- M. Mevlüt Çavuşoğlu, Président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, et

- M. István Kovács, Ambassadeur de Hongrie auprès de l'OTAN, représentant le Ministre des Affaires étrangères de Hongrie, représentant la présidence entrante hongroise de l'UE.

L'Assemblée cessera ses activités le 30 juin de l'année prochaine. 65 membres du personnel sont concernés par cette cessation. Il est prévu de tenir une session finale à Bruxelles en mai 2011.

2. Ordre du jour

D'Presidentekonferenz schléit fir dës Woch folgenden Ordre du jour vir:

Haut de Mëtteg hu mer fir d'Éischt de Projet de loi 6196 iwwert d'Gesondheitsreform, nom Modell 3; duerno hu mer eng Motioun vun der Budgetsiwwerwachungskommissioun iwwert den e-go; an dann hu mer nach eng Motioun vum Här Fernand Kartheiser iwwert de Sergeant Gilad Shalit.

Muer de Mëtteg um hallwer dräi hu mer de Projet de loi 6217 iwwert d'Upassung vun de Pensiounen, nom Modell 1; an duerno de Projet de loi 6177 iwwert d'Assurance accident, nom Modell 1.

En Donneschdeg um hallwer dräi hu mer de Projet de loi 6222 iwwert de Mindestloun, nom Modell 1; de Projet de loi 6208 iwwert den Emploi des jeunes, nom Modell 1; de Projet de loi 6170 iwwert d'Organismes de placement collectif, nom Modell 1; an dann de Projet de loi 6183 iwwer eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'TVA, nom Basismodell.

Des Weidere schléit d'Presidentekonferenz nach folgend Ergänzung vum Ordre du jour vir:

E Mëttwoch géife mer als éischte Punkt d'Établissement vun enger Lëscht vun dräi Kandidaten fir de Remplacement vun



engem Conseiller vun der Cour des Comptes op den Ordre du jour huelen.

Den Här Bausch freet d'Wuert zum Ordre du jour.

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, meng Fraktioun hätt gär, datt den Ordre du jour erweidert gëtt. An zwar hätte mir gäre siwe Question-parlementairen op den Ordre du jour gesat, déi alleguete schonn iwwert d'Délaien eraus sinn, déi d'Regierung huet, fir dorobber ze äntweren. Ech wëll soen, datt mir es wierklech genuch hu mat där Aart a Weis, wéi mat de Question-parlementaire verfuert gëtt.

► **Une voix**.- Très bien.

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- Mir hunn dat heiten eréischt gemaach, nodeem mer fir d'Éischt an der Conférence des Présidents intervenéiert hunn an och e Bréif geschriwwen haten. De President vun der Chamber huet och der Regierung e Bréif geschriwwen a bis elo ass näischt dorobber erfollegt. Ech wëll lech just drop hiweisen,...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*.- Dir misst méi einfach Froe stellen.

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- Jo, ech wäert elo op eng ganz einfach kommen. Et ass eng einfach Fro derbäi, déi gestallt ginn ass...

► **Une voix**.- Déi kennen ech.

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- ... den 20. Mee 2010.

► **Une autre voix**.- Den Index.

► **Une troisième voix**.- Bestëmmt.

► **M. François Bausch** (*déi gréng*).- Dat ass jo schonn e Strapp hier. Ech mengen, do hu mer den Délai entre-temps dräi- oder véiermol verpasst, deem an Reglement virgesinn ass, fir dorobber ze äntweren. An do an där Fro geet et ënner anem em den Index.

(Interruption)

An zwar hat ech d'Regierung do gefrot, wann eng Indexbranche erfält,...

(Interruption)

...wat de Käschtepunkt wär fir de Stat engersäits duerch d'Fonction publique, an anerersäits, wann d'Indexbranche net erfält, wat doduerjer u Steierrecetté fir de Stat verluer geet, wann eng Indexbranche insgesamt net bezuelt gëtt.

Här President, mir hätte gären, datt déi siwe Froen des Woch op den Ordre du jour kommen, esou wéi eist Reglement dat virgesäit. Déi Méiglechkeet hu mer, wa se net an den Délai beäntwert ginn. A mir wäere frou, wann déi zoustänneg Ministere géifen alarméiert ginn, fir datt se sech des Woch heihinner géife beméien, fir eis déi ze beäntweren.

Merci.

► **M. le Président**.- Merci dem Här Bausch. Den Här Bettel freet nach d'Wuert.

► **M. Xavier Bettel** (*DP*).- Merci, Här President. Ech mengen, dat, wat den Här Bausch elo gefrot huet, ass dat, wat mer säit Méint zesumme froen.

► **(Interruption)**

Wou mer zesumme froen, fir dass d'Regierung endlech d'Reglement vun der Chamber respektéiert. Mir hunn d'Engagement kritt, d'Regierung géif dat maachen. Ech hat eng Fro, déi haut nach net beäntwert ginn ass iwwert de Verkaf vun de Bëscher vum Grand-Duc. Bon, c'est un peu moutarde après dîner. Ech huelen e Beispill vun 2008.

Et sinn eng ganz Retsch vu Froen, déi nach net beäntwert sinn, Här President. Ech insistéieren elo net, dass d'Ministernen alleguerten hei erakommen, mä ech géif insistéieren, dass mer d'Äntwerte bis en Donneschdeg hunn. Duerno ass d'Chrëschtvakanz. Wann ech d'Äntwerte bis en Donneschdeg hunn, insistéieren ech net, a soss froen ech, fir dass en Donneschdeg de Mëtten och déi Froe beäntwert gi vun de Ministeren.

Mä, wéi gesot, hu se nach déi nächst zwee Deeg Zäit, fir eis se schrëftlech, op jidde Fall fir déi Froen a menger Fraktioun, kënnen ze beäntweren. Mä ech géif

wierklech insistéieren, dass d'Regierung d'Reglement...

► **Une voix**.- Jo, et ass gutt.

► **M. Xavier Bettel** (*DP*).- D'Sozialistesch Aarbechterpartei mengt dat net esou genau mam Reglement. Mä mir insistéieren, Här President, fir dass d'Reglement sollt respektéiert ginn. An et si ganz oft och hir Ministeren. Ech verstinn, dass dat se och stéiert.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. le Président**.- Gutt. Ech propooséieren, datt mer nach eng Kéier bei de Ministere reklaméieren, an datt se dat Allerméiglechst maachen, fir datt mer bis en Donneschdeg déi Äntwerten hunn. Wann net, muss ech awer hei de Kollege Recht ginn. Ech soen hei dem Gesondheitsminister, vertrieend fir d'Regierung, datt ech wierklech frou wär, wann déi Froe géifen an deenen Délai beäntwert ginn, déi mer ginn. Ech ginn och heiansdo Verlängerungen, wann d'Froe wierklech méi komplizéiert sinn, mä ech muss drop insistéieren, datt d'Regierung do e bësse méi disziplinéiert op déi Froen äntwert.

Ass d'Chamber sinon mam Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dat ass also esou décidéiert.

Da kéime mer elo als éischte Punkt vun eise Ordre du jour zum Projet de loi 6196 iwwert d'Gesondheitsreform. Ech wollt lech drop opmierksam maachen, datt d'Riedezäit hei nom Modell 3 festgeluecht ass. Bis elo hu sech schonn ageschriwwen: den Här Schaaf, den Här Wagner, den Här Braz, den Här Colombero, den Här Hoffmann an d'Madame Mergen. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madame Lydia Mutsch. Madame Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

3. 6196 - Projet de loi portant réforme du système de soins de santé et modifiant:

1. le Code de la Sécurité sociale;

2. la loi modifiée du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers

Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

► **Mme Lydia Mutsch** (*LSAP*), *rapportrice*.- Eise Gesondheetssystem gehéiert zu deene beschte vun der Welt. Firwat musse mer dee System dann iwwerhaupt reforméieren? Richteg ass, dass mir zu Lëtzebuerg eng medezinesch a gesondheetlech Versuergung hunn, déi a ganz Europa hiresgläiche sicht an em déi vill Länner eis beneiden.

Mir hunn hei am Land e solidaresche System, dee sech iwwer Jorzéngte bewäert huet an dee mer alleguerten erhale wëllen. An awer sinn och mir hei zu Lëtzebuerg obligéiert, dese System an engem geännerten demographeschen a medezineschen Émfeld kritesch ënnert d'Lupp ze huelen an un déi nei Erausforderungen unzepassen. Dat géllt virrangeg fir d'Qualitéit vun de Leeschtungen an den Déngscht um Patient, awer et géllt och fir d'Transparenz an d'Effizienz vum ganze Gesondheetssystem. Ouni strukturell Reforme brénge mer dat net fäerdeg.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir et direkt am Ufank ze soen an ze ënnersträchen: Eisen Haaptobjektiv bleift déi primär Versuergung a Prestatiounen ze garantéieren a weider auszebauen. Gläichzäit wëlle mer d'Spezialisatioun, d'Organisatioun an d'Kollaboratioun vun eise Spideeler virundreiwen a kontinuéierlech am Intérêt vum Patient verbessern.

Eng Rei vu Leeschtungen sollen an Zukunft ambulant ouni laang Spidolsopenthalter ugebuede ginn, wann deementspreechend d'Qualitéitskritären erfëllt sinn an organisatoresch Dispositiounen geholl sinn. D'niement musse mer d'Allgemengkäsche vun eise System mat enger Kombinatioun vun noutwendege Mesurë besser an de Griff kréien. Mir wëllen nämlech, dass och nofolgend Generatiounen laangfristeg an nohalteget betreit an ofgesécher kënnen ginn. Niewebäi gesot, musse mer eis och an enger Grande Région kënnen behaupten

an internationale Standarden a Vergläicher standhalen.

Iwwert de virleiende Reformprojet, un deem déi zoustänneg Chamberskommissioun iwwer dräi Méint aktiv geschafft huet, gëtt den Hausdokter als Vertrauenspersoun vum Patient valoriséiert, de libre choix vum Dokter gëtt bestätegt, an de Spideeler gëtt e Spidolsdokter agefuert an e Médecin coordinateur definéiert.

Matbestëmmung heescht Matverantwortung. Dofir ware mir als Kommissioun vun Ufank un der Meenung, dass all d'Acteuren um Terrain net nëmme bei der Virbereedung, mä virun allem och bei der Ëmsetzung vun dieser Reform mussen agebonne sinn. D'Relatioun tëschent den Dokter an de Patienten, awer och tëschent den Dokter an de Spideeler gëtt méi kloer a méi transparent. Iwwer Synergien a Kompetenzzentere kréie mer déi „masse critique“, déi noutwendeg ass, fir nach besser ze schaffen, eng seriö Qualitéitskontroll duerchzuführen an eng optimal Behandlung vum Patient ze garantéieren.

Iwwer en elektronische Patientendossier kënnen am Respekt vum Dateschutz den Dokter an de Patient mat engem ganz limitéierte Krees vu Persounen e besseren Zougrëff op d'Informatiounen kréien, déi de Patient betreffen. Dat ass e Virdeel fir de Patient a fir de behandelnden Dokter. Ausserdeem kënnen mam Accord vum Patient anonym Donnéeë fir Recherchezwecker genotzt ginn an eist Land och op deem Gebitt virubrénge.

Jo, mir brauchen eng Gesondheitsreform. Erauskomm ass eng Reform, wou mer wuel a selbstverständlech wirtschaftlech Considératiounen hu misse mat abezéien, wou awer d'Garantie vun enger moderner medezinescher Grundversuergung fir jiddweren an eise Land un éischer Plaz steet.

Här President, domat kéim ech zum Detail vum Projet a vun den Aarbechten an der Kommissioun. Och heizou e puer Virbemerkungen.

Scho virum Summer, den 3. Juni 2010, also nach virum Dépôt vum Projet de loi, koom et zu engem Échange vun eiser Kommissioun mam zoustänneg Minister iwwert d'Haaptorientéierung vun engem Reformprojet, deem also deemno zu deem Moment nach en Avant-projet war.

Iwwert de Summer huet de Minister weider mat de concernéierte Partien iwwert déi verschidde Volete vun der Gesondheitsreform diskutéiert an um Avant-projet geschafft. Den 30. September huet de Regierungsrat de Projet ugeholl, deem de Minister dann de 6. Oktober an der Chamber déposéiert huet. Vun do un huet d'Chamberskommissioun sech am Ganzen 13-mol gesinn, fir den Detail vun där Reform ze analyséieren.

D'Gesondheitsreform huet allerdéngs eng vill méi laang Virgeschicht. Schonns an der Regierungserklärung goufen d'Prinzipien, de Kader an déi grouss Ziler vun der Gesondheitsreform festgehale. D'Koalitionspartner ware sech eens, dass eise Gesondheetssystem misst op de Leescht geholl ginn, fir en op Dauer ofzesécheren.

Wéi scho virdru gesot, doduerch, dass mer eise System adaptéieren an optimiséieren, kënnen mer e besser op d'Erausforderungen vun der Zukunft virbereeden an domat och e gläichberechtigte Partner an Acteur an der Groussregioun duerstellen.

D'Haaptprinzipië vun eiser Gesondheitsversuergung sollen erhale bleiwen. Och doriwwer wor sech d'Regierung vun Ufank un eens. Dozou gehéiert: éischstens, d'Erhale vum Conventiounement obligatoire, deem allen Assuréeen deeselwechten Accès zu enger qualitativ héichwärteger Versuergung garantéiert; zweetens, d'Budgetisatioun vun de Spideeler; an drëtten, de Prinzip vun enger liberaler Medezin.

Och déi grouss strategesch Orientéierung ware scho bei der Regierungserklärung festgehale ginn. Un alleréischer Plaz steet eist gemeinsam Bestriewen, eise öffentlechen a solidaresche Gesondheetssystem ze erhalen an dobäi gläichzäitig d'Qualitéit vun eiser Medezin a vun de Soigné weiderzuentwéckelen. Doriwwer eraus sollt d'Entwécklung vun den Dépensen, vun der Assurance maladie-maternité a rasonnabele Grenze gehale ginn, fir eise System laangfristeg och finanziell ofzesécheren.

Eng Haaptorientéierung war et och, d'Dokumentatioun an d'Gestioun vun de Patientendonnéen ze verbessern, andeem se op der Grondlag vun unerkannte Standarden méi komplett, méi transparent a méi prezis kënnen ginn an domat gläichzäitig des Donnéeë besser vergläichen an auswäerte kënnen.

Grad déi finanziell Situatioun vun eiser Gesondheitskeess ass eng wichteg Suerg, déi eis mat Recht als Kommissioun an och als Chamber beschäftegt an och wäert an Zukunft beschäftegen. Et war an deene vergangene Jore schwéier, an dëst verstärkt zënter 2002, fir déi zwee Enner beieneen ze behalen. Och wa schonn zënter 2004 eng ganz Rei vu Mesuren ënnert dem Motto „soigner mieux en dépensant mieux“ Verbesserung mat sech bruecht hunn, esou konnt dëst fragilt Gläichgewicht den Auswierkung vun der Finanza Wirtschaftskris dach net standhalen.

Dëst war virun allem doduerch bedéngt, dass den Emploi an domadder d'Mass vun de Cotisatiounen net méi am selwechte Rhythmus konnte wuessen. D'Décsioun, fir d'Reserve vun der Gesondheitskeess vun 10% op 5,5% vun de lafenden Dépensen erfzesetzen, sollt de Responsabelen dee Sputt an déi Zäit ginn, fir méi déif gräifend Moosname kënnen ze preparéieren an an d'Weeër ze leeden. An deem Zeenario si mer elo.

No der Quadripartite vum 7. Oktober 2009 goufen Aarbechtsgruppen an d'Liewe geruff, déi déi verschidde Reformpisten an de Méint duerno analyséiert an diskutéiert hunn, ier se am März 2010 hir Ofschlossrapporte presentéiert hunn. Op der Grondlag vun deene wichtige Viraarbechte gouf dese Reformprojet ausgeschafft, deem no zousätzlechen Diskussiounen a Consultatiounen uganks Oktober an der Chamber déposéiert gouf.

D'Chamberskommissioun Santé a Sécurité sociale, well et sinn déi zwee Voleten, déi bei dësem Gesetz concernéiert sinn, huet sech intensiv an am Detail mam Reformprojet senge verschidde Aspekter an den Avisen dozou ausenanergesat. En zentraalt Element vun eiser Aarbecht waren d'Auditiounen vun den Acteuren, déi an der Krankeesequadripartite vertruede sinn.

Virum Hannergrond vun den öffentlechen Diskussiounen an dem Service réduit vun den Dokter an huet d'Kommissioun décidéiert, dass et gutt wier, all concernéiert Partien ze héieren an hinnen d'Méiglechkeet ze ginn, hiert Uleies virzedroen a mat eis ze diskutéieren. Esou konnt d'Kommissioun sech eng konkret Virstellung doriwwer maachen, wat d'Problemer an och d'Erwaardungen op deene verschidde Säite sinn. Dofir hu mer eis fir dës Auditiounen e ganzen Dag, den 28. Oktober 2010, Zäit geholl.

Op der Säit vun de Prestatairen hu mer d'Associatiounen vun den Dokter an Zännokteren gesinn, d'Représentantë vun den Apdikter, d'Vertrieder vun de Privatlaboratoiren an d'Entente des hôpitaux. D'niement hu mer d'Union des Entreprises, d'UEL, héieren, an op der Säit vun de Gewerkschaften den OGB-L, den LCGB an d'CGFP. Fir den Detail vun den Auditiounen verweisen ech op d'Procès-verbale vun der Kommissioun an op mäi schrëftleche Rapport.

Ech wéilt trotzdem och hei nach eemol betounen, dass dës Auditiounen wesentlech gehollef hunn, eng Rei vu Punkten ze klären an d'Situatioun ze deblockéieren. En Deel vun de Suergen, déi d'Acteuren eis matgedelt hunn, konnten zesumme mam Input vun der Quadripartite a Décsiounen vum Comité directeur vun der Gesondheitskeess an eng éischt Serie vun Amendementer afléissen.

Dës Regierungsamendementer, déi den 18. November an der Kommissioun analyséiert a fir gutt befonnt goufen, hu bei enger ganzer Rei vu Punkte wichteg an noutwendeg Klärungen a Prezisiounen bruecht:

Éischstens, de fräie Choix vum Dokter an d'Roll vum Médecin référent, deem als Vertrauensdokter den éischten an Haapt-



usprechpartner fir de Patient soll ginn, goufe confirméiert a prezisiéiert.

Zweetens, den Accès zum Dossier de soins partagé, dem elektronische Patientendossier, gouf limitéiert an no strenge Regele prezisiéiert. Dëst op Basis vum kompetenten Avis vun der nationaler Dateschutzkommissioun.

Drëttens, am Interêt vun den Doktere goufen Ännerunge virgeholl, ënner anerem d'Bestëmmung, dass eng Rei vun Detailer an Zukunft iwwert de konventionelle Wee fixéiert ginn.

A véiertens, wat d'Finanzen ugeet, esou ware vum Virstand vun der Gesondheitskeess Spuermesurë festgehale ginn, déi e gutt Stéck manner aschneidend waren, wéi dat am Projet de loi ursprénglech virgesi war. Den Haaptgrond dofir war, dass sech d'Situatioun opgrond vun enger besserer Entwécklung vum Emploi an de Cotisiounen verbessert hat.

Esou gouf eng Cotisationserhéijung vun 0,2% festgehale: 0,1 fir d'Salariéen an 0,1% fir d'Patronen. Och d'Spuermesurë bei de Prestatairë si liicht ofgeschwächt ginn. Parallell gouf decidéiert, fir sech méi Zäit ze loosse, fir déi minimal Reserve vun der Gesondheitskeess nees op 10% eropzeschrauwen.

Här President, fir eis als Kommissioun war et wichteg an entscheidend, dass d'Haapt-elementer vun der Reform, dass déi strukturell Ännerungen a Verbesserung geiften erhalte bleiwen. Fir eis war an ass dee virleide Projéct keen Dokteschgesetz, kee Spidolsgesetz, keen Apdiktesch- oder Laboratoiresgesetz, mä e Kadergesetz fir eise Gesondheitssystem a senger Gesamtheit a fir de Patient.

E Gesetz, fir déi gutt Qualitéit vun eiser medezinescher Versuergung oprechtzuehalen a kontinuéierlech weiderzuentwéckelen. E Gesetz, fir Mesuren duerchzusetzen, déi sech, ouni zu Laaschte vun dëser Qualitéit ze goen, och positiv op den Defizit an eiser Gesondheitskeess auswirken an eis domat Spillraum fir d'Zukunft schaffen an erhalen.

Bei eisen Aarbechten als Kommissioun a bei der Entwécklung vum Projet war den ëmfaassenden a präzisen Avis vum Statsrot vu gréisster Bedeutung. Konstruktiv a kompetent huet de Statsrot d'Grondausrichtung vun der Reform analyséiert, kommentéiert a confirméiert: d'Oprechterhale vum Conventionnement obligatoire, d'Aféierung vun Médecin référent a vum Patientendossier, d'Génériquen, de Spidolsdokter an d'Kompetenzzentren.

Bei enger Rei vu Punkten huet de Statsrot Verbesserungsvirschléi gemaach, déi mir an hirer grousser Majoritéit ugeholl hunn. D'Opposition-formellen hu keng oniwierwändlech Hürden duergestallt a konnten do, wou se net virrangeg technischer Natur waren, wichteg Prezisiounen bréngen.

Wéi och déi aner Beruffskummeren huet de Statsrot virun allem betount, dass et wichteg wier, beim Patientendossier de Secret médical an d'Protection des données ze garantéieren. Heibäi sinn duerch den Avis vun der Dateschutzkommissioun wichteg Verbesserungspropositionen op den Dësch komm, déi och de Suergen an den Erwaardungen vun der Kommissioun konnte Rechnung droen.

Am Réckbléck an och ënnert dem Androck vum Avis complémentaire vum Statsrot wëll ech ervirsträchen, dass déi 31 Amendementer vun der Kommissioun déi ëmfaassend Berodung en explizite Code an Tarif virgesi ginn, sou dass de Vertrauensdokter sech och déi néideg Zäit kann huele fir de Patient. Well d'Zäit, dat huet och de Collège médical a sengem Avis prezisiéiert, ass dat, wat am meeschte feelt.

Ech wëll un dëser Plaz nach eemol d'Grondgerüst vun der Reform rappeléieren, déi ganz grouss Linnen, ronderëm déi sech déi verschidde Mesuren orientéieren: d'Reform vun der Organisatioun vun de Gesondheitssewicer a Leeschtungen; déi finanziell Stabiliséierung vun der Assurance maladie duerch d'Aspierungen an zousätzlech Recetten; an d'Integratioun vun de Prestations de maternité an de Régime général.

Här President, Kollegeinnen a Kollegen, domat kéim ech zu den Haaptpunkte vun der Reform, sou wéi se vun der Kommissioun zrëckbehale goufen an och am Projet dokumentéiert goufen.

Éischtens, de Médecin référent. Mat der Aféierung vum Médecin référent soll am Prinzip de Generalist oder en aneren Dokter a senger Roll als Haus- a Vertrauensdokter gestärkt ginn. Et ass dës Vertrauenspersoun, déi de Patient a seng Famill an der Regel am beschte kennt; et ass si, déi de Patient soll beroden, guidéieren a falls néideg orientéieren. Dëse Vertrauensdokter soll de Relais tëschent dem Patient an alle weideren Etappe sinn an deen den Iwwerbléck huet, fir dem Patient seng Problemer, säi medezinesche Werdegang, heiansdo och Leidensgang ze begleeden. An et soll och dës Vertauenspersoun sinn, déi am beschte placéiert ass, fir eventuell double-emploien oder Mëssbräich ze déceléieren an hire Patient deementsprechend ze informéieren, ze beroden an ze betrieten.

Vun Ufank u war et kloer, dass de Médecin référent soll op fräiwëlleger Basis fonctionnéieren. Schonn am Avant-projet de loi stoung, dass de Vertrauensdokter kee sougenannten „gatekeeper“ soll sinn. Dat heescht, dass ee misst als Patient, wéi a verschidde anere Länner, fir d'Éischt an obligatoresch bei de Médecin référent goen, ier een iwwerhaupt e Spezialist kéint opsichen. Dat war zu kengem Moment esou vum Législateur geplangt oder gewünscht. Ech denken, dass dat elo no villen Diskussiounen, klärende Gespréicher an Amendementer dierft kloer sinn.

Jiddwereen ass fräi, sech e Referenz- oder Vertrauensdokter ze wien oder net. A jiddwereen huet, ob en ee Vertrauensdokter huet oder net, de fräie Choix vum Prestataire, dat heescht, e kann zu all Moment bei e Spezialist goen a kritt dat ganz normal zu dem allgemeng geltende Konditiounen rembourséiert. Ech ginn dovunner aus, dass vill Leit en Notzen dra gesinn, wa se sech mat hirem Referenzdokter kenne beroden, wéi eng Ennersichunge se fir d'Éischt maachen oder iwwerhaupt maachen a wéi eng Zort vu Spezialist hinne gegebenfalls kéint zousätzlech hëllefen.

Verschidde Leit soen, dass esou e Vertrauensdokter och haut schon existéiert an dass de Projet do näischt wesentlech Neies ass a kee Virdeel bréngt. Ech wëll hei betounen, dass dat nëmme zum Deel stëmmt. Jo, et gëtt Dokteren, déi dat scho maachen. Jo, et gëtt och Dokteren, déi elo schon an engem Rôle sinn, dee vun eis elo uviséiert gëtt. Mä eleng schon d'Mëssverhältnis vun engem Hausdokter géigeniwwer dräi Spezialiste bei eis am Land - am Ausland ass dat an der Regel genee ëmgedrëit - weist, dass dat nach laang net d'Regel ass.

Dës Reform bréngt et mat sech, dass de Prinzip eng offiziell Richtlinn gëtt. Deementsprechend soll an Zukunft fir eng ëmfaassend Berodung en explizite Code an Tarif virgesi ginn, sou dass de Vertrauensdokter sech och déi néideg Zäit kann huele fir de Patient. Well d'Zäit, dat huet och de Collège médical a sengem Avis prezisiéiert, ass dat, wat am meeschte feelt.

Zweetens, d'Substitutioun vun de Medikamenter. De Projet de loi féiert de Prinzip vun der Substitutioun vun de Medikamenter an. Dës Produkté sinn am Volleksmond bekannt als Génériquen. Dat si Medikamenter, fir déi de Brevet - dat huet wuelverstanen näischt mam Verfallsdatum ze dinn - ofgelaf ass an déi da mat d'ärselwechter Zesummesetzung méi gënschteg och vun anere Pharmakonzerner oder Firms kenne produziéiert a verkaaft ginn. Déi Medikamenter, fir déi dat de Fall ass, solle geméiss der „Anatomical Therapeutic Chemical Classification“ vun der WHO, der Weltgesundheitsorganisatioun, definiéiert ginn.

Deementsprechend sollen d'Doktere sensibiliséiert ginn, fir Génériquen ze verschreiwen, grad wéi d'Apdikter sensibiliséiert solle ginn, fir Génériquen erauszeginn. Wann de Patient trotzdeem léiwer e bestëmmten Numm, eng bestëmmte Mark vu Medikament wëllt, da kritt en d'Basis rembourséiert, déi e fir e Générique kritt hätt, an de Rescht muss hien dann eben aus eegene Mëttelen dropleeën. De System vun der Substitutioun vun de Medikamenter a vun de Génériquen ass fir eis am Land vläicht nach nei, gëtt awer a villen anere Länner scho méi laang a mat vill Selbstverständlechkeet an ouni Problemer ugewannt.

Drëttens, den elektronische Patientendossier. Ee ganz wichteg Punkt vun dëser Reform ass d'Aféierung vum Dossier de soins partagé. Ee Volet vum Gesetz, dee ganz vill an deels hefteg diskutéiert gouf. D'Zil vun deem Dossier soll et sinn, fir déi wichtegst Informatiounen iwwert de Patient an deels och seng Traitementer zentral ze regroupéieren, fir doduerch d'Qualitéit vun der Prise en charge ze verbessern.

Ech wëll direkt betounen, dass natierlech muss a wäert derfir gesuergt ginn, dass am Zesummenhang mam elektronische Patientendossier de Secret médical an d'Praktioun vun de perséinlechen Donnéeën musse garantéiert sinn. Zum Beispill kann de Patient zu all Moment den Zougang zu sengem Dossier refuséieren oder sech opopéieren, dass iwwerhaupt seng Donnéeën consultéiert oder weidergereicht ginn.

Den Dateschutz an d'Rechter vun Patient sinn a waren och ëmmer d'Suerg vun deene Verantwortlechen um Terrain, déi schon eng Rei vu Joren un deem Dossier schaffen an enker Zesummenaarbecht mat der Dateschutzkommissioun. Wichteg ass, dass si och bei der weiderer Entwécklung a praktescher Ëmsetzung matschaffe kënnen an agebonne sinn. Hei gouf schon op enger Rei Niveauen - zum Beispill e-Santé oder tëschent de Spideeler - wäertvoll Viraarbecht geleescht, eng Aarbecht, déi elo soll zesumme virugefouert ginn.

D'Kommissioun huet an hiren Diskussiounen den Akzent drop geluecht, dass den Dossier de soins partagé dem Patient gehéiert. An dass hien net nëmme selwer Zougang zum Dossier huet, mä och zu den Informatiounen an Ännerungen, déi um Dossier virgeholl ginn. Am Kloertext heescht dat an och an der Praxis, dass den Dokter dem Patient säin Averstännis brauch, fir den Dossier ze consultéieren an ze komplettéieren.

Véiertens, d'Dokumentatioun vun de Prestatiounen. Dat ass eigentlech e Volet, deen am direkten Zesummenhang steet mam Patientendossier, awer méi d'Prestatairë betrëfft. Et ass wichteg, dass mir e System kréien, deen et erlaabt, all Prestatiounen esou ze dokumentéieren, dass se komplett, transparent a prezis sinn. Nëmme da kenne se och dozou bäidroen, d'Qualitéit vun der Prestatioun ze analyséieren a virunzuentwéckelen, an et domadder erlaben, internationale Vergläicher standzehalen.

Fënneftens, d'Centres de compétences. E weideren Dréi- an Aangelpunkt vun dëser Reform ass d'Organisatioun vun eise Gesondheitssewicer no Kompetenzzentren. Dobäi geet et net drëm, fir dem Patient ze diktéieren, wou a wéi en Dokter e soll consultéieren, oder de Spideeler ze imposéieren, a wéi enge Beräicher si sech solle spezialiséieren. Et geet vill méi drëm, dass mer fir eng Rei vu Krankheeten oder Pathologien Zentren entwéckelen, wou mer kompetent Fachpersonal, Savoir-faire, Erfahrung an appropriéiert Material regroupéieren, an domat de Patiente garantéiere kënnen, dass se ënner beschtméigleche Viraussetzung beschtméiglech behandelt ginn.

Uni iergendengem Dokter seng Kompetenz wëllen ofzespriechen, misst et eigentlech jiddwerengem alichten, dass et eng gewësse Masse critique muss ginn, fir dass d'Qualitéit sech entwéckele kann, dass Interventiounen an Operatiounen, déi oft duerchgefouert ginn, méi eng grouss Garantie fir de Patient schafen, dass se mat Erfahrung, Know-how an enger sécherer Hand duerchgefouert ginn.

Mir hunn och schon haut bei eis am Land eng ganz Rei vu Kompetenzzentren, déi

exzellent fonctionnéieren, wéi zum Beispill den nationalen Häerzchirurgiecenter, de Centre de radiothérapie François Baclesse oder de Rehazenter.

Wat déi prezis Ausrichtung vun de Centres de compétences ugeet, esou war de Statsrot mat den Definitiounen vum Projet de loi net komplett zefridden an huet um Enn a sengem Avis complémentaire wäertvoll Propositionen fir en detailléierte Kader fir dës Kompetenzzentren gemaach, déi mir als Kommissioun gären iwwerholl hunn. Domat kann elo d'Konzept vun de Centres de compétences - dat och d'Spideeler encouragéiert, am Matene Synergieen ze sichen a sech complémentaire ze entwéckelen an ze spezialiséieren - säi Wee maachen, zum Notze vun der Qualitéit vun der medezinescher Betreuung an zum Wuel vum Patient.

Domat si mer, sechstens, bei de Spideeler, déi hir individuell Budgeten an Zukunft sollen iwwer eng gesamt Enveloppe budgétaire définéiert an attribuéiert kréien. D'Zil dovunner ass, dass d'Spideeler nach méi wéi bis elo zesummeschaffen a sech spezifesch Aktivitéiten ënnereneen opdeelen. Dat gëllt och fir Aktivitéiten a spezifesch Beräicher wéi der Logistik, de Laboratoiren, der Informatik, der Centrale d'achat oder der Spidolsapdikt.

Wann ee weess, dass d'Spideeler ronn 60% vun de Käschte vun der Krankeversécherung ausmaachen, dann ass et evident, dass d'Usteige vun de Spidolsbudgeten an den nächste Jore muss géieret an enner Kontroll gehale ginn. An der Vergaangenheit louche mer bei enger järelecher 5 bis 6%-Steigerung. Dat erklärend Zil ass elo, fir op 3 bis 4% ze kommen. An deem Zesummenhang war et wichteg ze klären, dass den Index an d'Méikäschten, déi dorauer entstinn, erausgerechent ginn; wat déi ganz Operatioun, éierlech gesot, méi verträglech an och méi realistesch mécht.

Siwintens, de Spidolsdokter an de Médecin coordinateur. Eng wichteg Konditioun, fir d'Qualitéit an d'Transparenz vun de Leeschtungen ze garantéieren a gläichzäiteg d'Dépensé vun de Spideeler besser an de Grëff ze kréien, ass, fir all d'Acteuren anzebannen, ze motivéieren an ze responsabiliséieren. Dat gëllt och fir d'Dokteren.

D'Reformgesetz définéiert dofir d'Verhältnis tëschent dem Spidolsdokter an dem Spidol. Dem Zesummespill Dokter/Spidol kéint bei dëser Reform effektiv eng zentral Bedeutung zou. Den Dokteschberuff bleift wuel e liberale Beruff, an all Dokter behält seng Liberté thérapeutique, ass awer am Spidol, wou hie schafft, gehalen, fir de Kader respektiv d'Direktive vum Spidol ze respektéieren.

Duerfir mécht och d'Aféiere vun engem Médecin coordinateur am Spidol Sënn. Et ass schwéier, sech virzustellen, dass ee gemeinsam soll probéieren, d'Käschten an de Spideeler erofzedrecken an Ureizer ze schafen, wa sech zwou getrennten Entitéite mat ganz ënnerschiddlechen Ziler geiften entgéintstoen.

Klammer op: Am Zesummenhang mat der Relatioun tëschent Dokteren a Spideeler war an deene leschte Méint ee Moment Rieds vu bëllegen, mannerwäertege Protheesen, déi d'Dokteren an Zukunft gezwonge wieren ze verschreiwen a fir déi si d'Verantwortung missten iwwerhuelen. Dozou just eng Remarque: Et geet sécher net drëms, fir iergendengem, weder dem Dokter nach dem Patient, mannerwäerteg Qualitéit ze imposéieren. Dann hätte mer wierklech näischt geschafft an de Reformhiewel op der falscher Plaz ugesat!

Villméi geet et drëm, fir an Zukunft zesummen ze kucken, wéi ee géeegent an héichwäerteg Material geholl ka ginn, a fir sech deementsprechend ze koordinéieren. Dat erlaabt verstärkt, fir regroupéiert an zentral eng Bestellung ze maachen an dat beschtméiglech Material zu engem beschtméigleche Präis anzekafen. Klammer zou.

Wann et eis geléngt, den Double emploi oder onnéideg Akten op e Minimum ze reduzéieren, da kënnen déi fräigesate Mëttel verstärkt derfir agesat ginn, fir d'Qualitéit an den Déngscht um Patient weider ze verbesseren.

Aachtens, de Conventionnement obligatoire. D'Gesondheitsreform wëllt de Prinzip vun der obligatorescher Konventionéierung erhalen. Dat war vun Ufank u kloer,



well dee System sech an der Vergaangenheet bewährt huet an eng qualitativ héichwärtig Gesondheetsversuergung fir jiddweree garantéiert.

Domadder zesummen hänkt och, néngtens, d'Commission de nomenclature; vereinfacht gesot: dee Gremium, wou d'Musek gemaach gëtt, do, wou de Wäert vun de Leeschtungen an d'Tariffer vun de Prestatairë festgeluecht ginn. Dat kléngt vläicht op Anhieb ganz technesch an abstrakt, awer fir déi betreffen Acteuren am Gesondheetswiesen a fir de System als solchen ass dës Nomenclature e ganz wichteg Instrument.

Hei gëtt iwwert dëst Gesetz eng paritéitesch Besetzung agefouert, mat - soufern hie mat concernéiert ass - och engem Vertrieber aus dem Spidolssecteur. Ouni wëllen an ze vill Detailer ze goen, schéngt et mir awer wichteg ze betounen, dass am Zesummenhang mat der Nomenclature an an der Logik vun dësem Gesetz d'Aarbecht eigentlech eréischt richteg ugeet.

An deenen nächste Jore soll eng nei Nomenclature ausgeschafft ginn, déi de Rapport an d'Verhältnisméissegkeet tëschent de verschidde Actes médicaux a Prestatioune préiwen an novollzéibar Kritäre fir den zukünftigen Émgank definéieren an applizéiere soll. Dorivvuer eraus gouf festgehalten, dass déi nei Nomenclature och d'Facteuren Zäit, Effort an Technicitéit mat berücksichteg soll.

Zéngtens, ganz kuerz, mä ganz wichteg: Mat der Gesondheetsreform gëtt och den Tiers payant social agefouert, fir dass Patienten, déi finanziell net esou gutt d'ostinn, net op Leeschtunge mussen verzichten, nëmme well se keng Méiglechkeet hunn, fir Sue virzestrecken.

Eeleftens, déi finanziell Mesuren am Kader vun dësem Projet de loi hat ech virdu scho kuerz bei den Amendementen an den Décisions vum Comité directeur vun der Gesondheetskeess ugeschwat. Ech wëll se dofir nach eng Kéier kuerz widderhuelen: D'Cotisations gi vu 5,4 op 5,6% gehéicht. Dat sinn 0,1% fir d'Patronen a fir d'Salariéen. De Stat leet 40% vun de Cotisations drop a gëtt zousätzlech eng speziell Dotatioun an der Héicht vun 20 Milliounen Euro fir d'Integratioun vun der Maternitésprestatioun.

D'Réserve minimale bleift fir dat nächst Joer bei 5,5%. Vun 2012 u geet se dann erop op 6,5%, an 2013 op 7,5% erop. Bis 2014 soll se erëm bei 10% leien. A bei den Tariffer vun de Prestatairë sollen 20 Milliounen Euro agespuert ginn a gläichzäiteg 20 Milliounen iwwert d'Erhéijung vun der Participatioun vun den Assurée bei bestëmmte Prestatioune.

Zwielefte Punkt, wéi schonn erwähnt ginn d'Maternitésdépenses an Zukunft an de Régime général integréiert. Et geet dréms, fir souwuel den administrativen Opwand ze reduzéiere wéi och gläichzäiteg d'Dépenses, och am Zesummenhang mat den Dispenses, besser an de Gréff ze kréien.

An den 13. Punkt, e leschte wichtege Punkt, dat sinn d'Modalitéite ronderëm d'Commission de surveillance, déi duerch hir flexibel Compositioun, jee no Aart vu Litigen, méi e performant Instrument gëtt mat Hëllef vun deem heite Gesetz. Duerch Strofen, déi si ka verhängen, wäert dës Kommissioun an Zukunft déi noutwendeg Atouten hunn, fir besser a verstärkt géint de Mëssbrauch kënne virzegoen.

Esou wäit zu den Haaptpunkte vum Projet. Et si se sécherlech net all, mä et sinn a mengen Aen d'Schlüsselpunkten an et sinn och déi Haaptpunkten, em déi d'Diskussionen an d'Aarbechte vun der Santéskommissioun geréit hunn.

Här President, Dir Damen an Dir Hären, gutt, dass am Eendeffekt jiddweree matgeholf huet, dass mir a Serenitéit als Chamber eis Aarbechte konnte maachen an dës Reformprojet konnt finaliséiert ginn. Esou soll et och bei der Émsetzung um Terrain herno sinn. Jiddweree ass betraff, jiddweree ass gefuerdert a jiddweree ass mat responsabel.

Wann et eis geléngt, dass déi eenzel Mesurë vum Gesetz - déi, déi schonn do sinn, an déi, déi nach kommen - a Musek kënne émgest ginn, dann hu mer ee Gesondheetsystem, vun deem mer alleguerten och muer nach profitéiere kënnen:

méi Transparenz am System bei enger optimaler medezinescher Versuergung; méi en effikas Zesummeschaffen tëschent de Spideeler, mat Kompetenzzentren a Spezialiséierung; d'Preventivmedezin ausbauen an e méi e gewëssenhaften a méi e bewossten Émgank mat Medikamenter, och am Zesummenhang mat der Präispolitik; an doduerch net zulescht och eis Konkurrenzféegkeet an d'Luucht setzen.

Vill Aarbecht bleift nach ze maachen - och, awer net nëmme am Kader vun dësem Gesetz: d'Émsetzung um Terrain an d'Émsetzungsreglementer; zum Beispill am Zesummenhang mat de Kompetenzzentren, den „Filières de soins“, déi an dësem Projet net zrëckbehale goufen, awer net vergiess d'äerfe sinn. Verstärkt op den Ambulatoire setzen, jo, awer nëmme do, wou et Sënn mécht an de Patient net riskéiert, zu Schued ze kommen. D'Incompatibilitäten an deene verschidde Gremië klären, och am Zesummenhang mat de Représentantë vum Stat; d'Weiderbildung vun den Dokterinnen net aus den Ae verléieren a villes méi.

Fir dass déi Émsetzung esou gutt wéi méiglech ka preparéiert ginn, gouf och decidéiert, sech mat enger Rei vu Punkten nach e bësse méi Zäit ze loosse. Esou trieden eenzel Mesuren net direkt, mä eréischt an e puer Méint respektiv uganks 2012 a Kraaft.

An deem Zesummenhang muss ech drop hiweisen, dass am Artikel 15, beim zweeten Turet, d'Referenz zum Artikel 1 de Punkt 10 ass an net de Punkt 11. Dat war nämlech am Rapport net esou virgemierkt. A beim drëtten Turet ass d'Referenz zum Artikel 1 de Punkt 11 an net de Punkt 12. Dës Referenze sinn awer scho redresséiert ginn.

Kolleeginnen a Kolleegen, weider geet et 2011 mat deem neie Laboratoiresgesetz. D'Aarbechte vun der Kommissioun fänken de Januar un. Ufank 2011 wäerten och d'Aarbechte ronderëm den neie Projet de loi iwwert d'Patienterechter entaméiert kënne ginn, dee kuerz virum Dépôt steet. Mir wëllen als Kommissioun de Minister aktiv begleeden, fir an dëser Legislaturperiod d'Ausschaffe vun engem neie Spidolsgesetz ze erméiglechen. An, net ze vergiessen, d'Pensionsreform, keen onbekannten Dossier fir eis Kommissioun an eng weider wichteg Hürd, fir eise solidarische Sozialsystem nohaltege ze adaptéieren a fir zukünftige Generationen ofzesécheren.

Haut awer steet eis Gesondheetsreform am Mëttelpunkt vun den Diskussionen. Et gouf gutt Aarbecht geleescht. Mäi Merci geet un alleréischer Plaz un eise Sekretär vun der Kommissioun, de Martin Bisenius. Keng Kommissioun kënnt sech e bessere Sekretär wënsche wéi deen, dee mir hunn. Gläiches géllt och fir seng Assistentin, d'Madame Frascht, an d'Tania Braas, Stagiaire-Attachée.

Ech wëllt awer och alle Membere vun der Kommissioun Merci soen, déi bei engem strammen, awer seriösem Timing matgemaach hunn an an deene ville Sëtzen geholf hunn, wichteg Reflexiounen ze maachen a richteg Froen ze stellen.

Fir mäi Rapport wëll ech dorivvuer eraus dem Nadine Entringer Merci soe fir hir wäertvoll a kompetent Mathëllef. A ganz positiv ervirsträiche wëllt ech och déi exzellente Zesummenaarbecht mat den Experten aus de Ministären, vun der Santé a vun der Sécurité sociale.

Ofschléissend, Här President, bleift mir just nach den Accord vun der sozialistescher Fraktioun zu dësem Reformprojet mat op de Wee ze ginn an lech alleguerte Merci fir Är Opmierksamkeet ze soen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen der Madame Mutsch als Rapportrice Merci. Als éischte Riedner ass den Här Jean-Paul Schaaf agedroen. Här Schaaf, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Jean-Paul Schaaf (CSV).** - Här President, Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir unzefänke wëllt ech der Rapportrice a Presidentin, der Madame Mutsch, hei villmools Merci soe fir den ausféierleche Rapport zu dësem dach awer komplexe Sujet. Ech mengen, dass si et

fäerdeg bruecht huet, déi wichtegst Punkten hei gutt ze erklären, ouni sech ze vill an den Detailer ze verléieren.

An de leschte Wochen a Méint, u sech säit der Rentrée vun dësem Joer, also am September, huet dat ganz Land matkritt, dass mer amgang sinn eise Gesondheetsystem ze reforméieren. Souguer d'Diskussionen iwwert de Steierpak an iwwert de Statsbudget sinn am Gedäisch vun der Santé ënnergaangen an och an der öffentlecher Diskussion op der Place publique, an der Zivilgesellschaft an och an de Medien op déi zweet Plaz gerutscht.

Eigentlech ass et och evident, dass jiddweree sech fir dat Thema interesséiert, well all Bierger fréier oder spéider mat dem System a Beréierung kënnt. Dat ass jo de Fall, wann ee bei den Dokter geet, wann ee muss operativ behandelt ginn, Medikamenter brauch an esou weider. Et betrëfft eis awer alleguer virum allem dowéinst, well déi aktuell aussergewéinlech gutt - an d'Rapportrice huet et gesot -, aussergewéinlech gutt Gesondheetsversuergung hei am Land eis all ee Gefill vu Sécherheet gëtt, fir eis selwer, fir eis Familjen a fir eis Matmënschen.

Trotzdem waren et awer net d'Patienten, also d'Bierger am Land, déi, em déi et geet, déi sech fir d'Éischt artikuléiert hunn an hir Suergen un der Reform zum Ausdrock bruecht hunn. Spéitstens wéi d'Doktere syndikalistesche aktiv goufen a massiv an entscheede Kritik um Minister senger Reform ausgedréckt hunn, dunn huet sech am Land eng grouss Onsicherheit breetgemaach, am Land an och an der Politik.

Et ass esou, wéi de Collège médical a sengem Avis vum 1. Dezember festgestallt huet: „Il s'agit donc d'un véritable débat de société.“ Jiddweree dobaussen, deen huet Schlagwierder héiere wéi „Médecin de référence“, „Centres de compétences“, „Filière de soins“, „Enveloppe budgétaire globale“, „Dossier de soins partagé“, „Agence nationale des informations partagées“, Substitioun vun de Medikamenter, „Médecin coordinateur“, „Commission de nomenclature“, „Cellule d'expertise médicale“ an esou weider.

Spéitstens bei all deene Stéchwierder do kann den normale Stierfleche jo och net méi matdiskutéieren. A well awer grad déi, déi d'Wëssen hunn, fir matzediskutéieren, zu engem gewëssene Moment net méi wollte matdiskutéieren a sech domadder och aus der Entscheedungsdebatt verabschit hunn, ware mer virum e puer Wochen an enger dach awer, wann een et richteg kuckt, dramatescher Situatioun.

Et bleift dowéinst ze ënnersträichen, dass hei deene Fraktiounschefe vun deenen zwou Regierungsparteien een onwahrscheinleche Mérite zoukënn. Schonns ier de Projet gestëmmt ass, huet en zwee nei onbezuelt an och onbezueltbar Poste geschafen: déi vun de Facilitateuren. Ech kenne jo besser de Jean-Louis Schiltz wéi de Lucien Lux, an duerfir wëllt ech hei ënnersträichen, dass hie sech immens engagéiert huet an erageschafft huet an dësem Dossier, zesumme mat de Membere vun der CSV-Santéskommissioun, a mat un der Spëtz dem Martine Mergen, an am Hannergrond mat de Mataarbechter an eiser Fraktioun. An ech wëllt och hinnen hei op dëser Plaz wierklech e ganz ausdréckleche Merci soen dofir, dass et erëm gelongen ass, fir um Terrain nees zrëck zum Gespräch an zum géigesäitegen Dialog am grouse Respekt mateneen ze kommen.

(Interruption)

Wann an deene leschte Wochen d'Stëmm vun der CSV zum Reformprojet net oder kaum ze héiere war, dann huet dat virum allem zwou Ursachen. Déi éischt Ursach ass, dass dësse Projet inter bei eis diskutéiert ginn ass. An déi Diskussion, dat war e Prozess. An esou e Prozess zeechent sech aus duerch d'Entwécklung an d'Verännerung, an e léisst eigentlech nëmme schwéier esou eng Momentopnam zou. Eréischt zum Schluss vum Prozess kann een eng ofschléissend Stellung dozou ginn, net um hallwe Wee! Ech halen et hei e bëssleche wéi mam Collège médical, wéi e geschriwwen huet a sengem Avis: „Un avis prématuré aurait vite été dépassé.“

Zweet Ursach, dat ass, et war méi konstruktiv, intern mam Koalitionspartner ze

schaffen, wéi extern Kritik un dësem oder deem Deelaspekt auszeübe vum Projet. A fir et awer och direkt virewech ze soen - an ech mengen, et kënnt och duerch de Rapport eraus, an duerch d'Aarbechten an der Chamberskommissioun souwisou: De Projet, dee mer haut ofstëmmen, ass an eisen Ae vill besser wéi deen Text, deen de 6. Oktober, also eréischt virum zéng Wochen, an der Chamber déposéiert ginn ass.

Et ware vill Réuniounen néideg, jiddweree huet Waasser a säi Wäin misse schédden, fir finalement en Accord ze fannen. Ech wëll ausdrécklech wierklech all deenen, déi matgeholf hunn, dass et esou wäit komm ass, an dass mer haut iwwert de Projet de loi kënnen ofstëmmen, Merci soe fir dës wichteg Aarbecht am Intérêt vun der Gesondheetspolitik hei am Land.

Ech hunn et gesot, d'Chamber ass u sech säit der Rentrée 2010 mam Projet vun der Gesondheetsreform befaasst. Dat sinn, vum Dépôt bis haut, knapps zéng Wochen. Wann een dovunner ausgeet, dass et elo wierklech eng fundamental a strukturell Reform ass, da muss ee feststellen, dass d'Chambersaarbecht an enger ganz kuerzer Zäit extrem vill geleescht huet an extrem gutt an zügeg iwwert d'Bühn gaangen ass. Heiansdo brauche mer jo fir aner Projekte Méint oder Jore méi laang.

Et kommen no mir elo sécher Riedner, déi wäerte soen, dass déi Reform iwwert de Knéi gebrach ginn ass. Dat kann een esou gesinn, mä et muss een awer...

(Interruptions)

Loosst mech mäi Saz awer fäerdeg maachen! Ech soen, dat kann een esou gesinn, mä et soll een awer a sengem Uerteel och d'Viraarbechten, déi d'Madame Mutsch hei och schonn erkläert huet, déi Viraarbechte soll een a sengem Uerteel berücksichtegen, notament déi mat den Aarbechtsgruppen, déi jo wierklech laang virdu ugefaangen hu mat schaffen. Net all gutt Iddien aus dëser Gruppe fanne Berücksichtigung am Projet, mä se sinn eng remarquabel Beräicherung fir d'Gesamtproblematik vun eisem Lëtzebuerger Gesondheetsystem.

Well mat dësem Gesetz vill nei Iddien op d'Schinn gesat ginn a sech a bewähre mussen, si mer eis bewosst, dass noutfalls an der Zukunft och eppes un deem Gesetz nees wäert mussen geännert oder nogebessert ginn. Dat ass eng Dier, d'äers ass ee sech haut bewosst, déi ee sech muss oploossen, falls et sollt néideg ginn.

ler ech zu nach e puer aneren lwwerleeunge kommen, erlaabt mer kuerz de Regierungsprogramm ze zitieren, fir virewechzehuelen, wat a mengen Aen enorm wichteg ass a wat och d'Grundlag vun der Reform ass. Ech zitieren: «Le Gouvernement poursuivra ses efforts afin de garantir à la population un système de santé de qualité, tout en mettant le concept de promotion et de prévention au centre de la politique en matière de santé publique.» An engem aneren, ganz wichtege Saz steet dat hei: «Le Gouvernement veillera à ce que notre système de santé, avec ses institutions et ses professionnels, mette le patient, la personne, au centre de ses préoccupations et de ses missions.»

An dat ass d'Quintessenz vun der Reform: De Patient steet am Mëttelpunkt an d'Zil ass, dem Patient e qualitativ héichwärtigen a e performante Gesondheetsystem ze bidden. Dofir mussen och all Ännerungen um System ëmmer dësem Zil entsprechen.

Här President, léif Kolleegen, ech hunn et gesot, d'Madame Mutsch ass an hirem Rapport op déi wichtegst Aspekter vun der Reform agaangen. Dowéinst wëllt ech se net nach eemol all en détail opzielen, ech wëllt just e puer lwwerleeungen nach uféieren.

Wann een esou eng Reform ugeet, dann ass déi éischt Fro jo déi vun der Noutwendegkeet vun den Ännerungen. Eise Gesondheetsystem géllt - dat ass allgemeng unerkannt - als performant. D'Dokteren, d'Spideeler, d'Servicer vun der ambulanter Fleeg doheem, d'Apdikten, d'Laboen hunn

alleguerten eigentlech eng exzellent Renommée. Dofir d'Fro: Wat war dann elo net gutt un deem System? Firwat brauche mer eng Reform?

D'Situatioun stellt sech eben esou duer, dass d'Ausgabe vun der Krankeversécherung kontinuéierlech an d'Luucht gaange sinn, wat och an engem gewësse Mooss normal ass a sech duerch de medezineschen an technesche Fortschritt engersäits, d'Behandlungsmethoden, nei Krankheeten an ëmmer méi eng héich Liewenserwaardung anerersäits erkläre léisst. De Collège médical féiert nach eng aner Ursach an d'Feld - déi ech awer net weider op dëser Plaz wëll verdéiwen, herno soen ech nach e Saz dozou - an en nennt se „Surconsommation“.

Elo war et ëmmer esou, dass dës Deirecht vun der Krankeversécherung konnt duerch de Wuesstum vum Emploi an der doraus resultéierender vergréisserter Mass vun de Bätträg ausbalancéiert ginn. 2002 hate mer eng gesond Finanzsituatioun an eng gutt Reserv, dass souguer dunn de Cotisationstaux erofgesat ginn ass. 2003 huet Lëtzebuerg awer och gespiert, dass et international wirtschaftlech méi lues gedréit huet, esou dass d'Krankeversécherung fir 2004 an engem staarken Déséquilibre war. Dee gouf deemools doduerch ausgeglach oder geléist, dass 130 Milliounen Euro vum Pensionsregime an d'Krankekeeseversécherung transféréiert gi sinnen.

2005 sinn d'Cotisatione schon emol eropgaange vu 5,1% op 5,4%, esou dass ee bis 2009 konnt en Équilibre halen. Enn 2009 gouf de kumuléierten Defizit fir 2010 awer op 92,5 Milliounen geschat. Dass d'Konte vun der CNS elo am November en Iwwerschoss vu 60,9 Milliounen opgewisen hunn, dat ass eben haaptsächlech doduerch ze erklären, dass d'Réserve minimale vun 10% op 5,5% vun den Dépenses courantes erofgesat ginn ass, eng Décisioun, déi 2009 geholl gi war, fir den Defizit auszegläichen a fir de responsabele Politiker genuch Zäit ze ginn, fir déi néideg Reformen an d'Wee ze leeden, fir dass déi disponibel Ressourcë méi effikass kënnen genotzt ginn an och laangfristeg e finanziellen Équilibre vun der CNS garantéiert ka ginn.

Et muss ee wëssen, dass eis Caisse Nationale de Santé e Gesamtbudget vu ronn 2.100 Milliounen Euro am Joer 2011 huet. Do entspreche 60 Milliounen Boni 2010 enger klenger Zomm, déi emol net duerg, fir eng wierklech Grippeepidemie ofzefieder. Eis CNS brauch e stabilen an net ze vill klenge Budget. Dëst Gesetz an d'Ännerungen, déi d'CNS op hirer Generalversammlung ugeholl huet, erlaben eis, 2011 mat méi Zouversicht unzuegoen an d'Reserven och kontinuéierlech erëm opzestocken.

Natierlech kann deen Équilibre net ouni Efforten a Bedeelegunge vu jiddwengem geschéien. De Stat, d'Prestataire, d'Spideeler, d'Assurée an d'Entreprises deele sech dësen Effort. Ëmfroen hunn eppes confirméiert, wat eigentlech jiddweree weess: De Versécherter bezilt léiwer e bësse méi, wéi dass en e bësse manner Service a Versuergungssécherheet ugebuede kritt.

Wann de System méi Bedeelegung, méi Transparenz a méi Zesummenaarbecht opweist, kann dat e Schrëtt sinn, fir eppes anzédämmen, wat dem Collège médical um Häerz louch a sengem Rapport a wat e folgendermoossen ausgedréckt huet: «Si la santé n'a pas de prix, elle a tout de même un coût, pouvant être pris en charge par la communauté dans la mesure où la quasi-gratuité actuelle des soins reste un facteur important à l'origine d'une surconsommation.»

Et gëtt awer nach aner Grënn fir eng finanziell Reform vum Gesondheitswiesen: Am Joer 2009 huet d'OCDE an hirem „Panorama de la santé“ gewisen, dass eise Gesondheitssystem ee vun deenen attraktivsten aus ganz Europa ass. Et gouf notament ënnerstrach, dass mer e qualitativ héichwäertege System hunn, mat 98% eng ganz grouss Couverture vun der Krankeversécherung, e gudd Finanzéierungs-

modus iwwer öffentlech Mëttelen, an dass eis Soinen och gutt accessibel sinn.

Allerdéngs huet de Rapport festgestallt, dass mer mussen d'Käschte vun eise Gesondheitssystem reduzéieren, d'Koordinatioun tëschent dem Secteur hospitalier an dem Ambulatoire verbesseren an dem Secteur ambulatoire en anere Stellwäert ginn. Zudeem mengt d'OCDE, dass déi gesamt Transparenz vun eise Spidolstrukture soll op de Leescht geholl ginn.

Der langen Rede kurzer Sinn: D'OCDE huet eis bekräftegt doran, dës Strukturreform unzuegoen, fir dass mer och an Zukunft e Gesondheitssystem hunn, deen den neien Erausforderungen, déi aus enger demographescher Entwécklung, besonnesch also der Alterung vun der Populatioun, an dem Fortschritt resultéieren, gewuess ass.

Derbäi kommen Noutwendegkeeten, wéi den Double emploi vun deieren Ënnersichungen ze reduzéieren, de Patientendossier an de Grëff ze kréien, d'Zesummenaarbecht vun de Spideeler ze verbesseren, déi intern Koordinatioun vun de Spidolsdokteren ze strukturéieren an esou weider.

Här President, kee stellt eigentlech de Reformbedarf a Fro. Och de Secteur selwer net. Jiddweree mécht awer eng aner Lecture vun dësem Bedarf. De virleiende Projet weist wichteg Aspekter op. Ech wëll awer just op e puer agoen, déi vill diskutéiert gi sinn.

Do kënn een natierlech - esou wéi d'Rapportrice et och gemaach huet - un éischter Stell net laanscht de Vertrauensdokter oder de Médecin référent. Et schéngt logesch a richtig, dass een als Patient e Generalist oder fir d'Kanner e Pediatre oder als chronesch Patient och e Spezialist huet, deen den Iwwerbléck behält iwwer d'Traitementer an als Beroder an als Guide am komplizéierten System gëllt.

D'CSV ass mat dësem System averstanen. Eis war et awer wichteg, dass de Referenzdokter net zu engem sougenannten „gatekeeper“, also engem Wächter, wéi een et kéint iwwersetzen, géif ginn. Géint den Originaltext ass Stuerme gelaf ginn, well de Referenzdokter zum Coordinateur vum Patient sollt ginn. De Kommentar zum ursprénglechen Text, dee sot dat hei: «On entend par coordination des soins de santé l'inscription du patient dans un parcours de soins, dans lequel il va consulter en premier lieu son médecin référent avant d'être orienté, en cas de nécessité, vers un autre médecin hospitalier ou extrahospitalier.» Dat war en ongléckleche Saz, an do louch et op der Hand, dass mer hu missen nobesseren, fir onmëssverständlech de Libre choix fir de Patient vu sengem Dokter erëm sécherzestellen.

Op eng rezent Question parlementaire sot de Minister, dass vun deenen 1.958 Dokteren am Land der 481 Generaliste sinn, eng Zuel, déi kaum duerg. D'Martine Mergen kënn herno nach dorobber zréck.

E weidere Punkt, dee mir wichteg schéngt, ass d'Substitutioun vun de Medikamenter. Et ass kloer, dass doranner en enormt Spuerpotenzial fir Gesondheitskeess dräit an eigentlech - wa mer et esou kucken, dat ass eis Lecture - keen Nodeel, weder fir de Patient nach fir den Dokter, entsteet, vu dass déi concernéiert Medikamenter just Générique sinn, déi an enger Aart a Weis hiergestallt sinn, déi wëssenschaftlech Équivalence nowise kann. Mir ginn hei elo eigentlech op e Wee, deen eis Nopeschlänner scho laang applizéieren.

Här President, wat ass an deene leschte Wochen a Méint dann och net alles iwwer den Dossier de soins partagé geschwat ginn! Et gouf gesot, d'Leit géifen ze vill kontrolléiert ginn, déi Mesure géif ze wäit goen, jiddwereen hätt an alles Abléck, de Secret médical wier verletzt an esou weider.

An deem Kontext wëll ech ervirsträchen, dass een d'Moosnam net soll bewäerten, ouni d'Zil vun der Moosnam ze gesinn. D'Zil ass et jo net, fir e glieserne Patient ze schafen. D'Zil ass dem Patient säi Schutz, säin Intérêt, d'Retracéiere vu senger Krankegeschicht unhand vun Analyseerestater, de Röntgen an de Medikamenter. Dat kann onnëtz Analyse verhënneren, et ka falsch Traitementen verhënneren an et déngt dem Patient, well eben d'Konditioun vun der Informatioun vum Dokter oder vum Spidol vereinfacht a verbessert gëtt.

De Projet ass amendéiert ginn opgrond vun der Datschutzkommissioun a gëtt elo déi noutwendeg Garantien. D'Chambreskommissioun huet och nach nogebessert an deem Sënn, dass de Patient en Abléck kritt a gewuer ka ginn, wien alles seng Donnéeë kontrolléiert huet. Doduerjer bleift de Patient Här a Meeschter iwwer säin Dossier an iwwer déi sensibel Informatiounen, déi kënnen drastoen.

Erlaabt mer nach ee Wuert zu de Centres de compétences, déi jo méi de Spidolssektor betreffen. Dës Iddi ass guer net nei, a mam Häerzchirurgiezentrum, mam Reha-zenter a mam Centre Baclesse hu mer jo schon dräi esou Zentren hei am Land. Si sinn e Beispill a si hunn dem Land eng ganz grouss Plus-value bruecht.

Duerch d'Kompetenzzentre soll also de Patient besser Servicer ugebuede kréien. Et ass kloer, dass d'Dokteren, déi zum Beispill eng gewëssen Operatioun regelméisseg maachen, eng aner Routine a méi Erfahrung doranner hu wéi d'Kollegen, déi dat nëmmen a groussen Zäitofstänn maachen. Och den OP, den Équipement an d'Personal am Spidol brauch Routine, fir e beschtméigleche Service kënnen ze garantéieren. Natierlech huet et awer kee Wäert, dass mer elo hei e Centre de compétences kréie fir ganz rar Krankheeten oder fir all méigleche Interventioun.

Am Rapport sti folgend Beräicher, fir déi esou eng Iwwerleeung soll weidergefuert ginn: Stroke Unit, Oncologie, Ëmweltmedizin, Organtransplantatioun an déi net genee definéiert Aspekter vun der Gériaire. Et gëtt awer keng ofschléissend Lëscht zu dësem Moment, ausser de Minister kann eis herno se preziséieren an eis vläicht eng ginn.

Well hei Froen opbleiwen, awer virun allem wéinst der Suerg ëm eng gerecht a qualitativ identesch Fleeg fir all Bierger am Land, op alle Plazen am Land, sinn eng Rei Medeziner aus dem Norde bei all Nord-Deputéierten a bei d'Nord-Ministere gepilgert, fir am Gespéich hir Suerg zum Ausdruck ze bréngen zu dësem Thema. Ech wëll duerfir dem Minister soen, dass partéiwwergräifend all d'Nord-Deputéierten dës Weiderentwécklung sécher wäerte genee kucken a begleeden.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Jean-Paul Schaaf (CSV).** - An dass si dobäi d'Landesplanung am Hannerkapp hunn an net nokucke wëllen, wann am Norde Servicer, déi haut exzellent funktionnéieren mat exzellenten Dokteren, muer missten hir Dieren zoumaachen, well sech aner, méi awunnerstaark Regiounen duerchsetzen, wann et ëm Neilokaliséierung vun neie Servicer, mat Material, Personal a kompetenten, spezialiséierte Leit geet.

D'Kompetenzzentre sinn net onbedéngt geographesch Zentren, mä si sinn éischter kompetent Wëssenszentraliséierung op enger oder op méi Plazen. Esou gesi kann dat eng Plus-value duerstellen, a si kënnen dezentral applizéiert ginn. Mir sinn iwwerzeegt, dass eng koordinéiert Démarche, wéi se elo festgehalten ass am aktuellen Text - an déi am gemeinsame Gespéich vun de Spideeler ënnereneen ofgestëmmt a vun hinnen och gemeinsam muss abruucht ginn als Demande fir e Kompetenzzentrum -, de richtige Wee ass, och wann um Schluss nach ëmmer de Minister décidéiert.

Ech sinn duerfir och dem Statsrot dankbar, dass mer elo, op de 7. Dezember, endlech eng gutt Formulierung an eng kloer Definitioun vun dësen Centres de compétences kritt hunn. Dësen a méi Aspekter vun der Reform wäerten d'Zesummenaarbecht tëschent de Spideeler verstärken a verbesseren. Eng Zesummenaarbecht, déi weider an den Hänn vun der Entente des hôpitaux bleift.

E weideren, vill diskutéierte Punkt vun der Reform ass d'Enveloppe budgétaire globale fir de Spidolssektor. Ech wëll dorobber net méi weider agoen, d'Rapportrice huet dat genügend gemaach.

D'CSV-Fraktioun huet sech vun Ufank un derfir ausgeschwat, dass d'Croissance budgétaire vun de Spideeler net iwwer déi vun der globaler Economie sollt erausgoen. Esou kann de Spidolssektor verstänneg wuessen, ouni dass onbezuelbar Käschten entstinn. Dat eleng geet awer

net duer, well et musse Mechanisme geschafe ginn, déi och an der Realitéit dozou féieren, dass et zu Synergie kënn, an net zu Konkurrenz.

D'Madame Mutsch huet et an hirem Rapport opgezielt. Et muss eng Comptabilité analytique agefuert ginn, déi et erlaabt, mat der néideger Transparenz d'Käschte vun de Spideeler ze vergläichen. De Spidolsplang muss am Hibleck op d'Reform iwwerschaft ginn an et musse konkret Projeten ausgeschafft ginn, wéi Aktivitéite kënnen zesummegeballt ginn, zum Beispill am Beräich vun de Laboen, der Informatik, der gemeinsamer Central d'achat an esou weider.

Et ass wichteg, dass mer an dësem Beräich méi effizient schaffen, souwuel wat dat Medezinescht wéi och dat Finanziell ugeet. Heifir ass et wichteg, dass all Acteuren an de Spideeler hiren Effort maachen, fir am Sënn vum Patient zesummeneschaffen.

Ech kommen esou lues zum Schluss. D'Gesondheitsspriecherin vun der CSV, d'Madame Martine Mergen, wäert herno nach op aner Aspekter agoen, ënner anerem och en Ausbléck woen an de Gesondheitssystem vun der Zukunft. Et gi vill Facetten, déi ech elo net uschwätzen: d'Nomenclature zum Beispill; d'Prise en charge directe; den Tiers payant social - wéi mer en nennen, ass scho gesot ginn -, deen eigentlech, fir déi Klammer awer opzemaachen, op eng sougenannte Rencontre participative vun EAPN-Lëtzebuerg (European Anti Poverty Network) vum Mäerz 2006 zréckgeet, wou Leit, concernéiert Leit vum Terrain d'Noutwendegkeet geäussert hunn, fir esou en Tiers payant social anzeféieren. Eng Forderung, déi jo vun der Regierung iwwerholl ginn ass.

Da gëtt et selbstverständlech Remarquen ze maachen zum Taux de cotisation, zu der Réserve minimale légale, wou mer drop halen an och frou sinn derfir, dass se erëm soll opgestockt ginn op déi 10% am Joer 2014. Bedeidend ass och d'Abesetzung vun der Maternité an de Régime général; schliesslech de Médecin coordinateur. An da gëtt et och nach Sujeten, déi net ugeschwat sinn: déi éischt Klass, d'Filière de soins an esou weider. Et kéint een elo nach laang hei ronderëm dréien. Mir sollen eis awer elo emol op dat baséieren, wat virläit.

Mir hunn aktuell ee qualitativ héichwäertege Gesondheitssystem, ech hunn et gesot. Mat der Reform baue mer op dat Bestehend op, fir a verschiddene Punkten nozebesseren, a fir dass eise System och an Zukunft den Ufuerderunge vun eiser Gesellschaft gerecht gëtt. Mir musse spueren, ouni dass mer de Patient ze vill beelaaschten. Dëse Spuerfort verdeelt sech bei dësem Projet op all Schëlleren: Stat, Patronat, Patienten, Dokteren, Laboen, Spideeler.

Dëst Gesetz schafft d'Virussetzung, dass de Gesondheitssektor - mat haut direkt an indirekt ronn 30.000 Salariéen am Land - elo an eng Phas vu Rou a Gewëssheet kann anrieden. Wann eise System esou performant ass, dann ass et wéinst all dësen Acteuren, all dëse Mataarbechter, deenen an de Spideeler, an de Praxen an awer och am ambulante Beräich.

Mir hunn elo e Kader geschaf, d'Mataarbechter vum Ministère, de Statsrot, d'Pres-tatairë selwer, an déi zwou Chamberfraktiounen hunn et fäerdeg bruecht, d'Leit beieneen ze kréien an a kuerzer Zäit en Text ze maachen, deen eis versécher, dass eis Gesondheitsversécherung och an der Zukunft ka Bestand hunn.

Der Regierung respektiv dem Gesondheitsminister seng Aufgab ass et elo, fir déi nächst Etapp vun der Reform a senger Responsabilitéit unzuegoen. Et bleift dëst Gesetz a Musek ëmzesetzen duerch, ënner anerem, d'Reglementer. Ech wënschen him dobäi eng gléckleche Hand an ee fruchtbare Dialog mat den héich motivéierte Medeziner, Spideeler an allen aneren Acteuren hei am Land.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Jean-Paul Schaaf. Als nächste Riedner ass den Här Carlo Wagner agedroen. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.



► **M. Carlo Wagner (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëllt direkt aganks emol ufänke mat engem Luef un den Här Gesondheitsminister. Den Här Lux huet bei de leschte Budgetsdebatten déi lescht Woch hei gemengt, et mist e dem Minister félicitéiere fir dee Courage, wou e gehat hätt beim Émsetze vun där heiter Reform. Abee, ech sinn domadder ganz averstanen. Et muss een de Minister tatsächlech fir säi Courage luewen, dass e sech no sechs Joer am Amt getraut huet, fir esou e schlecht preparierten an esou e schlechten an esou e vage Projet hei virzeleeën!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.** - Gesitt Der, lech hat de Wieler d'Geleeënheet net dozou ginn!

► **M. Carlo Wagner (DP).** - Eng Reform - oh, mir kommen nach op viles, Här Minister -, eng Reform, déi vun Ufank u fir grouss Opreegung gesuergt huet bei alle concernéierten Acteuren. Eng Reform, déi d'Dokter fir d'éischte Kéier zënter 20 Joer nees dozou bruecht huet, hir Aarbechtszäit ze verkierzen an eng Aart Bummelstreik unzufänken. Ech op alle Fall ka mech net erënneren... Erlaabt mer déi perséinlech Observatioun: Et fällt op, dass d'Dokteren anscheinend nëmmen ënner sozialistesche Ministere streiken. Ech ka mech op alle Fall...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.** - ...10% bái.

► **M. Carlo Wagner (DP).** - Ech ka mech op alle Fall net erënneren, dass téschent 1999 an 2004 e Streik gewiescht wier, Här Minister.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.** - Ma eben!

► **M. Carlo Wagner (DP).** - De Streik vun den Dokteren ass dann och eenzeg an eleng op dem Minister säi Verhalen an dem Dossier zréckzeféieren. Den Émgangstoun, dee vu senger Säit während deene Wochen ugeschloe gouf, huet ganz sécher net dozou bäigedroen, fir d'Situatioun ze entschärfen. Wann een d'Dokteren als Ligenere bezeechent oder se duerstellt, wéi wa se d'Patienten als Geisel géifen huelen, oder souguer behaupt, de President vun der AMMD géif aus perséinleche Grënn géint déi Reform hei kämpfen, dann dierf ee sech net wonneren, wann och op där anerer Säit méi en, wat ech nenne méi en harschen Toun ugeschloe gëtt a vläicht souguer op stur geschalt gëtt.

An esou war et och net verwonnerlech, dass de Minister, wéi e senger Hänn kee Rot méi wosst, d'Fraktiounen vun CSV an LSAP huet misse virun de Won spanen, fir d'Kar aus dem Dreck ze zéien. Dass den Här Schiltz op der Pressekonferenz no deem Accord, dee mat den Doktere jo fonnt gi war, souguer gesot huet: „Hien an den Dokteren hirer Plaz hätt dee Streik och nëmme provisoersch ausgesat“, dat, Dir Dammen an Dir Hären, léisst ganz déif blécken, wéi vill Parzelain hei vum Minister zerschloe ginn ass!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Fro muss erlaabt sinn: Wéi konnt et dozou kommen, dass dee virleiende Reformprojet esou schlecht preparéiert war, wou den Här Di Bartolomeo dach ni midd ginn ass, fir ze betounen, wéi vill Diskussiounen hie géif um Terrain mat de Leit féieren a wéi vill Aarbechtsgruppen agesat gi wieren, fir d'Problemer vun eisem Gesondheitsystem an Ugrëff ze huelen?

Nëmmen e puer Beispiller: No der Tripartite vum 13. Oktober 2004 huet de Minister ugekënnegt, dass d'Spideeler an Zukunft sollte méi enk zesummeschaffen, fir esou Synergien ze schafen; dass bei de Medikamenter sollt verstärkt op d'Génériquen zréckgegraff ginn; an och, dass d'Tariffer an der Nomenclature nogekuckt géife ginn an och iwwerschaft ginn. Datselwecht gouf ee gewuer no der Quadripartite vum 29. März 2006, no der Quadripartite vum 16. Oktober 2007 an no der Quadripartite vum 7. Oktober 2009. Dir kënnt dat alles selbstverständlech op Internet op der Page vun der Regierung noliesen.

Dass e Comité de pilotage géif mat der Ausaarbechtung vu Reformvirschléi chargéiert ginn, huet de Minister an enger Pres-

sekonferenz den 2. Februar 2005 gesot. Bei der Presentatioun vun der Carte sanitaire am Joer 2006 huet de Minister nees vu Synergien am Spidolssecteur geschwat. An an engem Interview am November 2007 huet de Minister d'Aféierung vum elektronische Patientendossier ugekënnegt.

D'Lëscht vun esou Beispiller kéint ech nach beliebig weiderféieren, mä Dir verstitt, ech wëll dorobber verzichten, schliesslech ass meng Riedezäit limitéiert. Duerfir erspueren ech lech alleguerten déi aner Ukënnegunge vum Minister a stellen duerfir am-plaz awer d'Fro, wat dann op all des Ukënnegungen hi geschitt ass. Et ass am Prinzip eng reng rhetoresch Fro, well d'Antwort dierft jiddwengem bekannt sinn. Et ass nämlech glat näischt geschitt! Ausser, dass op des Ukënnegungen hi weider Ukënnegunge komm sinn an esou weider.

Et ass och weidergaange bis am Summer vun deem Joer, bis dann endlech, nodeems de Minister scho bal sechs Joer am Amt war, ee vermurkste Reformprojet op den Dësch geluecht ginn ass. Et ass bedauerlech an och erstaunlech, dass an deene leschte sechs Joer näischt Wesentlech geschitt ass am Gesondheitsystem! Bedauerlech, well schlussendlech de Patient des Versäumnisse aus der eegener Täsch dierf berappen. Ech wäert méi spéit nach eng Kéier op dese Punkt zréckkommen.

Här President, ähnlech wéi bei der Reform vun der Grondschoul wäert d'LSAP sech wahrscheinlech och bei deem Projet net scheien, fir vun enger Jorhonnertreform ze schwätzen. An ähnlech wéi bei der Grondschoul handelt et sech och tatsächlech hei em eng Jorhonnertreform. Et gouf zënter engem Jorhonnert an der Gesondheet keng esou eng schlecht Reform! An d'Leit, d'Assurée wäerte sech nach laang vläicht, wäerte sech laang nach, vläicht net grad e Jorhonnert, awer dach ganz bestëmmt ganz laang drun erënneren, wat fir eng schlecht Reform dat heiten ass a wéi schlecht se preparéiert war.

Dës Reform huet, dat léisst sech net bestreiden, déif gräifend Konsequenzen. Awer wahrscheinlech eenzeg an eleng am Portmonni vun de Leit! Do schléit se nämlech voll an! Ech gräifen nëmme e puer Beispiller eraus, wéi déif den Här Di Bartolomeo de Patienten an den Assurée ab dem 1. Januar wäert an d'Täsch gräifen. Den 1. Januar sollen - et ass d'Éinescht scho vun der Madame Rapportrice gesot ginn - d'Cotisationsen em 0,2% klammen. 0,1 fir d'Assurée an 0,1 fir de Patron.

Ech muss soen, d'DP ass ganz kloer géint des Erhéijungen. Si sinn eleng der Tatsaach gescholt, dass de Minister während sechs Joer näischt ënnerholl huet, fir de Budget vun der Gesondheitskeess nohalte an den Équiliber ze bréngen. Näischt, ausser engem décke Grëff an d'Reserven! Dese Grëff an d'Reserven ass net ze verantwortete vis-à-vis vun deene kommende Generatiounen.

D'Erhéijung vun de Cotisationsen wier net néideg gewiescht, wann de Minister seng politesch Verantwortung mat Zäit geholl hätt. Och an deem Fall gëtt leider op deen einfache Wee vun den Erhéijungen zréckgegraff, ouni dass déi strukturell Problemer wierklech ugaange ginn. Mir wonneren eis iwwereng och, dass d'CSV des Erhéijungen einfach esou akzeptéiert. Émmerhin hu si jo awer an hirem Wahlprogramm stoen, dass d'Lounniewekäschten net dierften erhéicht ze ginn.

Mä et si jo net nëmme d'Cotisationserhéijungen, déi ab dem 1. Januar bei de Leit wäerten am Portmonni duerchschoen. Niewent dese Mesurë si jo och nach eng ganz Rei vun erhéichten Eegebedelegeunge vun Patient bei verschiddene Servicern an och Prestatiounen virgesinn. Dëst sinn an eisen Ae verstoppte respektiv indirekt Cotisationserhéijungen, an duerfir schwätze mer eis och ganz daitlech géint si aus.

Och des Mesurë wieren ze vermeide gewiescht, wann net sechs Joer de komplette Stéllstand a puncto Budgetsofsécherung vun der CNS geherrscht hätt. All déi dote Beispiller weisen, dass, nieft de steierlechen Augmentatiounen, eng Hällewull vu weidere Belaaschtungen op d'Leit am Land zoukommen.

Fir awer dann hei op der Tribün ze behaapten, wéi den Här Bodyr dat beim Vote vun der Steierreform... vun der Steier-

bomm, pardon, gemaach huet, d'Leit hätt ab dem 1. Januar alleguer méi an der Täsch; dat muss ech soen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat grenzt awer ganz staark un Zynismus! Spéitstens bei hirer nächster Spidolsrechnung oder spéitstens no der Visite mat hirem Kand beim Orthophonist wäerten d'Leit mierken, wéi seriö d'Aussoe vum Här Bodyr wierklech ze huele sinn.

Här President, et sinn net mir eleng, déi d'Politik vun Här Di Bartolomeo an deem Punkt kritiséieren. Esou schreift beispillsweis d'Caritas an hire Reflexiounen zur Gesondheitsreform Folgendes, an ech zitieren: „Die Beitragserhöhung führt außerdem zu einer Erhöhung der Lohnnebenkosten mit entsprechenden Folgen für die Betriebe. Die Beurteilung dieser beiden Maßnahmen fällt umso negativer aus, wenn man bedenkt, dass es alternative Möglichkeiten gegeben hätte.“ An e béselche méi wäit am Text kann ee liesen: „Somit notieren wir zwei Minuspunkte. Mehr schöpferisches Nachdenken und mehr Mut hätten hier wohl zu gerechteren Lösungen führen können.“

Här President, ech mengen, dass an deem Kontext och dem Minister säin onduerchsiichteg an ontransparent Agéiere mat den Zuelen a puncto Budget vun der CNS respektiv den Defizit dovunner muss ugeprangert ginn. Am Ufank vum Joer huet et geheescht, mir misste mat engem Defizit vu bal 100 Milliounen fir d'Joer 2010 rechnen. An no där leschter Quadripartite virun e puer Wochen ass op eemol vun engem Iwwerschoss vu ronn 73 Milliounen Iwwerschoss, vun deenen awer näischt an den Opbau vun de Reserve soll fléissen, déi weider bei 5,5% solle bleiwen.

Dat Beispill weist, wat d'Strategie vum Minister ass. Fir d'Éischt gëtt e Schreckenszenario opgebaut, fir d'Leit schonn op eng Cotisationserhéijung anzestëmme, a schlussendlech ginn des och agefouert, awer ouni dass se nach wierklech néideg gewiescht wieren. Mat deenen decidéierten Erhéijunge gräift den Här Di Bartolomeo de Leit also net nëmme déif, mä och nach onnéidegerweis déif an d'Täsch!

Här President, viles, ganz viles bei deser Reform bleift zu eisem groussen Bedauern am Ongewëssen. D'Kärstécker vun deser Reform goufe verwässert, vertaagt oder souguer ganz erausgeholl. Eng ganz Rei vu groussherzogleche Reglementer leien ëmmer nach net vir, esou dass et fir all déi Concernéiert ganz ongewëss bleift, wou d'Rees mat deser Reform wäert hiféieren.

Wat bleift, ass net méi allze vill. Ausser engem Koup vu Froen. Ech wëll an deem Zesammenhang sechs Punkten erausgräifen, fir dat ze illustréieren.

No enger klenger Paus.

(Interruptions)

D'Waasser ass esou gutt, Här Minister.

(Interruptions et hilarité)

Éischte Punkt. Mir wëssen zum Beispill bis haut nach net genau, wéi de Prinzip vum Referenzdokter soll konkret um Terrain émgesat ginn, wann ee weess, wéi de Statsrot jo och a sengem Avis monéiert huet, dass mer zu Lëtzebuerg net genuch Generalisten hunn.

D'DP, muss ech soen, begréisst ausdrécklech d'Aféierung vun de Referenzdokteren. Mir sinn iwwerzeegt dovunner, dass des Aféierung zesumme mam elektronische Patientendossier méttelfristeg kann derzou féieren, dass mer Käschten am Gesondheitsystem aspueren, well mer onnéideg duebel verschriwwen Traitementer oder Medikamenter kënnen vermeiden. Mir fannen et gutt, dass d'Generalisten an hirem wichtege Rôle an eisem Gesondheitsystem solle gestärkt ginn. Mir fannen et gutt, dass se en éischten Uspriechpartner fir de Patient solle sinn.

Wou mer awer net kënnen domat averstane sinn, dat wär, wann aus dem Referenzdokter iergendwann e sougenannten „gatekeeper“ sollt ginn, wou de Passage obligatoersch wär beim Generalist, wéi gesot, fir duerno kënnen weider Traitementer ze kréien. Dat op alle Fall wär net akzeptabel fir d'Demokratesch Partei.

Och den obligatoreschen oder fräiwëlleg gezwongene Passage beim Generalist kann

zu méi Käschte féieren. Ech mengen, däre muss ee sech bewusst sinn. Well jo eben dann och nach eng Consultatioun derbäikënn, wou vläicht net onbedéngt noutwendeg gewiescht wär. Et kënnen wuel Abusen évitéiert ginn, mä op där anerer Säit kënnen awer och zousätzlech Käschte geschafe ginn. Wann ee beispillsweis d'Ouere wéi huet, ech mengen, da weess jiddwieren, dass e roueg kann direkt bei de Spezialist goen. Et gëtt nach vill aner där dote Beispiller, wou een also kann dee Moment direkt zum Spezialist kommen. Mä, wéi gesot, et soll een op engem liberale System bleiwen, an de Passage dee Moment beim Referenzdokter soll een op alle Fall liberal ugoen.

Déi geplangten Aféierung vum Referenzdokter ass fir d'DP e Paradebeispill vun dem hybride Charakter vun deser Reform. De Referenzdokter, wéi gesot, ass u sech eng gutt Iddi, wéi beispillsweis och d'Kompetenzzentren oder verstärkt ambulante Behandlung an de Spideeler. Gläichzäitig weist sech awer, dass bei deser Reform déi néideg Gedankengang fir déi praktesch Émsetzung um Terrain net bis zum Enn gefouert gi sinn, oder awer dass bei ursprénglech gudden Iddien éischter eppes Schlechtes an der Finalitéit erauskënn.

Mir wëssen net, zweetens, wéi genee déi ominéis Filières de soins spéider eng Kéier sollen ausgesinn. Dese Punkt ass jo bekanntlech aus der Reform ausgeklammert ginn an op e spéideren Zäitpunkt vertaagt ginn. D'Demokratesch Partei wäert sech an deem Kontext op alle Fall géint all Tendenz wieren, déi dorop erauslafe sollt, de fraie Choix vum Dokter respektiv d'Therapiefräiheet vum Dokter anzuschränken.

Grundsätzlech fäerte mer, dass mat der Aféierung vun dese Filiären ze vill Rigiditéit an de System kënnt an dass de medezinesche Fortschrëtt zu Lëtzebuerg dorënner leide kéint. Mir riskéieren duerch esou Mesurë vum medezinesche Fortschrëtt ofgeschnitten ze ginn. Dëst ass am Hibleck op eng optimal Versuergung vum Patient fir eis net akzeptabel.

Well wat wäeren d'Konsequenze vun deem technesch-medezinesche Stéllstand zu Lëtzebuerg? Et wär nieft dem schlächendenden Néiergang vun eisem qualitativ héichwäertegem System virun allem d'Opkomme vun enger Zweeklassemedezin. D'Zweeklassemedezin, déi den Här Minister jo ëmmer wëllt verhéieren an déi och fir d'Demokratesch Partei net a Fro kënnt, géif awer doduerch, fäerte mer, eng batter Realitéit ginn. Déi Leit, déi et sech leeschte kënnen, géife sech am Ausland behandle loosse, während all déi aner sech hei zu Lëtzebuerg mat vereelsten a réckstännege Behandlungsmethoden missten zefridde ginn.

Fir de Moment kënnen mer eis zudeem zu Lëtzebuerg als ganz glécklech schätzen, dass mer eng ganz Rei vu gudden auslännesche Spezialisten hunn, déi hei schaffen. Wa se awer eng Kéier géifen an hiren Therapiefräiheet ageschränkt ginn a wa se beispillsweis nach just dierften nom Schema x operéieren, da solle mer eis kengen Illusiounen hignn, da si mir iwwerzeegt, dass déi dote Spezialisten net laang hei géifen zu Lëtzebuerg bleiwen, mä dass se geschwé géifen an d'Ausland auspilgeren.

Drëtt Fro, wou mer lech stellen: Mir wëssen net, wéi d'Iddi vun de Kompetenzzentren soll weidergefouert ginn. Mat eisem Härzentrum, mam Centre Baclesse an och dem Rehazentrum hu mer de Moment hei zu Lëtzebuerg dräi esou Zentren, déi exzellent fonctionnéieren a wou och eng ganz gutt Aarbecht gemaach gëtt.

Mä wéi solle weider Kompetenzzentren ausgesinn? Sollen déi nationaler oder regionaler Natur sinn? Riskéiere mer bei der Aféierung vu reng nationale Kompetenzzentren net, dass verschiddene Spideeler an hiren Entwécklung massiv gebremst an ageschränkt kéinte ginn? Den Här Schaaf hat scho fir d'Nordspideeler och op déi heite Problematik higewisen.

(Interruption)

Véiertens, mir wëssen net, wéi déi elektronesch Patientekart soll am Endeffekt ausgesinn. Wéi gëtt den Accès op des Don-

néeën, déi an deem Dossier gespäichert sinn, geregelt? Wie kann enner wéi engen Émstänn wat gesinn?

Fir eis als Demokratesch Partei steet fest, dass den Accès op d'Daten esou restriktiv wéi méiglech an néideg muss gehandhabt ginn. Fir eis steet fest, dass eleng de Patient zesumme mat sengem Referenz- oder Vertrauensdokter de vollen Accès op des Donnéeën daerf hunn. Mir kënnen eis do beispillsweis e System virstelle wéi bei engem Banktresor: Den Dokter huet ee Schlüssel an de Patient huet e Schlüssel op senger Kaart, an nëmme mat deenen zwee Schlüsselen zesumme léisst sech d'Dier vum Tresor opmaachen, respektiv kritt een Zougrëff op d'Date vum deem eenzelne Patient. Ausnahmeregelunge vum deemem Prinzip misste selbstverständlech virgesi gi fir de Fall vum enger Urgence oder fir de Fall, wou de Patient net méi uspriechbar wär.

Mir mengen och, dass een en Accès op verschiddenen Niveau misst hunn. De Patient an de Referenzdokter hunn als Eenzeg awer och nëmme zesummen Abléck an de vollen Dossier. Geet de Patient awer beispillsweis wéinst Knéiprobler bei e Kiné, sou sollt deenen nëmme kënnen Accès hunn un déi Daten, déi fir d'Behandlung vum Knéi noutwendeg sinn. D'CNS oder déi nei Agence des informations partagées daerfen eiser Iwwerzeugung no nëmme Zougrëff op anonymiséiert Date kréien.

Mir begrëssen an deemem Kontext, dass am virleidenen Text den Accès op d'Donnéeën vum de Patiente méi restriktiv gehale gëtt, wéi dat am ursprénglechen Text de Fall war, wou d'Auteurs offensichtlech Begrëffer wéi Secret médical, Privatsphäre an Datschutz net kann respektiv net hinne Rechnung gedroen hunn. Nach bleiwe fir eis allerdéngs eng ganz Rei vum ongeklaerte Froen.

Fënneftens, mir wëssen net, wéi de Ministère verstärkt op eng ambulatoire Behandlung wëllt setzen. Well des Iddi an d'Diskussionen doriwwer, déi si jo net nei. Scho bei der Presentatioun vum neie Spidolsplang Enn 2008 konnt ee Folgendes gewuer ginn - ech zitieren: «sont prévus des mécanismes d'attribution de lits plus flexibles, permettant de favoriser le passage à des prises en charge ambulatoires».

Duerfir meng Fro un den Här Minister. Zënterhier sinn zwee Joer vergaangen. Wéi gesäit et mat der konkreter Émsetzung dovunner um Terrain aus? Firwat huet dese Punkt an deem virleidenen Text nach misen opgegraff ginn? Ass ieren téschent 2008 an haut an deem Domän an näischt geschitt? Wéi laang wäert des Kéier d'Émsetzung an de Spideeler daueren?

Sechste Punkt, mir wëssen net, wéi de gedeckelten oder globale Budget fir d'Spideeler respektiv d'Verdeelung vum deemem Budget soll ausgesinn. Wéi gesinn déi virgeschriwwen Wuesstumstaxe vum de Spidolsbudgeten aus? Wéi ginn déi genau berechent? Wat fir eng Kritäre leien dese Berechnungen zugronn? Wat ass d'Ausgangsbasis vum deenen Zuelen? Wéi gëtt de Kuch énnert deenen eenzelne Spideeler opgedeelt? Gëtt do d'Personal als Referenz geholl? D'Zuel vum den Dokteren? Déi vum de Better? E bësse vum allem? Oder mussen d'Spideeler dat enner sech ausmaachen? Mengt den Här Minister net, dass et domadder zu engem ongesonde Verdeeelungskampf téschent deenen eenzelne Spideeler kéint kommen?

Wat geschitt, wann e Spidol säi Budget net ganz opbraucht? Muss et dann déi Suen zréckgezuelen? Oder daerf et déi behalen, fir op engem anere Punkt beispillsweis kënnen Investitiounen a medezinesch Equipementer ze finanzieren?

D'Demokratesch Partei wëllt net, dass aus eise Spideeler reng passiv Budgetsverwaltungscentrale solle ginn. Mir plädieren vill méi derfir, dass d'Spideeler am Kader vum hirem Budget hir Moyenë kënnen esou asetzen, wéi se dat fir gutt halen, ouni dass hinnen doduerch Nodeeler kéinten Entstoen. Am anere Fall riskiere mer, dass den techesch-medezinesche Fortschritt an eise Spideeler massiv kéint leiden. Eng Tatsaach, déi fir d'DP inakzeptabel wär.

Här President, mir an der DP sinn der Meinung, dass dese Projet zumindest kuerzfristeg keng Aspuerung fir de Budget vum der CNS kann a wäert bréngen. D'Mesurë wéi de Referenzdokter, wou déi concerniert Dokteren hir zousätzlech Aufgabe selbstverständlech finanziell sollen honoriert kréien, den Opbau vum engem Informatiksystem fir d'elektronesch Patientekaart, den Op- oder Ausbau vum Kompetenzzentren, d'Émstellung op eng méi verstärkt ambulant Behandlung an de Spideeler, all des Mesurë wäerte méi oder manner grouss finanziell Auswirkungen op de Budget vum der CNS hunn. Hei wäerten d'Käschten an enger éischer Phase also steigen, ier e positiven Effekt ze erwaarden ass.

Mir stinn och iwwerengs mat där Aschätzung net eleng do. D'Chambre de Commerce an d'Chambre des Métiers deelen eis Opfaassung op alle Fall op deemem Punkt. Ech zitieren: «La Chambre de Commerce et la Chambre des Métiers ne partagent pas la conviction du ministre au sujet de la réduction des dépenses dès 2011 grâce à la présente réforme. Malgré l'incapacité des auteurs du projet de loi de fournir la moindre simulation chiffrée de l'impact financier des mesures envisagées, la concrétisation de ces mesures nécessitera des investissements préalables (non estimés à ce jour) qui annihilent les potentielles réductions de dépenses espérées pour 2011 et 2012.» Dat ass kloer an däitlech.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll nach op ee Punkt ze schwätze kommen, deen dem Minister ganz besonnesch um Häerz ze leie schéngt. Op alle Fall léisst en heiansdo deen Androck Entstoen, dat heescht, wéi et sollt mat de Génériquen hei am Land sinn. An do huet een heiansdo d'Impressioun, wéi wann de Minister dat als eng Aart Allheilrezept géif betruechten.

Mir stënnen dem Minister zou, dass hei ouni Zweifel Aspuerungspotenzial besteet. Mir mengen awer, dass een net nëmme déi eng Säit vum der Medail vum de Génériquen daerf kucken, well déi aner Säit vum der Medail werft dach awer eng Rei vu Froen op.

Sou ass et beispillsweis jo esou, dass beim Verfale vum der Lizenz vum Originalprodukt och de Präis vum Originalerofesat muss ginn. D'est mécht d'Marge téschent Générique an Original vill méi kleng an domadder och déi méiglech Käschterduzierungen. Och ass et jo esou, dass e Générique trotzdeem net ëmmer honnertprozenteg genee d'selwecht zesummegeest ass wéi den Original. Et stellt sech also do d'Fro vum den Niewewierkung beim Patient.

Wéi reagiert de Patient op ee Générique, wann e scho méint- oder jorelaang d'Originalmedikament geholl huet? D'Fro vum de psychologischen Niewewierkungen ass e weidere Problem an deemem Kontext. Verschreift den Dokter elo déi nei Pëllen, well se besser sinn oder well e muss spueren? Ass dat neit Medikament wierklech esou gutt wéi dat aalt?

Mir mengen, dass ee bei Patienten, déi scho laang e gewëssent Medikament huelen, do muss ganz genee oppassen, ob een iwwerhaupt soll op ee Générique ëmstellen. Par contre bei Leit, déi fir d'Éischt e Medikament huelen, do, menge mer, kéint e Générique sënnavoll sinn.

Mir si ganz averstane mat lech, Här Minister, dass Génériquen a ville Fäll - an, wéi ech scho gesot hunn, nach laang net an allen - ee Bäitrag kënnen leeschten, fir eise System méi effizient ze maachen. Mä et daerf een d'Aspuerungspotenzial vum de Génériquen awer och net iwwerschätzen.

Här President, mat deem virleidenen Text gëtt och dee sougenannten Tiers payant social agefouert, dee Leit an enger finanzieller Noutlag et soll erméiglechen, dass se hir Rechnung vum Dokteschvisiten net méi selwer fir d'Éischt muss bezuelen an dann op de Remboursement vum der CNS mussen waarden, mä nach just d'Differenz respektiv d'Égeparticipatioun vum Patient mussen iwwerhuelen.

D'DP steet deser Mesurë éischer skeptesch entgéint, ass awer der Meinung, dass den Zougang zu enger medezinescher Versuergung net u finanziell Pro-

blemer vum deene concernierte Personen daerf gekoppelt sinn.

Mir schwätzen eis an deem Zesummenhang awer och ganz kloer géint eng Verallgemeinerung vum deemem Prinzip aus. Mir sinn der Meinung, dass d'est géif zu enger kompletter Déresponsabiliséierung vum Patient féieren an och méttelfristeg aus den Dokteren nach just Salarié vum der Gesondheetskeess maachen. D'est wär fir d'Demokratesch Partei inakzeptabel.

Här President, well et esou flott ass, ech wëll nach eng Kéier der Caritas hir Reflexiounen zur virleieder Reform zitieren: „Die Frage der Aufrechterhaltung der liberalen Medizin, insbesondere ihrer Ausübung innerhalb eines Krankenhauses, wird zu keinem Moment gestellt und beantwortet.“ D'est ass awer, menge mir, ee vun de Kärpunkten, eng vun deene wichtigste Froen, wann et ëm d'Zukunft vum eise Gesondheetsystem geet.

Wat fir eng Zort vu System wëlle mer da finalement? Wëlle mer e liberale System, dee sech duerch de Prinzip vum fräie Choix vum Dokter an d'Therapiefräiheet vum den Dokteren auszeechent a greisstendeels duerch Konventionen geregelt ass? Oder wëlle mer e verstaatlechte System, bei deem alles duerch Gesetzer a Reglementer bestëmmt gëtt an an deem souwuel de Patient wéi och den Dokter ganz limitéiert an hire jeweilige Choix wäeren?

Op des Fro gëtt Äre Projet, Här Di Bartolomeo, keng Äntwert. Dir schwätzt zwar vum fräie Choix vum Dokter, sidd awer am Ufank vum den Diskussionen iwwer dese Projet fir en zimlech strikte Prinzip vum Referenzdokter agetrueden a souguer d'Schlagwuert vum „geetekeeper“ ass duerch d'Landschaft geegesichert.

(Interruption)

„Gatekeeper“ - Kontroller nennt een dat. Et ass e flott Wuert. Da kennt Der dat och elo.

(Interruption et hilarité)

Dir schwätzt op där enger Säit vum Therapiefräiheet, wëllt awer op där anerer Säit beispillsweis och Filières de soins aféieren, wou nach net feststeet, ob d'Dokteren net awer an deser Fräiheet sollen ageschränkt ginn.

D'Demokratesch Partei ka fir hiren Deel d'Fro vum der prinzipieller Grondausrichtung vum eise Gesondheetsystem ganz kloer beäntworten. Fir eis kënt et op alle Fall net a Fro, dass de Patient sech beim Choix vum Dokter muss aschränken. Fir eis kënt och net a Fro, dass d'Therapiefräiheet vum Dokter grondleeënd sollt ageschränkt ginn. Mir triede ganz kloer fir de Prinzip vum enger liberaler Medezin an.

Här President, ech wëll och nach op ee Punkt ze schwätze kommen, dee vläicht op deen éische Bléck net eppes mat der Gesondheitsreform ze dinn huet an dach awer domadder enk verbonnen ass. D'lescht Woch konnt een nämlech an der Press liesen, dass duerch d'Gesondheitsreform zousätzlech Belaaschtungen an der Héicht vu ronn 2,5 Milliounen Euro op d'Caisse médico-chirurgicale duerkommen an dass hire Memberen doduerch eng weider Cotisationserhéijung wahrscheinlech net erspuert wäert bleiwen.

Ech hat virun e puer Méint an deem Zesummenhang och eng parlamentaresch Fro un de Minister gestallt, wéi et mat der finanzieller Ofsécherung vum den Offeren „Denta & Optiplus“ wier. Leider war d'Äntwert vum Minister zimlech vag gehalten. Ech ka mech dofir dem Androck net erwieren, dass elo, wou sech weist, dass mat deser Reform weider zousätzlech Käschten op d'Caisse médico-chirurgicale duerkommen, de Minister probiert, aus deser privater Mutuelle en Instrument vum Sozialstat ze maachen, wou ëmmer méi Leeschtungen aus dem öffentleche System erausgeholl an an d'CMCM ausgelagert solle ginn. D'est ass an eisen Aen op alle Fall eng ganz bedenklech Tendenz. Si stellt fir eis den Ufank vum Astieg an d'Zwouklassemdezine duer.

Här President, zousätzlech Belaaschtungen fir de Patient duerch méi héich Cotisiounen an Eegebedeellungen, keng wierklech Aspierungen, vill oppe Froen a vill ongeklaerte Punkten, keng wierklech Spuerureizer beispillsweis fir d'Spideeler,

keng Aussoen, wéi des Reform soll hiren Néierschlag um Terrain fannen, keen Ausbau vum de Reserven oder Opbau vum de Reserven, déi staark gelidden hunn, aus all dese Grënn, déi ech a menger Intervention méi detailléiert opgezielt hunn, geet ganz däitlech ervir, dass d'Demokratesch Partei dese Reformprojet net kann an net wäert stëmmen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Carlo Wagner (DP).** - D'Demokratesch Partei steet fir e Gesondheetsystem, deem seng Finanzierbarkeet laang- a méttelfristeg muss ofgeséichert sinn. D'Demokratesch Partei steet fir e Gesondheetsystem, an deem d'Prinzip vum der liberaler Medezin Bestand hunn a wou de fräie Choix vum Dokter an d'Therapiefräiheet vum den Doktere garantéiert sinn a bleiwen. D'Demokratesch Partei steet fir e Gesondheetsystem, wou all Acteur säin Deel zu méi Effizienz muss bäidroen. D'Demokratesch Partei steet fir e Gesondheetsystem, wou de Abusé konsequent bekämpft ginn an onnéideg duebel Traitementen verhënnert ginn. D'Demokratesch Partei steet fir e Gesondheetsystem, wou den techesch-medezinesche Fortschritt méiglech an esou eng optimal wéi nëmme méiglech Versuergung vum Patient och an Zukunft garantéiert ass. D'Demokratesch Partei steet fir e Gesondheetsystem mat handlungs- an entwécklungsfäege Spideeler. D'Demokratesch Partei steet fir e Gesondheetsystem, wou de Secret médical garantéiert ass an den Accès op d'Donnéeën vum Patient restriktiv gehandhabt gëtt. An anere Wieder: D'Demokratesch Partei steet fir eng aner, fir eng besser Gesondheetspolitik, wéi se de Moment hei am Land gemaach gëtt!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zum Schluss vu menger kuerzer Intervention wëll ech - mir si jo kuerz viru Chrëschttag - nach e fromme Wonsch äusseren, Här Minister.

► **Plusieurs voix.** - Ah!

► **M. Carlo Wagner (DP).** - D'DP an ech, mir hoffen, dass de Minister bei der Pensionsreform, déi jo d'nächst Joer endlech soll kommen, dass en do net ähnlech ongeschéckt virgeet, wéi dat bei deser Reform de Fall war.

(Interruption)

Net, dass säi Parteikolleeg oder Äre Parteikolleeg, den Här Reding vum OGB-L, sech nach gezwonge gesäit, fir gewerkschaftlech Aktiounen ze lancieren, fir dat Schlëmmst nees eng Kéier ze verhënnern!

(Hilarité)

An deemem Kontext erneiert d'Demokratesch Partei dofir hir Fuerderung fir en zweete Rentendesch, ee Rentendesch, wou nieft de Sozialpartner an der Regierung och sämtlech an der Chamber vertruede Parteien drun deelhuele sollen, fir dass an deser eminent wichtiger Zukunftsfro e méiglechst breeden nationale Konsens kéint fonnt ginn.

Et ass extrem bedauerlech d'ailleurs, dass de Minister hei de Wee vum de Verhandlungen an der Donkelkammer gaangen ass. Et ass méi wéi wahrscheinlech, dass mäi Wonsch vu virun net wäert an Erfëllung goen. Mir wäerten an deenen nächste Méint wahrscheinlech nees e Reformprojet presentéiert kréien, wou verschide grujelch Saachen an nees ganz vill Onprezises wäert drastoen. Da wäert den Här Di Bartolomeo nees jiddweree verdäiwelen, dee Kritik un deemem Projet übt. A wann d'Kar dann am Dreck läit, muss nees iergendwéi e Médiateur fonnt ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ofschléissend wëll ech et awer net verfeelen, fir der Madame Mutsch, der Rapportrice, villmools Merci ze soe fir hir exzellent Aarbecht an hire prezise schrëftlechen a mëndleche Rapport. Et war sécherlech net ëmmer einfach fir si, an deem chaoteschen Hin an Hier hei eens ze ginn.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Une voix.** - Helau!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Wagner. Als nächste Riedner ass den Här Félix Braz agedroen. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.



► **M. Félix Braz** (*déi gréng*).- Merci, Här President. Ech wëll do ufänken, wou den Här Wagner opgehalen huet, andeems ech der Rapportrice, der Madame Mutsch, Merci soen am Numm vun der grénger Fraktioun fir hir Aarbecht als Presidentin vun der Kommissioun a fir hire mëndlechen a schrëftleche Rapport.

Haut hu mer am Parlament eng kuerz Debatt iwwer e Projet, deen zwar mat Gedäisch, awer eigentlech ganz séier duerch d'Parlament gaangen ass, e Projet, deen eng grouss Ambitioun hat, affichéiert huet, deen awer an eisen Aen um Enn vun der Debatt där Ambitioun do net gerecht gëtt.

Dës Regierung ass zënter sechs Joer am Amt a si krut d'Vertrauen an der Kris erneiert. Dat ware keng Wahle wéi déi aner. Dat ware Wahlen, wou sech d'Wielerinnen an d'Wieler hu misse bewosst sinn, dass d'Enjeue grouss waren an dass Choixen ze treffen waren. An där Situatioun hutt Dir d'Vertrauen erneiert kritt, Här Minister, mat Ärer Partei an Ärer Regierung. Zënterhier, mengen ech awer, huet d'Welt e bësse geännert, si gesäit anescht aus. Mir fannen, dass d'Regierung zënter eppes méi wéi engem Joer keng Féierungsstärkt weist. Et ass éischter eng Regierung vum Sträit, net eng Regierung vum Zesammenhalt.

Grouss Reforme ginn éischter ëmgaangen, wéi dass se ugaange ginn. Éischter gi kleng Schrëtt gemaach, an et huet een d'Gefill an d'Gewësshéit, dass dat eenzeg Zil de Budget 2011 an d'Eckdate vum Budget 2011 sinn. Dat ass wouer an enger Rei vun anere Projeten, déi an d'Parlament komm sinn. Dat ass och wouer fir deen heite Projet, dee mer haut diskutéieren.

Här Minister, Dir krut och d'Vertrauen erneiert, well - menge mir - vun Ärer Säit de Reformbedarf souwuel bei der Rente wéi bei der Santé virun de leschte Wahlen erofgespillt ginn ass. Dir hutt virun de leschte Wahlen net gesot, wéi grouss de Reformbedarf wier. Dir hutt éischter de Reformbedarf erofgespillt, hutt d'Leit gleewe gelooss, dass ee mat klengen Kurskorrektur këint viles errechen, an Dir hutt deenen, déi gesot hunn, dass mer gréisser Reforme misste maachen, Panikmache virgehait: zum Beispill beim Rentendossier, mam Verweis op déi exzellente Situatioun vun de Keesen, déi haut méi wéi zéng Milliarden an der Reserv hunn. An Dir hutt wëllen eng ganz Rei Fakte virun de Wahlen net gesinn, net zouginn, an Dir hutt anere se nach falsch gemaach.

Dobäi ass d'Gesondheetskeess an hir Situatioun eigentlech nach méi prekär wéi déi vun der Rentekess. D'Dépensé sinn an de leschte Jore galoppéiert. Mir haten en duerchschnëttleche Wuesstum bei den Dépensé vu 6%. Mir hate Joren, wou dat däitlech méi héich louch. Mir hunn den Équiliber an de Keesen, obwuel dass vill nei Aarbechtsplaze geschaf gi si vu Leit, déi och vill an d'Gesondheetskeess cotiséieren, ier se, ähnlech wéi bei de Renten, net d'selwecht, mä ähnlech wéi bei de Renten, am méi héijen Alter de Gros vun de Leeschtungen aus der Keess erauszéien.

An engem Kontext also, wou mer vill zousätzlech nei Cotisatiounen all Joer produzéiert hunn - den Aarbechtsmarché ass jo déi lescht 20 Joer an der Moyenne ëm bal 5% pro Joer gewuess -, hu mer et trotzdem dat eent Joer iwwert dat anert knapps fäerdeg bruecht, en Équiliber bei der Gesondheetskeess hierzestellen.

Mir hunn déi lescht zwee Joer den Équiliber nëmmen hikritt, eng Kéier doduerch, dass mer e Grëff an d'Reserve gemaach hunn, en eemolege Virgang. Domat sinn lech am Wahljoer oder kuerz virun de Wahlen eng Rei Diskussiounen erspuert bliwwen. Mir hunn och eng Kéier den Équiliber fäerdeg bruecht doduerch, dass mer bei der Reserve fir d'Joer 2009 a fir d'Joer 2010, dass mer déi Reserven net nees konstituéiert hunn.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*.- Net virun de Wahlen, dat war déi...

► **M. Félix Braz** (*déi gréng*).- Jo, jo! Jo, jo, et ass an der Rei! Mä mir hunn zweemol mat engem Konschtgrëff, Här Minister, zweemol mat engem Konschtgrëff den Équiliber vun de Keese realiséiert. Zweemol, an d'nächst Joer maache mer dat jo eigentlech schonn nees: Well mer och d'nächst Joer...

(Interruption)

...den Iwwerschoss, dee mer produzéieren, och nëmmen doduerch realiséiert kréien, dass mer...

(Interruption)

...och bei der Rekonstitioun vun de Reserven net esou séier viruginn, wéi et eigentlech dem Gesetz no misst sinn. Mir wäerten ab 2012 eréischte Reserve konstituéieren.

► **Une voix**.- Neen, dat war zweedausend...

► **M. Félix Braz** (*déi gréng*).- Dat ass bannent dräi Joer, Här Minister, dräimol en Équiliber fäerdeg bruecht, deen awer mat Konschtgrëffer realiséiert ginn ass! An dat kënt Der net niieren!

Dass mer eng Reform elo op den Dësch kritt hunn dëst Joer an och eng Reform dëst Joer duerch d'Parlament bréngen, läit och dorunner, dass Der virun enger Rei vu Méint duerch de Premier zimlech zolidd an och öffentlech ënner Drock gesat gi sidd. Dir krut eng Deadline gesat fir den Dépôt vun Ärem Projet de loi, op dee laang gewaart ginn ass. Ouni all deen doten Drock a kombinéiert mat de Konschtgrëffer, déi Der gemaach hutt, wiere mer haut, Här Minister, vläicht schonn an enger Situatioun, wou mer d'Reform hanner eis hätten a wou mer eng Reform gemaach hätten, déi wierklech Substanz gehat hätten an déi op all de Punkten, op all de Punkten no vir gekuckt hätten. Dat ass awer net geschitt!

De Statsminister hat iwwregens och gesot, dass et keng Erhéijung vun de Cotisatioune géif ginn. En huet dat beim État de la nation am Mee vun dësem Joer gesot. Do huet de Statsminister sech geiert, an ech wäert herno nach eng Kéier dorobber zrëckkommen.

Haut hu mer, wéi gesot, den Ofschloss vu kuerze parlamentareschen Debatten, déi awer dobaussen duerch déi Mesure syndicale vun den Dokterinnen net ouni Turbulenze waren, an dee Vote, deen huet fir eis ee Fazit: Och no dëser Reform gëtt d'Gesondheetskeess hirem Numm, dee Programm sollt sinn, net gerecht! De Budget 2011 vun der Gesondheetskeess, deen ass nëmmen am Équiliber, well de Geldkrunn massiv opgedréit ginn ass.

Et ass net esou, wéi de Minister gesot huet, dass mer géife probéieren, zur Halschent mat Ekonomien an zur Halschent mat méi Recetten den Équiliber ze maachen. D'Wourecht ass villméi, dass mer zu dräi Véirel mat Recetten den Équiliber hierstellen an nëmmen zu 25% mat Ekonomien. Well d'Éegebedeegung vun den Assuréeen, dat huet beim Minister eng Economie geheescht a sengem 50-50-Schema! A Wierklechkeet ass dat bien entendu eng Recette supplémentaire, déi iwwert de Wee vum Assuré erakënn. Mir wäerten also en Équiliber zu dräi Véirel realiséieren mat enger Augmentatioun vun de Recetten an duerch d'Netrekonstitioun vun de Reserven, déi eigentlech misste bei minimum 10% bis 20% leien, wou mer awer dëst Joer nach ëmmer just bei eppes iwwer 5% wäerte leien.

Véierte Punkt vun eise Faziten ass, dass den Assuré den 1. Januar wäert spieren. Et ass e politesche Forcing gemaach ginn, fir den 1. Januar 2011 ze respekéieren, esou wéi et ugekënnegt war. Mir hunn als gréng Fraktioun ëmmer nees de Virschlag gemaach, dass een deen doten Datum sollt réckelen. Et hätt der gesamter Debatt an de leschten zwee Méint guttgedoen an et hätt och an den nächste Méint der Debatt guttgedoen, well d'Debatt iwwer eis Gesondheetsreform ass haut net ofgeschloss. Ze vill Saache sinn nach net ausdiskutéiert, ze vill Saache sinn nach net geschriwwen.

Dofir menge mir, dass et besser gewiescht wier, sech net un deem Datum vum 1. Januar ze verbäissen. Dat huet d'Regierung anescht gesinn a si huet e Forcing gemaach, fir dass deen Datum respekéiert gëtt. Vill Substanz ass dobäi op der Streck bliwwen. Mir fannen, dass dat e formidable Gâchis ass vun enger Reform, déi jo eigentlech och hir gutt Säiten huet, eng ganz Rei gutt Säiten huet, hätt kënnen hunn. Säiten, déi mir haut - wéi an de leschte Méint - och weider wëllen ënnerstëtzen a wou mer och no dem Vote vun haut als gréng Fraktioun eis Verantwort-

tung wäerten iwwerhuelen a Faarf wäerte bekenne fir déi Diskussiounen, déi nach opstinn.

Déi Debatte sinn och gréisstendeels laanscht den Assuré gaangen. Ech mengen, dass d'Assuréeen, Här Minister, bis haut net verstanen hunn, wat de Santéminister mat senger Reform wollt bezwecken, wat seng Haaptuleiese wieren. Ech mengen awer och, dass d'Assuréeen net wierklech erkläert kritt hunn oder verstanen hunn, firwat dass gestreikt ginn ass. An ech mengen och, dass d'Assuréeen net wierklech verstanen hunn, firwat dass de Streik opgehalen huet. All déi Elementer do si laanscht d'Assuréeen gaangen. Trotzdem wäerten d'Assuréeen ab dem 1. Januar spieren, dass fir si viles wäert änneren, a viles vun deem, wat am Gesetz steet, wäert da Realitéit ginn.

Am „Lëtzebuurger Wort“ vum leschte Samschdeg war iwwregens eng ganz iwwersichtlech Opstellung vun deene Punkten, déi wäerten an d'Luucht goen, an ech wëll se eng Kéier opzielen an hei widerhuelen: Esou geet d'Cotisatioun ëm 0,1% fir den Assuré an ëm 0,1% fir d'Patronen erop. Dat ass en zolitte Bäitrag, dee fir d'Assuréeen laut de leschten Zuele vum Ministère equivalent ass zu 17 Milliounen Euro, déi 0,1% Cotisatioun fir den Assuré. Iwwert d'Éegebedeegung komme ronn 20 Milliounen Euro zousätzlech eran, wat schonn en Total vu 37 Milliounen Euro mécht un Augmentatiounen.

Esou geet d'Éegebedeegung bei den Dokteschtraitementen vun 10% op 12% erop. D'Déngschter bei Krankfleeger, déi ginn och op 12% erop, ausser wann et iwwert d'Fleegeversécherung leeft, bien entendu. D'Déngschter bei den Orthophonisten a Psychomotoriker ginn och op 12% erop, verschidde Leeschtunge souguer op 20%. D'Kinéen oder d'Krankegymnastik: Do klëmmt d'Éegebedeegung elo op 30%. Beim orthopädesche Material kann dat bis zu 40% Éegebedeegung elo goen. Dat, wat rembourséiert gëtt bei de Brëller, geet zum Beispill vu 40 op 30 Euro erof. D'Kuren zu Mondorf, déi ginn erop mat bis zu 20% Éegebedeegung. Dat Stationäert am Spidol geet erop op 19,44 Euro pro Dag. An der Poliklinik gëtt eng Pauschal vun 2,5 Euro agefouert.

Dat ass alles net näischt! D'CNS rechent do mat ronn - wéi gesot - 20 Milliounen iwwer Éegebedeegung, déi bei déi Cotisatiounserhéijungen an der Gréisstenernung vun 17 Milliounen nach derbäikommen. Bien entendu gëtt et d'Limite vun de sozialen Härtefäll, déi beseet, dass d'CNS alles iwwerhëlt, wat iwwer 2,5% vum jährlechen Akommes u medezinesche Leeschtungen erausgeet.

D'Cotisatiounen erop, dat heescht, Här Minister, de Krunn op. En fait gëtt net vill gespuert, an et treëft net nëmmen d'Assuréeen, et treëft och d'Betribler, déi an dësen Zäiten - dat ass kee Geheimnis - Schwierigkeiten hunn. Déi och op anere Pläng selbstverständlech en Deel Verantwortung müssen iwwerhuelen am Kader vum Spuerpak, deen d'Regierung proposéiert huet, mä Fakt ass awer, dass déi Augmentatiounen ab dem 1. Januar do sinn! An do huet, wéi gesot, den Här Juncker mat senger Deklaratioun vum Mee beim État de la nation net vill gehollef. Contrairement zu sengen Ukënnegunge sinn d'Cotisatiounen elo awer an d'Luucht gaangen.

Iwwregens huet d'CSV insgesamt an där doter Diskussioun net vill gehollef. Den Här Schaaf huet da virdu probéiert, schonn deem virzegräifen, well e weess, dass déi Kritiken, déi kommen, berechtigt sinn. D'CSV huet sech aus där Diskussioun do gréisstendeels erausgehale. An déi eegen Uspréich vun der CSV un d'Verbesseerung vun der Kompetitivitéit, déi huet ee bei den Diskussiounen ronderëm d'Santés-gesetz an notament bei der Erhéijung vun de Cotisatiounen a vun aneren Éegebedeegungen net gespiert. Do war net vill Input derbäi.

De Virwurf, dee mir der Regierung maachen, ass, dass d'Problemer iwwert den deiere Wee geléist ginn, iwwert d'Opdréie vum Krunn, iwwert d'Recetten also, an nëmmen zu engem klengen Deel iwwer reell Ekonomien.

Mir sinn als Gréng awer skeptesch, wann et ëm d'Éegebedeegung geet, an ech

soen och, woufir: Et gëtt allgemeng ugeholl, dass méi Éegebedeegung - de Kolleeg Carlo Wagner huet dat, mengen ech, och virdrun ähnlech gesinn -, dass Éegebedeegung heescht, méi Verantwortung ze iwwerhuelen, an dass dat och um Enn zu méi Spuersamkeet an zu manner Dépensé féiert. Mir sinn do éischter skeptesch a mengen, dass dat net onbedéngt esou ass.

Mir mengen, dass dat aus enger Rei vu Grënn net onbedéngt dat dote Resultat produzéiert, wann ee méi Éegebedeegung vun de Leit verlaangt. Éischtens, well dat, wat d'Leit u Soinen - u Medikamenter oder anere Soinen - kréien, net haaptsächlech vun der Demande vun den Assuréeen ofhänkt, mä vun deem, wat d'Fachleit, wat d'Dokteren u Prescriptiounen maachen. Et sinn net d'Leit, déi decidéieren, wat fir si déi beschte Prescriptioun ass. Et sinn d'Dokteren, déi müssen decidéieren, wat dat Bescht ass, wat een engem Patient ka recommandéieren.

Dat zweet Argument ass, dass een da ganz ënnerschiddlech Tariffer misst maachen. Wann e Spueffekt soll dobäi erauskommen, da misst et esou sinn, dass déi Éegebedeegung eng aner wier bei Leit mat geréngem Salaire wéi bei Leit mat engem héije Salaire, fir dass den Incentive dees selwechte wier. Wann d'Éegebedeegung linear ass fir jiddwereen, dann ass et evident, dass d'Wierkung bei deene mat héije Salaren eng aner ass, wéi bei deene mat méi geréngem Revenuen. Dat ass och e wesentleche Punkt, dee weist, dass déi Hoffnung, dass méi Éegebedeegung automatesch méi Spuersamkeet generéiert, dass dat esou einfach net ka funktionéieren.

Et kënt derbäi, dass d'Patienten net alleguerten d'selwecht informéiert sinn. Notamment an der Relatioun mam Dokter, do gëtt et e ganz aneren Informatiounsgrad tëschent Dokter a Patient, deen et net méiglech mécht, dass et den Assuré ass, dee mat Eegeverantwortung amstand wier, seng Fraisën ze drécken. En ass ganz einfach an der Regel an a bal alle Fäll iwwerfuert a kann net en autonome Choix treffen, wat seng medezinesch Versuergung betrëfft.

Et kënt och nach derbäi, wann ee wëllt responsabiliséieren, dass dat och nëmmen mat Leit geet, déi an darselwechter Situatioun wieren. Mä d'Leit sinn net nëmmen weinst hire Revenuen an ënnerschiddleche Situatiounen, si sinn och an ënnerschiddleche Situatiounen, well de Risiko fir krank ze ginn net bei jiddwereem dees selwechten ass. Et kann net jiddwereem mat sengem perséinleche Gesondheetsbild déiselwecht Responsabilitéit iwwerhuelen. Et weess een och, dass do ganz vill Komponenten derbäikommen, déi am breede Sënn vum Wuert sozial Komponente sinn, wou net jiddwereem dees selwechten Zougrëff also op d'Émstänn huet, an deenen e ka seng Gesondheet géieren.

An eng lescht Fro ass déi: Wéi kann ee Leit, Patiente responsabiliséieren, déi ee graven Accident haten an déi natierlech doduerch ganz héich medezinesch Leeschtunge brauchen an héich Fraisë verursaachen? De graven Accident, fir dee kann een net ëmmer. Do ass d'Responsabiliséierung net séier méiglech. Oder, wéi wëllt ee Leit responsabiliséieren, déi eng chronesch Krankheet hunn, selwer verschëllt oder net? Och do spillt de Reflex vun der Responsabiliséierung vill manner op jiddwer Fall - ech wëll net soen, guer net, mä vill manner -, wann een déi chronesch Krankheeten huet.

Dofir menge mer, dass ee mat deem Instrument vun der Éegebedeegung soll virsiichteg ëmgoen. Mir sinn net der Meinung, dass et guer keng soll ginn. Mä et muss ee virsiichteg domadder ëmgoen! An dat Gefill, wat mer hei hunn, dat ass, dass ënnert dem Drock vun de Besoinë vum Budget, vun der Gesondheetskeess an och vum Statsbudget no der Maastricht-Norm hei einfach Fakten hu misse geschaf gi relativ rapid an dass dofir un all dese Schrauwen zimlech monter gedréit ginn ass, fir op déi Resultater ze kommen.



Wann een dat reng aus gesondheetlechen Aspekter kuckt, menge mir, dass een anescht hätt missen domadder ëmgoen. Mir als gréng Fraktioun hätten eis eng aner Reform gewénst, Här Minister, eng Reform, wou den Numm vun der Gesondheetskeess, wéi et ugeduecht war, effektiv Programm gi wier. Eng Gesondheitsreform, déi d'Prevention, net d'Fréierkennung, d'Prevention an de Mëttelpunkt stellt, an eng Reform, déi den Assuré, de Mënsch, an net eréischt de Patient an de Mëttelpunkt stellt.

Haut gi mer ee bis zwee Prozent nëmmen aus fir d'Prevention. An der Regel sinn dat Fréierkennungsmechanismen. Do ass d'Verhaltensprevention mat dran - net fëmmen, net drénken. Mä et ass net dat, wat mir als gréng Fraktioun ënner enger reeller preventiver Medizin verstinn.

Haut gesäit een - net nëmmen zu Lëtzebuerg, mä och soss an Europa -, dass et ganz schwierig gëtt, déi finanziell Gläichgewichter vun de Gesondheetskeessen ze stabiliséieren, an dass déi Stabiliséierung och mëttelfristeg - och zu Lëtzebuerg, wéi an deenen anere Länner ronderëm och - zolidd nach ëmmer a Gefor ass, well op der Käschtesäit haut schon eng grouss Augmentatioun festgestallt ka ginn. An et weess een opgrond vu ville Krankheeten, déi sech zueleméisseg an eiser Populatioun ëmmer méi staark bemierkbar maachen, dass déi Käschtenexplosioun op deenen dote chronische Krankheeten an den nächste Jore weiderhi wäert staark uwuesen. Wat natierlech déi Équiliberen, déi mer haut probéieren ze organiséieren, erëm eng Kéier kann a Gefor bréngen!

(Mme Lydia Mutsch prend la présidence.)

Firwat ass dat esou? Kommt, mir kucken eng Kéier kuerz no den Ursachen. Den Alter vun de Leit, den duerchschnëttlechen Alter, geet an d'Luucht. D'Leit gi méi al, an et ass an de leschte Liewensjoren, wou ëmmer méi Gesondheetsleeschunge verlaangt ginn. Duerch d'Alter vun eiser Populatioun gëtt natierlech dee Ratio tëschent jonken Aktiven, déi cotiséieren, an Eeleren, déi ëmmer méi Leeschtunge mussen bezéien, ee méi défavorable Ratio. Dat kenne mer och do ähnlech aus der Debatt ronderëm eis Rentekessen.

Et kommen och Krankheeten derbäi, déi ganz vill Soinë beusprochen, déi leider ëmmer méi Leit treffen: Demenz, Alzheimer, fir nëmmen déi zwou ze nennen. An eng ganz Rei medezinesch Déngschtleeschunge gi ganz einfach ëmmer méi deier. Et kommen awer och eng ganz Rei chronesch Krankheeten derbäi mat ganz laangjähregen - jorzéngtlaangen, zum Deel - Behandlungen, déi net nëmmen eeler Leit treffen, mä déi och ëmmer méi Leit, Mënschen treffen am jonken Alter. Wou also déi chronesch Krankheet an déi chronesch Behandlung net nëmmen an de leschte fënnf oder zéng oder 15 Joer vum Liewe spillt, mä wou se och schon an den 30, 40 oder souguer 50 leschte Jore vum Liewe fir de Gesondheetsystem Dépense verursaacht.

Ech wëll just e puer Beispiller nennen: eng ganz Rei Forme vun Allergien, Asthma, chronesch Bronchitis, Obesitéit, Diabetes - den Typ 2, Kriibs, och bei méi jonke Leit. Do geet den Trend leider och an d'Richtung, dass och bei méi jonke Leit méi oft Kriibs festgestallt gëtt, beispillsweis Leukämie. Och Verhaltensstéierungen: Hyperaktivitéit. Dat sinn - nieft den Häerz-/Kreeslaf-erkrankungen - eng ganz Rei Krankheeten, déi an den nächste Jore sech tendenziell wäerten negativ entwéckelen, wann ee sech net genuch mat den Ursache beschäftegt am Sënn wierklech vun enger preventiver Medizin a vun enger preventiver Approche vun eiser Gesondheitsreform.

Do niewendru gëtt et och eng ganz Rei psychesch Krankheeten, déi ëmmer méi zouhuelen, wou net onbedéngt d'Place publique e breet Wëssen doriwwer huet, mä wat awer eng Realitéit ass: ob dat Depressioun sinn, ob dat eng ganz Rei sougenannten Émweltkrankheete sinn, Multi-systemerkrankungen, wéi se och nach ge-

nannt ginn, wéi MCS oder „chronic fatigue syndrome“, oder ganz einfach eng ganz breet Panoplie vu Laangzäiterkrankungen, wou ëmmer méi och méi jonk Leit drënner leiden.

Dat si leider d'Perspektiven, an deene sech eise Gesondheetsystem beweegt a mat deenen ee sech misst seriö beschäftegen, fir wierklech à terme kënnen dem Numm vun der Gesondheetskeess gerecht ze ginn: dass een also géif virun allem investéieren an d'Erhale vun der Gesondheet an net nëmmen an d'Behiewe vum Kranksinn um Enn vun enger perséinlecher Leidensgeschichte, mä, dass ee wierklech géif probéieren, d'Gesondsinne ze ënnerstëtzen. Och iwwert d'Gesondheetskeess!

Dovunner si mer wäit ewech, an dat ass fir eis als Gréng eng vun den Hauptkritiken un dësem Gesetz. Mir mengen, dass een do hätt kënnen vill méi maache wéi dat, wat elo am Gesetz steet, dass een dat hätt kënnen vill méi eescht huelen a vill méi an de Vierdergrond stellen. An dann d'Strukturdiskussioun hannert där doten Approche zu der Medizin diskutéieren, an net ëmgedréit, wéi mer et elo maachen, wou fir d'Éischt de Budget an den Équiliber geholl gëtt an dann eng Strukturreform do hannendrun diskutéiert gëtt. An do hannendru fanne mer dann eraus, wat mer eigentlech wëlle medezinesch erreiche mat deene Suen a mat deene Strukturen! Mir hätten eis dat just ëmgedréit gewénst! Dat ass awer net geschitt!

Prevention, wéi mir se verstinn, ass, dass ee muss ewechgoe vun enger renger Verhaltensprevention. Well dat net duergëet! Et geet net duer, Appeller ze maachen zu méi gesonder Ernährung, sech méi ze bewegen, net ze fëmmen oder net ze drénken. Dat ass wuel alles richtig. Dat ass och wuel alles noutwendig. Mä dat geet net duer, well den Einzelnen awer zu groussen Deeler Risiken ausgesat ass, déi en net individuell a perséinlech ka steieren, déi en net individuell a perséinlech kann évitéieren. Dofir hëllefen all déi Appeller wuel, awer net an deem Mooss, dass se kéinten tatsächlech all déi virdu genannte Geforen évitéieren.

Déi chronesch Krankheete sinn ëmmer méi oft émweltbedéngt: duerch d'Pollutioun, duerch den Asaz vu Chemikalien och bei den Nahrungsmëttel, bei de sougenannten „Indoor-Chemikalien“, also alles dat, wat doheem an de Miwwelen, Teppicher, Lacken an esou weider sech erëmfënnt: Schwéiermetaller, Biozider. Alles dat sinn op dem wëssenschaftleche Stand vun haut potenziell Ausléiser vu kombinéierten Effekter, déi zu laangfristige Krankheete féieren. Dat ass och ganz offiziell vun der WHO, vun der Weltgesundheitsorganisation, unerkannt.

Leider ginn awer keng Moosnamen dergéint ergraff. Et gëtt ganz wéineg bis guer keng Primärprevention vun émweltbedéngten Erkrankunge gemaach. Dat ass de Fall fir déi allermeeschten EU-Länner, Lëtzebuerg och. Lëtzebuerg ass do net eleng, mä Lëtzebuerg ass och do kee gudder Schüler. Wéineg Ausnahme sinn d'nordesch Länner wéi Schweden oder Dänemark.

déi gréng fuerderen dofir endlech politesche Courage, dass ee Preventivmesuren ëmsetzt a sech och géint eng ganz Rei vu Lobbyen duerchgesat gëtt, vun deenen ee weess, dass d'Gesondheet vun de Biergerinnen a Bierger net hir éischt Suerg ass. Wann net, da wäerten et ëmmer méi där chronesch Krankheete ginn an och ëmmer méi sougenannten Émweltkrankheeten, wat zu Lëtzebuerg, wéi an deenen anere Länner vun Europa och, zu enger Käschtenexplosioun bei de Gesondheetsystemer an den nächste Jorzéngte wäert féieren.

Mir soen dofir jo zu individueller Verhaltensprevention - ganz kloer -, mä mir brauchen awer och eng couragéiert Politik am Beräich vun der Émweltprevention. Nëmme dat zesumme kombinéiert wäert maachen, dass mer eis an Zukunft prioritär mat Gesondheet kënnen ofginn an dass mer eis net wéi bis elo - a wéi et och an dëser Reform wäert bleiwen - an der Haaptsaach mat Krankheeten, mat Krankheetsymptomer wäerten ofginn. A mir wäerten och anerwäerts net déi Käschtenexplosioun an de Grëff kréien.

Mir mengen awer och, dass et wichtig ass, dass et am Beräich vun der Medizin eng Formation continue gëtt vun den Dokter. Mir wëssen, dass et der vill gëtt, déi dat maachen, op eng individuell, op eng fräiwëlleg Aart a Weis. Et ass awer fir de Patient net ëmmer liicht ze duerchblécken, wéi eng Dokter déi Formatione maachen, wéi eng Doktere se net maachen, wou déi Formatione seriö sinn, wou se manner seriö sinn. Duerfir menge mer, dass et dofir eng uerdnend Handbrauch, dass et dofir muss kloer Spillregeln ginn, déi tëschent dem Ministère an den Doktere mussen diskutéiert ginn, fir dass een am Beräich vun der Formation continue Transparenz drakritt an och Kloeherheit fir den Assuré, dass e weess, dass en all d'Garantien huet, an dass e weess, wann e bei den Dokter geet, dass dat och sécher ee vun deene seriöen ass.

Am Moment ass dat net de Fall, et gëtt schwaarz Schof, an déi werfe leider och e schlecht Liicht op all déi, déi et seriö an anstänneg maachen. Et muss ee wëssen, dass d'medezinesch Wësse sech banne fënnf bis siwe Joer praktesch verduebelt. D'Entwécklung ass rasant an der Medizin, an et geet net nëmmen drëms, Symptombehandlung ze maachen, mä och haut gëtt schon op den Unië ganz vill ursachenorientéiert Ausbildung a Weiterbildung gemaach. Dat hale mir och fir dee richtige Wee.

Am Mëttelpunkt vun all deenen doten Diskussionspunkte steet fir eis d'Émweltmedizin als e Querschnittsfach, dat an enger ganzer Rei vun Disziplinen, der Immunologie, der Toxikologie, der Allergologie, der Épigenetik, der Epidemiologie an der Aarbechtsmedizin wierklech ëmmer nees erëmzefannen ass, déi Volete vun der Émweltmedizin. Duerfir fuerdere mer hei als Gréng ganz däitlech, dass mer Weiterbildungscoursen an der Émweltmedizin fir d'Generalisten, fir d'Pediatere an och fir all interesséierte Spezialist sollen ubidden. Mir mengen, dass dat wichtig ass, och fir d'Doktere vum Contrôle médical vun der CNS.

Mir mengen och, dass ee misst e Kompetenzzentrum fir Émweltmedizin hei zu Lëtzebuerg schafen, am stationäre Beräich. Och déi Diskussioun gëtt jo schon zu Lëtzebuerg méi laang gefouert, a mir mengen, dass se misst zu enger Konklusioun kommen. Dat sinn déi Aspekter, déi mir als gréng Fraktioun vermessen an Ärer Reform.

Et gëtt awer och eng Partie positiv Säiten, déi hu mer an där ganzer Diskussioun ëmmer mat verteidegt, och wou d'Diskussioun vläicht méi schwierig war, wou manner Leit sech zu Wuert gemellt hunn. Vun der CSV hunn ech et gesot, mä si war net eleng. Mir hunn eng ganz Partie positiv Elementer, déi mer ausdrécklech an der Debatt wollten ënnerstëtzen. Mir maachen dat och haut hei am Parlament.

De Médecin référent, de Médecin de confiance, wéi e richtegerweis elo tituliert gëtt, ass fir eis e wesentlech Element vun enger besserer Medizin, déi méi no bei de Leit, méi no beim Patient ass, wou d'Wësse vun den Doktere besser vermittelte ka ginn un den Assuré an un de Patient. Duerfir hu mer dat ëmmer ausdrécklech ënnerstëtzt. Mir hunn - wéi aner och - kritiséiert, dass en am Text, dee vläicht net ganz kloer war, d'Roll vun engem „gatekeeper“ konnt ënnerstallt kréien, well den Text och gesot huet, en hätt d'Zil, derzou bäzedroen, dass manner Dépense gemaach ginn. Dat kann dobäi erauskommen. Mir hoffen och, dass, wann d'Médecins de confiance hir Aarbecht gutt maachen, dann och tatsächlech dobäi erauskënnt, dass op eng ganz Partie iwwerflësseg - ech betounen: iwwerflësseg - Dépense ka verzicht ginn.

Mir mengen awer, dass elo, wou den Text berengegt ass an déi Gefor och kloer eliminéiert ass, eigentlech dem Succès vum Médecin de confiance hoffentlech näischt am Wee steet, an dass déi Iddi an den nächste Joren hire Wee mécht. Mir halen dat fir eng gutt Saach a mir hunn dat als Gréng och schon zënter Jore proposéiert, duerfir kënnen mer selbstverständlech net anescht wéi domadder d'accord sinn.

Den elektronische Patientendossier, och dozou e puer Wuert. Och dat ass eng Saach, déi déi gréng zënter Joren ënnerstëtzen, wou et eis eigentlech iergert, dass

et dat haut nach net gëtt. Well och, wa mer et elo stëmmen, wäert dat muer nach net de Fall sinn, dat huet e relativ laange Virlaf an et wier natierlech wonnerbar gewiescht, wann een hätt kënnen eng Reform schon op dat doten Instrument mat opbauen.

En Instrument, wat engem vill Informatioun liwwert, wat an der Haaptsaach am Intérêt vum Patient muss sinn an och ass: Déi Diskussioun ronderëm de Secret médical, ronderëm de Schutz vun der Privatsphäre, sinn an eisen Aen ze léisen. D'Elektronik erlaabt do ganz vill, an esou, wéi de System wäert opgebaut ginn, hu mer eis eigentlech d'Garantië ginn, fir dass et e System ass, dee wierklech nëmmen am Intérêt vum Patient funktionéiert a wou et keng Informatioun gëtt, déi onerlaabterweis géifen zirkuléieren.

Et muss een awer och dozou soen, dass et haut net terribel gutt bestallt ass ëm dee Schutz vun de medezineschen Informatiounen. All déi, déi sech zu Recht Gedanke maachen iwwert dëse System, fir dass dee wierklech waasserdicht gëtt, solle just eng Kéier bei een op Besuch goen, deen am Spidol ass, an eng Kéier iwwert de Gank trëppelen, da gesi se, wéi haut an de Spideeler - awer och bei den Dokter - zum Deel déi Donnéeë behandelt ginn. Déi leien dann op engem Chariot, deen am Gank steet niewent 20 aneren Dossier. Do kann een à tout moment stoe bleiwen an e bëssen dra bliederen. Da gëtt ee munches iwwert d'Leit gewuer, déi grad dee Moment um Stack leien.

(Interruption)

Dat ass esou! Ech kann lech soen, Madame Frank, ech war nach virun e puer Deeg - leider - bei engem gudden Kolleg am Spidol, wou ech mech konnt dovunner verewässere. Dat heescht duerfir net, dass déi Leit hir Aarbecht schlecht maachen! Mä wann ee sech beschwéiert doriwwer, dass iwwert den elektronische Patientendossier do kéinte Verschlechterungen antrieden, deene Leit kann ech zumindest mat guddem Gewësse soen: De Schutz vun den Donnéeën ass haut wesentlech manner gutt - wesentlech manner gutt! - wéi dat, wat et gëtt, wa mer den elektronische Patientendossier bis agefouert hunn.

An een Amendement vun de Gréngen ass och vun der Regierung ugeholl ginn, an ech mengen, dass dee fir vill Leit Apaisementer wäert bréngen. Dat ass, dass mer an d'Gesetz och en Artikel ageschriwwen hunn, deen d'Informationsrecht vun den Assuré garantéiert. Mir stellen eis dat esou vir, als gréng Fraktioun, dass an Zukunft, wann deen elektronische Patientendossier bis existéiert, dann ëmmer dann, wann een an deen Dossier kucke gaangen ass no deene festgeluechte Regele vun der CNPD an iwwert d'Informatik, den Assuré - sief dat all Mount, sief dat all zwee Méint, sief dat mam nächste Remboursement vun enger Rechnung - automatesch en Ziedel matgeschéckt kritt, ähnlech wéi bei de Kreditkaarten, wou dropsteet: „Léiwen Assuré, dass Der et wësst, dann an da si folgend Leit Ären Dossier kucke gaangen, Ären Dossier consultéiere gaangen“, an da kann een...

(Interruptions)

Pardon?

(Interruption)

Selbstverständlech ass dat dran, et war en Amendement vun deene Gréngen! Ma selbstverständlech, et war en Amendement vun eis, an Dir hutt en ugeholl, an ech weess, dass en dran ass. Mir hunn den Amendement jo eraginn als gréng Partei.

Dass d'Leit also en Ziedel heemgeschéckt kréien, wou dropsteet, wie wéini an hiren Dossier kucke war, an dann ass een als Assuré selwer an der Lag, déi Kontroll ze maachen an et kann ee selwer gesinn: Waren dat dote lauter Leit, déi befugt waren, waren dat d'Doktere oder wien och ëmmer, wou ech selwer derbäi war, wou ech weess, dass se a mäin Dossier kucke gaange sinn? Oder daucht do op eemol e Numm op, wou ee sech doriwwer wonnert: Tja, wat ass deen a mäin Dossier maache gaangen? An da kann een deem nogoen an et kann een och dergéint reklaméieren. Ech mengen, wann d'Assuré selwer en Element vun der Kontroll sinn, ass déi gréisste Gefor an eisen Ae gebannt, an



duerfir si mer och frou, dass de Minister deen doten Amendement vun eis ugeholl huet.

Nach zwee, dräi Punkten, déi mir ausdrécklech am neie Gesetz och wëllen ënnerstëtzen: Dat ass d'Iddi vun de Centres de compétences. Et ass eng richtig Saach, dat ass keen Allheilmittel, et gëtt net fir alles zu Lëtzebuerg d'Capacitéit fir e Centre de compétences, mä et gëtt awer nach eng Partie Spezialitéiten, wou een dat ka maachen, a mir mengen, dass déi Centres de compétences grundsätzlich eng gutt Saach sinn. An och dobäi wäerte mer d'Regierung an deenen nächste Joren ënnerstëtzen, well mer mengen, dass dat eng sënnvoll Saach ass.

Et muss een natierlech dobäi och oppassen op eng ganz Rei regional Aspekter, déi et och gëtt. Do gëtt et Suergen, nottamment am Norde vum Land, déi soll een eescht huelen. Et muss een, mengen ech, do vill Dialog nach maachen. Dat ass näischt, wat ee soll vun uewen erfir décidéieren. Do muss ee vill Leit mat abannen an déi dote Gesprécher. A wann een dat mécht, a wann ee sech dofir och Zäit hëlt, méi Zäit hëlt wéi bei dësem Gesetz, da menge mer, dass et méiglech ass, bei de Centres de compétences zolidd weiderkommen.

Wou d'Regierung och Recht huet, dat ass, wa se probéiert am Spidolssecteur d'Fraisën an de Grëff ze kréien. Et ass jo do, wou extrem vill Fraisë vum gesamte Gesondheessektor generéiert ginn, well och vläicht, well sécher ze vill séier oft op d'Polikliniken, op d'Spideeler zréckgegraff gëtt. Och do brauche mer eng nei Kultur am Émgank mat de medezineschen Zentren hei am Land. Mä mir mussen awer och bei de Fraisë kënnen en Deckel setzen. An duerfir si mer am Prinzip mat der Regierung d'accord mat hirer Enveloppe globale, wou se seet, fir sämtlech Spideeler gëtt et e Plaffong, an d'Spideeler mussen kucken, wéi se déi Enveloppe opdeelen.

Wou mer net d'accord sinn, dat ass, wann dat eng Saach vun de Spideeler eleng soll sinn. Et gëtt do grouss Haiser, et gëtt do kleng Haiser. Och do gëtt et eng Rei Suergen, eng Rei Ängschten, wann et ëm déi Opdeelung vun där Enveloppe do geet. Mir mengen, dass d'Santé do muss mat um Ball bleiwen, dass se net eleng de Spideeler dat dote kann iwwerloossen, mä dass d'Regierung an an der Haaptsaach de Santésministère och bei der Opdeelung, bei der Verdeelung vun der Enveloppe globale en Acteur muss bleiwen. An zwar en Acteur, deen och sämtlech Suerge vun all den Haiser ka respektéieren an eescht huelen, soss fanne mer keng Léisungen, déi à terme konsensfähig wieren.

D'Regierung wëllt och d'Zréckgräifen op d'Generika ënnerstëtzen. Och do, Här Minister, gi mer mat. Och do, menge mer, sinn effektiv Potenzialer. Et gesäit een zwar och, dass déi grouss Laboen och ufänke bei hiren Tariffer Efforten ze maachen, dass se „le souffle du boulet“ spieren an dass se ufänke sech Gedanken ze maachen, wéi se déi Marchéen net ganz kënnen verléieren. Dat ass ënnert dem Stréch e positiven Trend, deen, wa mer dee vun der Regierung hier gutt géieren, ënnert dem Stréch finanziell ganz interessant ka sinn, ouni dass et Nodeeler gëtt fir d'Patienten.

Leschte positive Punkt - do si mer mam Kolleg Wagner vun der DP net d'accord: Mir sinn der Meinung, dass den Tiers payant social eng Mesure ass, déi Sënn mécht. Et muss een och do déi Realitéiten eescht huelen a se net ewechrieden. Wat do muss virgestreckt ginn, ass fir vill Leit oft e Problem, huet oft mat sech bruecht, dass eng Rei Leit dann einfach op d'medezinesch Versuergunge verzichten, well se fäerten, déi Suen net kënnen virzestrecken.

Am Resultat bedeit dat oft herno méi héich Fraisë fir déi Leit, méi héich Fraisë fir de Gesondheessektor. Et ass also keng gutt Affär. An ech mengen, dass et richtig ass, iwwert de System esou anzewierken, dass déi Leit no Méiglechkeet keng medezinesch Consultationen a keng Versuergunge mussen fale loossen, well se fäerten, si hätten d'Moyenen net, fir déi Sue virzestrecken.

Zwou lescht Remarquen, Här Minister, wou mer mengen, dass mer an den nächste Wochen a Méint awer nach d'Dis-

kussionen mussen weiderféieren. Dat eent ass, mir hunn d'Gefill, dass mer eis an eiser Reform hei net genuch mat der Groussregion beschäftegt hunn. 45%, mengen ech, vun de Cotisationen bei der Lëtzeburger Gesondheessektor komme vu Leit, déi iwwert d'Grenz op Lëtzebuerg schaffe kommen. Dat ass bal d'Halschent vun de Recetten. Dat ass enorm!

Déi kënnen och op aner Versuergungen zréckgräifen an der Groussregion. A mir mengen, dass Lëtzebuerg misst opgrond vun deem doten Émstand, opgrond vun deenen Direktiven, déi do virleien, opgrond vun der Gefor vun Uerteeler, déi scho geholl gi sinn an déi nach kënnen an Zukunft geholl ginn, dass mir extrem gutt berode wieren, wa mer géife probéieren eise Gesondheessektor resolut agebett an d'Groussregion ze verstoen, an dass mer onbedéngt mussen mat Spideeler ronderëm och no Synergie sichen, „groussregional“ Kompetenzzentren maachen.

Wa mer d'Medezin an der Groussregion nëmmen als Konkurrenz verstinn, dann, menge mer, dass mer zu Lëtzebuerg net onbedéngt rosenge Zäite kënnen an d'Gesicht kucken, mä dass mer éischer do grouss Gefore gesinn. A mir hunn an dëser Reform deen dote Volet eigentlech komplett ausgeklamert. Et ass awer e gewaltige Volet vun all deem, wat zu Lëtzebuerg Santé misst sinn. An do hu mer an deenen nächste Wochen a Méint a Joren, Här Minister, ganz vill Aarbecht ze maachen, fir en Acteur an der Groussregion ze ginn; an net nëmmen d'Konkurrenz, mä d'medezinesch Qualitéit an de Vierdergrond kënnen ze stellen. Dat ass haut net de Fall.

Dann eng lescht Fro, Här Minister. Et ass am Kader vun de Mesures syndicales vun den Doktere vill iwwert de Conventiounnement obligatoire diskutéiert ginn, dass deen net richtig wier an dass dee misst kënnen a Fro gestallt ginn. Bon, mat deem Accord, dee fonnt ginn ass mat den Dokteren, hu sech d'Diskussionen do ronderëm berouegt. Dat heescht awer net, dass se net kéinten nees opdauchen. Duerfir brauch et nëmmen een, duerfir brauche mer net déi gesamt AMMD. Een eleng kann iwwert d'Gericht derfir suergen, dass dat erëm en Thema gëtt.

Ass d'Regierung preparéiert op esou en Zeenario? Hu mer e Plan B, wann ieren esou ee géif opdauchen an op d'Gericht goen? A wann deen iere géif Recht kréien? Wann deen de Conventiounnement obligatoire iwwer en Uerteel géif kippen? Mäi Gefill ass, dass mer eis do net genuch bis elo domadder beschäftegt hunn, dass mer eis d'Oueren an d'Aen e bëssen zouhalen.

Ech ruffen lech op, Här Minister, maacht de Mond op, wa schonn d'Aen an d'Oueren eiser Meinung no zou sinn. Mä, wann dat net de Fall ass, sinn ech frou doriwwer, an ech wier frou, wann Der herno bei Ären Äntwerte kéint eng Kéier dorobber agoen. Si mer preparéiert? Keng Aschätzung doriwwer, ob et realistesch ass oder net. Doriwwer ass nëmme Spekulation. Mä wat ass den „worst case“-Zeenario? Si mer op dee preparéiert, a gëtt et e Plan B?

An der Konklusion, Här Minister: Mir mengen, dass hei eng Reform gestart ginn ass, déi méi Potenzial hat, wéi se schlussendlech behalen huet. Mir stelle fest, dass d'Assuréeen ab dem 1. Januar, och mam Vote vun dëser Reform, eng ganz grouss Méibelaaschtung wäerte verspieren; dass mer fir 2011, mat der Reform am Réck, dräi Véirel vun de Problemer wäerten iwwer méi Recettë léisen.

Mir stelle fest, dass de Potenzial vun der Reform och doduerch op der Streck bliwwen ass, well laang kee richtigen Dialog méiglech war. Mir hunn lech e puermol opgefuert, Här Minister, e Geste ze maachen. Dat war dee vum Datum. A bis haut hu mer net erkläert kritt, firwat dass huet missen déi Reform virum 1. Januar gemaach ginn.

Wa mer elo kucken, Här Minister, wéi vill mer elo awer nom 1. Januar nach mussen nohuelen, wéi vill Diskussionen mer mussen nohuelen, wéi vill Reglementer ronderëm d'éischt Klass, an eng ganz laang Rétsch nach mat, da gesi mer net an, firwat dass elo op den 1. Januar eng Zort Schwäizer Kéis wäert en vigueur trieden; an dass mer dann awer e groussen

Deel vun den Diskussionen noféieren, dass vill Aspekter awer méi spët wäerten a Kraaft trieden.

Dat war fir eis dee falsche Wee. Dat hätt kënnen anescht gemaach ginn. Mir hunn dofir Regreten. Soen dat à contrecœur. Mir hätten eis gewünscht, dass déi Reform hätt kënnen bis zum Schluss ambitionéiert bleiwen, mat Kompromësser op héijem Niveau, an net doduerch, dass Saachen aus der Reform gestrach ginn. An duerfir, Här Minister, verstitt Der, dass mir dëst Gesetz net kënnen stëmmen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme la Présidente.** - Merci, Här Braz. Den nächste agedroene Riedner ass den honorabelen Här Colombero. Här Colombero, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jean Colombero (ADR).** - Madame Presidentin, Dir lechen an Dir Hären, am Virfeld géif ech dem, Madame Presidentin, als Rapportrice Merci soe fir Äre Bericht, fir Äre Rapport, de mëndlechen a schrëftlechen, zu dësem delikaten Dossier.

Ee Projet, dee fir vill Opreegung gesuergt huet, deen déi medezinesch Landschaft deelweis paralyséiert huet, a wou ee vu vireran ee ganz schlecht Gefill hat. Dass dëse Projet am Kontext vun enger ekonomescher Kris entstanden ass an esou huet missen hirer Dynamik entsprechen, nämlech esou vill wéi méiglech spueren, konnt nach novollzéibar sinn. Dass awer mat dësem Projet versicht gouf, bestehend Verhältnissen an etabléiert Fundamente emzekippen, dat huet eng - erlaabt mer den Ausdrock - „Mini-Revolution“ ausgeléist. An d'Fro stellt sech, ob net eng aner Manéier, een anere Wee méiglech gewiescht wär.

Dass am Numm vun enger Rigueur économique Spuermoosname mussen getraff ginn, dat kann een a priori verstoen. Dass een awer ouni Virwarnung alleguerten den Acteure vum Gesondheessektor eng staatlech Tutelle wollt opzwängen, ouni préalabel Diskussion a Concertatioun, dat ass net d'Manéier vun enger diplomatescher Virgehensweis, an hei ass ganz vill Vertraue verluer gaang!

Ee permanent Mësstraue wäert bestoe bleiwen. Déi grouss Fro, déi am Raum steet: Wat geschitt bei där nächster Kris? Dës Fro bereet ville Leit Kappzibriches. An et schéngt eis, wéi wann een Damoklesschwert op dësem Gesondheessektor géif hänken. Ee System, dee mir ëmmer verdeidegt hunn. Ee System, deen awer duerch deen héijen Drock, duerch déi Constraints, déi am System inhärent sinn, wéi gesot, bei där nächster systemescher Kris wäert platzen an auserneendriften. Dat hätt viru kuerzem nach kee fir méiglech gehalen, mä hei ass eng Lawin um Kommen, mat ganz gravë Konsequenzen!

Mat dësem Gesetzesprojet ass versicht ginn, ee Spuerpak, eng Spuermoosnam duerchzesetzen - an dat an enger verstoppter Form - an engem sougenannte Reformprojet, deen eng besser Qualitéit vum Gesondheessektor garantéiere sollt. Wat awer de facto net war! Wëssend, dass all Spuermoosnam op Resistenz stéisst, sinn an dësem Projet contraignant Mesuren agebaut ginn, déi noutgedrongen déi Betreffen op d'Barrikade gefouert hunn, déi mat Recht protestéiert a reagéiert hunn.

Wann een awer déi Strategie vun der Regierung am Allgemengen, a vum Gesondheessektorstäre am Einzelne versicht ze verstoen, da kënn een zum Schluss, dass all déi Onrou, déi sougenannten „Mini-Revolution“ mat aprogramméiert war. Nodeems déi éischt Welle sech erëm normaliséiert haten, an nodeems vill Waasser an de Wäi geschott gouf, war et kloer, dass de bestehende System gerett war. Mä d'Spuermoosnamen an der Héicht vu 86 Milliounen Euro, déi am Budget op déi eng oder déi aner Manéier hir Répercussione fannen, sinn als Kompensatioun akzeptéiert ginn.

Mir mengen, dass dat heiten ee strategeschen, cleveren, inszenéierte Coup vun der Regierung war. Dat heite war een Offenkungsmanöver. Hei hu raffinéiert Denkfabrik mat Succès versicht, ee Modell auszeschaffen, deen de Leit Appel fir Bire verkafe kann, deen am Numm vun enger

Pseudo-Qualitéit vill Suen aspuere kann. Dat ass der Regierung gutt gelongen.

Fir dës Behauptungen ze ënnermauern, wéilt ech dräi Argumenter virdroen. Éischtens, de Minister ass sechs Joer am Amt an et ass eréischt no der Kris, wou hien aktiv ginn ass. Dat ass extrem verdächtig. Dëse Projet huet misse coüte que coüte fir den 1. Januar viabel sinn an duerch déi verschidden Instanzen duerchgeboxt ginn. A well hei mam Briecheise geschafft ginn ass, ass d'Aarbecht net gutt gemaach ginn!

De Collège médical zum Beispill - déi Instanz, déi normalerweis all Gesetzesprojet aviséiere muss -, de Collège médical ass iwwersi ginn an eréischt ganz spët ëm Rot gefrot ginn. De Statsrot huet aacht Oppositions formelles formuléiert! Déi sinn alleguerten ouni Protest, ouni Widerstand vun der Regierung ugeholl ginn. A mir sinn eis sécher, wann de Statsrot nach méi Oppositions formelles gemaach hätt, dann hätt d'Regierung dat och ouni Widerstand an ouni Protest akzeptéiert.

Drëtens, no fënnf Woche Protestaktioun vun den Dokteren, a wéi d'Zäit ëmmer méi knapp gouf, nodeems de Minister, deem seng Dieren - senger Ausso no - ëmmer grouss op ware fir d'Sozialpartner, fir mat deenen ze schwätzen; deen d'Suerge vun de Leit verstanen hätt, well hien, senger Ausso no, mat verschidde Brëller d'Situatioun erfaasst hat; ee Minister, dee bei d'Leit gewandert ass, fir seng Reform ze verdeidegen; ee Minister, deen op eemol ee Médiateur wollt aschalten an dofir d'Santéskommission proposéiert huet, wëssend, dass dat ee Contresens war - no all dëse Péripétien ass et iwwerraschenderweis ganz schnell zum Duerchbroch komm, a Form vun zwee Facilitateuren.

Wéi aus engem Zauberhutt eraus sinn déi zwee opgetaucht, an de Problem war geléist. Et war héich Zäit fir d'Regierung, d'Facilitateure sinn als Regierungstomp mam leschten Zuch komm. Et ass en Accord fonnt ginn, esou dass mir haut dëse Projet an dëser Form, konform zum Budget, ofstëmme kënnen.

Dat sinn dräi Argumenter, déi ganz kloer beweisen, dass deen heite Projet primär ee Spuerpak war. De Gesondheessektor huet hei eng ganz onglécklech Roll gespillt. Hien huet déi Roll gespillt, sécherlech, déi d'Regierung him octroyéiert huet. Mä et war net déi fein Manéier. Hien huet eng reng elektoral... hien huet reng elektoral geduecht. Hien huet d'Impressioun ginn, dass hien op der Säit vun de Patiente war; huet mam béise Fanger op d'Prestataire gewisen a versicht, fir hinnen dee schwaarze Péiter zouzespillen.

Wat hannen erauskomm ass, wësse mer: D'Leit mussen méi Cotisationen bezuelen, méi participéieren. A well jo praktesch jiddwereen an der Caisse médico-chirurgicale ass, wäert an nächster Zukunft och praktesch jiddwereen hei méi héich Cotisationen bezuelen. D'Leit bezuele méi, d'Fournisseuren, d'Prestataires, d'Patienten a souger d'Stierwe kascht méi! Här Minister, domadder si mir net d'accord a mir protestéiere géint esou eng Aart a Weis.

Madame Presidentin, de Projet 6196 sollt de Projet vun der grousser Reform sinn. Et sollt de Projet vun enger optimaler Qualitéit am Gesondheessektor sinn. Ee Projet, deen d'Appellation Marque nationale verdéngt hätt. Et hätt sollen eng Erfolgestory sinn: endlech eng ganzheetlech Siicht vum Gesondheessektor; endlech eng Wuerzelbehandlung an eng Ursachebekämpfung.

Wat erauskomm ass, dat wësse mer: D'Fräiheet vum Patient, den Dokter ze wielen, deen e wëllt, wat schonns elo de Fall ass. De Secret médical ass oprecht erhalte ginn, wat schonns elo de Fall ass. Kompetenzzentren ze schafen, wat mir elo schonn hunn. De Referenzdokter anzeféieren, wat mir elo scho mam Hausdokter hunn. Mir kréien eng nei, eng méi grouss Verwaltungsstruktur, nämlech eng Agence nationale des informations partagées, eng Cellule d'expertise médicale, ee Conseil



scientifique, eng Commission de surveillance, ee Commissaire de gouvernement aux hôpitaux, ee Médecin coordinateur an de Spideeler.

Wat dee ganze Projet elo vu Qualitéit proposéiert, kënnen mir net richtig novollzéien. Ech hat am Virfeld vun dësem Projet eng Interpellatioun ugefrot iwwer nei Weeër an der Medezin. Theoretisch sollt dës Interpellatioun haut mat dësem Projet evakuéiert ginn. Wéi ech awer gesinn hunn, wellech Nues deen heitege Projet hat, a wellech Direktioun e géif goen, dunn hunn ech meng Interpellatioun zréckgezunn.

Ech wéilt awer hei e puer Iddiën mat op de Wee ginn. An dësem Gesetz ass d'Machtpositioun vun der Gesondheetskeess, déi am Fundament näischt anescht ass wéi e Spuerveräin, weider ausgebaut ginn. Dat heite Gesetz ass net op d'Qualitéit baséiert, obschonn et als solches an d'Vitrine gestallt gëtt. Mä et ass näischt Weltbewegendes, näischt fundamental Neies. An déi heiteg Verhältnisse a puncto Qualitéit, déi mir sollen hunn, a wat mir de facto net hunn, wäerte bestoe bleiwen.

Madame Presidentin, eise Gesondheetsystem werft vill Froen op, déi net mat dësem Gesondheetsprojet geléist wäerte ginn. Wann ee vun der Qualitéit wéllt schwätzen, dann ass och déi éischt Prämiss, déi éischt Voraussetzung, dass ee Qualitätsdate muss hunn. An déi Qualitätsdaten, déi hu mer net! Hei mussen Mesurë getraff ginn, fir net esou Qualitätsdaten erunzekommen.

Da stellt sech fir mech als Member vun dëser Gesellschaft d'Fro: Wat si meng Flichten a wat si meng Rechter a puncto Gesondheet? Wat d'Flichten ugeet, mathëllefen de System ze ënnerstëtzen - dat ass jo kloer - an net vum System ze abuséieren an esou aner Leit schiedegen. Wat d'Rechter ubelaangt, muss ech fräi entscheede kënnen, wéi ech meng Gesondheet géiere kann - an duerfir brauch et ganz vill Informatioun - a wat am Krankheitsfall mat menger Persoun ka passéieren. Dat alles mat der Kooperatioun vun der Gesondheetskeess.

Ass dat an dësem System de Fall? D'Äntwert ass: neen! Ech hunn net de fräie Choix, fir mech behandelen ze loossen, well d'Gesondheetskeess fir d'Décisionen zoustänneg ass, ob eppes gutt ass fir mech oder ob eppes schlecht ass fir mech.

E puer konkret Beispiller, fir dat ze ënnermauern. Wann ech als Patient de Réck wéi hunn, da ginn ech bei den Dokter, ech bezuele 35 Euro. Den Dokter schreift mer e Scanner op, 100 Euro. E schreift mer och nach eng Blutanalys op, 200 Euro. An da kréien ech Medikamenter verschriwwen. Ee Medikament fir d'Péng, fir d'Inflammatioun, fir de Muskel ze entspannen, an och ee Medikament fir de Mo ze schützen. Do si mer nach eng Kéier bei 100 Euro. Da kréien ech nach ee Krankeschäin.

An déi nächste Kéier - véier, fënnf Deeg duerno - ginn ech erëm eng Kéier bei den Dokter, erëm eng Consultatioun, 35 Euro. A vu dass näischt op der Röntgen ass, kréien ech Massagen a Fango. Alt erëm eng Kéier 230 Euro. Dat Gesamt mécht ganz genau 700, Här Minister, 700 Euro, déi d'Krankekeess oder d'Gesondheetskeess muss op den Dësch leeën!

Wann ech awer elo op déi aner Säit vun der Grenz gi bei e Chiropraktiker, do kréien ech kee Krankeschäin, an an zwou Kéiere kann ech mat 60 Euro iwwert de Bierg sinn. Déi kréien ech emol net vun der Krankekeess erëm. 700 Euro bezuele se; 60 Euro fir d'Gesondheet bezuele se net! Op Basis vun deem Beispill hunn ech bewisen, wéi ongerecht dee System hei ass, well hei Décisioune getraff ginn, déi eesäiteg aus engem eenzege Bléckwénkel stamen. Datselwecht ass gutt fir d'akupunktur, d'Osteopathie, d'psychologesche Behandlung. Hei, wou Sue géife gespuert ginn, hei spillt d'Gesondheetskeess net mat!

Deeselwechten Zeenario bei de Medikamenter: Sinn ech häerzkrank, kréien ech 100% vun de Medikamenter zréckbezuelt. Sinn ech rheumakrank, si se bei 80%.

Hunn ech den Daarm wéi, d'Liewer wéi, kréien ech 40% rembourséiert. Bei Veneleiden 0%. Homeopathesch Medikamenter vergiesse mer. Also, hei gesi mer schonn, dass am Kader vun der traditioneller Krankheet eng Méiklassemedezin besteet, wat de Remboursement vun de Medikamenter duerstellt. Et muss ee scho wierklech häerzkrank sinn, fir alles bezuelt ze kréien!

Deeselwechten Zeenario fir Auslandsbehandlungen: Wann e Kontrolldokter A doséiert, kréien ech eng Consultatioun beim Professor x zu Paräis; wann e Kontrolldokter B do ass, kréien ech se net. Dat ass schonn Zwouklassesmedezin.

Net ze schwätzen vun den Ëmweltkrankheeten - de Kollege Huss mécht sech jo ëmmer staark derfir. Leit, déi an d'Ausland a Spezialkliniken ginn a mat Erfolleg behandelt ginn; Leit, déi Krankheeten hunn, déi net an der Nomenclature hei dra sinn, zum Beispill Fibromyalgie, „multiple chemistry sensitivity“, Syndrome de fatigue chronique, also de facto och keng spezifesch Behandlung kënnen kréien, dës Leit kréien trotz Besserung vun hirem Krankheitsbild keen Euro fir déi Medikamenter zréck, well dës Medikamenter hei net unerkannt ginn.

Här Minister, do gesitt Der jo selwer, dass hei am System e Feeler drastéiert. Do hätt Dir misse scho laang agräifen. Dës Situatioun ass guer net ze toleréieren. Et gëtt eng etlech onlogesch Situatiounen, déi hei am System sinn, déi wéll ech awer net gär opzielen.

Dat gesot, Madame Presidentin, e puer Wieder iwwert d'Gesondheetskeess als solches. Wa mer hei scho vu Qualitéit schwätzen, da misste mer och vläicht hypothetesch drop uechten, dass mer eng Wielméiglechkeet hätte bezüglech eiser Grundversicherung. Dat heescht, wann nientwerd der öffentlecher Gesondheetskeess als Konkurrenz souzesoen e puer aner Keesen do wieren, dat wier vläicht vill besser, wat d'Qualitéit ugeet. Well dat, wat ech investéieren, an dat, wat ech erauskréien, dat geet net duer. An ech muss éierlech soen: Wann eng zweet Keess hei am Land wier, wann ech eng aner Méiglechkeet hätt, da géif ech sécherlech déi momentan Gesondheetskeess mat hirer Philosophie awer verloossen an eng aner sichen.

Wéi ass et an dësem Projet mat der „no-fault practice“? Wéi ass et mat der Evaluatioun vu Gesondheetstechnologien fir den optimalen Asaz an der Gesondheetsversicherung? Wéi ass et mat engem Informatiounshotline, 24 Stonne laang, siwen Deeg laang? Wéi ass et mat der „Télé-santé“ an der Basisversicherung vu Kranken an eelere Leit doheem? Ass Lëtzebuerg bereet, vun der Evidenz basierter Medezin hin op eng Modell baséiert medezinesch Evidenz ëmzeschalten a sech fir déi personaliséiert Therapie anzusetzen? Wat maache mir fir déi Leit, déi un der Aarmutsgrenz liewen an déi duerfir méi krank ginn?

All dës Froen, Madame Presidentin, bleiwen an dësem Projet ouni Äntwert.

Ech wéilt nach e puer Wieder iwwert de Médecin référent verléieren. Dat ass als Erziehungsgeschäft ugegi ginn, de Médecin référent, de Vertrauensdokter, den Hausdokter, dee méi Zäit soll hu fir seng Patienten. Sécherlech ass hei verstane ginn, dass den Dokter méi Zäit fir de Patient muss investéieren. Dat ass also eng Form vu Qualitéit - dat stëmmt.

D'Fro, déi gestallt ass: Wat hunn d'Hausdokter bis elo gemaach? Ech hunn d'Impressioun, dass den Hausdokter als Lückefüller ugesi gëtt, als Führerschäinsdokter. Als Krankeschäinsdokter, als Grippendokter, als Sekretär vum Spezialist, dee nëmme déi Medikamenter dierf verschreiwen, déi de Spezialist fir gutt hält, an de Médecin généraliste, dee soll se dann ofschreiwen. Hei gëtt da versicht, fir dem Hausdokter méi Gewicht ze ginn, mat enger Revalorisatioun, déi sech och finanziell auswierke wäert, well den Dossier méi gefleegt soll ginn.

Ech wéilt awer hei gär warnen, Här Minister, fir den Hausdokter net als administrative Schreifling vun der Gesondheetskeess ze recycléieren. En Hausdokter muss och capabel sinn, fir samschdes owes, och an der Nuecht um dräi Auer, een Häerzinfarkt

ze diagnostizéieren. Hie muss capabel sinn, fir den Ënnerscheid tëschent engem geplatzte Blinddarm ze maachen an enger Daarmkolik. Well soss hale mer op.

Wann Dir, Här Minister, de Referenzdokter, sou wéi Dir dat gesitt, an der Klinik ugesiedelt hätt, an der Klinik an net an der Liberalmedezin dobaussen, da wär dat e wichtige Schrëtt an déi richteg Richtung gewiescht, well an der Klinik hätt e seng Daseinsberechtigung gehat. Do hätt hie seng Atoutë kënnen ausspillen. Dir kennt jo alleguerten déi Fäll, wou d'Leit all méiglech Analysen am Spidol gemaach kréien. Abee, do hätt hie seng Roll spille kënnen, de Patient léns oder riets iwwerweisen, an dat wär natierlech eng Plus-value an dësem Beräich do gewiescht.

Wann Der déi richteg Reforme gemaach hätt, Här Minister, dann hätt ee missen den Hausdokter anescht revaloriséieren. Éischtens mat enger obligatorescher Formation continue, eemol am Joer, zwou, dräi Wochen op d'Käschte vun der Gesondheetskeess. Firwat? Fir den allgemengen Niveau ze hiewen, éischtens, fir Feeldiagnosen ze vermeiden an onnéideg Käschten ze reduzéieren.

Zweetens, vu dass alles zäitgebonden ass, vu dass dësen Dokter duerch déi grouss Unzuel vu Patiente keng Zäit méi huet oder net méi vill Zäit huet, fir den Einzelne richteg ze behandelen, hätt ee missen eng nei Form vu Rémunératioun aféieren, nämlech eng Rémunératioun, déi zäitgebonden ass.

Dir hätt missen zum Beispill ee Minutentarif aféieren, eng Zomm x pro Minutt. Dat hätt de Virdeel, dass den Dokter de Patient méi laang kéint ënnersichen, amplaz zéng Minutten zum Beispill 30. Dee Moment ass d'Diagnos vill méi sécher, dee Moment gëtt gezielt eng bestëmmt Analys gefrot. Dee Moment gëtt de Patient direkt richteg behandelt oder orientéiert, an dee Moment brauch de Patient net méi e puermol an der Woch oder e puermol am Mount zréckzekommen.

D'Wartesäll gi méi eidel, den Dokter huet manner Drock an hie selwer kann decidéieren, wéi vill Zäit hie pro Patient kann zur Verfügung stellen. An ausser där kurativer Behandlung kann en dann och déi preventiv Behandlung mat afléisse loossen. Wann en dann acht, zéng oder zwielef Stonnen oder méi wéllt schaffen, dat sief him iwwerlooss. Hie gëtt pro Minutt bezuelt an deementspriedend stellt hie säi Mémoire d'honoraires aus. Do hätt Dir eng Plus-value geschafen.

A wa mir elo vu Preventioun schwätzen, Här Minister: Mir verstinn net, firwat dass Dir déi Kompetenz vun der Preventivmedezin an d'Gesondheetskeess weiderleet. Dir hätt missen déi Kompetenzen behalen. Et ass jo awer gewosst, dass d'Gesondheetskeess à court terme näischt mat der Preventivmedezin ufänke kann. Ech hu virdu vun engem Spuerveräin geschwat, an dat ass richteg. D'Gesondheetskeess wéllt hire Bilan am Équiliber hunn, do ginn awer net Suen zur Verfügung gestallt, fir dass an 20 oder an 30 Joer eppes Zielbares erauskënnt.

Also, Här Minister, kuckt, dass Dir als Santé d'Gesondheetskeess permanent drun erënnert, fir Preventiounsprogrammer ze fördern, awer wann ee vu Preventioun schwätzt, da wann lech gelift déi richteg Preventioun!

Ech hat lech schonn am Virfeld e puermol op eng Assurance prévention higewisen, fir d'Preventioun ze finanzéieren. Et sollt een Deel vun der Assurance maladie ersat ginn duerch eng Assurance prévention. Dat heescht, mir géife bei der aktueller Cotisatioun ongeféier am éischte Joer 0,20% eraushuelen, dat an d'Assurance prévention iwwerweisen, an da géife mer dat e puer Joer esou hannerenee maachen, sou dass mer dann zu engem Équiliber géife kommen. An den Équiliber, dee mer fir gutt halen, dat wier dann een Euro Preventivmedezin an dräi Euro Maladie. Dat alles, wéi gesot, een eenzege Cotisationsaz, awer komplementär Assurance maladie an Assurance prévention.

Madame Presidentin, mir hunn elo vun der Kompetenz geschwat. Eng aner Suerg fir eis ass den Transfer vun der Assurance maternité an d'Assurance maladie. Hei gëtt de Stat erëm eng wichteg Kompetenz

of, nämlech de Schutz vum ongebuere Kand. Mir wëssen alleguerten, dass vill schwanger Frae bei alle méigleche Symptomer eng Dispens kritt hunn, eng Zort Krankeschäin, deen awer kee Krankeschäin ass, dee vum Stat finanziert gouf. Dat ass och novollzéierbar. Mir gesinn net, firwat ee sollt d'Gesondheet vum Kand op d'Spill setzen.

U sech ass dat ethesch vertriebar, all Krankheetsymptom auszekuréieren, fir d'Gesondheet vum Kand net ze hypothéquéieren. Mat dësem Kompetenzverloscht säitens vum Stat fäerte mir, dass déi Dispens streng geregelt wäerte ginn, well d'Gesondheetskeess an hirer Logik vum Spueren hei méi eng staark Kontroll wäert aféieren, an dat zum Nodeel vum Kand.

Madame Presidentin, fir ofzeschlësse wéilt ech eng Situatioun usprechen, déi mir hei an der Chamber net dierfen akzeptéieren. Et ass eis Pflicht, fir Gesetzer ze stëmmen, mä et mussen Gesetzer gestëmmt ginn, déi net vu vieren d'Gesondheet vun de Leit hypothéquéieren. Wa mir am Virfeld wëssen, dass eng Kategorie vu Leit wéinst enger Spuermoosnam vun der Regierung net richteg behandelt ginn oder méi krank ginn, da mussen mir als Chamber widderstrieuen. Mir mussen dem Minister soen, dass dat esou net geet.

Ëm wat geet et? Et ass dee berühmten Artikel 22bis. Hei kënnen Originalmoleküle vum Apdikter ersat gi mat sougenannte Generika. Hei gëtt vun derselwechter Kompositioun, vun derselwechter Form a vun der Bioäquivalenz geschwat. An der Praxis ass de Principe actif, déi sougenannten Hauptmolekül, identesch bei deenen zwee Produkter.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

Dat ass kee Problem, Här Minister, mä wou en Ënnerscheid ass, dat ass den Trägerprinzip, déi Molekülen, déi ronderëm vun aktiver Substanz sinn, déi Molekülen, déi fir d'Galenik zoustänneg sinn, déi Molekülen, déi fir d'Biodisponibilitéit zoustänneg sinn. Eng aktiv Substanz kann an e puer Minutten am Blut sinn, an déiselwecht aktiv Substanz kann eréischt no e puer Stonnen am Blut sinn. Eng Träger-substanz kann awer och Allergië provozéieren, chronesch Daarmentzündunge bis hin zu Epilepsien. De Generikum gläicht dem Original nëmme zu 80%. An 10% vun de Patiente spieren nach méi e groussen Ënnerscheid. Kee Generikum ass mam Original identesch.

Här Minister, Dir hutt an der Kommissioun gesot, Är Servicer hätte behaupt, dass déi zwou Zorte vu Medikamenter identesch sinn. Här Minister, dat stëmmt net, déi Medikamenter sinn net identesch. An ech kann lech dräi Spezialisten nennen, wann Der wéllt. Dir braucht mir et jo net ze gleewen, ech si jo nëmme Generalist, mä ech kann lech dräi Spezialisten nennen, déi lech ganz genau datselwecht soen.

Kënnt Dir da veräntwerten, wa Patienten duerch d'Substitutioun eng manner grouss Chance kréien, fir erëm gesond ze ginn, oder nach méi krank ginn? Bei der éischerer Komplikatioun muss Dir lech de Reproche gefale loossen, dass Dir de Principe de précaution net ugewannt hutt.

Hei ginn déijéineg penaliséiert, déi um Mindestloun liewen. Noutgedrongen optéieren dës Patiente fir déi bëlleg Kopie. Hei entsteet net nëmme eng Zwouklassesmedezin, déi Dir anscheinend ni gewollt hutt, mä hei riskéieren déi manner bemëttelt Leit duerch hir prekär Situatioun nach méi krank ze ginn.

Här Minister, wann eng Komplikatioun entsteet, dann ass de Patient responsabel, well hie sech fir dat bëllegt Medikament entscheet huet. Den Apdikter huet et proposéiert, an de Patient entscheet sech fir dat bëllegt Medikament. De Patient huet sech awer net fräiwëlleg dofir entscheet, mä hien ass wéinst senger prekärer Lag dozou gezwonge ginn. An dat ass ee ganz groussen Ënnerscheid, Här Minister. An als geeschtege Papp vun dësem Projet wäert Dir emol guer net wëssen, dass d'Patiente krank ginn, a vill Leit wäerte krank ginn, ech soen lech et, an dat nëmme an deem Sënn, fir e puer Euro ze spueren.

Här Minister, Dir beweegt lech hei op ganz, ganz dënnem Äis. Gleeft mer et! An et wär besser vläicht, wann Dir do eng Korrektur géift ënnerhuelen.



Dat gesot, Här President, mir wäerten dese Gesetzesprojet net matstëmmen, well - éischtens - net op der richteger Plaz gespuert gouf; zweetens, deen heite Projet keng Qualitéit generéiert; drëttens an der Zukunft bei enger neier Kris - déi kee wënscht - dese Gesondheetsystem ausereenplatze wäert, a véiertens, well 15 Deeg virun de Wahlen d'Gesondheetskeess gesond wor a 15 Deeg no de Wahlen d'Gesondheetskeess defizitär wor.

Ech soen Iech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Colombera. Als nächste Riedner ass den Här André Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Här President, ech kann de Minister keng zéng Minutten vernennen, well ech hunn der nëmme siwen.

(Hilarité et interruptions)

D'Gesondheet ass méi, wéi net krank sinn - ënnersträicht d'Weltgesundheitsorganisation. D'Gesondheet ass Wuelbefannen a villen Dimensionen. An dat Wuelbefannen, dat hänt of vun enger ganzer Rei vun individuellen a gesellschaftleche Facteuren. D'Gesondheetspolitik muss also och méi si wéi eng Politique des soins, schreift zu Recht d'Salariatschamber. A scho guer net d'äerf d'Gesondheetspolitik haaptsächlech op eng Reduktioun vun de Käschte fixéiert sinn.

Elong déi Feststellung ginn duer, fir ze gesinn, datt mat dëser Reform den Débat iwwert d'Gesondheetspolitik hei zu Lëtzebuerg net ofgeschloss ass. Grad déi Diskussioun elo iwwert dës Reform war awer vun Ufank u belaascht duerch déi Ambiguitéit, ob et haaptsächlech ëm eng Verbesserung vun der Qualitéit oder ëm eng Reduktioun vun de Käschte géif goen. An et war net ze iwwersinn, dass déi Spuerobsessioun vun eiser Regierung hei och matgespillt huet.

Et gëtt sécher an deem Gesetzesprojet positiv Usätz. De Referenzdokter, d'Kompetenzzentren, de Patientendossier, de Médecin coordinateur am Spidol, dat si rassonnabel Iddien. Génériques och, obwuel se net esou onproblematesch sinn - do huet den Här Colombera Recht -, wéi dat allgemeng duergestallt gëtt. An do kann ee sech och emol Etüden am Ausland ukuken, déi dat beweisen.

Sécher wär et besser gewiescht, wann een déi do Usätz méi differenzéiert, méi prezis ugepaakt hätt, wann ee sech och méi Zäit geholl hätt - da wär et och vläicht net zu deem Konflikt komm, deen d'Diskussioun jo awer relativ staark belaascht huet -, a wann déi Usätz net gestanen hätten ënner dem Verdacht vun der Spuerobsessioun.

Wat d'Patienten den 1. Januar matkréien, schreift d'„Lëtzebuurger Land“, dat ass virun allem, datt alles méi deier gëtt. Tatsächlech. D'Regierung decidéiert an enger onhelleger Allianz mat dem Patronat oder mat de Patronatsfunktionnairen a géint d'Vertriebung vun de Versécherter eng kräfteg Erhéijung vun der Eegebedelegung, déi - dat ass scho gesot ginn, an dat weess och de Minister - virun allem déi Leit mat engem klengen Akommes belaascht. Dat bréngt dann 20 Milliounen Erspuernis, gëtt geschat.

Gläichzäiteg hält d'Regierung géint den Avis vun de Salariatsvertrieder um Cotisationsplaffong vu fënnemol dem Mindestloun fest. Dee Plaffong, deen am Géigesaz steet zum Prinzip vun enger solidarescher Sécurité sociale, wou jiddwereen no senge Méiglechkeete bäidréit, fir datt jiddweree gläich ofgesécher ka sinn. D'Ofschaffung vun deem Plaffong hätt 180 Milliounen bruecht. Vun deem Plaffong, deen eigentlech keng Justificatioun huet. Déi 180 Milliounen hätten deene betraffene Beschäftigter sécher vill manner wéigedoe wéi déi 20 Milliounen Eegebedelegung deene Versécherter, virun allem deene mat engem bescheidenen Akommes. En herrlecht Beispill vu selektiver Sozialpolitik! Oder net?

Mat deenen 180 Milliounen hätt een eigentlech och op d'Erhéijung vun de Cotisationskenné verzichten. Obwuel ech muss soen, Erhéijung vun de Cotisationskenné ass ëmmerhin nach méi gerecht wéi

Erhéijung vun der Eegebedelegung, well se vun de Revenuen ofhänkt.

Déi Belaaschtungen, déi op d'Patienten duerkommen - dat muss ee jo och nach eng Kéier widderhuelen -, déi komme jo bei déi Belaaschtungen, déi an Ärem gesamte Krisepak virgesi sinn.

E grouse Mangel vun deem Reformprojet läit bei deem, wat net dran ass. Also bei deenen Themen, déi net ugepaakt gi sinn. Eng Rei vu Problemer am Beräich vun der Gesondheetspolitik, déi leien och an Zukunft nach ëmmer um Dësch.

Vill ze kuerz kënn an dëser Reform dee ganze Voleit Preventioun, wat jo vill méi muss si wéi fréizäiteg Erkennung, well dat ass eigentlech keng Preventioun, dat ass eppes anescht, och méi wéi isoléiert Campagnen, déi berechtigt sinn, mä awer net dee ganzen Thema Preventioun ofdecken. D'Preventioun ëmfaasst d'Liewensbedéngungen, Éducation, Wunneng, Ëmwelt, Aarbechtskonditiounen an iwwerhaapt d'sozial Verhältnissen.

Een englesche Wëssenschaftler - Wilkinson -, deen ausféierlech Recherche gemaach huet iwwert den Zesammenhang tëschent soziale Verhältnissen a Gesondheet, schreift a sengem Buch „Kranke Gesellschaft“ - ech zitëiere just ee Saz: „Unter den entwickelten Ländern weisen nicht die reichsten den besten Gesundheitszustand auf, sondern jene, in denen die Einkommensunterschiede zwischen Reich und Arm am geringsten sind.“ Ech empfehle Iech - fir dat nach eng Kéier ze iwwerpräiwen - d'Lecture vun deem leschte Rapport «Travail et cohésion sociale».

Do ass also nach en erheblechen Handlungsbedarf. An eigentlech misst et jo ugoen emol mat seriöser Recherche iwwert déi verschidde sozial, ekologesch, beruflech, souguer kulturell Facteuren, déi de Gesondheitszustand vun eiser Bevölkerung beaflossen. Recherche, déi mer net hunn oder jiddefalls net a genügendem Ausmooss.

Zum Thema Preventioun gehéiert natierlech och d'Fro vun den Aarbechtsbedéngungen. Dofir bräichte mer onbedéngt, menger Meenung no, eng Reform vun der Aarbechtsmedezin, déi sech intensiv ëm d'Verbesserung vun den Aarbechtsbedéngungen a puncto Gesondheet këmmere géif.

Leider ass och d'Geleeënheet verpasst ginn, bei dëser Reform d'Rechter vun de Patienten auszubauen an ofzesécheren, wann net am Gesetz selwer, dann op d'mannst parallell dozou. Dat soll elo no kommen. Mir hoffen, dass dat net ze laang dauert.

Also, dee wierklechen Débat iwwer eng künfteg Gesondheetspolitik ass nach eigentlech ze féieren. Deen Débat bleift noutgedrongenerweis ëmmer geprägt vun där fundamentaler Spannung, déi eise Gesondheetsystem charakteriséiert, nämlech där Tensioun tëschent enger wäitgehend liberaler Medezin op där enger Säit an enger wäitgehend öffentlecher, solidarescher Finanzéierung op där anerer Säit.

Déi Tensioun muss mer zwar aushalen, betounen ech, wa mer deen obligatoresche Conventionnement net wëllen opginn. An dat d'äerfe mer net, well mer soss natierlech nach vill méi wäit wéi bis elo an eng Zwouklassesmedezin erofrutschen.

Wann een d'Eegebedelegung vun de Patienten ausklamert, fir déi awer de Minister responsabel ass, déi awer allerdéngs net direkt am Text vum Gesetz steet, da kënn een aschätzen, dass positiv Usätz op där enger Säit, negativ Punkten op där anerer Säit, d'Mängel och, déi ech opgezielt hunn, dass déi sech à peu près kënnen d'Wo halen. Zum Cotisationsplaffong reche mir souwisou nach eng Proposition de loi eran.

Ech enthalte mech bei der Ofstëmmung zu dësem Gesetz.

► **M. le Président.** - Merci och dem Här André Hoffmann. Als lescht Riednerin ass d'Madame Martine Mergen agedroen. Madame Mergen, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Martine Mergen (CSV).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, eng Reform vum Gesondheetsystem ass néideg an eigentlech iwwerfällig. Onse System, esou wéi en existéiert an deem

déi allermeescht Awunner vun onsem Land an och déi vill Leit, déi all Dag iwwert d'Grenz bei ons schaffe kommen, integréiert sinn, kann op eng fir ons Nopeschlänner beneidenswäert Infrastruktur zréckgräifen - dat, wat de Minister heiansdo den „Lunapark“ nennt -, ass awer wéineg transparent an enthält Automatismen, déi jiddwereengem, also allen Acteuren, an iergendwéi si mer dat jo och alleguer, et erlaben, sech ze zerwéiere wéi an engem Supermarché. Doderch ass en ee Moment net méi finanzéierbar. Et geet drëm, eng Offer vun héijer Qualitéit fir de Patient ze bidden, ze erhalen, bei méi niddrege Käschten oder op d'mannst bei kontrolléierbaren Ausgaben.

D'Grondiddië vun dëser Reform si virun der Gebuert vun eigentleche Gesetzestext an enger Rei Aarbechtsgruppen diskutéiert ginn. Si sollten d'Grondlag zum haut virleienden Text duerstellen. Et ass elo scho vill vu Majoritéit an Opposition zum Gesetz gesot ginn. Ech wëll awer e puer Theme kuerz nach eng Kéier analyséieren a se och an de Kontext vun deene Grondiddië probéieren ze setzen.

De Problem vum Gesetz ass jo deen, dass et zwee Voleiten huet - mä ech mengen, den Här Minister wäert dorobber nach agoen -, op d'mannst zwee: Engersäits huet de Minister missen op e finanziellen Équilibre an de Gesondheetskeese kommen an och derfir suergen, dass d'Schlecke vun der Maladie-maternité duerch d'Gesondheetskeese finanziell gedroe wier - an dat ass fir den 1. Januar virgesinn -, anerersäits ass et him awer gläichzäiteg ëm eng méi fundamental Reform vum System gaangen. Et geet ëm strukturell Verännerungen am System vun der Sécurité sociale a schlussendlech, op d'mannst op verschidde Punkten, awer och ëm eng nei Definitioun vun der öffentlecher Gesondheet, vun onser Santé publique.

Wéi Der wësst, ass viles erauskomm, viles derbäikomm, viles anescht deklinéiert ginn, wéi dat am Ufank de Fall war. Dat ass natierlech geschitt, fir den Text ze verbessern a méi kloer duerzestellen, wou een eigentlech wollt hin.

Wéi d'Gesprécher ofgebrach waren - wéi d'Kar am Dreck war, fir den Ausdrock, dee schon eng Kéier gebraucht ginn ass, nach eng Kéier unzestengen -, hunn déi zwee Fraktiounschefe vun CSV an LSAP sech als Facilitateuren drun ugekrämpft, fir se erëm erauszufieren. Mir haten awer och nach Hëllef vun den Avisé vum Statsrot, zwee Avisé vum Statsrot, vun der Commission nationale de la protection des données. Si hu vill derzou bäigedroen, dass mer e kohärenten Text kruten.

Dann hate mer nach dee berühmte Marathon vun der Santékommission, fir d'Texter an d'Amendementerschiesslech a Form ze bréngen, d'Piste méi kloer ze definéieren, verschidde Rechter ze verankeren, notament dat vum Secret médical, an dat mat de Mataarbechter vun der Chamber, de Fraktiounen an de Beamten aus den Administratiounen, déi dat daper matgemaach hunn.

Wat ass dobäi erauskomm? Keng Angscht, ech wëll, wéi gesot, net nach eng Kéier op dee ganzen Text agoen, ech wëll just e puer Beispiller erauspicken. Dat Kapitel an der Diskussioun, dat ee wierklech als eng konsequent Neierung am Sënn vun der Santé publique - also net an enger Perspektiv vu Sécurité sociale - bezeichne kann, ass dat vum Médecin référent. Et ass haut och scho vill diskutéiert ginn. Et ass natierlech net deen eenzege wichtege Punkt, mä et ass e wichtege Schrëtt am Sënn vun enger besserer Preventivmedezin.

Ech wollt e Beispill bréngen: D'Grënner vun „Europe contre le cancer“ hunn eemol gesot, den Hausdokter wier den Ecksteen am Kampf géint de Kriibs! An dat ass nëmme ee Beispill. A villen europäesche Länner ass an deene leschten 20 Joer eng voluntaristesche Politik bedriwwen ginn, fir dese Punkt an de Santé-publiques ze verankeren.

Dass den Hausdokter, deen iergendwann nom Zweete Weltkrich bei ons aus der Moud komm war, vun deenen et der och ëmmer mander ginn ass, eng eminent wichtege Roll an der Gesondheetsversuergung vun engem Land ze spillen huet, dat,

Här Minister, hat Dir grad wéi Äre Virgänger kloer erkannt. Hei bei ons gëtt et zënter enger Rei Joren d'Formation spécifique de médecine générale, déi net nëmme fir den Nowuess suergt, mä déi et och erméiglecht, déi zukünfteg Hausdokteren net nëmme op d'Krankheeten - déi sinn op der ganzer Welt déiselwecht -, mä op de System an d'Besoinë vun onsem Land ze preparéieren. An deenen éischten dräi Joer sinn aus dëser Formation ongeféier 20 Dokteren erausgaangen. Et gesäit also net esou schlecht aus mam Nowuess an der Médecine générale, wann een där Saach nach e puer Joer gëtt.

De Generalist ass den Affekt vum Patient, de Guide duerch déi fir Laien zimlech komplex Spidolandschaft. Mä dee Rôle kann hien awer nëmme da spillen, wann d'Vertrauen tëschent him an dem Patient absolut ass. Dat ass natierlech net dann de Fall, wann de Patient d'Gefill huet: „Deen doten, deen ass do, fir mech ze kontrolléieren.“ Dat kann net fonctionnéieren! Dofir ass et fir ons esou wichtege, dass de Médecin référent fakultativ bleift, an dass de Patient och hei de libre Choix behält.

D'Haaptaufgab am Règlement grand-ducal vum Hausdokter, deen elo just nach de Kader wäert setzen, ass, d'Continuité des soins ze sécheren. De Rescht wäert iwwer Konventioun ze kläre sinn. Ech denke mer, dass et och drëm geet, dese Beruff erëm par rapport zu de Spezialitéiten e bësse méi attraktiv ze maachen, grad wéi och déi aner Dokteschberuffer, déi net „arméiert“ sinn, dat heescht, déi nëmme iwwert den Acte intellectuel verfügen, wéi zum Beispill d'Kannerdokteren, d'Hautdokteren an eng Rei vun anere Spezialisten.

Eng vun de wichtege Rolle vum Generalist wäert dann och d'Gestioun vum Dossier de soins sinn. Mir si frou, souwuel iwwert den Avis vum Statsrot wéi och iwwert dee vun der CNPD, dee fir méi Kloerheet gesuergt huet. De Secret médical, d'Confidentialité vum den Donnéeën huet net nëmme de Patienten, mä och de Prestataires a souguer de Politiker Suerge gemaach. D'WikiLeaks ware grad zur Zäit komm, fir nach eemol ze rappeléieren, dass an der Informatik „geheim“ e relative Begrëff ass, an dass ee muss extrem virsiichteg mat esou Saachen ëmgoen.

Ech wëll hei nach eng Kéier rappeléieren, dass den Dossier médical och scho bis elo exklusiv dem Patient gehéiert an dass net nëmme all Zougrëff drop säin Accord muss hunn, mä dass hien och d'Recht soll hunn ze wëssen - an den Här Braz huet dat schon ugeschwat -, wie wou a firwat sech Zougrëff verschafft op säin Dossier. Den Zougang zum Dossier sollt gestaffelt sinn. Domat menge mer, dass net all Acteur vum System fir seng Aarbecht déi nämlech Donnéeën a Renseignementer brauch an dofir och net soll kréien. Dofir sinn eng Rei vun Zougrëffsméiglechkeeten aus dem Gesetz verschwonnen.

Déi wichtege Roll vum Dossier médical wäert awer ganz kloer déi sinn, fir an der Continuité des soins d'Bindeglied tëschent dem Patient an de Prestataires duerstellen: e Bindeglied tëschent doheem, Spidol an erëm zréck heem, bei den Hausdokter, e Bindeglied tëschent de Soignanten an de Spideeler an zum Beispill de Maisons de soins an tëschent all den Dokteren, déi sech ëm dese Patient këmmere.

D'CSV-Fraktioun setzt ganz vill Hoffnung an dësen Dossier, well et sech bei ganz ville praktesche Problemer an onser Gesondheetsversuergung, wéi bei villem, ëm e Problem vu renger Kommunikatioun handelt. E bësse pessimistesche muss een awer soen, dass d'Fransousen - ech hunn elo grad en Artikel krut vun engem Kolleg - fënnef Joer gebraucht hunn, bis si hiren Dossier souwäit funktionell haten. Ech hoffen, dass mir dat dann, op deenen Erfahrung baséierend, e bësse méi séier wäerte kréien.

Et ass virun allem wichtege, dass deen Dokter, deem de Patient vertraut, dësen Zougrëff huet op d'Resultater, Traitement an Ennersichungen. Mir wäerten awer och..., et wäert sécher duerch dës Method an Zukunft méiglech sinn, Duebelënnersichung

gen ze verhënnere, an och verhënnert muss kënnen ginn, dass deeselwechte Patient vu verschiddenen Doktere Medikamenter verschriwwen kritt, déi sech net matenee verdroen.

Bleiwe mer emol e Moment bei de Medikamenter, doriwwer ass och vill diskutéiert ginn: Ech mengen dee ganze Problem ronderëm d'Substitioun, deen och de Mëtteg hei e puermol ugeschwat ginn ass. Et geet ëm d'Substitioun vun engem Medikament duerch en anert, gläichwärtet, awer méi bëllegt. Virun allem handelt et sech ëm déi Produiten, deenen hir Lizenzen ofgelaf sinn an déi vu verschiddene Firmae méi bëlleg kënnen hiergestallt a verkaaft ginn. D'Produitë sinn da gläichwärtet dem Originalprodukt.

Et ass elo sou am Gesetz bestëmmt, dass d'Keesen opgrond vun enger Base de remboursement fir verschiddene - net fir all Medikamenter - awer oft verschriwwen Medikamenter rembourséieren, an d'Lëscht vun dese Produktë ginn am Mémorial publizéiert. Dat ass eng flott a gangbar Propositioun, déi et sécher wäert erlaben, eng Rei Aspuernesser ze maachen.

De Problem ass jo oft deen - an deen ass och ugeschwat ginn -, dass de Patient e Medikament fir d'Éischt an engem Spidol verschriwwen kritt, an den Dokter dobause verschriift et weider. Et muss een awer wëssen, dass d'Pharmaindustrie de Spideeler ganz aner Präisser mécht fir hir Produiten, well si wëssen, dass dat genau de Wee ass, deen dat normalerweis hëlt. Dat ass vläicht an engem Sënn vu Big Business de bonne guerre, mä d'Keesen hu keen direkten Abléck an dës Praktiken, déi an de Spidolsapdikten oflafen, a wëssen net, wéi deier dass si bezuelt goufen. Dat ass bedauerlech.

Et ass also, wéi gesot, e noutwendige Schrëtt, dass d'Keesen hei definéieren, wat si op d'mannst am ambulante Secteur erëmbezuelen. Wichtig fir de Patient ass et, dass e ka sécher sinn, dass et nëmme do Substitioun ka ginn, wou en absolut gläichwärtet Medikament virläit. D'Kritäre sinn am Text kloer definéiert. Wann een dee Gedanke weiderdenkt, kann ee sech virstellen, dass ons Keese mat deene vun hinnen etabléierte Lëscht an eng Position de force kéinte kommen, déi et hinnen och géif erméiglechen, mat der Pharmaindustrie, och wa mer e klenge Land sinn, iwwert d'Präisser vun de Medikamenter ze verhandelen, well hei ass nach vill Loft dran.

Dir wësst sécher, dass de Präis vun engem Medikament sech opdeelt op 50% Distribioun, 30% Marketing, ganzer 15% Recherche a 5% Produktioun. Doriwwer ewech wier et vläicht och interessant, Geld a Compliance-Programmer ze investéieren. Och dat gëtt et am Ausland, well mer wëssen, wéi vill Medikamenter zwar an der Apdik kaaft ginn, awer net geholl oder awer net esou geholl ginn, wéi se sollen, dat heescht, net bis zum Schluss.

E besonnesch interessanten Aspekt vun dem Gesetz ass et, dass d'Keesen hei vultaristesches eng Base de remboursement definéieren. Dat féiert mech zu der Fro, awéiwäit ons Keese amstand sinn ze definéieren, wat si och an aneren Domäne vun der Santé kënnen a wëlle rembourséieren. Well ee vun deene fundamentale Problemer vun onsem Sécurité-sociale-s-System a sécher déi Haaptbasis fir d'Explosioun vun de Käschten ass deen, dass et bis elo net gelongen ass, kloer ze definéieren, wat „utile an nécessaire“ ass. Wat ass néideg, wat ass positiv fir de Patient, wat ass iwwerflësseg, jo souguer schiedlech?

Utile an nécessaire gëtt et an allen Domäne vum Gesondheetssystem: Dat geet beim Patient un, deen entweder Medikamenter hëlt, wann e sech erkaalt huet, oder awer net, oder bei den Dokter geet, oder net - och dat ass ugeschwat ginn -, et geet dann iwwert d'Nomenclature médicale, iwwert d'Nomenclature allgemeng, et gëtt jo net nëmme eng médicale, geet et dann iwwert d'Spideeler virun, an dee Patient, deen déi Leeschtungen an Usproch hëlt, dee wëllt och dofir rembourséiert ginn.

Iwwert dese Problem hu sech scho ganz vill Leit - déi bescht Leit an alle Länner, déi iwwer eng Sécu verfügen, déi desen Numm verdéngt - Gedanke gemaach. An deenen allermeeschte Länner ass et d'Keese, déi opgrond vun enger driwwer-gestallter wëssenschaftlecher Autoritéit decidéiert: Dat do beziele mer erëm an dat do net. An och, wéi vill rembourséiert gëtt. A Frankräich ass dat d'Haute autorité de santé.

Sou eppes hu mir hei zu Lëtzebuerg net, mir fannen am Projet awer zwee Gremien, déi kéinten op d'mannst vun Deel esou eng Roll spillen. Dat ass d'Cellule d'expertise médicale, déi der Commission de nomenclature virgeschalt gëtt, an de Conseil scientifique, dee soll d'gutt Praktik, d'bonne Pratique médicale definéieren. Et ass dës ganz kloer e Versuch, eng gewisse Gouvernance an de System eranzubringen. D'CSV-Fraktioun begreift dat.

Mir maachen ons nämlech, wéi déi meescht Riedner haut de Mëtteg, ëm déi Schwéierkrank Gedanken. Dee Moment, wou ee seet, dass een net egal wat kann zu egal wellechen Tariffer iwwert d'Kranke-keese finanzéieren, a mat Enveloppes globales schafft, muss zu all Moment gesécher sinn, dass grad déi Schwéierkrank Usproch hunn op deen optimalen Traitement an op alles, wat d'Medezin ze bidden huet.

D'Commission de nomenclature ass eng zentral Schaltplaz vun der neier Gouvernance. Esou ass et och net vun ongeféier, dass si zu villen Diskussiounen gefouert huet. D'Nomenclature definéiert nämlech net nëmme déi Akten, déi sollen oder kënnen vun de Keesen en charge geholl ginn, mä och, zu wellechen Tariffer dat ze geschéien huet.

Mir sinn ons all bewosst, dass et muss zu enger profunder Reform vun der Nomenclature zu Lëtzebuerg kommen. Si ass de Moment net exhaustiv, si enthält ganzer 1.600 Codë géint eng 9.000 an der franséischer. Dofir gëtt et bei ons op d'mannst an der Praxis d'Ofrechnung par analogie. Dat gëtt et zwar eigentlech net méi säit 1992, mä wann et en Akt an der Nomenclature net gëtt an de Prestataire mécht awer en Akt, da muss e jo iergendeppes kënnen facturéieren, an e facturéiert dann en ähnlechen Akt par analogie.

Eng modern Nomenclature soll natierlech dann des Roll ganz kloer spillen, dat heescht, all déi Akte regruppéieren, déi utile an nécessaire sinn, déi mer kënnen offréieren, déi ons Patient brauchen, an déi mer och hei am Land kënnen sënnavoll duerchféieren. Si sollt awer och enger Rei vu Kritären däre Rechnung droen, wat déi finanziell Konsequenzen ubelaangt. Sou sollten zu de Parametere, déi an d'Berechnung vun engem Akt afléissen, ganz kloer eng Zäitschinn gehéieren - ech mengen, den Här Colombara huet virdu vun der Dauer geschwat vun enger Consultatioun, wéi laang brauch de Prestataire dofir -, an zweetens och d'Kompetenz vum Prestataire, deen den Akt duerchféiert. Bédies gëtt et bei ons de Moment net.

Ob een a wéi een an déi nei Nomenclature d'Technicitéit oder d'Komplexitéit abezitt - d'Madame Mutsch hat dovun geschwat -, wéi dat soll berechent ginn, wat déi ganz Diskussioun iwwert d'Location d'appareils géif iwwerflësseg maachen, dat iwwerloosse mer de Verhandlung mam Terrain. Ob een elo déi franséisch oder déi Schwäizer Nomenclature als Modell hëlt, ass schlussendlech net wesentlech. Wichtig ass, dass um aktuellen Zoustand eppes geännert gëtt.

D'CSV-Fraktioun wënscht also der Commission de nomenclature an hiren nei Zesummesetzungen, hiren ënnerschiddlechen Zesummesetzungen, der Cellule an dem Conseil scientifique vill Courage bei deser Aarbecht. Den Här Minister huet gesot an der Kommissioun, hie géif derfir suergen, dass si och wäerten entsprechend ausgestatt ginn, dass se kënnen effektiv fonctionnéieren.

Ech wollt elo nach ee Saz soen, awer ouni nach drop anzegoen - et kann ee jo net op alles agoen haut: Et ass wichtig fir onst Land, fir seng Leit a fir seng Fuerschung, dass téschent deene Gremien, vun deenen ech elo geschwat hunn - ech denken awer

och un eppes wéi de Statslaboratoire, ech denken un d'Krankekeese selwer -, dass et iergendwann eng Kéier verlässlech demographesch Date gëtt, dass se zur Verfügung stinn, dat net nëmme am Intérêt vun der Fuerschung, mä selbstverständlech och am Intérêt vun enger effikasser Preventioun. Well nëmme, wann ee weess, u wat dass mer krank sinn, kann een och kucken, géint wat mer musse Preventivmesuren huelen.

Mir huelen zur Kenntnis, dass des Moosnamen en Deel vun den Effortë sinn, d'Ausgabe mëttelfristeg ze sanéieren. Mir mengen awer, dass ee nëmme méi längerfristeg Resultater hei wäert gesinn. Mir wollten awer gesot hunn, dass, éischtens, déi nei Instrumenter, déi mer dann do kréien, och net zum Nulltarif wäerten ze habe sinn, an zweetens, dass een awer och d'Progrès an der Medezin, sief dat diagnostesch an therapeutesch an dofir och finanziell muss mat arechnen.

Ee vun de Weeër, déi de Projet virgesäit, fir op d'Kontroll vun de Gesondheitsausgaben ze kommen, ass kloer dee vun enger méi grousser Zesummenaarbecht vun de Spideeler. Mir hunn, wat d'Spideeler ubelaangt, trotz deene groussen Efforten, déi et kascht huet, schonn eng Rei Gruppementen ze maachen, eng ähnlech Landschaft wéi bei onse Gemengen, trotz Fusiounen. Mir hunn der nach ëmmer vill an der Proportioun vun onser Populatioun.

D'Ursachen dofir - Dir kënnt lech all un déi Diskussiounen erënnere virun enger Rei Joren - sinn historesch. Si sinn och lokal - ech wëll hei net drop agoen -, an ons Matbirger hänken un hire Spideeler. Dofir muss ee ganz virsichteg iwwerall a besonnesch an deenen Domänen, déi d'Patienten touchéieren, mat demselben delikaten Thema ëmgoen, wéi mäi Kolleg Jean-Paul Schaaf et scho sot.

Et ass awer net esou, dass an allen Domänen d'Patiente betraff wieren, wann een déi Zesummenaarbechten ustieft. De Rapport weist op déi Servicen hin, déi kéinten zesummeschaffen, ouni dass de Patient dat iwwerhaupt muss matkréien an ouni dass hie sech muss an deenen allermeeschte Fäll déplacéieren.

(Interruption)

Ech hat gemengt, ech hätt schonn 42 Minutte geschwat. Pardon!

(Hilarité)

D'Laboratoire sinn heifir sécher - also fir dat Zesummeleeë vun Aufgabe vun de Spideeler - dat allichtendst Beispill. Wann een eng méi deier an och eng méi selten Analys an engem Labo mécht an net an alle Spidolslaboen, kann een net nëmme Reaktive spueren, also d'Analys méi bëlleg duerchféieren, mä och d'Masse critique vun Analysen an deem Labo eropsetzen, wat zu der Qualitéit vun der Method bäidréit.

Et ass schliesslech kee Problem, fir en Tube Blut vun enger Plaz op déi aner ze féieren. Dat hunn d'Privatlaboe jo scho virexerzéiert. Mir wäerten dofir an demselben Zesummenhang och am A behalen, wou de Statslaboratoire sech an demselben Ensembl vu Laboratoire erëmfënnt. Sécher ass, dass d'Spidolslaboe sollten d'nämlech behandelt gi wéi déi aner, virausgesat, dass si och an Zukunft wäerten amstand sinn, Dag an Nuecht an och d'Weekender fir hir hospitaliséiert Patienten a fir d'Urgencé kënnen do ze sinn.

Mat Zesummeschaffen an esou enger Federatioun - net vun de Laboen, mä vun hiren Aktivitéiten, mir haten dat schonn eemol falsch verstanen -, do si jiddefalls mëttelfristeg Mëttel ze spueren ouni Verloscht vu Qualitéit a vu Komfort fir de Patient. Esou e Modell kann een - d'Rapportrice hat déi Méiglechkeete schonn opgezitt - aus ähnlechen Ursachen applizéieren op d'Informatik, wou et fir all Acteure wichtig ass, dass d'Resultater liesbar si fir jiddwieren, ouni dass een e professionellen Informatiker ass. Dat ass am Moment net iwwerall de Fall.

Och d'gemeinsam Akeef: Och hei gëtt et schonn eng Zell bei der Entente des hôpitaux, déi déi gemeinsam Achaté kann a soll maachen, déi nach ka verbessert ginn. D'Services d'hygiène, d'Logistik an d'Apdikte kéinte besser, méi transparent, méi spuersam fonctionnéieren, wa se géife

méi zesummeschaffen. Hei sinn elo d'Spideeler um Zuch an d'Entente des hôpitaux.

Leschte Punkt, op deen ech kuerz wéilt agoen, ass dee vun de Centres de compétences. Déi éischt Formulatioun, déi ons wierklech dozou gefall huet, dat ass déi vum Avis complémentaire vum Statsrot, wou e seet, dass et sech dobäi ëm eng Entité organisationnelle handelt, déi vun engem oder e puer Spideeler Ressourcen a Servicer kann zesummeffaassen, déi eng interdisziplinär Prise en charge vu Patienté mat enger bestëmmter Pathologie erlaben. Wann des Definitioun applizéiert gëtt, ass all deenen de Wand aus de Segele geholl, déi gefaart haten, mir kriteen elo erëm déi Diskussioun fir d'Centre-de-compétences, wéi dat virun enger Rei vu Joren iwwert d'Services nationaux de Fall war.

Et geet also eigentlech drëm, d'Kompetenzen zesummenzeleeën, fir eng Pathologie besser kënnen ze behandelen, an net ëm Prestigeobjeten, déi bei dat eent oder dat aner Spidol solle kommen. D'Zesummeschaffen téschent Dokteren aus verschiddenen Haiser gëtt et scho méi laang a fonctionnéiert relativ gutt. Beispiller sinn den INCCI, d'Lithotripsie an de Centre Baclasse zu Esch.

Dat Beispill, dat am Rapport steet, an zwar d'Onkologie, ass ideal, fir dat ze illustréieren: dass do, wou kee schwéiert Equipement méi muss ugeschaf ginn oder wou op d'mannst de Patient net dauernd muss bei deem Apparat leien, stoen oder sech ophalen, dass et do och méiglech ass, dass de Centre an e puer Spideeler ugesiedelt ass, dass de Patient ka bei sengem Dokter a sengem Spidol bleiwen, virausgesat, den Dokter huet déi Kompetenz an ass fir déi Spezialitéit a fir dee Centre agréiert. Et muss een also an Zukunft onser Meinung no e Centre de compétences virtuel, an net lokal definéieren.

Här President, d'CSV-Fraktioun grad begreift et ausdrécklech, wat an der Regierungserklärung stoung, dass elo déi Leit, déi d'Sue fir eng Konsultatioun oder eng Behandlung net kënnen virstrecken, mat engem Attest vun hirem Office social awer kënnen zu hire Behandlung kommen. Dat ass esou wichtig, well hei grad déi Schwéier Krank betraff sinn, déi oft no e puer Spidolsopenthalter net wëssen, wou se d'Sue solle fannen, déi se musse bezuelen. Mir sinn och frou, dass, vu dass d'EEgebedelegung an d'Luucht geet, de Selbstbehalt nëmme brauch bis op 2,5% vum Joresakomes selwer finanzéiert ze ginn.

Als Schlussfolgerung géif ech wëlle soen, Här President, Kolleginnen a Kollegen, Här Minister, dass des Reform déi bescht ass, déi an esou kuerzer Zäit iwwerhaupt konnt duerchgezu ginn.

(Interruptions)

Wann een e bësse méi Zäit gehat hätt - also ech mengen elo haut -, hätt een nach missen iwwer eng Rei Punkte kënnen diskutéieren, déi an demselben Gesetz eigentlech net weider, net ausräichend ugeschwat ginn.

Mir hätte kënnen iwwert d'Mediatioun am wäiteste Sënn schwätzen, déi fir de Spidolssecteur virgesinn ass, awer am Ambulatoire nach net definéiert ass. Ech mengen och, dass mer ons musse Suerge maachen ëm eng richteg Verriedung vun alle Patientén, dat vis-à-vis vun de Prestataire a vun de Keesen. Mä mir hu jo nach zwee Gesetzer an der Maach, dat iwwert den Exerce médical, wou et och sécher wäert iwwert d'Formation continue goen, déi och haut schonn ugeschwat ginn ass, an dat iwwert d'Rechter vun de Patientén.

Mir mussen och am A behalen, dass ons Gesondheitsversuerungen, dass déi Ännerungen, déi an demselben Gesetz elo gestëmmt ginn, dass déi amstand sinn, ons Gesondheitsversuerung méi kompetitiv vis-à-vis vum Ausland ze maachen an engem europäesche Kader, deen ëmmer méi kleng gëtt, dat heescht, deen ëmmer méi no réckelt.

Wann dat Gesetz elo gestëmmt gëtt haut, da läit de Ball net méi an der Chamber. E grouse Batz Aarbecht kënnt vu Januar un op lech, Här Minister, an op Är Beamten duer, an awer och op Är extern Gesprächspartner, fir d'Reglementer, d'Konventiounen an all déi Verhandlungen ze

féieren. D'CSV-Fraktioun wäert dës Entwécklungen - esou wäit dat méiglech ass - opmierksam verfollegen. Mir géife mengen, dass mer spëtstens an zwee Joer missten en éischte Bilan kréie vun deem, wat geet, wat net geet, wat fir Spuermoosname méiglech waren a wat muss nogebessert ginn. Zum Schluss wëll ech nach den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Gesetz ginn.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - An ech soen der Madame Mergen Merci. Elo komme mer zum Gesondheitsminister, dem Här Mars Di Bartolomeo. Här Gesondheitsminister, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am léifste géif ech elo „uff!“ soen. An ech soen et, well et war en haart Stéck Aarbecht. Ech wëll dobäi jiddwerengem Merci soen, deen - jiddwereen zu deem richtigen Zäitpunkt - mat ugepaakt huet, virun allem der Chamberskommissioun mat un der Spëtzt hirer Presidentin a Rapportrice, awer och der Presidentin f.f. während enger kuerzer Zäit, de Kollege Fraktiounspräsidenten, déi - an dat ass jo ganz oft scho gewënscht ginn - bei kruzialen Dossieren d'Chamber mat representéiert hunn an och Bewegung an d'Diskussioun erakut hunn dee Moment, wéi d'Diskussioun an d'Stocke geroden ass, deene ville berodende Gremien, déi mat ugepaakt hunn, wéi de Conseil d'État, wéi d'Berufschamberen.

Awer och deene Leit, déi eng ganz engagéiert Diskussioun gefouert hunn, jo, heiansdo gestriden hunn an heiansdo souguer richteg gestriden hunn - an ech wëll hei soen, dass eng Reform vun der Gesondheet oder d'Gesondheitswiesen, virun allem awer déi Wäerter, wou d'Gesondheitswiesen drop opbaut, heiansdo e Sträit wäert sinn, wann dee Sträit eis weiderféiert. Och wann Der mer erlaabt ze denken, dass mer wahrscheinlech datselwecht Resultat kritt hätten, wa mer zesummen um Dësch sëtze bliwwen wieren. Mä bon, dat ass eben esou. Dat kann een net réckgängig maachen.

Dat, wat ech mengen, dass wichteg ass, dat ass, dass een am Kapp huet, dass nom 1. Januar den 2. Januar kënnt, an dass mer ab dem 2. Januar alleguer erëm mussen zesummeschaffen, fir déi gutt Elementer an dësem Projet op den Terrain ze kréien, fir et ëmgesat ze kréien. Well eng Rei vu Kolleegen hunn zu Recht gesot, dass mat deem Gesetz hei, wat e Kadergesetz ass, d'Aarbechten net eriwuer sinn, mä eréischt richteg um Terrain mussen ugoen. Do ass vill Aarbecht, wa mer dee Gesondheitsystem, dee mer hunn, wëllen dauerhaft ofsécheren.

Et sief mer erlaabt, hei ganz kuerz - well dat jo eng Selbstverständlechkeet ass bei jiddwerengem Einzelnen - op déi Virzich vun eisem Gesondheitswiesen hinzewiesen, déi am Mëttelpunkt vun dësem Gesetz stinn.

Duerch déi allgemeng Versécherung, déi mer hunn, ass de fräien Accès vu jiddwerengem zu qualitativ gudder Gesondheitsdëngschtleeschung garantéiert ouni Ënnerschied vu Revenu. Duerch déi solidarresch Finanzéierung gëtt keen dobausse gelooss an et bleift e solidaresche System, deen net op de Risiko opgebaut ass, wou deen, deen ze vill e grouse Risiko mat sech dréit, net interessant fir d'Keess ass.

Et ass e System, deen um Tripartitéfinanzéierungssystem opgebaut ass, wou jiddweree säi Bäitrag mécht a wou kee soll ausschieren. Well, wann een ausschiert, wier dat a mengen Aen e Feeler, deen net erëm guttzemaache wier.

Eise System zeechent sech duerch niddreg Bäitrag aus. Mat déi niddregst, déi ech iwwerhaupt kennen, déi awer just do duerch méiglech sinn, dass de Stat sech ganz staark an der Sozialpolitik, an der Sécurité sociale engagéiert. Wann en dat net géif maachen oder net méi kéint, do duerch, dass seng Finanze schwindsüchtig wieren, da géife mer ganz schnell an d'Paragí vun anere Länner kommen, wou d'Bäitrag vun de Versécheren, awer och vun der Wirtschaft vill méi héich sinn.

Et dierf drun erënnert sinn, wa mer iwwer Kompetitivitéit schwätzen, dass nom 1. Januar d'Bäitrag hei zu Lëtzebuerg bei 5,6% wäerte leien. Dat heescht, 2,8% fir déi Versécheren an 2,8% fir d'Betriber. Zum Verglach, just iwwer der Grenz an Däitschland leien déi Bäitrag ab 1. Januar bei 15,5%. Just bei der Santé also en Delta vum bal 10%. An da streide mir ëm 0,1%; et ass bal - wann Der mer et erlaabt - lächerlech. Well eis ze ënnerschieben, dass mir eng erotesch Bezéiung zu Bäitragserhéijungen hätten, dat ass net ze verrieden.

Ech wëll lech soen, dass an deene leschte sechs Joer, wou mer zesummen d'Responsabilitéit hunn, d'Bäitrag net nëmme net an d'Luucht gaange sinn, tous azimuts an der Sécurité sociale, mä souguer liicht zrëckgaange sinn. Och dat dierf een eng Kéier soen, wann den Drëtter Weltkrich erkläert gëtt, well mer hei zu Lëtzebuerg ëm 0,1% bei de Bäitrag an d'Luucht ginn.

Ech wëll och drop hiweisen, dass d'Gegebendelegung fir d'Leit zu Lëtzebuerg quasi déi niddregst op der Welt ass, wa mer vun „national health“-Systemer ofgesinn, déi awer aner Bocksféiss hu wéi just d'Gegebendelegung. Déi Gegebendelegung, déi wäert och nom 1. Januar gradesou niddreg am Verglach zu deenen anere Länner bleiwen.

Ech wollt dat just soen, fir nach eng Kéier ze cadréieren, wat mer eigentlech mat där Reform wëlle verteidegen, ofsécheren a weider verbessern. Well dat ass d'Zilsetzung vun deem Gesetz, wou zimlech eesäiteg ëmmer op dat eent Element hi-gewise ginn ass, wat dee finanziellen Aspekt ass. Mä deem Gesetz ass Onrecht geden, wann ee sech op dee finanziellen oder dee kuerzfristige finanzielle Volet focaliséiert.

Sécher, dee finanzielle Volet ass och net onwichtig, mä ech wëll lech soen, dass dee finanziellen Deel vum Gesetz oder de Gros vun deem finanziellen Deel, deen elo den 1. Januar kënnt, och komm wier, wa mer kee Gesetz gestëmmt hätten. Just e bësse méi eesäiteg, well et sech dann drop limitéiert hätt, fir d'Bäitrag oder zousätzlech Bäitrag fir d'Assuréeen a fir d'Betriber a fir de Stat ze bréngen. A mam Gesetz hu mer eng Rei vun aneren Acteuren, déi mat upaken - an dat muss een och respektéieren -, déi zum Deel zolidd mat upaken. Och dat dierf gesot sinn.

Doduerch hu mer e besseren Équilibre an der Verdeelung vun de Laaschte kënnen hierstellen. An déi Laaschten, déi équilibréiert sinn, wäerte keen - keen! - iwwerfuere, weder de Patient nach d'Betriber nach d'Acteuren aus dem Gesondheitswiesen. Jo, et ass e Bäitrag, mä et ass ee Bäitrag, deen ee soll misse leeschten, wann ee gesäit, wat op där anerer Säit de System bitt. An dat, wat de System bitt, ass mat dat Generéist, wat ronderëm eis a souguer méi wäit vun eis ewech gebuede gëtt.

Déi Reform bréngt niewent deem finanzielle Volet wesentlech nei strukturell Moosnamen. Ech wëll net datselwecht nach eng Kéier maachen, wat d'Rapportrice gemaach huet, well si huet dat ganz exzellent gemaach, mä ech wëll awer nach eng Kéier esou just am Telegrammstil opzielen a méi plastesch duerstellen, wat vu strukturelle Moosname kommen.

En neie Pilier fir d'Preventiounsapproche. D'Keess, d'Gesondheitskeess gëtt an Zukunft net nëmme Partner, mä Acteur. Niewent deem, wat mat dem Gesondheitsministère organiséiert gëtt, wäert d'Gesondheitskeess eenzel eegen Aktivitéiten, eegen Initiative kënnen huelen. Dat war bis elo am Gesetz net méiglech, och laut de Statuten net méiglech.

Déi nei Missioun fir den Hausdokter hunn en duebelen Zweck: éischtens, an dat ass hei richteg gesot ginn, fir déi medezinesch Grondversuergung hei zu Lëtzebuerg, déi nach intakt ass, ze stäerken, ze encouragéieren, jonk Leit ze encouragéieren, fir sech och weiderhin a Richtung Allgemengmedezin ze orientéieren an net nëmme d'Spezialitéit ze gesinn. Iwwregens, d'Allgemengmedezin ass och am Grond gesinn eng Spezialitéit. Also, derfir ze suergen, dass d'medezinesch Grondversuergung net herno ausgesäit wéi e Schwäizer Kéis mat décke Lächer dran, mä se weider attraktiv ze halen.

Dat heescht, wa mer „A“ soen an dem Hausdokter, dem Vertrauensdokter, dem Familiendokter nei Missioun ginn, da muss mer em och dofir déi noutwendeg Unerkennung ginn. Dat ass evident.

Deen zweete Volet vun där Neierung ass, dass mer dem Patient net eppes huelen. Mir huelen em keng Fräiheeten. Den Hausdokter, de Vertrauensdokter gëtt net zum Polizist, mä e gëtt zum Guide, e gëtt zum Beroder fir de Patient an engem Gesondheitsystem, deen ëmmer méi komplex gëtt, a wou de Patient sech net ouni Weideres erëmfënnit.

En huet och de Verdéngscht, dass en de Mënsch a sengem Ensemble, a sengem Ëmfeld, a sengem sozialen Ëmfeld, an der Famill ka beobachten a suivéieren, an net nëmme en Deel vun deem Mënsch. Ech wëll elo net soen, dass d'Spezialisten dat Ganz géife fractionnéieren, mä den Allgemengmedeziner huet duerch seng Proximitéit awer eng Rei vun aneren Elementer, déi e kann a säi Suivi vum Patient mat abezéien.

Drëttens, d'Förderung vun der ambulanter Behandlung do, wou se ouni Qualitéitsverlust méiglech ass. An do hu mer an deene leschte Méint gutt dru geschafft, mat Virbillen, wéi et se am Ausland gëtt, fir d'Pathologie kënnen ze identifizéieren, wou mer d'ambulant Behandlung solle privilegéieren. Mä dat geet net op Knäppchendrock. Mir mussen och fir déi nei, déi noutwendeg Infrastrukture suergen. Mir mussen och fir déi Ëmstrukturéierung suergen, fir dass d'ambulant Behandlung och méiglech gëtt an net eréischt deen zweete Choix gëtt.

Dann eng besser Zesummenaarbecht, eng méi staark Spezialiséierung an de Spideeler. Kompetenzzenter ass e Reizwuert do derfir. E Reizwuert, dat am Ufank Angscht gemaach huet, mä wou mer awer mengen, dass mer keng Angscht virun esou Kompetenzzentren brauchen ze hunn, well déi Kompetenzzentren - et feelt vläicht nach dat eent oder anert Element, fir et definitiv zu engem Kompetenzzentrum ze maachen -, déi mer zesummen opgebaut hunn, déi brauchen eis net fäerten ze doen, well déi Qualitéit, déi se bidden, ass exzellent.

Et ass vum Häerzchirurgiezentrum, et ass vum Radiotherapiezentrum, et ass vum Rehasentrum geschwat ginn. Et gëtt Filiären, déi nach net Kompetenzzentren sinn, déi muer kënnen e virtuelle Kompetenzzentrum sinn, wéi d'Prise en charge vum Hireschlag, déi gutt opgebaut gi sinn an déi mer weider solle förderen.

Dat heescht also doduerch, dass mer d'Zesummenaarbecht, d'Spezialiséierung förderen, gi mer och op dat an, wat eis vu baussen era bléit: eis moosse mat deene Beschten déisäits vun de Grenzen. Fir dass mer dat kënnen, muss mer méi visibel gi bei deem, wat mer besser kënnen, wat mer gutt kënnen, muss mer d'Qualitéit net nëmme spieren, mä muss mer se kënnen dokumentéieren. An déi Dokumentatioun vun der Qualitéit ass e wesentlech Element och an dësem Projet.

Dann eng besser Definitioun vun de Rolle vun deenen eenzelnen Acteuren do, wou se net kloer genuch waren. Am Spidol, de Koordinatiounsmedeziner, d'Obligatiounen - d'Rechter selbstverständlech, déi schonn do sinn -, mä d'Obligatiounen och vum Spidolsdokter méi kloer preziséieren. Dat si weider Elementer, déi am Gesetz dra sinn.

Dann déi Diskussioun iwwer Medikamenter oder Génériques. Déi Fro, déi stellt sech net esou. D'Fro, déi stellt, ass d'Zurverfügungstellung vun deene beschtméigleche Medikamenter zu deem beschte Präis. Nach eng Kéier, d'Zurverfügungstellung vun deene beschtméigleche Medikamenter zu deem beschte Präis. Dat ass kee Widdersproch. Dat gëtt et op eenzelne Punkten, dat kënnt mat engem Fiederstréch garantéiert ginn.

Ech ginn lech d'Beispill vun deem Originalmedikament vun engem Produzent, wou de Brevet ofleeft, wou de Präis am Sturzflug erofgeet, wou deeselwechte Produzent sech dann afale léisst, fir d'Pëll aneschtens ze fierwen an eng aner Verpackung ze maachen an eng Kéier drun ze krazen, ëm en aneren Numm ze ginn, fir dann erëm vum Brevet geschützt ze sinn,

zu méi engem héije Präis. Sot mir, wat do den Advantage fir de Patient ass, wa mer em déi gréng Pëll vun deeselwechte Produzent mat deeselwechte Produkt garantéieren, am plaz déi wäiss Pëll vun deeselwechte Produzent an enger bloer Packung? Sot mir, wat den Advantage vum Patient ass, wa mer dat dote maachen? Keen! Null! Iwwerhaupt keen!

Deen dote Spuerpotenzial muss mer an d'Täsch vum Patient erabrëngen an och vun der Gesondheitskeess. A wéi wéi d'Undrohung, an deenen dote Fäll, vun enger Substitioun deet, hu mer gewisse kritt, wéi d'Pharmaindustrie - une fois n'est pas coutume - bei eis ugeklappt huet a gesot huet, ma mir ginn lech fräiwëlleg eng Remise, wann Der dat doten net esou seriö upaakt, dat mat där Substitioun. Bon, mir wäerte mat vill Fingerspëtzegefill Substitioun maachen, mat vill Fingerspëtzegefill an am Dialog mat deene wëssenschaftlechen Instanzen. A mer wäerten trotzdem dankend déi Remise vun der Pharmaindustrie unhuelen.

Dann den Dossier vum Patient, deen Dossier mat den échangéierbare Basisdonnéeën. Och erëm eng Kéier zwou Zilsetzungen. Iwwert den Detail kann ee selbstverständlech diskutéieren. Mä dann, wann ech gelift, wa mer esou wäit sinn, fir op de Knäppchen ze drécken. An net e gudder Produkt direkt verdäiwelen, deen eigentlech zum Zil huet: éischtens, dem Patient duebel, dräifach, sechsfach Ënnersichungen ze vermeiden oder ze erspueeren.

Sécherstellen, dass, wann e Medikamenter kritt, deen, deen e behandelt, och gesäit, wat fir eng Medikamenter e kritt, fir dass déi Géigewirkungen oder déi Zesummewirkung vun oder Contre-Indicatiounen vu Medikamenter, dass mer eis déi kënnen erspueeren, a Laboanalysen, wa se rezent verfügbar sinn, verstinn ech net, firwat dass een zum Beispill sechsmol oder zwielfmol oder zwanzegmol a sengem Liewen eng Blutgrupp muss bestëmmt kréien, wann et duergeet, dass ee se eng Kéier bestëmmt kritt.

Also och déi Elementer kucken. Dat heescht dem Patient duebel, dräifach Ënnersichungen erspueeren, an dem Dokter d'Méiglechkeet ginn, fir anstänneg Informatiounen, rezent Informatiounen iwwert de Patient ze kréien, fir en esou gutt wéi méiglech ze behandeln.

Ech ginn iwwert déi aner Elementer am Telegrammstil. Den Tiers payant social ass eppes, wat ee sech net wënscht, mä wat awer noutwendeg ass, well et dierf keen dobausse bleiwen. A wann een, well en iwwerhaupt kee Wak an der Täsche huet, dobausse muss bleiwen, da muss mer deem d'Dier opmaachen, fir dass en erakënnt. Dat dierf net an eisem System sinn, dass doduerch, dass een aarm ass, een net ka bei en Dokter goen. Do kann een all méiglech Explicatiounen a Culpabilisatioun maachen, mä et dierf keen dobausse bleiwen. Dat ass e Grondrecht, an dat muss mer garantéieren!

Mir ginn eis mat dësem Gesetz déi noutwendeg Steierinstrumenter, net fir eis elo doutzespueeren, mä fir dee System besser kënnen ze pilotéieren. Well, wa mer en einfach drifte loosse, da rennt en iergendwann eng Kéier géint den Äisberg. An dat wëlle mer alleguer net. Also brauche mer déi Steierinstrumenter, an déi kréie mer mat deem heite Gesetz.

De globale Budget vun de Spideeler, d'analytesch Kontabilitéit, d'„full-cost“-Berechnung brauche mer, wa mer jee eng Kéier en Acteur grenziwwerschreidend wëlle ginn. Well am Moment kënne mer a ganz ville Fäll de Präis vun deem, wat mer bidden, net berechnen. A wéi solle mer eis Dëngschtleeschungen no bausse verkafen, wa mer net kënnen dobausse soen, wat se kaschten? Dat ass also elementar, dass mer dat doten och kënne bidden.

Dann esou e klengen Detail, awer e wichtige Detail. Mat deem heite Gesetz iwwerhuele mer als Gesondheitskeess d'Käschte vum Hospice, am Hospice d'pal-

liativ Begleitung. Dat fannen ech och e wichtegt Element.

Bei de Finanzen, mengen ech, brauch ech net méi méi laang drop anzegoen, well ech virdrun drop higewisen hunn, dass mer hei eng équilibréiert Solutioun fonnt hunn, déi kee wäert iwwerforderen. An ech menge just bei der Gesondheet - dat soll och emol eng Kéier gesot sinn -, bei der Gesondheet solle mer eis et net undoen, dass mer de Leit dobausse soen, dass déi beschméiglech Gesondheitsversuerung zum Nulltarif gebuede ka ginn.

Mir mussen dobausse kloermaachen, wéi generéis eise System ass, dass en och bei kleng Modifikatiounen nach ëmmer dee Generéisten ass. A mer mussen kënne no bausse soen, dass, wann de Präis deen ass, dass ee bei enger einfacher Consultatioun 2% muss méi bezuelen, oder dass ee vläicht muer bei engem Sirop een Euro muss méi bezuelen, an et kritt een als Contrepartie eng komplett Käschteniwvernahm dann, wann et richtig wéideet, wann een en Häerzinfarkt huet, oder wann ee Kriibs huet, oder wann een eng schwéier Chirurgie huet, dann ass dat e räsonnablen Équiliber, deen ee muss kënne ënnerschreien.

Hei an eise System ass et net esou, dass doduerch, dass een aarm ass, ee sech kleng Behandlungen net ka leeschten. Deen, deen um Mindestloun hänkt oder deen, deen op enger Mindestpensioun ass, dee kritt deeselwechten Traitement, wann en e schwéiere Kriibs kritt, wéi deen, dee folzéngmol de Mindestloun verdéngt. An dat ass eppes, wou mer houfreg sollen dorwäert sinn.

Ech wëll och soen, dass déi Reform hei, déi mer elo hoffentlech haut zesummen an den Hafe bréngen, net vun uewen erof aus heiterem Himmel op eis lassgebrach ass, mä iwwert déi lescht Jore preparéiert ginn ass. Mir hunn an deene leschte sechs Joer vill a gutt, och mam Terrain, zesumme geschafft.

An et gëtt jo esou gemaach, wéi wann dat iwwerhaapt näischt wier, dass mer an deene leschte fënnf Joer an eiser Gesondheitskeess am Équiliber waren. Ma kuckt just iwwert d'Grenz an da kuckt Der, wéi vill Länner fënnf Joer laang hir Gesondheitsversuerung am Équiliber konnten halen! Där gëtt et der net vill. Där gëtt et der net vill, an Dir braucht just bei de Baiträg ze kucken, da gesitt Der, wéi vill Länner an enger Situatioun waren, sinn, dass se mussen zu deene méi einfache Solutiounen gräifen. Mir hunn déi Keess zënter sechs Joer am Équiliber, an dat ass och gutt esou.

Mir hunn an deene leschte sechs Joer mam Terrain vill op fräiwëlleger Basis kënne bewegen a verbesseren. Mä mat där fräiwëlleger Approche trëfft een iergendeng Kéier op Limiten, wou et mat der Fräiwëllegeket eleng net méi geet, an da muss ee sech e gesetzleche Kader ginn, fir déi nächst Schrëtt kënne ze maachen. Net fir d'Leit ze zwéngen, well mir brauchen déi Partnerschaft och an Zukunft fir dat, wat mer elo wëllen ugoen, a Richtung méi Transparenz, a Richtung bessere Pilotage, a Richtung méi Qualitéit brauche mer eng Rei vu Steierinstrumenter. An déi gi mer eis mat dëser Reform.

Si si vläicht net perfekt. Et huet een dat eent oder dat anert missen adaptéieren, modifizéieren oder souguer eenzel Elementer oppginn, mä ech wëll awer soen, dass dat Essenziell, wat mer eis vun Ufank u virgeholl haten, am Gesetz weider besteet.

Da wëll ech soen, dass mer no 20 Joer, déi zënter där leschter Gesondheitsreform vergaange sinn, Interêt haten, eis erëm eng Kéier méi seriö em dee Gesondheits-system ze këmmen. Dat muss een an engem regelméissege Rhythmus maachen. Well, wann ee sech net em d'Gesondheet këmmert - dat gëllt fir déi eege Gesondheet, mä dat gëllt awer och fir d'Santé publique -, dann iergendwann eng Kéier kritt ee vill méi grave Problemer.

Dir wësst alleguer, firwat et esou schwéier war, fir déi Reform duerchzebréngen.

Wann een eppes wëllt änneren, dann ass dat ni esou evident. An et deet mer leed: Wann ech de Mëtteg vun deem engen oder aneren - et ware se net all -, mä vun deem engen oder anere Riedner gesot kritt hunn, mir mussen Reforme maachen, mä et dierf sech awer näischt änneren, dann ass dat awer net ganz glafwierdeg.

Mir sinn déi heite Reform ugaang, och ech selwer, am Bewosstsinn, dass dat net wéi op Rouletté géif goen an dass dat, jo, dass dat géif Téitsche ginn op alle Säiten. Mä ech mengen awer, ënnert dem Stréch ass dat hei eng Diskussioun, déi eis weiderbruecht huet.

Mengem Virgänger - Dir erlaabt mer just kuerz op déi Aussoe vu mengem Virgänger anzegoen, well esou Gesondheitsministern, ob se ex oder jëtze sinn, déi hunn awer esou munches gemeinsam - wëllt ech just soen, dass ech, wéi ech Gesondheitsminister gi sinn, oder Sécurité-sociale-s-Minister gi sinn, mat engem décke strukturellen Defizit konfrontéiert war, dee mer vu mengem Virgänger hannerloos ginn ass. Well dee Grëff an d'Pensiounskeess, dee war just gutt, fir eng Kéier dat Ganzt ze verschleieren, huet awer net verschleiert, dass mer e seriöe strukturellen Defizit haten.

► **M. Carlo Wagner (DP).**- Här Minister, ech hat och eng schwéier lerschaft iwwerholl.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.**- An dann...

► **M. Carlo Wagner (DP).**- A wou Dir effectivement hutt misse bezuelen, dat war fir déi nei Infrastrukture vun de Spideeler. Doduerch ass et méi deier ginn.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.**- Neen, neen, neen, Dir hutt e strukturellen Defizit 2003, 2004 vu bal 100 Milliounen hannerloos, déi just iwwertücht gi sinn duerch de Grëff an d'Pensiounskeessen. Ech ka mech nach ganz gutt dorunner erënnere...

► **M. Carlo Wagner (DP).**- Et war d'Finanzéierung vun den Infrastrukturen...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.**- Jo, jo, jo. Ouh? Et war d'Finanzéierung vun den Infrastrukturen? Et ass awer legitimeiert gi mat deene laange Krankheitszäite wéinst méi enger restriktiver Invaliditéitspolitik. Dat ass awer interessant. Dat ass awer ganz interessant!

► **M. Carlo Wagner (DP).**- Neen, dat ass e ganz aneren... Här Minister, et ass...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.**- Dat ass esou...

► **M. le Président.**- Ech wëll hei net... Här Wagner, loosst elo den Här Minister schwätzen! Dir kënnt herno nach eng Kéier d'Wuert ergräifen oder dem Här Minister eng Fro stellen, mä hei gëtt net ënnereneen dialogéiert. Här Minister, fuert virun!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.**- Et huet näischt mat Demagogie ze dinn, mä ech follegen lech awer, Här President. Ech soen dem Här Wagner just nach dräi Wou-rechten amplaz déi fënnf, déi ech mer opgeschriwwen hat.

Ech wëll dem Här Wagner just soen, dass et net esou ass, dass just ënnert dem Minister Di Bartolomeo eng Action syndicale stattfonnt huet. Och ënnert dem Minister Carlo Wagner ass et zu enger Action syndicale vu fënnf Deeg komm, wou d'Cabineten zou waren. De Minister Wagner huet just aneschtens gehandelt wéi ech. Mir hu vill an haart gestriden a mir hunn e Kompromëss fonnt. Den Här Carlo Wagner huet net gestriden. En huet den Dokteren den Index a 7%-Tarif-Adaptatiounen ginn, duerfir ass vläicht net esou vill Parzeläin zerbrach.

► **M. Carlo Wagner (DP).**- Et feelt lech wahrscheinlech u Verhandlungstalent.

(Hilarité)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.**- Also, wann dat d'Struktureforme vun der DP sinn, dann, nee merci, Här Wagner, da sidd Der gutt do, wou Der sidd.

► **M. Carlo Wagner (DP).**- Dir streit léiwer.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.**- Bon, da just ee Wuert iwwert dat, wat anscheinend am Caritas-Avis zu der Gesondheitsreform drastoung. Ech hunn deeselwechten Avis gelies, hunn och déi eng oder déi aner Kritik matkritt, mä ech hunn awer och vill Positives an deem Avis vun der Caritas gelies. Wann ee wëllt vollstänneg sinn, da sollt een dat och ganz maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll och soen, dass mer mat dëser Reform net alles erreecht hunn, mä awer elo e gudd Kader hunn, mat deem sech schaffe léisst. Jo, d'Filières de soins hätt ech léiwer am Gesetz dra gehat, mä bon, mir maachen dat elo an der Praxis, a Partnerschaft mam Terrain. An ech hat gëschter schonn Diskussiounen mat deenen éischte Spezialisten, déi interesséiert sinn, mat an déi doten Direktioun ze zéien, an ech fannen dat och ganz encourageant.

Mir hunn eis déi noutwendeg Pilotage-Instrumenter ginn. Mir hu kuerzfristeg de Finanzement ofgeséichert. Wa mer e wëlle mëttel- a laangfristeg ofsécheren, da mussen déi Instrumenter, déi mer eis am Gesetz ginn hunn, effikass kënne agesat ginn. An dofir waart extrem vill Aarbecht. Dat wëssen déi Kollegen, déi an deene leschte Méint vill an haart geschafft hunn, déi wëssen dat.

Ech wollt zum Ofschluss eng Astufung vun der Reform woen. Neen, ech wäert net soen, dass dat eng Jorhonnertreform ass. Ech wäert och net soen, dass et eng Revolutioun ass. Et ass dat, wat mer zu dësem Zäitpunkt hu missen a solle maachen. Et ass dat, wat der Situatioun adaptéiert ass, an et ass dat, wat am Moment e Konsens konnt bréngen tëschent deene Partner um Terrain; vläicht net honnertprozenteg an der Chamber. Si geet net ze wäit a si geet net net wäit genuch. Duerfir all deenen, déi mat dru geschafft hunn: Merci! An deenen, déi nach wäerte mat dru schaffen, dobäi wënschen ech eis eng glécklech Hand.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Gesondheitsminister.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi. Ech wëll alleréngs d'Chamber nach drop opmierksam maachen, datt mir bei der Entrée en vigueur am Artikel 15, beim zweeten an drëtten Tiret nach zwou Referenzen hu missen änneren. Et ass elo ze liesen: „à l'article 1^{er} point 10" amplaz vun „point 11", an „à l'article 1^{er} point 11" amplaz vun „point 12". Mir stëmmen dann elo iwwert den ofgeännerten Text of a wäerten dem Conseil d'État dës Ännerunge schrëftlech matdeelen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6196 ass ugeholl mat 38 Jo-Stëmmen, géint 19 Nee-Stëmmen an 1 Enthaltung.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6196 est adopté par 39 voix pour, 19 voix contre et 1 abstention.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen (par Mme Claudia Dall'Agnol), Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par Mme Lydia Mutsch).

Ont voté non: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur

(par M. Xavier Bettel), MM. Fernand Etgen, Paul Helming, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Fernand Etgen) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Jean Huss (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

S'est abstenu: M. André Hoffmann.

Wëllt ee seng Enthaltung begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

4. Motion de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire relative au système e-go

Mir kommen elo zur Motioun vun der Budgetkontrollkommissioun iwwert den „e-go". Hei huet all Riedner fënnf Minuten, a bis elo sinn ageschriwwen: déi Häre Fayot a Braz. D'Wuert huet elo am Numm vun der Budgetkontrollkommissioun den honorablen Här Lucien Thiel. Här Thiel, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

► **M. Lucien Thiel (CSV).**- Merci, Här President. Kolleginnen a Kollegen, déi Motioun, déi ech lech haut am Numm vun der Budgetexekutiounskommissioun presentéieren, ass schonn déi zweet am Kontext vum Projet „e-go", dee viru 15 Joer gestart ginn ass, fir déi al Busticketen duerch eng Chipkaart ze ersetzen. Esou eng Chipkaart, housch et deemools, hätt den Avantage, datt si net nëmmen d'Handteiere mat de Billjeeën an d'Ofrechne méi einfach an och méi séier géif maachen, mä datt si och fir all méiglech statistesch Erfaassungen agesat kéint ginn.

Richtig an d'Rulle koum de Projet ufanks 2002, wéi d'Regierung mat enger lokaler Firma e Pilotprojet op der Streck Lëtzebuerg-Miersch lancéiert huet, deen dann annerhalft Joer méi spët zu enger Art Definitivum „up-grade" ginn ass, alleréngs ouni datt deemools fir e proppere Cahier des charges a fir eng Ausschreibung gesuergt gi wier.

Zwee Joer nodeems d'Installatioun vun de Kaartelecturen an de Bussen ugelaft war, koumen déi éischt Zweifel um Projet op, wouropshin d'Regierung eng grouss Audit-Firma chargéiert huet, den „e-go"-System souwuel vum Operationelle wéi vum Finanziellen hier ënnert d'Lupp ze huelen. Dem Expert seng Konklusioun: Den „e-go" soll weidergefouert ginn, misst awer besser strukturéiert a budgetär encadréiert ginn.

Doropshin huet d'Chamber am Mee 2007 d'Regierung an enger éischer Motioun - dat war déi éischt - invitéiert, mam Projet a mam selwechten techneschen Opérateur oder Réalisateur weiderzefueren, huet awer zugläich verlaangt, datt engersäits sollt en exakte Budget virgeluecht an anersäits de Projet deenen an der Communauté des Transports gruppéierten Transportentreprisé fir d'Exploitatioun iwwerdroe ginn.

Per Gesetz gouf och deemools festgehalten, datt de Projet net méi wéi 17 Milliounen Euro kaschten dierf. Nach datselwecht Joer am November 2007 huet d'Comexbu d'Cour des Comptes domat chargéiert, de Projet „e-go" am Detail ze analyséieren an hir e Rapport driwwer virzeleeën. An et ass dann och op Basis vun deem Spezialrapport, deen d'Cour des Comptes der Comexbu am Januar dëst Joer ënnerbreet huet, datt dës zweet Resolutioun zustane koum.

Et soll der Chamber net verstoppt ginn, datt mir eis an der Comexbu net ganz esou eens waren iwwert d'Virgehensweis. Derbannst déi eng fir eng breet Ausenarnersetzung iwwert dee ganze Projet, de globale Projet inklusiv sengem Werdegang waren, hunn déi aner gemengt, et géif kee Sënn maachen, aus wéi engem Grond och ëmmer an der Vergaangenheet erëmmzewullen, déi jo schliesslech vum Parla-

ment selwer 2007 ofgeschloss gi war mat eben där Motioun, déi d'Regierung deemools invitéiert huet, mam „e-go“ weiderzefueren.

D'Majoritéit an der Comexbu huet doropshin d'Optioun geholl, sech net laang mat politeschen Ofrechnungen opzehalen, mä sech op d'Zukunft ze konzentréieren an déi Léieren aus der Geschicht vum „e-go“ ze zéien, déi sech opgrond vun der Cour des Comptes hirem Rapport opdrängen an déi och de Gros vun deem Rapport ausgemaach hunn.

Der Vollständigkeit halber muss nach erwähnt ginn, dass niest der Cour des Comptes och d'Inspection générale des finances der Comexbu Ried an Äntwert gestanen an Opstreech iwwert déi vun hir ugewannte Kontrollprozedure ginn huet, an datt och deen zoustännegen Transportminister - ëmmerhi schonn den drëtten, dee sech mam „e-go“ erëmschloe muss - sech mat an d'Diskussioun abanne gelooss a fir vill wäertvoll Virschléi gesuergt huet.

D'Konklusiounen vun all deem fannt Dir haut - a staark résuméierter Form, ginn ech gär zou - an dëser Motioun. Si geet dovun aus, dass de Projet „e-go“ eng Partie Defizienzen an de Prozeduren däitlech gemaach huet, déi op gréisser öffentlech Projeten ugewannt ginn, an invitéiert duerfir nom intensive Gedankenaustausch, deen d'Comexbu mat der Cour des Comptes, der IGF an deem fir d'Infrastrukturen zoustännegen Minister hat, d'Regierung: éischtens, eng Methodologie auszeschaffen, déi eng méi spuersam a méi effikass Gestiouen vu groussen öffentleche Projete garantéiert, besonnesch wann et sech ëm evolutiv Projeten handelt, där hir Realisatioun sech iwwer eng länger Zäit erstreckt an déi en cours de route nawell änneren kann; zweetens, d'Responsabilitéit an déi eenzel Verantwortungsstufen oder Etappen, déi un der Realisatioun bedeelegt sinn, ze präziséieren a festzeschreien; drëtzens, e Kader fir de Suivi vun de Projete festzeleeën; véiertens, der IGF-Missioun unzevertrauen, déi néideg Kontrollmesurë bei der Exekutioun vun deene Projete virzugesinn, a fënneftens derfir ze suergen, dass besonnesch bei deenen eenzelne Komponente vum Projet „e-go“ d'Communauté des Transports sech un déi Regelen hält, déi fir d'Virgab vun öffentlechen Opträg gellen.

Wéi wäit déi verschäerfte Verhalensregelen elo zum Droe kommen, Här President, Kollegen a Kolleginnen, wäert sech am Fréijoer weisen, wann déi nächst Etapp am Projet „e-go“ usteet.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Thiel. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Fayot agedroen. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Ben Fayot (LSAP).** - Här President, ech wollt dem Rapporteur-auteur vun där Motioun félicitéieren fir déi kloer an däitlech Prise de position. Ech wëll drun erënneren, dass mer hei op engem Gebitt sinn, wou mer säit 2001 als Chamber och an der Comexbu probéiert hunn, éischtens emol Kloeerheet an engem Dossier ze maachen an zweetens eng Prozedur fir d'Zukunft erauszueschleien.

Dir wësst, dass 2001 d'Regierung, déi deemoleg Regierung e Projet pilote ausgeschafft huet, fir eben en elektronische System vu Billjeeën an den Transports en commun ze entwéckelen. Dat war méi séier gesot, wéi et gemaach ass. An et huet laang Jore gedauert, bis Kloeerheet dorüwwer geschaf gi war.

Ech wëll drun erënneren, dass de viregten Transportminister 2005 an 2006 probéiert huet opzeschaffen, wat an deem Dossier geschitt ass. Déi Comexbu vun deemools huet déi Opschaffung novollzunn an huet och an allen Detailer Informatioun dorüwwer kritt. An duerfir hu mer dann 2007 déi Motioun, déi ech deemools abruucht hunn, hei gestëmmt, eestëmmeg gestëmmt, oder bal eestëmmeg gestëmmt, well mer woussten, dass deemools alles opgeschafft gi war.

Wichtig ass, dass elo, nodeem d'Comexbu vun där neier Legislatur déi Fro erëm opgeworf huet, dass mer elo an d'Zukunft

kucken an dass mer fir d'Zukunft vun der Regierung an och vum zoustännegen Minister d'Sécherheet hunn, dass allegueren déi Prozeduren an esou komplizéierte Projeten kloer sinn an dass déi an Zukunft musse vun der Regierung agehale ginn.

Aus där Ursach wëlle mer déi Motioun selbstverständlech matdroen, well mer och d'Assurance krute vum zoustännegen Minister, dass mer elo fir d'Projete wéi dës, déi net déi normal Bauprojekte sinn, net déi normal Projeten, un déi d'Verwaltung gewinnt ass, mä wierklech Projet-piloten, wou probéiert gëtt, mat neien Technologien ze schaffen, dass mer déi an Zukunft no de Regele vun der Konscht kënnen duerchezéien. An duerfir fannen ech dës Motioun gutt, déi sécher dann e Schlussstréch ënnert déi ganz „e-go“-Affär wäert zéien.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Fayot. D'Wuert huet elo den Här Félix Braz.

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Här President, ech wëll ganz kuerz just dem Rapporteur Merci soe fir säi Rapport; och fir de Fait, dass en erwähnt huet, dass bei eis an der Kommissioun net all eens waren iwwert d'Étendue vun der Missioun. Et ass bedauerlech. Et ass onüblich fir d'Comexbu. Ech hoffen, dass dat déi Ausnahme bleibt, déi d'Regel bestätegt, dass mer an der Regel do probéieren, no Konsens ze fueren. Quant au fond wär och haut nach dat eent oder dat anert iwwert de Succès oder Net-Succès vum „e-go“ ze soen.

De Schlussstréch - do sinn ech net dem Här Fayot senger Meenung - ass net definitiv gezunn, well et gëtt den „e-go“, an all d'Opérateure musse sech am Alldag domadder och ofginn, an do sinn nach ëmmer um Terrain eng Rei Froe gestallt. Mä et ass haut jo net den Objet, duerfir wëll ech och net méi haut dorobber agoen. Haut geet et drëms, déi Aarbecht, déi d'Cour des Comptes mat der IGF gemaach huet, do e Schlussstréch drënner ze zéien op deem heite Volet.

Ech mengen, wéi de Fransous seet: „à quelque chose malheur est bon“, wann et gutt dofir war, dass mer Schwierigkeeten haten, dann ass et, dass mer elo eng Prozedur hunn, déi eis vläicht an Zukunft erlaabt, bei ähnlech gelagerten Dossiere besser virzuegoen, net méi op esou dënne Äis ze goen, mä mat enger gudder Berodung an enger gudder Démarche. An deem Sënn ënnerstëtze mir och de Rapport vun der Cour des Comptes an och déi Konklusiounen, déi d'Kommissioun gezunn huet. An dat anert, wéi gesot, do wäerte mer nach méi wéi eng Kéier um Terrain eis kënnen ënnerhalen iwwert den „e-go“ a säi Succès oder och net.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Braz. D'Wuert kritt elo den Här Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Ech wëll mech och ganz kuerzfaassen. Ech mengen, wat de Kolleg Lucien Thiel hei gesot huet, dat sinn d'Konklusiounen, déi mer an der Comexbu gezunn hunn an déi een och vun eiser Säit aus duerchaus duerfir ka matdroen.

Trotz allem, mengen ech, sollt een awer zrëckbehalen, dass déi Motioun hei zrëckzeféieren ass op de Projet vum „e-go“, engem Projet, deen e Paradebeispill ass, wéi een e Projet net soll realiséieren. Et geet vun 2001 un. Déi eenzel Ministeren duerno hu successiv geierft an de Projet misse weiderféieren. A mir wëssen allegueren, dass et e Projet war, deen de Steierzueler mat 1,7 Milliounen Euro vill Steieren, vill Gelder kascht huet. An et ass e Projet, dat huet och de Rapport vun der Cour des Comptes erweisen, ee Projet, dee bei ville Punkten dat net bréngt, wat am Ufank dohinngestallt ginn ass, wat de Projet géif bréngen.

A wann dat, wann eise Premierminister elo an deene leschte Méint am Fong geäussert huet am Kader vu verschiddene Méiglechkeeten, fir den Index ze moduléieren oder ze manipuléieren, wou e gesot huet, da kéint ee souguer den Nulltarif aféieren, wann do den Index manipuliert wier ginn a mir hätten den Nulltarif agefouert, da wier am Fong dat Geld hei zu honnert Prozent ewechgewëscht.

Ech mengen, et sollt een also net vergiesen, dass hei an deene leschten nacht, néng Joer politesch wierklech Mésswirtschaft an engem wichtige Domän war, dass hei d'Parlament an d'Öffentlechkeet vill iergeleet gi sinn, a wann eben elo aus deem ganze Schlamassel, deen eben an deem Projet „e-go“ war, déi richtig Konklusiounen fir d'Zukunft gezu ginn, da war alt eppes Guddes drun.

► **M. le Président.** - Merci, Här Gibéryen. Elo kritt d'Wuert den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Merci, Här President. Och just e puer Wierder vu menger Säit aus. Fir d'Éischt Merci fir déi ganz konstruktiv Aarbecht, déi mer hei zesammen an der Comexbu konnte leeschten. Deen zweeten Deel vum Rapport, deen hei analyséiert ginn ass, bréngt eng ganz Rei Konklusiounen, och fir d'Regierung a fir d'Ugoe vun enger Rei esou Projeten.

Ech mengen, ech brauch net nach eng Kéier d'Geschicht ze erklären. Dat Ganzt huet u sech 2001/2002 ugefaangen, haaptsächlech mat zwou Saachen a menger Analys. Dat ass, dass keng öffentlech Ausschreiwung gemaach ginn ass an dass haaptsächlech kee Kontrakt gemaach ginn ass. E Kontrakt, deen eréischt duerno, 2008, gemaach ginn ass. An déi ganz Joren dertëschent waren net onproblematisch, am Fong duerch d'Origine vun där ganzer Affär.

Wat zéie mer heiraus? D'Konklusiounen, déi an där Motioun do stinn, si wierklech Konklusiounen, déi een absolut kann telles quelles suivéieren. Ech ka vläicht ee Wuert soen iwwer wéi mer momentan amgaange si bei deem heite Projet ze schaffen a wéi mer och ähnlech Projete wëllen ugoen. Mir hu momentan dee Projet do, dee virduer am Transportministère gemaach ginn ass - dat huet mäi Virgänger nach gemaach -, eriwuergehall an d'Communauté des Transports, déi u sech beoptragt ginn ass mat der Gestiouen vum Suivi vun deem Projet selwer.

Niewendrun ass e sougenannte Comité de pilotage „e-go“ geschaf ginn. De Comité de pilotage besteet aus deene Responsable vum deene verschiddenen Departementer am Ministère respektiv vun anere Ministère, deen awer och aus der Finanzinspektioun besteet an deen haaptsächlech, an dat ass wichtig, aus deenen zukünfteg respektiv aktuellen Utilisateure besteet, ob dat elo staatlechen Transport ass oder ob dat déi Privat si vum RGTR respektiv TICE an Ähnlech, oder d'Autobusse vun der Stad Lëtzebuerg, déi och an deem Comité selwer mat dra sinn. Sou datt dat eis et erméiglecht, ze assuréieren, dass och alles, de Gebrauch, deen duerno vun dem „e-go“ ka gemaach ginn, jiddwereen direkt matkritt a jiddwereen déi Utilisatioun, déi hie gären hätt, ka mat virginn.

Drëtzens ass eng Firma domat beoptragt ginn. Eng Firma, déi eis momentan amgaang ass de Cahier des charges auszeschaffen, fir dann eng öffentlech Soumissioun fir déi nächst Etapp ze maachen. Mir wëllen dat selbstverständlech als Marché public maachen. Mir wëllen dat och net an Autoregie maachen, mä dofir ass eng spezialiséiert Firma ugestallt ginn ënnert der Kontroll vun deem Comité de pilotage, fir esou e Marché auszeschaffen, dass mer och sécher sinn, dass déi Ausschreiwungen - dat sinn nämlech ëmmer extrem komplizéiert Ausschreiwungen, déi do musse gemaach ginn - vun der Technizitéit hier dat sinn, wat mer gär hätten. A selbstverständlech, esou wéi d'Ar Motioun dat hei virgëtt, wäert d'IGF dat och am Detail suivéieren.

Schlussendlech wëll ech der Kommissioun nach Merci soe fir eppes, wat mer nach an enger zweeten Etapp an déi Motioun hei nogeschriwwen hunn, wat eis d'Aarbecht vill erlichtert. Well an där Motioun, déi Der 2007 gestëmmt hat, fir de Projet weiderzeféieren, do stoung dran, dass deen nächste Cahier des charges respektiv déi nächst Ausschreiwung eng classesch Soumission publique misst ginn.

Elo hu mer dat geännert a mir hunn „Marché public“ drageschriwwen. An dat ass och e wichtegt Element, wéi mer esou e Projet wëlle maachen. Well dat erlaabt eis

och nach op aner Méiglechkeeten hinzegeen, zum Beispill Procédure-négociéien oder haaptsächlech Dialogues compétitifs ze huelen.

Wat heescht dat? Mä dat heescht, ech muss e manner grouse Cahier des charges maachen an ech ka mat eenzelne Firmen an enger offizieller europäesch unerkannter Lëtzebuergesch gesetzlecher Prozedur en Dialog féieren, fir dem Projet méi no ze kommen an deen dann iwwert de Comité de suivi au fur et à mesure vun den Diskussiounen mat deenen eenzelne Leit duerchdiskutéieren, dass mer och genau dat kréien, wat mer gär hätten.

Dat erlaabt eis méi prezis un den Dossier erunzegeen an de Suivi financier besser ze maachen. An ech hoffen, dass mer en domat am Grëff hunn. Mä ech soen lech, et ass keen einfachen Dossier, well en technesch komplizéiert ass.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Nohaltegkeetsminister. Ech hunn d'Gefill, dass déi Motioun hei vun enger grousser Unanimitéit gedroe gëtt. Da mengen ech, dass mer kënnen à main levée ofstëmmen.

Vote sur la motion

Wien ass mat där Motioun d'accord?

Ech gesinn, mäi Gefill huet mech net getäuscht. Déi Motioun ass à l'unanimité ugehall.

An de Punkt ass och heimadder ofgeschloss.

Mir kommen dann elo zu der Motioun vum Här Fernand Kartheiser iwwert de Sergeant Gilad Shalit. Hei hu sech schonn ageschriwwen: déi Häre Fayot a Braz. An d'Wuert huet elo den Auteur vun der Motioun, den honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

5. Motion de M. Fernand Kartheiser relative à la libération du sergent Gilad Shalit

Exposé

► **M. Fernand Kartheiser (ADR), auteur.** - Villmools Merci, Här President. Et ass schued, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dass dee jonke Sergeant Gilad Shalit duerch Émstänn bekannt gouf, déi ee kengem Mënsch op der Welt géif wënschen. A bekannt ass de Sergeant Gilad Shalit.

Dësen elo eréischt 24 Joer alen Énneroffizier vun der israellescher Arméi ass Éierebierger vu Paräis, Éierebierger vu Miami, Éierebierger vu Roum. Säi Schicksal interesséiert Milliounen vu Mënschen op dëser Welt: a senger Heemecht Israel, a senger anerer Heemecht Frankräich an iwwerall do, wou Mënscherechter an de Respekt vu Recht an Humanitéit och am Krich nach Prinzipië sinn, zu deenen ee sech aktiv bekennt.

D'ADR proposéiert lech haut, Dir Dammen an Dir Hären, fir duerch eise Vote och Lëtzebuerg op déi laang Lëscht vun deene Länner ze setzen, déi international Solidaritéit mam Gilad Shalit weisen. Fir eis Lëtzebuerg ass dës Geste besonnesch wichtig zu enger Zäit, wou Dir, Här President, wahrscheinlech geschwënn an Israel fuert, fir do eng Rei vu Gespréicher ze féieren. Dir sidd protokolesch déi zweetwichtigst Perséinlechkeet vum Lëtzebuerg Land. Duerch de Vote vun dëser Motioun fuert Dir net mat eidelen Hänne an Israel. Dir bréngt e schéine Geste vun dësem Parlament mat. E Geste vum Lëtzebuerg Vollek, deen an Israel ganz sécher gewierdeg gëtt.

De Sergeant Gilad Shalit wor grad 19 Joer al, wou hie bei engem Iwwerfall vun Hamas-Aktivistinnen op israelleschem Territoire, net wäit ewech vun der Gazasträif, mat senger Komeroden iwwerfall gouf. E puer israellesch Zaldote si gestuerwen. De Sergeant Gilad Shalit gouf blesséiert a verschleeft. Zënter September 2009 gëtt et kee Liewenszeeche méi vum Sergeant Gilad Shalit. Fir déi bis elo lescht Videoop-



nahm vum Sergeant hat Israel am Géigenzuch 19 Palästinenserinne fräigelooos.

Entgéint dem Krichsrecht huet dat Internationaalt Rout Kräiz keen Zougang zu deem Gefangenen. A genesou géint déi drëtt Konventioun vu Genève vun 1949 huet och seng Famill keng Méiglechkeet, fir mat deem Gefangenen ze kommunizéieren.

Net manner wéi dräi Organisatioune brette sech domat, un dëser illegaler Entféierung bedeelegt gewiescht ze sinn, dorënner och op d'mannst eng, déi der Al-Qaida nosteet. Mä et schéngt kloer ze sinn, datt eleng d'Hamas de Sergeant Gilad Shalit gefangen hält an och dowéinst eleng fir hie verantwortlech ass.

Op internationalem Plang gouf et schonn eng ganz Rei vu Reaktiounen, fir d'Fräiloosung vum Sergeant Gilad Shalit ze fuerderen. Erlaabt mir wann ech gelift, lech der hei nëmmen e puer dovunner opzezielen.

Déi Palästinensesch Autoritéit, ënner hirem President Mahmud Abbas, huet matgeholf fir de Sergeant Gilad Shalit ze sichen, leider awer ouni Erfolleg. Souwuel d'Chamber wéi och de Senat vun de Vereenegte State vun Amerika hunn am Juni 2010 esou Motiounen ugeholl.

D'Europäesch Parlament huet eng Décisioun am März dëst Joer geholl. Den däitsche Bundestag huet dat am Oktober gemaach. Dee stellvertriedende politesche Generalsekretär vun der UNO huet an enger Sëtzung vum Sécherheetsrot d'Fräiloosung vum Sergeant Gilad Shalit gefrot. Den apostoleschen Nuntius an Israel wéi och Däitschland an och Ägypten hu probéiert ze vermëttelen.

De Papp vum Här Shalit gouf vum griichesche Premierminister empfaang. A selbstverständlech hunn och all franséisch Autoritéite plädéiert, ugefaange beim Här President Sarkozy, well jo de Sergeant Gilad Shalit och dës Nationalitéit huet. Et wär dofir schéin, Här President, wa mir dës Motioun net nëmmen eiser Regierung, mä och där israelischer an där franséischer Ambassade këinten zu deenen hirer Informatioun iwwermëttelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och dat lëtzebuergesch Parlament soll d'Fräiloosung vum Gilad Shalit fuerderen. Och eis Regierung soll sech fir dat Zil engagéieren. An dës Geste - dat muss beoutont ginn - ass virun allem humanitärer Natur.

Den Text vun eiser Motioun ass deen, deen am däitsche Bundestag gestëmmt gouf, an zwar zesumme vun CDU/CSU, SPD, FDP a Bündnis 90/déi Gréng. Mir hunn deen Text praktesch onverännert geloos, fir d'Chancen ze erhéijen, fir och hei zu Lëtzebuerg e parteiwwergräifende Konsensus fir dësen Text ze errechen. An deem Geescht wëll ech och soen, datt meng Kollegen an der ADR bereet sinn, hir Ennerschrëften zrëckzezéien, wann aner Parteie wëllen dës Motioun mat ënnerschreiwene.

Dir Dammen an Dir Hären, et gëllt, fir et elo daitlech ze maachen, datt och déi lëtzebuergesch Chamber op kee Fall d'Verletzung vu Mënscherechter a vum Krichsrecht akzeptéiert. Erlaabt mir dofir hei besonnesch dem Här Hoffmann vun

deene Lénke Merci ze soen derfir, datt hien dës Motioun pour appui mat ënnerschriwwen huet an et domat méiglech gemaach huet, datt d'ADR dës wichteg Fro haut hei kann uschwätzen.

An Däitschland woren nämlech déi Lénk déi eenzeg Partei, déi sech zwar och fir d'Fräiloosung vum Sergeant Gilad Shalit agesat huet, mä verbonne mat där kausal liierter Hoffnung no der Liberatioun vu palästinensesche Prisonnéier an Israel. Well déi Formulierung vum Bundestag awer net ugeholl gouf, hunn déi Lénk dës Motioun dunn och net matgestëmmt.

Elo wësse mir natierlech all, wéi intensiv ëm d'Fräiloosung vum Sergeant Gilad Shalit verhandelt gouf an nach gëtt, a mir wëssen, datt d'Hamas duerch dës Verbrüche wollt d'Liberatioun vun enger ganzer Rei vu Leit errechen, déi vill Blut un hiren Hänn hunn.

Mä eise Message soll net dee sinn, fir dem Resultat vun de Verhandlung wëlle virze-gräifen. Eis Haltung dierf net déi vu Leit sinn, déi wëllen Équatiounen herstellen, wou et keng Gläichheete gëtt. Neen, eis eenzeg Suerg soll déi sinn, fir kloerzemaachen, datt Recht a Gesetz ze gëllen hunn, datt Humanitéit keen eidelt Wuert ass an datt dowéinst dës jonken Enneroffizier muss direkt an ouni Konditiounen fräigelooos ginn.

Virun allem dierf et net sinn, datt eng eklatant Verletzung vum internationale Recht och nach géif duerch eng gelongen Erpressung beloung ginn, an deem Sënn, datt Israel géif eng grouss Zuel vu palästinensesche Prisonnéier relachéieren, nach ier de Sergeant Shalit géif fräigelooos ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, mat dem Vote vun dëser Motioun géif d'Chamber, Här President, lech e schéint Zeeche vu Verbonnenheet mat Israel mat op Är Rees ginn. Si ass e wichtige Schrëtt, fir eis Relatioun mat Israel ze verbesseren. Wichteg ass awer, datt mir elo keng falsch Zeeche setzen, datt mir keng Texter adoptéieren, déi d'Hamas beloungen, keng Texter adoptéieren, déi géifen en Zweifel op de Wëlle vu Lëtzebuerg werfen, fir ëmmer fir de Respekt vum internationale Recht a vum Krichsrecht anzetrieden, keng Texter adoptéieren, déi eng aner Tonalitéit hu wéi déi vun deene Länner, déi selwer am Konflikt vermëttelen an d'Situatioun dowéinst vill besser kenne wéi mir selwer.

Här President, mir mengen, datt vill vun eise westleche Partner an Alliierte ganz genee op eis kucken, wa mir decidéieren, wéi mir Lëtzebuerg eis zu der Fräiloosung vum Sergeant Shalit stellen. Mir hoffen, datt d'Chamber och weess, wou Lëtzebuerg steet, also ganz sécher net op der Säit vun där terroristescher Hamas.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Kartheiser. D'Wuert kritt elo den Här Ben Fayot.

Discussion générale

► **M. Ben Fayot (LSAP).**- Jo, Här President, ech wollt soen, dass mer selbstverständlech deen humanitäre Geste bereet si matzemaachen. Ech wëll hei ënnersträichen, dass et sech ëm e jonke Mënsch handelt, dee scho véier Joer als Otag an

enger Gefaangeschaft ass. An ech gesinn an deem Geste, dee mer hei fir de Gilad Shalit maachen, och e Geste fir all déi Leit, all déi Mënschen, déi a Prisonen dorëmmer sëtzen an ënner mënschenonwierdegen Émstänn festgehale ginn.

Et ass selbstverständlech ëmmer delikat, wann een een erauspickt vu ville Leit, déi een och ähnlech kéint hei ervirsträichen, mä nach weess ech och aus Gesprécher ass vieregter Zäit, dass an Israel besonnesch och d'Eltere vun dem Gilad Shalit ganz aktiv sinn, fir hire Jong erëmzekerien, an dass och international eng Campagne gelaf ass, fir dee jonke Mënsch do fräi ze kréien.

Mir droen also als Fraktioun dës Geste mat. Wéi den Här Kartheiser gesot huet, ass dat hei bal textuell dat, wat am däitsche Bundestag vun deene véier grouse Fraktiounen ugeholl ginn ass. Et ass zwar net textuell datselwecht, dorop wëll ech trotzdem hiweisen, well den éischten „invite“ fir d'Regierung ass an der Bundestagsmotioun dee leschten „considérant“. Dat mécht och méi Logik am Fong geholl, wa mer soen, dass mer eigentlech déi Eforten, déi schonn dorëmmer gemaach si ginn, akzeptéieren an dann d'Regierung invitéieren, fir sech ze engagéieren, fir deen Zaldot do fräi ze kréien. Dat ass eigentlech elo net absolut wesentlech.

Ech menge schonn, dass dat hei fir d'Lëtzebuerg Chamber e wichtige humanitäre Geste ass, besonnesch an engem Konflikt - wëll ech och soen -, wou et extrem delikat ass, fir déi eng wéi fir déi aner, wat een do mécht. Mä dee Konflikt do muss sécher am Respekt vun den internationale Konventiounen a vun de Mënscherechter ausgedroe ginn, soss bréngt mer et net fäerdeg, do Friden ze kréien. An et ass an deem Sënn, wou meng Fraktioun dësen Text matdréit.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Den Här Bettel, wann ech gelift.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Merci, Här President. Ech mengen, den Här Fayot huet scho vill Detailer hei presentéiert. Et geet net hei drëms, fir deem engen oder deem anere Recht ze ginn. An ech mengen, den Här Kartheiser huet hei eng Motioun déposiert, wou mer net de gaité de cœur matstëmme. Firwat? Well et nach aner Leit ginn, déi och nach a Situatioun Geisel sinn, vun deem engen a vun deem aneren. An dass een elo hei een ervirhieft, et ginn nach vill anerer, ob dat Journalisten am Ausland sinn, ob et Leit sinn, déi a karikativen Associatiounen geholf hunn, déi och als Geisel geholl gi sinn.

Do misst ee fir all Eenzelen hei eng Motioun stëmme loossen, andeem een deen een an deen anere géif condemnéieren. Ech mengen, et soll een net hei elo politesch wëllen ee géint deen aneren ophetzen an de Fall vum Här Shalit huelen. Mir hunn elo haut d'Méiglechkeet, deen heiten ze stëmme. Eben, wéi ech lech gesot hunn, wäerte mir net als Fraktioun déi Eenzeg sinn, déi do dergéint sinn. A mir wäerte se stëmme, awer net de gaité de cœur. Ech mengen, et gëtt nach ganz vill aner Geiselen, an et wier och flott, sech fir déi ze interesséieren.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Bettel. Elo kritt nach den Här Braz d'Wuert.

► **M. Félix Braz (déi Gréng).**- Merci, Här President. Mir schlëssen eis och de Wiederer vum Här Fayot un. Mir ënnerstëtzen dës Motioun, well se en humanitäre Geste ass, dee fir eis stellvertriedend steet fir vill anerer, déi an ähnliche Situatiounen sinn. Dofir stëmme mer och déi Motioun, mä déi Motioun gëtt och fir eis keng Schlësele fir d'Äntwerten op dee Konflikt.

Déi Äntwerte vun der Lëtzebuerg Chamber hu mer viru méi wéi engem Joer am Kader vun enger anerer Motioun ginn, déi de Gesamtkonflikt erkläert huet. Dat hei ass fir eis en humanitäre Geste, dee mer gäre maachen.

► **M. le Président.**- Den Här Schiltz, wann ech gelift.

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- Här President, d'CSV-Fraktioun wäert déi Motioun hei och stëmme. Ech wollt mech am Numm vu menger Fraktioun de Wiederer vum Här Fayot hei uschlëssen a ralliéieren an op deen humanitären Aspekt vun deem Geste opmierksam maachen. La problématique par ailleurs restant entière.

Merci.

► **M. le Président.**- Da kritt nach den Här Hoffmann d'Wuert.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Här President, et steet an där Motioun näischt, mat deem ech net kann averstane sinn, an dofir kann ech se och stëmme. Allerdéngs, déi Zoustëmmung, déi wëll ech net interpretéiert hunn, esou wéi awer den Här Kartheiser ee Moment ugesat hat, als den Ausdruck vu menger Verbonnenheet mat der Politik vun der israelischer Regierung. Esou huet en et zwar net ausgedréckt, mä esou wëll ech et dann e bësse méi daitlech soen.

Dat ass net de Sënn vu mengem Vote, sondern de Sënn vu mengem Vote ass deen, dass an deem Fall, wéi an allen aneren, d'Mënscherechter an d'Völkerrecht musse respektéiert ginn. Da gëllt dann, wa mer net mat zweeërlee Mooss wëlle moossen, selbstverständlech awer och de Respekt vum Völkerrecht a vun de Mënscherechter vu Säite vun der israelischer Regierung.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Hoffmann. An och hei hunn ech dann d'Gefill, datt déi Motioun op eng large Unanimitéit stéisst, esou datt mer se mat Vote à main levée kënnen ofstëmme.

Vote sur la motion

Wien ass mat der Motioun d'accord?

Och dat ass d'Unanimitéit vun dësem Haus.

Domadder ass déi Motioun ugeholl an dës Punkt ass och heimat ofgeschloss.

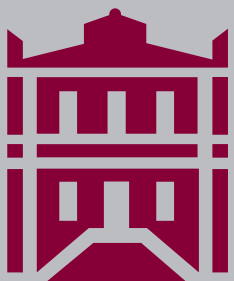
Domat si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kennt muer um hallwer dräi nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

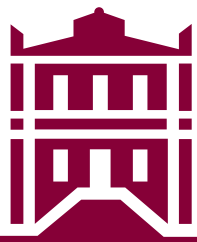
(Fin de la séance publique à 19.28 heures)

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.

- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.



d'Chamber online op
www.chd.lu



Sommaire

- Établissement d'une liste de trois candidats pour le poste de conseiller de la Cour des Comptes
 - M. le Président
 - Votes secrets
- 6217 - Projet de loi portant ajustement des pensions et rentes accident au niveau de vie de 2009
 - Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale: Mme Claudia Dall'Agnol
 - Discussion générale: M. Paul-Henri Meyers, M. Fernand Etgen, M. Félix Braz, M. Gast Gibéryen, M. André Hoffmann
 - M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- 6177 - Projet de loi portant introduction d'un taux de cotisation unique dans l'assurance accident et modifiant:
 - le Code de la Sécurité sociale;
 - la loi modifiée du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural
 - Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale: Mme Lydia Mutsch
 - Discussion générale: M. Marc Spautz, M. Carlo Wagner, M. Félix Braz, M. Gast Gibéryen, M. André Hoffmann
 - M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; MM. Mars Di Bartolomeo et Romain Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

► **M. le Président.**- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

► **M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre.**- Neen, Här President. Dat ass net de Fall.

1. Établissement d'une liste de trois candidats pour le poste de conseiller de la Cour des Comptes

► **M. le Président.**- Esou wéi dat ofgeännert Gesetz vum 8. Juli 1999 iwwert d'Cour des Comptes an den Artikelen 114 bis 126 vum Chambersreglement et virgesäit, stelle mer haut eng Lëscht op vun dräi Kandidate fir ee Poste vum Conseiller bei der Cour des Comptes. Dës Lëscht gëtt dann iwwert d'Regierung dem Grand-Duc virgeluecht.

No den Dispositiounen vum den Artikelen 118 an 119 vum Chambersreglement huet d'Präsidentekonferenz eng Kandidatelëscht mat dräi Persounen arrétéiert, déi un all Deputéierte verdeelt ginn ass. Dat sinn an alphabetescher Reiefolleg: den Här Charles Hurt, Conseiller parlementaire; den Här Carlo Mulbach, Attaché de Gouvernement; den Här Marc Reiter, Secrétaire parlementaire adjoint.

D'Chambersreglement gesäit vir, datt d'Ofstëmmung geheim a perséinlech ass. Et dierf also net par procuration ofgestëmmt ginn. Nëmme d'Voten iwwert déi offiziell déposéiert Kandidature si valabel. D'Wahl vum Kandidat erfollegt duerch eng absolut Majoritéit, woubäi déi blank an ongültig Wahlziedelen net a Bereuecht gezu ginn.

Wa beim éischten Tour kee vun de Kandidaten déi absolut Majoritéit krut, kënn et zu engem Ballottage, an deem déi zwee Kandidate vertrauede sinn, déi am éischten Tour déi meeschte Stëmme kritt hunn. Am Ballottage geet eng einfach Majoritéit duer.

Bei Stëmme gläichheet am éischten Tour kënn et zu engem Spezialtour fir d'Kandidaten, fir de Ballottage ze designéieren.

Bei Stëmme gläichheet am Ballottage entscheet d'Lous.

Et gëtt also fir jiddwer Kandidat eenzel ofgestëmmt.

Vote du premier candidat

Mir fänken dann elo un, den éischte Kandidat ze wielen. An ech géif lech bieden, d'Stëmmziedelen auszedeelen.

Appel nominal

D'Sitzung ass ennerbrach.

(La séance est suspendue de 14.39 à 14.43 heures.)

D'Sitzung geet et erëm weider.

D'Stëmmziedele si folgendermoossen opgedeelt:

Total vun de Stëmmziedelen:	50
Blank Stëmmziedelen:	keen
Ongültig Stëmmziedelen:	keen
Gültig Stëmmziedelen:	50
Absolut Majoritéit:	26

Et hu Stëmme kritt: den Här Carlo Mulbach: 50.

(Interruption)

Domadder ass den Här Mulbach als éischte Kandidat gewielt, an domadder wier och gläichzäiteg den éischte Wahlgang erlaanscht.

Vote du deuxième candidat

Mir fueren dann elo virun a wielen den zweete Kandidat. Ech géif lech bieden, d'Stëmmziedelen auszedeelen.

(Interruptions)

Ass alles ausgedeelt?

Sou! Ech maachen dann elo den Appel nominal, fir d'Stëmmziedelen anzesamelen.

Appel nominal

D'Sitzung ass ennerbrach.

(La séance est suspendue de 14.49 à 14.53 heures.)

D'Sitzung geet erëm weider.

D'Stëmmziedele si folgendermoossen opgedeelt:

Total vun de Stëmmziedelen:	51
Wäiss Stëmmziedelen:	1
Ongültig:	keen

Gültig Stëmmziedelen:	50
Absolut Majoritéit:	26

Et hu Stëmme kritt: den Här Charles Hurt: 4; an den Här Marc Reiter: 46.

Domadder ass den Här Marc Reiter als zweete Kandidat gewielt.

Domadder wier also den zweete Wahlgang erlaanscht.

Vote du troisième candidat

Mir hunn elo just nach eng eenzeg Kandidatur fir den drëtten Kandidat vun der Lëscht vun dräi Kandidaten fir e Poste vum Conseiller bei der Cour des Comptes. Den Artikel 123 vum eise Chambersreglement erméiglecht eis, de Paragraph 5 vum Artikel 4 gültig ze maachen, esou datt d'Chamber op eng Ofstëmmung verzichte kann, wa just eng Kandidatur fir ee Kandidatposte virläit.

An deem Fall géif dee leschte Kandidat, dee mer hunn, den drëtten Kandidat op der Lëscht vun dräi Kandidaten fir e Poste vum Conseiller bei der Cour des Comptes ginn. Wann awer een Deputéierten de Scrutin secret freet, erfollegt eng Wahl iwwert den drëtten Kandidat.

Ech géif lech bieden, déi domadder averstane sinn, keng Ofstëmmung iwwert den drëtten Kandidat ze maachen, d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Dat schéngt mer d'Unanimitéit ze sinn.

Domadder wär dann de Kandidat Charles Hurt den Nummer dräi op der Lëscht.

Als éischte Punkt vun eise Ordre du jour vun haut hu mer de Projet de loi 6217 iwwert d'Uppassung vun de Pensiounen. D'Riedezäit ass hei nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Meyers, Etgen, Braz, Gibéryen an Hoffmann. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madame Claudia Dall'Agnol. Madame Dall'Agnol, Dir hutt d'Wuert.

2. 6217 - Projet de loi portant ajustement des pensions et rentes accident au niveau de vie de 2009

Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

► **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP), rapportrice.**- Merci fir d'Wuert, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi 6217, dee gouf de 5. November 2010 vum Ressortminister, dem Mars Di Bartolomeo, hei an der Chamber déposéiert. An an der Reünion vum 18. November gouf ech vun der Santé- a Sécurité-sociale-Kommissioun als Rapportrice vun dësem Projet de loi, deem als Zil d'Uppassung vun de Pensiounen a Renten un d'Entwécklung vum indexberengegte Loun huet, bestëmmt.

Den Avis vum Statsrot an och den Avis vun der Chambre des Salariés zum Projet si vun der zoustänneger Kommissioun gekuckt ginn. A mäi schrëftleche Rapport gouf och den 9. Dezember vun där selwechter Kommissioun akzeptéiert.

Den Objet vun dësem Projet de loi ass also deem, datt laut Artikel 225, Alinea 4 vum Code de la Sécurité sociale d'Regierung all zwee Joer préift, ob eng Revisioun vum Facteur d'ajustement gemaach muss ginn, fir deem un d'Evolutioun vum Niveau moyen vun de Salairen an Traitementen unzepassen.

Säit 1995 remplacéiert dësen Indicateur unique och déi zwee Indicateuren, déi virun, also viru '95, bestanen hunn; deem ee fir d'Pensiounen, deem anere fir de Mindestloun. Zënter 1995 ersetzt mer déi duerch een Indicateur. Deem also souwuel d'Pensiounen adaptéiert wéi och de Mindestloun.

An Erënnerung ruffe wëll ech dann nach eng Kéier dat lescht Gesetz, dat mer an dësem Kader haten, d'Gesetz vum 17. Dezember 2008, wou mer dann d'Pensiounen adaptéiert hunn, op de reellen Ni-

veau vun de Salairen op d'Joer 2007. Do, wou mer also gekuckt hunn, wéi d'Evolutioun 2006/2007 war, a wou mer iwwert d'Gesetz 2008 déi Erhéijung do du gemaach hunn. De Moment ass dann elo komm, fir erëm eng Kéier eng Adaptatioun ze maachen an, wéi gesot, dann d'Pensiounen an d'Rentes accident unzepassen, an dat op den 1. Januar 2011.

Am Tableau, deem d'Kommissioun kritt huet, hu mer gesinn, datt an de Joren 2008 an 2009 den Niveau vun de Salairen ëm 1,9% eropgaangen ass. Dat géif mat sech bréngen, datt de Facteur d'ajustement misst eropgesat gi vun 1,379 op 1,405, an dat, wéi gesot, vum 1. Januar 2011 un.

A senger Ried zur Lag vun der Natioun dëst Joer huet de Statsminister awer ugekënnegt, datt eng vun de Spuermoosname fir d'Statsfinanzen an den Équiliber ze bréngen déi wär, den Ajustement ze échelonnéieren, wéi dat am Text vum Projet de loi heescht. Échelonnéieren, dat bedeit näischt anescht, wéi datt net op den 1. Januar 2011 dee ganze geschëlltenen Ajustement ausbezuelt gëtt, mä datt nëmme een Deel ab deem Dag bezuelt gëtt, an de Rescht eréischt vum 1. Januar 2012, ee Joer méi spéit also, un.

De Facteur d'ajustement gëtt also net direkt op 1,405 eropgesat, mä an enger éischer Phas op 1,392 an eréischt, wéi gesot, ab den 1.1.2012 op 1,405.

Dat ass näischt Neies. An dofir rappeléieren ech och, datt am Kader vun dem Avis vum Comité de coordination tripartite vum 28. Abrëll 2006 festgehale gouf, datt déi Adaptatioun, déi eigentlech hätt misse stattfannen, vun de Pensiounen an de Renten accident och ëm 1,9% net direkt zesummen ausbezuelt géif ginn, mä datt déi deemools och an Etappe stattfonnt huet: eng Kéier 1% op den 1. Juli 2007 an déi aner 0,9% op den 1. Juli 2008. Esou datt mer dunn déi 1,9% also och iwwert déi dote Period verdeelt haten.

Wat bedeit et awer elo, wa mer d'Renten erhéijen oder, besser gesot, um 1. Januar vum nächste Joer adaptéiere wäerten? Ma et bedeit näischt anescht wéi méi Kafkraaft fir d'Leit, an hei virun allem och fir d'Rentner. An ech mengen, datt dat jiddwerengem an dësen dach e bësse méi ongewëssen Zäite guttdeet.

Nach eng Remarque erlaben ech mer, datt, wa mer net géife regelméisseg dësen Ajustement maache respektiv den Index net géifen ausbezuelen, net géife spille loosse, da géife virun allem Leit mat deene méi klenge Renten, mä och all déi aner, u Kafkraaft abéissen, an d'Loun-ënnerscheeder wäere vill a géifen nach vill méi grouss ginn.

Wann ech da scho beim Geld sinn, dann hei och d'Chifferen zu dësem Projet de loi. Den Ajustement vun de Pensiounen am Régime général bedeit fir 2011 e supplémentairé Coût vun 28 Milliounen Euro, an nach eemol fir den Exercice 2012 30 Milliounen Euro. Wat d'Rentes accident betrëfft, esou läit dese Coût do bei 1,3 Milliounen Euro fir 2011 an 1,4 Milliounen Euro fir 2012. Bei de Pensiounen vun de Fonctionnaires d'État beleeft sech de Coût vum Ajustement op 5,3 Milliounen Euro fir d'nächst Joer a 5,8 Milliounen Euro fir d'Joer 2012.

Wat hunn déi eenzel Avisen zu dësem Ajustement vun de Pensiounen an der Assurance accident gesot? Bon, d'Chambre des Salariés ass net d'accord mat der Opdeelung, dem Échelonnement also op zwee Joer. Si begrënnen dat an hirem Avis domat, datt d'Situatioun vum Zentralstat besser ass wéi geduecht a virun allem och besser ass wéi zum Zäitpunkt, wou de Premier ugekënnegt huet, dësen Ajustement ze splitten.



De Conseil d'État, deen huet säin Avis positif den 30. November dëst Joer zu dësem Projet de loi ofginn. E mécht allerdéngs drop opmierksam, datt à moyen an a long terme nëmmen eng strukturell Reform vum Pensiounswiesen hei zu Lëtzebuerg kann d'Viabilitéit vum eisem Rentensystem garantéieren. Ausserdeem mengt déi héich Kierperschaft och nach, datt déi finanziell Situatioun vum Stat an d'Intentioun vum der Regierung, fir d'Finanzen ze konsolidéieren, den Echelonement justifiéieren.

Voilà! Léif Kollegeinnen, léif Kollegen, Här President, den nächste Rendez-vous, fir iwwert den Ajustement ze schwätzen, wär laut deem System, deen ech aganks erkläert hunn, dann am Dezember 2012. Domat wär meng Aufgab als Rapportrice vum dësem Projet de loi gemaach. Ech profitéieren dovunner, fir och direkt d'Zoustämmung vu menger Partei, der LSAP-Fraktioun, fir dëse Projet, deen an eisen Ae sozial ganz wichteg ass, ze ginn, an ech soen lech dann an engems Merci fir d'No-lauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci der Madame Rapportrice, der Madame Dall'Agnol. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Paul-Henri Meyers agedroen. Här Meyers, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Paul-Henri Meyers (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll der Virriednerin, der Rapportrice, der Madame Claudia Dall'Agnol, villmools Merci soe fir hire mëndlechen an och schréftleche Rapport. Dat erlaabt mir, méi kuerz ze sinn, an ech brauch och dofir net op d'Detailer vum Projet iwwert den Ajustement weider anzugeen. Ech wëll dofir e puer Punkten ervirhiewen, déi mer wichteg schéngen am Hibleck op den Ajustement vum de Pensiounen.

Een éischte Punkt - an ech gi mech haapt-sächlech mat der Procédure of a mat dem Rapport -, dee muss erstallt ginn, ass d'Uwendung vum Artikel 225 vum Code des Assurances sociales. Deen Artikel leet mat enger grousser Präzisioun d'Prozedur an d'Konditiounen fest fir d'Upassung vum de Pensiounen. D'Prozedur gesäit am Fong geholl vir, dass d'Regierung muss ee Rapport maachen. Dee gëtt der Chamber zougestallt, an d'Regierung leet, wann et noutwendeg ass, dat heescht, wann d'Louentwécklung positiv ass, ee Projet de loi bäi.

D'Regierung muss all zwee Joer ënnersichen, ob de Facteur d'ajustement ugepasst muss ginn. Bei där Etüd muss zwee Elementer Rechnung gedroe ginn, an zwar déi allgemeng Louentwécklung - d'Entwécklung vum de Léin a Gehälter - an d'Ressourcë vum de Pensiounsregimer.

Den Term „ressources“, wéi en am Gesetz steet, ass zwar net prezisiéiert, mä ech mengen, et wier kloer, dass domat net d'Ressourcë vum den Assurée gemengt sinn, mä d'Ressourcë vum de Pensiounskeesen oder vum de Pensiounsregimer. Et kann een dat och aus de Viraarbechte vum den Texter aus de 60er Joren an doriwuer eraus novollzéien. Esou dass den Term „ressources“ sech op d'finanziell Situatioun vum de Pensiounskeese bezitt.

Et ass keen, deen haut behauptet géif, d'Pensiounskeess wier net an der Lag, an der finanzieller Situatioun, fir hir zousätzlech Käschte vum Ajustement ze droen. Wann a well awer d'Gesetz virgesäit, dass och de Volet vum de Ressourcë muss examinéiert ginn, schéngt et mir net iwwer-driwwen, fir an Zukunft och deen Exercice ze maachen. Domat entspreche mer net nëmmen dem Buschtaf vum Gesetz, mä mir kréien och méi e komplett an ofgeronntend Bild iwwert déi finanziell Konsequenze vum Ajustement.

Zënter 1998 ginn d'Pensiounen beim Stat a bei de Gemengen net méi un d'Entwécklung vum Punktwaert ugepasst, mä och ajustéiert zur selwechter Zäit a mam selwechte Facteur wéi d'Pensiounen aus dem Privatsektor. Den Artikel 48 vum Gesetz vum 3. August 1998 iwwert d'Re-

gimes spéciaux an den Artikel 34 vum modifizéierte Gesetz vum 26. Mee 1954 iwwert d'Statsbeamte gesinn dofir den Ajustement vir. Déi zwee Artikeler verweisen dann op d'Prozedur, wéi se am Artikel 225 vum Code des Assurances sociales virgesinn ass.

De Rapport, deen d'Regierung am Hibleck op den Ajustement ausgeschafft huet, misst also och Aussoe maachen iwwert d'Konsequenze vum dem Ajustement fir de Statsbudget a fir d'Caisse de prévoyance an dem Gemengesektor.

Här President, selbstverständlech fént een am Exposé des motifs vum Projet de loi Chifferen iwwert de Käschtepunkt vum dem Ajustement fir d'Pensiounsregimer a fir de Statsbudget. Et kann een allerdéngs net opgrond vum de Statistiken a vum de Berechnungen, déi net dra sinn, novollzéien, wéi dann déi Ausgaben zustane kumm sinn.

Dofir, Här President, mäi Wonsch un déi zoustänneg Ministeren, souwuel de Minister vum der Fonction publique wéi och dee vum der Sécurité sociale, fir bei deem nächsten Ajustement eis e Rapport zoustellen, deen e bësse méi étofféiert ass, besonnesch wat d'Exigence vum dem Artikel 225 vum Code des Assurances sociales ugeet.

No dem Rapport vum der Sécurité sociale vum 10. Oktober 2010 ergëtt sech fir d'Zäit vum 2007 bis 2009 eng positiv Louentwécklung vum 1,9% ouni d'Indexupassungen. D'Renten an d'Pensiounen hätten also ëm 1,9% missen ugepasst ginn op den 1. Januar 2011.

Aus finanziellen Iwwerleeungen an am Hibleck op d'Konsolidéierung vum de Statsfinanzen huet d'Regierung virgeschloen, den Ajustement an zwou Etappen ze realiséieren. D'Pensiounen a Rente ginn dofir ëm 0,95% gehéicht op den 1. Januar 2011 an ëm 0,25% op den 1. Januar 2012. Eng ähnlech Léisung war schon 2006 vum dem Comité de coordination tripartite virgeschloen ginn a war och deemools esou duerchgezu ginn.

Här President, léif Kollegen, den Ajustement vum de Renten a Pensiounen ass zënter senger Aféierung am Joer 1964 ee feste Bestanddeel vum eise Pensiounsregimer. Deen Ajustement soll deene Pensionéierten erlaben, hiren Undeel ze kréien un dem reelle Wuesstem vum eisem Wuelstand an hir Kafkraaft ze erhalen. Den Ajustement ass en Instrument, dat bei deenen eeleren, pensionéierte Matbierger derzou bäidréit, fir hiren ugemessene Liewensniveau ze halen.

Mir géifen haut am soziale Jargon soen: Et ass en Deel vum der sozialer Kohäsion hei am Land. Dofir, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, kann ech och am Numm vu menger Fraktioun den Accord zu dësem Projet ginn.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Paul-Henri Meyers. Als nächste Riedner ass den Här Fernand Etgen agedroen. Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Etgen (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, virwech en häerzleche Merci der Rapportrice, der Madame Claudia Dall'Agnol, fir hire präzise schréftlechen a mëndleche Rapport.

De Projet de loi, dee mer haut diskutéieren, gesäit vir, den Ajustement fir d'Pensiounen an dee vum enger Rent am Fall vum engem Accident op de Liewensniveau vum 2009 unzepassen. Aus finanzpoliteschen Ursachen huet d'Regierung decidéiert, déi Ajustementer an zwou Tranchen auszebezuelen: eng éischt Tranche 2011 an eng zweet Tranche 2012.

Wat de Pensiounsajustement ubelaangt, esou schléit deen 2011 mat 28 Milliounen zu Buch an 2012 mat 30 Milliounen Euro. Wat de Käschtepunkt beim Ajustement vum der Rent am Fall vum engem Accident ubelaangt, esou beleeft dee sech 2011 op 1,3 Milliounen Euro an 2012 op 1,4 Milliounen Euro.

D'Demokratesch Partei hätt sech et elo kënnen einfach maachen an dësen Ajustement och matstëmme. Mir hunn an der Vergaangenheet d'ajustementer ëmmer matgestëmmt. Pour cause. D'finanziell

Situatioun vum Land huet et zougelooss. D'Rentereserven hunn et och zougelooss, iwwer dräi an en halleftmol d'Joresausgaben. Et war eng Décisioun, déi konform war zu de Konklusione vum Rentendësch.

Mir hätten dësen Ajustement elo och matstëmme kënnen, mir wollten dat bewusst awer net maachen. Et ass eis drëm gaangen, een Zeechen ze setzen. Am Rentewiesen dierf een net deen einfache Wee goen, an am Rentewiese muss ee géigesteieren, wann nach Zäit dofir ass. An d'Zäit dofir ass elo. Si war eigentlech scho gëschter.

Här President, all d'Parteien hei am Parlament si sech eens, datt mir am Rentewiesen eng Strukturreform brauchen. Bei all Ajustement, bei all Budgetried, bei all État de la nation gëtt feierlech deklaréiert, datt een awer elo eppes misst maachen. De Sozialminister seet eis schon zënter Joren, hie kéim elo mat Pisten. Am Fréijoer 2009...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale.** - Mir hate kee Sozialminister.

► **M. Fernand Etgen (DP).** - ...kum hie mat enger Hällewull...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale.** - Mir hate keen.

► **M. Fernand Etgen (DP).** - Deen heitege Sozialminister...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale.** - A wat huet dee vieregte gemaach?

(Interruption)

► **M. Fernand Etgen (DP).** - Deen hat... Dorobber kommen ech nach, Här Minister. Ech wäert lech dat och nach soen.

(Interruptions diverses)

D'UEL huet am Juli 2009 an d'Chambre des Salariés huet am Februar 2010 Pisten op den Dësch geluecht. Mir hunn hei am Parlament eng Debatt gefouert iwwert d'Zukunft vum Rentewiesen. Et läit also alles um Dësch. D'Positiounen a Virschléi si bekannt.

Ech mengen, et gëtt effektiv keng honnert Méiglechkeeten, fir de Renteproblem an de Grëff ze kréien. An all déi Pisten, déi um Dësch leien, sinn diskussiounswürdeg. D'Regierung sollt elo dëst Joer mat hire Virschléi kommen. Dat ass elo erëm, wéi esou viles, op d'nächst Joer vertagt ginn.

De Problem an de Rentekeesen, dee kann een awer net vertagen. Dee bleift. A mat där aktueller Entwécklung vum Land riskéiert deen net méi kleng ze ginn. An déi Eenzeg, déi dorënner wäerte leiden, sinn déi zukünfteg Generatiounen. Si wäerten duebel drënner leiden. Net nëmmen, datt fir hir Rent näischt méi do ass, net nëmmen, datt si muer mussen immens héich Cotisatiounen opbréngen. Méi héich Cotisatiounen bedeit och, datt de Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg dann definitiv an d'Mittelmooß zrëckfällt an dee leschten Atout, dee vum den niddrege Lounniewekäschten, och nach fort ass.

Wat dat bedeit, kënne mer eis all ausmolen. An ech fannen et duerfir net richtig, datt mir elo erëm een Ajustement stëmme, éier mer déi Diskussiounen iwwert d'nohaltig Finanzéierung vum de Rente gefouert hunn.

► **Une voix.** - Très bien.

► **M. Fernand Etgen (DP).** - D'DP hätt kee Problem gehat, wa mir iwwert den Ajustement geschwat hätten no klore Diskussiounen an Décisiounen ronderëm d'Finanzéierung vum de Renten.

Här President, et gëtt ëmmer gären op de leschte Bilan technique vum der IGSS fir d'Joren 1999 an 2005 higewisen, wou dra steet, datt déi finanziell Situatioun vum Rentewiese gesond wier. Vergiess gëtt awer ëmmer dee leschte Saz, deen an de Konklusione steet.

Erlaab mir, datt ech lech dee virliesen: «Cette situation favorable peut perdurer à condition que l'équilibre financier atteint soit maintenu, y compris l'alimentation continue de la réserve. À cet effet il convient de maintenir les ressources financières à leur niveau actuel et à défaut de réduire les dépenses d'aujourd'hui, de subordonner toute charge financière sup-

plémentaire du régime à la condition d'introduire de façon explicite des ressources financières supplémentaires suffisantes pour couvrir entièrement les dépenses nouvelles de demain.»

Kommt, mir sinn éierlech mat eis selwer: Den Ajustement ass eng Charge financière supplémentaire. Ech wëll et nach eemol soen: D'finanziell Situatioun vum eise Renteregime gesäit op deen éischte Bléck gesond aus. Reserve vum iwwer 3,5-mol d'Joresausgaben, wat bal zéng Milliarden Euro ausmécht; Cotisatiounen, déi méi héich si wéi se effektiv gebraucht ginn. 20,6% géifen duergoen; mir hunn effektiv 24%.

Mir hunn ee gesonde Ratio am Moment vum ee Rentner op 2,5 Salariéen. Mir gesinn awer op där anerer Säit, datt eis Reserven extrem séier op null erfoginn, wa mir haut net géigesteieren. D'IGSS hat bei hire Simulatiounen gerechent, datt bei engem Wirtschaftswuesstum vum 2,2% d'Reserven am Joer 2034 komplett op null wieren. Dobäi wier de Clignotant vum Rentendësch érischt am Joer 2030 ugaangen. Et hätt een also just véier Joer Zäit gehat, fir ze reagéieren.

Beim zweeten Zeenario vum der IGSS vum Wuesstum vum 3% iwwert déi kommend Jore war gerechent ginn, datt d'Reserven am Joer 2041 op null wieren; d'Clignotant wieren awer érischt am Joer 2035 ugaangen, also sechs Joer virun deem d'Reserven null gewiescht wieren.

Véier oder sechs Joer sinn ze mann, fir kënnen adequat ze reagéieren. Wann een da just um Niveau vum de Cotisatiounen géif reagéieren, da misste mir spëtstens am Joer 2027 beziungsweis am Joer 2034, jee no Zeenario, d'Cotisatiounen dättelech eropsetzen. Si misste bis op 36,75% beziungsweis 48,75% successiv eropgesat ginn, wat fir déi künfteg Generatiounen an de Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg eng Katastroph wier.

Wann een elo bedenkt, datt elo nach d'Finanz- a Wirtschaftskris net nëmmen eise Wuesstum zrëckgehaët huet, mä och den Emploi; wann ee bedenkt, datt eist Land an deenen nächste Joren Defiziter a Scholde mécht, well an eisen Aen net adequat op déi nei Situatioun reagéiert gëtt; wann ee bedenkt, datt mir um Niveau vum de Steierrecetten net méi riskéieren dee Boom ze erliewen, dee mir an der Vergaangenheet kann hunn; wann ee bedenkt, datt all eis Sozialsystemer een ëmmer méi grouse Finanzéierungsbedarf kréien, jo da muss ee sech froen, ob et net de Stat selwer ass, deen haut elo een Intérêt huet, fir géigenzesteieren.

Een Drëttel vum de Reserven, een Drëttel vum de Cotisatiounen kommen aus de Steiere vum de Betriber an de Leit hier. A mir gesinn haut schon, datt de Stat Problemer huet, fir genuch Steieren eran-zekréien, fir seng Aufgaben ze bezuelen. Iwwerall dréngt Waasser duerch d'Ritze vum Boot eran an den Orchester um Boot spillt weider Musek.

An dofir, Här President, hu mir een dräifachen Intérêt haut, an net muer op d'Brems ze trëppelen an net nach Gas ze ginn: éischtens, wéinst deene jonke Leit an de kommende Generatiounen; zweetens, wéinst dem Standuert Lëtzebuerg; drëttens, wéinst der Finanzcapacitéit vum Stat.

Här President, ech wëll hei net falsch verstanen ginn. D'DP huet dee gréisste Respekt virun der Liewensleschtung vum alle Rentner. Si sinn et, déi dëst Land zu deem gemaach hunn, wat et ass. Si sinn et, déi et erlaabt hunn, datt mir esou ee Liewensstandard konnten hei zu Lëtzebuerg opbauen, wéi mer e kennen. Um Rentendësch, deen d'DP aberuff hat a gefouert huet, si jo och deemools d'Hongerrenten endgültig ofgeschafft ginn.

Et ass garantéiert ginn, datt déi Leit, déi 40 Joer cotiséiert hunn, eng Pensioun kréien, déi digne ass. Déi Mesuren huet d'DP mat anere Partner um Rentendësch duerchgesat, well mir als Gesellschaft eng Responsabilitéit hu virun deem, wat gelescht ginn ass.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen (DP).** - Dat hu mir duerchgesat, well mir ganz vill Wäert op de Generatiounevertrag leeën a gären



hätten, datt den Effort vun deem, wat gelescht ginn ass, vun all Generatioun à sa juste valeur honoréiert gëtt.

Här President, d'Demokratesch Partei steet zum Generatiounverdrag. Mir stinn och zum Umlageverfahren. Mir stinn derzou, datt et keng Hongerrente méi däerf ginn, déi mir mat Recht um Rentendesch 1 ausgemäert hunn. Mir kënnen eis och méi selektiv Upassungen a Mechanismen am Rentewiese virstellen. Mir wëllen och, datt dat Umlageverfahren weiderhin ergänzt gëtt mat Kapitaldeckungsselementer. Mir wëllen héich Rentereserven halen an déi Reserve weiderhi gutt uleeën. Mir wëllen och, datt mir emol genau kucken, ob deen zweeten an den drëtten Piler déi Effeten haten, déi mer eis virgeholl hunn, a wann néideg Adaptatiounen dorunner virhuelen.

Mir stinn zum Generatiounverdrag, mä am Moment gëtt dëse Vertrag net agehal. Am Moment gëtt dee Vertrag verletzt, well déi Jonk, well déi kommend Generatiounen iwwert d'Mooss riskéieren, be-laascht ze ginn. Och den Ajustement verstärkt dat. D'Rentemauer, vun där de Premier gäre schwätzt, kënn méi no. Dofir hätte mir gäre fir d'Éischt ee Rentendesch 2, wou mir, ouni Parteipolitik ze maachen, a Rou an onpolemesch kënnen eng national an nohaltig Léisung sichen.

Dir hutt dofir eis Énnerstëtzung. An ech weess, datt nach aner Parteien heibanne sinn, déi lech datselwecht soen. Dofir kommt, mir huelen eis Zäit, huelen eng Décisioun, am beschten am Kader vun engem Rentendesch 2, iwwert d'laangfristeg Ofsécherung vun de Renten. A wa mir dann nach sollte Sputt hunn, da kënnen mer eis ëmmer nach iwwert d'Rentenerhéijungen hei am Haus ënnerhalen.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Etgen. Als nächste Riedner ass den Här Félix Braz agedroen. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Félix Braz (déi gréng).**- Merci, Här President. Ech wëll fir d'Éischt der Madame Dall'Agnol Merci soe fir hire Rapport, dee mëndlechen an dee schrëftlechen. An ech wëll och gläich virausschécken, dass déi gréng Fraktioun dësem Projet wäert zoustëmmen.

Mir wäerten em zoustëmmen, well et och en Deel ass vum Spuerpak vun der Regierung. Wuel ginn d'Dépensen an d'Luucht, mä si ginn op zwee Joer verdeelt. De Facteur d'ajustement gëtt op den 1. Januar 2011 ëm 0,013 Punkten erhéicht, an déiselwecht 0,013 Punkten och nach eng Kéier op den 1. Januar 2012. Wat also méi e luest Uwuesse vun den Dépense bedeit, wéi wann de Facteur d'ajustement wéi gewinnt an enger Kéier duerch d'Gesetz ugepasst gi wier.

Dat gesot, Här Minister, wéilt awer och déi gréng Fraktioun kloer ënnersträichen, dass mer der Meenung sinn, dass mer eis am Rentewiese wierklech mussen mat enger méi déif goender Reform beschäftegen. An Dir hutt mer gesot, Här Minister, Dir géift de Projet de loi nach am éischte Quartal vun 2011 kënnen an der zoustänneger Kommissioun op den Dësch leeën.

Dat ass och e Grond fir eis als gréng Fraktioun, dësem Projet zoustëmmen, well mer mengen, dass et net wierklech sennvoll ass, elo nach eng Kéier kuerz virum Ufank vun der Diskussioun ronderëm e Projet de loi beim Ajustement scho wëlle praktesch d'Rentereform virzeziehen. Mä ech wëll awer ënnersträichen, dass mer wierklech der Meenung sinn, dass et bei eisem Rentewiesen eng ganz zolidd Reform brauch.

Mir hunn och als gréng Fraktioun an der viregter Legislatuur als eenzeg Fraktioun zu deem Thema eng Interpellatioun hei an der Chamber gemaach, nach virum de Wahlen, fir dorobber hincweisen. Mir sinn natierlech frou, wann et haut zumindest e Konsens dorüwer gëtt, dass Handlungsbedarf besteet.

Wéi eng Elementer ënnert deen Handlungsbedarf wäerte falen, dat muss mer dann an den Diskussioun kucken. Mir sinn op jidde Fall als gréng Fraktioun bereet, och do en Text mat ze ënnerstëtzen, wann e wierklech probéiert, d'Problemer, déi et am Rentewiese gëtt, seriö unze-

paken, a wa mer net nëmmen e Maquillage maachen, fir e puer Joer méi spët eréischt un déi richtig Reformen mussen ze goen. Well domadder ass kengem gehollef, net deenen op jidde Fall, déi an den nächsten 20 Joer d'Rente mussen bezuelen.

Eis Rentekeess ass haut natierlech an enger blendender Form mat iwwer zéng Milliarden Reserven. Dat läit awer net dorunner, dass eise Rentensystem strukturell esou gutt opgestallt wier, mä dat läit ganz einfach dorunner, dass mer an de leschten 30 Joer immens vill Aarbechtsplazen zu Lëtzebuerg geschafen hunn, an dass déi Leit natierlech ganz vill Cotisatiounen an d'Pensiounskeese bréngen, ouni schonn op där anerer Säit Leeschtungen ze froen. Déi Leeschtungen wäerten all déi Cotisanten eréischt froen deen Dag, wou se an d'Pensioun ginn. An da gesäit d'Situatioun natierlech anescht aus.

Mir hunn, wéi gesot, an de leschten 20, 30 Joer mat enger Moyenne vun no bei 5% Augmentatioun um Aarbechtsmarché hei zu Lëtzebuerg gelieft. Dat ass en enorm héije Chiffer. An deen erkläert och, firwat dass an de Reserve vun der Pensiounskeess esou vill Suen haut draleien. Mä déi Sue si virtuell och schonn ausginn.

Wéini se konkret ausgi ginn, dat huet d'IGSS eis virgerechent. Dat sinn offiziell Zuele vun den zoustänneger staateleche Plazen hei zu Lëtzebuerg. Ab 2020 wäerte mer eng éischt méi spierbar Well vun Départs à la retraite zu Lëtzebuerg hunn. Dat deet de System nach net kippen. Mir hunn am Moment Cotisatiounen, déi schonn zënter 30 Joer stabil bei 24% leien. Dat ass weltwäit unique. Iwwregens wéi d'Héicht vun eise Rentereserven och weltwäit unique ass; an anere Länner hu se Sputt fir e puer Méint, hei hu mer Sputt fir bal véier Joer mëttlerweil.

Dat ass natierlech eng exzellente Situatioun. Eng exzellente Situatioun, virum allem och, fir Reformen kënnen ze maachen a se iwwer eng länger Zäit kënnen ofzefiederer. Wat grad an dëser Matière an eisen Aen e wesentleche Punkt ass, dass een et net drop ukomme léisst, um Enn an e puer kuerze Joren eng grouss Reformen mussen ze stäipen. Déi ass aschneidend. Déi géif wéi doen. Déi géifen d'Bezéier vu Pensiounen spieren.

Mir mengen, mat deene Reserven, déi mer hunn, hu mer eigentlech de Sputt fir eng Reform méi laangfristeg unzeleeën an domadder och hir negativ Wierkungen esou ofzefiederer, dass se nëmme ganz wéineg spierbar wieren. Et ass och eise Rôle, déi Mesuren esou ze maachen, dass se wierklech déi am mannsten treffen, wou se am meeschten Impakt kéinten hunn, an och éischer do probéieren, eng vernünfteg Léisung ze fannen.

Et muss een och soen, dass hei zu Lëtzebuerg am Moment souguer ze vill, wann een esou wëllt, cotiséiert gëtt. Fir den Équilibrium ze hunn hei zu Lëtzebuerg téschent Recetten an Dépense op ee Joer gekuckt, bräichte mer net déi dräimol 8% ze bezuelen; et géif duergoen hei am Land zënter enger Rei Joren, wann ee géif 6,5% - am Moment läit dat schonn éischer méi no bei 7 - bezuelen.

Mir hunn also am Moment en Iwwerschoss vu Cotisatiounen par rapport zu de Leeschtungen, déi ausbezuelt ginn. Mä mir mengen awer, dass et gutt war, dass mer d'Cotisatiounen net erofgedréckt hunn, dass mer déi op deem Niveau gehalen hunn, wou se sinn, well mer wëssen, dass, och wann déi Sue kuerzfristeg an der Keess en Iwwerschoss produzéieren, se awer mëttel- a laangfristeg schonn engagéiert sinn an eigentlech schonn ausgi sinn.

Mir mussen dofir déi Zuele vun der IGSS eescht huelen. Ab 2020 gëtt et, wéi gesot, eng éischt Well vun Départs à la retraite, déi nach net den Iwwerschoss vu Recette kippen deet. Mä ab dem Joer 2025 prévisiblement hu mer dann déi Situatioun, dass all Joer méi Suen aus der Keess erausginn, wéi der erakommen. Da fänke mer also un, d'Reserven zrëckzufueren. An 2038, de Previsiounen no, wieren dann d'Reserven op null.

Dat mag wäit kléngen... Dat ass vun haut aus gekuckt 28 Joer, mä et muss een awer och oppassen, dass den Ofbau vun der Reserve bal dräimol méi séier geschitt, wéi et noutwendeg war, fir se opzebauen. Dass

mer méi wéi 40 Joer gebraucht hunn, fir déi Reserven opzebauen, an dass mer se an 13 Joer praktesch wäerte komplett verbraucht hunn. Et ass also sécher Handlungsbedarf do, och wann een net wëllt, wéi gesot, an en zäitlechen Enkpass kommen, wou dann d'Reformen an d'Aschnëtter méi gravéierend géife ginn.

Wat een och muss ënnersträichen, dat ass, wéi gesot, dass d'Rentecotisatiounen schonn 30 Joer laang stabil si bei de 24%, dass mer an darselwechter Zäit iwwer eng Rei Gesetzer awer d'Leeschtungen drastesch eropgeschrauft hunn. An all déi Leeschtungen, déi zënter Métt de 70er Joren am Rentensystem agefouert gi sinn, sinn, wann een éierlech ass, allegueren net duerch Cotisatiounen géigefinanzéiert.

Den Écart téschent Cotisatiounen a Leeschtungen, dee Métt de 70er Joren ongeféier do war... An Zäiten, wou et der Lëtzebuerger Economie schlecht gaangen ass, war eise Rentensystem strukturell am Fong besser opgestallt wéi haut, nodeems mer méi wéi 30 Joer laang en enorme Wuessstum zu Lëtzebuerg kannt hunn, wou mer ganz vill Sue verfügbar haten, fir och eise Rentensystem strukturell lafend unzepassen, dass e wierklech gutt a gesond dosteet.

Mä déi paradox Situatioun ass, dass mer haut zu Lëtzebuerg no esou laangem intensive Wuessstum e Rentensystem hunn, dee strukturell manner gutt opgestallt ass wéi dat, wat nach Métt de 70er an ufanks den 80er Joren am Rentensystem war. Do hu mer also sécher allegueren net gutt geschafft.

Déi successiv Regierungen hu praktesch allegueren ausnahmslos Leeschtungen iwwer Gesetzer agefouert, déi natierlech jiddweree gären hëlt; bien entendu ass een net béis, wann een a senger Rent méi Leeschtungen kritt. Mä all déi successiv Regierungen hu Leeschtungen agefouert, déi net duerch eng Upassung vun de Cotisatiounen oder vun anere Parametere géigefinanzéiert waren.

An haut si mer dann an där Situatioun, dass mer eis eng Kéier ganz eeschtaft erëm mat der Fro mussen beschäftegen, dass dat, wat u Recetten an de System erakënn, an en aneren Équilibrium muss bruecht gi mat deem, wat aus dem System erausgeet. Well ënnert dem Stréch ass de Rentensystem Mathematik. Et däerf insgesamt net méi erausgoe wéi erakënn.

An dovunner si mer am Moment leider wäit ewech. Mir wäerten hoffentlech elo séier da mat deene Reformen ufänken, well dat erlaabt et, déi ofzefiederer a se, wéi gesot, net ze vill heftig an hire Wierkungen ze maachen.

Den Ajustement, iwwert dee mer haut ofstëmmen, ass ee vun deene Punkten, wou mir als Gréng mengen, dass een dee seriö muss diskutéieren am Kader vun der ustehender Rentereform. Verschidde Kollege si virdu schonn drop agaangen. Den Ajustement ass en Instrument, wat eng Upassung mécht vun de Renten un d'Entwécklung vun de reale Léin.

Et ass eng Upassung, fir déi u sech net cotiséiert ginn ass. Wann een an d'Pensioun geet, kritt een eng Héichrechnung gemaach vu senger Cotisatiounen, inflatiounsberengegt op den Dag vum Départ an d'Pensioun, an déi ginn dann och indexéiert, fir d'Kaffraaft ze erhalen, iwwert de Mechanismus vum Ajustement, deen net iwwer Cotisatiounen gedeckt gëtt.

Et ass eigentlech, wann et richtig géif gemaach ginn, eng Leeschtung, déi aus dem Budget misst finanzéiert ginn, well dat dann e bewosste politesche Choix wier, fir ze soen: Mir wëllen, dass d'Rente Schrëtt hale mat der Entwécklung. Mä mir sinn, wa mer et ganz éierlech kucken, beim Ajustement, deen zwar iwwert d'Pensiounskeese bezuelt gëtt, net an enger Assurancëlogik. D'Assurancëlogik dierft u sech nëmme spille fir d'Pensioun, well ee sech do wierklech Rechter keeft. An dat hale mir awer fir dee richtige Wee, dass ee sech an engem Assurancësystem beweegt, well mer mengen, dass dat de Leit och Rechter gëtt; Rechter, déi net kënnen vu variabele Majoritéiten am Parlament an an der Regierung a Fro gestallt ginn.

Soulaang et iwwert de Budget bezuelt gëtt, ass natierlech all Parlament an all Regierung all Joers fräi, dee Budget anescht ze gestalten an anescht ze bezuelen,

während an engem Assurancësystem huet ee besser Garantien. An déi laangfristeg Ofsécherung, déi jiddweree fir sech a fir seng Famill wënscht, mengen ech, ass besser opgehuewen an engem System, wou et ëm d'Kafe vu Rechter geet, éischer, wéi an engem System, wou de Budget all Joers mat schwankende Majoritéite géif festleeën, wat dann dat Joer - ech hat bal gesot: gnädigerweis - géif ausgeschott ginn.

Duerfir menge mer, dass mer och iwwert den Ajustement seriö mussen diskutéieren. A mir mussen och, mengen ech, Nuancé maache bei esou Zousazleeschtungen, well och dat ass eng Kritik, déi een um Ajustement kann ubréngen. Vu dass et näischt ass, wat eigentlech ucotiséiert ass, muss een och do feststellen, dass et eng sozial Leeschtung ass, déi ouni Nuancen zu Lëtzebuerg - soe mer ëmmer - mat der Strenz gemaach gëtt, onofhängeg vun der Situatioun vun de Revenuë vun de Leit. An duerfir menge mer, dass een déi Diskussioun do och soll kritisches féieren am Intérêt vun de Pensiounskeesen, am Intérêt vum Rentensystem.

Duerfir wëll ech als Spriecher vun der grénger Fraktioun nach eng Kéier ënnersträichen, dass mir déi Reform wëllen, well mer d'Émlageverfahre wëllen halen. Mir stinn zum Émlageverfahre als deem richtigem, dem beschte System, fir Renten ze organiséieren. Mir mengen, dass et dee System ass, deen d'Solidaritéit téschent de Generatiounen organiséiert, dass et deen ass, deen derwäert ass verteidegt ze ginn.

Mir hätten eis gewënscht, Här Minister, dass mer déi laangfristeg finanziell Ofsécherung scho vill méi fréi diskutéiert hätten. Et gouf e Rentendesch 1 am Joer 2001. Deen huet den deemolege Minister, wéi all seng Virgänger, de Rentensystem Sue kascht. Do si Leeschtungen agefouert gi bei bleiwende Cotisatiounen vun dräimol 8%. Do si vill Leeschtungen agefouert ginn. An déi gréng Fraktioun huet um Owend vum Rentendesch 1 schonn e Brëf geschriwwen, fir ze soen, mir hätten elo gären e Rentendesch 2, wou mer eis mat der laangfristeger Finanzéierung ofgi vun deem Pak, dee mer am Rentendesch ficeléiert hunn, an och mat der Finanzéierung vun all deene Leeschtungen, déi an deene Jore virdrun, zënter Métt de 70er Joren, och agefouert gi si vun de successiv Regierungen.

Dat ass deemools refuséiert ginn. Et ass deemools gemengt ginn...

► **M. Carlo Wagner (DP).**- Här Braz, Dir stoungt komplett eleng do. Dat muss ech och soen.

► **M. Félix Braz (déi gréng).**- Wéi sot Der, Här Wagner?

► **M. Carlo Wagner (DP).**- Dir stoungt komplett eleng do mat Ärer Meenung.

► **M. Félix Braz (déi gréng).**- Majo, duerfir soen ech et jo, well Dir wart Minister an Dir hutt eis net dobäi gehollef.

► **M. Carlo Wagner (DP).**- Dat war wahrscheinlech, fir direkt nees allegueren déi Acquisé vum Rentendesch 1 ofzeschaffen, oder wéi?

► **M. Félix Braz (déi gréng).**- Duerfir, Här Wagner, soen ech et jo hei nach eng Kéier. Mir waren effektiv eleng. Well Dir hutt eis och als deemolege Sozialminister net ënnerstëtzt. Duerfir hu mer ganz gären héieren, wou Der gëschter gesot hutt, Dir géift lech e Rentendesch 2 wënschen. Dat huet eis als gréng Fraktioun méi jonk gemaach. A mir hunn och gëschter gemengt, dass e spéide Support fir eise Virschlag nach ëmmer besser ass wéi guer kee Support. Well mir scho méi laang mengen, wéi Dir och elo - an dat fret eis -, dass ee sech am Kader vun engem Rentendesch 2 sollt mat där Fro hei beschäftegen.

Dat ass deemools net gewollt ginn. Och an de leschte Joren net. Do ass um Niveau vun der Regierung mat hire Beamten, mat hire Sozialpartner driwwer diskutéiert ginn. D'Parlament ass, contrairement zum Rentendesch 1, net associéiert ginn.



Elo gi mer awer dann associéiert, well eben de Projet de loi an d'Chamber kënnt. An et ass dann och elo um Parlament, fir seng Verantwortung ze iwwerhuelen. Mir wäerten, wéi gesot, dësen Ajustement nach stëmmen, well déi Reform elo virun der Dier steet.

Mä ech soe ganz däitlech, den Ajustement ass net deen eenzeg, mä et ass ee vun deene Punkten, iwwert déi seriö muss diskutéiert ginn, wa mer wëllen eise Rentensystem esou organiséieren, dass déi, déi haut schaffen, och sécher Rente kënnen an Aussicht hunn; Renten, déi op engem seriösen Niveau bleiwen; Renten, déi gerecht bleiwen. All déi, déi net wëllen un deene grouss Schrauwen dréie goen, dat sinn déi, déi d'Veantwortung dofir iwwerhuelen, dass mer där nächster Generatioun e vill méi schwéier ze léisende Problem hannerloossen - méi schwéier, wéi en haut schonn ass. An dat wëlle mir als gréng Fraktioun verhenneren.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Braz. Als nächste Riedner ass den Här Gibéryen agedroen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och vun eis aus e Merci un d'Kolleegin Claudia Dall'Agnol fir hire schrëftlechen a mündleche Rapport. Et ass am Fong all zwee Joer viru Chrëschttag den Zäitpunkt komm, wou mer heibannen an der Chamber diskutéieren iwwert den Ajustement vun de Renten an de Pensionen, a parallel dozou, an dat maache mer da muer, och iwwert d'Augmentatioun vum Mindestloun.

Et ass dat e Ritual, deen all zwee Joer stattfënnt, mä wat e wichtege ass, dass hei och d'Renten an d'Pensionen, souwuel aus dem private wéi dem öffentliche Secteur, un d'Lounentwécklung vun deene leschten zwee Joer ugepasst ginn. D'Regierung mécht dofir e Rapport. Et gëtt eng Etüd gemaach. An dorauer huet sech dann erginn, dass dës Kéier 1,9% geschëllt sinn. Dat heescht an anere Wieder bei deenen Aktiven, déi hunn déi 1,9% scho bäigesat kritt, an dat hei ass nodréiglech, wou elo d'Rentner déi 1,9% bäigesat kréien.

2006 huet d'Regierung proposéiert an enger éischer Kéier, fir de Rentenajustement ze splitten iwwer zwee Joer fir 2007 an 2008, an datselwecht gëtt och an dëser Proposition de loi gemaach, wou den Ajustement erëm gesplitt gëtt op 0,95% op den 1. Januar 2011 an 0,95% op den 1. Januar 2012. D'Erspuernisser, déi hei gemaach ginn, dat si fir den allgemenge Regime, de Privatséktor, ongeféier 30 Milliounen, a fir den öffentliche Secteur fënnf Milliounen. Et sinn also déi Suen, déi gespuert ginn. An doduerjer ass am Fong vun der...

(Interruption)

Op ee Joer! Op ee Joer! Fir ee Joer, fir ee Joer. Dat ass ganz richtig. Fir ee Joer.

D'Finanzsituatioun: Bei de Pensionsekeenen am Privatséktor leie mer elo op ongeféier zéng Milliarden. Dat sinn 3,6- bis 3,7-mol d'Joresdépendenzen, also eng enorm grouss Deckungsperiod. An der Fonctioun publique hu mer keng Reserven. Déi ginn am Prinzip all Joers aus dem Statsbudget eraus finanziert. An et ass dëser Deeg bei de Budgetsdebatte gesot ginn, dass déi Pensionen ongeféier 500 Milliounen d'Joer kaschten an dass duerch déi Cotisatiounen, déi do bezuelt ginn, ongeféier 20 bis 25% iwwert dee Wee gedeckt gi sinn.

Mir maachen eis alleguete selbstverständlech Suergen iwwert déi langfristeg Ofsecherung vun eise Pensionen. An ech wëll drun erënneren, dass an eisem Gesetz soss stoung - vum allgemenge Regime -, dass mer e Minimum vu Reserve missten hale vun 1,5-mol d'Joresdépendenzen. An am Gesetz stoung, dass et e Maximum wier vun 2,5-mol d'Joresdépendenzen. Dat heescht also, eis Virgänger, déi waren éischer der Meenung, dass een dee Maximum misst

iergendwéi plafonnéieren. A wéi déi Jore komm sinn, wéi mer un déi 2,5 komm sinn an du souguer iwwert déi 2,5 komm sinn, hätt mer am Fong, wa mer d'Gesetz hätt respektéiere wëllen deemools, entweder d'Leeschungen héijen oder d'Cotisatiounen senke sollen. Mä et ass dat eenzeg Richteg deemools gemaach ginn: De Plaffong ass einfach aus dem Gesetz erausgeholl ginn. An esou sinn dann elo eben d'Reserven ugewuess, wéi gesot op zéng Milliarden, wat 3,6-mol d'Joer ausmécht.

Dat heescht, déi 1,5-mol d'Joresdépendenzen, déi stinn awer nach am Gesetz. Et ass also, wa mer eis an Zukunft un d'Gesetz halen, an dat schéngt mir awer eng Normalitéit ze sinn, kënnen mer am Fong ni op eng Null-Situatioun kommen, well et eng Obligatioun am Gesetz ass, dass de Gesetzgeber keng Moosnamen däerf huelen, déi d'Reserven ënner 1,5-mol d'Joresdépendenz fale loosse. Do besteet also eng Barrière. Et besteet eng Obligatioun vis-à-vis vun der Politik, dass se nëmmen do kann Décisiounen huelen, déi net kënnen d'Reserven ënner 1,5-mol d'Joresdépendenz fale loosse.

Déi heiteg Moosnam, déi elo haut hei proposéiert gëtt, déi kann een am Fong net an de Kontext setzen, dass ee seet, dass ass fir eng langfristeg Ofsecherung vum Rentensystem. Et ass eng eemoleg Léisung. Et ass also och eng punktuell Moosnam, déi sech just op ee Joer gravéiert. Dat heescht, déi bréngt de Pensionsekeenen am Privatséktor eng Erspuernis vun 30 Milliounen a se bréngt dem Statsbudget eng Erspuernis vu fënnf Milliounen an engem Joer. An dat Joer duerno gëtt den Ajustement ganz spille gelooss. An da sinn also keng Erspuernisser méi heirober zréckzeféieren.

Duerfir ass et falsch, fir elo ze soen, dass dat heiten am Fong eng Moosnam ass, déi eng langfristeg Ofsecherung vun de Pensionsekeese géif bewierken. Et ass keng nohalteg Moosnam; et ass eng kuerzfristeg; et ass eng eemoleg Moosnam.

An duerfir, Här President, si mir och als ADR dergéint, dass hei dës Kéier erëm eng Kéier d'Pensioun gesplitt ginn. Mir sinn der Meenung, dass Reserve genuch do sinn am Privatséktor, fir kënnen deen Ajustement integral ze bezuelen. A mir sinn och der Meenung opgrond vun de Statsfinanzen, déi jo awer besser si ginn, an dat hunn ech och d'lescht Woch hei schonn am Zusammenhang mat der Mamerent gesot, wou den Alter vu 60 op 65 Joer eropgesat ginn ass, fir 1,5 Milliounen an engem Joer ze spueren. Hei spueren mer bei de Pensionen vun de Fonctionnaire fënnf Milliounen an engem Joer.

Also, wann de Stat dorunner Faillite geet, dann ass dat heiten en Zeechen, dass d'Finanzsituatioun vum Lëtzebuurger Stat awer vill méi dramatesch schlecht ass, wéi dat vun de Majoritéitspartei gemaach gëtt, wann hei scho muss un de Mamerente gespuert ginn a wann um Ajustement vun de Pensionäre muss gespuert ginn. An duerfir hunn och d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics an d'Chambre des Salariés sech do dergéint ausgeschwat.

Ech war der Meenung, Här President, wéi ech de Mëtteg hei an d'Chamber komm sinn, ech hunn esou vill Gewerkschaftler hei virun der Dier gesi stoe vum OGB-L, vum LCGB, vum dem Landesverband, vum der Syprolux, an ech hunn e ganze Koup Gewerkschaftskolleegen, déi heibanne Politiker sinn, dohinner lafen an do d'Hand drécke gesinn, du war ech der Meenung, si géifen zu deene soen: „Hei, mir maachen de Mëtteg dat, wat mir als Gewerkschaften décidéiert hunn, a mir stëmme géint dat Gesetz, well mir hätt gäre wéi den OGB-L, wéi den LCGB, wéi de Landesverband, wéi d'Syprolux, wéi d'CGFP, mir hätt gäre deen Ajustement.“

Mä mir hunn dat jo schonn an der Vergaangenheet heibanne matgemaach, dass virun der Dier d'Gewerkschaften stoungen ze manifestéieren, an heibannen an der Chamber sinn d'Gewerkschaftspolitiker hire Kolleeg virun der Dier an de Réck gefall a si hunn am Fong dergéint gestëmmt, wat si dobaussen an an hire Gewerkschaften an op hire Kongresser, op hiren Éischt-Mee-Meetingen an an de Chambres professionnelles verlaangt hunn. Mä ech hunn dat och schonn d'lescht Woch hei bei der Mamerent gesot: Dat

ass awer fir si alleguete kee Problem. Den 1. Mee sti se erëm alleguerten an der éischer Rei a klappen erëm voll an d'Hänn, wann erëm Fuerderungen opgestallt ginn. Och den Här Kaes laacht dohannen.

(Interruption)

Här Kaes, ech weess net, ob déi Leit am LCGB, déi Memberen, déi eng Cotisatioun bezuelen, fir lech als Gewerkschaftler eng Pai ze bezuelen, ob déi frou sinn, wann Der als Politiker heibanne géint hir Interesse stëmmt. Gitt vläicht eng Kéier op den 1. Mee, da laacht Der hinnen do an d'Gesicht, am plaz dass Der elo hei an der Chamber laacht praktesch...

(Hilarité)

...dann iwwert déi Situatioun, déi déi Leit hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mä ech wëll awer och dës Kéier, muss ech zu de Kolleeginnen an de Kolleeg vun der DP hei ee Wuert verléieren. Ech muss e Wuert verléieren.

(Interruption)

Ech ka mech erënneren, 1999, wéi mer déi grouss Reformen am Pensionswiese gemaach hunn, wéi mer den Eenheitsregime praktesch agefouert hunn, 1999 war d'Demokratesch Partei déi, déi als eenzeg Partei deemools Stuerm dergéint gelaf ass an déi Moosnamen net matgedroen huet, déi am Fong eng langfristeg Finanzéierung gemaach hunn, déi d'Statsfinanze langfristeg entlaascht hunn, du war d'DP déi eenzeg, déi do net matmarschéiert ass. Et war d'DP och déi eenzeg, déi dunn an d'Wahle gaangen ass an an hirem Fuerderungskatalog verlaangt huet, dass d'Fënnf-Sechstel-Pension an der Fonctioun publique erëm misst agefouert ginn. Si hunn domadder e grouss Wahlsuccès gehat. Si sinn an d'Regierung komm a si hunn ni méi vun der Aféierung vun der Fënnf-Sechstel-Pension geschwat nach eppes dofir gemaach.

► **Une voix.**- Si sinn dach guer net méi an der Regierung.

► **Une autre voix.**- Haut!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- An, Här President, déi Partei also, déi '99 an d'Wahle gaangen ass a gesot huet, de Fënnf-Sechstel-Regime muss erëm agefouert ginn hei zu Lëtzebuerg, déi Partei ass haut emol net méi derfir, dass déi Pensionen, déi jo da méi kuerz gi sinn, iwwerhaupt en Ajustement kréien. Si si souguer dergéint, dass se nach en hallwen Ajustement kréien. Also, si sinn also derfir, dass se guer näischt méi kréien. Dat muss d'Demokratesch Partei dann deenen erklären.

(Interruption)

An ech hu gëschter an der Zeitung kënnen feststellen, dass souwuel den Här Etgen wéi den Här Bauler bei der CGFP op der viregter Konferenz an der éischer Rei dosouzen.

(Hilarité)

Ech huelen un, dass si dohinner waren, fir och deenen ze soen: „Hei ass d'DP mat enger klorer Linn. Mir sinn dergéint. Dergéint, dass Der eng Indexbranche kritt. A mir sinn och dergéint, dass Der en Ajustement kritt.“

Dat heescht, wann d'DP sech duerchgesat hätt, dann hätten d'Pensionären an der Fonctioun publique vum 1. Januar un 2,5% manner Index an och nach 1,9% manner Ajustement, dann hätt se 4,4% manner an der Pai. Ech mengen, dass sollt een emol eng Kéier kloer soen, wéi der DP hir Positioun hei ass a wéi se war, fir datt...

(Interruption)

► **M. le Président.**- Erlaabt Der, dass d'Madame Polfer lech eng Fro stellt.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Här President, ech war esou gutt getimt. Net, dass Der elo zu mir sot, meng zéng Minutte wären eriwwer.

► **M. le Président.**- Neen, d'Madame Polfer...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Da kann d'Madame Polfer och zwou Froe stellen.

► **Mme Lydie Polfer (DP).**- Ech soen et herno.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Neen, et ass elo an der Rei. Seng Zäit ass souwisou ofgelaf.

► **M. le Président.**- Madame Polfer, da stellt elo Är Fro!

► **Une voix.**- Stellt roueg Är Fro!

► **Mme Lydie Polfer (DP).**- Jo, ech wonnere mech, dass den Här Gibéryen - en huet jo awer soss e gutt Gediechtnis -, dass e sech net méi kann drun erënneren, wéi déi Tables rondes virun de Wahle vun '99 gelaf sinn! Well do ware mer zesummen. Ech ka mech op alle Fall nach drun erënneren, a kuckt se roueg no. Kuckt se alleguete roueg no! Mir sinn '99 net an d'Wahle gaangen, andeem mer gesot hunn, wa mir an d'Regierung kommen, da gëtt dat do réckgäenge gemaach.

(Hilarité et interruption)

Mä kuckt et all no!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- D'DP ass an d'Wahle gaangen...

► **Mme Lydie Polfer (DP).**- Här Gibéryen, loosst mech wann ech gelift fäerdeg schwätzen! Mir hunn...

► **M. le Président.**- Madame Polfer, Dir sollt zwar eng Fro stellen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- D'Fro ass gestallt. Ech hu se beäntwert, schonn ier Der se gestallt hat.

(Hilarité)

► **Mme Lydie Polfer (DP).**- Ech hu gefrot, ob Der lech net méi drun erënnert. Well mir hunn '99 dénoncéiert, a wirklech ganz iwwerzeegt, dass déi Manéier, wéi dat gemaach ginn ass, net richtig war.

Dir wësst et ganz genau.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Dir sidd an d'Wahle gaangen, Madame Polfer,...

► **Mme Lydie Polfer (DP).**- Dir wësst et ganz gutt. An Dir a mir wëssen, dass Der Är Gesetz nëmme kënn ännere, wann Der e Partner hutt,...

► **M. le Président.**- Madame Polfer, Dir sollt eng Fro stellen!

► **Mme Lydie Polfer (DP).**- ...deen dat mat lech mécht.

► **M. le Président.**- Dir wollt eng Fro stellen.

► **Mme Lydie Polfer (DP).**- Dat wësse mir. Ech wollt den Här Gibéryen drun erënneren, firwat dass en hei eppes seet, wou e weess, dass et net wouer ass.

► **Une voix.**- Et ass net fir d'Éischt!

(Brouhaha général)

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Et ass net fir d'Éischt. Et ass net fir d'Éischt, dass d'DP versicht, d'Kéier ze kréien! Op jidde Fall, ech mengen...

► **Mme Lydie Polfer (DP).**- Neen.

► **Une voix.**- Et ass net fir d'Éischt.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Ech mengen, d'ganz Fonctioun publique an och jiddwereen heibanne weess,...

(Brouhaha général)

...dass d'DP an d'Wahle gaangen ass mat dem Verspriechen, d'Fënnf-Sechstel-Pension erëm anzeféieren. An Dir hutt lech deemools dergéint gewiert, dass et geännert ginn ass. An haut, an dat ass och eng Tatsaach, déi kënn Der muer erëm anescht...

► **Mme Lydie Polfer (DP).**- ...kee Partner, fir dat ze maachen.

► **Une voix.**- No vir, no hannen, no riets, no léns!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- ...an Dir sidd dergéint, dass déi Leit sollen den Ajustement kréien. Och dat wäert elo falsch sinn. Hutt dach de Courage...

(Interruption)

Här Bettel, Här Bettel, hutt dach de Courage a stitt zu deem, wat Der sot!

(Interruptions diverses)

► **M. Xavier Bettel (DP).**- De Wieler ka sech erënneren. De Wieler ka sech besser erënnere wéi Dir.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, op jidde Fall, d'ADR ass der Meenung an der Iwwerzeugung, dass deen Ajustement hei hätt ganz missen ausbezuelen ginn. A wa mer gäre eng Kéier eppes ännere, da solle



mer dat um System änneren. Awer soulaang wéi de System net geännert ass, soll den Ajustement esou geschéllt ginn. Déi Aktiv hunn déi Augmentatioun kritt. An dat hei ass nodréiglech eng Augmentatioun fir d'Pensionären, déi déi Aktiv scho kritt hunn. An duerfir hätte mir gären de ganzen Ajustement.

An duerfir kënne mir deem Gesetz net zoustëmmen. Mir stëmmen och net dergéint. Mä mir enthalen eis duerfir bei deemem Vote.

(Brouhaha général)

► **M. le Président.**- Merci dem Här Gibéryen. Elo kritt d'Wuert den Här André Hoffmann. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Kee Courage! Déck Schnëss an näischt derhannert.

(Interruptions)

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Nach eng Enthaltung.

► **Une voix.**- Den Här Bettel héiert net méi esou gutt.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Här President, gëschter ware mer bei de Patienten, déi 20 Milliounen Euro méi musse berappen. Haut si mer bei de Renten, deene mer 30 Millioune strächen, 30 Milliounen eleng am Privatsecteur. Ech betounen: strächen. Well an där Logik vum Ajustementsgesetz, sou wéi den Här Paul-Henri Meyers dat hei richteg erkläert huet, an där Logik hätte mir haut missen en Ajustement stëmme vun 1,9%. Well dat wär d'Upassung gewiescht un d'Entwécklung am Lounsecteur insgesamt.

Déi Logik, déi derhannert steet, déi besteet jo doranner, wéi den Här Meyers et gesot huet, dass och d'Rentner un dem allgemenge Wuelstandswuesstum adequat deelhuefen an dass net en Ausenanerdrifte geschitt tëschen de Rentner op där enger Säit an deenen Aktiven op där anerer Säit.

Dass d'Regierung am Ufank wollt, wéi se an déi éischt Tripartiten eramarschéiert ass - well esou muss een et jo bal nennen -, wéi se an déi éischt Tripartiten eramarschéiert ass, ganz wollt aussetzen en Ajustement bis 2014, dat erënnere mer eis zwar nach. Dat ass awer keen Troust. Well dee Kompromëss, deen dann do tëschen de Koalitionspartner erauskomm ass, dee bedeit awer nach eng Kéier de Verloscht vun 30 Milliounen Euro fir d'ent Joer an - dat muss een awer dann nach eng Kéier kloer soen - déi se d'nächst Joer och net erëmkréien! Dat heescht, déi 30 Milliounen, déi si fort.

Mir hunn haut net eng Diskussioun - menger Meenung no net, souwisou hätt ech keng Zäit - iwwert d'Renteproblematik am Allgemenge. Fir mech ass just dat hei e bedenklech Signal, awer an engem anere Sënn, wéi verschidde Virriedner dat hei gesot hunn. Dat hei ass e Signal fir mech an eng Richtung: „Stellt Iech emol drop an, dass et an Zukunft, wa mer un de Rentensystem ginn, dass et an Zukunft Aschnëtter gëtt, ausser Der schafft méi laang.“ An dat ass e Signal, och vun der Signalwierkung hier, wat ech net kann akzeptéieren.

Da weess ech net, wat hei sech ze iergeren ass, wann ee seet Abstentiuon, well dat ass eigentlech ganz einfach ze begrënnen. Ech si selbstverständlech derfir, dass déi Leit elo deen hallwen Ajustement kréien. Ech sinn awer dergéint, dass se nëmmen den hallwe kréien. Da bleift mir näischt anescht iwwreg an deem dote Fall wéi eng Abstentiuon. Ech bedauern. Also, ech bedauern net d'Abstentiuon, mä et bleift mir näischt anescht iwwreg wéi Abstentiuon.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Hoffmann. Elo kritt d'Wuert den Här Sozialminister Mars Di Bartolomeo.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ech d'Positioun vun der liberaler Partei kucken, déi den Ajustement ganz wéilt strächen, an op där anerer Säit d'Positioun vum Här Hoffmann gesinn, deen den Ajustement ganz, an enger Kéier wéilt ausbezuelen, idem d'Positioun vun der ADR, da steet d'Regierung an der Mëtt.

A si plädéiert derfir,...

(Interruption)

► **Une voix.**- An der Mëtt sinn der vill, et ass keng Plaz!

(Hilarité)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.**- ... wéi dat vun hir proposéiert ginn ass, fir zwar en Ajustement ausbezuelen, mä en an zwou Halschechten opzedeele, déi eng Halschecht 2011 an déi zweet Halschecht 2012, well opgrond vun där Situatioun, déi mer an deene leschten zwee Joer kann hunn, et ubruucht ass, d'Laaschte vun deene gesamte Problemer, mat deene mer konfrontéiert waren, équilibréiert ze verdeelen.

Nu kann een a Fro stellen, ob iwwerhaapt en Ajustement fälleg gewiescht wär. D'Regierung huet sech an deem dote Sënn un d'Gesetz gehalen, wouno se all zwee Joer ze préiwen huet, opgrond vun de Ressourcen vun de Keesen an opgrond vun der Lounentwécklung, ob et ubruucht ass, fir en Ajustement ausbezuelen.

Opgrond vun deene Berechnungen, déi vun der IGSS gemaach gi sinn iwwert d'Lounentwécklung, ass erauskomm, dass déi Lounentwécklung beim Stonneloun bei 1,9% an deene viregten zwee Joer war.

Wann een d'Gesamtlounentwécklung geholl hätt, wéi Einzelner haut nach mengen, dass dat richteg wär, da wär esou eng Progressioun mat Sécherheet net erauskomm, mä de Modell, deen an de leschte Joren ugewannt ginn ass, bezitt sech op d'Lounentwécklung um Stonneloun, an do ass déi doten Entwécklung vun 1,9% erauskomm.

Also, deen éischte Parameter, fir ze decidéieren, ob Rentenajustement an Ajustement vun den Onfallrente noutwendeg wäeren, ass ginn.

Deen zweete Parameter, dat ass dee vun de Ressourcen vun de Pensiounskeesen. An och do, wann een déi lescht Entwécklung kuckt, mengen ech, wann een dat elo op den Dag kuckt, op haut kuckt, net op d'Entwécklung vun deenen nächste fënnf, zéng, 15 oder 20 Joer, da muss e feststellen, dass Enn Dezember vun deem Joer d'Reserve vun de private Pensiounskeese bei 10,5 Milliarde leien, wat 3,7-mol d'Joresausgaben ausmécht, an d'Reserven an de Joren 2008, 2009 an 2010 em duerchschnëttlech 850 Millioune gewues sinn.

Dat ass méiglech doduerch, dass mer Cotisatiounen hunn, déi eigentlech méi héich si wéi dat, wat ee misst hunn, wann een d'Rente vun der Hand an de Mond géif finanzéieren. Et geet awer och dorop zrëck, dass de Stat zu engem Drëttel an dem Finanzement intervenéiert.

Wann een also emol e Grujelzenario géif huelen, wou de Stat net méi Partner wär, da géif et net nëmme keng Reservebildung ginn, mä da wäre mer elo schonn am Negativen. An ech wéilt dat widderhuelen, wat ech gëschter scho gesot hunn, zu der Gesondheitsreform: Mir sinn an der Sécurité sociale, wa mer deen Niveau wëllen annähernd halen, dee mer haut hunn, op e staarke Stat an e staarken Engagement vum Stat ugewisen. An duerfir ass et net aberrant, wann een zesumme probéiert, fir d'Statsfinanzen am Équiliber ze halen, well wann déi d'Baach erofginn, dann ass den Engagement vum Stat an der Sécurité sociale och ganz staark hypothéquéiert.

Ech wollt awer vun der Geleeënheet profitéieren, fir och op deen een oder anere wichtige Parameter anzegoen, dee sech och an deene leschte Méint a Joren entwéckelt huet.

Bei der Proportioun tëschen Aktiven a Pensionéierten hu mer eng Stabilitéit. Op ee Pensionéierten am Privatsecteur kommen nach wéi vor 2,5 Aktiver. Dat ass an der Rei, dat ass besser wéi vill vun eisen Nopeschlänner, mä mir wëssen awer, dass dat iergendeng Kéier wäert kippen. Déi vill Aktiv vun haut sinn déi vill Pensionéiert vu muer, a wa mer déi vill Aktiv vun haut an der Pensioun hunn, da kippt deen doten Équiliber, an da riskéiere mer relativ schnell op e Ratio ze komme vun zwee zu eent, annerhallwem zu eent an, an, an. An da fänkt et un, e bësse méi problematesch ze ginn.

Deen anere Parameter, dee wichteg ass, dat ass d'Prime de répartition pure, fir dat an einfache Wieder nach eng Kéier ze

deklinéieren. D'Prime de répartition pure, dat ass dee Cotisatiounstaux, deen ee brauch, fir d'Joresausgabe vun engem Joer kënnen ze droen. Do hu mer an deene leschte Joren eng Evolutioun. Dee beschten Taux, dee mer do haten, dat war 19%. Dat heescht, 19% Bäitrag wäeren duergaang, fir d'Joresausgaben am Privatsecteur ze decken. Haut läit deen dote Prozentsaz bei 21%, dat heescht den Delta tëschen deene Cotisatiounen, déi mer eranhuelen, läit net méi bei 5% - 19 vis-à-vis vu 24 -, mä e läit nach bei 3%.

Dat heescht, mir huelen haut 3% méi Cotisatiounen eran, wéi mer eigentlech géife brauchen, fir de Regime ze finanzéieren. An déi 3%, déi ginn an d'Reserv. An do sinn déi dräi Partner, déi deele sech déi 3% bridderlech oder schwësterlech op. Et muss een also gesinn, dass dat Verhältnis sech verschlechtert huet. Dat soll een net verschweigen.

Wann een awer ënnert dem Stréch d'Situatioun vun de private Pensiounskeese gesäit - nach eng Kéier gesot: op den Datum vun haut -, da sinn déi Ressourcen do, fir kënnen den Ajustement ze bezuelen. Et wär och duergaangen, fir den Ajustement ganz ze bezuelen, mä, ech mengen, an deenen Diskussiounen, déi mer um ekonomesche Plang haten, an och deenen Diskussiounen, déi ufälleg sinn iwwert d'Reform vun de Pensiounen, ass et räsonnabel, dass een en Deel op d'Säit geluecht huet.

De Stat spuert e bësse bei där heiten Operatioun. Et ass virdu gesot ginn: Ee Joer spuert e fënnf Millioune bei de Pensiounen vun der Fonction publique. D'Pensiounskeess spuert 30 Millioune, an d'Assurance accident spuert 1,4 Millioune - eemol, also während engem Joer. Dat Joer drop ass déi ganz Rechnung ze bezuelen. Dat ass also d'Argumentatioun, firwat dass mer den Ajustement gedeelt hunn.

Ech muss soen, ech sinn aus dem Staunen net erauskomm, wéi déi liberal Partei deklaréiert huet, dass si aus politeschen Ursachen, bewosst, fir en Zeechen ze setzen, deen heiten Ajustement net géif stëmmen.

An ech sinn iwwerrascht virun allem iwwert d'Argumentatioun. Deen heiten Ajustement kascht, wann en am Rythme de croisière ass, knapp 60 Millioune. Dat ass net weineg.

► **Une voix.**- Et ass näischt!

(Interruptions)

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Et ass e Lycée.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.**- Dat ass net weineg. Dat ass net weineg. Mä virun, dat war gëschter, viru siwen, aacht Joer,...

(Interruption)

...viru siwen, aacht Joer ware liberal Politiker, a si klappe sech haut nach op d'Schëller, niewent aneren, responsabel, mat responsabel, oder haten de Mérite - wéi een dat wéilt ausdrécken - fir de Rentendesch. De Rentendesch, deen huet d'Pensiounskeess an de Stat, zënter dass d'Resultat virläit, knapp zwou Milliarden Euro kascht. Knapp zwou Milliarden Euro kascht, wann een alles, wat um Rentendesch decidéiert ginn ass, mat eranhëlt. Deen een Deel, deen ass iwwert d'Pensiounskeese finanzéiert ginn. Deen aneren Deel geet iwwert de Statsbudget. Mä dat ass de Käschtepunkt vum Rentendesch, wou jiddwereen,...

(Interruption)

...wou jiddweree seng Verantwortung iwwerhëlt, mä wou déi, déi deemools hir Verantwortung, wou en Deel vun deenen, déi deemools hir Verantwortung iwwerholl hunn, och elo Verantwortung iwwerhuele fir de Rentenajustement. An een Deel vun deenen, déi deemools mat rouegem Gewëssen de Rentendesch cautionnéiert hunn, soen: „D'Situatioun ass net méi gutt genuch, fir kënnen en Ajustement ze bezuelen.“

► **M. Carlo Wagner (DP).**- Här Di Bartolomeo!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.**- Dat géif ech jo och nach...

► **M. Carlo Wagner (DP).**- Här Di Bartolomeo!

(Interruption)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.**- Dat géif ech jo och nach...

Neen, ech fueren elo a mengem Rasonnement weider, ech fueren elo a mengem...

Här President!

► **M. le Président.**- Här Wagner, lauschtert elo dem Här Minister no! Dir kennt herno nach d'Wuert ergräifen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.**- Den Här Wagner huet Intérêt, mer nozelauschteren.

(Interruptions)

En huet Intérêt, mer nozelauschteren, well ech den Här Wagner a seng Partei elo bei engem Wahlbedruch entlarven. Engem Wahlbedruch entlarven!

(Brouhaha général)

► **Mme Lydie Polfer (DP).**- Mäi Gott!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.**- Déi liberal Partei huet an hirem Wahlprogramm - dat war net ee vun 2001 oder 2002 oder 2003, mä dat war de Wahlprogramm vum leschte Joer -, huet déi liberal Partei ugekënnegt: „Die DP steet auch weiterhin zu diesem Engagement. Die DP wird die Renten in Zukunft weiterhin gemäß den bestehenden gesetzlichen Verpflichtungen regelmäßig anpassen.“

► **Une voix.**- Très bien! Très bien!

(Brouhaha général)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.**- Dat ass de Pabeier vu gëschter. An dat Wuert vu gëschter, dat géllt haut net méi! Dat géllt haut net méi!

(Brouhaha général)

► **Une voix.**- Schwätzt iwwert d'Gesetz vun haut! Net iwwert d'Gesetz vu gëschter!

(Interruptions diverses)

► **Une autre voix.**- Dir paakt et un!

► **M. le Président.**- Lauschtert dem Här Minister no! Wann ech gelift!

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Déi nächst Generatioun...

(Interruption)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.**- Dat Wuert vu gëschter...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Här Di Bartolomeo, wa se sech schonn net méi kënnen drun erënnere, wat se d'lescht Joer geschriwwen hunn,...

(Hilarité)

Mir wollt se elo wäismaachen, si wéissten nach, wat se virun zéng Joer geschriwwen hunn.

(Hilarité générale)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.**- Jo, mä, also, hiert Kuerzzeitgediechtnis huet...

► **Mme Lydie Polfer (DP).**- Dat Laangzäit, dat hält besser.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.**- ... huet Problemer.

Also, ech wollt soen, dass dat doten eigentlech eng ganz duerchsichteg Taktik ass, oder, et kann een och aneschtens soen: Et spillt een op zwee Tableauen. Et probéiert een, op där enger Säit jiddwerengem et gerecht ze maachen, op där anerer Säit et jiddwerengem gerecht ze maachen; op där enger Säit couragéiert opzetrieden, an op där anerer Säit - an dat ass nach net esou laang hier, wou mer dat matkritt hunn -, op där anerer Säit esou weineg wéi méiglech Courage ze weisen.

Ech muss soen, esou wéi een an de Bësch erajäizt, esou schalt et erëm.



► **M. Xavier Bettel (DP).**- Ech liesen, wat virun enger Stonn bei der Regierung décidéiert ginn ass an Ärer Ried vu leschter Woch...

(Interruption)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.**- Ech wëll just soen, dass dat doten inkonsequent am Quadrat...

► **M. Xavier Bettel (DP).**- D'lescht Woch! D'lescht Woch!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.**- Am Quadrat!

(Interruptions)

► **M. le Président.**- Ech bieden lech, dem Här Minister nozelauschteren!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.**- Här Bettel, ech wëll just soen, dass meng Stëmm e bësse méi haart ass wéi Är.

► **Plusieurs voix.**- Oh!

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Ech liese just, dass d'lescht Woch hei gesot ginn ass, dass d'Betribler net genuch besteiert ginn. An ech liesen, wat aus Ärer Koalitioun...

(Interruption)

Déck Bake maachen an dann...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, domat, dass mer haut der Chamber proposéieren, dass den Ajustement ausbezuelt gétt an zwou Etappen, wëlle mer net soen, dass et keen Handlungsbedarf gétt, fir eis Pensioune laangfristeg ofzesécheren.

► **Plusieurs voix.**- Ah!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.**- Mir hunn an deene leschte Méint, nodeem mer och hei eng ganz konstruktiv Orientéierungsdebatte hatten, vill geschafft. A mer wäerten d'Orientéierung vum der Reform, wann net nach an deem leschte Conseil vum dësem Joer, dann an engem vum deenen éischte Conseile vum nächste Joer op den Dësch leeën.

Ech huelen dat Ugebuert vu sämtleche Bänke vum dëser Chamber dankend un, fir mat der Chamber vum Ufank u ganz am Detail déi Propositionen ze diskutéieren. Well eng gedeelte Verantwortung an deem dote schwéieren Dossier ass sécherlech besser, wéi eng Verantwortung just eleng a sengem eegene Rucksak.

Mir wäerten déi Reform op eis Aart a Weis maachen. Sou wéi mer gewinnt sinn: net d'Kand mam Buedwaasser...

► **M. Camille Gira (déi gréng).**- D'Gesondheitsreform!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.**- Dir hutt jo nach näischt brauchen ze reforméieren, Här Gira, duerfir kënnt Der e bësse méi tough hei optrieden. Mä iergendeng Kéier wäert ech an Ärer Plaz dosetzen...

► **M. Camille Gira (déi gréng).**- Majo hoffentlech!

(Interruptions)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.**- ... an lech un déi gutt Virsätz...

► **M. Camille Gira (déi gréng).**- An Däitschland übe se schonn.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.**- ... an lech un déi gutt Virsätz...

(Interruption et hilarité)

Ech mengen och net.

Här President, dat ass also, et ass also ganz kloer, dass dat nächst Joer een Haapt-dossier niewent anere wichtige wäert kennen: Dat ass dee vun der Pensionsreform.

Et ass net esou, dass...

► **M. le Président.**- Här Minister, Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.**- Ah, et ass mäi leschte Saz, Här President.

► **M. le Président.**- Wonnerbar.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.**- Dir kënnt Gedanke liesen.

(Interruptions)

Et ass net esou, Här President, dass an deene leschte Joren net doru geschafft ginn ass. Mir sinn elo prett, fir...

(Interruption)

...konkret Propositionen op den Dësch ze leeën. Mir iwverhuelen also eis Verantwortung. Un lech...

(Interruption et brouhaha)

► **Une voix.**- Genau! Genau!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.**- Un lech wäert et sinn, d'Veantwortung mat eis ze deelen.

Ech soen lech Merci.

(Interruptions)

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Minister. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

(Interruptions)

Mir redresséieren dat. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6217 ass ugeholl mat 47 Jo-Stëmmen, géint 8 Nee-Stëmmen a 5 Enthaltungen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6217 est adopté par 46 voix pour, 9 voix contre et 5 abstentions.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par Mme Christine Doerner), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydia Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Ben Scheuer);

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter.

Ont voté non: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helming (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner.

Se sont abstenus: MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Wëllt ee seng Enthaltung begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Da komme mer elo zum Projet de loi 6177 iwwert d'Assurance accident. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Spautz, Wagner, Braz, Gibéryen an Hoffmann. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madame Lydia Mutsch. Madame Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

3. 6177 - Projet de loi portant introduction d'un taux de cotisation unique dans l'assurance accident et modifiant:

1. le Code de la Sécurité sociale;

2. la loi modifiée du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural

Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

► **Mme Lydia Mutsch (LSAP), rapportrice.**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, dëse Projet de loi ass souzsoen déi logesch Suite vum der Reform vum der Assurance accident, déi mer dëst Fréijoer gestëmmt hunn. Erlaabt mer duerfir als Introduction nach eng Kéier op déi wichtegst Punkte vum där Reform anzegeen.

Eng vun den Neierunge vum där Reform war folgend: Virdu war d'Assurance accident opgedeelt a Régime général a Régime-spécialen, ënnert déi d'Fonctionnaires an d'Employé-publicé gefall sinn, grad wéi eng Rei vu Persounen, fir déi de Stat opkënnt.

Dës Régime-spécialé waren duerfir besonnesch, well d'Assurance accident sech wuel ëm d'Gestioun bekëmmert huet, de Stat allerdéngs als Patron der Assurance accident just d'Prestatiounen zréckbezuelt huet. De Stat huet sech an där Hisiicht, anescht wéi all aner Patronen, net um Financement vum ganze System bedeelegt.

De Statsrot hat deemools a sengem Avis fonnt, dass et a sengen Aen nëmme ganz schwéier ze rechtfertige wier, weider de Régime spécial fir d'Fonctionnaires an d'Employé vum Stat oprechtzeerhalen. D'Chamberskommissioun huet du per Amendement décidéiert, fir dës Régime-spécialen ofzeschaffen a se an de Régime général ze integréieren. Dat huet eng Charge supplémentaire vum zirka 7,4 Millioune fir de Stat bedeit.

Mä doduerch, dass de Stat sech vun deem Moment un um Financement vum System bedeelegt huet, sinn d'Bäitrag vum deenen anere Patronen erofgaangen. An der Vergaangenheet war et esou, dass e Véirel, also 25%, vun den Dépense solidairesch vun allen Employeure gedroe goufen, onofhängeg vun der Risikoklass. Nodeems décidéiert gouf, fir de Régime spécial vum de Statsbeamten an de Statsemployéen an de Stat sech als Employeur och um solidarische Financement bedeelegt, huet d'Chamberskommissioun proposéiert, fir de gemeinsamen Taux op 36% eropzesetzen. Dëst huet fir d'Employeuren eng méi oder manner staark Réduktioun vum Cotisationstaux mat sech bruecht, déi jee no Risikoklass festgeluecht ginn ass.

Dëse Projet de loi geet elo nach e Schrëtt méi wäit a Richtung vu méi Solidaritéit, andeems et en Taux unique an der Assurance accident gétt, deen agefouert gétt. Am Moment ass et jo esou, dass déi verschidde Secteuren, jee nodeem, wéi vill se dem Onfallrisiko ausgesetzt sinn, méi oder manner musse cotiséieren. An der Klass 2 bezuelen zum Beispill d'Assurancen an d'Banken, déi an dëser Klass regruppéiert sinn, haut en Taux vum 0,45%. D'Klass 7, déi d'Daachdeckerentreprisé regruppéiert, bezilt 6%.

D'Aféiere vun engem Taux unique vum 1,25% huet wuel als Konsequenz, dass d'Entreprisé vun der aktueller Klass 2 méi musse bezuelen, mä dofir ginn d'Chargesalarialé vun deene kleng Betribler, haaptsächlech déi vum Bau, e gudde Krack erf. D'Solidaritéit ënnert de Cotisanté gétt mat dësem Projet de loi also ofgeronnt a vervollstännegt.

Eng weider Neierung vun dësem Projet ass d'Aféierung vun engem Bonus/Malus-System. Dëse System fonctionnéiert esou, dass de Cotisationstaux fir d'Assurance accident variéiert, jee nodeem, wéi vill Accidenter e Betrib am Laf vun engem oder zwee Joer ze verzechnen huet. Den Taux vun de Betribler, déi vill Accidenter hunn, kéint bis op 1,9% klammen. Déi, déi weineg Accidenter hunn, brauchen dann nëmme méi en Taux vum 0,6% ze

bezuelen. Dës Moosnam encouragéiert d'Betribler, konsequent an d'Previsioun an an d'Gesondheet op der Aarbechtsplaz ze investéieren. Si soll och verhënnere, dass et Betribler gétt, déi méi noléisseg kéinte ginn, wat d'Sécherheet op der Aarbecht ueget, well hir Cotisationen erofgaangen ass. Déi genau Modalitéite vun dësem System ginn nach iwver e Règlement grand-ducal définéiert, no Konsultatioun mat deene betraffene Patronatschamberen.

An dësem Kontext ass och nach ervirze-strächen, dass de Statsrot sech a sengem Avis complémentaire vum 7. Dezember géint d'Ermaféierung vun de Risikoklassen ausgeschwat huet, well e mengt, dëst géif Onkloerheet bréngen an engem Gesetzesprojet, dee méi Solidaritéit téschent den Entreprises, onofhängeg vun hirem Risiko, schafe wëllt.

Vu dass de Bonus/Malus-System awer grad agefouert gétt, fir dass d'Entreprisé méi an d'Previsioun investéieren, muss dëse System esou opgebaut sinn, dass d'Entreprisé mat ähnlech Risiko ennerenee kënnen verglach ginn. Wann een dat nämlech net mécht, da kommen noutgedronge Firme mat engem héije Risiko - zum Beispill de Bausecteur - ëmmer méi schlecht ewech wéi Firme mat engem kleng Risiko, zum Beispill d'Büroaarbechten.

Wann een awer Entreprisé mat engem ähnliche Risiko an hiren Aktivitéiten, déi a Klasse regruppéiert ginn, ennerenee vergläicht, dann ass all Patron incitéiert, fir méi Previsioun géint Accidenter ze maachen. An nëmme esou kann e gudden a gerechte Bonus/Malus-System geschafe ginn. Duerfir ass d'Kommissioun bei hiren Amendement bliwwen an huet dem Statsrot seng Propositioun an deem dote Fall net matgedroen.

Dëse Projet bréngt och eng Neierung fir déi handicapéiert Leit. Bis elo waren Aarbechter, déi an engem Atelier protégé schaffen, am Régime général verséichert. Handicapéiert Leit, déi net an esou engem Atelier schaffe kënnen, déi awer an esou Institutione betreit ginn, déi ware bis elo net verséichert. Dëse Projet gesäit vir, fir si ënnert dem Régime spécial vum der Assurance accident ze versécheren, sou wéi dat de Fall ass fir déi Leit, déi an enger Ausbildung sinn oder och an der Education différenciée.

Schlussendlech gétt den Artikel 38, Paragraph 4 vum Gesetz vum 18. Abrëll 2008 iwwert den Renouveau du soutien au développement rural esou verännert, dass de Stat, dee bis elo d'Assurance-accident-Cotisation vum de Bauerebetribler bis zu dräi Véirel iwverholl huet, dat elo net méi mécht. Dës Hëllef vum Stat fir de primäre Secteur war gerechtfertegt, wou den Taux bal 3% erreecht hat. Mä d'Aféierung vum Taux unique mécht dëse Bäitrag vum Stat iwverflësseg. D'Prestatiounen un d'Affer vun engem Accident an engem Bauerebetrib souwéi d'Majoratioun fir Grands blessés, déi och bis elo vum Stat iwverholl gi sinn, falen elo ënnert de Régime général.

Wéi ech virdu scho gesot hunn, iwverhëlt de Stat de Bäitrag vun der Assurance accident fir d'Statsbeamten an d'Gemengebeamten, wat eng Méiausgab vum 7,4 Millioune Euro fir de Stat an 1,2 Millioune fir d'Gemenge bedeit. Duerch d'Aféiere vum Taux unique steigen déi Méidépense, wann d'Hëllef vum Stat fir de primäre Secteur mat considéiert gétt, op 20,6 Millioune fir de Stat an 2,6 Millioune fir d'Gemengen. Den Désengagement vum Stat, wat d'Cotisation vum Secteur agricole ueget, d'Iwwerhuele vun de Majoratioun fir Grands blessés an de Leeschtunge vun de sougenannten Aidants occasionnels vum Régime général erméiglechen et, dass dës Charges supplémentaires fir de Stat ëm 5,3% erofgesat kënnen ginn.

Et ass heibäi wichteg ze ennersträchen, dass all dës Mesurë fir déi betraffe Leit keng Répercussione wäerten hunn. Déi Suerg, déi d'Chambre de Commerce an d'Chambre des Saliaris an hirem Avis zum Ausdrock bruecht hunn, dass den Désengagement vum Stat zu enger Erhéijung vum Taux unique géif bäidroen, ass eiser Meinung no net gerechtfertegt.

Et kann een an deem Kontext och eigentlech guer net vun Désengagement vum



Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuurger Journal, Zeitung vum Lëtzebuurger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Stat schwätzen. Déi Zomm, déi de Stat op dësem Punkt aspuert, steet nämlech a kengem Verhältnis zu deenen Dépensen, déi déi ganz Reform vun der Assurance accident mat sech bruecht huet.

Ofschléissend wéilt ech nach preziséieren, dass den urspréngleche Projet net ganz kloer festgehalten hat, dass d'Majoratioune fir Grands blessés, déi de Persounen, déi an engem Bauerebetrieb geschaff hunn an en Accident haten, zeguttkomm sinn, och nom 1. Januar 2011 ausbezuelt ginn. Dëse Problem huet d'Kommissioun per Amendement behuuewen, sou dass dës Majoratioune weiderhin ausbezuelt kënne ginn.

Domat géif ech d'Zoustëmmung vun der LSAP zu dësem Projet mat op de Wee ginn an ofschléissen.

Merci!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci der Madame Rapportrice. Als éischte Riedner ass den Här Marc Spautz agedroen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Alleréischte e grouse Merci un d'Rapportrice fir deen exzellente schrëftleche Bericht an och elo hir mëndlech Duerleeungen.

Ech mengen, d'Assurance accident hei zu Lëtzebuerg ass 1902 gestëmmt ginn. Si ass 1902 agefouert ginn. 1902 gouf et hei zu Lëtzebuerg nach keen allgemengt Wahlrecht! 1902 huet hei nach net d'äerfen all Mënsch wile goen. Mä 1902 ass sech fir d'Éischt och emol mat der Sécherheet beschäftegt ginn an do ass et fir néideg fonnt ginn, dass eppes misst gemaach gi wéi eng Assurance accident.

Déi Assurance accident ass e puermol an der Zäit ugepasst ginn. An dat, wat mer haut ofschléissen - d'Rapportrice huet gesot, et ass dat vum 20. Abrëll 2010 -, ech wéll éischter soen, mir schléissen elo emol d'Tripartite vun 2006 of. Well 2006 an der Tripartite war dat op de eng vun de Propositione vun der Regierung, déi deemools net zréckbehale gi war, fir en Taux unique anzeféieren.

Dës Kéier ass et elo gelongen duerch d'Solidaritéit an de Secteuren, vun deenen néng Gruppen, de Finanzsecteur an den Telekommunikatiounssecteur, wat déi Secteure sinn, déi nëmmen 0,45% Cotisation bezuelt hunn, déi sech elo solidaresch mat deenen anere Kolleegen erklären, nämlech zum Beispill mat den Daachdecker, déi 6% bezuelen, sou dass mer op eng Moyenne vun 1,25% kommen, sou dass mer domadder d'Risikoklasse vun eent bis néng ofschafen an dass mer elo nach just eng Klass hu mat 1,25%.

Nei ass och - an d'äerfen wonnert et mech, dass verschidde Leit soen, et géife Leit sech aus der Verantwortung stiel - , dass d'Statsbeamten an d'Gemeengebeamten och elo mat cotiséieren an et och domadder méiglech war, deen Taux moyen iwwerhaupt op 1,25% ze kréien, well e soss dach awer e Stéck méi héich gewiescht wier.

Wat fir eis awer och ganz wichteg ass, dass mer elo net nëmme schwätze vun de Cotisatione, mä dass et och wichteg ass an der Assurance accident, dass preventiv weiderhin och investéiert gëtt. An dass elo déi Aspierungen, déi verschidde Secteu-

ren do maachen, dass se déi an der Masse salariale zwar kënne spueren, mä dass se awer elo net d'äerfen - an dofir ass et gutt, dass de Bonus/Malus-System kënnt - un der Sécherheet spueren.

Dass et net d'äerfen sinn, dass mer elo op eemol en Opsteige vun Aarbechtsaccidenter kréien. An ech wéll net ze wäit goen, Gott sei Dank ass et scho méi laang hier, wou mer dat lescht déidlecht Accident haten, dass et elo net dozou féiert, dass verschidde Leit mengen, dass d'Sécherheet net méi déi Valeur hätt wéi virdrun. Well dat wier e falscht Signal, wat vun dëser Säit géif ausgoen. Wichteg ass, dass och weiderhi massiv an d'Sécherheet an de Betriber, op der Aarbecht investéiert gëtt.

Et ass awer och wichteg, dass mer elo endlech dat Resultat oder déi Iddi vun 2006 fäerdeg bruecht hunn, déi deemools an der Tripartite war, fir en Taux unique am ganze Lëtzebuurger Land anzeféieren, wat och vläicht dozou ophält (veuillez lire: bäidréit, dass et ophält), dass verschidde Firmae sech ëmmer méi opsplécken, fir kënne bei der Lounmass ze gewinnen. Wann Der nämlech Daachdecker oder Blechschléier waart, da waart Der bei 6%, wann Der en anere Beruff ausgeübt hutt, waart Der bei 4,5%. An do sinn och heiansdo Firmaen opgeliddert ginn, fir kënne all Kéiers vun engem aneren Taux unique ze féieren (veuillez lire: profitéieren).

Wann ech dat elo fir d'Handwierk gesot hunn, hätt ech dat och kënne soe fir d'Industrie. Och an der Industrie sinn et Betriber ginn, déi hir Centre-de-recherchen erausgeholl hunn, well dat eng ganz aner Masse salariale ausgemaach huet, a well se doduerch e ganz aneren Taux de cotisation bezuelt hunn. Sou dass mer och elo hoffen, dass dat ophält, dass verschidde Firmae sech just aus deene Grënn ophalen (veuillez lire: opsplécken), an dass domadder dee richtige Wee gemaach ginn ass, an dass de Bäitrag, deen elo all déi Betriber do leeschten, am Intérêt ass vum Lëtzebuurger Land an am Intérêt ass vun der Sécherheet vun alle Leit.

Ech ginn och domadder d'Zoustëmmung vun der CSV zu dësem wichtige Gesetz. Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Spautz. Als nächste Riedner ass den Här Carlo Wagner agedroen.

► **M. Carlo Wagner (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt fir d'Éischt selbstverständlech der Rapportrice, der Madame Lydia Mutsch, villmools Merci soe fir deen exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport. Erlaabt mer och fir ganz kuerz ze sinn, dofir just vläicht e puer Remarquen.

Grondsätzlech, selbstverständlech begréisst d'Demokratesch Partei d'Introductioun vun deem Taux de cotisation unique. Hate mer virdrun hei am Land néng verschidde Klasse mat Taxen, wou variéiert hu vun 0,45 bis 6%, sou bezuelt elo nach jiddweree just 1,25%, wat selbstverständlech e grousst Aspieren ass a puncto Lounniewekäschten, haaptsächlech fir eise Mëtzelstand. A sou wéi mäi Virriedner et scho gesot huet, sinn do déi Leit, wéi Daachdecker, wou mat 6% belaascht gi sinn, déi kommen elo exzellent ewech. Dat wäert och ouni Zweifel den Daachdecker, awer och anere Beruffer, wou bis elo méi penalisiert respektiv sanktionéiert waren, et er-

laben, fir an Zukunft nach weider och ze investéieren.

Och de Bonus/Malus muss mer ausdrécklech hei luewen. Et ass op alle Fall eng Saach, wou elo e bësselche méi Gerechtegkeet erabrénge, an zweetens och elo de Betriber awer ouni Zweifel wäert erlaben, och an Zukunft méi an d'Preventioun an an d'Sécherheit souwéi och an d'Santé au travail ze investéieren.

Et muss een och soen, dass dee Bonus/Malus ouni Zweifel wäert och eng weider Ongerechtegkeet aus der Welt schafen. Bis elo war et jo esou, dass, wann een an eng gewëssener Klass agestuift war - d'Entreprise selwer hat keen Accident, mä an där Klass selwer ware méi Accidenter -, sou ass bis elo déi Entreprise an där méi héijer Klass automatesch mat bestrooft ginn. Elo gëtt, wéi gesot, gekuckt, wéi et individuell an all Entreprise ausgesäit, an och déi Entrepreneuren, wéi gesot, wou de Moment keng Accidenter sinn, kënne dee Moment vum Bonus vun 0,50% profitéieren.

Mir begréissen och als Demokratesch Partei ausdrécklech d'Extensioune vun der Couverture un d'Travailleur handicapés, besonnesch, wat hir Formatioun ubelaangt. Bis elo war et jo esou, huet an der Legislatioun e Vide bestanen, well d'Formatioun fir déi Leit net ofgedeckt war.

Mä och d'Agriculture an d'Viticulture, e Secteur, dee mir ganz, ganz no läit, profitéiert vun deem heite Projet de loi doduerch, dass mer eng Modifikatioun gemaach hu vum Artikel 38 quater vun der Loi modifiée vum 18. Abrëll 2008, wat sech rapportéiert op de Renouveau vum Soutien au développement rural.

Wat mer och an deem Kontext ausdrécklech begréissen, dat ass bis elo och eng Faille gewiescht am Gesetz, dat heescht, dass och elo an Zukunft d'Travailleur partiellement occupés, dat heescht, déi wou nëmmen heiansdo während der Saison schaffen, dass déi och duerch deen heite Projet de loi couvriert ginn.

Finalemment, d'Chambre de l'Agriculture hat en fait nëmmen een eenzeg Bedenken zu deem Gesetz, dat war hir Suerg, dass d'Majoratioun, wat d'Grand-blesséen ubelaangt huet, dat heescht, déi Leit, wou en IPP - incapacité permanente partielle - hate vun iwwer 20%, dass déi vum 1. Januar 2011 un net couvriert wieren. Mä esou, wéi d'Madame Rapportrice eis dat virdrun erkläert huet, hu mer jo do an der Kommissioun déi Saach nogeholl, sou zwar, dass déi Leit och an Zukunft komplett couvriert sinn.

Wann Der erlaabt, vläicht déi eenzeg Kritik, déi een un deem heite Projet de loi kéint maachen, dann ass et, dass et eben net méiglech war, fir dat heiten och anzeschléissen an d'Gesetz vum 12. Mee vun dësem Joer. Mir hätten domadder e puer Méint gewonne gehat. Mä wann ech mech richtig erënneren, war et esou, dass eréischte deemools - wéi soll ech soen? - deen Taux de cotisation unique eréischte vum Premier kuerz virdrun ugekënnegt ginn ass, sou zwar, dass et net méiglech war, fir déi heite Saach an deem Gesetz vum Mee vun dësem Joer mat anzeschléissen.

Mä fir de Rescht ass et selbstverständlech e Gesetz, wat d'Demokratesch Partei nëmme ka begréissen, an domadder ginn ech och den Accord vu menger Fraktioun. Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Wagner. Als nächste Riedner ass den Här Félix Braz agedroen. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Merci, Här President. Och am Numm vun der grénger Fraktioun e Merci un d'Madame Mutsch fir hire mëndlechen a schrëftleche Rapport. Ech kann nach méi kuerz sinn wéi all d'Virriedner, well mer elo alles schonn zwee- an dräimol erkläert kritt hunn. Duerfir just an zwee, dräi ganz kuerze Sätz, dass och mir mengen, dass et eng iwwerfällg Reform war, deen Taux de cotisation unique anzeféieren.

Déi Opgliddere no Klassen huet an eisen Aen net wierklech Sënn gemaach, well awer déi Klassen all unenaner hounge. Beispill: Et kann net richtig sinn, dass déi Firma, déi e grousst Bürosgebai baut,

muss méi héich cotiséieren, well se méi en héijen Onfallrisiko huet a well och nach méiglecherweis op deem Chantier eppes geschitt. An déi, déi dann duerno do eranzéien, ob dat eng Bank ass oder eng Assurance, déi seet: Et deet mer leed, ech hu mam Bau, an deem ech elo haut setzen, assurance-technesch näischt ze dinn. Dat war ëmmer eng e bësse fiktiv Opdeelung, e bëssen eng virtuell Opdeelung.

Mir mengen, dass et elo vill méi nahtlos anenaner iwwergeet, an de Fait, dass mer haut en Taux unique aféieren, ass an eisen Ae wesentlech méi kohärent a logesch a passt besser bei dat, wat wierklech do-bausse geschitt, huet net nëmme mat Solidaritéit, mä huet virun allem mat Gerechtegkeet ze dinn a mat Kohärenz.

Mir ënnerstëtzen och ausdrécklech de Prinzip vum Bonus/Malus, well dee ganz effektiv enger Rei Betriber, notament deenen, déi engem héijen Onfallrisiko ausgesat waren, eng Rei méi Moyenen am Betrieb léisst, fir kënne ze investéieren a Sécherheitsmoosnamen, a preventiv Sécherheitsmoosnamen. Dat ass natierlech nëmmen ze begréissen.

Ech wéll awer och ausdrécklech soen, dass mer mengen, dass d'Sécherheet op der Aarbechtsplaz net nëmme mat fräiwëllegen Investitioune, mat fräiwëllege preventive Mesuren ze dinn huet, déi bannent dem Betrieb kéinten décidéiert ginn, mä Sécherheet op der Aarbechtsplaz huet och vill mat Normen ze dinn, mat Reglementer, mat Gesetzer an och vill mat Kontrollen ze dinn.

Et geet net duer, ze soen, elo hu mer méi Suen degagéiert, fir kënne preventiv Moosnamen ze maachen; et muss och weiderhin de Rôle vun der Politik an de Rôle vun der Verwaltung sinn, och Sécherheitsnorme verbindlech virzeschreiwene, an déi Normen, d'Kontroll, d'Anhale vun deenen Normen och iwwer Kontrolle vun de Verwaltungen ze kontrolléieren, ze iwwerwaachen. Et ass keng Saach, déi nëmmen un Niveau vum Betrieb ka geregelt ginn. Et ass och d'Verantwortung vun der Regierung.

An deem Sënn brénge mir d'Zoustëmmung zu dësem Text.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Braz. Als nächste Riedner ass den Här Gibéryen agedroen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech ka mech wahrscheinlech nach méi kuerzfaasse wéi mäi Virriedner. Ech wéll och hei e Merci vun eiser Säit aus un d'Kolleegin Lydia Mutsch bréngen als Rapportrice. Ech mengen, si huet net nëmmen e schrëftlechen a mëndleche Rapport iwwert dëse Projet de loi gemaach, mä si huet eis och en Historique gemaach, deen am Fong zréckgeet bis op d'Reform, déi mer am Frëijoer dëst Joer iwwert d'Assurance accident hei an der Chamber duerchgezunn hunn, wat d'Konsequenzen aus deenen Diskussiounen waren, wat mer haut hei als Projet de loi un Dësch leien hunn a wat och sécherlech eis Zoustëmmung wäert fannen.

Ech mengen, mir als Partei hu scho laang an eisen Iddi gehat, fir en Taux unique anzeféieren, deen op enger Solidaritéit fousst. An ech mengen, dëst Gesetz dréit deem Rechnung doduerch, dass mer en Taux unique vun 1,25% aféieren.

Wichtig ass awer och fir eis, wa mer en Taux unique aféieren - an do schléissen ech mech meng e Virriedner un -, datt mer e Bonus/Malus-System bäibehalen. Et kann net esou sinn, datt mer d'Betriber aus der Responsabilitéit entloossen. Duerch de Bonus/Malus-System ginn d'Betriber net nëmmen an hirer Responsabilitéit gehalen, mä si ginn och nach gehalen, preventiv ze wirken, fir datt esou mann wéi méiglech Accidenter an hire Betriber entstinn. Ech mengen, eist Zil an och de Betriber hiert Zil muss et sinn, datt esou mann wéi méiglech Leit en Aarbechtsaccident kréien.

Eist Zil muss et sinn, an et muss och de Betriber hiert Zil sinn, datt de Bonus/



Malus-System esou applizéiert gëtt, datt en net no uewen applizéiert gëtt, mä dat Schéinst wier, wann e fir all Betrib no enne géif applizéiert ginn. Dann hätte mer eppes fir d'Gesondheet op der Aarbechtsplaz gemaach, mir hätten eppes fir eis Ekonomie gemaach a mir hätten eppes fir déi finanziell Belaaschtung vun de Betriber gemaach. An deem Sënn bréngen ech d'Zoustëmmung vun eisem Grupp zu dësem Projet de loi.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Gibéryen. Als leschte Riedner ass den Här Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Här President, ech wëll et awer nach eng Kéier widerhuelen, obwuel et elo schonn e puermol gesot ginn ass: Och fir mech ass deen eenheetleche Cotisationstaux méi gerecht wéi virun déi ënnerschiddlech Risikoklasse mat ënnerschiddleche Cotisationstauxen, well ee jo net deen eenzelne Betrib - oder nëmme begrenzt - verantwortlech ka maache fir den allgemengen Onfallrisiko, deen einfach zesummenhängt mat dem Genre vun der Aktivitéit.

Deen neie Bonus/Malus, Här Gibéryen - deen neien, well deen hate mer net virun -, deen neie Bonus/Malus-System, dee mer elo aféieren, deen ass och méi gerecht, well mer jo op déi do Aart a Weis kënne beloune respektiv sanktionéieren den eenzelne Betrib innerhalb vu senger Risikoklass. Dat konnte mer virun net. Well do huet eigentlech gewëssemoossen d'ganz Risikoklass missen haften och fir den eenzelne Betrib, deen net genuch a Sécherheet investéiert huet. Mat dem Bonus/Malus-System ass dat anescht

Dat geet awer nëmme - an dat ass och richteg, an dofir hunn ech och déi Remarque vum Statsrot eigentlech net esou richteg können novollzéien -, dat geet natierlech nëmme, wann ee Risikoklassen definéiert. Well et ass jo selbstverständlech, dass ee Bonus oder Malus net kann uwenen op eng Bank ähnelch wéi op en Daachdeckerbetrib. Dat heescht, et muss een de toute façon also no Onfallrisikoklassen differenzéieren.

Ech erlabe mer allerdéngs och, vu dass mer hei an der Diskussioun sinn iwwert d'Gesetz iwwert d'Onfallversécherung, wat mer virun engem hallwe Joer reforméiert hunn, dorunner ze erënneren, och wann dat haut net direkt d'Thema ass, dass déi Reform vun där Onfallversécherung deemools net nëmme positiv Aspekter hat, sondern och däitlech negativer, an dass ech och net derfir gestëmmt hunn, zum Beispill, well bei enger Incapacitéit duerch en Accident, déi ënner 10% läit, d'Leit keng Onfallrent méi kréien, wat virun net de Fall war.

An zum Schluss dann awer nach dat hei: Ech hu gëschter schonn am Zesummenhang mat der Gesondheitsreform gesot, wéi wichteg dass et wär, d'Aarbechtsmedezin ze reforméieren. Mir si jo hei konfrontéiert mat Onfäll am Betrib. Onfäll hänken zesumme mat den allgemengen Aarbechtsbedéngungen. Selbstverständlech! Onfäll hänke souguer zesumme mat der gesondheetlecher Situatioun vun eenzelne Salarie am Betrib. Also, ech mengen als Ursach, net als Wierkung, als Ursach. An zur Onfallversécherung gehéiert och d'Fro vun de Berufskrankheeten.

Asoufern mengen ech also, mir bräichte wierklech eng grundsätzlech Reform vun der Aarbechtsmedezin, déi sech ëm dee ganze Beräich Preventioun am Betrib, Verbesserung vun den Aarbechtsbedéngunge këmmert an asoufern dat, wat am Moment d'Gewerbeinspektioun mécht, ganz vernünfteg kéint ergänzen, well d'Gewerbeinspektioun jo eigentlech d'Kompetenzen am medezinesche Beräich net huet, déi eng reforméiert Aarbechtsmedezin kéint hunn.

Ech stëmme selbstverständlech deem Gesetz zou.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Hoffmann. Da kritt d'Wuert nach den Här Gesondheitsminister Mars Di Bartolomeo.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëse Projet ass eng logesch Suite vun der Reform vun der Assurance accident, also vun der Onfallversécherung vum 12. Mee vun dësem Joer. Dir wësst, dass et eng grondleeënd Reform war - ass -, déi op den Avis vum Conseil économique et social zréckgaangen ass, wou e Konsens iwwert déi Reform fonnt gi war.

Bei der Reform konnte mer en éischte gудde Schrëtt maachen a Richtung méi grousse Solidaritéit tëschent de Betriber alleguer. Mä mir konnten awer net de ganze Wee maachen. Mir sinn, ech erënneren drun, mat der Reform vun engem Solidaritéitstaux tëschent de Betriber vu virun der Reform 25% op en Taux de solidarité vu 36% eropgaangen. An de Stat ass volle Partner vun der Onfallversécherung ginn, grad wéi d'Gemengen.

Den öffentleche Secteur huet doduerch och eng zousätzlech Belaaschtung a Kaf geholl. En huet den Engagement geholl, fir an Zukunft d'selwecht ze cotisiere wéi d'Betriber aus dem Privatsektor an net nëmme Leeschtungen ze rembourseren, déi vun der Assurance accident virfinanzéiert gi sinn.

Déi vollstänneg Solidaritéit war schonn e Wonsch vun eis virun der Reform vun der Assurance accident. Ech ka mech erënneren, dass mer deen Dag, wou mer ugefaangen hunn iwwert den Eenheitsstatut ze diskutéieren, och iwwert déi voll Solidaritéit tëschent de Betriber an der Assurance accident diskutéiert hunn, mä et war deemools net méiglech, fir d'Ekonomie zu enger eenheetlecher Haltung ze kréien. Deemools waren d'Betriber zu där vollstänneger Solidaritéit nach net prett. Grad wéi och, mengen ech, d'Zäit ze fréi war, fir e regelrechte Bonus/Malus-System ze entaméieren.

Fir zu méi enger grousser Solidaritéit vu 36% ze kommen, hu mer scho misse gutt verhandelen. Mä déi Verhandlung konnten awer mat engem Deelergebnis, net mam ganze Resultat, ofgeschloss ginn. A bei där nächster Tripartite, des Kéier am Abrëll vun dësem Joer, quasi parallel zu den Diskussiounen iwwert d'Reform vun der Assurance accident, ass déi komplett Solidaritéit tëschent de Betriber erëm eng Kéier op den Dësch komm. A wann ech mech gutt erënneren, huet de Premier déi vollstänneg Solidaritéit beim État de la nation ugekënnegt gehat, a mir hu just dorop gewaart, déi Zäit nach,...

(**Brouhaha**)

...déi Zäit nach mat méi enger grousser Skepsis vun de Betriber. Mä an der Zwëschenzäit huet déi Iddi awer hire Wee gemaach. Dat gesäit een och aus den Avisé vun de Patronatschamberen.

Et ass also eng ganz gutt Saach, dass et zu där Solidaritéit kënnt, well haut - an dat géif een net gleewen, wann ee materlieft, wat fir e Sträit 0,1% Baitragserhéijunge kënne bewierken -, haut gëtt et en Delta tëschent de Betriber a Saachen Assurance accident vun engem Cotisationstaux vun 0,46%, 0,47% um niddregsten Niveau vun der Masse salariale bis zu 6% vun der Masse salariale op deem aneren Extrem, dat heescht, en Delta vu 5,5%.

(**Interruption**)

Voilà! An da streide mer iwwer 0,1% Baitragserhéijung bei der Gesondtheitskeess!

Ech muss soen - an dat ass jo och eng positiv Entwécklung -, dass d'Cotisationen an der Assurance accident quasi konstant an deene leschte Jorzéngten erogaang sinn, bei engem maximalen Taux vu 4,5% an de 60er Joren, vun 2,5% an den 80er Joren, elo ab 1. Januar erof op 1,25%. Dat ass net vum selwe komm, dat ass eng Konsequenz vun dem Réckgang vun den Accidents, och vun deene ganz schwéieren Accidents.

Mir hunn der nach ëmmer ze vill, mä am Vergläich zu deene Jorzéngte virun ass déi Unfallverhütungskultur dach konstant besser ginn a konnten doduerch och d'Cotisationen erofgoen. Wéi gesot, '84 louche se am Duerchschnitt nach bei 2,5%, dat heescht, do war den Delta nach méi grous, an haut bei 1,25%.

Sommaire des séances publiques n^{os} 14, 15, 16 et 17

6200 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2011 (suite) p. 152-176

Communications p. 176

Ordre du jour p. 176-177

6196 - Projet de loi portant réforme du système de soins de santé et modifiant:

1. le Code de la Sécurité sociale;

2. la loi modifiée du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers p. 177-190

Motion de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire relative au système e-go p. 190-191

Motion de M. Fernand Kartheiser relative à la libération du sergent Gilad Shalit p. 191-192

Établissement d'une liste de trois candidats pour le poste de conseiller de la Cour des Comptes p. 193

6217 - Projet de loi portant ajustement des pensions et rentes accident au niveau de vie de 2009 p. 193-198

6177 - Projet de loi portant introduction d'un taux de cotisation unique dans l'assurance accident et modifiant:

1. le Code de la Sécurité sociale;

2. la loi modifiée du 18 avril 2008 concernant le renouvellement du soutien au développement rural p. 198-200

Ech wollt bei dëser Geleeënheet och dovu profitéieren, fir dorop hinzewiesen, wat dann elo déi ganz Solidaritéit fir déi eenzel Betriber a fir déi eenzel Secteure bewierkt. Et muss ee soen, dass et zwee Hauptfinanciere gëtt fir déi Solidaritéit. Dat ass de Finanzsektor a sengem Ensembl an dat ass den öffentleche Secteur.

(**Interruption**)

Déi leeën also drop, well den öffentleche Secteur eropgeet vun 0,67 op 1,25%, an de Bankesektor, de Finanzsektor geet vun 0,45 op 1,25% erop, dat heescht ëm 0,8%, wat mer dann de Reproche abruucht huet, dass ech hei géif déi Banken-Unfallsteuer aféieren.

(**Interruption**)

Dat ass net esou. Hei soll een dat net esou gesinn, mä et soll ee gesinn, dass et hei Solidaritéit tëschent de Betriber gëtt. Dat féiert dozou, dass zum Beispill am Bausektor 3% gespuert gi vun der Lounmass. Dat heescht, de Bausektor bezitt 3% vun der Lounmass ab 1. Januar manner.

(**Interruptions**)

► **Une voix.** - Et gëtt méi bëlleg.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.** - Dat misst jo eigentlech de Fall sinn. Beim Daachdeckerbetrib sinn et 4,75% minus, bei dem Aménagement a Parachèvement am Bau sinn et 2% minus, grad wéi bei den Équipements techniques, bei den Zementbetriber sinn et minus 3,5% a beim Travail intérimaire och minus 3%.

Wann een déi dote Fluctuationen...

► **Une voix.** - Da brauche mer den Index net auszusetzen, gell?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.** - Dat ass méi wéi den Index, méi wéi eng Index-tranche.

Also, et gëtt eng Rei vu Gewënner; déi meescht Betriber si Gewënner an där heiten Operatioun.

Et gëtt der awer och eng Rei, déi dropleeën. Mä dat ass Solidaritéit, an ech mengen, dee Solidaritéitsgedanken, dee kann nëmme eeschthaf verteidegt ginn, wa mer derfir suergen, dass d'Solidaritéit net dozou féiert, dass déi schlecht Schüler an der Onfallversécherung zu Onrecht vu gënschtegen Tariffer profitéieren. An dofir ass et noutwendeg, dass mer ganz séier dee Bonus/Malus-System op de Buedem kréien, an d'Realitéit kréien, dee vill manner ongerecht wäert sinn, wéi e Bonus/Malus an deene besteende Risiko-Kategorien, well do de ganze Secteur getraff gi wär.

An deem zukünftege Bonus/Malus-System, an dat ass virun hei zu Recht gesot ginn, kann ee cibléiert op déi eenzel Betriber dat orientéieren, déi ganz gutt an déi ganz schlecht. Dat heescht, deen, dee ganz schlecht ass, dee muss och domadder rechnen, dass en eng zolidd Surcotisation zu bezuele kritt.

Ech wollt zum Schluss der Kommissioun, der Rapportrice en häerzleche Merci soe fir déi effikass Aarbecht, an ech wollt deene Responsabelen an de Betriber félicitéieren, dass se zwar spéit, mä ëmmerhin zu där heite Solidaritéit fäeg sinn. Dat ass eng ganz gutt Saach an dat ass och ee Volet, deen eis Ekonomie an hirem Ensembl wäert ënnerstëtzen.

Ech soen lech villmools Merci!

► **Une voix.** - A mir och!

(**Hilarité**)

► **M. le Président.** - Merci dem Gesondheitsminister. Da komme mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6177 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Félix Eischen);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Ben Scheuer), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helming (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Félix Braz), Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser; M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(**Assentiment**)

Et ass also esou décidéiert.

Domadder si mer dann um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um hallwer dräi nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(**Fin de la séance publique à 16.50 heures**)



Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
Session ordinaire 2009-2010		
0759	Claude Adam	Aides et subsides étatiques alloués aux écrivains et éditeurs
Session ordinaire 2010-2011		
0966	Mill Majerus	Examen-concours pour l'admission au stage pédagogique de l'Enseignement secondaire et secondaire technique
0975	Jean Colombera	Soins médicaux au Centre pénitentiaire de Luxembourg
0976	Fernand Etgen	Route nationale N15 entre Heiderscheid et Heiderscheid-Grund
0977	Jean Colombera	Eaux usées de la décharge du Sidéc à Fridhaff
0987	Marc Spautz	Pointeurs laser
0998	Gilles Roth	Feux tricolores
1002	Camille Gira	Bilan des émissions de CO ₂ des voitures commerciales
1005	André Bauler	Mesures pour l'emploi
1006	Camille Gira	Immatriculation en tant que «camionnette»
1009	Jean Colombera	Vols d'essai AWACS à l'Aéroport de Luxembourg
1011	Jean Colombera	Consommation de drogues au Centre pénitentiaire de Luxembourg
1138 urgente	Félix Braz	Affectation du chef d'état-major de l'armée au poste de planificateur

Session ordinaire 2009-2010

Question 0759 (9.7.2010) de **M. Claude Adam** (*déi gréng*) concernant les **aides et subsides étatiques alloués aux écrivains et éditeurs**:

Suite à la récente remise du Prix Servais le 5 juillet au Centre national de littérature à Mersch, prix destiné à encourager et récompenser les auteurs d'expression luxembourgeoise, allemande et française, résidant au Luxembourg, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

- Quels aides et subsides étatiques sont alloués aux écrivains et éditeurs résidant au Luxembourg pour promouvoir la création littéraire sur le territoire national? Suivant quels critères ces aides sont allouées? Combien d'auteurs/éditeurs profitent de telles aides financières?

- Quelles aides publiques, mesures et initiatives ont récemment été mis en place, permettant de promouvoir et faire rayonner les auteurs et éditeurs luxembourgeois ou résidant au Luxembourg au-delà des frontières nationales?

- Selon quels critères les auteurs/éditeurs luxembourgeois sont-ils sélectionnés en tant que «représentants culturels du Luxembourg à l'étranger», pour promouvoir et représenter la littérature luxembourgeoise lors de manifestations internationales, en l'occurrence la Foire du Livre de Francfort.

Réponse (16.12.2010) de **Mme Octavie Modert**, *Ministre de la Culture*:

En réponse aux questions de l'honorable Député Claude Adam concernant les aides étatiques aux écrivains et aux éditeurs résidents luxembourgeois, le nombre des bénéficiaires et les critères de sélection de ces bénéficiaires, j'ai l'honneur de vous informer que les aides apportées par le Ministère de la Culture sont nombreuses et constituent un soutien important à la fois en volume et en qualité. Elles revêtent plusieurs axes:

En ce qui concerne les aides et subventions étatiques allouées aux écrivains résidant au Luxembourg pour promouvoir la création littéraire sur le territoire national, il y a lieu de considérer

que ces aides étatiques comprennent pour partie des aides directes du Ministère de la Culture et pour partie des aides indirectes, c'est-à-dire financées par le Ministère de la Culture mais mises à disposition sous les formes les plus diverses par ses instituts culturels (le Centre national de littérature, la Bibliothèque nationale, les Archives nationales, le Centre national de l'audiovisuel) et par ses nombreux partenaires associatifs, associations sans but lucratif, par les maisons de théâtre et les centres culturels du pays qui travaillent main dans la main dans cette tâche. Ils veillent tous en synergie à la promotion des artistes luxembourgeois selon des règles stipulées dans les conventions signées avec le Ministère de la Culture qui les finance totalement ou partiellement.

Les aides en question ne se limitent donc pas à des subventions allouées directement aux écrivains, mais concernent aussi de nombreuses aides indirectes fournies à la littérature en général, ceci conformément à la volonté politique.

Je me permets d'énumérer ci-après les détails de ces aides.

1.1. Le Centre national de littérature (CNL), institut culturel qui relève du Ministère de la Culture et dont les actions s'inscrivent dans l'exécution de la politique culturelle du Ministère, fournit depuis sa création en 1995 un travail très précieux dans l'intérêt de la littérature luxembourgeoise et des auteurs luxembourgeois: en tant que centre de documentation et de recherche sur la littérature luxembourgeoise, le CNL collectionne et met en valeur les témoins de la littérature et de la vie littéraire du début du XIX^e siècle à nos jours. Ses archives conservent quelque 300 legs et collections en rapport avec des auteurs, des maisons d'édition et autres institutions de la vie littéraire.

La bibliothèque du CNL se compose d'environ 32.000 livres, complétés par des collections spéciales et des bibliothèques d'auteurs. Le CNL contribue à l'alimentation du catalogue collectif des bibliothèques luxembourgeoises réunies dans le réseau Bibnet.lu et est accessible via le site du CNL et de la Biblio-

thèque nationale du Luxembourg (BNL). Archives, bibliothèque et centre de documentation du CNL mettent à la disposition de la recherche les documents indispensables et donnent aux auteurs luxembourgeois une visibilité accrue.

La promotion de la littérature contemporaine constitue un deuxième volet des activités du CNL. Le Centre est à l'écoute des nombreuses demandes d'information sur la littérature luxembourgeoise lui parvenant des tous les coins du monde et renseigne sur les auteurs luxembourgeois tant au Luxembourg qu'à l'étranger. Il est présent aux foires nationales et internationales et organise, entre autres, des soirées de lecture et des conférences, des colloques, des concours littéraires, des résidences d'auteur et des promenades littéraires. Il est partenaire d'autres acteurs culturels pour organiser des manifestations littéraires comme p. ex. de la Kulturfabrik, ou du Théâtre National du Luxembourg pour une foire de théâtre (Stückemarkt) bisannuelle.

Le CNL, ayant une mission légale de recherche, présente les résultats de ses recherches à travers ses expositions et plusieurs séries de publications: Lëtzebuurger Bibliothéik (rééditions commentées), Essais (études littéraires en coédition avec les Éditions Phi), catalogues d'expositions, Bibliographie courante de la littérature luxembourgeoise (également consultable en ligne) et ouvrages de référence (Luxemburger Autorenlexikon, en versions allemande et française). Ainsi, le CNL peut se prévaloir depuis sa création de 59 publications sur la littérature luxembourgeoise et la vie littéraire au Luxembourg.

1.2. Des aides directes à la création reflètent le souci du Ministère d'encourager la production littéraire des auteurs résidents et/ou luxembourgeois:

- Le Concours littéraire national est un concours annuel organisé par le Ministère de la Culture qui a pour but d'encourager la création littéraire au Grand-Duché de Luxembourg en luxembourgeois, allemand, français et anglais. Il est ouvert à tous les résidents. Trois prix et six mentions peuvent être attribués par un jury externe nommé à cet effet: un premier

prix doté de 2.500 €, un deuxième prix de 1.500 €, un troisième prix de 1.250 €, ainsi que six mentions de 500 € chacune. Suivant recommandation du jury, les frais d'impression du premier prix seront en outre pris en charge par le Ministère de la Culture; tel peut également valoir pour la publication d'autres contributions particulièrement méritoires. Ainsi, en 2009, Ela Baumann a reçu une mention pour son libretto, dont la mise en musique par Elisabeth Naske a été financée par le Ministère de la Culture. Ce conte musical pour enfants a été sélectionné en toute indépendance par le Grand Théâtre de la ville de Luxembourg pour trois représentations en décembre 2010.

- Des bourses à la création pour écrivains ou auteurs dramatiques peuvent être attribuées aux auteurs confirmés pour un projet précis et sur demande, à titre de soutien à la création littéraire. Le montant et la périodicité du paiement des bourses sont individuellement fixés au vu du dossier du demandeur et sur avis d'une commission consultative qui réunit notamment artistes et agents de l'État. En principe, peuvent être accordées une à cinq mensualités, en fonction de l'ampleur du projet et des coûts qu'il engendre.

- Les primes à la publication du Ministère de la Culture constituent des primes d'encouragement pour les auteurs résidents ou luxembourgeois. Elles sont réservées à des créations dans le domaine des Belles-Lettres considérant que, au vu du marché luxembourgeois restreint dans ce domaine, les éditeurs qui prennent en charge les frais de publication ne peuvent allouer des honoraires substantiels. Sur la base de l'introduction d'une demande de la part de l'auteur, un comité des primes à la publication qui se compose de représentants du Lëtzebuurger Schrëftsteller Verband et du Ministère de la Culture, formule des propositions qu'il soumet à la Ministre de la Culture. En 2009, trente auteurs ont pu profiter d'une prime à la publication.

- Des résidences d'auteur au Luxembourg accueillent des écrivains qui remplissent les conditions pour des projets précis. En font partie:

- Struwwelpippi kommt zur Springprozession: il s'agit d'une initiative financée par le Ministère de la Culture. Chaque année un auteur germanophone pour enfants et adolescents est invité à faire une tournée de lectures dans les écoles de et autour d'Echternach. L'organisation pratique est assurée par le Ministère de la Culture, le CNL, l'Association AEPSS Echternach et la commune d'Echternach.

- Résidence d'auteurs au Centre culturel de Rencontre Abbaye de Neumünster, dans le cadre de la Fondation Anna Lindh. Le séjour du bénéficiaire est soumis au préalable à une coopération concrète sur un projet. La sélection se fait sur dossier introduit au CCRN.

- Depuis sa création, le Théâtre National du Luxembourg a reçu comme auteurs en résidence Guy Rewenig, Nico Helming, Pol Greisch, Roger Manderscheid et Jean Portante. Être auteur en résidence signifie que le TNL monte

deux pièces de théâtre inédites, dont une commandée par le TNL, au cours de la saison pendant laquelle l'écrivain est auteur en résidence et pour lesquelles il accompagne l'élaboration de la mise en scène. Le TNL choisit lui-même ses auteurs en fonction d'affinités théâtrales ou de l'expérience théâtrale de l'auteur.

- Une autre façon de promouvoir la création littéraire consiste dans l'adaptation d'œuvres écrites à la scène. Depuis sa création, le Théâtre National du Luxembourg figure également comme vecteur de la création luxembourgeoise. Outre ses auteurs en résidence successifs, il a mis en scène des pièces entre autres des auteurs suivants: Raoul Biltgen, Frank Feitler, Michel Grevis, Guy Helming, Frank Hoffmann, Jacqueline Posing-Van Dyck, Alex Reuter, Roger Seimetz et Luc Spada. «Maach Theater», le groupe de création théâtrale des Jeunes du TNL encourage ses membres à écrire leur propre pièce qu'ils vont monter. D'autres théâtres, eux aussi subventionnés par le Ministère de la Culture, ont produit des pièces de Eugénie Anselin, Serge Basso de March, Josy Braun, Luc Feit, Claude Frisoni, Marie-Claire Junker, Rafael Kohn, Jean-Paul Maes, Mani Müller, Tullio Forgiarini, Pol Pütz, Jemp Schuster, Jay Schiltz, Serge Tonnar, Guy Wagener e.a. Finalement, tous les deux ans, le TNL et le CNL coorganisent le «Stückemarkt für zeitgenössische europäische Dramatik in Luxemburg». Il s'agit d'une mise en voix/espace par des acteurs professionnels de textes dramatiques inédits, dans les trois langues du pays, après sélection par un jury spécial. Le but est de faire découvrir à des professionnels du théâtre de nouveaux textes.

1.3. Outre ces aides directes aux auteurs, le Ministère de la Culture alloue des aides indirectes à la littérature luxembourgeoise; il s'agit d'aides de l'État à la promotion des auteurs par le biais d'actions d'encouragement.

- Ainsi le Ministère de la Culture encourage-t-il la lecture en finançant notamment des séances de lectures suite à une convention avec l'a.s.b.l. Freed um Liesen, par des livres Luxemburgensia dont il finance la mise à disposition aux bibliothèques publiques qui en font la demande, notamment des bibliothèques scolaires, mais aussi à une bibliothèque multiculturelle pour enfants. Le Ministère soutient des revues culturelles à dominante littéraire (Nos Cahiers, Les Cahiers luxembourgeois, Galerie, Estuaires, Transkrit, Abrid et Forum) et alloue un subsides particulier pour l'organisation de la Fête du Livre traditionnelle à Vianden. Les collaborateurs du Ministère rencontrent les présidents des commissions des programmes pour l'enseignement des langues dans le secondaire dans le but de les sensibiliser à l'introduction de textes luxembourgeois dans les classes de langues et d'y proposer leur aide. L'institut grand-ducal, Section Arts et Lettres, édite une revue littéraire qui met à l'honneur des écrivains luxembourgeois. Le Mi-



nistère de la Culture participe régulièrement aux Journées internationales du Livre et des droits d'auteur.

1.4. Le Ministère de la Culture a pris en charge jusqu'à la fin de l'année toutes les demandes de cachets d'auteur émanant de bibliothèques qui organisaient des lectures publiques d'auteurs luxembourgeois lors de cette journée. À partir de 2011, la nouvelle loi sur les Bibliothèques publiques prévoit «des activités de promotion de la lecture et des savoirs ainsi que des activités de formation aux compétences de recherche documentaire avec les outils technologiques modernes, en coopération avec des acteurs culturels» (Art.3 de la loi du 24 juin 2010 relative aux bibliothèques publiques); «Les frais liés à des manifestations culturelles dont notamment les conférences, les lectures d'auteur et les activités pédagogiques» seront pris en charge par l'État dans les limites du budget disponible. (RGD du 4 juillet 2010 portant exécution de la loi du 24 juin 2010 précitée.) Les bibliothèques gardent l'autonomie complète de l'organisation de leurs activités.

Les subsides mis en place par cette loi remplacent les subventions individuelles allouées jusqu'ici aux bibliothèques.

En outre, la loi a pris soin de stipuler que «la bibliothèque publique offre gratuitement à ses usagers les services suivants: ... - des activités de promotion de la lecture et des savoirs ainsi que des activités de formation aux compétences de recherche documentaire avec les outils technologiques modernes, en coopération avec des acteurs culturels, sociaux et éducatifs.»

1.5. Un partenaire important du Ministère de la Culture est le Conseil national du Livre. Il regroupe des représentants de la chaîne du livre au Luxembourg et soumet à la Ministre des avis relatifs à la politique du livre.

1.6. Parmi les associations ou institutions conventionnées avec le Ministère de la Culture qui encouragent particulièrement la littérature luxembourgeoise, relevons la Kulturfabrik, le Centre culturel de Rencontre Abbaye de Neumünster, le TNL et la radio socioculturelle 100,7. Parmi ses très nombreuses séances de lecture d'auteur, entre autres à l'adresse d'un public scolaire, la Kulturfabrik met un accent particulier, mais non exclusif, sur la poésie luxembourgeoise. Le Centre de rencontre Neumünster quant à lui, est coorganisateur de nombreuses manifestations mettant en évidence des écrivains luxembourgeois. La radio socioculturelle, financée par le Ministère de la Culture, consacre des émissions régulières à la littérature au Luxembourg.

1.7. Au titre des aides étatiques, il ne faut pas oublier les multiples efforts du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle pour inciter les enfants et les adolescents à lire. En outre, le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle a déjà publié deux anthologies de textes en langue luxembourgeoise Lies a fléi pour l'enseignement fondamental, ainsi qu'un catalogue annuel qui présente à la rentrée les nouvelles parutions de livres luxembourgeois pour enfants.

Depuis peu, l'Université du Luxembourg propose un «Master académique en langues, cultures et médias - Lëtzebuenger Studien» qui inclut l'étude des auteurs luxembourgeois. Il sera d'ailleurs obligatoire pour les futurs enseignants de luxembourgeois de l'enseignement secondaire.

(2) La deuxième question de Monsieur le Député concerne les mesures de promotion internationales prises récemment par le Ministère de la Culture.

2.1. Rappelons tout d'abord que le Ministère de la Culture contribue régulièrement au financement de numéros ou d'articles spéciaux de revues étrangères sur la littérature luxembourgeoise.

2.2. Des aides à la traduction sont allouées à des éditeurs étrangers pour la traduction d'ouvrages d'auteurs luxembourgeois vers d'autres langues. Ont été traduits en 2009: Jean Portante, («Points») vers le bulgare et l'arménien, Nico Helmingier («Schwarzloch») vers le hongrois, Anise Koltz («Chants de refus I et II») vers l'arménien.

2.3. Grâce à une convention avec le Ministère de la Culture en place depuis 1999, les Lëtzebuenger Bicherediteuren (17 éditeurs) assurent une présence collective luxembourgeoise aux salons du livre suivants: Leipziger Buchmesse, Frankfurter Buchmesse, Salon du Livre de Paris, Marché de la Poésie à Paris, l'Été du Livre de Metz, Le Livre sur la Place à Nancy, la foire du livre de Walferdange, les Foires de printemps et d'automne de Luxembourg. Un subside spécial du Ministère de la Culture a permis aux éditions PHI, éditeur et promoteur de poésie luxembourgeoise de participer aux manifestations du Salon de la Poésie à Lodève et au Literaturkolloquium à Berlin et à assurer le matériel de promotion. Le Luxembourg a participé aussi au forum «Kleine Sprachen, Grosse Literaturen», partie intégrante de la Leipziger Buchmesse, qui entend mettre un accent spécial sur les littératures européennes moins connues en Allemagne, comme la littérature des petits pays et celles des minorités linguistiques en Europe. En 2009, Georges Hausemer fut pris en charge à cet effet par le Ministère de la Culture.

2.4. Mesures individuelles de promotion à l'étranger

- Les frais de déplacement, de logement, des per diem et les cachets d'auteurs luxembourgeois dans le but de répondre à des invitations pour lectures publiques à l'étranger sont payés par le Ministère de la Culture; cet axe de soutien a concerné 70 invitations d'auteurs au cours de l'année écoulée. Rappelons qu'en outre une grande partie de ces voyages d'auteurs luxembourgeois à l'étranger se fait en collaboration et en concertation entre le Ministère de la Culture d'une part, et le Ministère des Affaires Étrangères et les Ambassades et les Consuls du Luxembourg à l'étranger d'autre part.

- Écrivains en résidence: il s'agit de séjours d'un écrivain sur place à l'étranger, en collaboration entre l'organisateur étranger et le Ministère de la Culture, qui finance chaque année une bourse pour un auteur luxembourgeois francophone au Château du Pont d'Oye en Belgique. Il s'agissait en 2010 de Nathalie Ronvaux. Pour d'autres résidences, le Ministère de la Culture participe aux frais de voyage et de transport pour un auteur invité en résidence

d'auteur à l'étranger (p. ex: Mord am Hellweg, Tatort - Ruhr, NRW-Residenz für junge Poeten, etc.)

- Le Ministère de la Culture vient d'engager, à Paris, une chargée de mission culturelle du Luxembourg en France. De même que l'attachée culturelle en place à Berlin, elle travaille à la promotion de la culture luxembourgeoise dans la capitale et le pays respectifs. Ainsi a été réalisée en 2009 à Berlin la Luxemburger Literaturwoche, une semaine de promotion de la littérature luxembourgeoise, qui a réuni 14 auteurs, invités par les curateurs de lieux culturels prestigieux de la littérature à Berlin, à savoir Biltgen Raoul, Graf Linda, Hausemer Georges, Helmingier Guy, Helmingier Nico, Hemmen Emile, Jaspers Susanne, Kohn Raphael, Manderscheid Roger (excusé), Rewenig Guy, Rinaldetti Leon, Sax Pol, Thoma Michèle et Wagner Guy. Le Ministère de la Culture a pris en charge les cachets d'auteur, l'Ambassade les frais de transport et d'hébergement. De même, toute une série de manifestations sur la poésie luxembourgeoise, entre autres sur Edmond Dune, ont eu lieu récemment à Paris. Une tournée de poésie pendant sept jours dans le sud de la France avec trois auteurs-poètes, accompagnés d'un musicien, y a fait connaître la poésie luxembourgeoise jusque là largement inconnue dans ces contrées.

2.5. Notons aussi une collaboration intensive du CNL à l'Anthologie de textes d'auteurs luxembourgeois pour le cycle supérieur de l'enseignement secondaire qui servira également d'anthologie luxembourgeoise de référence à l'étranger, et la publication par le CNL de l'anthologie Zwischenland! Ausguckland! Literarische Kurzprosa in Luxemburg (Röhrig Universitätsverlag 2009), distribué par le Ministère de la Culture à toutes les bibliothèques publiques.

2.6. Le Ministère de la Culture avait financé un stand de représentation collective aux différents salons du livre, notamment à Francfort, à la Leipziger Buchmesse et après une absence de quelques années, à Nancy et à Metz depuis 2008.

2.7. Autre nouveauté: le catalogue annuel collectif des nouvelles publications des Lëtzebuenger Bicherediteuren.

2.8. En Grande-Région, des contacts récents avec des acteurs culturels de la (Thionville, Sarreguemines, Longwy) pour la littérature ont depuis 2009 ouvert de nouvelles collaborations: participation à la Table ronde sur les résidences d'écrivains de la Grande Région à Metz; Now here & nowhere, pièce de Nico Helmingier créée en 2007 au TNL, a tourné à Liège, Sarrebruck, Trier, Thionville et 2008 à la biennale de Wiesbaden.

2.9. Le concept et la forme de la future plateforme du Livre luxembourgeois Luxemburgensia - plateforme électronique d'informations bibliothéconomiques destinées aux professionnels et aux lecteurs intéressés sur les livres Luxemburgensia dans toutes les langues, et qui renseignera aussi sur leur disponibilité sur le marché - sont en train d'être affinés. La Bibliothèque nationale, les éditeurs, les libraires et la Luxorr se sont associés pour la réaliser.

(3) Quant à la dernière question de l'honorable Député qui concerne les critères de sélection des auteurs ou éditeurs,

on peut préciser qu'il y a environ 30 ans, quelques éditeurs luxembourgeois avaient pris l'initiative d'être présents à certaines foires internationales pour la promotion du livre luxembourgeois à l'étranger. Pour accroître leur visibilité à l'étranger et dans le but de coordonner leurs efforts, les éditeurs ont décidé par la suite de fonder la Fédération des Éditeurs luxembourgeois dont le premier et unique but est de faire la promotion du livre luxembourgeois à l'étranger. En 1999, le Ministère de la Culture a signé la première convention avec cette Fédération en lui garantissant une participation financière annuelle en échange de l'organisation et de l'assurance d'une présence à une série de foires dont la Fédération introduit la liste chaque année en décembre avant l'année budgétaire en question. Les Lëtzebuenger Bicherediteuren disposent d'une expérience et compétence spécifiques pour organiser cette représentation à des salons du livre qui sont des salons professionnels d'éditeurs. En sus, des lectures d'auteurs sont organisées par les Lëtzebuenger Bicherediteuren qui sélectionnent cinq auteurs à promouvoir parmi ceux qui viennent de publier un nouveau livre chez l'un de leurs membres.

Pour les actions qui sont organisées par le Ministère de la Culture, les appels d'offre pour toutes les résidences d'auteurs sont annoncés sur le site du Ministère de la Culture et par ailleurs envoyés aux organisations des auteurs, des éditeurs et des libraires, soit collectivement soit individuellement. Si la candidature d'un auteur est retenue par le jury de l'organisateur, le Ministère de la Culture prend en charge la partie des frais qui n'est pas couverte par l'organisateur. L'auteur est donc intégralement pris en charge.

En ce qui concerne les auteurs envoyés en mission à l'étranger par le Ministère de la Culture, ces missions se font en concertation et sur invitation d'une institution étrangère, d'une représentation diplomatique du Luxembourg à l'étranger ou des organisateurs d'un festival international dont l'ambassade du Luxembourg dans le pays en question garantit l'intérêt d'une présence luxembourgeoise. Le Ministère de la Culture prend en charge tous les frais de l'auteur que l'organisateur ne peut pas financer. Ainsi en 2009, quelque 70 auteurs luxembourgeois ont pu bénéficier de telles mesures de soutien et de promotion à l'étranger.

Le détail de ces informations est d'ailleurs accessible sur Internet.

Ainsi le Ministère de la Culture prend soin d'organiser ensemble avec ses différents partenaires et avec les acteurs culturels concernés des actions pour convenir à sa mission de promotion de la littérature luxembourgeoise tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Session ordinaire 2010-2011
Question 0966 (21.10.2010) de **M. Mill Majerus** (CSV) concernant l'**examen-concours pour l'admission au stage pédagogique de l'enseignement secondaire et secondaire technique**:

Chaque année, de nombreux jeunes diplômés, souhaitant se consacrer à la fonction de professeur de l'enseignement postfondamental, participent à l'examen-concours pour l'admission au

stage pédagogique pour les lycées classiques et techniques.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre, peut-elle m'indiquer le nombre exact d'aspirants à la fonction de professeur de l'enseignement postfondamental qui ne réussit pas à l'examen-concours pour l'admission au stage pédagogique? Combien de candidats se présentent à plus de deux reprises avant de réussir à l'examen-concours?

- Il me revient que le taux d'échec à l'examen-concours pour l'admission au stage pédagogique pour les lycées classiques et techniques est relativement élevé. Madame la Ministre, peut-elle me confirmer cette information? Dans l'affirmative, quelles sont les raisons qui expliquent un tel taux d'échec?

- Les candidats qui n'ont pas réussi à l'examen-concours, sont-ils jugés capables par le Ministère de l'Éducation nationale pour occuper un poste de chargé d'éducation dans l'enseignement postfondamental?

- Les candidats à l'examen-concours pour l'admission au stage pédagogique, sont-ils informés au préalable des sujets d'examen?

- Enfin, Madame la Ministre, peut-elle m'indiquer les critères selon lesquels sont composées les commissions d'examen? Les membres des commissions précitées, sont-ils susceptibles d'accompagner les futurs professeurs-stagiaires durant la durée de leur stage?

Réponse (20.12.2010) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

Le recrutement du personnel enseignant de l'enseignement postprimaire est organisé suivant les modalités du règlement grand-ducal modifié du 22 septembre 1992. Pour chacune des fonctions enseignantes et spécialités figurant au plan de recrutement, un jury composé de cinq à huit membres est nommé pour un terme renouvelable de trois ans.

Chaque année scolaire deux sessions sont organisées: la session principale en novembre/décembre et la session complémentaire au printemps.

Pour la session principale, les candidats s'inscrivent en juillet et sont invités à constituer leur dossier jusqu'en octobre. En septembre ont lieu les épreuves préliminaires visant à vérifier la maîtrise des trois langues administratives du pays. En novembre/décembre ont lieu les épreuves de classement. Le nombre d'épreuves de classement, le genre des épreuves et l'étendue de la matière à préparer pour ces épreuves diffère d'une spécialité à l'autre. Si à l'issue de la session principale des postes restent non occupés, une session complémentaire est organisée au printemps pour les spécialités où il reste des vacances. À partir de l'année scolaire 2011/2012, une session unique sera organisée.

556 candidats se sont inscrits à la session principale du concours en 2008/2009; 429 candidats étaient admissibles aux épreuves de classement, c'est-à-dire que leur dossier de candidature était complet (réussite aux épreuves préliminaires de langues, diplôme homologué ou reconnu, spécialité qui figure au

plan de recrutement de l'année). Parmi ces candidats, 99 ont abandonné avant les épreuves ou au cours de celles-ci, 169 ont échoué aux épreuves et 27 ont réussi sans pour autant être classés en rang utile, c'est-à-dire le nombre de candidats qui ont réussi a dépassé le nombre de postes disponibles pour cette spécialité. 133 candidats ont été recrutés. Le plan de recrutement prévoyait de recruter au total 179 candidats. Sur les 133 candidats recrutés, 68 s'étaient inscrits pour la première fois lors de la session principale en 2008.

Lors de la session complémentaire de 2008/2009, des épreuves furent organisées dans les spécialités où le plan de recrutement n'avait pas été atteint lors de la session principale. Sur 145 candidats inscrits, 104 étaient admissibles aux épreuves de classement. 78 candidats ont échoué aux épreuves, cinq ont réussi les épreuves sans se classer en rang utile et 21 candidats ont été recrutés pour 46 postes vacants. Sur les 21 candidats recrutés, sept s'étaient inscrits pour la première fois lors de la session complémentaire en 2008.

496 candidats se sont inscrits à la première session de 2009/2010; 385 candidats étaient admissibles aux épreuves de classement. Parmi ces candidats, 101 ont abandonné avant les épreuves ou au cours de celles-ci, 126 ont échoué aux épreuves et 26 ont réussi sans pour autant être classés en rang utile. 130 candidats ont été recrutés. Le plan de recrutement prévoyait de recruter au total 191 candidats. Sur les 130 candidats recrutés, 59 s'étaient inscrits pour la première fois lors de la session principale en 2009.

Lors de la session complémentaire de 2009/2010, 172 candidats étaient inscrits et 138 étaient admissibles aux épreuves de classement. 91 candidats ont échoué aux épreuves, onze ont réussi les épreuves sans se classer en rang utile et 36 candidats ont été recrutés pour 60 postes vacants. Sur les 36 candidats recrutés, 16 s'étaient inscrits pour la première fois à la session complémentaire en 2009.

Un facteur important de non réussite à l'examen concours est l'abandon. La plupart des abandons sont enregistrés avant le début des épreuves de classement. Le taux global d'abandon avant le début des épreuves s'élève à environ 20%.

Les échecs aux épreuves du concours s'expliquent pour la plupart par le fait que les candidats doivent investir un temps non négligeable à la préparation de ces épreuves. Le candidat est informé du programme au moins deux mois avant le début des épreuves. Les contenus qui y sont examinés ne figurent pas nécessairement dans le curriculum universitaire du candidat et nécessitent souvent une préparation spécifique. Le taux d'échec y est très élevé; il se situe à environ 60%. Étant donné que dans ces épreuves, seule une partie des compétences et des savoirs des candidats est examinée, on ne peut pas conclure qu'un candidat qui n'a pas réussi aux épreuves du concours ne serait pas apte à enseigner. Il incombe au directeur de juger, par rapport aux compétences du candidat, quels cours et quelles classes il peut lui confier en tant que chargé d'éducation ou chargé d'enseignement.

Dans certaines disciplines, le taux d'échec est plus élevé que dans

d'autres. Il en est ainsi dans des disciplines où le nombre de candidats dépasse largement le nombre de postes à pourvoir, dont notamment l'éducation artistique où le taux d'échec s'élève à environ 90%. Dans de telles disciplines, il arrive souvent que des candidats qui ont réussi les épreuves ne se classent pas en rang utile: en éducation physique, seul environ 30% des candidats qui réussissent les épreuves sont effectivement recrutés.

Dans d'autres disciplines où le nombre de candidats est nettement inférieur au nombre de postes à pourvoir, telles que les mathématiques, le taux d'échec est moins élevé (environ 35%).

Les commissions d'examen sont composées d'enseignants qui, pour la plupart, ont une longue expérience professionnelle, ont participé à l'élaboration des programmes et se distinguent par leur sens des responsabilités. Étant donné leur expérience et leur engagement, les membres des jurys d'examen sont souvent sollicités par l'Université du Luxembourg pour être tuteurs des stagiaires recrutés.

(annexes à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 0975 (26.10.2010) de M. Jean Colombara (ADR) concernant les soins médicaux au Centre pénitentiaire de Luxembourg:

Par la présente je vous prie de bien vouloir transmettre la question parlementaire suivante concernant les soins médicaux au Centre pénitentiaire de Luxembourg à Monsieur le Ministre de la Santé:

- 1) Est-ce que les cellules des malades à l'infirmerie sont conformes aux normes et conditions hospitalières?
- 2) Est-ce que les cellules sont capitonnées pour éviter des blessures éventuelles (matériel en inox dans les cellules)?
- 3) Est-ce que l'infirmerie fonctionne jour et nuit pour garantir l'accès aux éventuels malades?
- 4) Combien de personnes du corps infirmier sont présentes après 22.00 heures jusqu'à 7.00 heures du matin?
- 5) Combien de détenus sont consultés par jour en moyenne et par combien de médecins et en quel laps de temps?
- 6) Est-ce qu'il y a des consultations médicales pendant toute la journée?
- 7) Quel est le «procédure» en cas d'urgence?
- 8) Comment se fait la délivrance des médicaments? Sont-ils délivrés par boîte ou par dosage unitaire?
- 9) Comment les soins de kinésithérapie sont-ils pratiqués?
- 10) Est-ce que les détenus malades peuvent bénéficier de séances d'ostéopathie?
- 11) Y a-t-il une prise en charge pluridisciplinaire du patient par le biais d'une filière de soins?
- 12) Quel est le budget en matière de soins et comment est-il ventilé?
- 13) Y a-t-il eu une augmentation du budget cette année par rapport à l'année précédente et si oui pour soutenir quelle mesure?

Réponse commune (20.12.2010) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, et de

M. François Biltgen, Ministre de la Justice:

Les services médicaux du Centre pénitentiaire de Luxembourg (CPL) sont organisés, en ce qui concerne le volet somatique, sur base d'une convention établie entre l'État et le Centre Hospitalier de Luxembourg (CHL).

L'article 3 de cette convention prévoit que:

«Le CHL assure une présence quotidienne de six à huit heures en semaine, et selon les besoins les autres jours, d'un médecin généraliste ou interniste.

Il assure en outre des consultations spécialisées sur demande du généraliste ou de l'interniste.

D'autres médecins que ceux agréés par le CHL peuvent participer aux consultations spécialisées avec l'accord de la direction du CPL et du médecin responsable de service.

Les médecins organisent une disponibilité téléphonique permanente à laquelle peuvent participer d'autres médecins du CHL.»

En pratique, un médecin est en règle générale présent chaque jour de la semaine à partir de 8.30 heures jusqu'à ce que tous les détenus se présentant pour une consultation soient traités, avec un minimum de présence de quatre heures, sauf s'il n'y a pas de détenus sollicitant une consultation.

En cas d'urgence, l'infirmier du CPL se rend sur les lieux pour une première appréciation de la situation, avant de contacter le cas échéant le médecin.

En moyenne 23 détenus consultent quotidiennement (soit environ 5.200 consultations par an) un médecin généraliste. Le temps des consultations varie en fonction de la complexité des problèmes de santé. Le temps de présence du médecin peut donc dépasser la matinée.

Plus précisément, en ce qui concerne l'année 2009, le service médical du CPL a recensé:

- 5.216 consultations en médecine générale, soit en moyenne une vingtaine par jour, auxquelles s'ajoutent 346 consultations de médecins spécialistes;
- 2.067 traitements dentaires;
- 594 séances de kinésithérapie;
- 13.343 traitements infirmiers, et
- 640 consultations ont été réalisées en dehors de l'enceinte du CPL.

La durée de la présence effective des médecins au CPL s'adapte évidemment au nombre et à l'intensité des consultations et soins à prodiguer.

La consultation de médecine générale se fait le matin, du lundi au vendredi. La consultation spécialisée est demandée par le médecin généraliste CPL et comprend notamment la gastro-entérologie, la cardiologie, l'ophtalmologie, la gynécologie, la dermatologie et la traumatologie.

Dans le contexte de la médecine pratiquée au CPL, le médecin généraliste joue le rôle de médecin référent et assure ainsi la coordination des soins en tant que tel en ayant à sa disposition les facilités offertes par le Centre Hospitalier de Luxembourg.

Quant à l'infirmerie du CPL, elle fonctionne 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7.

L'infirmier de nuit est présent de 21.00 heures à 6.30 heures. Un gardien assure l'accès aux cellules en cas de besoin. Si la situation l'impose, un second gardien peut

être appelé dans les dix minutes. Les cellules du CPL ne sont pas capitonnées.

En cas d'urgence vitale, le SAMU est appelé immédiatement et il y a une information du médecin CPL de garde.

Dans les autres situations, le médecin CPL de garde est informé et il y a, selon les cas:

- a) un transfert en ambulance à l'hôpital avec fiche de transmission écrite reprenant les informations utiles à l'état de santé du détenu,
- b) un transfert en cellule d'infirmerie pour observation, ou
- c) un traitement en cellule.

Quant à la gestion du circuit du médicament (approvisionnement, stockage, planification des prises par les patients, organisation de la distribution, préparation des doses), elle est assurée par le personnel de la pharmacie (pharmacien, préparateurs en pharmacie).

Les médicaments sont en principe délivrés par dosage unitaire.

La plus grande partie des formes pharmaceutiques orales solides dispensées provient de la pharmacie centrale du CHL où elles ont été reconditionnées en doses unitaires. Les médicaments qui ne peuvent pas être reconditionnés sont dispensés sous forme de boîte entière.

Les soins de kinésithérapie sont offerts deux fois par semaine à raison d'une demi-journée; à savoir le mardi et le jeudi matin à l'infirmerie.

Le projet de budget 2011 en matière de soins se présente comme suit:

- frais d'hospitalisation, de traitements médicaux et psychiatriques et frais pharmaceutiques des détenus qui ne sont pas à même de porter les frais en résultant; vaccinations préventives dans l'intérêt du service: 2.000.000 € (art. 07.2.12.150);
- frais de location de chambres-cellules pour détenus au Centre Hospitalier de Luxembourg: 35.115 € (art. 07.2.12.330);
- remboursement au Centre Hospitalier de Luxembourg et au Centre Hospitalier Neuropsychiatrique à Ettelbruck des frais découlant de l'organisation de services de soins au Centre pénitentiaire de Luxembourg: 3.909.350 € (art. 07.2.12.331);
- programme de prise en charge de personnes toxicodépendantes en milieu pénitentiaire: 823.420 € (art. 07.2.12.370).

Quant à l'augmentation du budget de l'exercice 2010 par rapport à l'exercice précédent, celle-ci concerne essentiellement les frais de personnel, dont la variation est principalement due à la création d'un 4^e poste d'assistant de préparation en pharmacie.

Question 0976 (26.10.2010) de M. Fernand Etgen (DP) concernant la route nationale N15 entre Heiderscheid et Heiderscheid-Grund:

Il me revient par voie de presse que toute une série de sorties de route seraient survenues sur la route nationale N15 entre Heiderscheid et Heiderscheid-Grund. Ces accidents auraient été occasionnés par un revêtement de sol extrêmement lisse sur une partie de la chaussée.

Au vu de ce qui précède, je souhaiterais poser les questions sui-

vantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer les faits relatés ci-dessus?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre pourrait-il me donner le nombre exact d'accidents qui se sont produits sur la partie susmentionnée de la route N15?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il me renseigner si une cause commune est à l'origine de ces accidents?

- Plus précisément, Monsieur le Ministre pourrait-il m'informer si le revêtement de la chaussée présente des problèmes d'adhérence?

- Dans l'affirmative, quelles seraient les raisons de ce problème?

- Depuis quand les services responsables sont-ils conscients de ce problème?

- À quelle date Monsieur le Ministre a-t-il été informé de ces problèmes?

- Quelles mesures, Monsieur le Ministre entend-il prendre afin de remédier à la situation?

Réponse (27.12.2010) de M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Dans sa question parlementaire l'honorable Député souhaite avoir des précisions sur des informations apprises par voie de presse concernant en particulier «toute une série de sorties de route survenues sur la route nationale N15 entre Heiderscheid et Heiderscheid-Grund. Ces accidents auraient été occasionnés par un revêtement de sol extrêmement lisse sur une partie de la chaussée».

En ce qui concerne les statistiques des accidents, il y a lieu de noter qu'il n'existe pas de répertoire standardisé et accessible à toutes les instances du Grand-Duché. En fonction de la gravité des circonstances de l'accident, il se peut que ni la police, ni les services de secours, ni les Ponts et Chaussées ne soient avertis de l'accident ou de l'incident. Néanmoins, les Ponts et Chaussées tiennent leurs propres statistiques issues d'une étroite collaboration avec les services de la police, ainsi que des procès-verbaux dressés par les cantonniers en raison de dégâts constatés à la voirie de l'État.

En réponse aux deux premières questions, il peut donc être confirmé qu'un certain nombre de sorties de route a effectivement eu lieu sur le tronçon de route visé.

Pour les raisons évoquées plus haut, le nombre exact d'accidents est difficile à communiquer. L'inventaire dressé par les Ponts et Chaussées donne pourtant des chiffres indicatifs: 15 accidents en 2008, 23 en 2009, sept au premier semestre 2010 et 62 de juillet à début novembre 2010.

L'on constate un accroissement flagrant du nombre d'accidents depuis le mois de juillet 2010, prononcé en août, octobre et novembre. Ce taux d'accidents inhabituel et remarquable n'a pas été confirmé ailleurs sur la voirie étatique.

Vu la panoplie des facteurs en jeu, il est très difficile de déceler les causes exactes des accidents.

Selon les informations disponibles, la majorité des accidents seraient survenus sur chaussées humides, de sorte à en déduire l'apparition d'un problème de glissance en été. L'analyse des rapports des services de secours indique en outre que depuis un certain temps, de plus en plus de traces de mazout et de traces d'huile ont été détectées sur le tronçon en question.

Rappelons que sur une longueur de 4,8 km, le tronçon du Heischtergronn (entre le pont sur la Sûre et le rond-point de Heiderscheid) présente sept virages très prononcés, et qu'une deuxième voie permet le dépassement de véhicules lourds de façon alternée. Pour les véhicules lourds, la voie descendante est réglementée à 50 km/h (la vitesse maximale autorisée pour tous les autres cas étant de 90 km/h).

Comme partout ailleurs, ceci ne veut pas dire que la vitesse adaptée de conduite correspond à la vitesse maximale autorisée.

Vu que la vitesse joue un rôle important sur la route, les Ponts et Chaussées, en réaction aux accidents survenus, ont réalisé récemment une campagne de mesure des vitesses. Il en résulte que les vitesses pratiquées sur ce tronçon ne sont souvent pas adaptées à la situation. D'ailleurs, la plupart des accidents furent observés en courbe.

Vu que le nombre d'accidents sur la route N15 entre Heiderscheid et Heiderscheid-Grund a augmenté de façon brusque et spectaculaire d'un mois à l'autre, et vu que le polissage et l'usure des enrobés suivent normalement une évolution lente, il peut en être déduit l'apparition soudaine d'un phénomène de glissance, dont la nature et l'origine sont difficilement identifiables.

En réaction aux phénomènes observés, des signaux d'avertissement ont été installés fin août 2010. En septembre 2010 le nombre d'accidents a chuté de 20 (en août) à six, ce qui correspond plus ou moins au niveau habituel d'avant. Malgré cette amélioration de la situation, il fut décidé fin septembre 2010 de procéder à un micro-fraisage de la chaussée afin d'en augmenter l'adhérence.

Malheureusement, le taux d'accidents est remonté à 14 en octobre 2010, et, en attendant les travaux de micro-fraisage, des panneaux d'avertissement supplémentaires ont été installés début novembre 2010, avec en plus la mise en place de panneaux clignotants le 10 novembre. Néanmoins, le 13 et le 14 novembre, pas moins de 10 accidents furent observés.

Le micro-fraisage fut effectué le 15 et le 16 novembre 2010.

Depuis lors et jusqu'à ce jour au moins, aucun nouvel accident n'a été enregistré.

Cette augmentation provisoire de la rugosité en surface par micro-fraisage ne constitue pourtant pas une solution permanente et il faudra prévoir d'autres mesures dès que les conditions climatiques le permettront. Ceci sera d'autant plus nécessaire que les automobilistes s'habitueront très vite à la surface plus rugueuse, avec comme effet négatif une augmentation des vitesses pratiquées.

En effet, avant le fraisage, le nombre de véhicules dépassant la vitesse maximale autorisée se situait à environ 10%. Après le fraisage, ce taux a plus que doublé et atteint les 30% en voie descendante. Comme déjà évoqué plus haut les vitesses pratiquées dépassent souvent les vitesses adaptées.

En fonction de l'évolution de la situation, la mise en œuvre d'un revêtement antidérapant est prévue en printemps.

Pour être complet et en ce qui concerne la question relative à la date où le Ministère a été informé, il y a lieu de noter, d'une part, que la mise en œuvre de mesures spécifiques et adéquates en la matière relève de la compétence du service régional de la voirie concerné, à savoir dans le cas d'espèce celui de Wiltz, et que, d'autre part, l'approbation du marché public relatif au micro-fraisage par les services du Ministère date du 13 octobre 2010.

Question 0977 (27.10.2010) de **M. Jean Colombara** (ADR) concernant les **eaux usées de la décharge du Sidec à Fridhaff**:

Laut ministerieller Genehmigung aus dem Joer 1997 muss de Sidec eng duebelwänneg dicht Leitung leeën, déi d'Sickerwaasser vun der Deponie Fridhaff an d'Kläranlag op d'Bleesbréck ofleede soll. Am Wanter 2008-2009 goufen dës Aarbechten endlech ugefaangen. Laut der Genehmigung muss dës eng duebelwänneg Leitung sinn (une conduite à double paroi, adéquatement dimensionnée et installée selon les règles de l'art).

Op meng parlamentaresch Fro vum 4. November 2009 huet den Här Minister enner anerem confirméiert, datt dës Leitung vun engem agrééierte Büro muss ofgehall ginn (cf. *compte rendu n°7/2009-2010*). D'Iwwerprüfung wärend nach ze maachen an d'Resultater müssen der Ëmweltverwaltung matgedeelt ginn. Laut mengen Informatiounen war keen agrééierte Büro präsent bei der Verleeung vun dëser Leitung, hätt dës Aarbechten awer missen iwwerwaachen.

An dësem Kontext géif ech gären dës Froen un lech riichten:

1. Firwat ass dës Sickerwaasserleitung no 13 Joer nach ëmmer net a Betrib?

2. Wat genee sinn d'Resultater vun der Iwwerprüfung vun deem agrééierte Büro fir den éischten Deel vun dëser duebelwänneger Leitung, a firwat war dës Büro net präsent beim Verleeën? Wat sinn hei d'Konsequenzen a wien ass responsable fir eventuell Folgeschied?

3. Laut der ministerieller Waasser-Genehmigung muss de Rouer vun der Deponie bis bei de «Collecteur principal» vun lerpeldeng duebelwänneg ausgefuert ginn (net rue de la Croix, mä vill méi wäit), duerno nëmme méi eewänneg. Meng Fro: Op Grond vu wéi enge Kritäre brauch hei nëmme een eewänneg Rouer geluecht ze ginn?

Réponse commune (29.12.2010) de **M. Marco Schank**, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*, et de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

1. Datt d'Sickerwaasser op d'Bleesbréck geleet gëtt, geet

zréck op d'Genehmigung C/3/87 vum 14. Juli 1988. Doran ass am Artikel 44 virgeschriwwen, datt d'Sickerwaasser vun der Deponie iwwer d'Kläranlag Bleesbréck geleet muss ginn. An der Kläranlage muss d'organesch Belaaschtung ëm mindestens 90% ofgebaut ginn.

Och d'Genehmigung N°96/CD/08 vum 17. Juli 1997 gesäit am Kapitel IV Protection des eaux, Punkt 2) vir, datt d'Sickerwaasser an d'Kläranlag geleet muss ginn.

Den 1. August 1997 huet den Ëmweltminister op Grond vum Naturschutzgesetz vum 11. August 1982 eng Genehmigung ausgestellt, an där de Minister säin Accord gëtt, fir d'Sickerwaasser iwwer d'Kläranlag Bleesbréck ze evakuéieren.

Den 21. Juli 1999 huet den Ëmweltminister dunn op Grond vum Waasserschutzgesetz vum 29. Juli 1993 d'Evakuatioun vum Sickerwaasser op d'Kläranlag Bleesbréck genehmegt.

Doniewent gouf an der Offallgenehmigung N°96/CD/08 virgesinn, datt e Sickerwaasserbehandlungskonzept vum Sidec muss ausgeschafft ginn. Dës Konzept gouf am Mee 2000 vum Sidec virgeluecht. Vun deene verschidene Variante gouf déi zréckbehalen, no där d'Sickerwaasser an der mechanesch/biologescher Offallobereedungsanlag sollt mat genotzt ginn an iwwer dës Wee d'Belaaschtung am Sickerwaasser mat ofgebaut sollt ginn.

D'Realisierung vun dem Projet vun der mechanesch/biologescher Offallobereedungsanlag huet eng gewëss Zäit an Usproch geholl. Fir d'Éischt ass de reng mechanesch Deel vun der Virbehandlung vun den Offäll gebaut ginn. Duerno koum et eréischt zur Realisierung vun der biologescher Stuf vun der Offallobehandlung an deemno och zur Behandlung vum Sickerwaasser.

Déi mechanesch Anlag ass den 1. Juni 2001 vum Ëmweltminister iwwer d'Commodo- an d'Offallgesetz genehmegt ginn. Déi biologesch Stuf ass den 31. Oktober 2005 genehmegt ginn. Den 31. Oktober 2007 ass d'Rezeptioun vun der mechanesch/biologescher Anlag erfollegt, an den 12. Dezember vum selwechte Joer huet de Sidec Stellung geholl zu de Punkten, déi an der Rezeptioun opgeworf goufen, sou datt ee ka soen, datt ab Januar 2008 d'Anlag offiziell a Betrib geholl ginn ass.

Bis dohin ass op Grond vum de Genehmigung vum 1. August 1997 (Naturschutzgesetz) an 21. Juli 1999 (Waasserschutzgesetz) d'Sickerwaasser an d'Kläranlag op d'Bleesbréck ofgeleet ginn. Dës Genehmigung sinn awer och nach haut applicabel.

Mat dem Betrib vun der mechanesch/biologescher Behandlungsanlag gëtt d'Sickerwaasser awer prinzipiell och an dës Anlag verschafft. De Kollektor ass just fir dee Fall virgesinn, wou duerch aussergewöhnlech Reefäll iwwerduerchschnëttlech vill Sickerwaasser ufällt, esou datt d'Capacitéit vun der Späicherung um Site an der Behandlungsanlag net géifen duergoen. Doniewent ass den Ufall vum Sickerwaasser reduzéiert ginn, andeems d'Décharge vum Sidec zum groussen Deel mat bënnegem Buedem, entsprechend der Genehmigung, ofgedeckt ginn ass, esou datt nëmme méi nach a sporadesche Fäll Sickerwaasser duerch d'Leitung op d'Bleesbréck ofleeft.

2. Am Moment kënnen nach keng Resultater vun der Iwwerprüfung virgeluecht ginn, well den agrééierte Büro mat sengen Aarbechten nach amgang ass. De Büro, deem d'Rezeptioun amgang ass ze maachen, muss den impeccablen Zustand vum verluechte Rouer noweisen. Soubal d'Resultater virleien, ginn dës un d'Ëmweltverwaltung weidergereicht.

Et sief nach eng Kéier drun erënnert, datt de 15. Dezember 2009 e Brëif vun der Ëmweltverwaltung un de Sidec geschéckt ginn ass, an deem dës opgefuerdert gouf de Rapport vun der Rezeptioun, déi duerch déi ofgeännert Genehmigung N°96/CD/08 vum 17. Juli 1997, Punkt 8), Kapitel XIII.2., gefuerdert ass, der Verwaltung zoukommen ze loossen.

Well dës Büro als agrééierten Organismus schafft, huet fir d'Éischt en Aarbechtsplang misen eragereecht ginn, dee vun der Ëmweltverwaltung approvéiert huet misse ginn. Dës huet méi Zäit an Usproch geholl wéi normal, well jo bekanntlech d'Leitung scho louch, an esou net standardméisseg konnt virgange ginn.

Am Mee 2010 ass den éischten Entwurf vun engem Aarbechtsplang vun agrééierte Büro der Ëmweltverwaltung virgeluecht ginn. Dës Plang huet awer nach missen iwwerschaft ginn. Den 2. Juli 2010 ass déi iwwerschaft Versioun bei der Ëmweltverwaltung eragereecht ginn, déi dës Plang du mat Courrier vum 8. Juli 2010 akzeptéiert huet.

Datt den agrééierte Büro net beim Verleeën vun der Leitung präsent war, läit dorun, datt d'Leitung ënnert der Tutelle vum Sidec verluecht gouf, dës awer vum Sidec net drop opmierksam gemaach ginn ass, datt dës Iwwerwaachung duerch hir Genehmigung gefuerdert ass. Zum Anere kënn nach dobäi, datt de Sidec der Verwaltung net Bescheid gesot huet, datt dës Aarbechte gemaach géifen. Esoubal d'Ëmweltverwaltung vun dësen Aarbechte Kenntnis krut, huet se de Sidec opgefuerdert sech un d'Genehmigung ze halen an huet d'Iwwerwaachung vun de Verleeearbechte gefrot.

Et kann ee festhalen, datt als Konsequenz vun der Situatioun, esou wéi d'Verwaltung se virfonnt huet, de Sidec seng Responsabilitéit huet missen iwwerhuelen, an eng nodréiglech, méi opwenneg Kontroll vun der Leitung muss maachen, wéi dat de Fall gewiescht wär, wann d'Iwwerprüfung direkt beim Bau vun der Leitung gemaach gi wier.

Wat d'Responsabilitéit vun eventueller Folgeschied ugeet, ass dës zum enge vun der Aart vu Folgeschied ofhängeg, zum aneren awer och dovun, wéi nogewise ka ginn, datt dës eventuell Folgeschied spezifesch op dës ganz prezis Situatioun zréckzeféiere sinn. Sollten et esou Folgeschied ginn a sollten déi duerch dës Situatioun verursaacht gi sinn, läit d'Responsabilitéit bei deem, dee sech net un d'Genehmigung gehalten huet.

3. Am ieweschte Beräich leeft de Rouer duerch eng méi sensibel Zon (Quellen, Baachen, Fëscheri,...). Am ënneschte Beräich (ab rue de la Croix) si mir an enger urbaniséierter Zon, déi wesentlech manner sensibel ass. Den duebelwänneg Rouer ass zousätzlech mat enger Leckagedetektion équipéiert. Des Detektion mell, wann ee Schued um Rouer ass, an doderch Waasser austrëtt. Dat ass am ieweschte Beräich och vill méi wichteg, well

de Rouer do a villbefuerene Beschweeër läit, an de Risiko vun enger Leckage theoretisch méi héich ass. Am ënneschte Beräich läit d'Leitung just e puer Meter vum Ufer vun der Sauer ewech. Hei ass eng theoretisch Beschiedegung vill manner probabel. De bestehende Kollektor ass och net duebelwänneg ausgefuert.

Question 0987 (3.11.2010) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant les **pointeurs laser**:

Les pointeurs laser reviennent régulièrement dans l'actualité en raison d'attaques visant des avions ou des hélicoptères. Il est de plus en plus facile de se procurer des lasers verts, leur prix ayant fortement baissé, et de plus en plus de personnes irresponsables ou inconscientes sont dès lors en mesure d'en faire mauvais usage.

Il me revient que les astronomes amateurs sont inquiets face à la dérive observée dans l'utilisation de cet objet qui est pour eux un réel outil. Dans ce contexte, les personnes manipulant un laser (qui sont toutes astronomes amateurs et membres de l'AAL - Astronomes Amateurs du Luxembourg) sont très attentives aux règles de sécurité tant envers le public qu'envers la navigation aérienne.

Le deuxième cas concerne les astronomes amateurs pratiquant la recherche et la photographie d'astéroïdes et de comètes. La localisation précise de ces objets mouvants est compliquée par l'effacement de plus en plus marqué des repères fixes que constituent les étoiles. La photographie des galaxies et nébuleuses, objets très faiblement lumineux, est également très difficile sans l'aide d'un laser. La solution consiste à viser, à l'aide d'une paire de jumelles et d'un laser fixé en parallèle, la zone où l'objet est censé se trouver, puis de suivre le faisceau lumineux à travers le viseur de l'appareil photographique. La méthode étant très efficace, le laser est allumé seulement pendant une période très brève (en général moins d'une minute) et ceci après s'être assuré qu'aucun avion ne risque de croiser le faisceau.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre partage-t-il l'avis qu'il est urgent d'encadrer l'utilisation de ce nouveau type «d'arme», par exemple en donnant à des particuliers la possibilité d'obtenir une autorisation permanente (suite à une demande motivée, à la manière du «port d'arme») avec obligation de prévenir le commissariat de proximité avant chaque utilisation, que ce soit en public ou en privé?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'une telle réglementation permette mieux de distinguer entre les utilisations frauduleuses et légales?

Réponse (17.12.2010) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

L'honorable Député s'enquiert à propos de l'utilité d'un cadre légal pour pointeurs laser.

La Direction de l'aviation civile (DAC) distingue généralement entre deux types de sources d'aveuglement.

D'une part, il y a des installations fixes du genre «skytracer», avec un laser ou un rayon lumineux concentré qui balaye le ciel selon un certain schéma. Il peut en résulter un aveuglement d'un pilote par un éclair lumineux très bref. La plupart de ces installations disposent d'une autorisation préalable de la DAC limitant, le cas échéant, leur mode de fonctionnement en fonction de leur emplacement géographique.

D'autre part, il existe des pointeurs laser tenus à la main et pointés intentionnellement vers un avion. Il peut en résulter un aveuglement d'un pilote par une illumination plus longue que celle produite par une action non intentionnelle. Il existe des lasers largement plus puissants que les pointeurs classiques pour des présentations, qui ne sont néanmoins pas plus grands qu'une lampe de poche.

L'exploitation d'un laser est soumise à une autorisation d'exploitation par le ministre ayant le travail dans ses attributions conformément à la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés (nomenclature point 221.2). Les pointeurs laser échappent actuellement à ces dispositions.

Les incidents d'éblouissement de pilotes constituent un phénomène d'envergure croissante partout en Europe. Ainsi, en 2010, la Direction de l'aviation civile (DAC) a eu notification de 19 incidents dont 18 dans la phase d'approche à l'aéroport. Ils sont normalement caractérisés par une série d'éclats lumineux du fait qu'il n'est pas facile de maintenir un pointeur laser pointé de façon continue sur un aéronef.

Il convient de rappeler que la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne dispose en son article 32 que:

«Sera puni d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de 251 Euros à 15.000 euros ou d'une de ces peines seulement, quiconque, involontairement ou par défaut de prévoyance ou de précautions, aura commis un fait de nature à mettre en péril les personnes se trouvant à bord d'un aéronef».

Eu égard à la taille et à la mobilité de ces lasers, il s'avère cependant difficile de déterminer les auteurs.

À titre d'exemple, le 5 janvier 2010 avait lieu un incident en relation avec l'utilisation d'un laser. À cette occasion, la tour de contrôle avait été informée immédiatement par les pilotes et avait à son tour déclenché une enquête effectuée la Police grand-ducale. Nonobstant la difficulté de localiser et d'identifier la source lumineuse a posteriori, cette façon de procéder est considérée comme la plus apte à identifier l'origine de ce risque pour la sécurité aérienne et à prendre les mesures requises à l'encontre des gens malintentionnés interférant avec le trafic aérien.

Question 0998 (10.11.2010) de **M. Gilles Roth** (CSV) concernant les **feux tricolores**:

Les feux de circulation routière constituent un dispositif permettant de réguler le trafic routier entre les différents usagers de la route.

Au Grand-Duché de Luxembourg, les feux tricolores se déclinent en trois états fixes. Les dispositions de l'article 109 de

notre Code de la Route détiennent à cet égard le comportement à suivre par les usagers en fonction de la couleur affichée par le feu en question. Le vert indique le passage libre, l'orange signale un changement imminent vers le rouge avec l'interdiction de franchir ce signal à moins que l'on ne puisse pas s'arrêter dans des conditions de sécurité suffisante et le rouge impose l'arrêt obligatoire. S'y ajoute encore le feu orange clignotant qui appelle à la prudence.

Certains pays tels que par exemple l'Allemagne disposent de feux de signalisation tricolores à quatre états qui prévoient en plus le jaune ou orange bref sans extinction du rouge afin de permettre aux conducteurs de se préparer à démarrer sans pour autant autoriser le passage. Cet état supplémentaire présente l'avantage d'assurer une meilleure fluidité du trafic routier.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que des feux tricolores à quatre états puissent se justifier à certains endroits de notre réseau routier afin de réduire des délais d'attente parfois assez importants et d'assurer une plus grande fluidité du trafic?

Réponse (16.12.2010) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Dans sa question parlementaire l'honorable Député souhaite avoir des précisions sur l'impact des signaux colorés lumineux du système tricolore à quatre états sur la fluidité du trafic.

Conformément à l'article 109 de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques, «le feu orange indique un changement imminent du sens de la circulation et comporte l'interdiction de franchir le signal».

Alors que d'un point de vue technique, l'introduction de feux de signalisation tricolores à quatre états ne poserait pas de problème, il faudrait procéder en l'occurrence, au vu de l'article 109 précité, à une modification du Code de la Route.

L'on estime cependant que l'introduction au Luxembourg de signaux colorés lumineux du système tricolore à quatre états n'aurait qu'un impact minimum voire inexistant sur la fluidité du trafic.

Question 1002 (11.11.2010) de **M. Camille Gira** (*déi gréng*) concernant le **bilan des émissions de CO₂ des voitures commerciales**:

En relation avec les voitures particulières neuves immatriculées chaque année au Luxembourg on trouve les informations suivantes sur le site Internet du Ministère:

On constate (néanmoins) une baisse rapide des émissions de CO₂ moyennes des voitures neuves immatriculées chaque année: Cette valeur moyenne, pour l'année 2009 (janvier-octobre), s'élève à 153,3 g de CO₂ par km parcouru, en baisse de 3,9% par rapport à la valeur moyenne des voitures nouvellement immatriculées en 2008, respectivement de 7,6% par rapport à la valeur moyenne de l'année 2007.

Les parts de marché des voitures présentant des émissions inférieures ou égales à 120 g de CO₂/km s'élèvent en 2009 à 25% des nouvelles immatriculations, plus que le double qu'en 2007.

Sachant que presque la moitié des voitures vendues au Luxembourg sont déclarées comme voitures de société ou voitures commerciales, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable:

- Monsieur le Ministre peut-il me donner des renseignements en relation avec les émissions de CO₂ moyennes des voitures vendues déclarées comme voitures de société entre 2005 et 2010 ainsi que les parts de marché des voitures commerciales présentant des émissions inférieures ou égales à 120 g de CO₂/km pour cette même période?

- Est-ce que Monsieur le Ministre est d'accord de dresser annuellement un bilan des valeurs d'émission de CO₂ en indiquant séparément celles des voitures particulières et celles des voitures commerciales neuves immatriculées?

Réponse (16.12.2010) de **M. Marco Schank**, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*:

Il m'est malheureusement impossible de répondre à la première partie de la question parlementaire de l'honorable Député Monsieur Camille Gira vu que la différenciation entre voitures de société et voitures commerciales qu'il évoque n'apparaît pas telle quelle dans les données dont dispose la SNCT.

J'ai cependant chargé mes services de rechercher les données concernant les voitures n'appartenant pas à des personnes privées, données que je ne manquerai pas de vous communiquer.

Compte tenu de l'argumentaire évoqué ci-dessus je suis disposé à vous faire parvenir annuellement un bilan de valeurs d'émissions CO₂ en indiquant séparément celles des voitures privées et des voitures de société/voitures commerciales.

Question 1005 (12.11.2010) de **M. André Bauler** (DP) concernant les **mesures pour l'emploi**:

Depuis des années les moyens financiers mis à la disposition des mesures pour l'emploi, ainsi que le nombre de personnes inscrites dans de telles mesures, ne cessent de croître.

Il me revient toutefois que ces initiatives ne permettraient que très difficilement de réinsérer, de façon durable, les personnes concernées dans le marché du travail.

Voilà pourquoi je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ce phénomène?

- Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons?

- Existe-t-il des statistiques récentes et détaillées concernant le nombre de demandeurs d'emploi qui

a) sont inscrits dans ces mesures et

b) qui ont pu être réintégrés avec succès dans le marché du travail?

- Est-ce que l'ADEM propose de manière systématique aux personnes inscrites dans les mesures susmentionnées des offres d'emploi?

Réponse (16.12.2010) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*:

En réponse à la question, il convient tout d'abord d'apporter des précisions quant au contexte énoncé.

En effet, contrairement à ce qu'indique l'honorable Député, le nombre de demandeurs d'emploi bénéficiant d'une mesure pour l'emploi n'est pas en augmentation continue depuis des années. Ainsi, en octobre 2006, le nombre de demandeurs bénéficiant de telles mesures était de 3.880 et ce chiffre est retombé à 2.989 en octobre 2008. Il est vrai cependant que, depuis le début de la crise financière et économique en octobre 2008, le nombre de demandeurs bénéficiant de telles mesures est à nouveau en augmentation pour s'élever à 3.872 en octobre 2010.

La situation difficile sur le marché de l'emploi, qui est une conséquence directe de ladite crise, a un impact important sur l'emploi des demandeurs bénéficiant de mesures pour l'emploi. Ainsi, ces personnes, en général plus vulnérables sur le marché de l'emploi et souvent moins qualifiées, sont directement touchées par le ralentissement en temps de crise. Ceci explique l'augmentation du nombre de personnes bénéficiant de mesures pour l'emploi.

En ce qui concerne les statistiques du nombre de personnes inscrites dans les différentes mesures, je tiens à renvoyer l'honorable Député, pour le détail, au «bulletin luxembourgeois de l'emploi - données mensuelles du marché de travail», publié mensuellement par l'Administration de l'Emploi et disponible sur le site Internet de cette dernière.

Pour ce qui est des statistiques en matière de demandeurs d'emploi qui ont pu être réintégrés avec succès dans le marché de l'emploi, il convient de préciser qu'une étude du CEPS intitulée «Évaluation de l'efficacité des mesures en faveur de l'emploi instaurées par la loi 5611», datant de février 2010, constate que 86% des bénéficiaires d'un CIE ont trouvé un emploi dans les six mois suivant la fin de la mesure contre seulement 57% s'ils n'auraient pas bénéficié d'un CIE (évaluation des CIE attribués entre le 1^{er} juillet 2007 et fin mars 2008).

En ce qui concerne les CAE, 46% des bénéficiaires ont trouvé un emploi dans les six mois suivant la fin de leur stage. Or, si ces mêmes jeunes n'avaient pas bénéficié d'un CAE, leurs chances de trouver un emploi dans les six mois suivant leur inscription à l'ADEM auraient été de 36% (évaluation des CAE attribués entre le 1^{er} juillet 2007 et fin juin 2008).

En outre, dans ce contexte, il est prévu d'évaluer la situation dans la durée et à plus long terme en ce qui concerne les demandeurs d'emploi en général, bénéficiaires de telles mesures.

Enfin, je tiens à signaler que, en règle générale, les demandeurs d'emploi bénéficiaires d'une mesure pour l'emploi se voient adresser des propositions d'emploi par l'Administration de l'Emploi, et ce dans la mesure où de telles propositions, correspondant à leur profile, sont disponibles.

Question 1006 (12.11.2010) de **M. Camille Gira** (*déi gréng*) concernant **l'immatriculation en tant que «camionnette»**:

Lors de l'immatriculation de voitures particulières, les propriétaires privés peuvent sous certaines conditions opter pour une immatriculation en tant que «camionnette» au lieu de l'immatriculation en tant que «voiture à personnes». Suivant mes informations, il semble qu'il suffise d'enlever les sièges arrières et les ceintures de sécurité lors du passage à la station du contrôle technique pour immatriculer son véhicule dans la catégorie «camionnette».

Selon le barème actuel, la taxe sur le véhicule peut varier du simple au double pour la même voiture selon la catégorie choisie, résultant le cas échéant en une perte de recettes pour l'État de plusieurs centaines d'euro par véhicule et par an.

Sachant que de nombreuses voitures de type SUV circulant au Luxembourg pourraient opter soit pour l'une ou pour l'autre de ces catégories et contrecarrer ainsi l'esprit de la réforme sur la taxation des véhicules, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable:

- Quelles sont les conditions exactes pour qu'une voiture puisse être considérée par la SNCT soit comme «camionnette», soit comme «voiture à personnes»?

- Comment ces conditions sont-elles vérifiées lors du passage au contrôle technique?

- Quels sont le nombre, les marques et les types des voitures immatriculées en tant que «camionnette»?

Réponse (16.12.2010) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par sa question parlementaire l'honorable Député souhaite avoir des précisions sur les modalités de pouvoir immatriculer un véhicule routier en tant que camionnette au Luxembourg alors qu'apparemment, selon ses informations, il suffit «d'enlever les sièges arrières et les ceintures de sécurité lors du passage à la station du contrôle technique pour immatriculer son véhicule (voiture à personnes) dans la catégorie camionnette», afin d'économiser la moitié de la taxe sur véhicule.

Afin de pouvoir être considéré et de pouvoir être immatriculé en tant que camionnette, un véhicule routier doit répondre aux définitions afférentes de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques (Code de la Route), qui s'énoncent comme suit:

«Art. 2, rubrique 2.20.

„camionnette: véhicule automobile destiné au transport de choses dont la masse maximale autorisée ne dépasse pas 3.500 kg; la camionnette est classée comme véhicule N1”

Art. 2bis, rubrique 2° et 2°a)

„2°: Véhicule N: véhicule à moteur conçu et construit pour le

transport de choses et ayant au moins quatre roues.

2°a): Véhicule N1: véhicule N dont la masse maximale autorisée ne dépasse pas 3.500 kg»

Aux fins d'immatriculation d'un véhicule routier en tant que «camionnette», le service «Agrégation» de la SNCT apprécie si le véhicule en question, du point de vue de sa conception et de sa construction, est essentiellement destiné au transport de choses.

Dans ce même ordre d'idées, une voiture, destinée de par sa conception et sa construction essentiellement aux transports de personnes, peut être immatriculée en tant que camionnette, à condition pour son propriétaire d'en enlever de façon permanente la rangée arrière de sièges, afin de «transformer» le véhicule destiné initialement au transport de personnes en un véhicule destiné au transport de choses.

Actuellement il y a exactement 24.908 véhicules en circulation au Luxembourg qui sont immatriculés comme «camionnette».

Si la procédure décrite ci-dessus est appliquée depuis des décennies, sans problème majeur, aux fins de l'agrégation et de l'immatriculation de véhicules conçus comme «voiture» en tant que «camionnette», un nouveau problème a toutefois surgi récemment au niveau européen: les constructeurs automobiles ont «détecté» une formule au niveau de la directive communautaire 2007/46/CE qui leur permet de faire homologuer des véhicules conçus et construits pour servir essentiellement, voire exclusivement, au transport de personnes en tant que camionnettes. Il s'agit en l'occurrence de voitures à personnes qui, sur base de la formule visée, peuvent être homologuées en tant que véhicules N1, soit en tant que camionnettes.

Il s'ensuit de la possibilité décrite à l'alinéa précédent que les constructeurs automobiles peuvent «profiter» de la faiblesse de la directive communautaire en question pour effectivement faire homologuer des véhicules conçus pour le transport de personnes en tant que camionnettes, ceci leur permettant de «contourner» les législations des États membres qui, à l'instar du Luxembourg, ont fixé la taxe automobile pour les voitures à personnes en fonction des émissions de ces véhicules en dioxyde de carbone (CO₂).

Le département des Transports analyse actuellement si, et sous quelles conditions, l'on pourra éventuellement immatriculer au plan national les véhicules destinés au transport de personnes, mais homologués en tant que véhicule N1, comme voitures, notwithstanding leur homologation en tant que «camionnette», afin d'éviter ainsi que des personnes puissent continuer à «contourner» la législation et la réglementation en matière de la «taxe CO₂».

Question 1009 (15.11.2010) de **M. Jean Colombero** (ADR) concernant les vols d'essai AWACS à l'Aéroport de Luxembourg:

Die AWACS Trainingsflüge sind mittlerweile zur Regelmäßigkeit

am Findel geworden. Allerdings hat sich diese Trainingspraxis erst seit einigen Monaten stärker nach Luxemburg verlagert. In einem Tageblatt-Bericht vom 30. September 2010 wird ein Nato-Sprecher mit folgender Aussage zitiert: „Die Touch-and-Goes werden nicht zur Regel“. Auf Fetschenhof-Cents hat sich ein Interessenverein gegen diese Trainingsflüge gegründet und im deutsch-niederländischen Grenzgebiet wehrt sich ebenfalls eine Bürgerinitiative gegen den Fluglärm. Auch hat sich das niederländische Parlament mit dieser Affäre beschäftigt.

In diesem Zusammenhang möchte ich dem Herrn Minister folgende Fragen stellen:

1) Was ist der Grund für diese verstärkten Trainingsmanöver?

2) Könnten diese Manöver nicht an einem Simulator durchgeführt werden?

3) Was ist der Mehrwert der durch diese „Life“-Flugmanöver für die Piloten und Crews erworben wird?

4) Kann der Minister die in der Bevölkerung aufgeworfenen Spekulationen über „Spionagemissionen“ dieser „Life“-Flüge entkräften?

5) Ist mit einer baldigen Beendigung dieser Trainingsflüge zu rechnen?

6) Wie viele Tonnen Kerosin werden für ein Tagesmanöver pro AWACS Maschine verbraucht und wie viel CO₂ wird dabei in die Atmosphäre freigesetzt?

7) Wer trägt die Verantwortung, wenn Menschen in den betreffenden Gebieten, aufgrund der Belastung durch hohe Lärmpegel, gesundheitliche Schäden erleiden?

8) Hat die Luxemburger Regierung ein Vetorecht, um solche Flüge zu untersagen?

Réponse (27.12.2010) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

L'honorable Député s'enquiert à propos des posés-décollés réalisés à l'Aéroport de Luxembourg par les avions AWACS.

Selon les statistiques de mes services, l'OTAN a adressé depuis le début des opérations d'entraînement à l'Aéroport de Luxembourg des avions AWACS, immatriculés au Luxembourg, 31 requêtes d'entraînement aux autorités, dont huit requêtes ont été annulées par l'OTAN pour cause de conditions météorologiques défavorables respectivement pour des causes techniques et deux ont été annulées par les autorités luxembourgeoises notamment pour ne pas perturber le flux de trafic commercial à l'Aéroport de Luxembourg. En total une douzaine de ces vols d'entraînement eut lieu en 2010.

Les autorités civiles et militaires luxembourgeoises ont insisté dès le début sur le fait que ces vols ne devaient avoir lieu qu'exceptionnellement afin, d'un côté, de tenir compte des intérêts légitimes des riverains de l'aéroport et, d'un autre côté, de ne pas perturber le fonctionnement normal de l'aéroport dont l'utilisation commerciale et civile prime.

Même si un certain nombre de vols d'entraînement sont effectués moyennant simulateur, il y a lieu de souligner que, conformément aux dispositions applicables, les pilotes doivent effectuer un certain nombre de vols en situation réelle, y compris les procédures de posés-décollés (atterrissage d'un avion suivi im-

médiatement d'un décollage) pour maintenir la validité de leurs licences et de leurs qualifications. La plus-value escomptée par ces vols réside dans le fait que les pilotes se trouvent confrontés à des situations en temps réel, dont l'expérience est jugée indispensable au titre des formations initiales et continues.

Les avions de l'OTAN sont des avions de surveillance, d'appui et de reconnaissance aériens. Par leur nature ils ont pour mission de surveiller l'espace aérien. Les équipements installés à bord n'ont pas vocation à fonctionner dans des opérations «touch & go» telles que pratiquées à l'Aéroport de Luxembourg. En effet, un avion E-3A volant à 9.150 mètres (30.000 pieds) d'altitude peut assurer la couverture radar d'une zone de 312.000 kilomètres carrés, de sorte que trois avions E-3A dont les orbites se chevauchent sont en mesure de couvrir intégralement toute l'Europe centrale.

À ce titre, les gouvernements demandent à certaines occasions de bénéficier du soutien des AWACS et de leur capacité de surveillance notamment pour couvrir d'importants événements publics. Ce fut le cas pour les jeux olympiques de 2004 à Athènes, le championnat européen de football qui s'est tenu au Portugal en 2004 (Euro 2004).

Les vols d'entraînement se poursuivront également à l'avenir sur le site de l'Aéroport de Luxembourg à titre tout à fait occasionnel, en fonction notamment de l'intensité des vols tactiques à des fins de surveillance aérienne et des capacités limitées de l'aéroport.

Les AWACS disposent d'un réservoir d'environ 89.000 litres de kérosène et d'une autonomie dépassant les dix heures de vol. En considérant ces éléments, il en suit que la consommation horaire moyenne est de l'ordre de grandeur de 8.500 l/heure. En appliquant les facteurs de conversion, tels qu'appliqués dans l'inventaire national des émissions de CO₂, il en résulte des émissions de CO₂ de 21 tonnes par heure de vol. Les manœuvres effectuées à l'Aéroport de Luxembourg se déroulent cependant dans des périodes horaires limitées et dans des conditions d'exploitation particulières de sorte que ces données n'ont bien entendu qu'un caractère indicatif.

Si les avions de l'OTAN jouissent, en tant qu'avions militaires, d'un statut particulier notamment au titre de la certification par rapport aux normes de bruit et qu'il en est de même de l'OTAN, organisation internationale qui exploite la flotte des avions AWACS, il n'en reste pas moins que le plan d'action de bruit aéroportuaire, élaboré en concertation avec les acteurs concernés et qui vient d'être approuvé par le Conseil de Gouvernement en date du 26 novembre 2010, prévoit des mesures, notamment en matière d'isolation phonique des bâtiments, qui ont vocation à bénéficier aux riverains quel que soit l'auteur du bruit émis.

Les avions inscrits aux registres d'immatriculation luxembourgeois sont autorisés à effectuer des vols d'entraînement à l'Aéroport de Luxembourg et ceci constitue une contribution dans le cadre de notre participation à l'Alliance. Néanmoins, le Grand-Duché de Luxembourg limite le nombre de vols d'entraînement au minimum nécessaire et essaie de les canaliser aux heures creuses de trafic aérien par des

vols de jour et en semaine afin de respecter la qualité de vie des riverains de l'aéroport.

Question 1011 (16.11.2010) de **M. Jean Colombero** (ADR) la **consommation de drogues au Centre pénitentiaire de Luxembourg**:

Bedingt durch ihre Lebensumstände tendieren viele Häftlinge zu Depressionen. Viele sehen im Griff zur Droge eine Möglichkeit diesem Alltag zu entfliehen, was auch durch eine lasche Drogenpolitik stark unterstützt wird. Die Palette der Drogen reicht von Drogen wie Cannabis bis hin zum Heroin. Da Cannabisprodukte jedoch relativ lange im Urin nachweisbar sind (bis zu 14 Tagen), im Gegensatz zu Heroin (nur ein bis vier Tage), greifen die Häftlinge eher zu den heroinhaltigen als zu den cannabinoïden Drogen.

In diesem Zusammenhang möchte ich dem Herrn Minister folgende Fragen stellen:

1) Kann der Minister mir sagen wie viele Drogentests in der Schrässiger Strafanstalt auf Basis des Screeningtestes in den letzten beiden Jahren positiv verlaufen sind?

2) Welche Drogen wurden festgestellt?

3) Hat der Minister verlässliche Zahlen darüber, wie viele Häftlinge bei Haftantritt nicht drogenabhängig waren, jedoch im Verlauf ihrer Haft drogenabhängig geworden sind?

Réponse (27.12.2010) de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Justice*:

Zu der parlamentarischen Anfrage des ehrenwerten Abgeordneten Jean Colombero über die Drogenproblematik in der Justizvollzugsanstalt in Schrässig sei vorab zu bemerken, dass die parlamentarische Anfrage pauschale, undifferenzierte und nicht unterlegte Erklärungen enthält. Die Aussage des ehrenwerten Abgeordneten in Bezug auf eine vermeintlich „lasche Drogenpolitik“ kann dementsprechend also nur genauso pauschal zurückgewiesen werden wie sie formuliert ist.

Zu den beiden ersten Fragen selbst kann Folgendes ausgeführt werden: Zwischen dem 1. Januar 2009 und dem 1. Dezember 2010 wurden in der JVA Schrässig 1.822 Urintests durchgeführt, wovon 374 Tests Stoffwechselfspuren von verbotenen Betäubungsmitteln (Kokain, opiumhaltige Substanzen, THC, etc.) aufgewiesen haben. Diese Tests werden aus medizinischen Gründen durchgeführt, um die betroffenen Insassen gegebenenfalls mit legalen Ersatzsubstanzen zu behandeln.

Statistiken, die zur Beantwortung der Frage Nummer 3) Auskunft geben könnten, werden von den zuständigen Behörden nicht geführt, da diese auf den freiwilligen Aussagen der Häftlinge bei Strafantritt beruhen müssten, und somit keine verlässliche, objektive, auf Tatsachen beruhende Aussagekraft hätten. Solche Statistiken könnten nur auf einer zwingenden medizinischen Untersuchung bei Strafantritt beruhen, welche - wie dem ehrenwerten Abgeordneten bestimmt bekannt ist - nur auf Grund von schwerwiegenden Indizien („indices graves“) durchgeführt werden können, so wie es Artikel 4 Absatz 1 des abgeänderten Betäubungsmittelgesetzes vom 19. Februar 1973 vorsieht.

Question urgente 1138 (5.1.2011) de **M. Félix Braz** (*déi gréng*) concernant l'affectation du chef d'état-major de l'armée au poste de planificateur:

Lors des débats parlementaires du projet de loi 5789 modifiant la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire, le Gouvernement avait insisté sur la nécessité d'une mesure législative pour affecter le chef d'état-major Nico Ries au poste de planificateur sans perte d'aucun de ses acquis (grade, rémunération, primes, avantages).

Hier, lors de la réunion conjointe de la Commission des Affaires étrangères et de la Défense et de la Commission de la Fonction publique, Monsieur le Ministre de la Défense a déclaré que la même décision serait prise avec les mêmes effets par la voie d'un arrêté grand-ducal.

Mes questions sont les suivantes:

1. Quelle sera la base légale de cet arrêté grand-ducal affectant le colonel Nico Ries au poste de planificateur sans perte d'aucun de ses acquis (grade, rémunération, primes, avantages)?

2. Pourquoi est-ce qu'en 2007, lors des débats du projet de loi 5789, une mesure législative était jugée inévitable par le Gouvernement?

3. Pourquoi est-ce qu'une mesure législative n'est plus nécessaire aujourd'hui?

4. Est-ce que le Gouvernement est certain de ne pas commettre une nouvelle faute formelle?

Réponse (12.1.2011) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de la Défense*:

Avant de répondre aux questions de l'honorable Député (III), il y a lieu d'exposer d'abord mon attitude face à l'arrêt de la Cour administrative du 16 décembre 2010 (I) et de présenter une brève analyse juridique de la situation (II).

I. Attitude du Ministre de la Défense face à l'arrêt de la Cour administrative du 16 décembre 2010

Dans sa question l'honorable Député s'interroge sur ma déclaration, annoncée lors de la réunion conjointe des Commissions des Affaires étrangères et de la Fonction publique, de prendre la même décision avec les mêmes effets par voie d'un arrêté grand-ducal.

Pour comprendre ma déclaration, il y a lieu d'expliquer la démarche que j'ai adoptée suite à l'arrêt de la Cour administrative du 16 décembre 2010.

Le 3 janvier 2011, dès mon retour de l'étranger, j'ai reçu Monsieur Ries. J'ai estimé normal d'avoir un tel entretien avec le principal concerné pour examiner comment mettre en œuvre la décision de la Cour administrative dans l'intérêt de toutes les personnes concernées et surtout de l'institution qu'est l'armée. Bien que j'aurais pu - dès connaissance de l'arrêt - prendre à nouveau les dispositions nécessaires pour nommer Monsieur Ries au poste de planificateur stratégique (voir développement sub II), il m'importait de ne pas me cantonner à l'aspect strictement juridique de l'affaire, mais d'examiner ensemble avec Monsieur Ries les possibilités d'une issue honorable pour tous dans les limites imposées par l'arrêt et l'intérêt du service. L'arrêt de la Cour an-



nule en effet l'affectation de Monsieur Ries au poste de planificateur auprès du Ministre de la Défense ainsi que la nomination de Monsieur Reinig au poste de chef d'état-major.

J'ai expliqué à Monsieur Ries les principes qui me guident dans ma démarche. Le Ministre de la Défense se doit de veiller au bon fonctionnement de notre armée, à savoir une bonne préparation et exécution de nos missions militaires à l'étranger, la poursuite de la réforme ainsi que la mise en œuvre de la reconversion. Pour permettre aux soldats et aux officiers de répondre à ces défis, il est essentiel d'assurer à tous une prévisibilité des opérations et une stabilité dans la prise de décisions. Des relations de travail sereines au sein de l'armée sont essentielles à cet effet. Il convenait donc d'agir rapidement pour limiter les incidences possibles sur ce grand corps. Il y va aussi de la bonne réputation de l'armée au Luxembourg et à l'étranger.

Il faut également ne pas perdre de vue que la Cour administrative s'est uniquement exprimée sur la forme de la décision sans mentionner de quelque manière que ce soit le fond de celle-ci.

Dans cet esprit et souhaitant clairement laisser le choix à Monsieur Ries, j'ai suggéré deux possibilités respectant non seulement l'arrêt de la Cour administrative mais aussi les intérêts de l'armée et des personnes concernées.

Une première possibilité consistait à le réaffecter à la fonction de planificateur stratégique dans la logique de l'arrêt de la Cour administrative tout en suivant bien entendu scrupuleusement les indications de celle-ci.

Une deuxième proposition devait lui permettre de prendre sa retraite en tant que chef d'état-major dans les meilleurs délais et le charger par après dans sa retraite, si cela était son souhait, d'une mission spéciale auprès du Ministre au niveau de la planification stratégique. En ce faisant j'ai souligné l'importance que j'attache à la planification stratégique et le fait que Monsieur Ries est la personne la plus qualifiée pour cet emploi. Ceci est d'ailleurs démontré par le fait que Monsieur Ries, alors qu'il pourrait prétendre à la retraite depuis trois ans, a été prolongé en tant que planificateur stratégique à deux reprises par moi-même et une fois par mon prédécesseur. Il convient de noter par ailleurs que lorsqu'il s'agissait de le prolonger, Monsieur Ries a fait état du grand intérêt qu'il portait à cette tâche précise qui, selon lui, présente une importance incontestable pour l'avenir de l'armée luxembourgeoise.

Monsieur Ries a choisi de ne pas donner suite aux propositions précitées, ce que je regrette vivement.

II. Analyse juridique

1. L'approche législative

La loi du 21 décembre 2007 avait pour objet la réorganisation et la transformation de l'armée luxembourgeoise afin de la mettre en mesure de participer, dans les

meilleures conditions possibles, aux missions de maintien de la paix, aux groupements tactiques de l'Union européenne et à la force de réaction rapide de l'OTAN. Il s'agit de la réforme la plus substantielle de l'armée de ces dernières années. Ainsi, les effectifs des officiers, sous-officiers, caporaux et personnel de l'armée ont été renforcés et diverses mesures statutaires ont été intégrées dans la loi¹. En raison de ces adaptations statutaires, des dispositions transitoires prévues à l'article 25 de la loi du 21 décembre 2007 ont été prises afin de préserver les droits de tous les fonctionnaires en service lors de l'entrée en vigueur de la nouvelle loi:

«Cet article concerne les fonctionnaires en service lors de l'entrée en vigueur de la nouvelle loi. Son objectif est de garantir les droits de ces fonctionnaires».²

Ces dispositions transitoires visent une quarantaine d'officiers (et non seulement Monsieur Ries) et ainsi un des points de l'article 25 concerne également Monsieur Ries. Il s'agit du point 39° de la loi du 21 décembre 2007 qui dispose comme suit:

«Le colonel, dont la nomination en tant qu'officier de l'armée a eu lieu en 1977, est intégré dans le grade A14, à l'échelon 11, à l'indice 647. Un supplément personnel non pensionnable de 20 points indiciaires lui est accordé au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Avec effet à cette même date, il est placé hors cadre et détaché auprès du Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration, chargé de la planification auprès du Ministre ayant la défense dans ses attributions. Après son détachement, il conserve son titre de colonel et sa rémunération acquis au sein de l'armée».

L'alinéa 2 du point 39° de l'article 25 a été intégré dans le projet de loi lors des amendements gouvernementaux du 23 novembre 2007 (point g) du texte de l'amendement) afin de garantir de par l'effet de la loi le maintien des droits de Monsieur Ries. Ceci est confirmé dans les travaux parlementaires comme suit:

«Par ailleurs, le point g) qui complète l'article 25 point 39° garantit le titre et la rémunération de la personne concernée».³

C'est dans le même but de garantir le titre à l'intéressé que l'amendement gouvernemental du 23 novembre 2007 avait également prévu de modifier les annexes A et D de la loi du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État (points e) et f) du texte de l'amendement), afin de ne pas réserver le grade de colonel au seul chef d'état-major. Sur avis négatif du Conseil d'État, cet amendement a été retiré. Le Conseil d'État a en effet estimé, dans son avis complémentaire du 4 décembre 2007, que la situation de Monsieur Ries était am-

plement garantie par les dispositions de l'article 25, point 39.⁴

La première phrase de l'alinéa 2 de l'article 25, 39° a été rajoutée afin d'exposer pourquoi et par rapport à quelle affectation le grade et la rémunération de l'intéressé seront maintenus. C'est ce rajout qui a été sanctionné par la Cour constitutionnelle estimant que cette disposition limite les garanties procédurales du fonctionnaire visé par rapport aux autres officiers de l'armée qui, en cas de changement d'affectation, bénéficient des garanties en question.

2. Les effets de l'arrêt de la Cour constitutionnelle du 1^{er} octobre 2010

Il est important de rappeler que le système luxembourgeois connaît un contrôle de la constitutionnalité par voie d'exception.

Le contrôle de la constitutionnalité par voie d'exception a une particularité: la déclaration de non-conformité d'une loi à la Constitution laisse subsister cette loi dans l'ordonnement juridique, c'est seulement l'application dans le litige de la disposition invalidée qui est paralysée par la déclaration de non-conformité arrêtée par la juridiction compétente à cette fin.⁵

3. Les effets de l'arrêt de la Cour administrative du 16 décembre 2010

L'annulation par la Cour administrative des arrêtés grand-ducaux du 11 janvier 2008 n'interdit par conséquent pas à l'administration de refaire l'acte annulé. Elle peut prendre immédiatement une nouvelle décision sous condition de respecter l'enseignement de la décision judiciaire d'annulation.

La Cour administrative, dans son arrêt du 16 décembre 2010, a d'ailleurs expressément réservé la possibilité d'une nouvelle décision en rendant son arrêt sans préjudice de ce qu'en l'absence de l'article 25, point 39° de la loi du 21 décembre 2007, la décision de désaffectation et détachement de Monsieur Ries aurait pu être prise, voire pourrait être prise sur base de la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire.

4. Les démarches futures

En ce qui concerne la réaffectation de Monsieur Ries au poste de planificateur, il y a lieu de distinguer entre deux choses, à savoir:

a) La décision de réaffectation au poste de planificateur

b) Les effets de la réaffectation

a) La décision de réaffectation

Suite à l'arrêt de la Cour constitutionnelle du 1^{er} octobre 2010, il est donc impossible de baser la décision de réaffectation sur l'article 25, point 39° de la loi du 21 décembre 2007.

Il faut dès lors suivre la voie réservée par la Cour administrative elle-même dans son arrêt du 16

décembre 2010, à savoir prendre la décision sur base des seuls articles 11, 12 et 16 de la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire tout en faisant précéder la décision par une procédure administrative non contentieuse, ce qui assurera à l'intéressé toutes les garanties que la Cour constitutionnelle a voulu préserver.

En ce qui concerne le principe d'une réaffectation d'un officier, celui-ci ne pourra pas être raisonnablement remis en doute dans la mesure où l'article 12 de la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire dispose très clairement que le grade est distinct de l'emploi.

Cette disposition résulte de l'article 19 (5) de la loi du 29 juin 1967 portant abolition du service militaire obligatoire et remplaçant les chapitres I à V de la loi du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire, telle qu'elle a été modifiée par les lois des 23 juillet 1963, 12 mai 1964 et 30 décembre 1965 (Mémorial A, n°43 du 30 juin 1967). Dans les travaux parlementaires n°1230 se trouvant à la base de la loi du 29 juin 1967, la distinction entre grade et l'emploi a été commentée comme suit:

«L'officier ou le sous-officier sont dits être „propriétaire“ de leur grade dont ils ne peuvent être privés sans une procédure qui leur donne le maximum de garanties en les mettant à l'abri de tout acte arbitraire. L'emploi est à la disposition du Gouvernement qui possède en la matière un pouvoir souverain. Les officiers et les sous-officiers peuvent être déplacés à tout moment d'un emploi à un autre de leur grade pour les besoins du service.»

Le grade du fonctionnaire bénéficie d'une protection alors que l'emploi peut être modifié librement par l'administration, voire supprimé.

b) Les effets de la réaffectation

En l'absence de la disposition légale de l'article 25, point 39° de la loi du 21 décembre 2007, l'intéressé aurait subi lors de sa réaffectation en 2008 un désavantage et ceci à deux niveaux:

- rémunération et autres avantages;

- titre.

Rémunération et autres avantages

L'article 22 VIII b) de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État dispose comme suit:

«Pour les fonctionnaires énumérés ci-après, la valeur des différents échelons de leurs grades respectifs est augmentée de 25 points indiciaires:

„directeurs généraux, directeurs généraux adjoints“, ... „colonel, chef d'état-major, lieutenant-colonel, chef d'état-major adjoint“ ... Bénéficient de la même mesure les fonctionnaires classés aux grades M5, M6, M7 et S1.»

Par ailleurs, le chef d'état-major a toujours bénéficié d'une voiture de service avec chauffeur.

Les 25 points indiciaires et la voiture de service avec chauffeur étant liés à l'emploi de chef d'état-major, ils auraient été perdus pour Monsieur Ries au moment de la nomination au poste de planificateur stratégique. Une perte de ces 25 points indiciaires et des autres avantages liés à l'emploi de chef d'état-major n'aurait toutefois rien eu d'illégal, alors que leur suppression découle de l'article 6.5, alinéa 2 de la loi du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État qui dispose comme suit:

«N'est pas considérée comme diminution de traitement au sens du présent paragraphe la cessation d'emplois accessoires ni la cessation d'indemnités ou de frais de voyage, de bureau ou d'autres, lorsque la cause de ces indemnités vient à disparaître avec le nouvel emploi.»

C'est pour cette raison que le Gouvernement a cru bon recourir à la disposition législative de l'article 25, point 39°, alinéa 2 de la loi du 21 décembre 2007 afin de garantir à Monsieur Ries le maintien de sa situation.

Titre

Les annexes A et D de la loi du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État ne prévoyant qu'un seul colonel, chef d'état-major, le planificateur aurait, en l'absence de toute disposition légale créant un titre de colonel supplémentaire, risqué sur base des dites annexes de perdre ce titre, ce qui n'était jamais l'intention du Gouvernement.

Il résulte d'une lecture combinée des éléments énoncés ci-dessus que l'article 25, point 39° n'a pas disparu de l'ordonnement juridique. Par conséquent, rien n'empêche à ce que la rémunération du planificateur stratégique soient maintenus une fois que la réaffectation a été prononcée conformément aux enseignements des arrêtés de la Cour constitutionnelle et de la Cour administrative.

III. Réponses aux questions de l'honorable Député

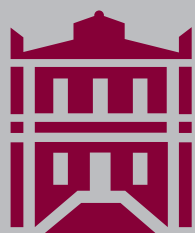
Conformément à ces explications, les questions de l'honorable Député Félix Braz appellent les réponses suivantes:

1. Les bases légales de la nouvelle décision de réaffectation seront les articles 11, 12 et 16 de la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire.

2. Une mesure législative a été jugée nécessaire pour garantir le titre et la rémunération de la personne concernée.

3. Comme l'article 25, point 39° de la loi du 21 décembre 2007 continue à subsister dans l'ordonnement juridique, le titre et la rémunération pourront être légalement préservés.

4. La nouvelle décision, comme toute décision administrative, est susceptible d'un recours devant les juridictions administratives. Étant donné la séparation des pouvoirs, il ne peut pas être préjugé d'une décision éventuelle d'une juridiction indépendante.



Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un